

# Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés

La préparation et la présentation des états financiers consolidés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et énoncées dans le *Manuel de CPA Canada*. Nous nous assurons que les données financières figurant dans le rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés comprennent des montants qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, la direction a fait des choix relatifs à l'information à présenter, fait des estimations et posé des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, notamment en raison de l'évolution des marchés financiers ou d'autres événements pouvant avoir une incidence sur la juste valeur des placements.

Comme responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur un dispositif de contrôle interne élaboré, appliqué systématiquement à tous les niveaux de l'organisation. Ce dispositif est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le dispositif de contrôle interne de la Caisse est fondé notamment sur : une définition claire des responsabilités, la répartition efficace des tâches et la délégation de pouvoirs; des ressources compétentes; des procédures et des systèmes d'information, des outils et des pratiques appropriés, de l'information pertinente et fiable dont la suffisance permet à chaque employé d'exercer ses responsabilités; des mesures de contrôle, de conformité et de gestion intégrée des risques proportionnées aux enjeux propres à chaque processus et conçues pour réduire les risques susceptibles de compromettre la réalisation des objectifs de la Caisse; et l'existence et la surveillance du respect d'un ensemble élaboré de politiques internes.

Ce dispositif de contrôle permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, le groupe de vérification interne de la Caisse procède régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers consolidés et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences légales auxquelles la Caisse est assujettie, notamment la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec*.

Annuellement, nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information financière sont efficaces. Nous rapportons toute situation irrégulière d'importance au comité de vérification du conseil d'administration de la Caisse, le cas échéant.

Le Vérificateur général du Québec et Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. (« les co-auditeurs ») ont procédé aux audits des états financiers consolidés de la Caisse au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et pour les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013 et leur rapport expose la nature et l'étendue de ces audits et comporte l'expression de leur opinion. Les co-auditeurs peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne leurs audits.

Le conseil d'administration et ses comités exercent un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux risques et de l'évaluation d'opérations importantes. En outre, le conseil d'administration approuve les états financiers consolidés et le rapport annuel.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et pour les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification qui est composé uniquement d'administrateurs externes. Ce comité rencontre la direction et les co-auditeurs, examine les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.



MICHAEL SABIA

Président et chef de la direction

Montréal, le 24 février 2015



MAARIKA PAUL, FCPA, FCA, EEE

Première vice-présidente et  
chef de la Direction financière

# Rapport des auditeurs indépendants

À l'Assemblée nationale

## Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et les états consolidés du résultat global, des variations de l'actif net attribuable aux déposants et des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

## Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

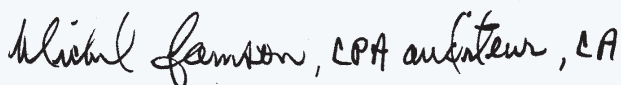
## Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 2014, au 31 décembre 2013 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

## Rapport relatif à d'autres obligations légales ou réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement de référentiel comptable décrit à la note 19 des états financiers consolidés, ces normes ont été appliquées pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, ainsi que pour la situation financière d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 24 février 2015

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.



CPA auditeur, CA, permis n° A112431

Montréal, le 24 février 2015

# États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2014	31 décembre 2013	1 <sup>er</sup> janvier 2013
<b>Actif</b>			
Trésorerie	211	103	54
Équivalents de trésorerie (note 4)	3 829	5 902	3 360
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	1 346	1 697	323
Avances à des déposants	1 090	996	797
Revenus de placement courus et à recevoir	1 149	898	773
Autres actifs	123	137	195
Placements (note 4)	264 975	230 506	202 782
<b>Total de l'actif</b>	<b>272 723</b>	<b>240 239</b>	<b>208 284</b>
<b>Passif</b>			
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 300	2 380	325
Autres passifs financiers	648	549	512
Passifs relatifs aux placements (note 4)	44 924	37 161	31 237
<b>Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>	<b>46 872</b>	<b>40 090</b>	<b>32 074</b>
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>	<b>225 851</b>	<b>200 149</b>	<b>176 210</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil d'administration,



MICHAEL SABIA



FRANÇOIS JOLY

# États consolidés du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	2014	2013
Revenus de placement (note 9)	7 520	6 843
Dépenses de placement (note 9)	(816)	(755)
Revenu net de placement (note 9)	6 704	6 088
Charges d'exploitation (note 11)	(315)	(298)
<b>Revenu net</b>	<b>6 389</b>	<b>5 790</b>
Gains nets réalisés (note 10)	5 847	5 496
Gains nets non réalisés (note 10)	11 539	11 482
<b>Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur</b>	<b>17 386</b>	<b>16 978</b>
<b>Résultat de placement net avant distributions aux déposants (note 10)</b>	<b>23 775</b>	<b>22 768</b>
Distributions aux déposants	(12 445)	(11 098)
<b>Résultat global attribuable aux déposants</b>	<b>11 330</b>	<b>11 670</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.



# États consolidés des variations de l'actif net attribuable aux déposants

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Distributions à verser aux déposants	Dépôts à participation	Actif net attribuable aux déposants
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	887	134	1 612	173 577	176 210
<b>Attributions et distributions</b>					
Résultat global attribuable aux déposants	–	–	–	11 670	11 670
Distributions aux déposants	11 382	–	(284)	–	11 098
<b>Dépôts à participation</b>					
Émission d'unités de dépôts à participation	(13 647)	–	–	13 647	–
Annulation d'unités de dépôts à participation	536	–	–	(536)	–
<b>Dépôts nets</b>					
Variation nette des dépôts à terme	42	(42)	–	–	–
Contributions nettes des déposants	1 171	–	–	–	1 171
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013</b>	<b>371</b>	<b>92</b>	<b>1 328</b>	<b>198 358</b>	<b>200 149</b>
<b>Attributions et distributions</b>					
Résultat global attribuable aux déposants	–	–	–	11 330	11 330
Distributions aux déposants	12 152	–	293	–	12 445
<b>Dépôts à participation</b>					
Émission d'unités de dépôts à participation	(14 771)	–	–	14 771	–
Annulation d'unités de dépôts à participation	652	–	–	(652)	–
<b>Dépôts nets</b>					
Variation nette des dépôts à terme	(106)	106	–	–	–
Contributions nettes des déposants	1 927	–	–	–	1 927
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2014</b>	<b>225</b>	<b>198</b>	<b>1 621</b>	<b>223 807</b>	<b>225 851</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# États consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	2014	2013
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Résultat global attribuable aux déposants	11 330	11 670
<b>Ajustements pour :</b>		
Pertes non réalisées et amortissement sur les billets et les emprunts à payer	870	162
Distributions aux déposants	12 445	11 098
<b>Variations nettes des actifs et des passifs liés aux activités d'exploitation</b>		
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	351	(1 374)
Avances à des déposants	(94)	(199)
Revenus de placement courus et à recevoir	(251)	(125)
Autres actifs	14	58
Placements	(34 469)	(27 724)
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	(1 080)	2 055
Autres passifs financiers	99	37
Passifs relatifs aux placements	5 449	6 687
	(5 336)	2 345
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Variation nette des billets de trésorerie à payer	612	186
Émission de billets de trésorerie à payer	1 659	545
Remboursement de billets de trésorerie à payer	(545)	(222)
Variation nette des emprunts à payer	(86)	(861)
Émission d'emprunts à payer	8	–
Remboursement des emprunts à payer	(206)	(573)
Émission de billets à terme à payer	2 142	–
Remboursement de billets à terme à payer	(2 140)	–
Contributions nettes des déposants	1 927	1 171
	3 371	246
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	(1 965)	2 591
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	6 005	3 414
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>4 040</b>	<b>6 005</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :</b>		
Trésorerie	211	103
Valeurs à court terme	520	76
Titres achetés en vertu de conventions de revente	3 309	5 826
	4 040	6 005
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Intérêts reçus	3 638	3 166
Dividendes reçus nets des impôts retenus à la source	3 834	3 802
Intérêts payés	(620)	(590)
Dividendes payés sur des titres vendus à découvert	(45)	(83)
Distributions versées aux déposants	(12 152)	(11 382)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# Notes complémentaires aux états financiers consolidés

(Les chiffres présentés dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 01

### CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec (Caisse), personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, est régie par la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (RLRQ, chapitre C-2) (Loi).

La Caisse a élu domicile au Québec, Canada. L'adresse du siège social est le 65, rue Sainte-Anne, Québec, Canada. Le bureau principal de la Caisse est situé au 1000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal, Québec, Canada.

La Caisse a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à la Loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

### ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Ces états financiers consolidés ont été établis dans le but de présenter la situation financière, la performance financière ainsi que les flux de trésorerie de la Caisse. Les états financiers consolidés de la Caisse comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes de ses filiales qui offrent exclusivement des services liés aux activités de financement et de gestion. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les activités d'investissement des déposants dans les différents portefeuilles spécialisés de la Caisse s'effectuent par l'intermédiaire d'unités de dépôts à participation de fonds particuliers.

### FONDS GÉNÉRAL

Le fonds général regroupe les activités de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qui incluent la gestion des dépôts à vue, des dépôts à terme et des activités de financement de la Caisse.

### FONDS PARTICULIERS

Les fonds particuliers regroupent principalement des placements diversifiés dans des portefeuilles spécialisés. Chacun des fonds particuliers est dédié à un seul déposant qui investit dans des dépôts à participation de fonds particuliers.

Les fonds particuliers des déposants sont les suivants :

**Fonds 300 :** Fonds du Régime de rentes du Québec administré par la Régie des rentes du Québec;

**Fonds 301 :** Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

**Fonds 302 :** Régime de retraite du personnel d'encadrement administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

**Fonds 303 :** Régimes particuliers administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

**Fonds 305 :** Régime de retraite des élus municipaux administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

**Fonds 306 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Volet à prestations déterminées administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt;

**Fonds 307 :** Fonds d'assurance automobile du Québec administré par la Société de l'assurance automobile du Québec;

**Fonds 311 :** Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte général administré par la Commission de la construction du Québec;

**Fonds 312 :** Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte des retraités administré par la Commission de la construction du Québec;

**Fonds 313 :** Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte complémentaire administré par la Commission de la construction du Québec;

**Fonds 314 :** Fonds d'assurance-dépôts administré par l'Autorité des marchés financiers;

**Fonds 315 :** Compte dédié administré par La Financière agricole du Québec;

**Fonds 316 :** Fonds d'amortissement du régime de retraite – RREGOP administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;

## CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS (suite)

- Fonds 317 :** Fonds d'amortissement du régime de retraite – RRPE administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 318 :** Fonds d'amortissement des autres régimes de retraite administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 326 :** Fonds d'assurance-récolte administré par La Financière agricole du Québec;
- Fonds 328 :** Régime de rentes de survivants administré par le Secrétariat du Conseil du trésor, gouvernement du Québec;
- Fonds 329 :** Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;
- Fonds 330 :** Fonds de la santé et de la sécurité du travail administré par la Commission de la santé et de la sécurité du travail;
- Fonds 332 :** Fonds des cautionnements des agents de voyages – cautionnements individuels administré par l'Office de la protection du consommateur;
- Fonds 333 :** Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages administré par l'Office de la protection du consommateur;
- Fonds 335 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2020 administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt (constitué le 1<sup>er</sup> octobre 2014);
- Fonds 336 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2030 administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt (constitué le 1<sup>er</sup> octobre 2014);
- Fonds 337 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2040 administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt (constitué le 1<sup>er</sup> octobre 2014);
- Fonds 338 :** Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence – Fonds 2050 administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt (constitué le 1<sup>er</sup> octobre 2014);
- Fonds 341 :** Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance – Fonds de trésorerie administré par l'Autorité des marchés financiers;
- Fonds 342 :** Régime de retraite de l'Université du Québec administré par le Comité de retraite du Régime de retraite de l'Université du Québec;
- Fonds 343 :** Fonds d'assurance parentale administré par le Conseil de gestion de l'assurance parentale;
- Fonds 347 :** Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec administré par Aon Hewitt;
- Fonds 351 :** Fonds des générations administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 353 :** Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse participants administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 354 :** Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse employeurs administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 361 :** Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 362 :** Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 363 :** Régime de retraite des employés de la Ville de Laval administré par le Comité du Régime de retraite des employés de la Ville de Laval;
- Fonds 367 :** Fonds d'information sur le territoire administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 368 :** Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance – Fonds capitalisé administré par l'Autorité des marchés financiers;
- Fonds 369 :** Fonds des congés de maladie accumulés administré par le ministère des Finances, gouvernement du Québec;
- Fonds 371 :** Fonds des congés de maladie accumulés – ARQ administré par l'Agence du revenu du Québec;
- Fonds 372 :** Fonds commun de placement des régimes de retraite de l'Université Laval administré par les Comités de retraite;
- Fonds 373 :** Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;
- Fonds 374 :** Fiducie globale Ville de Magog administrée par le Comité de retraite mixte;
- Fonds 376 :** Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke administré par le Comité de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke (constitué le 1<sup>er</sup> janvier 2013);
- Fonds 378 :** Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels – Fonds des cotisations des employés administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (constitué le 1<sup>er</sup> juillet 2013);
- Fonds 383 :** Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de Sherbrooke administré par le Comité de retraite et par l'administrateur délégué Aon Hewitt (constitué le 1<sup>er</sup> janvier 2014);
- Fonds 393 :** Régime de retraite de la Corporation de l'École Polytechnique administré par le Comité de retraite (constitué le 1<sup>er</sup> juillet 2014).

## CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS (suite)

### PORTFEUILLES SPÉCIALISÉS

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes dans lesquelles les fonds particuliers peuvent investir sous forme de dépôts à participation. Les différents portefeuilles spécialisés de la Caisse sont :

- Immeubles (710);
- Actions canadiennes (720);
- Actions EAEO (Europe, Australasie et Extrême-Orient) (730);
- Actions américaines (731);
- Actions des marchés en émergence (732);
- Actions mondiales (735) (dissous le 1<sup>er</sup> avril 2014);
- Actions Qualité mondiale (736) (créé le 1<sup>er</sup> janvier 2013);
- Valeurs à court terme (740);
- Dettes immobilières (750);
- Obligations (760);
- Obligations à rendement réel (762);
- Obligations à long terme (764);
- Fonds de couverture (770) (dissous le 1<sup>er</sup> janvier 2014);
- Répartition de l'actif (771);
- BTAA (772);
- Stratégies actives de superposition (773) (créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014);
- Placements privés (780);
- Infrastructures (782).

## 02

### PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### ADOPTION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011, conformément à la décision du Conseil des normes comptables du Canada (CNC), les entités ayant une obligation d'information du public sont tenues de publier des états financiers selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Pour les sociétés appliquant la *Note d'orientation concernant la comptabilité des Sociétés de placement* (NOC-18) de la Partie V du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*, le CNC avait autorisé un report de l'adoption des IFRS aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

En 2012, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié le document *Entités d'investissement* (modifications d'IFRS 10 – États financiers consolidés, d'IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités et d'IAS 27 – États financiers individuels) exigeant qu'une société se qualifiant à titre d'entité d'investissement évalue chacune de ses entités contrôlées à la juste valeur. Le CNC a intégré ces modifications dans la Partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et celles-ci sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les présents états financiers consolidés de la Caisse sont les premiers états financiers préparés selon les IFRS appliquées rétrospectivement au 1<sup>er</sup> janvier 2013, sauf pour les exceptions obligatoires prévues à l'IFRS 1 – *Première application des Normes internationales d'information financière*. Auparavant, la Caisse appliquait les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada conformément à la Partie V du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*. Les effets du changement de référentiel comptable sur les états financiers consolidés sont présentés à la note 19.

#### DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux IFRS telles qu'elles ont été publiées par l'IASB. Les méthodes comptables décrites ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme pour tous les exercices présentés.

#### PRÉSENTATION ET BASE D'ÉVALUATION

La Caisse évalue à la juste valeur par le biais du résultat net les instruments financiers, incluant les participations dans des filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les entités structurées. Les filiales offrant exclusivement des services liés aux activités de financement et des services administratifs sont consolidées conformément aux modalités prévues à l'IFRS 10.

Les états consolidés de la situation financière sont présentés selon le critère de liquidité.

#### APPROBATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les présents états financiers consolidés de la Caisse ont été approuvés par le conseil d'administration le 24 février 2015.

## PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés de la Caisse sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle.

### CONVERSION DE DEVISES

Les actifs et les passifs financiers libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les transactions en devises sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des transactions.

Les écarts de conversion sur les placements et les passifs relatifs aux placements sont présentés aux états consolidés du résultat global à la rubrique « Gains nets non réalisés ». À la vente d'un placement ou au règlement d'un passif relatif aux placements, le gain ou la perte sur la conversion de devises est présenté à la rubrique « Gains nets réalisés » aux états consolidés du résultat global. Les écarts de conversion des éléments monétaires sont inclus à la rubrique « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur » aux états consolidés du résultat global.

### RECOURS AU JUGEMENT ET À DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés de la Caisse selon les IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur l'application des principales méthodes comptables décrites dans les sections suivantes et sur les montants présentés aux états consolidés de la situation financière et aux états consolidés du résultat global.

#### JUGEMENT

##### Qualification à titre d'entité d'investissement

Le recours au jugement s'effectue principalement au niveau de la qualification de la Caisse à titre d'entité d'investissement. La Caisse satisfait aux trois critères obligatoires de la définition d'IFRS 10, soit : 1) Obtenir des fonds d'un ou de plusieurs déposants; 2) Déclarer à ses déposants que sa mission est d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement et 3) Évaluer et mesurer la performance de ses investissements sur la base de la juste valeur.

De plus, selon l'IFRS 10, quatre caractéristiques typiques sont suggérées dans le cadre de l'analyse de la qualification d'une entité à titre d'entité d'investissement, soit : 1) Détenir plus d'un investissement; 2) Avoir plusieurs déposants; 3) Avoir des investisseurs qui ne sont pas des parties liées et 4) Détenir des droits de propriété sous forme de titres de capitaux propres ou d'intérêts similaires. Malgré que la Caisse ne rencontre pas la troisième caractéristique typique d'une entité d'investissement en raison du fait que la Caisse et les déposants sont liés, la Caisse se qualifie tout de même à titre d'entité d'investissement. En effet, la direction est d'avis que le fait d'avoir des déposants qui sont liés à l'entité d'investissement ne compromet pas la mission de la Caisse de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital et/ou de revenus d'investissement pour ses déposants.

##### Présentation de la hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers

La direction doit porter un jugement quant à l'importance de chaque donnée d'entrée dans l'établissement de la classification du niveau hiérarchique, tel que décrit à la note 7.

##### Intérêts détenus dans des entités

La direction doit porter un jugement afin de déterminer si la Caisse exerce un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable sur certaines entités, tel que décrit à la note 17. Le jugement sur la relation entre la Caisse et toute entité dans laquelle la Caisse investit est effectué au moment de l'investissement initial et doit être réévalué lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs éléments ont changé.

La Caisse contrôle une entité seulement si les trois éléments suivants sont réunis, soit : 1) Elle détient le pouvoir décisionnel en ce qui a trait aux activités pertinentes de l'entité; 2) Elle est exposée ou a le droit à des rendements variables en raison des liens avec l'entité et 3) Elle a la capacité d'exercer le pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements. Lorsque la direction évalue le pouvoir décisionnel, plusieurs facteurs sont pris en compte, dont l'existence et l'effet de droits de vote actuels et potentiels détenus par la Caisse qui sont exerçables, la détention d'instruments convertibles en actions donnant des droits de vote ainsi que d'autres circonstances ayant une incidence sur la prise de décision.

La Caisse exerce une influence notable sur une entité lorsqu'elle participe aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité émettrice, alors qu'elle exerce un contrôle conjoint sur une entité lorsqu'il y a une entente contractuelle ou implicite nécessitant le consentement unanime des parties partageant le contrôle concernant les activités pertinentes.

#### ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Les principales estimations et hypothèses, présentées à la note 7, ont trait à l'évaluation de la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements classés de niveau 3 selon la hiérarchie de la juste valeur. Les valeurs réelles peuvent différer des valeurs estimées.

## PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Caisse comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement, les avances à des déposants, les revenus de placement courus et à recevoir, les placements, les montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement, les autres passifs financiers, les passifs relatifs aux placements et l'actif net attribuable aux déposants.

### CLASSIFICATION ET MESURE

Les instruments financiers sont classés par catégorie selon leur nature et leurs caractéristiques. La direction détermine le classement au moment de la comptabilisation initiale qui correspond à la date d'acquisition. Tous les instruments financiers de la Caisse sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et sont mesurés à la juste valeur, à l'exception des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert qui sont obligatoirement classés comme détenus à des fins de transaction et qui sont mesurés à la juste valeur. La direction a fait le choix de désigner tous les autres instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, étant donné que la gestion ainsi que la performance de ceux-ci sont effectuées sur la base d'un modèle à la juste valeur.

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement et subséquemment à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments financiers sont présentées à la rubrique « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global. Les revenus et les dépenses de placement sont présentés à la rubrique « Revenu net de placement » aux états consolidés du résultat global.

### ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur se définit comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Lors de sa comptabilisation initiale, la meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est le prix de la transaction, soit la juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée. Subséquemment, la juste valeur des instruments financiers est établie à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi que des données d'entrée non observables. La Caisse utilise des techniques d'évaluation appropriées selon les caractéristiques de l'instrument financier, la disponibilité des données d'entrée et les hypothèses que prendraient en compte les intervenants du marché, tout en maximisant l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et en minimisant l'utilisation de données d'entrée non observables. Les techniques d'évaluation sont appliquées de façon constante. Les informations relatives à la juste valeur sont présentées à la note 7.

#### Trésorerie

La trésorerie représente les liquidités déposées auprès d'institutions financières reconnues et porte intérêt aux taux du marché.

#### Placements et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie comprennent certaines valeurs à court terme ainsi que certains titres achetés en vertu de conventions de revente. Ces titres répondent à la définition d'équivalents de trésorerie puisqu'ils sont utilisés à des fins de gestion de la trésorerie, sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, sont soumis à un risque négligeable de variations de la juste valeur et leur échéance initiale est de trois mois et moins. Ces instruments financiers portent intérêt aux taux du marché.

Les placements comprennent les titres à revenu fixe, les titres à revenu variable, les participations dans des filiales non consolidées ainsi que les instruments financiers dérivés.

Les titres à revenu fixe comprennent les valeurs à court terme, les titres achetés en vertu de conventions de revente, les obligations et les billets à terme adossés à des actifs (BTAA). Les achats et les ventes de titres à revenu fixe sont constatés à la date de transaction.

Les titres à revenu variable comprennent les actions et valeurs convertibles de sociétés cotées, de sociétés fermées, incluant des fonds de placement privés et d'infrastructures, ainsi que des fonds de couverture. Les achats et les ventes d'actions et valeurs convertibles sont constatés à la date de transaction alors que les achats et les ventes de fonds de placement privés, de fonds d'infrastructures ainsi que de fonds de couverture sont constatés à la date de règlement.

Les participations dans des filiales non consolidées représentent l'investissement de la Caisse dans des entités contrôlées qui ne sont pas consolidées conformément à l'IFRS 10. L'investissement de la Caisse dans ces entités émettrices peut être fait sous forme d'actions ou sous forme d'instruments d'emprunts.

#### Passifs relatifs aux placements

Les passifs relatifs aux placements comprennent les titres vendus en vertu de conventions de rachat, les titres vendus à découvert, les billets de trésorerie à payer, les emprunts à payer, les billets à terme à payer ainsi que les instruments financiers dérivés.

Les titres vendus à découvert représentent les engagements de la Caisse d'acheter des titres auprès de tiers pour couvrir ses positions. La Caisse peut vendre à découvert des actions, des valeurs à court terme ainsi que des obligations.



## PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change, de taux d'intérêt et de marché. Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est favorable sont présentés à la rubrique « Placements » aux états consolidés de la situation financière, alors que ceux dont la juste valeur est défavorable sont présentés à la rubrique « Passifs relatifs aux placements » aux états consolidés de la situation financière.

La Caisse n'effectue pas de comptabilité de couverture. Toutefois, elle peut utiliser des instruments financiers dérivés pour couvrir économiquement certains risques financiers. Lorsque la Caisse a identifié une relation de couverture économique, les gains ou les pertes réalisés sur l'instrument financier dérivé correspondant à la relation de couverture sont reclassés à titre de revenus ou de dépenses de placement provenant de l'instrument couvert économiquement.

### Opérations en voie de règlement

Les transactions effectuées avec des courtiers pour la vente ou l'achat de titres qui n'ont pas encore été réglées à la date de clôture sont comptabilisées respectivement aux rubriques « Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement » et « Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement » aux états consolidés de la situation financière.

### DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

La Caisse décomptabilise des actifs financiers lorsque tous les droits contractuels de ces actifs arrivent à échéance ou lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier ont été transférés et lorsqu'elle a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'actif financier de sorte qu'elle ne conserve pas le contrôle de cet actif. Lorsque la Caisse considère qu'elle conserve la quasi-totalité des risques et avantages lors du transfert d'un actif financier, celui-ci n'est pas décomptabilisé des états consolidés de la situation financière et, s'il y a lieu, un passif financier correspondant est comptabilisé. Les actifs financiers transférés, mais non décomptabilisés sont présentés à la note 14. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation s'y rattachant est éteinte, annulée ou échue.

### Titres achetés en vertu de conventions de revente

La Caisse conclut des opérations d'achat de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, qu'elle s'engage à revendre à la contrepartie à une date ultérieure. Les titres achetés ne sont pas comptabilisés aux états consolidés de la situation financière puisque la contrepartie conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les montants déboursés sous forme de trésorerie sont décomptabilisés et un actif correspondant est comptabilisé dans les placements sous la catégorie « Titres achetés en vertu de conventions de revente ». La différence entre le prix d'achat et le prix de revente est comptabilisée à titre de revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif à la rubrique « Revenus de placement » aux états consolidés du résultat global.

### Titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Caisse conclut des opérations de vente de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, qu'elle s'engage à racheter de la contrepartie à une date ultérieure. Les titres vendus ne sont pas décomptabilisés des états consolidés de la situation financière puisque la Caisse conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les montants reçus sous forme de trésorerie sont comptabilisés et un passif correspondant est comptabilisé dans les passifs relatifs aux placements sous la catégorie « Titres vendus en vertu de conventions de rachat ». La différence entre le prix de vente et le prix de rachat est comptabilisée à titre de dépenses d'intérêts calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif à la rubrique « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

### Prêts et emprunts de titres

La Caisse conclut des opérations de prêts et d'emprunts de titres sur les placements en actions. Ces opérations sont généralement garanties par des titres reçus des contreparties ou donnés par la Caisse, respectivement. Les titres prêtés ne sont pas décomptabilisés des états consolidés de la situation financière puisque la Caisse conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les titres empruntés ne sont pas comptabilisés aux états consolidés de la situation financière puisque la contrepartie conserve les risques et avantages liés à ces titres. Les revenus et les dépenses résultant des opérations de prêts et d'emprunts de titres sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

### COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Les actifs et les passifs financiers sont présentés au net lorsqu'ils font l'objet d'un droit juridiquement exécutoire d'effectuer une compensation et que la Caisse a l'intention de procéder à un règlement d'après le solde net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. L'information relative à la compensation d'actifs et de passifs financiers est présentée à la note 8.



## PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

L'actif net attribuable aux déposants se compose des dépôts à vue, des dépôts à terme, des distributions à verser aux déposants ainsi que des dépôts à participation.

#### Dépôts à vue et dépôts à terme

Les dépôts à vue portent intérêt à taux variable et sont remboursables à vue. Les dépôts à terme portent intérêt à taux fixe ou à taux variable et sont remboursables à l'échéance. Les dépôts à vue et les dépôts à terme représentent des créances de la Caisse à l'égard des déposants conformément au *Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la Caisse* (Règlement).

#### Distributions à verser aux déposants

Conformément au Règlement, les distributions à verser aux déposants correspondent au revenu net ou à la perte nette provenant des portefeuilles spécialisés ainsi qu'aux gains nets ou aux pertes nettes réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers qui sont comptabilisés à la clôture de chaque mois et qui sont versés au compte de dépôts à vue des déposants au début du mois suivant. Les distributions peuvent également s'effectuer par l'émission d'unités de dépôts à participation de fonds particuliers.

#### Dépôts à participation

Les dépôts à participation sont exprimés en unités de participation pour chacun des fonds particuliers. Chaque unité de participation confère à son détenteur une participation dans l'actif net du fonds. La valeur de l'actif net par unité est établie en divisant l'actif net du fonds particulier par le nombre d'unités en circulation. Les déposants peuvent acheter ou annuler des unités de dépôts à participation à cette valeur au début de chaque mois. L'écart entre le produit d'annulation et la valeur comptable à l'émission est récupéré au compte de dépôts à vue du déposant. De plus, les unités de dépôts à participation confèrent à leur détenteur le droit de recevoir des distributions. Les unités de dépôts à participation sont des instruments financiers et sont définies comme étant l'avoir des déposants conformément au Règlement. Les unités de dépôts à participation sont subordonnées à toutes les autres catégories de passifs financiers.

## REVENU NET

### REVENUS ET DÉPENSES DE DIVIDENDES

Les revenus de dividendes sont comptabilisés lorsque la Caisse obtient le droit au dividende, généralement à compter de la date ex-dividende. Les dépenses de dividendes provenant des actions vendues à découvert sont comptabilisées lorsque les actionnaires obtiennent le droit au dividende. Les revenus et les dépenses de dividendes sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

### REVENUS ET DÉPENSES D'INTÉRÊTS

Les revenus et les dépenses d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus et les dépenses d'intérêts incluent l'amortissement de la prime ou de l'escompte, ce qui permet de maintenir un taux d'intérêt effectif constant jusqu'à l'échéance. Les revenus et les dépenses d'intérêts sont présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement » et « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

### FRAIS DE GESTION EXTERNE

Les frais de gestion externe représentent les sommes versées à des institutions financières externes, principalement des gestionnaires de fonds institutionnels de marchés boursiers internationaux, pour gérer les fonds appartenant à la Caisse. Les frais de gestion externe de base et les frais de gestion liés à la performance des gestionnaires externes sont comptabilisés respectivement aux rubriques « Dépenses de placement » et « Gains nets réalisés » aux états consolidés du résultat global.

### IMPÔT SUR LE REVENU

En vertu de la loi fédérale et des lois provinciales de l'impôt sur le revenu, la Caisse est exonérée d'impôt au Canada. Les revenus de sociétés étrangères sont sujets à des retenues d'impôt dans certains pays. Les retenues d'impôt sont présentées à la rubrique « Dépenses de placement » aux états consolidés du résultat global.

### CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation représentent l'ensemble des frais engagés pour la gestion et l'administration des placements de la Caisse et sont présentées distinctement aux états consolidés du résultat global.

## PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR

Lors de la vente de placements, les gains et les pertes réalisés sont calculés selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les gains et les pertes réalisés sur les placements représentent la différence entre la valeur nette de réalisation et le coût d'acquisition des placements. Les gains et les pertes réalisés sur les passifs relatifs aux placements représentent la différence entre la valeur du règlement et la valeur à la comptabilisation initiale des passifs. Les gains et les pertes réalisés sur les instruments financiers dérivés représentent les paiements et les encaissements relatifs à ces instruments financiers. Les gains et les pertes réalisés sont présentés à la rubrique « Gains nets réalisés » aux états consolidés du résultat global. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition, à la vente ainsi qu'à l'émission d'un instrument financier sont présentés à la rubrique « Gains nets réalisés » aux états consolidés du résultat global. Ces coûts sont composés de frais de commissions, de frais boursiers ainsi que d'honoraires professionnels et juridiques liés aux activités d'investissement et de financement.

Les gains et les pertes non réalisés incluent les variations nettes des justes valeurs des placements et des passifs relatifs aux placements de l'exercice ainsi que le renversement des gains et des pertes non réalisés des exercices précédents qui ont été réalisés au cours de l'exercice. Les gains et les pertes non réalisés sont présentés à la rubrique « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global.

### DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Conformément au Règlement, les distributions aux déposants correspondent au revenu net ou à la perte nette de l'exercice provenant des portefeuilles spécialisés ainsi qu'aux gains nets ou aux pertes nettes réalisés à l'annulation d'unités de participation de portefeuilles spécialisés détenues par les fonds particuliers. Les distributions aux déposants sont comptabilisées à titre de charges financières et sont présentées distinctement aux états consolidés du résultat global.

### ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les activités d'exploitation aux états consolidés des flux de trésorerie représentent les activités opérationnelles issues des principales activités d'investissement de la Caisse qui entrent dans la détermination du résultat global attribuable aux déposants.

Les activités de financement aux états consolidés des flux de trésorerie représentent les activités qui entraînent des changements dans le montant et la composition de l'actif net attribuable aux déposants ainsi que celles liées aux emprunts externes de la Caisse. La variation des billets de trésorerie à payer et des emprunts à payer dont l'échéance initiale est de trois mois et moins est présentée sur la base d'un montant net alors que l'émission et le remboursement de billets de trésorerie à payer, d'emprunts à payer et de billets à terme dont l'échéance initiale est de plus de trois mois sont présentés sur la base d'un montant brut.

## 03

### NOUVELLES NORMES IFRS PUBLIÉES AU 31 DÉCEMBRE 2014, MAIS NON ENCORE ADOPTÉES

#### IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients : Date d'entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017

L'IASB a publié en mai 2014 une nouvelle norme, l'IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui remplacera les normes et les interprétations actuelles sur la comptabilisation des revenus. L'IFRS 15 établit un modèle global unique pour la comptabilisation des revenus tirés de contrats avec des clients. Le nouveau modèle vise tous les contrats conclus avec des clients à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres IFRS tels que les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. Cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. L'incidence de l'adoption de cette norme est actuellement en cours d'analyse.

#### IFRS 9 – Instruments financiers : Date d'entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018

L'IASB a publié en juillet 2014 la version finale de l'IFRS 9 – *Instruments financiers* qui remplacera la norme IAS 39 – *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers ainsi que la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un modèle unique de classement et d'évaluation des actifs financiers qui est fondé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que sur le modèle économique relatif à la détention d'actifs financiers. Concernant l'évaluation des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, la norme prescrit la comptabilisation des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit propre à l'entité dans les autres éléments du résultat global, sauf si ce traitement contribuerait à créer ou accroître une non-concordance comptable dans le résultat net. L'IASB autorise l'adoption anticipée de ces nouvelles exigences relatives à la comptabilisation des variations du risque de crédit propre à l'entité.

L'IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de dépréciation pour les actifs financiers n'étant pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net qui nécessite la comptabilisation de pertes de crédit attendues plutôt que les pertes subies tel qu'exigé par la norme actuelle. Quant au nouveau modèle de comptabilité de couverture, il permet de mieux aligner la comptabilité de couverture avec les activités de gestion des risques.

De façon générale, cette nouvelle norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur. L'incidence de l'adoption de cette norme est actuellement en cours d'analyse.

## 04

## PLACEMENTS, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

## A) PLACEMENTS ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Les tableaux suivants présentent la juste valeur ainsi que le coût des placements et des équivalents de trésorerie. La répartition géographique des placements et des équivalents de trésorerie est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur. Dans le cas des participations dans des filiales non consolidées, cette répartition est établie selon le pays des investissements sous-jacents. La répartition géographique des instruments financiers dérivés est établie selon la devise de règlement de l'instrument.

	31 décembre 2014			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
<b>Équivalents de trésorerie</b>				
Valeurs à court terme	520	–	520	520
Titres achetés en vertu de conventions de revente	3 309	–	3 309	3 309
<b>Total des équivalents de trésorerie</b>	<b>3 829</b>	<b>–</b>	<b>3 829</b>	<b>3 829</b>
<b>Placements</b>				
<b>Titres à revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme	1 479	956	2 435	2 434
Titres achetés en vertu de conventions de revente	10 998	5 064	16 062	16 091
Obligations				
Gouvernements	48 509	2 283	50 792	49 309
Sociétés d'État et autres administrations publiques	6 854	736	7 590	7 278
Secteur corporatif	12 743	4 948	17 691	16 804
BTAA (note 4c)	9 236	–	9 236	9 416
<b>Total des titres à revenu fixe</b>	<b>89 819</b>	<b>13 987</b>	<b>103 806</b>	<b>101 332</b>
<b>Titres à revenu variable</b>				
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	23 518	60 804	84 322	65 596
Sociétés fermées	1 805	9 859	11 664	10 729
Fonds de couverture	103	2 951	3 054	2 545
<b>Total des titres à revenu variable</b>	<b>25 426</b>	<b>73 614</b>	<b>99 040</b>	<b>78 870</b>
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>				
Placements de biens immobiliers	17 441	15 191	32 632	19 796
Placements de dettes immobilières	10 249	–	10 249	10 166
Placements privés	2 335	5 913	8 248	5 785
Placements d'infrastructures	931	6 438	7 369	6 389
Autres placements	18	2 319	2 337	2 152
<b>Total des participations dans des filiales non consolidées</b>	<b>30 974</b>	<b>29 861</b>	<b>60 835</b>	<b>44 288</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Marchés réglementés (note 6)	2	24	26	31
Marchés hors cote (note 6)	351	917	1 268	1 321
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>353</b>	<b>941</b>	<b>1 294</b>	<b>1 352</b>
<b>Total des placements</b>	<b>146 572</b>	<b>118 403</b>	<b>264 975</b>	<b>225 842</b>
<b>Total des placements et des équivalents de trésorerie</b>	<b>150 401</b>	<b>118 403</b>	<b>268 804</b>	<b>229 671</b>

## PLACEMENTS DONNÉS EN GARANTIE

Au 31 décembre 2014, le total des placements et des équivalents de trésorerie inclut des placements d'une juste valeur de 22 534 M\$ qui sont donnés en garantie. Les contreparties sont autorisées à vendre ou à redonner ces titres en garantie. L'information relative aux placements donnés en garantie est présentée à la note 15.

## PLACEMENTS, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

	31 décembre 2013			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
<b>Équivalents de trésorerie</b>				
Valeurs à court terme	16	60	76	76
Titres achetés en vertu de conventions de revente	5 826	–	5 826	5 826
<b>Total des équivalents de trésorerie</b>	<b>5 842</b>	<b>60</b>	<b>5 902</b>	<b>5 902</b>
<b>Placements</b>				
<b>Titres à revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme	1 056	588	1 644	1 757
Titres achetés en vertu de conventions de revente	5 132	4 582	9 714	9 707
Obligations				
Gouvernements	33 141	3 223	36 364	37 007
Sociétés d'État et autres administrations publiques	13 271	907	14 178	14 163
Secteur corporatif	12 340	3 958	16 298	16 264
BTAA (note 4c)	9 752	–	9 752	10 093
<b>Total des titres à revenu fixe</b>	<b>74 692</b>	<b>13 258</b>	<b>87 950</b>	<b>88 991</b>
<b>Titres à revenu variable</b>				
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	19 532	52 656	72 188	57 520
Sociétés fermées	1 826	9 277	11 103	10 623
Fonds de couverture	101	2 887	2 988	2 798
<b>Total des titres à revenu variable</b>	<b>21 459</b>	<b>64 820</b>	<b>86 279</b>	<b>70 941</b>
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>				
Placements de biens immobiliers	17 170	14 625	31 795	21 815
Placements de dettes immobilières	8 797	–	8 797	9 092
Placements privés	2 142	5 153	7 295	6 107
Placements d'infrastructures	666	4 771	5 437	5 028
Autres placements	127	853	980	952
<b>Total des participations dans des filiales non consolidées</b>	<b>28 902</b>	<b>25 402</b>	<b>54 304</b>	<b>42 994</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Marchés réglementés (note 6)	2	29	31	22
Marchés hors cote (note 6)	1 327	615	1 942	1 297
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>1 329</b>	<b>644</b>	<b>1 973</b>	<b>1 319</b>
<b>Total des placements</b>	<b>126 382</b>	<b>104 124</b>	<b>230 506</b>	<b>204 245</b>
<b>Total des placements et des équivalents de trésorerie</b>	<b>132 224</b>	<b>104 184</b>	<b>236 408</b>	<b>210 147</b>

## PLACEMENTS DONNÉS EN GARANTIE

Au 31 décembre 2013, le total des placements et des équivalents de trésorerie inclut des placements d'une juste valeur de 17 230 M\$ qui sont donnés en garantie. Les contreparties sont autorisées à vendre ou à redonner ces titres en garantie. L'information relative aux placements donnés en garantie est présentée à la note 15.

## PLACEMENTS, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

	1 <sup>er</sup> janvier 2013			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
<b>Équivalents de trésorerie</b>				
Valeurs à court terme	7	98	105	105
Titres achetés en vertu de conventions de revente	3 255	–	3 255	3 255
<b>Total des équivalents de trésorerie</b>	<b>3 262</b>	<b>98</b>	<b>3 360</b>	<b>3 360</b>
<b>Placements</b>				
<b>Titres à revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme	517	600	1 117	1 367
Titres achetés en vertu de conventions de revente	5 374	2 754	8 128	8 111
Obligations				
Gouvernements	28 972	989	29 961	28 763
Sociétés d'État et autres administrations publiques	14 595	777	15 372	14 879
Secteur corporatif	7 913	3 560	11 473	10 902
BTAA (note 4c)	9 894	–	9 894	11 203
<b>Total des titres à revenu fixe</b>	<b>67 265</b>	<b>8 680</b>	<b>75 945</b>	<b>75 225</b>
<b>Titres à revenu variable</b>				
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	17 816	47 051	64 867	60 893
Sociétés fermées	1 884	8 652	10 536	11 135
Fonds de couverture	102	2 903	3 005	2 981
<b>Total des titres à revenu variable</b>	<b>19 802</b>	<b>58 606</b>	<b>78 408</b>	<b>75 009</b>
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>				
Placements de biens immobiliers	15 067	12 231	27 298	18 452
Placements de dettes immobilières	7 559	–	7 559	7 846
Placements privés	2 243	4 955	7 198	7 038
Placements d'infrastructures	831	2 583	3 414	3 136
Autres placements	–	470	470	501
<b>Total des participations dans des filiales non consolidées</b>	<b>25 700</b>	<b>20 239</b>	<b>45 939</b>	<b>36 973</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Marchés réglementés (note 6)	7	19	26	17
Marchés hors cote (note 6)	1 899	565	2 464	1 227
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>1 906</b>	<b>584</b>	<b>2 490</b>	<b>1 244</b>
<b>Total des placements</b>	<b>114 673</b>	<b>88 109</b>	<b>202 782</b>	<b>188 451</b>
<b>Total des placements et des équivalents de trésorerie</b>	<b>117 935</b>	<b>88 207</b>	<b>206 142</b>	<b>191 811</b>

## PLACEMENTS DONNÉS EN GARANTIE

Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, le total des placements et des équivalents de trésorerie inclut des placements d'une juste valeur de 11 894 M\$ qui sont donnés en garantie. Les contreparties sont autorisées à vendre ou à redonner ces titres en garantie. L'information relative aux placements donnés en garantie est présentée à la note 15.

## ACTIONS DES MARCHÉS EN CROISSANCE

La Caisse a reçu la qualification d'Investisseur Institutionnel Étranger Qualifié et a obtenu un quota d'investissement afin d'accéder aux marchés de capitaux chinois. Bien que la Caisse ait une stratégie d'investissement à long terme, des conditions doivent être satisfaites auprès des autorités réglementaires dans l'éventualité d'un rapatriement du capital investi. Au 31 décembre 2014, la juste valeur des titres investis s'élève à 983 M\$ (657 M\$ au 31 décembre 2013 et 291 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013).

## PLACEMENTS, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

## B) PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

Les tableaux suivants présentent la juste valeur ainsi que le coût des passifs relatifs aux placements. La répartition géographique des passifs relatifs aux placements est établie selon le pays de l'établissement principal de l'émetteur sauf en ce qui concerne la répartition géographique des instruments financiers dérivés qui est établie selon la devise de règlement de l'instrument.

31 décembre 2014				
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
<b>Passifs financiers non dérivés</b>				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	14 345	2 206	16 551	16 560
Titres vendus à découvert				
Actions	5 835	1 757	7 592	5 711
Obligations et valeurs à court terme	1 069	4 160	5 229	4 924
Billets de trésorerie à payer	3 314	–	3 314	3 253
Emprunts à payer	637	363	1 000	989
Billets à terme à payer	9 814	–	9 814	8 291
<b>Total des passifs financiers non dérivés</b>	<b>35 014</b>	<b>8 486</b>	<b>43 500</b>	<b>39 728</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Marchés réglementés (note 6)	–	4	4	8
Marchés hors cote (note 6)	322	1 098	1 420	162
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>322</b>	<b>1 102</b>	<b>1 424</b>	<b>170</b>
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>35 336</b>	<b>9 588</b>	<b>44 924</b>	<b>39 898</b>

31 décembre 2013				
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
<b>Passifs financiers non dérivés</b>				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	8 571	3 679	12 250	12 245
Titres vendus à découvert				
Actions	6 112	1 414	7 526	5 938
Obligations et valeurs à court terme	493	3 673	4 166	4 057
Billets de trésorerie à payer	1 529	–	1 529	1 527
Emprunts à payer	824	441	1 265	1 273
Billets à terme à payer	9 020	–	9 020	8 289
<b>Total des passifs financiers non dérivés</b>	<b>26 549</b>	<b>9 207</b>	<b>35 756</b>	<b>33 329</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Marchés réglementés (note 6)	–	11	11	10
Marchés hors cote (note 6)	375	1 019	1 394	129
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>375</b>	<b>1 030</b>	<b>1 405</b>	<b>139</b>
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>26 924</b>	<b>10 237</b>	<b>37 161</b>	<b>33 468</b>

## PLACEMENTS, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS (suite)

	1 <sup>er</sup> janvier 2013			
	Canada	Étrangers	Juste valeur	Coût
<b>Passifs financiers non dérivés</b>				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	3 762	862	4 624	4 623
Titres vendus à découvert				
Actions	6 607	1 674	8 281	7 512
Obligations et valeurs à court terme	1 185	2 753	3 938	3 778
Billets de trésorerie à payer	1 017	–	1 017	1 018
Emprunts à payer	2 283	398	2 681	2 707
Billets à terme à payer	8 879	–	8 879	8 287
<b>Total des passifs financiers non dérivés</b>	<b>23 733</b>	<b>5 687</b>	<b>29 420</b>	<b>27 925</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Marchés réglementés (note 6)	–	15	15	6
Marchés hors cote (note 6)	827	975	1 802	61
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>827</b>	<b>990</b>	<b>1 817</b>	<b>67</b>
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>24 560</b>	<b>6 677</b>	<b>31 237</b>	<b>27 992</b>

## C) BTAA ET INSTRUMENTS FINANCIERS LIÉS AUX BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers majoritairement structurés dans des véhicules d'actifs-cadres (VAC). Dans le cas de VAC 1 et VAC 2, les actifs sous-jacents sont essentiellement des trocs de défaillance de crédit ainsi que des actifs donnés en garantie, tandis que VAC 3 contient des actifs traditionnels tels que des créances hypothécaires résidentielles et commerciales. Les BTAA exclus de l'entente de restructuration sont composés essentiellement de trocs de défaillance de crédit.

La Caisse a un engagement relatif à une facilité de financement à l'égard de VAC 1 s'élevant à 6 167 M\$ au 31 décembre 2014 (6 167 M\$ au 31 décembre 2013 et au 1<sup>er</sup> janvier 2013) et venant à échéance en juillet 2017. Cette facilité de financement représente des conventions d'indemnisation qui peuvent éventuellement obliger la Caisse à faire des paiements aux bénéficiaires de la garantie. Au 31 décembre 2014, aucun prélèvement n'a été effectué sur cette facilité de financement depuis sa mise en place.

Par ailleurs, la Caisse a recours à des instruments financiers dérivés tels que des trocs de taux d'intérêt et de défaillance de crédit dans le but de réduire le risque de perte inhérent à une fluctuation de la juste valeur des BTAA ainsi que d'éventuels appels de garantie. Ces couvertures ont des échéances similaires à celles des BTAA et la Caisse entend les maintenir en place jusqu'à leur échéance.

Les BTAA, les instruments financiers dérivés et les passifs relatifs aux BTAA sont présentés dans le tableau suivant :

	31 décembre 2014			31 décembre 2013			1 <sup>er</sup> janvier 2013		
	Juste valeur	Pertes non réalisées cumulatives	Coût	Juste valeur	Pertes non réalisées cumulatives	Coût	Juste valeur	Pertes non réalisées cumulatives	Coût
VAC 1, 2, 3	8 346	(144)	8 490	8 501	(278)	8 779	8 751	(1 035)	9 786
BTAA exclus de l'entente de restructuration	890	(36)	926	1 251	(63)	1 314	1 143	(274)	1 417
<b>Total des BTAA</b>	<b>9 236</b>	<b>(180)</b>	<b>9 416</b>	<b>9 752</b>	<b>(341)</b>	<b>10 093</b>	<b>9 894</b>	<b>(1 309)</b>	<b>11 203</b>
Instruments financiers dérivés <sup>1</sup>	–	(1 140)	1 140	24	(1 116)	1 140	259	(881)	1 140
Passifs relatifs aux BTAA <sup>1</sup>	(647)	(6)	(641)	(842)	(3)	(839)	(1 411)	–	(1 411)
<b>Total des instruments financiers liés aux BTAA</b>	<b>8 589</b>	<b>(1 326)</b>	<b>9 915</b>	<b>8 934</b>	<b>(1 460)</b>	<b>10 394</b>	<b>8 742</b>	<b>(2 190)</b>	<b>10 932</b>

1. Ces éléments sont inclus à la note 4a des placements et à la note 4b des passifs relatifs aux placements.

## 05

## RÉPARTITION DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente la répartition de l'actif net attribuable aux déposants selon l'offre globale des portefeuilles spécialisés de la Caisse :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013	1 <sup>er</sup> janvier 2013
<b>Revenu fixe</b>			
Valeurs à court terme	6 830	3 512	8 916
Obligations	62 870	55 016	43 790
Obligations à long terme	2 208	1 896	3 679
Dettes immobilières	10 441	8 818	7 574
	<b>82 349</b>	<b>69 242</b>	<b>63 959</b>
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>			
Obligations à rendement réel	980	1 188	1 228
Infrastructures	10 133	8 048	6 307
Immeubles	22 878	22 570	17 974
	<b>33 991</b>	<b>31 806</b>	<b>25 509</b>
<b>Actions</b>			
Actions canadiennes	24 564	23 069	22 024
Actions mondiales	–	3 485	13 753
Actions américaines	10 263	9 730	10 175
Actions EAEO	9 510	9 832	9 828
Actions des marchés en émergence	11 805	10 256	8 718
Actions Qualité mondiale	28 354	17 225	–
Placements privés	22 396	20 182	17 796
	<b>106 892</b>	<b>93 779</b>	<b>82 294</b>
<b>Autres placements</b>			
Fonds de couverture	–	3 667	3 185
Répartition de l'actif	1 603	1 156	1 103
BTAA	30	(107)	(834)
Stratégies actives de superposition	533	–	–
	<b>2 166</b>	<b>4 716</b>	<b>3 454</b>
Activités personnalisées des fonds particuliers <sup>1</sup> et activités de trésorerie	453	606	994
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>	<b>225 851</b>	<b>200 149</b>	<b>176 210</b>

1. Les activités personnalisées constituent la détention directe d'instruments financiers dérivés par les fonds particuliers destinés à la gestion personnalisée de l'exposition désirée par chacun des déposants.



## 06

## INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future. Cet élément sous-jacent peut être de nature financière (taux d'intérêt, devise, titre ou indice boursier) ou une marchandise (métal précieux, denrée ou pétrole). Certains instruments financiers dérivés sont réglés par l'intermédiaire de chambres de compensation. La Caisse a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats à terme sont des engagements qui permettent d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent, à une quantité et à un prix établis par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente. Les contrats à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote. Les contrats à terme normalisés ont des modalités fixées par un marché réglementé.

Les trocs sont des dérivés négociés sur des marchés hors cote par lesquels deux parties conviennent d'échanger une série de flux de trésorerie selon des modalités prédéterminées prévoyant notamment un montant nominal de référence, des dates de versement et une durée.

Les options sont des contrats négociés sur des marchés hors cote ou des marchés réglementés, conférant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un nombre déterminé d'un sous-jacent, d'un indice ou d'une marchandise, à un prix de levée stipulé d'avance, soit à une date ultérieure déterminée, soit à n'importe quel moment avant une échéance préétablie.

Les bons de souscription sont des contrats négociés sur des marchés hors cote ou des marchés réglementés, permettant l'achat d'un élément sous-jacent à un prix établi par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés détenus par la Caisse :

	31 décembre 2014			31 décembre 2013			1 <sup>er</sup> janvier 2013		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés réglementés</b>									
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>									
Contrats à terme normalisés	–	–	11 063	–	–	7 358	–	–	4 909
Options	6	(1)	8 591	6	(3)	2 921	1	(1)	2 225
<b>Dérivés sur actions</b>									
Contrats à terme normalisés	–	–	6 678	–	–	3 668	–	–	1 812
Options	14	(3)	461	19	(8)	452	11	(2)	769
Bons de souscription	5	–	32	5	–	72	1	–	35
<b>Dérivés de produits de base</b>									
Contrats à terme normalisés	–	–	–	–	–	–	13	(12)	16
Options	1	–	47	1	–	25	–	–	122
<b>Total des marchés réglementés</b>	<b>26</b>	<b>(4)</b>	<b>26 872</b>	<b>31</b>	<b>(11)</b>	<b>14 496</b>	<b>26</b>	<b>(15)</b>	<b>9 888</b>

## INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (suite)

	31 décembre 2014			31 décembre 2013			1 <sup>er</sup> janvier 2013		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés hors cote									
Dérivés de taux d'intérêt									
Trocs	442	(314)	18 034	1 030	(634)	30 054	1 507	(1 188)	43 088
Trocs réglés sur une chambre de compensation	–	–	41 723	–	–	17 041	–	–	–
Options	78	(70)	59 488	154	(118)	18 149	39	(31)	3 784
Dérivés de change									
Trocs	36	(98)	12 039	161	(101)	14 332	146	(141)	6 454
Contrats à terme de gré à gré <sup>1</sup>	371	(830)	44 692	65	(470)	39 318	54	(288)	33 350
Options	42	(25)	1 672	31	(23)	1 115	22	(19)	1 303
Dérivés de défaillance de crédit									
Trocs	–	–	31 506	27	(2)	32 063	267	(11)	32 829
Trocs réglés sur une chambre de compensation	–	–	2 340	–	–	–	–	–	–
Dérivés sur actions									
Trocs	290	(83)	17 136	467	(46)	16 670	415	(122)	21 399
Options	–	–	–	–	–	–	2	(2)	44
Bons de souscription	9	–	10	7	–	10	12	–	45
Dérivés de produits de base									
Trocs	–	–	–	–	–	–	–	–	20
Options	–	–	–	–	–	–	–	–	50
Total des marchés hors cote	1 268	(1 420)	228 640	1 942	(1 394)	168 752	2 464	(1 802)	142 366
Total des instruments financiers dérivés									
	1 294	(1 424)	255 512	1 973	(1 405)	183 248	2 490	(1 817)	152 254

1. Lorsque les opérations de gestion du risque de change impliquent le recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises, le montant nominal de référence est présenté sur la base d'un montant brut. Au 31 décembre 2014, les contrats faisant l'objet du recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises s'élèvent à 16 698 M\$ (12 324 M\$ au 31 décembre 2013 et 7 987 M\$ au 1<sup>er</sup> janvier 2013).

## 07

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

## A) TECHNIQUES D'ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les descriptions suivantes présentent les principales techniques d'évaluation des instruments financiers de la Caisse :

## VALEURS À COURT TERME ET TITRES ACHETÉS EN VERTU DE CONVENTIONS DE REVENTE

La juste valeur des valeurs à court terme et des titres achetés en vertu de conventions de revente est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs. L'évaluation selon l'actualisation des flux de trésorerie s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur qui constituent les taux d'actualisation.

## OBLIGATIONS

La juste valeur des obligations est établie selon les prix publiés par des courtiers sur des marchés actifs pour des instruments identiques ou similaires. La juste valeur des obligations pour lesquelles il n'existe pas de prix publiés est établie soit à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs ou selon des cotes de courtiers. L'évaluation selon l'actualisation des flux de trésorerie s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur qui constituent les taux d'actualisation. Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

La Caisse peut aussi avoir recours aux informations relatives aux transactions récentes effectuées sur le marché pour l'évaluation d'obligations de sociétés fermées. Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

Certaines évaluations d'obligations sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

## BTAA

La juste valeur des BTAA de VAC 1 et de certains BTAA exclus de l'entente de restructuration est établie selon un modèle financier reconnu. La juste valeur des instruments financiers dérivés servant de couverture économique aux BTAA est établie selon ce même modèle financier. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur, les facteurs de corrélation et les primes d'illiquidité. Ces dernières sont fondées sur des données d'entrée observables pour des instruments financiers similaires, mais sont ajustées de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument.

La juste valeur des autres BTAA est établie principalement selon des évaluations externes provenant de l'administrateur des fiducies VAC et selon des cotes de courtiers qui découlent de modèles financiers reconnus. Cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

Les évaluations des BTAA sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

## ACTIONS ET VALEURS CONVERTIBLES

## Sociétés cotées

La juste valeur des actions et des valeurs convertibles de sociétés cotées est établie en fonction des prix de fermeture observés sur les principales Bourses, lesquelles représentent le marché actif.

## Sociétés fermées

La juste valeur des actions de sociétés fermées de placements privés est établie principalement selon la technique des multiples de sociétés comparables. La Caisse détermine les sociétés comparables selon l'industrie, la taille, la situation financière et les stratégies et calcule un multiple approprié pour chacune des sociétés comparables identifiées. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les multiples du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) et les multiples du cours-valeur aux livres.

La juste valeur des actions de sociétés fermées de placements d'infrastructures est établie principalement selon une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique d'évaluation s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les taux d'actualisation qui tiennent compte du risque associé à l'investissement ainsi que les flux monétaires futurs.

La Caisse peut aussi avoir recours aux informations relatives aux transactions récentes effectuées sur le marché pour l'évaluation de placements privés et de placements d'infrastructures. Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

La juste valeur des fonds de placement privés et des fonds d'infrastructures est établie selon la juste valeur de l'actif net selon les états financiers les plus récents fournis par le commandité. La Caisse s'assure que les techniques d'évaluation utilisées par le commandité du fonds pour établir la juste valeur de l'actif net sont conformes aux IFRS. De plus, la juste valeur de l'actif net est ajustée pour tenir compte des acquisitions et des dispositions d'unités de fonds effectuées entre la date des états financiers du fonds et la date d'évaluation ou lorsqu'il existe des indications autres faisant appel au jugement à l'effet que cette valeur est différente de la juste valeur fournie par le commandité. L'actif net des fonds de placement privés et des fonds d'infrastructures représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

Certaines évaluations de sociétés fermées sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

### Fonds de couverture

La juste valeur des fonds de couverture est établie selon l'actif net fourni par l'administrateur, à moins qu'il existe une indication qu'elle soit différente de la valeur de l'actif net fournie. La Caisse s'assure que les techniques d'évaluation utilisées par l'administrateur du fonds pour établir la juste valeur de l'actif net sont conformes aux IFRS. L'actif net représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

## PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES NON CONSOLIDÉES

La juste valeur des participations dans les différentes filiales non consolidées de la Caisse est établie à l'aide de techniques d'évaluation décrites ci-dessous.

### Placements de biens immobiliers

La juste valeur des participations en actions dans des filiales immobilières est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. La juste valeur résultant de l'évaluation d'une entreprise est établie selon une méthode couramment utilisée, la méthode de multiples de sociétés comparables. Cette méthode s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que le multiple du cours-valeur aux livres. L'évaluation de la juste valeur est établie annuellement par une firme externe indépendante. La valeur d'entreprise reflète, entre autres, la juste valeur des actifs et des passifs détenus directement par ces filiales, qui incluent les immeubles de placement, les autres placements immobiliers et les passifs associés aux immeubles de placement ainsi que la juste valeur découlant de la qualité du portefeuille et de la gestion intégrée de la plateforme de ces filiales.

La juste valeur des participations sous forme d'instruments d'emprunts dans des filiales immobilières est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs, qui s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur.

La juste valeur des immeubles de placement est établie et certifiée semi-annuellement par des évaluateurs immobiliers agréés externes, reconnus et indépendants. Les évaluations sont réalisées en conformité avec les normes d'évaluation en vigueur dans chaque marché. Les techniques d'évaluation utilisées reposent principalement sur deux méthodologies reconnues, soit l'actualisation et la capitalisation des flux de trésorerie futurs. Ces techniques s'appuient sur des données d'entrée observables et non observables telles que les baux, les frais d'exploitation, la valeur résiduelle ainsi que les taux de rendement, les taux d'actualisation et les taux de capitalisation. Les valeurs observées lors de transactions comparables servent à déterminer l'intervalle de juste valeur représentatif et permettent de supporter la juste valeur établie. Les immeubles de placement à la juste valeur sont évalués selon leur utilisation optimale. La juste valeur des fonds d'investissement immobiliers, inclus dans les autres placements immobiliers, est établie selon la juste valeur fournie par le commandité ou l'administrateur. La juste valeur des passifs financiers associés aux immeubles de placement est établie selon l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique s'appuie sur des données d'entrée observables et non observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur.

### Placements de dettes immobilières

La juste valeur des participations en actions dans des filiales de dettes immobilières est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. La valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales qui comprennent principalement les prêts hypothécaires commerciaux. La juste valeur des participations en actions dans des filiales de dettes immobilières correspond à l'actif net des états financiers audités des filiales. L'actif net représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

La juste valeur des participations sous forme d'instruments d'emprunts dans des filiales de dettes immobilières est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur.

La juste valeur des prêts hypothécaires commerciaux est établie selon une actualisation des flux de trésorerie futurs qui sont divisés en catégories de risques, selon le ratio prêt-valeur, pour lesquelles un taux d'actualisation approprié est déterminé. Les évaluations des prêts hypothécaires commerciaux sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

### Placements privés et placements d'infrastructures

La juste valeur des participations dans des filiales de placements privés et d'infrastructures est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. La valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales, qui incluent des actions, des obligations ainsi que des fonds de placement privés et d'infrastructures dont les techniques d'évaluation ont été décrites précédemment. Lorsque la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales est établie selon l'actif net des fonds, la Caisse n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité. Lorsque cette valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, la Caisse n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

### Autres placements

Les autres placements comprennent les participations dans des filiales détenant des titres à revenu fixe et des fonds de couverture. La juste valeur des participations dans ces filiales est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. La valeur d'entreprise reflète la juste valeur des actifs détenus directement par ces filiales, qui incluent des titres à revenu fixe et des fonds de couverture dont les techniques d'évaluation ont été décrites précédemment.

### TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

La juste valeur des valeurs à court terme, des obligations et des actions vendues à découvert est établie à l'aide de la juste valeur du titre qui est vendu à découvert. Les techniques d'évaluation de ces titres ont été décrites précédemment.

### TITRES VENDUS EN VERTU DE CONVENTIONS DE RACHAT, BILLETS DE TRÉSORERIE À PAYER, EMPRUNTS À PAYER ET BILLETS À TERME À PAYER

La juste valeur de ces passifs financiers est établie à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique s'appuie principalement sur des données d'entrée observables, incluant les taux d'intérêt du marché pour de nouvelles dettes dont les modalités sont sensiblement les mêmes en tenant compte des écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur.

### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon le type d'instrument financier dérivé. La juste valeur des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés et réglés sur une chambre de compensation est établie respectivement selon les prix des principales Bourses représentant le marché actif et selon les prix des chambres de compensation. Pour les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés hors cote, la juste valeur de ces instruments est obtenue par des techniques d'évaluation reconnues et couramment employées telles que l'actualisation des flux de trésorerie futurs ou d'autres modèles financiers. Ces techniques nécessitent l'utilisation et l'élaboration d'hypothèses tenant compte de données d'entrées observables et non observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur qui constituent les taux d'actualisation ainsi que les courbes de taux de change, les prix des titres sous-jacents et la volatilité.

### AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les autres instruments financiers incluent les montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement, les avances à des déposants, les revenus de placement courus et à recevoir, les montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement et les autres passifs financiers. La juste valeur de ces autres instruments financiers est établie à l'aide d'une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur qui constituent les taux d'actualisation.

### ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

#### Dépôts à vue

La juste valeur des dépôts à vue est établie selon leur valeur nominale étant donné qu'ils sont remboursables en tout temps au gré de l'émetteur sans pénalité.

#### Dépôts à terme et distributions à verser aux déposants

La juste valeur des dépôts à terme et des distributions à verser aux déposants est établie à l'aide d'une actualisation des flux de trésorerie futurs. Cette technique d'évaluation s'appuie principalement sur des données d'entrée observables telles que les courbes de taux d'intérêt et les écarts de crédit liés à la qualité du crédit de l'émetteur qui constituent les taux d'actualisation.

#### Dépôts à participation

La juste valeur des dépôts à participation des déposants découle de l'évaluation de tous les actifs et les passifs financiers détenus par la Caisse.

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

### B) POLITIQUES, DIRECTIVES ET PROCÉDURES ENTOURANT L'ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Les procédures d'évaluation de la Caisse sont encadrées par la *Politique d'évaluation des investissements de la Caisse* qui est approuvée par le conseil d'administration. Cette politique globale est ensuite appuyée par les directives d'évaluation qui prévoient la méthodologie d'évaluation pour chaque type d'investissement à la Caisse. La politique et les directives dictent également la gouvernance encadrant le processus d'évaluation et de reddition de compte. La mise en application de la politique est la responsabilité du comité d'évaluation qui relève du comité de direction, appuyé par une équipe d'évaluation. Le comité d'évaluation approuve les directives, la conformité avec la politique et les justes valeurs chaque semestre. Par la suite, le comité d'évaluation recommande ces justes valeurs au comité de vérification. Pour les évaluations de placements privés et d'infrastructures, la politique prévoit, sur une période de quatre ans, une revue externe de la quasi-totalité de la juste valeur de ces investissements. Une revue externe inclut une évaluation par des évaluateurs indépendants ou une observation de transactions comparables sur le marché.

La politique comprend également les directives à suivre en matière d'utilisation des prix de sources externes tels que les cotes de courtiers et les valeurs de l'actif net fournies par les commandités ou les administrateurs externes des fonds.

Lorsque la juste valeur est établie par des évaluateurs externes ou par des tiers, le comité d'évaluation s'assure des compétences, de l'expérience et de l'indépendance de ces derniers. Par ailleurs, il revoit les techniques d'évaluation, les données d'entrée importantes utilisées aux fins du calcul de la juste valeur ainsi que les résultats et les conclusions afin de s'assurer de la conformité aux normes d'évaluation reconnues.

De plus, afin de s'assurer du caractère raisonnable de la juste valeur établie, la Caisse peut procéder à des tests de contrôle *a posteriori*, à une comparaison entre la juste valeur établie et les valeurs de transactions comparables incluant les valeurs de sociétés cotées comparables, ainsi qu'au recours à des évaluateurs externes.

### C) HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net de la Caisse sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur décrite ci-dessous, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur.

**Niveau 1 :** Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

**Niveau 2 :** Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

**Niveau 3 :** Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments financiers similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice.

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Les tableaux suivants présentent la répartition de la juste valeur des instruments financiers entre les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur :

	31 décembre 2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Équivalents de trésorerie	–	3 829	–	3 829
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	1 346	–	1 346
Avances à des déposants	–	1 090	–	1 090
Revenus de placement courus et à recevoir	–	1 149	–	1 149
Placements				
Valeurs à court terme	–	2 428	7	2 435
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	16 062	–	16 062
Obligations	–	75 033	1 040	76 073
BTAA	–	–	9 236	9 236
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	84 193	129	–	84 322
Sociétés fermées	–	379	11 285	11 664
Fonds de couverture	–	2 555	499	3 054
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	9 776	22 856	32 632
Placements de dettes immobilières	–	8 072	2 177	10 249
Placements privés	–	451	7 797	8 248
Placements d'infrastructures	–	–	7 369	7 369
Autres placements	–	2 337	–	2 337
Instruments financiers dérivés	20	1 265	9	1 294
	84 213	125 901	62 275	272 389
<b>Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	1 300	–	1 300
Autres passifs financiers	–	648	–	648
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	16 551	–	16 551
Titres vendus à découvert	7 562	5 229	30	12 821
Billets de trésorerie à payer	–	3 314	–	3 314
Emprunts à payer	–	1 000	–	1 000
Billets à terme à payer	–	9 814	–	9 814
Instruments financiers dérivés	4	1 409	11	1 424
	7 566	39 265	41	46 872
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>				
Dépôts à vue	–	225	–	225
Dépôts à terme	–	198	–	198
Distributions à verser aux déposants	–	1 621	–	1 621
Dépôts à participation	–	223 807	–	223 807
	–	225 851	–	225 851

## TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 235 M\$ ont été transférés depuis le niveau 3 vers le niveau 2 ainsi que 109 M\$ depuis le niveau 1 vers le niveau 2.

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

31 décembre 2013

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Équivalents de trésorerie	–	5 902	–	5 902
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	1 697	–	1 697
Avances à des déposants	–	996	–	996
Revenus de placement courus et à recevoir	–	898	–	898
Placements				
Valeurs à court terme	–	1 612	32	1 644
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	9 714	–	9 714
Obligations	–	65 030	1 810	66 840
BTAA	–	–	9 752	9 752
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	72 173	15	–	72 188
Sociétés fermées	–	801	10 302	11 103
Fonds de couverture	–	2 330	658	2 988
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	9 205	22 590	31 795
Placements de dettes immobilières	–	6 962	1 835	8 797
Placements privés	–	281	7 014	7 295
Placements d'infrastructures	–	–	5 437	5 437
Autres placements	–	980	–	980
Instruments financiers dérivés	25	1 913	35	1 973
	72 198	108 336	59 465	239 999
<b>Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	2 380	–	2 380
Autres passifs financiers	–	549	–	549
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	12 250	–	12 250
Titres vendus à découvert	7 483	4 166	43	11 692
Billets de trésorerie à payer	–	1 529	–	1 529
Emprunts à payer	–	1 265	–	1 265
Billets à terme à payer	–	9 020	–	9 020
Instruments financiers dérivés	11	1 347	47	1 405
	7 494	32 506	90	40 090
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>				
Dépôts à vue	–	371	–	371
Dépôts à terme	–	92	–	92
Distributions à verser aux déposants	–	1 328	–	1 328
Dépôts à participation	–	198 358	–	198 358
	–	200 149	–	200 149

## TRANSFERTS ENTRE LES NIVEAUX DE LA HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 83 M\$ ont été transférés depuis le niveau 3 vers le niveau 1 et 76 M\$ depuis le niveau 3 vers le niveau 2 ainsi que 31 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 3.



## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

	1 <sup>er</sup> janvier 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Équivalents de trésorerie	–	3 360	–	3 360
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	–	323	–	323
Avances à des déposants	–	797	–	797
Revenus de placement courus et à recevoir	–	773	–	773
Placements				
Valeurs à court terme	–	967	150	1 117
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	8 128	–	8 128
Obligations	–	54 826	1 980	56 806
BTAA	–	–	9 894	9 894
Actions et valeurs convertibles				
Sociétés cotées	62 821	2 046	–	64 867
Sociétés fermées	–	514	10 022	10 536
Fonds de couverture	–	1 767	1 238	3 005
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	–	9 316	17 982	27 298
Placements de dettes immobilières	–	6 178	1 381	7 559
Placements privés	–	196	7 002	7 198
Placements d'infrastructures	–	–	3 414	3 414
Autres placements	–	470	–	470
Instruments financiers dérivés	23	2 187	280	2 490
	62 844	91 848	53 343	208 035
<b>Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	325	–	325
Autres passifs financiers	–	512	–	512
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	4 624	–	4 624
Titres vendus à découvert	8 231	3 938	50	12 219
Billets de trésorerie à payer	–	1 017	–	1 017
Emprunts à payer	–	2 681	–	2 681
Billets à terme à payer	–	8 879	–	8 879
Instruments financiers dérivés	14	1 705	98	1 817
	8 245	23 681	148	32 074
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>				
Dépôts à vue	–	887	–	887
Dépôts à terme	–	134	–	134
Distributions à verser aux déposants	–	1 612	–	1 612
Dépôts à participation	–	173 577	–	173 577
	–	176 210	–	176 210

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

## D) NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT ENTRE LES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLÔTURE

Pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie, les rapprochements entre les soldes d'ouverture et de clôture au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 se détaillent comme suit :

									2014
	Solde d'ouverture (actifs / (passifs))	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global <sup>2</sup>	Achats	Ventes	Émissions	Règlements	Transferts	Solde de clôture (actifs / (passifs))	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de l'exercice <sup>3</sup>
Valeurs à court terme	32	5	18	(28)	–	(20)	–	7	(11)
Obligations	1 810	67	134	(30)	–	(941)	–	1 040	25
BTAA	9 752	159	–	–	–	(675)	–	9 236	161
Actions									
Sociétés fermées	10 302	526	1 952	(1 423)	–	–	(72)	11 285	391
Fonds de couverture	658	20	306	(322)	–	–	(163)	499	25
Participation dans des filiales non consolidées									
Placements de biens immobiliers	22 590	2 000	432	(2 166)	–	–	–	22 856	2 188
Placements de dettes immobilières	1 835	342	–	–	–	–	–	2 177	342
Placements privés	7 014	1 012	530	(759)	–	–	–	7 797	1 104
Placements d'infrastructures	5 437	575	1 822	(465)	–	–	–	7 369	571
Instruments financiers dérivés <sup>1</sup>	(12)	(35)	–	–	–	45	–	(2)	(17)
Titres vendus à découvert	(43)	(6)	–	–	–	19	–	(30)	4

1. Les actifs et les passifs relatifs aux instruments financiers dérivés sont présentés au net.

2. Présentés aux rubriques « Gains nets réalisés » et « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global.

3. Présentés à la rubrique « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global.

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

									2013
	Solde d'ouverture (actifs / (passifs))	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global <sup>2</sup>	Achats	Ventes	Émissions	Règlements	Transferts	Solde de clôture (actifs / (passifs))	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de l'exercice <sup>3</sup>
Valeurs à court terme	150	108	756	(227)	–	(755)	–	32	(15)
Obligations	1 980	(9)	71	(135)	–	(125)	28	1 810	(23)
BTAA	9 894	961	–	–	–	(1 103)	–	9 752	968
Actions									
Sociétés fermées	10 022	1 381	415	(1 433)	–	–	(83)	10 302	932
Fonds de couverture	1 238	45	55	(604)	–	–	(76)	658	34
Participation dans des filiales non consolidées									
Placements de biens immobiliers	17 982	2 513	8 856	(6 761)	–	–	–	22 590	977
Placements de dettes immobilières	1 381	89	365	–	–	–	–	1 835	89
Placements privés	7 002	975	66	(1 029)	–	–	–	7 014	959
Placements d'infrastructures	3 414	111	2 224	(312)	–	–	–	5 437	131
Instruments financiers dérivés <sup>1</sup>	182	(199)	–	–	–	2	3	(12)	(190)
Titres vendus à découvert	(50)	(6)	–	–	–	13	–	(43)	6

1. Les actifs et les passifs relatifs aux instruments financiers dérivés sont présentés au net.

2. Présentés aux rubriques « Gains nets réalisés » et « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global.

3. Présentés à la rubrique « Gains nets non réalisés » aux états consolidés du résultat global.

**E) NIVEAU 3 : ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR SELON DES HYPOTHÈSES ALTERNATIVES RAISONNABLES**

Dans certains cas, les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation reposent sur des données d'entrée non observables ou sur des données d'entrée observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué. Bien que la Caisse juge que ses évaluations de la juste valeur sont appropriées, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait se traduire par des justes valeurs différentes. Pour une date de mesure donnée, il est possible que d'autres intervenants du marché puissent évaluer un même instrument financier à une juste valeur différente. Pourtant, les techniques d'évaluation et les données d'entrée employées par ces intervenants du marché pourraient tout de même satisfaire à la définition de la juste valeur. Le fait que différentes évaluations de la juste valeur existent reflète le jugement, les estimations et les hypothèses appliquées ainsi que l'incertitude relative à la mesure de la juste valeur de ces instruments financiers.

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

Les tableaux suivants présentent les informations quantitatives concernant les principales techniques d'évaluation et les données d'entrée non observables pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont inclus dans l'analyse de sensibilité à la note 7f ainsi que ceux qui sont exclus de cette analyse :

31 décembre 2014				
	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
<b>Inclus dans l'analyse de sensibilité</b>				
Obligations	481	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	9,7 % à 18,0 % (11,6 %)
BTAA et instruments financiers dérivés servant de couverture économique	8 548	Modèle financier	Facteurs de corrélation	44,7 % à 99,0 % (71,1 %)
			Prime d'illiquidité	0,4 %
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	1 775	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	5,7 à 12,2 (9,8)
Placements d'infrastructures	2 247	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,0 % à 18,0 % (9,7 %)
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	22 856	Multiple de sociétés comparables	Multiples du cours-valeur aux livres	1,07
			Taux d'actualisation	5,5 % à 14,0 % (6,8 %)
		Actualisation des flux de trésorerie	Écarts de crédit	0,8 % à 4,8 % (1,8 %)
			Taux de capitalisation	3,5 % à 12,5 % (5,5 %)
Placements privés	2 822	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,0 à 10,1 (7,5)
Placements d'infrastructures	6 418	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,0 % à 12,3 % (9,8 %)
	45 147			
<b>Exclus de l'analyse de sensibilité</b>				
Instruments financiers <sup>1</sup>	17 087	Transactions récentes	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers	s.o.	s.o.
		Actif net	s.o.	s.o.
<b>Instruments financiers nets classés au niveau 3</b>	<b>62 234</b>			

s.o. : sans objet

1. La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des valeurs à court terme, des obligations, des BTAA, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

31 décembre 2013

	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
Inclus dans l'analyse de sensibilité				
Obligations	627	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	12,5 % à 19,0 % (13,8 %)
BTAA et instruments financiers dérivés servant de couverture économique	8 710	Modèle financier	Facteurs de corrélation	43,7 % à 99,0 % (76,1 %)
			Prime d'illiquidité	0,4 %
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	2 315	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,5 à 11,9 (10,5)
Placements d'infrastructures	1 200	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,3 % à 19,0 % (9,1 %)
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	22 590	Multiple de sociétés comparables	Multiples du cours-valeur aux livres	1,05
		Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	5,5 % à 14,0 % (7,0 %)
			Écarts de crédit	1,2 % à 5,0 % (2,1 %)
		Capitalisation des flux de trésorerie	Taux de capitalisation	3,5 % à 11,0 % (5,7 %)
		Placements privés	2 921	Multiple de sociétés comparables
Placements d'infrastructures	3 864	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,3 % à 11,8 % (9,8 %)
	42 227			
Exclus de l'analyse de sensibilité				
Instruments financiers <sup>1</sup>	17 148	Transactions récentes	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers	s.o.	s.o.
		Actif net	s.o.	s.o.
Instruments financiers nets classés au niveau 3	59 375			

s.o. : sans objet

1. La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des valeurs à court terme, des obligations, des BTAA, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

				1 <sup>er</sup> janvier 2013
	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue (moyenne pondérée)
<b>Inclus dans l'analyse de sensibilité</b>				
Obligations	395	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	13,9 % à 19,0 % (14,8 %)
BTAA et instruments financiers dérivés servant de couverture économique	9 382	Modèle financier	Facteurs de corrélation	37,2 % à 99,0 % (69,5 %)
			Prime d'illiquidité	0,6 %
Actions de sociétés fermées				
Placements privés	1 969	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,4 à 11,6 (9,3)
Placements d'infrastructures	597	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,3 % à 19,0 % (10,5 %)
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	17 982	Multiple de sociétés comparables	Multiples du cours-valeur aux livres	1,05
			Taux d'actualisation	4,7 % à 13,8 % (7,2 %)
		Actualisation des flux de trésorerie	Écarts de crédit	1,7 % à 6,2 % (2,8 %)
			Taux de capitalisation	3,5 % à 10,5 % (5,9 %)
Placements privés	1 994	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,0 à 8,8 (6,7)
Placements d'infrastructures	2 497	Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation	8,3 % à 10,9 % (8,9 %)
	34 816			
<b>Exclus de l'analyse de sensibilité</b>				
Instruments financiers <sup>1</sup>	18 379	Transactions récentes	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers	s.o.	s.o.
		Actif net	s.o.	s.o.
<b>Instruments financiers nets classés au niveau 3</b>	<b>53 195</b>			

s.o. : sans objet

1. La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des valeurs à court terme, des obligations, des BTAA, des actions, des participations dans des filiales non consolidées, des instruments financiers dérivés et des titres vendus à découvert.

## ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (suite)

## F) ANALYSE DE SENSIBILITÉ DE LA JUSTE VALEUR

L'analyse qui suit illustre la sensibilité des évaluations aux hypothèses alternatives raisonnables liées aux principales données d'entrée non observables présentées aux tableaux précédents à la note 7e. La Caisse a déterminé les hypothèses alternatives raisonnables selon son jugement et sa connaissance des marchés. Ainsi, le tableau suivant présente l'augmentation et la diminution de la juste valeur découlant de ces hypothèses alternatives pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité.

	31 décembre 2014		31 décembre 2013		1 <sup>er</sup> janvier 2013	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Obligations	49	(41)	45	(47)	37	(49)
BTAA et instruments financiers dérivés servant de couverture économique	17	(17)	22	(23)	54	(53)
Actions de sociétés fermées						
Placements privés	216	(187)	383	(366)	356	(416)
Placements d'infrastructures	145	(138)	67	(61)	63	(52)
Participation dans des filiales non consolidées						
Placements de biens immobiliers	1 520	(1 373)	1 592	(1 462)	1 277	(1 180)
Placements privés	195	(191)	282	(281)	241	(267)
Placements d'infrastructures	450	(407)	306	(283)	122	(98)

Il existe une corrélation entre les données d'entrée non observables et l'établissement de la juste valeur. Ainsi, une augmentation (diminution) des taux d'actualisation, des écarts de crédit, des taux de capitalisation, des facteurs de corrélation et des primes d'illiquidité entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur. De plus, une augmentation (diminution) des multiples du BAIIA et des multiples du cours-valeur aux livres entraînerait une augmentation (diminution) de la juste valeur. Il n'existe pas de corrélation prévisible entre les données d'entrée non observables.

## 08

## COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier et un passif financier doivent être compensés aux états consolidés de la situation financière lorsque la Caisse a un droit juridiquement exécutoire d'effectuer une compensation et qu'elle a l'intention de procéder à un règlement au net ou de réaliser l'actif financier et le passif financier simultanément avec la contrepartie. Le droit juridiquement exécutoire de compenser est effectif lorsque ce droit est exerçable dans le cours normal des affaires et en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les montants à recevoir et à payer relatifs à des opérations en voie de règlement, les titres achetés en vertu de conventions de revente ainsi que les titres vendus en vertu de conventions de rachat font l'objet d'accords généraux de compensation qui ne satisfont pas aux critères de compensation aux états consolidés de la situation financière, puisqu'ils confèrent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les instruments financiers dérivés qui sont négociés sur les marchés hors cote conformément à des accords généraux de compensation de l'*International Swaps and Derivatives Association* (ISDA) ne satisfont pas aux critères de compensation aux états consolidés de la situation financière, puisqu'ils confèrent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite. Les instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés ainsi que ceux réglés sur des chambres de compensation par l'intermédiaire de courtiers satisfont aux critères de compensation.

Les tableaux suivants présentent l'information sur les actifs et les passifs financiers compensés et non compensés aux états consolidés de la situation financière faisant l'objet d'accords généraux de compensation ou d'ententes similaires :

31 décembre 2014

	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés <sup>1</sup>	Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière <sup>2</sup>	Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation <sup>3</sup>	Montants de garanties reçues/ données <sup>4</sup>	Montants nets
<b>Actifs financiers</b>						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	1 346	–	1 346	(987)	–	359
Titres achetés en vertu de conventions de revente	19 371	–	19 371	(12 055)	(7 316)	–
Instruments financiers dérivés <sup>5</sup>	1 398	(2)	1 396	(900)	(125)	371
	22 115	(2)	22 113	(13 942)	(7 441)	730
<b>Passifs financiers</b>						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	1 300	–	1 300	(304)	–	996
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	16 551	–	16 551	(12 738)	(3 806)	7
Instruments financiers dérivés <sup>5</sup>	1 543	(2)	1 541	(900)	(443)	198
	19 394	(2)	19 392	(13 942)	(4 249)	1 201

1. Montants compensés aux états consolidés de la situation financière car les ententes respectent les critères de compensation.

2. Montants nets présentés aux états consolidés de la situation financière ou aux notes 4a et 4b.

3. Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation.

4. Les garanties financières reçues et données présentées ci-dessus ne peuvent pas inclure un montant net par contrepartie inférieur à zéro. Les montants totaux des garanties financières reçues ou données sont présentés à la note 15.

5. Les montants présentés à cette rubrique incluent la juste valeur des instruments financiers dérivés ainsi que les montants à recevoir et à payer relatifs à ces instruments présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement courus et à recevoir » et « Autres passifs financiers ».



## COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS (suite)

31 décembre 2013

	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés <sup>1</sup>	Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière <sup>2</sup>	Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation <sup>3</sup>	Montants de garanties reçues/ données <sup>4</sup>	Montants nets
<b>Actifs financiers</b>						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	1 697	–	1 697	(1 030)	–	667
Titres achetés en vertu de conventions de revente	15 540	–	15 540	(9 325)	(6 201)	14
Instruments financiers dérivés <sup>5</sup>	2 047	(4)	2 043	(1 051)	(879)	113
	19 284	(4)	19 280	(11 406)	(7 080)	794
<b>Passifs financiers</b>						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	2 380	–	2 380	(1 989)	–	391
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	12 250	–	12 250	(8 366)	(3 872)	12
Instruments financiers dérivés <sup>5</sup>	1 485	(4)	1 481	(1 051)	(125)	305
	16 115	(4)	16 111	(11 406)	(3 997)	708

1<sup>er</sup> janvier 2013

	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés <sup>1</sup>	Montants nets présentés à l'état consolidé de la situation financière <sup>2</sup>	Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation <sup>3</sup>	Montants de garanties reçues/ données <sup>4</sup>	Montants nets
<b>Actifs financiers</b>						
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	323	–	323	(170)	–	153
Titres achetés en vertu de conventions de revente	11 383	–	11 383	(2 791)	(8 461)	131
Instruments financiers dérivés <sup>5</sup>	2 573	(15)	2 558	(1 356)	(1 135)	67
	14 279	(15)	14 264	(4 317)	(9 596)	351
<b>Passifs financiers</b>						
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	325	–	325	(170)	–	155
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	4 624	–	4 624	(2 791)	(1 833)	–
Instruments financiers dérivés <sup>5</sup>	1 907	(15)	1 892	(1 356)	(281)	255
	6 856	(15)	6 841	(4 317)	(2 114)	410

1. Montants compensés aux états consolidés de la situation financière car les ententes respectent les critères de compensation.

2. Montants nets présentés aux états consolidés de la situation financière ou aux notes 4a et 4b.

3. Montants faisant l'objet d'accords généraux de compensation mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation.

4. Les garanties financières reçues et données présentées ci-dessus ne peuvent pas inclure un montant net par contrepartie inférieur à zéro. Les montants totaux des garanties financières reçues ou données sont présentés à la note 15.

5. Les montants présentés à cette rubrique incluent la juste valeur des instruments financiers dérivés ainsi que les montants à recevoir et à payer relatifs à ces instruments présentés respectivement aux rubriques « Revenus de placement courus et à recevoir » et « Autres passifs financiers ».

## 09

## REVENU NET DE PLACEMENT

Le tableau suivant présente les revenus et les dépenses de placement des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre :

	2014			2013		
	Revenus (dépenses) de dividendes	Revenus (dépenses) d'intérêts	Revenu net de placement	Revenus (dépenses) de dividendes	Revenus (dépenses) d'intérêts	Revenu net de placement
<b>Activités de gestion de trésorerie</b>	–	47	47	–	30	30
<b>Activités provenant des placements</b>						
Valeurs à court terme	–	87	87	–	62	62
Titres achetés en vertu de conventions de revente	–	85	85	–	59	59
Obligations	–	2 151	2 151	–	1 862	1 862
BTAA	–	152	152	–	164	164
Actions et valeurs convertibles	3 557	22	3 579	2 985	21	3 006
Participations dans des filiales non consolidées	612	773	1 385	1 031	596	1 627
	4 169	3 317	7 486	4 016	2 794	6 810
Autres revenus			34			33
<b>Total des revenus de placement</b>			7 520			6 843
<b>Activités provenant des passifs relatifs aux placements</b>						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(88)	(88)	–	(56)	(56)
Titres vendus à découvert	(48)	(200)	(248)	(69)	(177)	(246)
<b>Activités de financement</b>						
Billets de trésorerie à payer	–	(15)	(15)	–	(11)	(11)
Emprunts à payer	–	(8)	(8)	–	(15)	(15)
Billets à terme à payer	–	(342)	(342)	–	(320)	(320)
	(48)	(653)	(701)	(69)	(579)	(648)
<b>Autres dépenses</b>						
Frais de gestion externe			(12)			(8)
Impôts retenus à la source			(103)			(99)
<b>Total des dépenses de placement</b>			(816)			(755)
<b>Revenu net de placement</b>			6 704			6 088

## 10

## RÉSULTAT DE PLACEMENT NET AVANT DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente le revenu net de placement, les gains (pertes) nets réalisés ainsi que les gains (pertes) nets non réalisés des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre :

	2014				2013			
	Revenu net de placement (note 9)	Gains (pertes) nets réalisés	Gains (pertes) nets non réalisés	Total	Revenu net de placement (note 9)	Gains (pertes) nets réalisés	Gains (pertes) nets non réalisés	Total
<b>Activités de gestion de trésorerie</b>	<b>47</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>47</b>	<b>30</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>30</b>
<b>Activités provenant des placements</b>								
Valeurs à court terme	87	57	114	258	62	8	137	207
Titres achetés en vertu de conventions de revente	85	219	(36)	268	59	399	(10)	448
Obligations	2 151	1 460	3 276	6 887	1 862	(732)	(2 856)	(1 726)
BTAA	152	(2)	161	311	164	(7)	968	1 125
Actions et valeurs convertibles	3 579	4 400	4 832	12 811	3 006	4 231	11 939	19 176
Participations dans des filiales non consolidées	1 385	(37)	5 237	6 585	1 627	1 562	2 344	5 533
Instruments financiers dérivés nets	–	1 350	(700)	650	–	(113)	(108)	(221)
Autres	34	54	–	88	33	5	–	38
	7 520	7 501	12 884	27 905	6 843	5 353	12 414	24 610
<b>Activités provenant des passifs relatifs aux placements</b>								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(88)	(169)	14	(243)	(56)	(223)	(4)	(283)
Titres vendus à découvert	(248)	(1 250)	(489)	(1 987)	(246)	491	(768)	(523)
<b>Activités de financement</b>								
Billets de trésorerie à payer	(15)	(67)	(59)	(141)	(11)	–	(3)	(14)
Emprunts à payer	(8)	(27)	(19)	(54)	(15)	(23)	(18)	(56)
Billet à terme à payer	(342)	(52)	(792)	(1 186)	(320)	–	(139)	(459)
<b>Autres</b>								
Frais de gestion externe	(12)	(1)	–	(13)	(8)	(2)	–	(10)
Impôts retenus à la source	(103)	–	–	(103)	(99)	–	–	(99)
Coûts de transaction	–	(88)	–	(88)	–	(100)	–	(100)
	(816)	(1 654)	(1 345)	(3 815)	(755)	143	(932)	(1 544)
	6 704	5 847	11 539	24 090	6 088	5 496	11 482	23 066
Charges d'exploitation (note 11)				(315)				(298)
<b>Résultat de placement net avant distributions aux déposants</b>				<b>23 775</b>				<b>22 768</b>

## 11

## CHARGES D'EXPLOITATION

Le tableau suivant présente les charges d'exploitation pour les exercices clos les 31 décembre :

	2014	2013
Salaires et avantages sociaux	179	153
Services informatiques et professionnels	46	47
Services de données et abonnements	14	13
Loyers	14	12
Entretien, matériel et amortissement	34	43
Autres charges	17	17
	304	285
Frais de garde de valeurs	11	13
	315	298

## 12

## IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES

### POLITIQUES, DIRECTIVES ET PROCÉDURES DE LA GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

La Caisse est responsable de gérer les sommes déposées en conformité avec les ententes de service et les politiques de placement des déposants, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés ainsi que la politique de gestion intégrée des risques. Pour ce faire, la Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités.

La politique de gestion intégrée des risques est adoptée par le conseil d'administration de la Caisse. Cette politique a pour objet de promouvoir une culture et des pratiques rigoureuses de gestion des risques qui favorisent la réalisation de la mission de la Caisse envers ses déposants. La politique de gestion intégrée des risques définit les risques de marché, de concentration, de crédit, de contrepartie liés aux instruments financiers dérivés et de liquidité de financement.

Plus particulièrement, cette politique vise à :

- Prévenir des pertes excessives sur les activités effectuées par les différents groupes d'investissement;
- Établir le niveau de risque jugé acceptable auquel la Caisse peut être exposée;
- Aligner les objectifs de rendement sur le niveau de risque assumé;
- Optimiser la répartition des risques entre les différents groupes d'investissement;
- Énoncer la structure organisationnelle de la gestion des risques.

Les responsables de la gouvernance financière et de la gestion des risques sont les suivants :

1. Les premiers vice-présidents des groupes d'investissement sont les principaux responsables de la gestion des risques liés à leurs activités;
2. Le comité Investissement-Risques, un sous-comité du comité de direction appuyé par l'équipe de la Direction des risques et la vice-présidence principale Politiques et conformité;
3. Le conseil d'administration, son comité de vérification et son comité d'investissement et de gestion des risques.

De plus, les méthodes d'évaluation et d'encadrement des risques sont confiées à des équipes qui sont indépendantes des gestionnaires des groupes d'investissement afin d'assurer l'objectivité et l'indépendance nécessaires à la gestion des risques.

La politique de gestion intégrée des risques prévoit des mécanismes de reddition de comptes et d'autres encadrements pour les nouvelles activités d'investissement, l'impartition de la gestion des investissements, l'utilisation des instruments financiers dérivés ainsi que la conformité aux politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés.

Dans le cadre de la gestion des risques, la Caisse élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires des portefeuilles spécialisés. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le modèle de gestion, les types de placements autorisés, l'indice de référence, l'objectif de rendement ainsi que les limites de risques et de concentration. Les gestionnaires sont tenus de respecter les exigences de la politique d'investissement propres à leurs activités.

La Caisse est exposée à divers risques financiers et l'information détaillée à l'égard de ces risques est présentée dans les sections suivantes.

## IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

## RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La Caisse peut utiliser des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La Caisse gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque tels que les secteurs d'activité, les régions géographiques et les émetteurs sont pris en compte. Les risques de marché de la Caisse sont gérés et calculés selon les facteurs pouvant influencer la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements.

Le risque de marché de la Caisse est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel de la Caisse, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel de la Caisse pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille réel de la Caisse.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille de la Caisse subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel de la Caisse pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la Caisse a révisé sa méthode du calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculée afin de considérer ces changements.

Deux mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel de la Caisse;
- Le risque absolu du portefeuille de référence visé par les déposants représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence de la Caisse.

Les risques absolus du portefeuille réel et du portefeuille de référence de la Caisse sont mesurés régulièrement et sont utilisés afin de calculer le ratio du risque absolu qui est sujet à diverses limites. Le ratio du risque absolu est obtenu en divisant le risque absolu du portefeuille réel par le risque absolu du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et le risque absolu du portefeuille de référence de la Caisse, incluant le risque des investissements sous-jacents des filiales non consolidées dont le risque est géré par la Caisse, en pourcentage de l'actif net, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit :

	31 décembre 2014			31 décembre 2013		
	Risque absolu du portefeuille réel %	Risque absolu du portefeuille de référence %	Ratio du risque absolu	Risque absolu du portefeuille réel %	Risque absolu du portefeuille de référence %	Ratio du risque absolu
Valeur à risque	23,9	24,0	0,99	24,3	23,6	1,03

## IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

De plus, dans le cadre de la gestion du risque de marché, la Caisse utilise des tests de tension qui permettent d'évaluer les répercussions de circonstances particulières sur les rendements du portefeuille réel de la Caisse selon des scénarios historiques, hypothétiques ou de sensibilité sur un facteur de risque. À l'aide de différents types de scénarios, les tests de tension mesurent la perte de valeur d'un instrument financier à la suite d'une variation d'un ou plusieurs facteurs de risque souvent reliés, comme le cours des actions, les taux d'intérêt, les écarts de taux, les taux de change, le prix des produits de base et la volatilité des marchés.

### RISQUE DE CHANGE

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

Dans le cadre de la gestion du risque de change, certains portefeuilles spécialisés sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change. L'exposition de la Caisse aux devises tient compte de la couverture des portefeuilles spécialisés ainsi que des activités personnalisées de devises des fonds particuliers de chacun des déposants. Les activités personnalisées de devises de fonds particuliers sont utilisées par les déposants pour atteindre l'exposition désirée à certaines devises.

La Caisse utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux devises. Les échéances de ces instruments financiers dérivés sont généralement de moins de douze mois pour les contrats de change à terme et de moins de deux ans pour les options sur devises et les trocs de devises. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une gestion efficace du risque de change. De plus, la gestion du risque de change peut également s'effectuer par des activités de couverture naturelle, incluant le financement des placements dans la même devise.

L'exposition nette aux devises tient compte de l'effet des instruments financiers dérivés de change, de la couverture naturelle et des investissements sous-jacents en devises des filiales non consolidées dont le risque de change est géré par la Caisse. L'exposition nette de la Caisse aux devises, en pourcentage de l'actif net, se détaille comme suit :

	31 décembre 2014 %	31 décembre 2013 %
Dollar canadien	70	70
Dollar américain	14	14
Livre sterling	3	3
Euro	2	2
Autres	11	11
	100	100

### RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

### RISQUE DE PRIX

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix courants (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument financier en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

## IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

## RISQUE DE CONCENTRATION

L'analyse du risque de concentration est effectuée globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. La politique de gestion intégrée des risques prévoit des limites d'exposition par catégorie d'instruments financiers, par émetteur et pour les marchés en croissance. De plus, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoient des limites précises par émetteur, par secteur d'activités et par région géographique.

Une limite de concentration par émetteur est fixée à 3 % de l'actif total de la Caisse, à l'exception des titres émis par les gouvernements du Canada, du Québec, d'une autre province ou d'un territoire canadien, ainsi que par leurs ministères et organismes mandataires, lesquels ne font pas l'objet d'une limite de concentration. Quant aux émetteurs souverains bénéficiant d'une cote de crédit AAA, ils sont exclus de cette limite de concentration. La concentration par émetteur est observée mensuellement ou à l'initiation d'une transaction nécessitant l'approbation du comité Investissement-Risques ou du conseil d'administration, le cas échéant.

Le tableau suivant présente les principales concentrations aux régions géographiques des émetteurs en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le pays de l'établissement principal après l'effet de certains instruments financiers dérivés, incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la Caisse :

	31 décembre 2014 %	31 décembre 2013 %
Canada	53	53
États-Unis	22	21
Europe	14	14
Marchés en croissance	7	7
Autres	4	5
	100	100

Le tableau suivant présente les principales concentrations aux secteurs des émetteurs en pourcentage de l'exposition nette totale après l'effet de certains instruments financiers dérivés, incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la Caisse :

	31 décembre 2014 %	31 décembre 2013 %
<b>Secteur d'activité</b>		
Immobilier	15	18
Finance	13	13
Industrie	8	7
Énergie	7	7
Technologies de l'information	6	5
Consommation discrétionnaire	6	6
Biens de consommation de base	5	4
Santé	4	4
Services aux collectivités	4	3
Dettes immobilières	4	4
Matériels	2	3
Télécommunications	2	2
Autres	3	3
<b>Secteur gouvernemental</b>		
Gouvernement du Canada	10	7
Gouvernement du Québec	7	6
Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec	3	3
Autres	1	5
	100	100

## IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

## RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'exposition maximale au risque de crédit est mesurée selon la juste valeur des instruments financiers avant la prise en compte de garanties ou autres rehaussements de crédit. Pour les autres éléments, l'exposition maximale au risque de crédit correspond au montant total garanti ou engagé.

Le tableau suivant présente l'exposition maximale au risque de crédit :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Trésorerie	211	103
Équivalents de trésorerie	3 829	5 902
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	1 346	1 697
Avances à des déposants	1 090	996
Revenus de placement courus et à recevoir	1 149	898
Placements		
Titres à revenu fixe	103 806	87 950
Participations dans des filiales non consolidées sous forme d'instruments d'emprunts	20 926	17 046
Instruments financiers dérivés	1 294	1 973
	133 651	116 565
Autres éléments		
Cautionnements et garanties d'emprunts (note 18)	565	447
Facilité de financement du BTAA (note 18)	6 167	6 167
	6 732	6 614
	140 383	123 179

La Caisse conclut des accords généraux de compensation (note 8), reçoit des garanties (note 15) et peut également utiliser des instruments financiers dérivés tels que des trocs de défaillance de crédit, afin de réduire l'exposition totale au risque de crédit.

De plus, dans le but de gérer le risque de crédit, la Caisse suit de près l'évolution du cycle de crédit des émetteurs et utilise une VaR de crédit qui a pour but de calculer la perte financière potentielle liée aux changements possibles de la qualité du crédit d'un émetteur de titres à revenu fixe.



## IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

### CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

L'analyse de la concentration du risque de crédit mesure la juste valeur de l'ensemble des instruments financiers liés à un même émetteur. La politique d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoit des limites de concentration par cote de crédit. L'analyse du risque de crédit considère la probabilité de défaillance et le taux de récupération sur les titres de créance détenus par la Caisse ainsi que le suivi des changements de la qualité du crédit des émetteurs.

Le tableau suivant présente la concentration par cote de crédit des émetteurs de la Caisse pour les titres à revenu fixe et certains instruments financiers dérivés utilisés à des fins de gestion du risque de crédit, en pourcentage de l'exposition totale au risque de concentration de crédit :

	31 décembre 2014 %	31 décembre 2013 %
<b>Cote de crédit</b>		
AAA – AA	42	46
A	42	40
BBB	9	8
BB ou inférieur	4	1
Pas de cote de crédit	3	5
	<b>100</b>	<b>100</b>

Les cotes de crédit des titres émis ou garantis par les gouvernements sont obtenues auprès des agences de notation de crédit reconnues. Pour les titres du secteur corporatif, les cotes de crédit sont établies à l'aide d'un processus interne de notation qui permet de suivre annuellement l'évolution du cycle de crédit, lorsque l'information nécessaire est disponible. Dans le cas contraire, la Caisse a recours aux agences de notation de crédit reconnues.

### RISQUE DE CONTREPARTIE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Certains instruments financiers dérivés hors cote engendrent un risque de contrepartie, car ils sont négociés de gré à gré sans être échangés ou réglés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation. Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Afin de limiter son exposition au risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments financiers dérivés hors cote, la Caisse effectue des transactions auprès d'institutions financières selon des critères spécifiques fixés par la direction au niveau de la qualité de l'émetteur. De plus, la Caisse conclut des accords juridiques basés sur les normes de l'ISDA permettant de bénéficier de l'effet compensatoire entre les montants à risque et l'échange de sûretés afin de limiter son exposition nette à ce risque.

Ce risque est mesuré par contrepartie, selon l'accord juridique en vigueur, à partir duquel il est possible de calculer une exposition nette occasionnée par l'ensemble des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré et par les garanties échangées. L'exposition actuelle au risque de contrepartie est mesurée quotidiennement, selon l'accord juridique en vigueur. L'exposition potentielle au risque de contrepartie est mesurée mensuellement.

Au 31 décembre 2014, les accords juridiques et les garanties reçues ont contribué à réduire l'exposition au risque de contrepartie des instruments financiers dérivés négociés hors cote. L'exposition maximale à ce risque est de 317 M\$ (98 M\$ en 2013) liée à 29 contreparties (30 en 2013).

### RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité de financement représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

La gestion des liquidités s'effectue globalement pour l'ensemble des activités de trésorerie de la Caisse. L'analyse de la conformité aux règles préétablies s'effectue mensuellement et un suivi des liquidités est effectué quotidiennement. Les gestionnaires sont responsables d'évaluer la liquidité des marchés sur lesquels repose le financement des activités de la Caisse.

Afin de s'assurer de l'adéquation entre les sources et les besoins potentiels de liquidité, la Caisse bénéficie de plusieurs sources possibles de liquidité en plus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie telles que l'encaissement des revenus de placement, la vente de titres obligataires en vertu de conventions de rachat et de titres liquides du marché monétaire. De plus, la Caisse peut recourir à l'émission de billets de trésorerie et de billets à terme à payer pour faire face à ses engagements contractuels ainsi qu'à ses obligations financières. Au 31 décembre 2014, la Caisse dispose de près de 52 G\$ en liquidités (44 G\$ au 31 décembre 2013).

De plus, dans le but de gérer le risque de liquidité, la Caisse procède à des simulations de scénarios sur plusieurs horizons ainsi qu'à l'étude des événements pouvant mener à une crise de liquidité.

## IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la Caisse gère son risque de liquidité et ses besoins de financement.

Les tableaux suivants présentent les échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers non dérivés, des instruments financiers dérivés ainsi que des autres éléments :

	31 décembre 2014				
	À vue	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	(1 300)	–	–	(1 300)
Autres passifs financiers	–	(254)	–	–	(254)
<b>Passifs relatifs aux placements</b>					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(16 554)	–	–	(16 554)
Titres vendus à découvert	–	(7 686)	(1 396)	(4 974)	(14 056)
Billets de trésorerie à payer	–	(3 319)	–	–	(3 319)
Emprunts à payer	–	(363)	(652)	–	(1 015)
Billets à terme à payer	–	(1 340)	(3 343)	(7 389)	(12 072)
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>					
Dépôts à vue et à terme	(225)	(197)	–	–	(422)
Distributions à verser aux déposants	–	(1 621)	–	–	(1 621)
	(225)	(32 634)	(5 391)	(12 363)	(50 613)
<b>Instruments financiers dérivés</b>					
Instruments dérivés avec règlement net	–	236	31	123	390
Instruments dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	–	51 198	14 366	2 215	67 779
Flux contractuels à payer	–	(51 710)	(14 344)	(2 154)	(68 208)
	–	(276)	53	184	(39)
<b>Autres éléments</b>					
Engagements (note 18)	–	(10 748)	(592)	(90)	(11 430)
Cautionnements et garanties d'emprunts (note 18)	–	(431)	(44)	(90)	(565)
Facilité de financement du BTAA (note 18)	–	–	(6 167)	–	(6 167)
	–	(11 179)	(6 803)	(180)	(18 162)
	(225)	(44 089)	(12 141)	(12 359)	(68 814)

## IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

	31 décembre 2013				
	À vue	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	–	(2 380)	–	–	(2 380)
Autres passifs financiers	–	(240)	–	–	(240)
<b>Passifs relatifs aux placements</b>					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	–	(12 251)	–	–	(12 251)
Titres vendus à découvert	–	(7 582)	(2 266)	(2 632)	(12 480)
Billets de trésorerie à payer	–	(1 531)	–	–	(1 531)
Emprunts à payer	–	(441)	(882)	–	(1 323)
Billets à terme à payer	–	(2 447)	(1 976)	(7 098)	(11 521)
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>					
Dépôts à vue et à terme	(371)	(92)	–	–	(463)
Distributions à verser aux déposants	–	(1 328)	–	–	(1 328)
	(371)	(28 292)	(5 124)	(9 730)	(43 517)
<b>Instruments financiers dérivés</b>					
Instruments dérivés avec règlement net	–	458	230	385	1 073
Instruments dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	–	50 501	12 795	1 258	64 554
Flux contractuels à payer	–	(50 835)	(12 793)	(1 263)	(64 891)
	–	124	232	380	736
<b>Autres éléments</b>					
Engagements (note 18)	–	(9 072)	(828)	(238)	(10 138)
Cautionnements et garanties d'emprunts (note 18)	–	(400)	(47)	–	(447)
Facilité de financement du BTAA (note 18)	–	–	(6 167)	–	(6 167)
	–	(9 472)	(7 042)	(238)	(16 752)
	(371)	(37 640)	(11 934)	(9 588)	(59 533)

De plus, en ce qui concerne l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de participation, soit un remboursement maximal par déposant pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la Caisse de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la Caisse. Par ailleurs, la quasi-totalité des déposants est tenue d'investir à la Caisse conformément à la Loi de la Caisse ou selon la loi respective à laquelle ils sont assujettis.

## IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES (suite)

## RISQUE DE LIQUIDITÉ DE FINANCEMENT

Les tableaux suivants présentent les termes et les principales conditions ainsi que le taux d'intérêt effectif des passifs relatifs aux placements liés aux activités de financement de la Caisse :

31 décembre 2014				
	Devise	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt effectif %
Emprunts à payer	USD	363	Moins d'un an	0,12
	CAD	641	Septembre 2016	CDOR
		1 004		
Billets de trésorerie à payer	CAD	1 000	Moins d'un an	1,07
	USD	2 317	Moins d'un an	0,16
		3 317		
Billets à terme à payer	CAD	1 000	Juillet 2015	CDOR + 0,45
	USD	2 027	Novembre 2019	4,40
	EUR	1 051	Juin 2020	3,50
	CAD	1 000	Juillet 2020	4,60
	USD	2 317	Juillet 2024	3,15
	USD	1 448	Novembre 2039	5,60
		8 843		

31 décembre 2013				
	Devise	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt effectif %
Emprunts à payer	USD	441	Moins d'un an	0,10
	CAD	839	Septembre 2016	CDOR
		1 280		
Billets de trésorerie à payer	CAD	1 000	Moins d'un an	1,09
	USD	531	Moins d'un an	0,16
		1 531		
Billets à terme à payer	USD	2 125	Novembre 2014	3,00
	CAD	1 000	Juillet 2015	CDOR + 0,45
	USD	1 860	Novembre 2019	4,40
	EUR	1 098	Juin 2020	3,50
	CAD	1 000	Juillet 2020	4,60
	USD	1 328	Novembre 2039	5,60
		8 411		

Les emprunts à payer sont remboursables à l'échéance, à l'exception des emprunts liés aux placements dans les BTAA qui sont assortis d'une clause de remboursement anticipé au prorata des flux monétaires nets reçus sur les placements dans les BTAA et sont garantis par ceux-ci.

Les billets de trésorerie à payer sont émis à escompte, à des taux fixes, pour des échéances ne dépassant pas 12 mois. Le montant nominal de l'ensemble de ces billets en circulation ne peut excéder en tout temps 8 milliards de dollars en vertu de la limite prescrite dans le document d'information d'émission des billets de trésorerie.

Les billets à terme à payer sont émis à escompte ou au pair et sont remboursables à l'échéance et garantis par les actifs de la Caisse. Les billets à terme qui portent intérêt à taux fixe comportent une clause de remboursement anticipé facultatif au gré de l'émetteur.

## 13

## GESTION DU CAPITAL

La Caisse définit son capital comme étant l'actif net attribuable aux déposants. Le capital de la Caisse peut varier en fonction de la demande des déposants pour l'annulation et l'émission d'unités de dépôts à participation et pour les dépôts et les retraits des dépôts à vue et à terme. L'objectif de la gestion du capital de la Caisse est d'investir les contributions et les dépôts dans le meilleur intérêt des déposants conformément à la Loi dans le but de réaliser un rendement optimal, tout en respectant les politiques d'investissement des déposants.

La Caisse n'est pas soumise à des exigences externes en matière de capital.

De plus, la Caisse a pour objectif de conserver sa cote de crédit AAA afin de lui assurer l'accès au marché des capitaux au meilleur coût, par l'intermédiaire de sa filiale CDP Financière Inc. Par conséquent, le montant de billets que la Caisse peut émettre sur le marché des capitaux a été limité par le conseil d'administration de la Caisse à 10 % de l'actif net attribuable aux déposants auquel est ajoutée la juste valeur des billets en circulation (actif net ajusté).

## 14

## ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS

La Caisse conclut des transactions de prêts et d'emprunts de titres ainsi que des conventions de rachat de titres pour lesquelles elle transfère des actifs financiers à des contreparties. Les titres transférés ne répondent pas aux critères de décomptabilisation puisque la Caisse conserve la majorité des risques tels que le risque de crédit, de taux d'intérêt, de change et de prix ainsi que la majorité des avantages relatifs tels que les flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs financiers transférés mais non décomptabilisés des états consolidés de la situation financière ainsi que la juste valeur des passifs associés :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013	1 <sup>er</sup> janvier 2013
<b>Actifs financiers transférés non décomptabilisés</b>			
Obligations	18 567	14 650	9 810
Actions	7 881	5 613	4 447
	<b>26 448</b>	<b>20 263</b>	<b>14 257</b>
<b>Passifs associés</b>			
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	16 551	12 250	4 624

## 15

## GARANTIES

## ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE

Dans le cours normal des affaires, la Caisse donne des actifs financiers en garantie lors de transactions d'emprunts de titres, de titres vendus en vertu de conventions de rachat et d'instruments financiers dérivés. Les contreparties sont autorisées, par un contrat légal ou par les pratiques du marché, à vendre ou à redonner en garantie ces titres. Sous certaines conditions, la Caisse peut être amenée à donner des garanties additionnelles si les titres donnés en garantie perdent de la valeur.

Le tableau suivant présente la juste valeur des garanties données par la Caisse pour les transactions suivantes :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Emprunts de titres	5 230	4 902	6 781
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	15 914	11 697	4 648
Instruments financiers dérivés réglementés	386	109	159
Instruments financiers dérivés hors cote	1 004	522	306
	<b>22 534</b>	<b>17 230</b>	<b>11 894</b>

## GARANTIES (suite)

## ACTIFS FINANCIERS REÇUS EN GARANTIE

La Caisse reçoit des actifs financiers en garantie lors de transactions de prêts de titres, de titres achetés en vertu de conventions de revente et d'instruments financiers dérivés. Si la juste valeur des garanties reçues diminue, la Caisse peut dans certains cas demander des garanties additionnelles. La Caisse est autorisée à vendre ou à redonner en garantie certains titres en l'absence de défaut de la contrepartie. Toutefois, aucun titre reçu en garantie n'a été vendu ou redonné en garantie pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 ainsi qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Le tableau suivant présente la juste valeur des garanties reçues par la Caisse pour les transactions suivantes :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Prêts de titres	3 777	2 079	2 159
Titres achetés en vertu de conventions de revente	19 440	13 920	11 408
Instruments financiers dérivés hors cote	331	1 180	1 386
	23 548	17 179	14 953

## 16

## INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

## TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les principales parties liées de la Caisse comprennent les filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les principaux dirigeants de la Caisse.

La Caisse réalise diverses opérations avec des parties liées. Ces transactions sont conclues aux mêmes conditions que celles prévalant sur le marché avec des parties non liées et sont mesurées à la juste valeur. Par la nature même des activités de la Caisse à titre d'entité d'investissement, la Caisse peut investir dans plusieurs catégories de placements, entre autres des placements dans des filiales non consolidées, des coentreprises et des entreprises associées.

Le tableau suivant présente les montants comptabilisés aux états consolidés de la situation financière provenant de placements de la Caisse dans des parties liées :

	31 décembre 2014		31 décembre 2013	
	Placements	Revenus de placement cours et à recevoir	Placements	Revenus de placement cours et à recevoir
Filiales non consolidées	60 835	473	54 304	76
Coentreprises et entreprises associées	1 870	—	1 520	—

Le tableau suivant présente les montants comptabilisés aux états consolidés du résultat global provenant de transactions entre la Caisse et des parties liées :

	2014		2013	
	Revenus de dividendes et d'intérêts	Autres	Revenus de dividendes et d'intérêts	Autres
Filiales non consolidées	1 385	408	1 627	(108)
Coentreprises et entreprises associées	97	—	217	—

## INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES (suite)

### AUTRES PARTIES LIÉES

La Caisse est régie par la Loi et le gouvernement du Québec nomme les différents membres du conseil d'administration, dont au moins les deux tiers doivent être des membres indépendants. Il approuve également la nomination du président et chef de la direction. Ainsi, la Caisse se prévaut de l'exemption prévue selon l'IAS 24 quant à la divulgation des transactions avec une autorité publique liée et avec toutes les entités liées à cette autorité. Les transactions réalisées avec le gouvernement du Québec et ses entités liées sont des activités d'investissement en obligations émises ou garanties par celui-ci et sont effectuées aux conditions normales du marché, par l'intermédiaire de courtiers externes. Ces obligations sont incluses dans les catégories d'obligations « Gouvernements » et « Sociétés d'État et autres administrations publiques » à la note 4a. De plus, la Caisse divulgue l'information pour la catégorie du secteur gouvernemental sous « Gouvernement du Québec » et sous « Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec » à la note 12.

### RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants de la Caisse sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, directement ou indirectement. Ces personnes sont les membres du conseil d'administration, le président et chef de la direction ainsi que les membres clés du comité de direction.

Le tableau suivant présente la rémunération des principaux dirigeants de la Caisse pour les exercices clos les 31 décembre :

	2014	2013
Salaires et autres avantages à court terme	7	5
Avantages postérieurs à l'emploi	1	1
Autres avantages à long terme	4	4
	12	10

## 17

## INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

### FILIALES

#### FILIALE CONSOLIDÉE

CDP Financière Inc. est une filiale en propriété exclusive qui a pour but d'émettre des titres de dette afin de financer les investissements de la Caisse à un coût de financement optimal.

#### FILIALES NON CONSOLIDÉES

Les filiales présentées dans cette catégorie sont des entités contrôlées par la Caisse directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales selon les critères d'IFRS 10. La Caisse détient le contrôle sur une entité lorsqu'elle est exposée à des rendements variables et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer les rendements qu'elle obtient de l'entité. La direction doit exercer son jugement lorsqu'elle évalue ces différents éléments et tous les faits et circonstances connexes dans leur ensemble afin de déterminer s'il existe une situation de contrôle. En tant qu'entité d'investissement, la Caisse ne consolide pas ces entités, puisque celles-ci doivent être évaluées et comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net.

#### FILIALES INTERMÉDIAIRES

Dans le cadre de certaines activités d'investissement, la Caisse peut avoir recours à des filiales intermédiaires qui ont pour but unique de détenir des investissements de la Caisse et conséquemment celles-ci ne sont pas incluses dans les informations présentées dans les tableaux suivants.

## INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

Les intérêts détenus dans les principales filiales consolidées et non consolidées sont présentés dans le tableau suivant :

		31 décembre 2014	31 décembre 2013
	Établissement principal	Détention %	Détention %
<b>Filiale consolidée</b>			
CDP Financière Inc	Canada	100,0	100,0
<b>Filiales non consolidées</b>			
<b>Dettes immobilières</b>			
Otéra Capital	Canada	97,5	97,5
Filiales d'Otéra Capital			
Corporation d'investissement hypothécaire CDPQ	Canada	100,0	100,0
Hypothèques CDPQ Inc	Canada	100,0	100,0
Otéra Capital CADCAP Inc (MCAP Commercial LP) <sup>1</sup>	Canada	100,0	100,0
<b>Énergie</b>			
SW Resources Partnership	Canada	98,0	98,0
<b>Fonds de couverture</b>			
AIM Quantitative Global SF II Ltd	États-Unis <sup>4</sup>	100,0	100,0
CDP WTN Diversified Strategy Fund Limited	Royaume-Uni <sup>4</sup>	100,0	100,0
Crestline CDP Opportunity Fund LP	États-Unis <sup>4</sup>	100,0	100,0
DGAM CDP Unique Strategies Fund	Canada <sup>4</sup>	100,0	100,0
Fort Global Quebec LP	États-Unis	100,0	100,0
Newport Mount Royal Opportunity Fund Ltd	États-Unis <sup>4</sup>	100,0	100,0
Solaise Systematic Fund Limited	Royaume-Uni <sup>4</sup>	100,0	100,0
<b>Fonds de placement privés</b>			
AXA CDP Co-Investment Fund FCPR	France	99,9	99,9
VantagePoint CDP Partners LP	États-Unis	98,3	98,3
GSO Churchill Partners LP	États-Unis <sup>4</sup>	98,0	98,0
CDP Investissements Associés II SENC	États-Unis <sup>5</sup>	96,6	96,6
KKR-CDP Partners LP	États-Unis <sup>4</sup>	90,1	—
<b>Immobilier – Groupe Ivanhoé Cambridge</b>			
Careit Fonds Gov DC Inc	Canada	100,0	100,0
Careit Fonds Gov Inc	Canada	100,0	100,0
Careit Pension Inc	Canada	100,0	100,0
Careit PF US Inc	Canada <sup>6</sup>	100,0	100,0
Cadim Inc	Canada	92,8	93,0
Ivanhoé Cambridge Inc	Canada	92,8	93,0
SITQ International Inc	Canada	92,8	93,0
SITQ E.U., SEC	Canada	92,7	92,9
Careit Canada SENC	Canada	83,5	84,3
<b>Services aux collectivités</b>			
Fonds CDP (SEW), SEC <sup>2</sup>	Royaume-Uni <sup>5</sup>	75,0	75,0
Trencap SEC (Gaz Métro) <sup>3</sup>	Canada	59,6	59,6
<b>Technologies de l'information</b>			
Blackstone Firestone Principal Transaction Partners (Cayman) LP	États-Unis <sup>4</sup>	66,7	66,7

1. Otéra Capital CADCAP Inc détient 78,1 % de MCAP Commercial LP au 31 décembre 2014 (80,8 % au 31 décembre 2013).

2. Fonds CDP (SEW), SEC détient 50,0 % de HDK (UK) Holdings Limited, qui détient 100,0 % de South East Water Ltd.

3. Trencap SEC détient 61,1 % de Noverco Inc, qui détient 100,0 % de Gaz Métro Inc, qui détient 71,0 % de Société en commandite Gaz Métro.

4. Incorporée aux Îles Caïmans conformément à la structure du commanditaire.

5. Incorporée au Canada.

6. Incorporée aux États-Unis.



## INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

## COENTREPRISES

Une coentreprise est une entité dans laquelle la Caisse exerce un contrôle conjoint, soit un partage contractuel du contrôle exercé sur une entité, avec une ou plusieurs autres parties. En tant qu'entité d'investissement, la Caisse comptabilise les coentreprises à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les intérêts détenus dans les principales coentreprises sont présentés dans le tableau suivant :

		31 décembre 2014	31 décembre 2013
	Établissement principal	Détention %	Détention %
<b>Énergie</b>			
HEF HoldCo II, Inc	États-Unis	33,3	33,3
<b>Industrie</b>			
AviAlliance Capital	Allemagne	40,0	40,0

## ENTREPRISES ASSOCIÉES

Une entreprise associée est une entité dans laquelle la Caisse exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans exercer le contrôle ultime ou un contrôle conjoint sur celle-ci. La Caisse est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient entre 20 % et 50 % des droits de vote d'une entité. En tant qu'entité d'investissement, la Caisse comptabilise les entreprises associées à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les intérêts détenus dans les principales entreprises associées sont présentés dans le tableau suivant :

		31 décembre 2014	31 décembre 2013
	Établissement principal	Détention %	Détention %
<b>Consommation discrétionnaire</b>			
SGU Holdings LP	États-Unis <sup>1</sup>	46,7	—
Québecor Média Inc	Canada	24,6	24,6
<b>Énergie</b>			
Corex Resources Ltd	Canada	44,9	44,9
Interconnector UK Ltd	Royaume-Uni	33,5	33,5
Fluxys	Belgique	20,0	20,0
<b>Finance</b>			
NewStar Credit Opportunities Fund Ltd	États-Unis <sup>2</sup>	30,0	30,0
Catalina Holdings (Bermuda) Ltd	États-Unis <sup>3</sup>	29,3	29,3
Explorer Holdings, Inc	États-Unis	25,5	25,5
<b>Industrie</b>			
Intransit BC Limited Partnership	Canada	33,3	33,3
Camoplast Solideal Inc	Canada	32,5	28,3
Groupe Keolis SAS	France	30,0	30,0
QPH Hold Trust, Hold Co PTY Limited (Port de Brisbane)	Australie	26,7	26,7
Airport Holding Kft	Hongrie	20,2	18,2
<b>Matériels</b>			
Greenpac Holding LLC	États-Unis	20,2	20,2
<b>Santé</b>			
Image Networks Holdings Pty Ltd	Australie	30,0	—
<b>Services aux collectivités</b>			
Invenergy Vert SEC	Canada	49,0	49,0
London Array Ltd, London Array Unincorporated JV	Royaume-Uni	25,0	—

1. Incorporée au Canada.

2. Incorporée aux Îles Caïmans conformément à la structure du commanditaire.

3. Incorporée aux Bermudes conformément à la structure du commanditaire.

## INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

### ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONTRÔLÉES

La Caisse détient des intérêts dans des entités structurées non contrôlées, dont la majorité représente des fonds de placement privés ou des sociétés en commandite. Les intérêts détenus par la Caisse ne lui confèrent pas le pouvoir sur les activités pertinentes de ces entités, le contrôle de ces entités étant établi en vertu d'ententes contractuelles en faveur, généralement, d'un commandité ou d'un administrateur. Ces intérêts sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net et sont présentés à la rubrique « Placements » aux états consolidés de la situation financière. L'exposition maximale au risque de perte attribuable aux divers intérêts détenus dans ces entités structurées non contrôlées se limite à la juste valeur de l'investissement détenu par la Caisse, soit 14 872 M\$ répartis en 233 sociétés au 31 décembre 2014 (12 961 M\$ répartis en 229 sociétés au 31 décembre 2013).

De plus, les fiducies VAC 1, 2, 3 du BTAA sont des entités structurées non contrôlées pour lesquelles l'exposition maximale au risque de perte attribuable se limite à la juste valeur de l'investissement détenu par la Caisse, ainsi qu'à la facilité de financement, présentée à la note 4c.

## 18

### ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

En raison de la nature même de ses activités, la Caisse prend divers engagements d'achat de placements dont le règlement se fera au cours des prochains exercices conformément aux modalités prévues dans les conventions.

Les cautionnements et les garanties d'emprunts consistent pour la Caisse à garantir, auprès d'institutions financières et de sociétés, des revenus futurs à la suite de transactions de vente de placements et d'opérations sur instruments financiers dérivés ainsi que le remboursement d'emprunts de sociétés dans lesquelles elle détient une participation. Les échéances des engagements sont présentées à la note 12.

Les engagements se détaillent comme suit :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Engagements d'achat de placements	11 209	9 911
Cautionnements et garanties d'emprunts	565	447
Facilité de financement du BTAA (note 4c)	6 167	6 167
	17 941	16 525

### ENGAGEMENTS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La Caisse loue divers espaces de bureaux pour ses activités au terme de contrats de location simple. La durée, les révisions de prix et les droits de renouvellement varient selon les divers contrats de location. Il n'y a aucun loyer conditionnel à payer.

Les engagements futurs minimaux au titre de contrats de location simple sont les suivants :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Moins de 1 an	26	25
1 à 5 ans	105	97
Plus de 5 ans	90	105
	221	227

### LITIGES

Dans le cours normal des affaires, la Caisse peut faire l'objet d'un certain nombre de poursuites judiciaires. Bien que la Caisse ne puisse prédire l'issue des poursuites en cours au 31 décembre 2014, la Caisse n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces poursuites pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière.

## 19

## TRANSITION AUX IFRS

Les IFRS ont été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés des exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 ainsi que de l'état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2013, soit la date de transition. Les IFRS exigent qu'un premier adoptant applique rétrospectivement toutes les normes IFRS en vigueur à la fin du premier exercice annuel, sauf pour certaines exemptions facultatives et exceptions obligatoires prévues à l'IFRS 1.

## EXEMPTIONS FACULTATIVES

Dans le cadre de la transition des PCGR du Canada aux IFRS, la Caisse ne s'est prévaluée d'aucune exemption facultative prévue à l'IFRS 1.

## EXCEPTIONS OBLIGATOIRES

Parmi les exceptions obligatoires d'IFRS 1, voici celle appliquée par la Caisse dans le cadre de la transition des PCGR du Canada aux IFRS :

## ESTIMATIONS

Les estimations établies selon les IFRS sont les mêmes que celles établies selon les PCGR du Canada et sont fondées sur l'information qui existait au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et au 31 décembre 2013.

## ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

En vertu des PCGR du Canada, la Caisse était exemptée de présenter un état consolidé des flux de trésorerie. IAS 1 – *Présentation des états financiers* exige qu'un jeu complet d'états financiers comprenne un état des flux de trésorerie pour l'exercice courant et l'exercice comparatif. Par conséquent, la Caisse présente des états des flux de trésorerie selon les IFRS.

## EXPLICATIONS DES AJUSTEMENTS LORS DU PASSAGE AUX IFRS

## A) NON-CONSOLIDATION DES FILIALES PAR UNE ENTITÉ D'INVESTISSEMENT

Selon les PCGR du Canada, la Caisse consolidait ses filiales lorsqu'elles ne satisfaisaient pas à certaines conditions prévues à la NOC-18. Selon les IFRS, une entité d'investissement ne doit pas consolider ses filiales, mais a l'obligation de les évaluer et de les présenter comme un placement à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, ces filiales ne sont plus consolidées dans les états financiers consolidés de la Caisse mais sont présentées à titre de participations dans des filiales non consolidées à la rubrique « Placements » aux états consolidés de la situation financière et sont évaluées à la juste valeur.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, la non-consolidation des filiales par la Caisse a eu comme incidence une augmentation des revenus de placement courus et à recevoir de 22 M\$ ainsi qu'une diminution des autres éléments d'actif de 655 M\$, des placements de 5 053 M\$, des autres éléments de passif de 788 M\$, du passif lié aux placements de 2 892 M\$ et des participations ne donnant pas le contrôle de 2 006 M\$. Au 31 décembre 2013, la non-consolidation des filiales a eu comme incidence une augmentation des revenus de placement courus et à recevoir de 47 M\$ ainsi qu'une diminution des opérations en voie de règlement à l'actif de 82 M\$, des autres éléments d'actif de 546 M\$, des placements de 5 294 M\$, des autres éléments de passif de 837 M\$, du passif lié aux placements de 2 837 M\$ et des participations ne donnant pas le contrôle de 2 201 M\$.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la non-consolidation des filiales par la Caisse a eu comme incidence une diminution des revenus de placement de 595 M\$, des plus-values non matérialisées de 886 M\$ et des résultats de placements nets attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle de 333 M\$ ainsi qu'une augmentation des charges d'exploitation de 11 M\$ et des gains à la vente de placements de 1 159 M\$.

## B) ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR DES PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES NON CONSOLIDÉES

L'évaluation de la juste valeur des filiales non consolidées selon les IFRS diffère de l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs des filiales consolidées selon les PCGR du Canada. En effet, selon les IFRS, l'unité de comptabilisation est la participation dans une filiale non consolidée et non les actifs et les passifs de cette filiale. Ainsi, selon les IFRS, l'évaluation de la juste valeur des participations dans des filiales non consolidées est établie selon une technique d'évaluation d'entreprise. L'évaluation de la juste valeur des participations dans des filiales non consolidées selon les IFRS a eu comme incidence une augmentation des placements et de l'actif net attribuable aux déposants d'un montant de 637 M\$ et de 702 M\$ respectivement au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et au 31 décembre 2013.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les gains nets non réalisés ont augmenté d'un montant de 65 M\$.

## TRANSITION AUX IFRS (suite)

### EXPLICATIONS DES RECLASSEMENTS LORS DU PASSAGE AUX IFRS

#### C) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

IAS 1 exige la présentation aux états consolidés de la situation financière des montants relatifs à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie. Conséquemment, au 1<sup>er</sup> janvier 2013, des montants de 152 M\$ et de 3 262 M\$ qui étaient présentés respectivement aux rubriques « Autres éléments d'actif » et « Placements » ont été reclassés sous les rubriques « Trésorerie » pour un montant de 54 M\$ et « Équivalents de trésorerie » pour un montant de 3 360 M\$. Au 31 décembre 2013, des montants de 163 M\$ et de 5 842 M\$ qui étaient présentés respectivement aux rubriques « Autres éléments d'actif » et « Placements » ont été reclassés sous les rubriques « Trésorerie » pour un montant de 103 M\$ et « Équivalents de trésorerie » pour un montant de 5 902 M\$.

#### D) OPÉRATIONS EN VOIE DE RÈGLEMENT

Selon les PCGR du Canada, la Caisse effectuait de la compensation d'actifs et de passifs financiers relativement aux opérations en voie de règlement conformément au chapitre 3861 – *Instruments financiers : informations à fournir et présentation* de la Partie V du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*. IAS 32 – *Instruments financiers : présentation* a été modifié pour une application rétrospective pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ces modifications ont précisé le sens du critère de compensation à l'égard du droit juridique exécutoire de compensation. Par conséquent, au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et au 31 décembre 2013, des montants de 170 M\$ et de 411 M\$ ont été respectivement reclassés à titre de « Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement » et de « Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement » aux états consolidés de la situation financière.

#### E) ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Selon les PCGR du Canada, l'avoir net des déposants était classé à titre de capitaux propres en raison d'une exception prévue pour les parts de fonds communs de placement selon l'abrégi no. 149 des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN-149), *Comptabilisation des actions rachetables au gré du détenteur ou obligatoirement rachetables par l'émetteur*. Selon les IFRS, les distributions aux déposants sont présentées à titre de charges financières à l'état consolidé du résultat global, puisque les unités de dépôts à participation sont rachetables au gré du détenteur et confèrent aux déposants le droit de recevoir des distributions.

Ce changement de classification pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 a réduit le poste « Résultat global attribuable aux déposants » à l'état consolidé du résultat global d'un montant de 11 098 M\$ et n'a eu aucun effet sur l'actif net présenté au 1<sup>er</sup> janvier et au 31 décembre 2013 aux états consolidés de la situation financière. Par ailleurs, le montant des charges présentées à l'état consolidé du résultat global à titre de distributions aux déposants pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 a été calculé et versé conformément à la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* et ses règlements en vigueur durant cet exercice.

#### F) REVENUS DE PLACEMENT, DÉPENSES DE PLACEMENT ET GAINS NETS RÉALISÉS

Selon les PCGR du Canada, les dépenses de placement ainsi que les revenus et les dépenses provenant de certains instruments financiers dérivés étaient inclus à la rubrique « Revenus de placement » à l'état consolidé du résultat global. Selon les IFRS, les dépenses de placement doivent être présentées distinctement à l'état consolidé du résultat global. De plus, les revenus et les dépenses provenant des instruments financiers dérivés, autres que ceux utilisés à des fins de couverture économique, doivent être présentés respectivement à titre de gains nets réalisés et de pertes nettes réalisées.

Selon les PCGR du Canada, afin de conserver la nature des distributions provenant des fonds de placement privés, certaines distributions étaient présentées à titre de gains nets réalisés. Selon les IFRS, les distributions provenant de fonds de placement privés représentent des revenus de dividendes selon l'IAS 18 – *Produits des activités ordinaires* et par conséquent, ces distributions sont présentées à titre de revenus de placement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, des dépenses de 755 M\$ qui étaient présentées sous la rubrique « Revenus de placement » ont été reclassées à la rubrique « Dépenses de placement ». De plus, des gains nets réalisés de 292 M\$ attribuables aux instruments financiers dérivés ainsi que des gains nets réalisés de 388 M\$ provenant des distributions de fonds de placement privés qui étaient présentés aux rubriques « Revenus de placement » et « Gains à la vente de placements » ont été reclassés respectivement aux rubriques « Gains nets réalisés » et « Revenus de placement ».

## TRANSITION AUX IFRS (suite)

## RAPPROCHEMENTS DES PCGR DU CANADA ET DES IFRS

Selon les dispositions d'IFRS 1, les tableaux suivants présentent les rapprochements entre les PCGR du Canada et les IFRS des états consolidés de la situation financière ainsi que des états consolidés du résultat global et des variations de l'actif net attribuable aux déposants pour les exercices concernés :

Rapprochement de l'état consolidé de la situation financière au 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

État de l'actif net cumulé Postes selon les PCGR du Canada	Soldes selon les PCGR du Canada	Ajustements liés aux IFRS	Reclassements	Soldes selon les IFRS	État consolidé de la situation financière Postes selon les IFRS
<b>Actif</b>					<b>Actif</b>
	–	–	54 c	54	Trésorerie
	–	–	3 360 c	3 360	Équivalents de trésorerie
Opérations en voie de règlement	153	–	170 d	323	Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement
Avances à des déposants	797	–	–	797	Avances à des déposants
Revenus de placement courus et à recevoir	751	22 a	–	773	Revenus de placement courus et à recevoir
Autres éléments d'actif	1 002	(655) a	(152) c	195	Autres actifs
Placements	210 460	(4 416) a, b	(3 262) c	202 782	Placements
	213 163	(5 049)	170	208 284	<b>Total de l'actif</b>
<b>Passif</b>					<b>Passif</b>
Opérations en voie de règlement	155	–	170 d	325	Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement
Autres éléments de passif	1 300	(788) a	–	512	Autres passifs financiers
Passif lié aux placements	34 129	(2 892) a	–	31 237	Passifs relatifs aux placements
	35 584	(3 680)	170	32 074	<b>Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>
Actif net cumulé	177 579	(1 369)	–	176 210	
Participations ne donnant pas le contrôle	(2 006)	2 006 a	–	–	
<b>Avoir net des déposants</b>	<b>175 573</b>	<b>637 b</b>	<b>–</b>	<b>176 210</b>	<b>Actif net attribuable aux déposants</b>

## TRANSITION AUX IFRS (suite)

Rapprochement de l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013 :

État de l'actif net cumulé Postes selon les PCGR du Canada	Soldes selon les PCGR du Canada	Ajustements liés aux IFRS	Reclassements	Soldes selon les IFRS	État consolidé de la situation financière Postes selon les IFRS
<b>Actif</b>					<b>Actif</b>
	–	–	103 c	103	Trésorerie
	–	–	5 902 c	5 902	Équivalents de trésorerie
Opérations en voie de règlement	1 368	(82) a	411 d	1 697	Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement
Avances à des déposants	996	–	–	996	Avances à des déposants
Revenus de placement cours et à recevoir	851	47 a	–	898	Revenus de placement cours et à recevoir
Autres éléments d'actif	846	(546) a	(163) c	137	Autres actifs
Placements	240 940	(4 592) a, b	(5 842) c	230 506	Placements
	245 001	(5 173)	411	240 239	<b>Total de l'actif</b>
<b>Passif</b>					<b>Passif</b>
Opérations en voie de règlement	1 969	–	411 d	2 380	Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement
Autres éléments de passif	1 386	(837) a	–	549	Autres passifs financiers
Passif lié aux placements	39 998	(2 837) a	–	37 161	Passifs relatifs aux placements
	43 353	(3 674)	411	40 090	<b>Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>
Actif net cumulé	201 648	(1 499)	–	200 149	
Participations ne donnant pas le contrôle	(2 201)	2 201 a	–	–	
<b>Avoir net des déposants</b>	<b>199 447</b>	<b>702 b</b>	<b>–</b>	<b>200 149</b>	<b>Actif net attribuable aux déposants</b>

## TRANSITION AUX IFRS (suite)

Rapprochement des états consolidés du résultat global et des variations de l'actif net attribuable aux déposants pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 :

État des résultats et évolution de l'actif net cumulé Postes selon les PCGR du Canada	Soldes selon les PCGR du Canada	Ajustements liés aux IFRS	Reclassements	Soldes selon les IFRS	États consolidés du résultat global et des variations de l'actif net attribuable aux déposants Postes selon les IFRS
Revenus de placement	6 587	(595) a	851 f	6 843	Revenus de placement
	–	–	(755) f	(755)	Dépenses de placement
	6 587	(595)	96	6 088	Revenu net de placement
Charges d'exploitation	(287)	(11) a	–	(298)	Charges d'exploitation
<b>Revenus de placement nets</b>	<b>6 300</b>	<b>(606)</b>	<b>96</b>	<b>5 790</b>	<b>Revenu net</b>
Gains à la vente de placements	4 433	1 159 a	(96) f	5 496	Gains nets réalisés
Plus-values non matérialisées	12 303	(821) a, b	–	11 482	Gains nets non réalisés
	16 736	338	(96)	16 978	<b>Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur</b>
<b>Résultats de placement nets</b>	<b>23 036</b>	<b>(268)</b>	<b>–</b>	<b>22 768</b>	
Résultats de placement nets attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	(333)	333 a	–	–	
<b>Résultats de placement nets attribuables aux déposants</b>	<b>22 703</b>	<b>65</b>	<b>–</b>	<b>22 768</b>	<b>Résultat de placement net avant distributions aux déposants</b>
Dépôts nets des déposants	1 171	–	(1 171) e	–	
	–	–	(11 098) e	(11 098)	Distributions aux déposants
<b>Augmentation de l'avoir net des déposants</b>	<b>23 874</b>	<b>65</b>	<b>(12 269)</b>	<b>11 670</b>	<b>Résultat global attribuable aux déposants</b>
	–	–	11 098 e	11 098	Distributions aux déposants
	–	–	1 171 e	1 171	Contributions nettes des déposants
Avoir net des déposants au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	175 573	637 b	–	176 210	Actif net attribuable aux déposants au 1 <sup>er</sup> janvier 2013
<b>Avoir net des déposants au 31 décembre 2013</b>	<b>199 447</b>	<b>702</b>	<b>–</b>	<b>200 149</b>	<b>Actif net attribuable aux déposants au 31 décembre 2013</b>

## RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

## États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés

(en millions de dollars canadiens)

	VALEURS À COURT TERME (740)		OBLIGATIONS (760)		OBLIGATIONS À LONG TERME (764)		DETTES IMMOBILIÈRES (750)	
<b>États de la situation financière</b>								
Aux 31 décembre	<b>2014</b>	2013	<b>2014</b>	2013	<b>2014</b>	2013	<b>2014</b>	2013
<b>Actif</b>								
Placements	6 830	6 168	91 669	75 902	2 511	2 173	10 252	8 826
Autres actifs financiers	–	–	2 024	4 746	387	360	266	58
	<b>6 830</b>	6 168	<b>93 693</b>	80 648	<b>2 898</b>	2 533	<b>10 518</b>	8 884
<b>Passif</b>								
Passifs relatifs aux placements	–	–	28 867	23 360	344	300	7	33
Autres passifs financiers	5	2 659	2 115	2 437	352	344	184	59
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	5	2 659	30 982	25 797	696	644	191	92
<b>Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>	<b>6 825</b>	3 509	<b>62 711</b>	54 851	<b>2 202</b>	1 889	<b>10 327</b>	8 792
<b>États du résultat global</b>								
Pour les exercices clos les 31 décembre	<b>2014</b>	2013	<b>2014</b>	2013	<b>2014</b>	2013	<b>2014</b>	2013
Revenus de placement	61	63	2 268	1 875	75	82	320	231
Dépenses de placement	(1)	(1)	(425)	(351)	(1)	(1)	–	–
Revenu net de placement	60	62	1 843	1 524	74	81	320	231
Charges d'exploitation	(1)	(1)	(54)	(52)	(1)	(1)	(4)	(4)
<b>Revenu net</b>	<b>59</b>	61	<b>1 789</b>	1 472	<b>73</b>	80	<b>316</b>	227
Gains (pertes) nets réalisés	–	–	640	491	51	33	373	(200)
Gains (pertes) nets non réalisés	–	–	2 197	(1 930)	218	(256)	379	(19)
<b>Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur</b>	<b>–</b>	–	<b>2 837</b>	(1 439)	<b>269</b>	(223)	<b>752</b>	(219)
<b>Résultat de placement net avant distributions aux détenteurs d'unités de participation</b>	<b>59</b>	61	<b>4 626</b>	33	<b>342</b>	(143)	<b>1 068</b>	8
(Distributions) récupérations	(59)	(61)	(1 789)	(1 663)	(73)	(80)	(316)	(150)
<b>Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>	<b>–</b>	–	<b>2 837</b>	(1 630)	<b>269</b>	(223)	<b>752</b>	(142)
<b>États des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>								
Pour les exercices clos les 31 décembre	<b>2014</b>	2013	<b>2014</b>	2013	<b>2014</b>	2013	<b>2014</b>	2013
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier <sup>1</sup>	3 509	8 908	54 851	43 653	1 889	3 669	8 792	7 573
Unités de participation								
Unités émises	7 224	2 241	6 856	14 917	178	640	1 127	1 848
Unités annulées	(3 908)	(7 640)	(1 833)	(2 089)	(134)	(2 197)	(344)	(487)
Variation nette des unités de participation de la période	3 316	(5 399)	5 023	12 828	44	(1 557)	783	1 361
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	–	–	2 837	(1 630)	269	(223)	752	(142)
<b>Solde aux 31 décembre</b>	<b>6 825</b>	3 509	<b>62 711</b>	54 851	<b>2 202</b>	1 889	<b>10 327</b>	8 792

1. L'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) a été appliquée rétrospectivement au 1<sup>er</sup> janvier 2013.



## RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

## États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL (762)		INFRASTRUCTURES (782)		IMMEUBLES (710)		ACTIONS CANADIENNES (720)	
<b>États de la situation financière</b>								
Aux 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
<b>Actif</b>								
Placements	1 003	1 085	11 181	9 034	22 857	22 590	29 954	29 178
Autres actifs financiers	207	351	174	217	21	–	86	53
	1 210	1 436	11 355	9 251	22 878	22 590	30 040	29 231
<b>Passif</b>								
Passifs relatifs aux placements	105	66	1 218	1 197	–	–	5 181	5 899
Autres passifs financiers	125	181	384	58	20	55	358	333
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	230	247	1 602	1 255	20	55	5 539	6 232
<b>Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>	<b>980</b>	<b>1 189</b>	<b>9 753</b>	<b>7 996</b>	<b>22 858</b>	<b>22 535</b>	<b>24 501</b>	<b>22 999</b>
<b>États du résultat global</b>								
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Revenus de placement	25	19	790	874	121	396	434	488
Dépenses de placement	–	–	(15)	(9)	–	(3)	(17)	(50)
Revenu net de placement	25	19	775	865	121	393	417	438
Charges d'exploitation	(1)	(1)	(31)	(28)	(8)	(9)	(30)	(43)
<b>Revenu net</b>	<b>24</b>	<b>18</b>	<b>744</b>	<b>837</b>	<b>113</b>	<b>384</b>	<b>387</b>	<b>395</b>
Gains (pertes) nets réalisés	17	(31)	(427)	(333)	(188)	1 535	1 156	1 424
Gains (pertes) nets non réalisés	84	(157)	832	137	2 189	977	1 302	1 549
<b>Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur</b>	<b>101</b>	<b>(188)</b>	<b>405</b>	<b>(196)</b>	<b>2 001</b>	<b>2 512</b>	<b>2 458</b>	<b>2 973</b>
<b>Résultat de placement net avant distributions aux détenteurs d'unités de participation</b>	<b>125</b>	<b>(170)</b>	<b>1 149</b>	<b>641</b>	<b>2 114</b>	<b>2 896</b>	<b>2 845</b>	<b>3 368</b>
(Distributions) récupérations	(24)	(18)	(744)	(791)	(113)	(384)	(387)	(666)
<b>Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>	<b>101</b>	<b>(188)</b>	<b>405</b>	<b>(150)</b>	<b>2 001</b>	<b>2 512</b>	<b>2 458</b>	<b>2 702</b>
<b>États des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>								
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier <sup>1</sup>	1 189	1 225	7 996	6 266	22 535	16 859	22 999	21 945
Unités de participation								
Unités émises	88	398	1 886	3 219	601	3 211	1 681	1 308
Unités annulées	(398)	(246)	(534)	(1 339)	(2 279)	(47)	(2 637)	(2 956)
Variation nette des unités de participation de la période	(310)	152	1 352	1 880	(1 678)	3 164	(956)	(1 648)
Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation	101	(188)	405	(150)	2 001	2 512	2 458	2 702
<b>Solde aux 31 décembre</b>	<b>980</b>	<b>1 189</b>	<b>9 753</b>	<b>7 996</b>	<b>22 858</b>	<b>22 535</b>	<b>24 501</b>	<b>22 999</b>

1. L'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) a été appliquée rétrospectivement au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

## États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	ACTIONS AMÉRICAINES (731)		ACTIONS EAO (730)		ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE (732)		ACTIONS QUALITÉ MONDIALE (736) (Constitué le 1 <sup>er</sup> janvier 2013)	
<b>États de la situation financière</b>								
Aux 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
<b>Actif</b>								
Placements	10 278	9 724	9 516	9 832	11 709	10 306	26 825	16 455
Autres actifs financiers	14	14	42	30	277	327	1 555	773
	10 292	9 738	9 558	9 862	11 986	10 633	28 380	17 228
<b>Passif</b>								
Passifs relatifs aux placements	20	—	4	4	18	80	12	—
Autres passifs financiers	26	24	50	34	191	304	62	31
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	46	24	54	38	209	384	74	31
<b>Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>	10 246	9 714	9 504	9 824	11 777	10 249	28 306	17 197
<b>États du résultat global</b>								
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Revenus de placement	223	231	309	337	311	252	654	261
Dépenses de placement	—	(1)	(28)	(32)	(42)	(30)	(34)	(14)
Revenu net de placement	223	230	281	305	269	222	620	247
Charges d'exploitation	(5)	(6)	(8)	(8)	(22)	(17)	(32)	(18)
<b>Revenu net</b>	218	224	273	297	247	205	588	229
Gains (pertes) nets réalisés	1 325	1 089	686	407	345	(74)	781	63
Gains (pertes) nets non réalisés	690	2 325	(580)	2 029	357	253	2 560	2 295
<b>Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur</b>	2 015	3 414	106	2 436	702	179	3 341	2 358
<b>Résultat de placement net avant distributions aux détenteurs d'unités de participation</b>	2 233	3 638	379	2 733	949	384	3 929	2 587
(Distributions) récupérations	(218)	(224)	(273)	(297)	(247)	(212)	(588)	(229)
<b>Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>	2 015	3 414	106	2 436	702	172	3 341	2 358
<b>États des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>								
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier <sup>1</sup>	9 714	10 150	9 824	9 819	10 249	8 711	17 197	1 780
Unités de participation								
Unités émises	1 259	817	1 342	808	1 708	2 673	9 282	13 130
Unités annulées	(2 742)	(4 667)	(1 768)	(3 239)	(882)	(1 307)	(1 514)	(71)
Variation nette des unités de participation de la période	(1 483)	(3 850)	(426)	(2 431)	826	1 366	7 768	13 059
<b>Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>	2 015	3 414	106	2 436	702	172	3 341	2 358
<b>Solde aux 31 décembre</b>	10 246	9 714	9 504	9 824	11 777	10 249	28 306	17 197

1. L'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) a été appliquée rétrospectivement au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

## États financiers sommaires des portefeuilles spécialisés (suite)

(en millions de dollars canadiens)

	PLACEMENTS PRIVÉS (780)		RÉPARTITION DE L'ACTIF (771)		BTAA (772)		STRATÉGIES ACTIVES DE SUPER- POSITION (773) (Constitué le 1 <sup>er</sup> janvier 2014)	ACTIONS MONDIALES (735) (Dissous le 1 <sup>er</sup> avril 2014)	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2014	2013
<b>États de la situation financière</b>									
Aux 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2014	2013
<b>Actif</b>									
Placements	22 469	19 940	2 623	2 329	9 236	9 776	7 534	–	5 097
Autres actifs financiers	359	726	220	466	28	31	468	–	76
	22 828	20 666	2 843	2 795	9 264	9 807	8 002	–	5 173
<b>Passif</b>									
Passifs relatifs aux placements	432	484	1 239	1 530	9 182	9 860	7 435	–	1 499
Autres passifs financiers	152	93	11	118	55	54	26	–	191
Total du passif excluant l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation	584	577	1 250	1 648	9 237	9 914	7 461	–	1 690
<b>Actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>	<b>22 244</b>	<b>20 089</b>	<b>1 593</b>	<b>1 147</b>	<b>27</b>	<b>(107)</b>	<b>541</b>	<b>–</b>	<b>3 483</b>
<b>États du résultat global</b>									
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2014	2013
Revenus de placement	1 635	1 272	69	42	152	164	37	14	249
Dépenses de placement	(65)	(38)	(23)	(15)	(120)	(128)	(66)	(1)	(113)
Revenu net de placement	1 570	1 234	46	27	32	36	(29)	13	136
Charges d'exploitation	(52)	(42)	(8)	(16)	(3)	(4)	(52)	(1)	(35)
<b>Revenu net</b>	<b>1 518</b>	<b>1 192</b>	<b>38</b>	<b>11</b>	<b>29</b>	<b>32</b>	<b>(81)</b>	<b>12</b>	<b>101</b>
Gains (pertes) nets réalisés	(1 212)	(421)	354	(167)	(25)	(31)	293	559	2 244
Gains (pertes) nets non réalisés	2 079	2 655	(70)	240	133	727	19	(424)	(321)
<b>Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur</b>	<b>867</b>	<b>2 234</b>	<b>284</b>	<b>73</b>	<b>108</b>	<b>696</b>	<b>312</b>	<b>135</b>	<b>1 923</b>
<b>Résultat de placement net avant distributions aux détenteurs d'unités de participation</b>	<b>2 385</b>	<b>3 426</b>	<b>322</b>	<b>84</b>	<b>137</b>	<b>727</b>	<b>231</b>	<b>147</b>	<b>2 024</b>
(Distributions) récupérations	(1 518)	(790)	(38)	(11)	(29)	(8)	81	(12)	(171)
<b>Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>	<b>867</b>	<b>2 636</b>	<b>284</b>	<b>73</b>	<b>108</b>	<b>719</b>	<b>312</b>	<b>135</b>	<b>1 853</b>
<b>États des variations de l'actif net attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>									
Pour les exercices clos les 31 décembre	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2014	2013
Solde aux 1 <sup>er</sup> janvier <sup>1</sup>	20 089	17 692	1 147	1 099	(107)	(834)	–	3 483	13 733
Unités de participation									
Unités émises	3 366	2 186	863	260	26	8	584	23	237
Unités annulées	(2 078)	(2 425)	(701)	(285)	–	–	(355)	(3 641)	(12 340)
Variation nette des unités de participation de la période	1 288	(239)	162	(25)	26	8	229	(3 618)	(12 103)
<b>Résultat global attribuable aux détenteurs d'unités de participation</b>	<b>867</b>	<b>2 636</b>	<b>284</b>	<b>73</b>	<b>108</b>	<b>719</b>	<b>312</b>	<b>135</b>	<b>1 853</b>
<b>Solde aux 31 décembre</b>	<b>22 244</b>	<b>20 089</b>	<b>1 593</b>	<b>1 147</b>	<b>27</b>	<b>(107)</b>	<b>541</b>	<b>–</b>	<b>3 483</b>

1. L'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) a été appliquée rétrospectivement au 1<sup>er</sup> janvier 2013.



**ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2015**

---

Les données financières de cette entité sont consolidées dans les états financiers de La Financière agricole du Québec (section L-1).





## ANNEXE IX

### États financiers des cautionnements individuels des agents de voyages pour l'exercice clos le 31 mars 2015

---

#### RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers des cautionnements individuels des agents de voyages (CIAV) ont été dressés par la direction de l'Office de la protection du consommateur (Office), qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). Les renseignements financiers contenus dans le Rapport annuel de gestion de l'Office concordent avec l'information présentée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fiabilité des états financiers, la Direction des permis et de l'indemnisation de l'Office maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et permettent de produire des états financiers fiables.

La Direction des permis et de l'indemnisation de l'Office reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires des CIAV conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers des CIAV conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la Direction des permis et de l'indemnisation ainsi que les membres de l'Office pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le Directeur des permis et de l'indemnisation,



André Derome

La présidente de l'Office de la protection  
du consommateur,



Ginette Galarneau

Québec, le 18 juin 2015



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des cautionnements individuels des agents de voyages, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état du résultat global, l'état des variations de l'excédent cumulé et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.



**Cautionnements individuels des agents de voyages (CIAV)**

ANNEXE IX – ÉTATS FINANCIERS DES CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

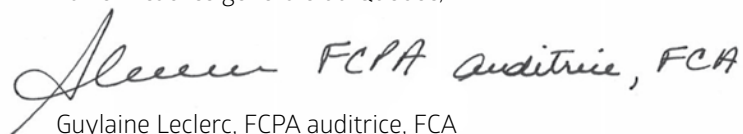
*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des cautionnements individuels des agents de voyages au 31 mars 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Handwritten signature of Guylaine Leclerc in black ink, followed by the text "FCPA auditrice, FCA".

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 18 juin 2015

## État du résultat global pour l'exercice clos le 31 mars 2015

(En dollars canadiens)

	2015	2014
<b>PRODUITS</b>		
Revenus de placements sur dépôts à terme	8 552	8 700
Revenus de placements des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)	351 144	277 285
	<u>359 696</u>	<u>285 985</u>
<b>CHARGES</b>		
Frais de gestion (note 11)	32 759	39 782
<b>RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL</b>	<u>326 937</u>	<u>246 203</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## État des variations de l'excédent cumulé pour l'exercice clos le 31 mars 2015

(En dollars canadiens)

	2015	2014
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	1 027 287	781 084
Résultat net et résultat global de l'exercice	326 937	246 203
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>	<u>1 354 224</u>	<u>1 027 287</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## État de la situation financière au 31 mars 2015

(En dollars canadiens)

	2015	2014
<b>ACTIF</b>		
<b>Courant</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	1 640 828	1 479 749
Revenus de placements à recevoir de la Caisse de dépôt et placement du Québec	9 261	15 513
Taxes à recevoir	–	750
Obligations reçues en dépôt (note 6)	71 696	215 117
	<u>1 721 785</u>	<u>1 711 129</u>
<b>Non courant</b>		
Obligations reçues en dépôt (note 6)	560 802	762 315
Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)	3 018 279	2 660 856
	<u>5 300 866</u>	<u>5 134 300</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>Courant</b>		
Frais de gestion à payer	5 200	5 100
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 8)	265 000	601 200
	<u>270 200</u>	<u>606 300</u>
<b>Non courant</b>		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 8)	3 676 442	3 500 713
	<u>3 946 642</u>	<u>4 107 013</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>	<u>1 354 224</u>	<u>1 027 287</u>
	<u>5 300 866</u>	<u>5 134 300</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Ginette Galarneau  
La présidente de l'Office de la protection du consommateur

## Tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2015

(En dollars canadiens)

	2015	2014
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Résultat net	326 937	246 203
Ajustements		
Variation de la juste valeur des dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(223 137)	(126 280)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Revenus de placements à recevoir de la Caisse de dépôt et placement du Québec	6 252	(497)
Taxes à recevoir	750	(750)
Frais de gestion à payer	100	100
	(216 035)	(127 427)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	110 902	118 776
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition de dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec et flux de trésorerie liés aux activités d'investissements	(134 286)	(150 694)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Variation nette des cautionnements individuels des agents de voyages et flux de trésorerie liés aux activités de financement	184 463	424 866
<b>AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	161 079	392 948
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	1 479 749	1 086 801
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	1 640 828	1 479 749
Intérêts encaissés	142 808	159 208

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Notes complémentaires au 31 mars 2015

(En dollars canadiens)

### 1. Constitution et nature des activités

Les cautionnements individuels des agents de voyages (CIAV) sont composés de cautionnements déterminés par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (RLRQ, chapitre A-10) (Loi) et ils sont administrés par la présidente de l'Office de la protection du consommateur (Office). L'adresse du siège social des cautionnements individuels des agents de voyages est située au 400 boulevard Jean-Lesage bureau 450, Québec, (Québec), Canada. Ces cautionnements ont notamment pour objet de garantir le respect de cette loi et de son règlement.

### 2. Déclaration de conformité et base d'évaluation

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ils ont été préparés selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique à l'exception des dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec (Caisse), des obligations reçues en dépôt et des cautionnements individuels des agents de voyages qui sont évalués à la juste valeur.

Les présents états financiers ont été approuvés par la présidente de l'Office de la protection du consommateur le 18 juin 2015.

### 3. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables sont appliquées de manière uniforme pour les périodes visées par les états financiers.

#### Revenus de placements

Les revenus nets (pertes nettes) de placements, les gains (pertes) réalisés, les gains (pertes) non réalisés ainsi que les autres revenus (dépenses) d'intérêts sont portés directement au résultat net de l'exercice pendant lequel ils se produisent.

#### Frais de gestion

Les frais de gestion des CIAV sont constitués des frais relatifs aux opérations de placements ainsi que des frais relatifs à l'audit comptable. Ils sont comptabilisés au résultat net lorsqu'ils sont encourus.

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les CIAV présentent à titre de trésorerie et équivalents de trésorerie l'encaisse ainsi que les dépôts à vue. Les sommes transférées dans les dépôts à vue au Trust Banque Nationale sont détenues à court terme et sont remboursables sur préavis aux CIAV. Elles peuvent également être utilisées par les agents de voyages pour acheter des obligations à titre

## Cautionnements individuels des agents de voyages (CIAV)

ANNEXE IX – ÉTATS FINANCIERS DES CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

de cautionnement. Les sommes transférées dans les dépôts à vue à la Caisse sont détenues à court terme et sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse. Elles sont ensuite déposées dans un dépôt à participation à un fonds particulier.

### Obligations reçues en dépôt

Les obligations sont reçues des agents de voyages et sont conservées en garantie au Trust Banque Nationale au nom du ministre des Finances du Québec. Les obligations sont comptabilisées à la juste valeur marchande à la date de fin d'exercice financier. Il n'y a aucune matérialisation de la juste valeur puisqu'à l'échéance les obligations sont à leur valeur nominale et les intérêts sont versés à l'agent de voyages.

Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants et leur sont remis sur demande.

### Cautionnements individuels des agents de voyages

Les CIAV comprennent les cautionnements en argent et en obligations inscrits à la juste valeur marchande à la date de fin d'exercice financier. Il n'y a aucune matérialisation de la juste valeur puisqu'à l'échéance les obligations sont à leur valeur nominale et les intérêts sont versés à l'agent de voyages.

### Excédent cumulé

L'excédent cumulé est constitué des revenus de placements cumulés et de l'accroissement des actifs des cautionnements individuels des agents de voyages détenus tel que stipulé dans la Loi. Tout droit, privilège ou restriction s'appliquant à l'excédent cumulé est stipulé dans cette loi et son règlement.

### Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur à la date de la transaction. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie sont expirés ou ont été transférés et que la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ont été transférés. Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés dans les catégories suivantes en fonction de leurs caractéristiques et des intentions au moment de leur acquisition.

Les actifs financiers sont classés initialement sous l'une des quatre catégories suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à leur échéance, actifs financiers disponibles à la vente ou prêts et créances.

Les passifs financiers sont classés initialement sous l'une des deux catégories suivantes : passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net et passifs financiers évalués au coût amorti.

Les actifs financiers et les passifs financiers de la catégorie à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent ceux qui sont détenus à des fins de transaction ainsi que ceux qui sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

L'intention pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et leurs caractéristiques déterminent leur classement au moment de la comptabilisation initiale. Les évaluations initiales et ultérieures des instruments financiers s'effectuent selon leur classification, comme il est décrit ci-dessous. Les catégories d'instruments financiers qui sont citées précédemment ne s'appliquent pas toutes aux cautionnements individuels des agents de voyages.

#### *Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net*

Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont des instruments financiers qui sont classés comme étant à des fins de transaction ou qui sont désignés comme tels.

Ils sont évalués initialement à leur juste valeur et les variations qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatées au résultat net. Les coûts de transaction sont comptabilisés au résultat net lorsqu'ils sont encourus.

La direction a choisi de désigner à la juste valeur par le biais du résultat net les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse, car elle est d'avis qu'ils appartiennent à un groupe dont la performance est évaluée d'après la méthode de la juste valeur conformément à une stratégie d'investissement. La gestion du portefeuille des CIAV, par la Caisse, a pour objectif de maintenir ou d'augmenter la juste valeur des sommes placées.

Les dépôts à participation au fonds particulier de la Caisse sont évalués à la juste valeur établie par la Caisse. Ces dépôts à participation sont notamment investis dans les portefeuilles spécialisés de la Caisse, pour lesquels celle-ci établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Caisse selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'avoir net dudit portefeuille par le nombre d'unités émises. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les revenus de placements de l'exercice. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date de règlement.

Ils sont classés comme actif non courant dû à l'intention des CIAV de les conserver sur une période supérieure à 12 mois.

La direction a choisi de désigner à la juste valeur par le biais du résultat net les obligations reçues en dépôt, car elle élimine une incohérence dans l'évaluation qui, autrement, ferait en sorte que les obligations reçues en dépôt seraient évaluées différemment des cautionnements individuels des agents de voyages auxquels elles sont liées.

La juste valeur des obligations reçues en dépôts est évaluée selon une technique d'actualisation de flux monétaires futurs. Les principales données d'entrée observables sont les taux d'intérêts et les cours des principales bourses.

Elles sont classées dans l'actif non courant, sauf si elles viennent à échéance dans les 12 mois.

#### *Prêts et créances*

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ultérieurement, ils seront évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti correspond à la juste valeur due à leur échéance rapprochée.

Les prêts et créances des CIAV sont composés de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des revenus de placements à recevoir de la Caisse. Ils sont inclus dans l'actif courant en raison de leur échéance rapprochée.



# Cautionnements individuels des agents de voyages (CIAV)

ANNEXE IX – ÉTATS FINANCIERS DES CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

## *Passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net*

Les passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont des instruments financiers qui sont classés initialement comme étant à des fins de transaction ou qui sont désignés comme tels.

Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatées au résultat net. Les coûts de transaction sont comptabilisés au résultat net lorsqu'ils sont encourus.

La direction a choisi de désigner à la juste valeur par le biais du résultat net les cautionnements individuels des agents de voyages, car elle élimine une incohérence dans l'évaluation qui, autrement, ferait en sorte que les cautionnements individuels des agents de voyages seraient évalués différemment des obligations reçues en dépôt auxquelles ils sont liés.

La juste valeur des passifs financiers est évaluée selon une technique d'actualisation de flux monétaires futurs. Les principales données d'entrée observables sont le taux d'actualisation et leur échéance.

Ils sont classés dans le passif non courant dû à l'intention de la direction de les conserver sur une période supérieure à 12 mois, sauf s'ils doivent être remboursés dans le prochain exercice financier.

## *Passifs financiers au coût amorti*

Les passifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ultérieurement, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers au coût amorti sont composés du compte frais de gestion à payer. Ils sont classés dans le passif courant si le paiement est exigible dans les 12 mois. Autrement, ils sont présentés dans le passif non courant.

## Dépréciation des actifs financiers

À la fin de chaque exercice financier, la direction apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier. La perte de valeur correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur le cas échéant et elle est inscrite au résultat net.

## Juste valeur

La juste valeur se définit comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon une hiérarchie qui reflète la source des données utilisées pour réaliser ces évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1: le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2: le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des

instruments similaires ainsi que des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables;

- Niveau 3 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice.

## Normes comptables publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur

### *IFRS 9, Instruments financiers*

La norme définitive a été publiée en juillet 2014. L'IFRS 9 constitue un projet en trois phases et vise le remplacement de la norme actuelle IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers, et les deux autres parties couvrent la dépréciation des actifs financiers et de la comptabilité de couverture. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue, mais lorsqu'une entité évalue un passif financier à la juste valeur, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'au résultat net. La norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. De façon générale, cette norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Les CIAV n'ont pas encore évalué les incidences de cette norme sur ses états financiers.

### *IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

La norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* a été publiée en mai 2014. Elle établit un cadre complet de comptabilisation, d'évaluation et d'information pour les produits des activités ordinaires. Ce cadre pose comme principe fondamental que l'entité devrait comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer quand les obligations de prestation sont remplies et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces prestations de service. Elle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. De façon générale, cette norme doit être appliquée de façon rétrospective à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Actuellement, la norme IFRS 15 sera en vigueur pour les exercices annuels commençant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Toutefois, en avril 2015, l'IASB a voté pour la publication d'un exposé-sondage proposant de reporter la date d'entrée en vigueur de la norme aux exercices annuels commençant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'exposé-sondage a été publié en mai 2015.

Les CIAV évaluent actuellement l'incidence sur ses états financiers de cette norme.

#### 4. Revenus de placements des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les revenus de placements des fonds confiés à la Caisse se détaillent comme suit :

	2015	2014
<b>Revenus nets (pertes nettes) de placements</b>		
Revenu fixe	35 556	35 452
Placements sensibles à l'inflation	9 701	9 817
Actions	35 304	27 732
Autres placements	(2 149)	(542)
	<u>78 412</u>	<u>72 459</u>
<b>Gains (pertes) réalisés</b>		
Revenu fixe	1 579	32
Placements sensibles à l'inflation	6 841	719
Actions	30 110	65 866
Autres placements	184	(6)
Instruments financiers dérivés	10 870	11 926
	<u>49 584</u>	<u>78 537</u>
<b>Gains (pertes) non réalisés</b>		
Revenu fixe	75 581	(12 842)
Placements sensibles à l'inflation	20 853	29 084
Actions	112 809	101 275
Autres placements	5 760	9 450
Instruments financiers dérivés	8 136	(687)
	<u>223 139</u>	<u>126 280</u>
Total des revenus de placements des dépôts à participation	351 135	277 276
<b>Revenus d'intérêts</b>		
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec	9	9
<b>Total des revenus de placements des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec</b>	<u><u>351 144</u></u>	<u><u>277 285</u></u>

## 5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, figurant dans l'état de la situation financière et le tableau des flux de trésorerie, comprennent les montants suivants comptabilisés à l'état de la situation financière :

	2015	2014
Trésorerie	1 201 173	1 170 356
Dépôts à vue au Trust Banque Nationale <sup>(1)</sup>	439 151	308 861
Dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec <sup>(2)</sup>	504	532
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>1 640 828</b>	<b>1 479 749</b>

(1). Les dépôts à vue au Trust Banque Nationale ne portent pas intérêt.

(2). Les dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec portent intérêt au taux annuel établi quotidiennement par la Caisse. Le taux des dépôts à vue est de 1 % au 31 mars 2015 (1 % au 31 mars 2014).

## 6. Obligations reçues en dépôt

Aucune obligation n'a été reçue en dépôt au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 (484 300 \$ en 2014) et les aliénations sont de 233 400 \$ (500 496 \$ en 2014). Ces montants sont inclus dans les dépôts de cautionnements ou les remises de cautionnements divulgués à la note 8.

La juste valeur des obligations reçues en dépôt est de 632 498 \$ (coût : 633 257 \$) au 31 mars 2015 (977 432 \$ au 31 mars 2014; coût : 1 010 014 \$). Cette juste valeur provient d'un marché actif du titre en date de clôture.

L'évaluation de la juste valeur des obligations reçues en dépôt se situe au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur définie à la note 3 des principales méthodes comptables.

Au cours des exercices clos le 31 mars 2015 et le 31 mars 2014, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

## 7. Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec

### a) Placements

Les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la juste valeur de l'avoir net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la Caisse attribue aux CIAV les revenus nets de placements du fonds particulier.

Voici les éléments d'actifs et de passifs composant les dépôts à participation.

	2015	2014
Placements à la juste valeur	3 015 605	2 658 230
Revenus de placements courus et à recevoir	8 935	8 139
Revenus de placements à verser au déposant	(9 261)	(15 513)
Dépôt à vue au fonds général	3 000	10 000
<b>Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec</b>	<b>3 018 279</b>	<b>2 660 856</b>

Les placements du fonds se détaillent comme suit :

	2015	2014
<b>PLACEMENTS</b>		
Unité de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Valeurs à court terme	146 011	125 871
Obligations	1 179 732	1 024 685
Dettes immobilières	120 448	108 906
Placements sensibles à l'inflation		
Infrastructures	120 356	95 835
Immeubles	272 761	276 019
Actions		
Actions canadiennes	264 871	222 932
Actions Qualité mondiale	357 307	294 318
Actions américaines	89 657	93 757
Actions étrangères de l'Europe, de l'Australasie et d'Extrême-Orient (EAO)	96 665	91 209
Actions des marchés en émergence	119 988	107 393
Placements privés	215 952	194 169
Autres placements		
Répartition de l'actif	19 478	20 957
Stratégie active de superposition	9 110	5 010
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA)	247	(812)
Instruments financiers dérivés	1 022	(2 019)
Quote-part nette des activités de trésorerie du fonds général	2 000	–
<b>Total des placements à la juste valeur</b>	<b>3 015 605</b>	<b>2 658 230</b>

## b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future.

Dans le cadre de la gestion des placements, le fonds particulier des CIAV par l'intermédiaire de la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change et de marché. De plus, dans le but de maintenir une gestion efficace des risques de change à long terme associés aux placements libellés en devises étrangères, de nouveaux contrats sont successivement négociés.

Le fonds particulier des CIAV a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après :

- Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.
- Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé et présenté dans les gains réalisés.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Aux 31 mars 2015, ces instruments financiers dérivés s'établissent comme suit :

	2015	
	Juste valeur	
	Actif	Passif
		Montant nominal de référence
<b>Marchés hors cote</b>		
<b>Dérivés de changes</b>		
Contrats à terme de gré à gré	1 000	—
<b>Dérivés sur actions</b>		
Contrats d'échange de rendement	—	68 000
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<u>1 000</u>	<u>175 000</u>

## c) Hiérarchie des justes valeurs

Les dépôts à participation sont classés comme étant de niveau 2 selon la hiérarchie des évaluations de la juste valeur définie à la note 3 des principales méthodes comptables.

Au cours des exercices clos le 31 mars 2015 et le 31 mars 2014, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

## 8. Cautionnements individuels des agents de voyages

	2015	2014
<b>Cautionnements en vigueur</b>		
Solde au début de l'exercice	4 101 913	3 781 716
Dépôts de cautionnements	460 000	896 417
	<u>4 561 913</u>	<u>4 678 133</u>
Remises de cautionnements	(619 225)	(545 617)
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	(20 000)	(63 996)
	<u>(639 225)</u>	<u>(609 613)</u>
Solde à la fin de l'exercice	3 922 688	4 068 520
Variation cumulée de la juste valeur des obligations reçues en dépôt	18 754	33 393
	<u>3 941 442</u>	<u>4 101 913</u>
Portion courante	265 000	601 200
Portion non courante	3 676 442	3 500 713
	<u>3 941 442</u>	<u>4 101 913</u>

La diminution nette des cautionnements de l'exercice au montant de 160 471 \$ (augmentation nette de 320 197 \$ en 2014) inclut les opérations n'ayant aucun impact sur les flux de trésorerie concernant les obligations reçues en dépôt dont la diminution nette représente 14 639 \$ au 31 mars 2015 (16 196 \$ en 2014).

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont de 43 704 000 \$ au 31 mars 2015 (45 964 000 \$ en 2014), dont 37 019 000 \$ pour les titulaires d'un permis valide au 31 mars 2015 (38 044 000 \$ en 2014). Les cautionnements incluent les polices de garantie des agents ayant cessé l'exploitation de leur commerce depuis le 1<sup>er</sup> avril 2012 et contre lesquels des réclamations peuvent encore être effectuées, puisque les cautionnements sont effectifs jusqu'à 3 ans suivant la date de fin d'activité des agences de voyages.

L'évaluation de la juste valeur des cautionnements reçus en dépôt se situe au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur définie à la note 3 des principales méthodes comptables.

Au cours des exercices clos le 31 mars 2015 et le 31 mars 2014, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

## 9. Gestion du capital

L'excédent cumulé de 1 354 224 \$ constitue le capital des CIAV. Ceux-ci effectuent une gestion de leurs produits, charges, actifs, passifs et autres transactions financières afin de s'assurer qu'ils exécutent de manière efficace les activités spécifiques de leur loi constitutive décrites à la note 1. Les objectifs de capital n'ont pas changé depuis l'exercice précédent.

## 10. Gestion des risques financiers

La Direction des permis et de l'indemnisation, gestionnaire des CIAV, s'est dotée d'une politique de placements qui encadre les activités de placements de la Caisse. Elle établit les objectifs de placements, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placements vise à obtenir un taux de rendement maximum tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par la Direction des permis et de l'indemnisation et en permettant aux CIAV de remplir leurs engagements financiers.

Par ailleurs, la Direction des permis et de l'indemnisation détermine les concentrations de risque par la revue périodique de son portefeuille de référence. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du fonds particulier dans les portefeuilles spécialisés.

De son côté, la Caisse a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placements. La Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer le déroulement de ses activités et effectuer la gestion du risque, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres, la Caisse détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement établit les principes, le modèle de gestion, les types de placements autorisés, l'indice de référence, l'objectif de rendement ainsi que les limites de risque. Les gestionnaires de la Caisse connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaire à la gestion des risques, la Caisse confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes de gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

### a) Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêts, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

Pour gérer ce risque sur les dépôts à participation du fonds particulier, les CIAV établissent un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence. La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence des CIAV influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le 1<sup>er</sup> jour de chaque mois.



# Cautionnements individuels des agents de voyages (CIAV)

ANNEXE IX – ÉTATS FINANCIERS DES CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

Au 31 mars 2015, la composition du portefeuille réel et de référence ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

	Portefeuille réel %	Limite minimale %	Portefeuille de référence %	Limite maximale %
<b>Revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme	4,83 %	0,00 %	3,00 %	10,00 %
Obligations	39,04 %	30,00 %	38,00 %	46,00 %
Dettes immobilières	3,98 %	3,00 %	5,00 %	7,00 %
	47,85 %	34,00 %	46,00 %	58,00 %
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Infrastructures	3,98 %	1,50 %	4,50 %	7,50 %
Immeubles	9,04 %	8,00 %	11,00 %	14,00 %
	13,02 %	9,50 %	15,50 %	21,50 %
<b>Actions</b>				
Actions canadiennes	8,77 %	6,00 %	9,00 %	12,00 %
Actions Qualité mondiale	11,84 %	5,00 %	9,00 %	14,00 %
Actions américaines	2,97 %	1,00 %	4,00 %	9,00 %
Actions EAEO <sup>(1)</sup>	3,21 %	1,00 %	4,00 %	9,00 %
Actions des marchés en émergence	3,97 %	1,00 %	4,00 %	7,00 %
Placements privés	7,22 %	5,50 %	8,50 %	11,50 %
	37,98 %	26,50 %	38,50 %	45,50 %
<b>Autres placements</b>				
Répartition de l'actif	0,64 %	0,00 %	0,00 %	1,00 %
Stratégies actives de superposition	0,30 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Autres	0,21 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
	1,15 %	0,00 %	0,00 %	1,50 %
	100,0 %		100,00 %	

(1). Europe, Australasie, Extrême-Orient (EAEO).

Le risque de marché du fonds particulier des CIAV est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel du fonds particulier des CIAV, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnée. La VaR de marché est estimé à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel du fonds particulier des CIAV pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille du fonds particulier des CIAV subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel du Fonds particulier des CIAV pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la Caisse a révisé sa méthode de calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel du fonds particulier des CIAV.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence du fonds particulier des CIAV.
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel du fonds particulier des CIAV. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier des CIAV sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du fonds particulier des CIAV découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier des CIAV investit. Ainsi, le fonds particulier des CIAV est exposé aux risques de taux d'intérêts, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier des CIAV.

## Cautionnements individuels des agents de voyages (CIAV)

ANNEXE IX – ÉTATS FINANCIERS DES CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

Le risque absolu du portefeuille réel au 31 mars 2015, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier des CIAV, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit :

	2015		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
<b>Valeur à risque</b>	19,3 %	19,7 %	2,9 %

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésoreries futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du fonds particulier des CIAV.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la Caisse auxquels le fonds particulier des CIAV participe sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés suivants : Actions EAEO, Actions américaines, Actions des marchés en émergence, Actions Qualité Mondiale, Répartition de l'actif, Stratégies actives de superposition. Les activités personnalisées de superposition de devises sont utilisées par le fonds particulier des CIAV pour atteindre l'exposition désirée au dollar américain (ÉU) et aux devises des pays de la zone Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO). Ces activités consistent à prendre des positions d'instruments financiers dérivés sur la devise ÉU et sur les devises des pays de la zone EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats de change à terme.

Les CIAV établissent une exposition de référence à la devise ÉU et aux devises des pays de la zone EAEO ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son exposition de référence. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des devises par rapport à l'exposition de référence est effectuée le 1<sup>er</sup> jour de chaque mois.

Au 31 mars 2015, l'exposition de référence du fonds particulier des CIAV, ainsi que les limites minimales et maximales, par rapport à l'exposition cible, se détaillent comme suit :

	Limite minimale	Exposition de référence	Limite maximale
	Valeurs en % de l'actif net		
<b>Exposition aux devises</b>			
Exposition à la devise – ÉU	6,00	10,00	14,00
Exposition à la devise – EAEO	6,00	10,00	14,00

L'exposition nette aux devises du fonds particulier des CIAV, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, se détaillent comme suit :

	2015
Dollar canadien	74 %
Autres devises	26 %
	100 %

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays EAEU et les devises des marchés en croissance.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour les activités personnalisées de superposition pour l'exposition aux devises sont détaillés à la note 7b).

## b) Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de la juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se détériorer.

En ce qui concerne les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse, l'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Le risque de crédit du fonds particulier des CIAV provient notamment des titres à revenu fixe, des instruments financiers dérivés, de l'octroi de garanties financières et des engagements de prêts donnés. Le fonds particulier des CIAV est exposé au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif du fonds particulier des CIAV est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés.

Plus particulièrement, le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du fonds particulier du Fonds sont des contrats de gré à gré avec la Caisse. Toutefois, le fonds particulier du Fonds demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments dérivés découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

En ce qui concerne les autres instruments financiers détenus par les CIAV, l'exposition au risque de crédit correspond à la valeur comptable des éléments d'actifs financiers. Le risque de crédit afférent à ces actifs se concentre également dans un autre secteur d'activité, soit celui des agents de voyages.

La direction estime que les CIAV ne sont pas exposés à un risque de crédit important par le fait qu'il transige avec un nombre important de clients, lesquels remettent en majorité les cautionnements dans les délais requis.

En ce qui concerne les autres instruments financiers détenus par le Fonds, l'exposition au risque de crédit des CIAV correspond à la valeur comptable des éléments d'actifs financiers. Le risque de crédit afférent à ces actifs se concentre également dans un autre secteur d'activité, soit celui des agents de voyages.

Le risque de crédit relié à la trésorerie et équivalent de trésorerie et au dépôt à terme est faible puisqu'ils sont détenus auprès d'institutions financières réputées.

## c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement ou d'investir sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

En ce qui concerne les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse, l'analyse du risque de liquidité est effectuée globalement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net du fonds particulier des CIAV est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ce fonds est indirectement exposé au risque de liquidité. Les instruments financiers dérivés présentés à la note 7b) représentent l'exposition directe du fonds à ce risque. Au 31 mars 2015, l'échéance des flux contractuels de ces instruments est de moins d'un an. L'exposition de la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

Afin de contrer le risque de liquidité, des prévisions à l'égard des besoins de liquidités des CIAV sont effectuées mensuellement et les transferts nécessaires sont faits auprès de la Caisse ou auprès d'une institution financière. Pour assurer les besoins de trésorerie, les liquidités nécessaires sont conservées afin de rembourser les agents de voyages concernés.

Les CIAV sont en mesure d'honorer les passifs financiers qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée et à long terme. Il n'existe aucun échéancier précis pour le remboursement des cautionnements échus ainsi que pour les frais de gestions. Ceux-ci sont payés sur demande lorsqu'ils sont exigibles.

## 11. Transactions entre parties liées

En plus des opérations déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées selon la même base que si les parties n'étaient pas liées, les CIAV sont apparentés à tous les ministères, aux fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis à un contrôle conjoint de la part du gouvernement du Québec. Les CIAV n'ont conclu aucune autre opération individuellement ou collectivement significative avec des parties liées. En effet, la Direction des permis et de l'indemnisation de l'Office assume l'ensemble des frais d'administration des CIAV. Ils sont par la suite refacturés par l'Office à l'aide d'une méthode de répartition basée sur les coûts réels. Au 31 mars 2015, le montant refacturé s'élevait à 27 553 \$ (34 682 \$ au 31 mars 2014).

## Rémunération des principaux dirigeants

Comme le stipule l'article 32 du Règlement, la présidente de l'Office est la gardienne des sommes constituant les CIAV. Elle en est donc la principale dirigeante. Sa rémunération, y compris son salaire et ses avantages sociaux, est prise en charge par l'Office et aucune refacturation aux CIAV n'est effectuée. Les CIAV ne lui procure aucun avantage à court ou à long terme, aucune indemnité de départ, ni aucun avantage postérieur à l'emploi.





## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Centre de la francophonie des Amériques (le Centre) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Centre reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Centre, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de son opinion. Il peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Denis Desgagné  
Président-directeur général

Christiane Audet  
Adjointe à la direction générale

Québec, le 14 juillet 2015



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Centre de la francophonie des Amériques, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre de la francophonie des Amériques au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 14 juillet 2015



**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**ÉTAT DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015**

	<b>2015 Budget</b>	<b>2015 Réal</b>	<b>2014 Réal</b>
<b>REVENUS</b>			
Subvention du gouvernement du Québec	2 786 400 \$	2 784 200 \$	2 786 400 \$
Contributions de partenaires	262 800	67 156	34 247
Revenus de placements	29 663	27 711	40 291
	<b>3 078 863</b>	<b>2 879 067</b>	<b>2 860 938</b>
<b>CHARGES</b>			
<b>COÛT DES ACTIVITÉS</b>			
Programmation	1 248 622	942 945	934 129
Communications	792 476	736 612	537 770
	<b>2 041 098</b>	<b>1 679 557</b>	<b>1 471 899</b>
<b>FRAIS D'ADMINISTRATION (note 3)</b>	<b>1 488 006</b>	<b>1 338 634</b>	<b>1 323 724</b>
<b>FRAIS FINANCIERS (note 4)</b>	<b>132 503</b>	<b>132 087</b>	<b>145 262</b>
	<b>3 661 607</b>	<b>3 150 278</b>	<b>2 940 885</b>
<b>DÉFICIT DE L'EXERCICE</b>	<b>(582 744)</b>	<b>(271 211)</b>	<b>(79 947)</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>4 016 602</b>	<b>4 016 602</b>	<b>4 096 549</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>3 433 858 \$</b>	<b>3 745 391 \$</b>	<b>4 016 602 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 MARS 2015**

	2015	2014
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	1 980 931 \$	239 477 \$
Placements (note 5)	1 005 735	2 631 427
Créances (note 6)	36 320	51 782
	<b>3 022 986</b>	<b>2 922 686</b>
<b>PASSIFS</b>		
Charges à payer et frais courus (note 7)	256 165	117 835
Provision pour allocation de transition (note 8)	58 994	43 241
Provision pour congés de maladie et vacances (note 8)	114 803	112 699
Revenus reportés (note 9)	-	8 651
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 10)	2 931 241	3 204 529
	<b>3 361 203</b>	<b>3 486 955</b>
<b>DETTE NETTE</b>	<b>(338 217)</b>	<b>(564 269)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Charges payées d'avance	46 062	92 966
Immobilisations corporelles (note 11)	4 037 546	4 487 905
	<b>4 083 608</b>	<b>4 580 871</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>	<b>3 745 391 \$</b>	<b>4 016 602 \$</b>

**OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 12)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**



Trèva Cousineau  
 Vice-présidente du conseil d'administration



Daniel Cloutier  
 Administrateur, membre du comité de vérification

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015**

	<b>2015 Budget</b>	<b>2015 Réal</b>	<b>2014 Réal</b>
<b>DÉFICIT DE L'EXERCICE</b>	<b>(582 744) \$</b>	<b>(271 211) \$</b>	<b>(79 947) \$</b>
<b>VARIATION DUE AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(282 750)	(153 485)	(225 622)
Amortissement d'immobilisations corporelles	694 413	600 832	599 340
Perte sur dispositions d'immobilisations corporelles	-	2 946	168
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	-	66	100
	<b>411 663</b>	<b>450 359</b>	<b>373 986</b>
<b>VARIATION DUE AUX CHARGES PAYÉES D'AVANCE</b>			
Acquisition de charges payées d'avance	-	(28 907)	(88 590)
Utilisation de charges payées d'avance	-	75 811	36 082
	<b>-</b>	<b>46 904</b>	<b>(52 508)</b>
<b>DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE NETTE</b>	<b>(171 081)</b>	<b>226 052</b>	<b>241 531</b>
<b>DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>(564 269)</b>	<b>(564 269)</b>	<b>(805 800)</b>
<b>DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>(735 350) \$</b>	<b>(338 217) \$</b>	<b>(564 269) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015**

	2015	2014
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Déficit de l'exercice	(271 211) \$	(79 947) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	600 832	599 340
Perte sur dispositions d'immobilisations corporelles	2 946	168
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	66	100
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Créances	15 462	16 673
Charges à payer et frais courus	115 577	(32 021)
Provision pour allocation de transition	15 753	14 586
Provision pour congés de maladie et vacances	2 104	2 889
Revenus reportés	(8 651)	8 651
Charges payées d'avance	46 904	(52 508)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<b>519 782</b>	<b>477 931</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (note 11)	(130 732)	(233 943)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition remboursées et flux de trésorerie liés aux activités de financement	(273 288)	(261 848)
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>115 762</b>	<b>(17 860)</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>2 870 904</b>	<b>2 888 764</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 14)</b>	<b>2 986 666 \$</b>	<b>2 870 904 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Centre de la francophonie des Amériques (le Centre), personne morale au sens du Code civil du Québec, est constitué en vertu de la Loi sur le Centre de la francophonie des Amériques (RLRQ, chapitre C-7.1) laquelle est entrée en vigueur le 19 mars 2008.

Sa mission consiste à contribuer à la promotion et à la mise en valeur d'une francophonie porteuse d'avenir pour la langue française dans le contexte de la diversité culturelle en misant sur le renforcement et l'enrichissement des relations ainsi que sur la complémentarité d'action entre les francophones et les francophiles du Québec, du Canada et des Amériques.

Il s'intéresse au développement et à l'épanouissement des francophones et des francophiles et soutient le rapprochement des personnes, groupes et communautés intéressés par la francophonie. Il favorise les échanges, le partenariat et le développement de réseaux francophones afin de soutenir des projets structurants liés aux enjeux de société et diffuse l'information concernant diverses thématiques liées à la francophonie.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, le Centre n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Centre utilise le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

**UTILISATION D'ESTIMATIONS**

Conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, l'élaboration des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux postes pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour allocation de transition à payer. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION**

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises sont sans impact significatif à la fin de l'exercice.

**INSTRUMENTS FINANCIERS**

L'encaisse, les placements et les créances (à l'exception des taxes de vente), sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 MARS 2015**

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**

Les charges à payer et frais courus (à l'exception des avantages sociaux) et la provision pour congés de maladie et vacances sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

**REVENUS**

**Subventions du gouvernement du Québec**

Les subventions du gouvernement du Québec sont des paiements de transferts et elles sont constatées dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que le Centre a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en revenus reportés lorsque les stipulations imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les conditions relatives au passif sont rencontrées.

**Contributions de partenaires**

Les contributions de partenaires sont comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

**Revenus de placements**

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de l'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

**CHARGES**

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

**ACTIFS FINANCIERS**

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique du Centre consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme ou rachetables, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**

**PASSIFS**

**Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que le Centre ne dispose pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

**Provision pour allocation de transition**

L'obligation à long terme découlant d'une allocation de transition accumulée par le président-directeur général est évaluée sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Centre. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et la charge correspondants qui en résultent sont comptabilisés en fonction de l'accumulation d'un mois de salaire au moment du départ, par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois.

**Provision pour congés de maladie et vacances**

La provision pour congés de maladie et vacances sera entièrement payée au cours du prochain exercice et n'a fait l'objet d'aucune actualisation.

**Contrats de location**

Les contrats de location-acquisition auxquels le Centre est partie à titre de preneur sont inclus dans les immobilisations corporelles et dans les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

Tous les autres contrats de location sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation et les coûts de location qui en découlent sont inscrits à titre de charges au cours de l'exercice où ils surviennent.

**ACTIFS NON FINANCIERS**

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Améliorations locatives	Durée du bail
Équipement informatique et audiovisuel	3 ans
Mobilier et équipement	5 ans
Développements informatiques	3 ans
Livres numériques	Utilisation des licences
Parcours d'interprétation	5 ans

Les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition sont amortis sur la durée du bail.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Centre de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

**CONVERSION DE DEVISES**

Les actifs, les passifs et les montants présentés dans l'état des résultats découlant d'une opération en devises sont convertis en dollars canadiens au cours de change de la date de l'opération.

Les actifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au cours de change en date des états financiers.

**3. FRAIS D'ADMINISTRATION**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Traitements et avantages sociaux	486 626 \$	476 414 \$
Services professionnels	91 110	93 620
Loyers - Société québécoise des infrastructures	37 876	37 876
Dépenses de bureau	43 591	43 702
Télécommunications	23 087	32 013
Frais de déplacement et de représentation	6 751	4 137
Frais reliés au conseil d'administration	45 815	36 454
Perte sur dispositions d'immobilisations corporelles	2 946	168
Amortissement des immobilisations corporelles	600 832	599 340
	<b>1 338 634 \$</b>	<b>1 323 724 \$</b>



**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**4. FRAIS FINANCIERS**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Frais bancaires	1 084 \$	1 916 \$
Intérêts des obligations découlant de contrats de location-acquisition - Société québécoise des infrastructures	131 003	143 346
	<b>132 087 \$</b>	<b>145 262 \$</b>

**5. PLACEMENTS**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Dépôt à terme, 1,1 %, échéant en juillet 2015*	1 005 735 \$	- \$
Dépôt à terme, 1,22 %, échu en juillet 2014	-	1 623 459
Dépôt à terme, 1,1 %, échu en mars 2015	-	1 007 968
	<b>1 005 735 \$</b>	<b>2 631 427 \$</b>

\* Rachetable en tout temps

Le dépôt à terme de 1 005 735 \$ (1 007 968 \$ en 2014), les revenus de placement qui lui sont associés et un montant de 4 304 \$ dans l'encaisse sont assujettis à une réserve d'origine interne pour le renouvellement du parcours d'interprétation du Centre et sa version itinérante. La valeur de marché est équivalente à la valeur comptable.

**6. CRÉANCES**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Intérêts sur placements	7 984 \$	19 930 \$
Taxes de vente	19 251	30 239
Autres	9 085	1 613
	<b>36 320 \$</b>	<b>51 782 \$</b>

**7. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Fournisseurs et frais courus	140 101 \$	84 744 \$
Traitements	35 419	26 166
Avantages sociaux	80 645	6 925
	<b>256 165 \$</b>	<b>117 835 \$</b>

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

**Régimes de retraite**

Les membres du personnel du Centre participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRPE-RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le taux de cotisation du Centre pour le RREGOP a augmenté de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et ceux du RRPE et du RRPE-RRAS sont demeurés à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et au RRPE-RRAS et un montant équivalent dans la caisse de l'employeur. Ainsi, le Centre doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014 et 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable.

Les cotisations du Centre, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRPE-RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 104 663 \$ (66 221 \$ en 2014). Les obligations du Centre envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**Provision pour allocation de transition**

L'allocation de transition est payable au titulaire d'un emploi supérieur, autre que celui qui bénéficie de la sécurité d'emploi dans la fonction publique, dont le mandat n'est pas renouvelé à son terme par le gouvernement. Selon le décret 450-2007 du 20 juin 2007, cette allocation correspond à un mois de salaire au moment du départ, par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois.

La rémunération ayant servi au calcul est au maximum de l'échelle salariale en vigueur au 31 mars 2015. Le taux moyen d'actualisation utilisé est 0,88 % (1,4 % en 2014). La durée résiduelle est de 284 jours (649 jours en 2014).

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Solde au début de l'exercice	43 241 \$	28 655 \$
Charge de l'exercice	15 753	14 586
Solde à la fin de l'exercice	<b>58 994 \$</b>	<b>43 241 \$</b>

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)**

**Provision pour congés de maladie et vacances**

La provision pour congés de maladie et vacances a été établie à partir des heures cumulées au 31 mars 2015 et des taux horaires prévus en 2015-2016.

Les employés du Centre ont droit à 12 jours de congés de maladie par année. En fin d'année, les jours de congés non utilisés doivent être payés et l'employé peut reporter à l'année suivante jusqu'à un maximum de 5 jours.

	<b>2015</b>		<b>2014</b>
	<b>Maladie</b>	<b>Vacances</b>	<b>Total</b>
Solde au début de l'exercice	26 808 \$	85 891 \$	112 699 \$
Charge de l'exercice	32 974	98 543	131 517
Prestations versées au cours de l'exercice	(37 307)	(92 106)	(129 413)
Solde à la fin de l'exercice	<b>22 475 \$</b>	<b>92 328 \$</b>	<b>114 803 \$</b>

**9. REVENUS REPORTÉS**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Solde au début de l'exercice	8 651 \$	- \$
Attributions de l'exercice	-	8 651
Constatés à titre de revenus de l'exercice	(8 651)	-
Solde à la fin de l'exercice	<b>- \$</b>	<b>8 651 \$</b>

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**10. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition pour des améliorations locatives auprès de la Société québécoise des infrastructures de 4 198 557 \$, au taux d'intérêt fixe de 4,28 %, remboursable par versements mensuels de 31 578 \$ (incluant les intérêts), échéant en octobre 2023	2 718 022 \$	2 974 647 \$
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition pour des améliorations locatives auprès de la Société québécoise des infrastructures de 290 614 \$, au taux d'intérêt fixe de 4,35 %, remboursable par versements mensuels de 2 194 \$ (incluant les intérêts), échéant en mars 2025	213 219	229 882
	<u><b>2 931 241 \$</b></u>	<u><b>3 204 529 \$</b></u>
Les paiements minimums futurs exigibles pour les prochains exercices s'établissent comme suit :		
2016	405 266 \$	
2017	405 266	
2018	405 266	
2019	405 266	
2020 à 2025	1 894 776	
Total des paiements minimums exigibles	<u>3 515 840</u>	
Moins : montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	584 599	
	<u><b>2 931 241 \$</b></u>	

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	Améliorations locatives	Équipement informatique et audiovisuel	Mobilier et équipement	Développements informatiques (note 1)	Livres numériques (note 1)	Parcours d'interprétation	Améliorations locatives (note 2)	2015 Total	2014 Total
<b>COÛT DES IMMOBILISATIONS</b>									
Solde d'ouverture	1 786 664 \$	166 861 \$	163 002 \$	547 091 \$	15 196 \$	547 998 \$	4 489 171 \$	7 715 983 \$	7 490 976 \$
Acquisitions	-	5 098	10 735	72 227	65 425	-	-	153 485	225 622
Dispositions	-	(3 920)	-	(218 723)	-	-	-	(222 643)	(615)
<b>Solde de clôture</b>	<b>1 786 664</b>	<b>168 039</b>	<b>173 737</b>	<b>400 595</b>	<b>80 621</b>	<b>547 998</b>	<b>4 489 171</b>	<b>7 646 825</b>	<b>7 715 983</b>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>									
Solde d'ouverture	644 041 \$	67 617 \$	125 462 \$	262 700 \$	- \$	531 619 \$	1 596 639 \$	3 228 078 \$	2 629 085 \$
Amortissement de l'exercice	119 229	48 165	13 405	111 271	2 001	4 958	301 803	600 832	599 340
Dispositions	-	(3 799)	-	(215 832)	-	-	-	(219 631)	(347)
<b>Solde de clôture</b>	<b>763 270</b>	<b>111 983</b>	<b>138 867</b>	<b>158 139</b>	<b>2 001</b>	<b>536 577</b>	<b>1 898 442</b>	<b>3 609 279</b>	<b>3 228 078</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE 2015</b>	<b>1 023 394 \$</b>	<b>56 056 \$</b>	<b>34 870 \$</b>	<b>242 456 \$</b>	<b>78 620 \$</b>	<b>11 421 \$</b>	<b>2 590 729 \$</b>	<b>4 037 546 \$</b>	
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE 2014</b>	<b>1 142 623 \$</b>	<b>99 244 \$</b>	<b>37 540 \$</b>	<b>284 391 \$</b>	<b>15 196 \$</b>	<b>16 379 \$</b>	<b>2 892 532 \$</b>		<b>4 487 905 \$</b>

Note 1 : Comprend des immobilisations en cours de développement et des immobilisations non mises en service pour un total de 21 508 \$ (177 607 \$ en 2014).  
Aucune dépense d'amortissement n'est associée à ces immobilisations.

Note 2 : Détenues en vertu de contrats de location-acquisition.

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

**Contrats de services professionnels**

Le Centre s'est engagé à verser des sommes en vertu de contrats de services professionnels. Le montant des engagements s'élève à 112 725 \$ pour le prochain exercice et à 34 500 \$ pour les exercices subséquents pour un montant total de 147 225 \$ (166 751 \$ en 2014).

**Contrats de location-exploitation**

Les obligations relatives aux contrats de location-exploitation échéant à diverses dates jusqu'en février 2016 concernent la location de photocopieurs au montant de 3 817 \$ (7 634 \$ en 2014).

**13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

Le Centre est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

À l'exception des opérations entre apparentés comptabilisées à la valeur d'échange déjà divulguées aux états financiers, le Centre n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**14. FLUX DE TRÉSORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés à l'état de la situation financière :

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Encaisse	1 980 931 \$	239 477 \$
Placements	1 005 735	2 631 427
	<b>2 986 666 \$</b>	<b>2 870 904 \$</b>

Le poste « Charges à payer et frais courus » inclut des acquisitions d'immobilisations corporelles représentant 23 245 \$ (492 \$ en 2014).

Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 131 978 \$ (143 419 \$ en 2014).

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 17 738 \$ (11 806 \$ en 2014).

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**15. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS**

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

Le risque de crédit associé à l'encaisse et aux placements est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis auprès d'institutions financières réputées dans des placements peu risqués.

Le risque de crédit associé aux créances est réduit par leur nature et leur importance.

L'exposition maximale du Centre au risque de crédit au 31 mars est la suivante :

	2015	2014
Encaisse	1 980 931 \$	239 477 \$
Placements	1 005 735	2 631 427
Créances à l'exception des taxes de vente	17 069	21 543
	<b>3 003 735 \$</b>	<b>2 892 447 \$</b>

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances au 31 mars 2015 :

	Moins de 30 jours	30 à 60 jours	60 à 365 jours	Total
Intérêts sur placements	- \$	- \$	7 984 \$	7 984 \$
Autres	1 441	5 624	2 020	9 085
	<b>1 441 \$</b>	<b>5 624 \$</b>	<b>10 004 \$</b>	<b>17 069 \$</b>

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances au 31 mars 2014 :

	Moins de 30 jours	30 à 60 jours	60 à 365 jours	Total
Intérêts sur placements	19 930 \$	- \$	- \$	19 930 \$
Autres	-	-	1 613	1 613
	<b>19 930 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>1 613 \$</b>	<b>21 543 \$</b>

**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**15. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)**

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que le Centre ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que le Centre ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun et à un prix raisonnable.

Le Centre finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de la subvention du gouvernement du Québec et des contributions de partenaires. Le Centre considère qu'il détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers au 31 mars 2015 :

	Moins de 30 jours	30 à 60 jours	60 à 365 jours	Total
Fournisseurs et frais courus	97 272 \$	26 440 \$	16 389 \$	140 101 \$
Traitements	33 510	-	1 909	35 419
Provision pour congés de maladie et vacances	14 127	1 412	99 264	114 803
	<b>144 909 \$</b>	<b>27 852 \$</b>	<b>117 562 \$</b>	<b>290 323 \$</b>

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers au 31 mars 2014 :

	Moins de 30 jours	30 à 60 jours	60 à 365 jours	Total
Fournisseurs et frais courus	47 977 \$	22 910 \$	13 857 \$	84 744 \$
Traitements	25 720	-	446	26 166
Provision pour congés de maladie et vacances	5 325	2 436	104 938	112 699
	<b>79 022 \$</b>	<b>25 346 \$</b>	<b>119 241 \$</b>	<b>223 609 \$</b>

**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Le Centre est exposé au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le Centre effectue des placements à court terme dans des dépôts à terme à taux fixe réduisant ainsi le risque lié aux variations des taux d'intérêt.



**CENTRE DE LA FRANCOPHONIE DES AMÉRIQUES  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 MARS 2015**

**15. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)**

**Risque de change**

Le Centre réalise des achats en dollars américains dont il effectue le paiement à partir d'un compte bancaire en dollars américains. Conséquemment, il est exposé au risque de change relié aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

À la date de l'état de la situation financière, le solde du compte en dollars américains présenté dans le poste « Encaisse » est de 15 417 \$ US (27 839 \$ US en 2014) et le taux de change pour un dollar américain est de 1,2666 (1,1055 en 2014).

Une variation de la valeur du dollar canadien de 10 % par rapport au dollar américain à la date de l'état de la situation financière aurait augmenté ou diminué les résultats et l'excédent cumulé de 1 953 \$ (3 079 \$ en 2014).

**16. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2014 ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée en 2015.



# RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Centre de recherche industrielle du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris des estimations et jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les autres renseignements financiers contenus dans le rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et, en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Centre de recherche industrielle du Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Centre de recherche industrielle du Québec conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Denis Hardy

Président-directeur général



Yves Larocque, CPA, CA

Vice-président aux finances et à l'administration

Québec, le 30 juin 2015

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



Au ministre des Finances

## RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Centre de recherche industrielle du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

## FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RÉSERVE

Le Centre de recherche industrielle du Québec n'a pas comptabilisé aux 31 mars 2015 et 2014, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le Centre de recherche industrielle du Québec a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice du Centre de recherche industrielle du Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants, selon l'estimation établie, sont nécessaires afin que les états financiers du Centre de recherche industrielle du Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (diminution) estimée En dollars	
	2015	2014
<b>ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE</b>		
Contributions à recevoir du gouvernement du Québec	11 123 642	1 653 067
Contributions et gain sur cession-bail reportés	11 123 642	1 653 067
<b>(Dette nette) actifs financiers nets et déficit cumulé</b>	-	-

## OPINION AVEC RÉSERVE

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre de recherche industrielle du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Centre de recherche industrielle du Québec au 31 mars 2015 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

 FCPA auditrice, FCA

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 30 juin 2015

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

## ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015		2014
	Budget	Réel	Réel
<b>REVENUS</b>			
Contributions du gouvernement du Québec	14 813 350 \$	14 339 200 \$	15 593 000 \$
Clientèle externe	16 248 646	13 932 042	13 427 968
Autres			
Virement des contributions reportées (note 7)	361 525	251 640	233 486
Virement du gain reporté sur cession-bail (note 7)	271 200	271 200	271 200
Revenus de placements	100 000	68 961	121 229
Revenus divers	58 700	92 520	122 173
	<u>791 425</u>	<u>684 321</u>	<u>748 088</u>
	<u>31 853 421</u>	<u>28 955 563</u>	<u>29 769 056</u>
<b>CHARGES</b>			
Traitements et avantages sociaux	20 416 062	19 575 623	19 539 592
Coûts directs des projets	5 126 813	4 020 359	4 196 235
Frais d'occupation	2 336 776	2 221 206	2 281 346
Frais de fonctionnement	1 950 566	1 532 178	1 797 154
Frais financiers	28 000	66 600	186 126
Amortissement des immobilisations corporelles	1 784 760	1 455 874	1 536 596
	<u>31 642 977</u>	<u>28 871 840</u>	<u>29 537 049</u>
<b>EXCÉDENT ANNUEL</b>	210 444	83 723	232 007
<b>DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>(16 742 017)</u>	<u>(16 742 017)</u>	<u>(16 974 024)</u>
<b>DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<u>(16 531 573) \$</u>	<u>(16 658 294) \$</u>	<u>(16 742 017) \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2015

	2015	2014
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 558 675 \$	8 767 180 \$
Créances (note 3)	4 294 550	3 819 479
Stocks destinés à la vente (note 4)	217 699	297 432
	<u>12 070 924</u>	<u>12 884 091</u>
<b>PASSIFS</b>		
Emprunt bancaire (note 5)	277 690	-
Charges à payer et frais courus (note 6)	19 980 301	7 658 252
Revenus reportés	2 515 986	2 363 082
Contributions et gain sur cession-bail reportés (note 7)	1 661 961	2 184 801
	<u>24 435 938</u>	<u>12 206 135</u>
<b>(DETTE NETTE) ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	<u>(12 365 014)</u>	<u>677 956</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Travaux en cours	1 609 464	1 148 790
Stocks de fournitures	-	38 518
Charges payées d'avance	207 017	224 674
Immobilisations corporelles (note 8)	26 418 479	13 696 285
	<u>28 234 960</u>	<u>15 108 267</u>
<b>CAPITAL-ACTIONS</b> (note 9)	<u>32 528 240</u>	<u>32 528 240</u>
<b>DÉFICIT CUMULÉ</b>	<u>(16 658 294) \$</u>	<u>(16 742 017) \$</u>

**OBLIGATIONS CONTRACTUELLES** (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Sophie D'Amours  
Présidente du conseil d'administration



Jean-Louis Legault  
Président du comité de vérification

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

## ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015		2014
	Budget	Réel	Réel
<b>EXCÉDENT ANNUEL</b>	210 444 \$	83 723 \$	232 007 \$
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisitions	(4 889 000)	(14 182 264)	(2 973 218)
Amortissement	1 784 760	1 455 874	1 536 596
Perte (gain) sur dispositions	-	(431)	95 180
Produit de dispositions	-	4 627	6 126
	(3 104 240)	(12 722 194)	(1 335 316)
Variation des travaux en cours	-	(460 674)	1 019 253
Variation des stocks de fournitures	-	38 518	26 197
Variation des charges payées d'avance	-	17 657	9 062
Émission d'actions	-	-	8 054 100
	-	(404 499)	9 108 612
<b>(Augmentation) diminution de la dette nette</b>	(2 893 796)	(13 042 970)	8 005 303
<b>(DETTE NETTE) ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	677 956	677 956	(7 327 347)
<b>(DETTE NETTE) ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	(2 215 840) \$	(12 365 014) \$	677 956 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015**

	2015	2014
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent annuel	83 723 \$	232 007 \$
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 455 874	1 536 596
Virement des contributions reportées	(251 640)	(233 486)
Virement du gain reporté sur cession-bail	(271 200)	(271 200)
(Gain) perte sur dispositions d'immobilisations corporelles	(431)	95 180
Perte de valeur des placements	-	441
Intérêts capitalisés sur l'avance du ministère des Finances	-	150 000
	<u>932 603</u>	<u>1 277 531</u>
Variation de l'actif et du passif liés au fonctionnement :		
Créances	(475 071)	726 348
Stocks destinés à la vente	79 733	(47 657)
Charges à payer et frais courus	480 946	(1 010 938)
Revenus reportés	152 904	977 053
Travaux en cours	(460 674)	1 019 253
Stocks de fournitures	38 518	26 197
Charges payées d'avance	17 657	9 062
	<u>(165 987)</u>	<u>1 699 318</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<u>850 339</u>	<u>3 208 856</u>
<b>ACTIVITÉS DE PLACEMENT</b>		
Acquisition de placements	-	(214)
Produit de dispositions de placements	-	12 190
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de placement</b>	<u>-</u>	<u>11 976</u>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 12)	(2 341 161)	(846 043)
Produits de dispositions des immobilisations corporelles	4 627	6 126
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations</b>	<u>(2 336 534)</u>	<u>(839 917)</u>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Emprunt bancaire	277 690	-
Ajustement des contributions reportées	-	90 774
Émission d'actions	-	8 054 100
Remboursement de la dette	-	(8 123 353)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<u>277 690</u>	<u>21 521</u>
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<u>(1 208 505)</u>	<u>2 402 436</u>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>8 767 180</u>	<u>6 364 744</u>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<u>7 558 675 \$</u>	<u>8 767 180 \$</u>

Les intérêts versés et encaissés durant l'exercice sont respectivement de 1 667 \$ (2014 : 3 059 \$) et 70 106 \$ (2014 : 116 868 \$).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

## 1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Centre de recherche industrielle du Québec (« le Centre »), personne morale de droit public et constitué en vertu de la *Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec* (RLRQ, chapitre C-8.1), a pour objet de concevoir, de développer et de mettre à l'essai des équipements, des produits ou des procédés, d'exploiter seul ou avec des partenaires, les équipements, produits et procédés qu'il a développés ou dont il détient les droits, de colliger et diffuser de l'information et des renseignements d'ordre technologique et industriel ainsi que de réaliser toute activité reliée aux domaines de la normalisation et de la certification. Les actions du Centre font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

En vertu de l'article 985 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3) et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.)), le Centre n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

**Référentiel comptable**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Centre utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers du Centre par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont : la durée de vie utile des immobilisations corporelles, l'évaluation des travaux en cours et la provision pour mauvaises créances. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**État des gains et pertes de réévaluation**

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères sont sans impact significatif à la fin de l'exercice.

**Conversion des opérations en monnaies étrangères**

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au cours de change de clôture. Les autres éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis au cours d'origine. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur au moment de l'opération. Les gains et les pertes de change sont inclus dans les frais financiers à l'état des résultats.

**Instruments financiers**

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances (à l'exception des salaires payés d'avance), l'emprunt bancaire et les charges à payer et frais courus (autres que les avantages sociaux et déductions à la source et les taxes à la consommation) sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

**Revenus**

Les contributions du gouvernement du Québec sont constatées à titre de revenus lorsque les transferts sont autorisés et que tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Elles sont alors comptabilisées à titre de contributions reportées et le revenu est reconnu au fur et à mesure que les conditions relatives au passif sont rencontrées.

Les revenus de clientèle externe sont comptabilisés selon la méthode du degré d'avancement des travaux, établi d'après la valeur de facturation de la main-d'œuvre et des achats imputés aux contrats par rapport à la valeur estimée totale. Des événements non encore connus pourraient survenir et occasionner des changements à ces estimations.

**ACTIFS FINANCIERS****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et équivalents de trésorerie se compose des soldes de banque.

**Stocks destinés à la vente**

Les stocks sont évalués selon le moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est composé du coût d'acquisition du matériel, de la main-d'œuvre directe et des frais de transport.

**PASSIFS****Avantages sociaux futurs***Régime de retraite*

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que le Centre ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

*Provision pour vacances*

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire, puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

**Revenus reportés**

Les revenus reportés représentent l'excédent des montants facturés des contrats en cours sur les coûts et les bénéfices reconnus. Ils incluent également les dépôts de clients encaissés d'avance conformément aux ententes contractuelles.

**Contributions et gain sur cession-bail reportés**

Les contributions du gouvernement du Québec sont reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les contributions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenu est comptabilisé dans le poste Virement des contributions reportées à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Le gain sur cession-bail reporté résulte d'une opération de cession-bail avec interrelation qui est amorti au prorata des paiements minimaux exigibles au titre de location de bien.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

## ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs. Les éléments incorporels ne constituent pas des actifs non financiers pour la société.

**Travaux en cours**

Les travaux en cours sont classés dans les actifs non financiers, puisqu'ils ne sont pas encore en état d'être vendus.

Les travaux en cours représentent l'excédent des coûts et bénéfices reconnus des contrats en cours sur les montants facturés.

- Projets externes : lorsque le coût estimé total est supérieur au montant récupérable, l'excédent est comptabilisé comme perte de l'exercice.
- Projets de recherche en partenariat : les coûts relatifs à la réalisation des travaux dans le cadre des projets de recherche en partenariat sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont engagés.

Les travaux en cours incluent également les coûts de mise à jour de normes dont les projections de revenus futurs excèdent les coûts. Lorsque les travaux de mise à jour sont complétés, les coûts sont transférés aux stocks destinés à la vente.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon les méthodes et taux suivants :

ÉLÉMENTS D'ACTIFS	MÉTHODES	PÉRIODE ET TAUX
Bâtiments, rénovation et aménagement des terrains	Solde dégressif ou linéaire	5, 8 % et 38 ans
Mobilier et équipements	Solde dégressif ou linéaire	15 %, 20 %, 40 % et 12 ans
Améliorations locatives	Linéaire	20 ans
Équipements informatiques et logiciels	Linéaire	4 et 5 ans
Matériel roulant	Solde dégressif	30 %

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

## ACTIFS NON FINANCIERS (suite)

## Immobilisations corporelles (suite)

Les acquisitions du matériel et d'équipement reliées directement aux projets de recherche et développement du Centre ne sont pas capitalisées, mais sont imputées au coût du projet concerné et facturées aux clients.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Centre de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

## 3. CRÉANCES

	2015	2014
Clients	3 118 682 \$	2 486 024 \$
Autres créances	4 575	39 657
Contributions à recevoir du Gouvernement du Québec	1 000 000	1 090 774
Salaires payés d'avance (*)	191 306	213 344
Provision pour pertes sur créances	(20 013)	(10 320)
	<u>4 294 550 \$</u>	<u>3 819 479 \$</u>

L'évolution de la provision pour pertes sur créances se détaille comme suit :

	2015	2014
Solde du début	10 320 \$	63 060 \$
Perte de valeur comptabilisée	50 961	24 055
Reprise de la provision	(41 268)	(76 795)
Solde à la fin	<u>20 013 \$</u>	<u>10 320 \$</u>

(\*) Les salaires payés d'avance équivalent à deux semaines de salaire qui ont été consenties à tous les employés afin de permettre au Centre de reporter de deux semaines le versement de la paie. Cette somme ne porte pas intérêt et est remboursable au départ de chacun des employés.

## 4. STOCKS DESTINÉS À LA VENTE

Aux 31 mars 2015 et 2014, le Centre n'a pas enregistré de provision pour réduire la valeur comptable de certains inventaires au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Les coûts liés aux stocks destinés à la vente comptabilisés aux résultats de l'exercice sont présentés, incluant la baisse de valeur, sous la rubrique « Coûts directs des projets » et s'élèvent à 134 612 \$ (2014 : 142 315 \$).

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015****5. EMPRUNT BANCAIRE**

Au 31 mars 2015, le Centre dispose d'une marge de crédit bancaire autorisée de 4 000 000 \$, renouvelable annuellement. La marge de crédit porte intérêt au taux de base des entreprises, ce dernier étant de 2,85 % au 31 mars 2015 (2014 : 3 %). Aux 31 mars 2015 et 2014, la marge de crédit était inutilisée.

Le Centre a aussi contracté l'emprunt suivant auprès du Fonds de financement :

	2015	2014
Marge de crédit, portant intérêt au taux moyen mensuel des acceptations bancaires de 1,3 % au 31 mars 2015, venant à échéance au 31 mars 2016.	277 690 \$	- \$

La charge d'intérêts sur cette marge de crédit s'élève à 2 711 \$ (2014 : 0 \$).

**6. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS**

	2015	2014
Fournisseurs et autres frais courus	1 297 236 \$	1 063 367 \$
Dû sur immobilisations	949 973	202 473
Frais courus à payer à la Société québécoise des infrastructures	13 159 937	2 066 334
Traitements	3 476 644	3 325 290
Avantages sociaux et déductions à la source	932 791	868 324
Taxes à la consommation	163 720	132 464
	<u>19 980 301 \$</u>	<u>7 658 252 \$</u>

**7. CONTRIBUTIONS ET GAIN SUR CESSIION-BAIL REPORTÉS**

	2015	2014
Contributions reportées – gouvernement du Québec		
Solde au début	1 258 201 \$	1 400 913 \$
Ajustement des contributions autorisées au cours de l'exercice	-	90 774
Virement de l'exercice	(251 640)	(233 486)
Solde à la fin	<u>1 006 561</u>	<u>1 258 201</u>
Gain relatif à une opération de cession-bail, amorti linéairement sur la durée du bail jusqu'en août 2017		
Solde au début	926 600	1 197 800
Virement de l'exercice	(271 200)	(271 200)
Solde à la fin	<u>655 400</u>	<u>926 600</u>
	<u>1 661 961 \$</u>	<u>2 184 801 \$</u>

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

## 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2015		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	249 650 \$	- \$	249 650 \$
Bâtiments, rénovation et aménagement des terrains (*) (**)	24 548 162	7 430 584	17 117 578
Mobilier et équipements	28 856 047	22 141 921	6 714 126
Améliorations locatives	2 424 032	705 194	1 718 838
Équipements informatiques et logiciels	3 091 418	2 567 855	523 563
Matériel roulant	432 763	338 039	94 724
	<u>59 602 072 \$</u>	<u>33 183 593 \$</u>	<u>26 418 479 \$</u>

	2014		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	249 650 \$	- \$	249 650 \$
Bâtiments, rénovation et aménagement des terrains (*) (**)	12 695 445	7 263 741	5 431 704
Mobilier et équipements	26 843 017	21 309 333	5 533 684
Améliorations locatives	2 424 032	583 992	1 840 040
Équipements informatiques et logiciels	2 886 099	2 290 891	595 208
Matériel roulant	371 713	325 714	45 999
	<u>45 469 956 \$</u>	<u>31 773 671 \$</u>	<u>13 696 285 \$</u>

Les variations de l'exercice se résument comme suit :

	Acquisitions	Dispositions		Amortissement
		Coût	Amortissement cumulé	
Bâtiments, rénovation et aménagement des terrains (*) (**)	11 858 785 \$	6 068 \$	6 068 \$	172 911 \$
Mobilier et équipements	2 055 900	42 870	38 913	871 501
Améliorations locatives	-	-	-	121 202
Équipements informatiques et logiciels	206 529	1 210	971	277 935
Matériel roulant	61 050	-	-	12 325

(\*) Le Centre a reçu un droit d'usage superficiaire sur un terrain appartenant à la Ville de Québec. Un bâtiment érigé sur ce terrain, d'une valeur comptable nette de 473 166 \$ au 31 mars 2015 (2014 : 502 821 \$), sera cédé gratuitement à cette dernière le 24 juillet 2030.

(\*\*) Le coût du bâtiment inclut un montant de 13 612 463 \$ (2014 : 2 066 334 \$) pour la rénovation en cours qui n'est pas amorti.

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015****9. CAPITAL-ACTIONS**

	2015	2014
Autorisé		
650 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé		
325 282 actions	32 528 240 \$	32 528 240 \$

**10. RÉGIMES DE RETRAITE**

Les employés du Centre participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE est demeuré le même à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la *Loi sur le RRPE* de 5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, le Centre doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014 et 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable.

Les cotisations du Centre, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 517 588 \$ (2014 : 1 291 532 \$). Les obligations du Centre envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses obligations à titre d'employeur.

**11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, le Centre est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Centre conclut des opérations commerciales avec les entités apparentées dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas toutes divulguées distinctement dans les états financiers.

	2015	2014
Revenus clientèle externe	1 408 724 \$	2 332 854 \$
Charges	569 491	521 063
Clients	990 166	620 005
Charges à payer et frais courus	269 697	217 489
Revenus reportés	1 249 368	1 258 041
Travaux en cours	244 347	172 856



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

## 12. FLUX DE TRÉSORERIE

Les acquisitions d'immobilisations totalisent 14 182 264 \$ (2014 : 2 973 218 \$), dont 949 973 \$ (2014 : 202 473 \$), dus sur les immobilisations, et 13 159 937 \$ (2014 : 2 066 334 \$), dus à la Société québécoise des infrastructures, sont comptabilisés dans les charges à payer et frais courus. Les décaissements de l'exercice relatifs aux acquisitions sont de 2 341 161 \$ (2014 : 846 043 \$).

## 13. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS

## Risques financiers

Le Centre est exposé à divers risques financiers découlant d'opérations relatives aux instruments financiers. L'information ci-dessous est utile pour évaluer l'étendue des risques auxquels le Centre est exposé.

## Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La valeur comptable des clients représente l'exposition maximale du Centre au risque de crédit. Le risque de crédit afférent à ces actifs ne se concentre pas dans un seul secteur d'activité. Le risque de crédit associé aux clients est réduit, puisque de nombreux clients sont des entités gouvernementales. De plus, des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les clients. Le Centre procède à une évaluation continue de ces actifs et comptabilise une provision pour perte au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables.

L'analyse de l'âge des clients se détaille comme suit :

	2015			2014		
	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde de 0 à 30 jours	1 871 833 \$	- \$	1 871 833 \$	1 785 605 \$	- \$	1 785 605 \$
Solde de 31 à 60 jours	406 180	-	406 180	426 208	-	426 208
Solde de 61 à 90 jours	71 035	-	71 035	74 972	-	74 972
Solde de plus de 90 jours	769 634	20 013	749 621	199 239	10 320	188 919
	<u>3 118 682 \$</u>	<u>20 013 \$</u>	<u>3 098 669 \$</u>	<u>2 486 024 \$</u>	<u>10 320 \$</u>	<u>2 475 704 \$</u>

Selon les taux historiques de défaillance des clients, le Centre estime qu'il n'y a pas lieu de comptabiliser une perte de valeur relative aux clients de 90 jours et moins.

Au 31 mars 2015, le solde à recevoir d'un client représentait 24 % des créances (1 client pour 11 % en 2014).

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

## 13. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Centre éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers de l'entité se détaillent comme suit :

	2015	Échéance		
	Flux de trésorerie contractuels totaux	Moins de 6 mois	de 6 à 12 mois	de 1 à 4 ans
<b>Passifs financiers</b>				
Emprunt bancaire	277 690 \$	- \$	277 690 \$	- \$
Fournisseurs et autres frais courus	1 297 236	1 297 236	-	-
Dû sur immobilisations	949 973	949 973	-	-
Frais courus à payer à la Société québécoise des infrastructures	13 159 937	-	13 159 937	-
Traitements	3 476 644 (*)	2 484 378	992 266	-
	19 161 480 \$	4 731 587 \$	14 429 893 \$	- \$

	2014	Échéance		
	Flux de trésorerie contractuels totaux	Moins de 6 mois	de 6 à 12 mois	de 1 à 4 ans
<b>Passifs financiers</b>				
Emprunt bancaire	- \$	- \$	- \$	- \$
Fournisseurs et autres frais courus	1 063 367	1 063 367	-	-
Dû sur immobilisations	202 473	202 473	-	-
Frais courus à payer à la Société québécoise des infrastructures	2 066 334	-	2 066 334	-
Traitements	3 325 290 (*)	2 245 706	1 079 584	-
	6 657 464 \$	3 511 546 \$	3 145 918 \$	- \$

(\*) Répartition des échéances estimée par la direction.

Le Centre considère qu'il détient suffisamment de trésorerie et équivalents de trésorerie et de crédit pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

## 13. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Le Centre est exposé au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêts du marché.

Les soldes bancaires et l'emprunt bancaire portent intérêt à des taux variables. Ils assujettissent donc l'entité à un risque de flux de trésorerie.

**Risque de change**

Le risque de change est le risque que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent suite à des variations du taux de change.

Le Centre réalise certaines de ses opérations en devises. Il ne détient ni n'émet d'instruments financiers en vue de gérer le risque de change auquel il est exposé. Au 31 mars 2015, une partie de sa trésorerie et équivalents de trésorerie, de ses créances et de ses charges à payer et frais courus est libellée en devises américaines et convertie en dollars canadiens. Ces montants sont respectivement de 49 364 \$ (2014 : 62 078 \$), 11 575 \$ (2014 : 681 \$) et 267 626 \$ (2014 : 11 874 \$). La perte de change à l'état des résultats se chiffre à 30 077 \$ en 2015 (2014 : 5 641 \$).

## 14. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 31 mars 2015, le Centre a un engagement contractuel, pour les rénovations du bâtiment en cours, de 18 782 665 \$ envers la Société québécoise des infrastructures dont 13 159 937 \$ (2014 : 2 066 334 \$) sont comptabilisés dans les immobilisations corporelles et charges à payer et frais courus. Le Centre a également des obligations en vertu d'un bail échéant en août 2017 et divers contrats. Le montant total des obligations contractuelles est de 8 741 349 \$ (2014 : 21 063 941 \$). Les engagements annuels minimaux à payer relativement à ce bail et à ces contrats pour les trois prochains exercices sont les suivants :

2016 :	7 001 655 \$
2017 :	1 237 305 \$
2018 :	502 389 \$

## 15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2014 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de 2015.



## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Centre de services partagés du Québec (le Centre) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Centre de services partagés du Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification et de gestion des risques dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Centre de services partagés du Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification et de gestion des risques pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,



**Denys Jean**

Le vice-président aux ressources humaines et financières,



**François Bérubé**

Québec, le 18 septembre 2015



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Centre de services partagés du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre de services partagés du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 18 septembre 2015

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015**

	2015		2014
	Budget	Réel	Réel
<b>REVENUS</b>			
Biens et services	694 700 000 \$	656 425 901 \$	670 431 128 \$
Escomptes et rabais sur ventes	(6 100 000)	(4 868 203)	(5 403 538)
Contributions du gouvernement du Québec	4 800 000	4 983 516	4 690 311
Autres revenus	100 000	619 416	920 732
	<u>693 500 000</u>	<u>657 160 630</u>	<u>670 638 633</u>
<b>CHARGES</b>			
Traitements et avantages sociaux	161 800 000	161 028 025	157 773 139
Services professionnels et auxiliaires	154 800 000	120 670 843	147 290 512
Transport et communications	117 700 000	127 839 201	120 298 296
Placement média	29 900 000	21 899 466	26 297 230
Poste et messageries	8 500 000	10 696 266	9 867 959
Entretien, réparations et support informatique	51 000 000	44 388 008	50 190 764
Fournitures et approvisionnement	17 300 000	8 770 647	11 749 688
Carburant	10 600 000	7 169 412	8 994 288
Location - immeubles et autres	25 600 000	26 065 650	26 257 134
Assurances	300 000	303 521	259 054
Droits d'auteurs et licences	20 200 000	20 228 777	42 434 228
Frais financiers	14 500 000	13 042 461	13 875 765
Formation et perfectionnement	2 800 000	2 339 330	1 934 737
Impôts, taxes et permis	200 000	183 912	253 949
Amortissement des immobilisations corporelles	78 200 000	69 129 911	62 901 522
Perte à la disposition des immobilisations corporelles	-	2 314 074	2 358 940
Autres	100 000	1 834 102	689 442
	<u>693 500 000</u>	<u>637 903 606</u>	<u>683 426 647</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE</b>	-	19 257 024	(12 788 014)
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	73 559 590	73 559 590	86 347 604
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b> <b>(note 11)</b>	<u>73 559 590 \$</u>	<u>92 816 614 \$</u>	<u>73 559 590 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 MARS 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Avances au fonds général du fonds consolidé du revenu (note 3)	65 277 265 \$	21 317 150 \$
Créances (note 4)	123 764 521	171 919 498
Stocks destinés à la vente	5 907 964	5 850 856
	<u>194 949 750</u>	<u>199 087 504</u>
<b>PASSIFS</b>		
Emprunts temporaires (note 5)	274 157 458	261 307 548
Charges à payer et frais courus (note 6)	94 610 652	115 907 429
Effet à payer au gouvernement du Québec (note 7)	208 325	3 778 083
Revenus perçus d'avance	895 489	861 659
Dette à long terme (note 8)	289 640 866	315 792 808
Provision pour congés de maladie (note 9)	37 557 878	35 098 728
Provision pour vacances (note 9)	19 409 610	19 483 918
	<u>716 480 278</u>	<u>752 230 173</u>
<b>DETTE NETTE</b>	<u>(521 530 528)</u>	<u>(553 142 669)</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles (note 10)	590 043 351	600 811 391
Stocks de fournitures	13 336 307	12 920 243
Charges payées d'avance	10 967 484	12 970 625
	<u>614 347 142</u>	<u>626 702 259</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ (note 11)</b>	<u>92 816 614 \$</u>	<u>73 559 590 \$</u>
<b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 12)</b>		
<b>ÉVENTUALITÉS (note 17)</b>		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La présidente du conseil d'administration,

  
 Guylaine Rioux

Le président-directeur général,

  
 Denys Jean

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015**

	2015		2014
	Budget	Réel	Réel
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE</b>	- \$	19 257 024 \$	(12 788 014) \$
Variations dues aux immobilisations corporelles :			
Acquisitions	(84 979 293)	(59 770 652)	(110 404 671)
Amortissement	78 200 000	69 129 911	62 901 522
Perte à la disposition	-	2 314 074	2 358 940
Produits de dispositions	-	33 551	31 266
Intérêts capitalisés	(20 707)	(938 844)	(733 748)
	(6 800 000)	10 768 040	(45 846 691)
Acquisition de stocks de fournitures	-	(7 985 760)	(13 520 758)
Acquisition de charges payées d'avance	-	(18 411 821)	(27 474 039)
Utilisation de stocks de fournitures	-	7 569 696	13 038 551
Utilisation de charges payées d'avance	-	20 414 962	24 180 435
	-	1 587 077	(3 775 811)
<b>DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE</b>	(6 800 000)	31 612 141	(62 410 516)
<b>DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	(553 142 669)	(553 142 669)	(490 732 153)
<b>DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<u>(559 942 669) \$</u>	<u>(521 530 528) \$</u>	<u>(553 142 669) \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent (Déficit) de l'exercice	19 257 024 \$	(12 788 014) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	69 129 911	62 901 522
Frais financiers capitalisés aux emprunts temporaires	3 849 570	3 267 399
Perte à la disposition des immobilisations corporelles	2 314 074	2 358 940
	<u>94 550 579</u>	<u>55 739 847</u>
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement (note 13)	36 292 850	3 863 205
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<u>130 843 429</u>	<u>59 603 052</u>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(69 560 167)	(115 675 270)
Produits de dispositions d'immobilisations corporelles	33 551	31 266
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations</b>	<u>(69 526 616)</u>	<u>(115 644 004)</u>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Emprunts temporaires excluant les frais financiers capitalisés	27 063 273	93 500 000
Remboursement des emprunts temporaires	(18 268 029)	(29 553 677)
Nouvelle dette à long terme	3 823 453	1 979 283
Remboursement de la dette à long terme	(29 975 395)	(29 468 594)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<u>(17 356 698)</u>	<u>36 457 012</u>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE</b>	43 960 115	(19 583 940)
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	21 317 150	40 901 090
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 13)</b>	<u>65 277 265 \$</u>	<u>21 317 150 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

## **1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Centre de services partagés du Québec (Le Centre) est une personne morale, mandataire de l'État, créée en vertu de la Loi sur le Centre de services partagés du Québec (RLRQ, chapitre C-8.1.1) entrée en vigueur le 6 décembre 2005. Le Centre a pour mission de fournir ou de rendre accessibles aux organismes publics les biens et les services administratifs dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions, notamment en matière de ressources humaines, financières, matérielles, informationnelles et de moyens de communication.

Dans la réalisation de sa mission, le Centre peut notamment exercer les fonctions suivantes et rendre les services suivants :

- 1° acheter et louer pour les organismes publics les biens meubles;
- 2° favoriser la réutilisation des biens des organismes publics et en disposer lorsqu'ils ne sont plus requis;
- 3° développer et fournir des produits et services en matière de technologies de l'information et de télécommunication et en assurer la gestion et la maintenance;
- 4° développer et fournir des solutions d'affaires en gestion des ressources;
- 5° fournir tout autre service, professionnel ou autre, dont les organismes publics peuvent avoir besoin, tels l'impression, l'édition, la publication, la commercialisation, le placement média, l'audiovisuel, les expositions, la reprographie, le courrier et l'entretien de l'équipement;
- 6° procéder à des regroupements de services et les gérer;
- 7° gérer les droits d'auteurs des documents des organismes publics, conformément aux normes élaborées conjointement par le ministre de la Culture et des Communications et le président du Conseil du Trésor, et veiller à leur application;
- 8° fournir des services de nolisement d'aéronefs et des services aériens.

La loi constitutive précise que les sommes reçues par le Centre doivent être affectées au paiement de ses obligations. Le surplus, s'il en est, est conservé par le Centre à moins que le gouvernement en décide autrement.

En vertu de l'article 2 de sa loi constitutive, le Centre est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Centre utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

### **Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers du Centre par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations, les créances - taxes à la consommation et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

### **État des gains et pertes de réévaluation**

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères sont sans impact à la fin de l'exercice.

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**

**Instruments financiers**

L'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu et les créances (excluant les taxes à la consommation à recevoir) sont classées dans la catégorie des actifs financiers et sont évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les emprunts temporaires, les charges à payer et frais courus (excluant les avantages sociaux à payer et les taxes à la consommation à payer), l'effet à payer au gouvernement du Québec, la dette à long terme et la provision pour vacances sont classés dans la catégorie des passifs financiers et sont évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de la comptabilisation initiale.

**REVENUS**

**Biens et services**

Les revenus provenant de la prestation de services et des ventes de biens sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu ou les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus perçus d'avance sont virés aux résultats en fonction des services rendus.

**Contributions du gouvernement du Québec**

Les contributions du gouvernement du Québec qui sont des paiements de transfert sont constatées dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées et que le Centre a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est. Elles sont présentées en contributions reportées lorsque les stipulations imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

**ACTIFS FINANCIERS**

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique du Centre consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les avances au fonds général du fonds consolidé du revenu ainsi que les placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

**Stocks destinés à la vente**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des produits finis comprend les coûts d'acquisition ainsi que les coûts de transport.

**PASSIFS**

**Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que le Centre ne dispose pas d'information suffisante pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**

**PASSIFS (SUITE)**

**Congés de maladie et de vacances**

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Les obligations découlant des congés de vacances dus aux employés du Centre sont comptabilisées à titre de passif. La charge annuelle est comptabilisée selon les avantages gagnés par les employés au cours de l'exercice.

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire puisque le Centre estime que les vacances accumulées sont majoritairement prises dans l'exercice suivant.

**ACTIFS NON FINANCIERS**

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et pour les périodes suivantes :

Améliorations locatives	2 à 15 ans
Équipement spécialisé	3 à 20 ans
Infrastructure de radiocommunication	5 à 30 ans
Équipement informatique	2 à 10 ans
Mobilier et équipement de bureautique	3 à 5 ans
Matériel roulant	3 à 5 ans
Aéronefs	7 à 20 ans
Systèmes informatiques et logiciels	2 à 15 ans
Stratégie d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR-SGR1 et SGR2)	16 à 22 ans

Les immobilisations corporelles en cours de développement sont amorties lorsqu'elles se trouvent en état d'utilisation pour la production de biens ou la prestation de services.

Les intérêts sur les dettes liées aux immobilisations sont capitalisés pendant la période de développement.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Centre de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Les entretiens et réparations majeurs d'aéronefs sont inclus dans la catégorie « aéronefs » et sont amortis en fonction des heures de vol ou des cycles effectués.

**Stocks de fournitures**

Les stocks de fournitures se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours du ou des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**3. AVANCES AU FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU**

Ces avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada moins 2,50 %. Au 31 mars 2015, le taux d'intérêt de ces avances est de 0,35 % (2014 : 0,50 %).

**4. CRÉANCES**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Comptes clients - biens et services	112 207 325 \$	149 781 147 \$
Contributions du gouvernement du Québec	-	9 184 598
Taxes à la consommation	11 526 446	12 923 003
Autres	30 750	30 750
	<u>123 764 521 \$</u>	<u>171 919 498 \$</u>

**5. EMPRUNTS TEMPORAIRES**

Le gouvernement du Québec a autorisé, par décret, le Centre à instituer un régime d'emprunts lui permettant d'emprunter à court terme ou au moyen d'une marge de crédit, auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme, auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, et ce, jusqu'au 31 mai 2015, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 511 millions de dollars<sup>1</sup> (2014 : 511 millions de dollars).

Les emprunts temporaires portent intérêt au taux moyen des acceptations bancaires de 30 jours plus 0,30 %. Le taux au 31 mars 2015 est de 1,30 % (2014 : 1,53 %).

<sup>1</sup> La portion à long terme autorisée dans le 511 millions de dollars est présentée à la note 8 et est comprise dans les emprunts auprès du Fonds de financement qui s'élèvent à 215 millions au 31 mars 2015 (2014 : 243 millions).

**6. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Fournisseurs et frais courus	80 713 186 \$	101 691 951 \$
Traitements	4 821 109	4 894 488
Avantages sociaux	4 712 116	4 389 642
Intérêts à payer	2 933 398	3 286 858
Taxes à la consommation	784 226	717 338
Autres	646 617	927 152
	<u>94 610 652 \$</u>	<u>115 907 429 \$</u>

**7. EFFET À PAYER AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

L'effet à payer au gouvernement du Québec ne porte pas intérêt. Il représente les sommes devant être transférées au gouvernement du Québec, relativement aux banques de congés de maladie ainsi qu'aux banques de vacances, qui étaient gagnées par les employés du Centre avant leur transfert. L'effet à payer au 31 mars 2015, calculé par le gouvernement du Québec concernant les transferts de l'exercice s'établit à 208 325 \$ (2014 : 3 778 083 \$) et sera payé au cours du prochain exercice financier.

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**8. DETTE À LONG TERME**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Dû au gouvernement du Québec, sans intérêt et sans modalité de remboursement.	63 262 495 \$	63 262 495 \$
Emprunts auprès de la Société québécoise des infrastructures portant intérêt à des taux variant de 2,90 % à 4,69 % remboursables par versements mensuels variant de 317 \$ à 27 740 \$ et venant à échéance entre le 30 avril 2015 et le 30 juin 2029.	11 504 124	9 515 278
Emprunts auprès du Fonds de financement portant intérêt à des taux effectifs variant de 1,61 % à 4,50 % remboursables par versements semestriels variant de 20 355 \$ à 9 012 598 \$ et par des versements finaux variant de 186 469 \$ à 44 848 103 \$ et venant à échéance entre le 1 <sup>er</sup> avril 2015 et le 1 <sup>er</sup> décembre 2020.	214 874 247	243 015 035
	<u>289 640 866 \$</u>	<u>315 792 808 \$</u>

Les versements en capital des cinq prochains exercices et des exercices subséquents sur les emprunts s'établissent comme suit :

2016	33 989 663 \$
2017	50 755 308
2018	27 647 808
2019	10 220 411
2020	9 843 404
2021 et suivants	94 973 310
Indéterminés	63 262 495
	<u>290 692 399 \$</u>

Le 1<sup>er</sup> mai 2015, les modalités d'un emprunt auprès du Fonds de financement ont été modifiées. Ces dernières ont pour effet de diminuer les versements en capital de 2016 et 2017 respectivement de 13 698 534 \$ et de 14 172 283 \$ et d'augmenter celui de 2018 de 27 870 817 \$.

**9. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES**

	2015		2014	
	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie	Vacances
Solde au début	35 098 728 \$	19 483 918 \$	35 330 227 \$	17 659 361 \$
Charge de l'exercice	7 159 292	11 506 623	4 756 237	12 996 309
Prestations versées au cours de l'exercice	(4 626 714)	(11 446 034)	(4 779 306)	(11 064 784)
Transferts d'employés (note 7)	(73 428)	(134 897)	(208 430)	(106 968)
Solde à la fin	37 557 878 \$	19 409 610 \$	35 098 728 \$	19 483 918 \$



**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**9. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES (SUITE)**

**Provision pour congés de maladie**

**Description**

Le Centre dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par le Centre.

Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services au Centre. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

**Accumulation des journées de maladie**

L'attribution des journées de maladie est habituellement d'une journée par mois pour les employés réguliers (12 jours par année). Pour les employés à temps partiel, à temps réduit ou en aménagement de travail, le crédit de congé à attribuer chaque mois peut être d'une journée ou d'une fraction de journée.

Chacune des journées non utilisées est transférable et cumulable dans le futur jusqu'à ce que survienne un événement particulier (retraite, cessation d'emploi ou décès). Certains corps d'emploi ne sont pas soumis aux règles syndicales (par exemple, les cadres). Il n'y a donc pas d'accumulation de journées de maladie. Les personnes appartenant à ces corps d'emploi conservent toutefois les banques qu'elles ont accumulées dans le passé, et ce, jusqu'à leur retraite, cessation d'emploi ou décès.

**Utilisation des journées de maladie**

En cas de cessation d'emploi ou de décès, la banque de journées accumulées est remboursée en un seul versement, mais uniquement à 50 %, et sujette à un maximum global de 66 jours.

À la retraite, les individus ont aussi le choix de se faire rembourser leurs journées accumulées, toujours à 50 % et selon le maximum global de 66 jours, mais ils choisissent surtout, après autorisation, d'utiliser leurs journées de maladie accumulées en préretraite, c'est-à-dire en conservant leur lien d'emploi, un jour à la fois, jusqu'à ce que leur banque soit épuisée.

**Évaluations et estimations subséquentes**

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Taux d'indexation	Entre 2,85 % et 4,30 %	Entre 2,00 % et 4,80 %
Taux d'actualisation	Entre 0 % et 3,08 %	Entre 0 % et 4,36 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	12 ans	13 ans

## Centre de services partagés du Québec (CSPQ)

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 MARS 2015

## 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	COÛT - 2015				
	Solde au début	Acquisitions <sup>1</sup>	Transferts	Dispositions et ajustements	Solde à la fin
Terrain	10 000 \$	- \$	- \$	- \$	10 000 \$
Améliorations locatives	23 749 816	4 427 179	-	(612 556)	27 564 439
Équipement spécialisé	126 280 202	7 708 191	-	(1 888 661)	132 099 732
Infrastructure de radiocommunication <sup>2</sup>	201 890 431	1 368 967	-	-	203 259 398
Équipement informatique <sup>3</sup>	37 482 700	39 834	18 801 418	(3 774 853)	52 549 099
Mobilier et équipement de bureau	1 320 421	907 096	-	(842 125)	1 385 392
Matériel roulant	2 072 816	193 444	-	(226 882)	2 039 378
Aéronefs	287 838 475	-	20 013 366	(54 182)	307 797 659
Systèmes informatiques et logiciels	64 015 060	361 665	33 214 385	(1 592 575)	95 998 535
SAGIR-SGR1 et SGR2	205 005 682	-	30 850 267	-	235 855 949
Projets en cours de développement:					
Projet SAGIR	31 037 269	10 542 295	(30 850 267)	-	10 729 297
Autres systèmes informatiques	60 265 262	32 447 305	(52 015 803)	(1 484 451)	39 212 313
Aéronefs	34 654 933	2 713 520	(20 013 366)	-	17 355 087
	<u>1 075 623 067 \$</u>	<u>60 709 496 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>(10 476 285) \$</u>	<u>1 125 856 278 \$</u>

	AMORTISSEMENT CUMULÉ - 2015				
	Solde au début	Amortissement de l'exercice	Dispositions et ajustements	Solde à la fin	Valeur nette comptable
Terrain	- \$	- \$	- \$	- \$	10 000 \$
Améliorations locatives	13 467 041	1 896 077	(583 578)	14 779 540	12 784 899
Équipement spécialisé	47 421 005	14 105 175	(1 061 517)	60 464 663	71 635 069
Infrastructure de radiocommunication <sup>2</sup>	44 032 587	11 621 394	-	55 653 981	147 605 417
Équipement informatique <sup>3</sup>	21 079 637	8 576 387	(3 774 853)	25 881 171	26 667 928
Mobilier et équipement de bureau	1 212 396	168 975	(842 125)	539 246	846 146
Matériel roulant	1 780 224	102 574	(224 909)	1 657 889	381 489
Aéronefs	203 525 585	11 223 301	(54 186)	214 694 700	93 102 959
Systèmes informatiques et logiciels	34 890 099	14 199 789	(1 587 492)	47 502 396	48 496 139
SAGIR-SGR1 et SGR2	107 403 102	7 236 239	-	114 639 341	121 216 608
Projets en cours de développement:					
Projet SAGIR	-	-	-	-	10 729 297
Autres systèmes informatiques	-	-	-	-	39 212 313
Aéronefs	-	-	-	-	17 355 087
	<u>474 811 676 \$</u>	<u>69 129 911 \$</u>	<u>(8 128 660) \$</u>	<u>535 812 927 \$</u>	<u>590 043 351 \$</u>

<sup>1</sup> Les frais financiers capitalisés concernant les immobilisations corporelles au cours de l'exercice totalisent un montant de 938 844 \$.

<sup>2</sup> Certaines infrastructures de radiocommunication sont érigées sur des terrains du domaine de l'État dont le Centre est administrateur.

<sup>3</sup> Le Centre est copropriétaire d'un équipement informatique d'un coût total de 5 468 745 \$ avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS). La quote-part du Centre représente 40 % et celle du CIUSSS 60 %. Cet équipement a été mis en service en février 2010.

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 MARS 2015

## 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

COÛT - 2014					
	Solde au début	Acquisitions <sup>1</sup>	Transferts	Dispositions et ajustements	Solde à la fin
Terrain	10 000 \$	- \$	- \$	- \$	10 000 \$
Améliorations locatives	22 208 198	2 487 544	-	(945 926)	23 749 816
Équipement spécialisé	106 714 411	22 571 432	-	(3 005 641)	126 280 202
Infrastructure de radiocommunication <sup>2</sup>	195 936 683	6 329 316	-	(375 568)	201 890 431
Équipement informatique <sup>3</sup>	37 242 333	2 861 771	2 835 170	(5 456 574)	37 482 700
Mobilier et équipement de bureautique	2 574 554	93 321	-	(1 347 454)	1 320 421
Matériel roulant	2 025 755	149 900	-	(102 839)	2 072 816
Aéronefs	281 679 835	7 289 459	-	(1 130 819)	287 838 475
Systèmes informatiques et logiciels	82 213 699	1 722 873	12 160 116	(32 081 628)	64 015 060
SAGIR-SGR1 et SGR2	205 005 682	-	-	-	205 005 682
Projets en cours de développement:					
Projet SAGIR	16 277 154	14 760 115	-	-	31 037 269
Autres systèmes informatiques	36 133 633	41 228 730	(14 995 286)	(2 101 815)	60 265 262
Aéronefs	23 010 975	11 643 958	-	-	34 654 933
	<u>1 011 032 912 \$</u>	<u>111 138 419 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>(46 548 264) \$</u>	<u>1 075 623 067 \$</u>

AMORTISSEMENT CUMULÉ - 2014				
	Solde au début	Amortissement de l'exercice	Dispositions et ajustements	Valeur nette comptable
Terrain	- \$	- \$	- \$	10 000 \$
Améliorations locatives	12 771 715	1 632 817	(937 491)	10 282 775
Équipement spécialisé	37 652 554	12 759 326	(2 990 875)	78 859 197
Infrastructure de radiocommunication <sup>2</sup>	33 100 584	11 307 571	(375 568)	157 857 844
Équipement informatique <sup>3</sup>	19 917 632	6 618 579	(5 456 574)	16 403 063
Mobilier et équipement de bureautique	2 539 367	20 483	(1 347 454)	108 025
Matériel roulant	1 762 347	120 716	(102 839)	292 592
Aéronefs	193 778 774	10 612 440	(865 629)	84 312 890
Systèmes informatiques et logiciels	54 761 153	12 210 574	(32 081 628)	29 124 961
SAGIR-SGR1 et SGR2	99 784 086	7 619 016	-	97 602 580
Projets en cours de développement:				
Projet SAGIR	-	-	-	31 037 269
Autres systèmes informatiques	-	-	-	60 265 262
Aéronefs	-	-	-	34 654 933
	<u>456 068 212 \$</u>	<u>62 901 522 \$</u>	<u>(44 158 058) \$</u>	<u>600 811 391 \$</u>

<sup>1</sup> Les frais financiers capitalisés concernant les immobilisations corporelles au cours de l'exercice totalisent un montant de 733 748 \$.

<sup>2</sup> Certaines infrastructures de radiocommunication sont érigées sur des terrains du domaine de l'État dont le Centre est administrateur.

<sup>3</sup> Le Centre est copropriétaire d'un équipement informatique d'un coût total de 5 468 745 \$ avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS). La quote-part du Centre représente 40 % et celle du CIUSSS 60 %. Cet équipement a été mis en service en février 2010.

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**11. EXCÉDENT CUMULÉ**

	2015	2014
Cumul des excédents (déficits) nets, depuis la création du CSPQ	9 992 698 \$	(9 264 326) \$
Excédent cumulé transféré du Service aérien gouvernemental	56 198 322	56 198 322
Apport du gouvernement du Québec	26 625 594	26 625 594
	<u>92 816 614 \$</u>	<u>73 559 590 \$</u>

L'apport initial du gouvernement du Québec était constitué des surplus accumulés par le Fonds des services gouvernementaux et le Fonds de l'information gouvernementale au 5 décembre 2005.

**12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

**Contrats de location**

Le Centre est engagé en vertu de différents contrats de location relativement à du matériel roulant, à des photocopieurs et à des sites de télécommunication pour des paiements minimums totaux de 1 220 015 \$ (2014 : 452 025 \$).

**Autres**

Le Centre a également contracté d'autres engagements concernant des services d'entretien, d'acquisitions de stocks destinés à la vente et d'immobilisations corporelles pour un montant total de 23 297 778 \$ (2014 : 13 724 144 \$).

Les engagements se répartissent comme suit :

	Contrats de location	Autres	Total
2016	541 859 \$	11 509 307 \$	12 051 166 \$
2017	399 683	4 476 961	4 876 644
2018	278 473	3 743 672	4 022 145
2019	-	3 567 838	3 567 838
	<u>1 220 015 \$</u>	<u>23 297 778 \$</u>	<u>24 517 793 \$</u>

**Projet de Réseau intégré de télécommunication multimédia**

Afin de mener à terme le projet de Réseau intégré de télécommunication multimédia (RITM), le Centre a conclu un contrat avec un fournisseur pour la fourniture des services réseau aux ministères et organismes gouvernementaux ainsi qu'aux établissements de santé. Ce contrat signé en décembre 2008 est d'une durée de cinq ans avec une option de renouvellement de trois ans, suivi d'une période obligatoire de transition d'une durée maximale de deux ans. Il viendra donc à échéance au maximum en 2018-2019. Le contrat prévoit un montant maximal de 923 000 000 \$. Le montant non dépensé est de 558 156 175 \$ au 31 mars 2015 (2014 : 637 618 613 \$). De plus, le contrat inclut une clause qui permet au Centre d'y mettre fin en tout temps, et ainsi, de ne payer que les sommes relatives aux travaux réalisés.

**Projet RENIR**

Afin de mener à terme le projet RENIR, le Centre a conclu un contrat avec un fournisseur pour la mise en œuvre et l'exploitation du Centre d'assistance à la clientèle et du Centre de conduite des réseaux. Ce contrat signé en juin 2009 est d'une durée de cinq ans et comporte deux clauses de renouvellement d'une durée d'un an chacune. Il viendra donc à échéance au maximum en 2016-2017. Le contrat prévoit un montant maximal de 36 099 133 \$. Le montant non dépensé est de 278 760 \$ au 31 mars 2015 (2014 : 2 938 326 \$). De plus, le contrat inclut une clause qui permet au Centre d'y mettre fin en tout temps, et ainsi, de ne payer que les sommes relatives aux travaux réalisés.

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**13. FLUX DE TRÉSORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les avances au fonds général du fonds consolidé du revenu, comptabilisées à l'état de la situation financière, qui s'établissent à 65 277 265 \$ (2014 : 21 317 150 \$).

Les intérêts versés par le Centre au cours de l'exercice s'élèvent à 10 990 149 \$ (2014 : 10 981 509 \$).

Les intérêts reçus par le Centre au cours de l'exercice s'élèvent à 11 741 \$ (2014 : 122 780 \$).

De plus, au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles ont été acquises au coût de 59 770 652 \$ et 938 844 \$ de frais financiers ont été capitalisés (2014 : 110 404 671 \$ et 733 748 \$ de frais financiers capitalisés), dont un montant de 16 573 530 \$ qui est inclus dans les charges à payer et frais courus au 31 mars 2015 (2014 : 25 629 297 \$).

Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement :

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Créances	48 154 977 \$	(20 849 330) \$
Stocks destinés à la vente	(57 108)	(206 944)
Charges à payer et frais courus	(12 241 010)	26 893 897
Effet à payer au gouvernement du Québec	(3 569 758)	315 398
Revenus perçus d'avance	33 830	(107 063)
Provision pour congés de maladie	2 459 150	(231 499)
Provision pour vacances	(74 308)	1 824 557
Stocks de fournitures	(416 064)	(482 207)
Charges payées d'avance	2 003 141	(3 293 604)
	<u>36 292 850 \$</u>	<u>3 863 205 \$</u>

**14. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

**Régimes de retraite**

Les membres du personnel du Centre participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE est demeuré à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, le Centre doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2014 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2015.

Les cotisations du Centre, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 11 385 021 \$ (2014 : 9 591 633 \$). Les obligations du Centre envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses obligations à titre d'employeur.

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**15. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS**

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Les risques financiers importants auxquels le Centre est exposé sont les suivants: risque de crédit, risque de liquidité et risque de marché.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque que le Centre subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats. Les principaux risques de crédit pour le Centre sont liés aux avances au fonds général du fonds consolidé du revenu et aux créances à l'exception des taxes à la consommation.

Le risque de crédit associé aux créances est réduit puisque la plupart de ces sommes sont à recevoir des entités gouvernementales et paragouvernementales.

Le tableau suivant présente l'analyse de l'âge des créances au 31 mars.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Créances non en souffrance	7 071 327 \$	6 025 695 \$
Créances en souffrance:		
Moins de 30 jours	65 252 010	117 147 422
de 30 à 60 jours	12 952 847	14 777 608
plus de 60 jours	26 961 891	21 045 770
	<u>112 238 075 \$</u>	<u>158 996 495 \$</u>

Le Centre doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Le type de clients, l'historique de paiement, les raisons pour lesquelles les comptes sont en souffrance et le secteur d'activité qui a donné lieu à la créance sont tous des éléments considérés dans la détermination du moment auquel les comptes en souffrance doivent faire l'objet d'une provision; les mêmes facteurs sont pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a lieu de radier les montants portés au compte de provision en diminution des créances. Les montants recouvrés ultérieurement sur des comptes qui avaient été radiés sont crédités à la provision pour créances douteuses dans la période d'encaissement.

Le tableau suivant présente un résumé des mouvements reliés à la provision pour créances douteuses du Centre.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Provision pour créances douteuses		
Solde au début	104 714 \$	253 535 \$
Charge pour créances douteuses	20 104	(13 382)
Montants radiés et recouvrements	-	(135 439)
	<u>124 818 \$</u>	<u>104 714 \$</u>

Le Centre est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2015**

**15. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)**

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que le Centre ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Le Centre gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. Le Centre établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers se détaillent comme suit:

	31 mars 2015				
	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminés
Emprunts temporaires	274 157 458 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Charges à payer et frais courus	89 114 310	-	-	-	-
Dettes à long terme	33 989 663	78 403 116	20 063 815	94 973 310	63 262 495
Provision pour vacances	19 409 610	-	-	-	-
Effet à payer au gouvernement du Québec	208 325	-	-	-	-
	<u>416 879 366 \$</u>	<u>78 403 116 \$</u>	<u>20 063 815 \$</u>	<u>94 973 310 \$</u>	<u>63 262 495 \$</u>
	31 mars 2014				
	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminés
Emprunts temporaires	261 307 548 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Charges à payer et frais courus	110 800 449	-	-	-	-
Dettes à long terme	29 764 919	83 508 797	36 662 736	102 593 861	63 262 495
Provision pour vacances	19 483 918	-	-	-	-
Effet à payer au gouvernement du Québec	3 778 083	-	-	-	-
	<u>425 134 917 \$</u>	<u>83 508 797 \$</u>	<u>36 662 736 \$</u>	<u>102 593 861 \$</u>	<u>63 262 495 \$</u>

Par ailleurs, en vertu du décret 231-2014, daté du 5 mars 2014 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014, le gouvernement du Québec a autorisé une ou plusieurs avances pour un montant maximum de 30 millions de dollars auprès du fonds général du fonds consolidé du revenu. Ces avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viennent à échéance le 31 mai 2019. Aux 31 mars 2015 et 2014, ces avances sont inutilisées et le taux d'intérêt est de 2,85 % (2014 : 3,00 %).

**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 MARS 2015**

**15. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)**

**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. Le Centre est exposé au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La dette à long terme porte intérêt à des taux fixes pour la plupart des emprunts. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auquel est exposé le Centre est minime et le risque de marché lié aux taux d'intérêt l'est également étant donné que le Centre prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

Le Centre est surtout exposé aux risques associés aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts temporaires à intérêts variables.

Au 31 mars 2015, si les taux d'intérêt sur les emprunts temporaires avaient enregistré une hausse de 1 %, les frais financiers auraient augmenté d'environ 2 720 000 \$ (2014 : 2 391 000 \$).

**Risque de change**

Le Centre réalise des achats en dollar américain. Conséquemment, il est exposé au risque de change relié aux variations du dollar canadien par rapport au dollar américain.

À la date de l'état de la situation financière, le taux de change pour un dollar américain est de 1,268 (2014 : 1,106).

Au 31 mars 2015, si le taux de change avait enregistré une hausse de 10 %, les résultats et l'excédent cumulé auraient diminué d'environ 540 000 \$ (2014 : 1 240 000 \$).

**16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés qui ont déjà été divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, le Centre est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et toutes les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Centre n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers. La majorité des revenus du Centre sont générés par des opérations avec des entités incluses dans le périmètre comptable du gouvernement du Québec.

**17. ÉVENTUALITÉS**

Dans le cours normal de ses activités, le Centre est exposé à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'une provision suffisante a été comptabilisée en fin d'exercice aux états financiers et que le règlement final de ces éventualités n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation du Centre.



**CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 MARS 2015**

**18. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN**

Le projet de loi n° 36 *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif*, sanctionné le 12 juin 2015, est venu annoncer le transfert de la responsabilité du service aérien gouvernemental (SAG) au ministre des Transports et la création du Fonds aérien. Les actifs et les passifs du Centre à l'égard des activités liées au SAG seront transférés au Fonds aérien au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2016. Le projet de loi prévoit également que l'excédent cumulé du SAG soit transféré. La valeur de ces transferts sera déterminée ultérieurement.

Par ailleurs, au 31 mars 2015, les revenus et les dépenses du SAG représentent respectivement 62,6 M\$ et 62,1 M\$.

**19. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2014 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015.

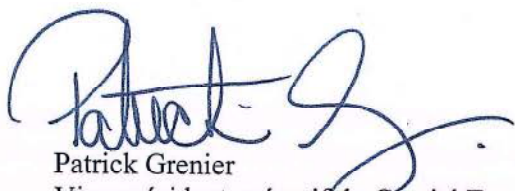


**RAPPORT DE LA DIRECTION**

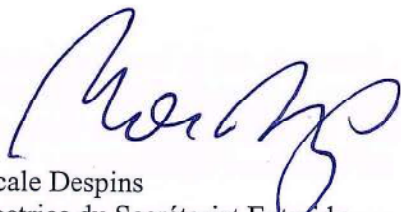
Les états financiers du Comité Entraide – secteurs public et parapublic (Comité Entraide) au 31 mars 2014 ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Comité Entraide, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer les coprésidents du Comité Entraide pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Patrick Grenier  
Vice-président exécutif du Comité Entraide  
Secteurs public et parapublic



Pascale Despins  
Directrice du Secrétariat Entraide  
Secteurs public et parapublic

Québec, le 22 août 2014



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux coprésidents du Comité Entraide – secteurs public et parapublic

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Comité Entraide – secteurs public et parapublic, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats et évolution de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice de trois mois clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

**Rapport sur les états financiers (suite)***Fondement de l'opinion avec réserve*

Comme c'est le cas de nombreux organismes de bienfaisance, le Comité Entraide – secteurs public et parapublic obtient une partie de ses souscriptions au comptant et pour lesquelles il n'est pas possible d'auditer l'exhaustivité de façon satisfaisante. Par conséquent, mon audit de ces souscriptions s'est limité aux montants présentés dans les états financiers du Comité Entraide – secteurs public et parapublic et je n'ai pas pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux souscriptions à recevoir – comptant et activités de financement et aux sommes à distribuer aux partenaires philanthropiques.

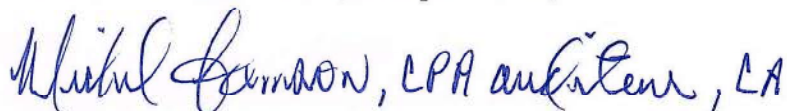
*Opinion avec réserve*

À mon avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Comité Entraide – secteurs public et parapublic au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice de trois mois clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 22 août 2014



**COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC**  
**ÉTAT DES RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET**  
**DE L'EXERCICE DE 3 MOIS CLOS LE 31 MARS 2014**

	<b>31 mars 2014 (3 mois)</b>	<b>31 décembre 2013 (12 mois)</b>
<b>PRODUITS</b>		
Intérêts	7 620 \$	19 434 \$
<b>CHARGES (note 3)</b>		
Communication et développement	4 866	6 405
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	2 754	13 029
<b>ACTIF NET AU DÉBUT</b>	20 418	7 389
<b>ACTIF NET À LA FIN (note 9)</b>	23 172 \$	20 418


Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

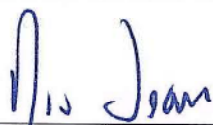
**COMITE ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 MARS 2014**

	<b>31 mars 2014</b>	<b>31 décembre 2013</b>
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	13 738 \$	144 688 \$
Dépôts à terme rachetables, 1,13 % (1,13 % en 2013), échéant le 17 novembre 2014	1 050 259	2 790 759
Souscriptions à recevoir (note 4)	3 807 644	5 725 532
Intérêts courus	10 666	3 046
	<u>4 882 307</u>	<u>8 664 025</u>
<b>PASSIF</b>		
Sommes à distribuer aux partenaires philanthropiques (note 5)	4 859 135	8 643 607
<b>ACTIF NET (note 9)</b>	<u>23 172</u>	<u>20 418</u>
	<u>4 882 307</u>	<u>8 664 025 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**POUR LE COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC**

  
 Lucie Martineau  
 Coprésidente

  
 Denys Jean  
 Coprésident

**COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC**  
**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**DE L'EXERCICE DE 3 MOIS CLOS LE 31 MARS 2014**

	<b>31 mars 2014 (3 mois)</b>	<b>31 décembre 2013 (12 mois)</b>
<b>· ACTIVITES D'EXPLOITATION</b>		
Excédent des produits sur les charges	2 754 \$	13 029 \$
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Souscriptions à recevoir	1 917 888	(37 561)
Intérêts courus	(7 620)	(846)
Sommes à distribuer aux partenaires philanthropiques	(3 784 472)	1 205 413
	(1 874 204)	1 167 006
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	(1 871 450)	1 180 035
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	2 935 447	1 755 412
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	1 063 997	2 935 447 \$
La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des postes suivants :		
Encaisse	13 738 \$	144 688 \$
Dépôts à terme rachetables	1 050 259	2 790 759
	1 063 997 \$	2 935 447 \$



**COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC****NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2014****1- CONSTITUTION ET OBJET**

Le Comité Entraide – secteurs public et parapublic (Comité Entraide) (auparavant Comité Centraide – secteurs public et parapublic) est formé en vertu du décret 390-2006 du gouvernement du Québec, qui a été reconduit le 23 mars 2011 (255-2011) pour une période de 5 ans. Il a pour mission de coordonner les activités de la campagne annuelle de souscription principalement auprès des employés du gouvernement du Québec, des organismes gouvernementaux, des députés de l'Assemblée nationale, des professionnels de la santé et des personnes retraitées du gouvernement et des organismes publics au profit des partenaires philanthropiques. Les sommes perçues sont distribuées, conformément à la volonté des donateurs, aux partenaires philanthropiques suivants : les 18 Centraide, Partenairesanté-Québec et ses 16 membres et la Croix-Rouge canadienne, division du Québec.

Le Comité Entraide est reconnu comme un organisme de bienfaisance au sens de la Loi sur les impôts du Québec et de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada. Il est par conséquent exempté d'impôts sur le revenu et possède le droit d'émettre des reçus de charité pour fins fiscales.

Les présents états financiers portent sur les opérations de la fiducie de bienfaisance des employés créée pour faciliter la gestion et la remise de la totalité des dons recueillis.

**Changement de date de fin de l'exercice financier**

La décision 2014-04-03-56 du Comité Entraide du 3 avril 2014 fixe dorénavant au 31 mars de chaque année la date de fin de l'exercice financier du Comité Entraide.

**2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

La préparation des états financiers du Comité Entraide par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir.

**INSTRUMENTS FINANCIERS****Évaluation initiale**

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction.

**Juste valeur**

La juste valeur des instruments financiers est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

**COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC****NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2014****2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Catégories d'instruments financiers et évaluation ultérieure**

Les gains et les pertes qui découlent de la réévaluation de la juste valeur des actifs et passifs financiers sont constatés aux résultats, le cas échéant.

L'encaisse est évaluée au coût et les instruments financiers à court terme suivants sont désignés à la juste valeur de façon irrévocable : dépôts à terme rachetables, souscriptions à recevoir, intérêts courus à recevoir de même que les sommes à distribuer aux partenaires philanthropiques.

**CONSTATATION DES PRODUITS**

Les revenus d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice en considérant le nombre de jours de détention.

**APPORTS REÇUS SOUS FORME DE BIENS ET SERVICES**

Le Comité Entraide reçoit gratuitement des apports sous forme de services de publicité. Ces apports et les charges correspondantes ne sont pas comptabilisés par le Comité Entraide.

**TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

La politique du Comité Entraide consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse et les placements facilement convertibles à court terme dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

**3- CHARGES ASSUMÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

Le traitement et les frais de déplacement des membres du Comité Entraide et d'autres employés du gouvernement appelés à collaborer à la campagne d'Entraide sont assumés par les ministères et organismes du gouvernement qui les emploient. Les frais de fonctionnement du Secrétariat permanent du Comité Entraide sont assumés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). Les charges non assumées par le MESS sont financées à même les intérêts générés par les dons. Les charges assumées par le gouvernement du Québec et ses organismes ne sont pas présentées à l'état des résultats.

**COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 MARS 2014**

**4- SOUSCRIPTIONS À RECEVOIR**

	<b>31 mars 2014</b>	<b>31 décembre 2013</b>
Campagne auprès des employés et retraités		
Retenues à la source	3 910 154 \$	5 292 179 \$
Comptant et activités de financement	46 612	200 471
Dons institutionnels	(123)	381 983
Provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir (note 6)	(148 999)	(149 101)
	<u>3 807 644 \$</u>	<u>5 725 532 \$</u>



**COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC****NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2014****5- SOMMES À DISTRIBUER AUX PARTENAIRES PHILANTHROPIQUES**

Les sommes à distribuer aux partenaires philanthropiques représentent les souscriptions provenant des engagements de dons par des individus reçus au cours d'une campagne de sollicitation. Ils font l'objet de retenues à la source, de versements comptants ou résultent d'activités de financement. Il y a également ceux provenant des institutions qui font l'objet d'une comptabilisation distincte. Ces sommes sont réduites des mauvaises créances les ayant affectées. Le solde de tous ces engagements est destiné aux trois (3) partenaires philanthropiques identifiés à la note 1.

	<b>31 mars 2014</b>	<b>31 décembre 2013</b>
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	<b>8 643 607 \$</b>	<b>7 438 194 \$</b>
Souscriptions		
Retenues à la source	-	5 844 993
Comptant et activités de financement	-	1 221 244
Dons institutionnels	-	489 850
	-	7 556 087
Mauvaises créances (note 6)	577	(119 387)
	577	7 436 700
Versements aux partenaires philanthropiques :		
Exercices clos le 31 décembre 2010 et antérieurs	-	(119 850)
Exercice clos le 31 décembre 2011	-	(24 787)
Exercice clos le 31 décembre 2012	(1 207 882)	(6 086 650)
Exercice clos le 31 décembre 2013	(2 577 167)	-
	(3 785 049)	(6 231 287)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<b>4 859 135 \$</b>	<b>8 643 607 \$</b>

**COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC****NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2014****6- MAUVAISES CRÉANCES**

	<b>31 mars 2014</b>	<b>31 décembre 2013</b>
Provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir à la fin de l'exercice	148 999 \$	149 101 \$
Ajustement des mauvaises créances de l'exercice précédent	(149 576)	(29 714)
	<b>(577) \$</b>	<b>119 387 \$</b>

**7 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

Le Comité Entraide est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Comité Entraide n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés à l'exception des charges assumées par le gouvernement du Québec mentionnées à la note 3.

**8- INSTRUMENTS FINANCIERS****Gestion des risques liés aux instruments financiers**

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion l'assurant de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

**Juste valeur**

La juste valeur des instruments financiers est équivalente à leur coût étant donné la courte période avant l'échéance.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésoreries sont investis dans des placements très liquides. La politique du Comité Entraide est d'investir les excédents de trésoreries auprès d'institutions financières réputées.

L'exposition maximale au risque de crédit du Comité Entraide correspond à la valeur comptable des éléments d'actifs financiers. Le Comité Entraide procède à une évaluation continue de ces actifs et comptabilise une provision pour pertes au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables.

**COMITE ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC****NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2014****8- INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**

Le tableau suivant présente la balance chronologique des souscriptions à recevoir, déduction faite de la provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir.

	<b>31 mars 2014</b>	<b>31 décembre 2013</b>
<b>Souscriptions déduction faite de la provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir</b>		
Moins de 90 jours suivant la date de l'engagement – campagne 2013	-	5 786 206 \$
Plus de 90 jours suivant la date de l'engagement – Campagne 2013	3 951 156	-
Campagne 2012	5 487	88 427
	3 956 643	5 874 633
Provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir (note 6)	(148 999)	(149 101)
	3 807 644 \$	5 725 532 \$

Le Comité Entraide estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux souscriptions à recevoir sont limitées en raison du nombre élevé de souscripteurs. De plus, les souscriptions à recevoir sont normalement encaissées dans l'année civile suivant la campagne.

La provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir représente 3 % de ces engagements provenant de la campagne 2013. Le Comité Entraide est d'avis que cette provision est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

**Risque de taux d'intérêt**

Les dépôts à terme portent intérêt à taux fixes. Le risque auquel est exposé le Comité Entraide est donc minime.

**9- ACTIF NET**

L'actif net représente l'excédent des produits d'intérêts sur les dépenses de communications et développement.

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Comité Entraide – secteurs public et parapublic (Comité Entraide) au 31 mars 2015 ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Comité Entraide, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer les coprésidents du Comité Entraide pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Chantal Maltais  
Vice-présidente exécutive du Comité Entraide  
Secteurs public et parapublic



Caroline de Pokomandy-Morin  
Directrice par intérim du Secrétariat Entraide- secteurs public et parapublic

Québec, le 19 novembre 2015



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux coprésidents du Comité Entraide – secteurs public et parapublic

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Comité Entraide – secteurs public et parapublic, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et évolution de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.



**Rapport sur les états financiers (suite)***Fondement de l'opinion avec réserve*

Comme c'est le cas de nombreux organismes de bienfaisance, le Comité Entraide – secteurs public et parapublic obtient une partie de ses souscriptions au comptant et pour lesquelles il n'est pas possible d'auditer l'exhaustivité de façon satisfaisante. Par conséquent, mon audit de ces souscriptions s'est limité aux montants présentés dans les états financiers du Comité Entraide – secteurs public et parapublic et je n'ai pas pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux souscriptions à recevoir – comptant et activités de financement et aux sommes à distribuer aux organismes de bienfaisance en vertu du décret 255-2011.

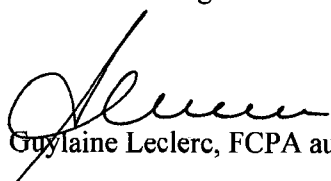
*Opinion avec réserve*

À mon avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Comité Entraide – secteurs public et parapublic au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 19 novembre 2015

COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC  
 ÉTAT DES RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET  
 DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015 (12 mois) \$	2014 (3 mois) \$
<b>PRODUITS</b>		
Intérêts	18 895	7 620
<b>CHARGES (note 3)</b>		
Communication et développement	9 742	4 866
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	9 153	2 754
<b>ACTIF NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	23 172	20 418
<b>ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE (note 9)</b>	32 325	23 172

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

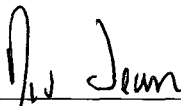
AU 31 MARS 2015

	2015	2014
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	43 692	13 738
Dépôts à terme rachetables, 1,15 % (1,13 % en 2014), échéant le 17 novembre 2015	1 359 147	1 050 259
Souscriptions à recevoir (note 4)	3 653 496	3 807 644
Intérêts courus	11 023	10 666
	<u>5 067 358</u>	<u>4 882 307</u>
<b>PASSIF</b>		
Sommes à distribuer aux organismes de bienfaisance (note 5)	5 035 033	4 859 135
<b>ACTIF NET (note 9)</b>	<u>32 325</u>	<u>23 172</u>
	<u>5 067 358</u>	<u>4 882 307</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

  
 Lucie Martineau  
 Coprésidente

  
 Denys Jean  
 Coprésident

## COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015 (12 mois) \$	2014 (3 mois) \$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Excédent des produits sur les charges	9 153	2 754
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Souscriptions à recevoir	154 148	1 917 888
Intérêts courus	(357)	(7 620)
Sommes à distribuer aux organismes de bienfaisance	175 898	(3 784 472)
	329 689	(1 874 204)
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	338 842	(1 871 450)
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	1 063 997	2 935 447
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	1 402 839	1 063 997
La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des postes suivants :		
Encaisse	43 692	13 738
Dépôts à terme rachetables	1 359 147	1 050 259
	1 402 839	1 063 997

## COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

**1- CONSTITUTION ET OBJET**

Le Comité Entraide – secteurs public et parapublic (Comité Entraide) est formé en vertu du décret 390-2006 du gouvernement du Québec, qui a été reconduit le 23 mars 2011 (255-2011) pour une période de 5 ans. Il a pour mission de coordonner les activités de la campagne annuelle de sollicitation principalement auprès des employés du gouvernement du Québec, des organismes gouvernementaux, des députés de l'Assemblée nationale, des professionnels de la santé et des personnes retraitées du gouvernement et des organismes publics au profit des organismes de bienfaisance que sont les 18 Centraide, Partenairesanté-Québec et ses 16 membres et la Croix-Rouge canadienne, division du Québec.

Le Comité est paritaire et est composé d'au plus quinze membres, dont six proviennent des ministères et organismes publics et parapublics, six proviennent d'organisations syndicales et deux personnes représentant des associations de personnes retraitées, comprenant deux coprésidents, deux vice-présidents, un trésorier et un vice-président exécutif.

Le Comité Entraide est rattaché au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, lequel fournit par l'entremise d'un Secrétariat permanent, le soutien administratif, le personnel habituel et les crédits affectés au fonctionnement. Il est sous la responsabilité du vice-président du Comité Entraide.

Le Comité Entraide est reconnu comme un organisme de bienfaisance au sens de la Loi sur les impôts du Québec et de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada. Il est par conséquent exempté d'impôts sur le revenu et possède le droit d'émettre des reçus de charité pour fins fiscales.

Les présents états financiers portent sur les opérations de la fiducie de bienfaisance des employés créée pour faciliter la gestion et la remise de la totalité des dons recueillis.

**Changement de date de fin de l'exercice financier**

Rappelons que la résolution 2014-04-03-56 du Comité Entraide du 3 avril 2014 fixe dorénavant au 31 mars de chaque année la date de fin de l'exercice financier du Comité Entraide. Exceptionnellement, pour l'année se terminant le 31 mars 2014, l'exercice était d'une durée de trois mois.

**2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

La préparation des états financiers du Comité Entraide par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir.

**INSTRUMENTS FINANCIERS****Évaluation initiale**

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction.

**COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC****NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2015****2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Juste valeur**

La juste valeur des instruments financiers est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

**Catégories d'instruments financiers et évaluation ultérieure**

L'encaisse est évaluée au coût et les instruments financiers à court terme suivants sont désignés à la juste valeur de façon irrévocable : dépôts à terme rachetables, souscriptions à recevoir, intérêts courus de même que les sommes à distribuer aux organismes de bienfaisance.

La réévaluation de la juste valeur des souscriptions à recevoir est déduite des sommes à distribuer aux organismes de bienfaisance.

**Hiérarchie de la juste valeur**

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés selon les niveaux suivants de la hiérarchie :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

**CONSTATATION DES PRODUITS**

Les revenus d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice en considérant le nombre de jours de détention.

**APPORTS REÇUS SOUS FORME DE BIENS ET SERVICES**

Le Comité Entraide reçoit des apports sous forme de services de publicité. Ces apports et les charges correspondantes ne sont pas comptabilisés par le Comité Entraide.

**TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

La politique du Comité Entraide consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse et les placements facilement convertibles à court terme ou rachetables, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

## COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

**3- CHARGES ASSUMÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

Le traitement et les frais de déplacement des membres du Comité Entraide et d'autres employés du gouvernement appelés à collaborer à la campagne annuelle de sollicitation sont assumés par les ministères et organismes du gouvernement qui les emploient. Les frais de fonctionnement du Secrétariat permanent du Comité Entraide sont assumés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS). Les charges non assumées par le MTESS sont financées à même les intérêts générés par les dons. Les charges assumées par le gouvernement du Québec et ses organismes ne sont pas présentées à l'état des résultats.

**4- SOUSCRIPTIONS À RECEVOIR**

Les souscriptions à recevoir des donateurs aux profits des organismes de bienfaisance représentent les souscriptions provenant d'engagements de dons exprimés au cours d'une campagne de sollicitation et dont le versement est à venir.

	2015 \$	2014 \$
Campagne auprès des employés et retraités		
Retenues à la source	3 784 833	3 910 154
Comptant et activités de financement	14 198	46 612
Dons institutionnels	-	(123)
Provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir (note 6)	(145 535)	(148 999)
	3 653 496	3 807 644

## COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2015

**5- SOMMES À DISTRIBUER AUX ORGANISMES DE BIENFAISANCE**

Les sommes à distribuer aux organismes de bienfaisance représentent les souscriptions provenant des engagements de dons par des individus reçus au cours d'une campagne de sollicitation. Ils font l'objet de retenues à la source, de versements comptants ou résultent d'activités de financement. Il y a également ceux provenant des institutions qui font l'objet d'une comptabilisation distincte. Ces sommes sont réduites des mauvaises créances les ayant affectées. Le solde de tous ces engagements est destiné aux organismes de bienfaisance identifiés à la note 1.

	2015 \$	2014 \$
<b>SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	4 859 135	8 643 607
Souscriptions		
Retenues à la source	5 634 231	-
Comptant et activités de financement	1 192 263	-
Dons institutionnels	372 080	-
	7 198 574	-
Mauvaises créances (note 6)	(172 475)	577
	7 026 099	577
Versements aux organismes de bienfaisance		
	(6 850 201)	(3 785 049)
<b>SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	5 035 033	4 859 135



COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 MARS 2015

## 6- MAUVAISES CRÉANCES

	2015 (12 mois) \$	2014 (3 mois) \$
Provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir à la fin de l'exercice	145 535	148 999
Ajustement des mauvaises créances de l'exercice précédent	26 940	(149 576)
	172 475	(577)

## 7 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Comité Entraide est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Comité Entraide n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés à l'exception des charges assumées par le gouvernement du Québec mentionnées à la note 3.

## 8- INSTRUMENTS FINANCIERS

### Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion l'assurant de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. De plus le Comité d'Audit effectue un suivi de l'information financière, ce qui lui permet de gérer les risques liés aux instruments financiers.

### Juste valeur

La juste valeur des dépôts à terme rachetables et des intérêts courus est équivalente à leur coût étant donné la courte période avant l'échéance.

Les souscriptions à recevoir et les sommes à distribuer aux organismes de bienfaisance sont évaluées à l'aide des flux monétaires prévus.

### Risque de crédit

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésoreries sont investis dans des placements très liquides. La politique du Comité Entraide est d'investir les excédants de trésoreries auprès d'institutions financières réputées.

COMITE ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC  
NOTES COMPLÉMENTAIRES  
AU 31 MARS 2015

## 8- INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

L'exposition maximale au risque de crédit du Comité Entraide correspond à la valeur comptable des éléments d'actifs financiers. Le Comité Entraide procède à une évaluation continue de ces actifs et comptabilise une provision pour pertes au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des souscriptions à recevoir, déduction faite de la provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir.

	2015 \$	2014 \$
<b>Souscriptions déduction faite de la provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir</b>		
Relatives à la campagne de sollicitation de l'année civile précédente	3 789 864	3 951 156
Relatives à la campagne de sollicitation antérieure à l'année civile précédente	9 167	5 487
	3 799 031	3 956 643
Provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir (note 6)	(145 535)	(148 999)
	3 653 496	3 807 644

Le Comité Entraide estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux souscriptions à recevoir sont limitées en raison du nombre élevé de souscripteurs. De plus, les souscriptions à recevoir sont normalement encaissées dans l'année civile suivant la campagne.

La provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir représente 3 % des engagements découlant de la campagne 2014 pour la portion des retenues à la source qui sont périodiques. Le Comité Entraide est d'avis que cette provision est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

### Risque de taux d'intérêt

Les dépôts à terme portent intérêt à taux fixes. Le risque auquel est exposé le Comité Entraide est donc minime.

## 9- ACTIF NET

L'actif net représente l'excédent des produits d'intérêts sur les dépenses de communications et développement et celui-ci n'est pas affecté.

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers des régimes de retraite et de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la justesse des données présentées, y compris les nombreux montants devant nécessairement être fondés sur le jugement et des estimations. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction s'appuie sur des systèmes de contrôles comptables internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Direction de la vérification interne procède à des vérifications périodiques de différents secteurs d'activité de la CARRA. Sa vérification comprend l'examen et l'évaluation de l'existence, de la pertinence et de la suffisance du contrôle interne.

La CARRA reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Les actuaires de la CARRA procèdent à une évaluation actuarielle triennale et à une estimation annuelle des obligations relatives aux prestations figurant dans les états financiers préparés par la CARRA en tenant compte de la pratique actuarielle reconnue et font part de leurs conclusions à la CARRA.

Le conseil d'administration a la responsabilité d'approuver les états financiers et le rapport annuel de gestion de la CARRA. Il a également la responsabilité d'approuver les états financiers des régimes de retraite, à moins que cette fonction n'ait été confiée en vertu des dispositions d'une loi ou d'un régime de retraite à un comité de retraite et que celui-ci l'ait exercée dans le délai prévu par cette loi ou ce régime. Le comité de vérification constitué par le conseil d'administration examine les états financiers de la CARRA et ceux des régimes de retraite. Ce comité recommande l'approbation des états financiers de la CARRA et ceux des régimes de retraite au conseil d'administration, à l'exception des états financiers des régimes de retraite qui ont fait l'objet d'une approbation par le comité de retraite concerné.

La Vérificatrice générale du Québec a pour mandat de procéder aux audits des états financiers préparés par la CARRA, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ses rapports exposent la nature et l'étendue de ses audits et comportent l'expression de ses opinions. La Vérificatrice générale du Québec rencontre, sans aucune restriction, le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne ses audits.

Le président-directeur général,

Le directeur général de l'actuariat, des finances  
et de l'encadrement des régimes,

Christian Goulet

Clément Gosselin

Québec, 5 mai 2015



## RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

### RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

#### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 22 avril 2015

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT  
ET DES ORGANISMES PUBLICS

## État de la situation financière au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Fonds des cotisations salariales (note 5)	55 240 919	49 988 328
Fonds des régimes complémentaires de retraite (note 5)	667 992	647 881
Fonds des cotisations patronales – Dépôts à vue au fonds général	526	1 535
	<u>55 909 437</u>	<u>50 637 744</u>
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	156 646	175 210
Cotisations patronales à recevoir	14 878	14 801
Sommes à recevoir du gouvernement	57 309	55 299
Sommes à recevoir des prestataires	3 430	4 139
Sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite	2 913	3 415
	<u>235 176</u>	<u>252 864</u>
Sommes détenues (découvert) par la CARRA	(4 169)	574
	<u><b>56 140 444</b></u>	<u><b>50 891 182</b></u>
<b>Passif</b>		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	41 535	46 795
Sommes à payer relatives à des transferts vers d'autres régimes de retraite	9 244	8 655
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	37 023	35 788
Transferts interrégimes à payer (note 3)	62 995	1 139
Frais d'administration à payer à la CARRA	20 219	21 556
Dû à la CARRA pour le financement du Plan global d'investissement (note 7)	60 016	69 996
	<u><b>231 032</b></u>	<u><b>183 929</b></u>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations (note 8)</b>	<u><b>55 909 412</b></u>	<u><b>50 707 253</b></u>
Employés	55 254 036	50 069 196
Employeurs	655 376	638 057
	<u><b>55 909 412</b></u>	<u><b>50 707 253</b></u>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite (note 8)</b>		
Employés	51 588 520	49 350 273
Employeurs	55 362 108	53 170 130
	<u><b>106 950 628</b></u>	<u><b>102 520 403</b></u>
<b>Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (notes 8 et 9)</b>		
Employés	3 665 516	718 923
Employeurs		
Service régulier et autres composantes	(54 846 323)	(52 658 013)
Régimes complémentaires de retraite	139 591	125 940
	<u><b>(51 041 216)</b></u>	<u><b>(51 813 150)</b></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le comité de retraite,

## RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

### État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations (note 10)		
Cotisations salariales	1 669 116	1 534 884
Cotisations patronales	183 390	173 232
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	11 756	13 205
	<u>1 864 262</u>	<u>1 721 321</u>
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 11)	1 573 786	1 482 285
Modification de la juste valeur (note 11)	4 416 406	4 600 274
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	344	364
Revenus d'intérêts	3 944	5 267
	<u>5 994 480</u>	<u>6 088 190</u>
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration		
Service régulier	2 130 122	1 992 175
Service transféré	203 346	205 584
	<u>2 333 468</u>	<u>2 197 759</u>
	<b>10 192 210</b>	<b>10 007 270</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants et transferts		
Régime général		
Rentes (note 12)	4 570 589	4 334 845
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	48 542	38 167
Transferts au Régime de retraite du personnel d'encadrement	154 825	92 092
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	71 773	55 696
	<u>4 845 729</u>	<u>4 520 800</u>
Régimes complémentaires de retraite		
Rentes (note 12)	48 874	50 192
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	729	400
	<u>49 603</u>	<u>50 592</u>
Frais d'administration de la CARRA	94 719	89 621
	<u>4 990 051</u>	<u>4 661 013</u>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	<b>5 202 159</b>	<b>5 346 257</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	<b>50 707 253</b>	<b>45 360 996</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	<b>55 909 412</b>	<b>50 707 253</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

### État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Perte actuarielle	3 284	327 486
Modification des hypothèses actuarielles	-	2 108 283
Intérêts	6 369 885	5 996 930
Prestations constituées	3 482 011	3 502 581
	<b>9 855 180</b>	<b>11 935 280</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Rectifications apportées aux données des participants	-	138 071
Modification des hypothèses actuarielles	363 129	-
Prestations aux participants et transferts vers d'autres régimes	4 730 811	4 486 793
Transferts interrégimes (note 3)	331 015	233 750
	<b>5 424 955</b>	<b>4 858 614</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	<b>4 430 225</b>	<b>7 076 666</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	<b>102 520 403</b>	<b>95 443 737</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 8)</b>	<b>106 950 628</b>	<b>102 520 403</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

### Notes complémentaires

Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

### 1. DESCRIPTION DU RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS (RREGOP)

La description du RREGOP fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

#### a ) Généralités

Le RREGOP est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui prépare les états financiers pour approbation par le comité de retraite. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1973 aux employés de la fonction publique, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Les rentes et les prestations décrites ci-après peuvent être différentes pour certaines catégories d'employés déterminées par le gouvernement.

#### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les prestations à l'égard du service régulier sont financées par les employés, d'une part, et par le gouvernement et les employeurs autonomes, d'autre part, dans des proportions respectives de 5/12 et de 7/12 pour le service effectué avant le 1<sup>er</sup> juillet 1982, et en parts égales pour le service acquis depuis cette date. Les mêmes conditions s'appliquent au paiement des prestations relatives aux crédits de rente acquis par rachat. Cependant, la valeur des rentes additionnelles

découlant de la revalorisation de certaines années de service donnant droit à des crédits de rente a été financée par les employés jusqu'à un maximum de 680 millions de dollars. L'excédent a été financé par des cotisations du gouvernement versées dans le fonds des cotisations salariales.

Les prestations relatives aux crédits de rente acquis par le transfert de régimes complémentaires de retraite (RCR) sont d'abord puisées dans le fonds des RCR à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) où elles avaient été déposées lors du transfert, et par la suite, dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les prestations à l'égard du service transféré du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) sont financées par le gouvernement.

Les frais reliés à l'administration du RREGOP sont assumés en parts égales par les fonds des cotisations salariales et patronales.

#### c ) Rentes de retraite

Les participants au RREGOP acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont au moins 60 ans, ou s'ils comptent au moins 35 années de service crédité.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle lorsqu'ils ont 55 ans.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des cinq années les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité (38 années de service crédité maximum).

Peuvent s'ajouter à la rente de retraite des crédits de rente acquis en vertu d'un rachat de service antérieur, d'une entente de transfert, d'un transfert d'un régime complémentaire de retraite ou de la revalorisation de certaines années de service. La rente de retraite est réduite à 65 ans afin de tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

**d) Prestations de survivants**

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RREGOP, ou qu'elle y participait et qu'elle était âgée d'au moins 55 ans, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir; cette rente correspond à 60 % si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite de 2 %. Lorsqu'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, avec intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'une personne qui participait au RREGOP et qui était âgée de moins de 55 ans au moment de son décès ont droit au remboursement des cotisations versées par cette personne, avec intérêts, si elle compte moins de 2 années de service. Si elle compte plus de 2 années de service, ils ont droit au plus élevé des montants suivants : le remboursement des cotisations versées par la personne avec intérêts ou la valeur actuarielle de la rente différée indexée.

**e) Prestations de fin d'emploi**

La personne qui cesse de participer au RREGOP avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de 2 années de service et si elle a moins de 55 ans. Dans les autres cas, sous certaines conditions, elle peut avoir droit à une rente de retraite différée indexée payable sans réduction à 65 ans ou avec réduction actuarielle à n'importe quel moment à compter de 55 ans, ou elle peut demander un transfert de la valeur de sa rente différée vers un compte de retraite immobilisé.

**f) Indexation des rentes**

Les rentes versées par le RREGOP sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1<sup>er</sup> juillet 1982; elles sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1982.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES****a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placements ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

**b) Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la CDPQ, des prestations aux participants et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

**c) Fonds confiés à la CDPQ**

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis en achetant divers types de placements selon les politiques de placement décrites à la note 6. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation des fonds particuliers 301, 361 et 362 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités des fonds particuliers détenues par le fonds des cotisations salariales et les fonds des RCR. Les dépôts à vue au fonds général (avances) ainsi que les revenus de placement à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### c) Fonds confiés à la CDPQ (suite)

La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

#### Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 5a).

#### Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution aux fonds particuliers selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes. Les revenus attribués au Fonds particulier 301 sont, par la suite, comptabilisés dans les fonds des cotisations salariales et celui des RCR selon la proportion qu'ils détiennent dans ce fonds particulier.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

### d) Instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

Le RREGOP évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement. Celui-ci correspond, sauf pour le dû à la CARRA pour le financement du Plan global d'investissement, à la juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite et des sommes détenues (découvert) par la CARRA.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des postes suivants : sommes à payer relatives à des transferts vers d'autres régimes de retraite, transferts interrégimes à payer, frais d'administration à payer à la CARRA et dû à la CARRA pour le financement du Plan global d'investissement.

**e ) Obligations au titre des prestations de retraite**

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RREGOP. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers du RREGOP sont produites tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants au régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

**f ) Cotisations salariales et patronales**

Les cotisations salariales et patronales sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

**g ) Transferts au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE)**

Les transferts de cotisations cumulées avec intérêts des participants ayant changé de régime avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ont été effectués et pris en compte dans l'actif net disponible pour le service des prestations et dans l'obligation au titre des prestations de retraite. Les obligations au titre des prestations de retraite de ces participants ont été déterminées en fonction de la valeur des prestations acquises à la date du transfert. Au 31 décembre 2014, une provision correspondant à la valeur des transferts de cotisations cumulées avec intérêts et de l'obligation au titre des prestations de retraite a été déterminée pour les participants ayant transféré du RREGOP au cours du présent exercice.

Le montant réel de ces transferts sera connu lorsque les données de participation, produites par les employeurs, auront été reçues et traitées par la CARRA, soit au cours de l'exercice suivant la date du transfert de régime.

**3. RÉVISION D'ESTIMATION****Transferts au RRPE**

La valeur des cotisations cumulées avec intérêts et la valeur des obligations au titre des prestations de retraite des participants ayant changé de régimes au cours du présent exercice ont été provisionnées pour la première fois puisque les données n'étaient pas disponibles auparavant. Ces provisions ont pour effet d'augmenter de 61 millions de dollars le montant inscrit au poste Transferts interrégimes à payer et de 144 millions de dollars le montant inscrit au poste Transferts interrégimes qui est inclus dans l'obligation au titre des prestations de retraite.

**4. POLITIQUE DE CAPITALISATION****a ) Cotisation des employés**

Conformément à l'article 174 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les actuaires de la CARRA doivent réaliser tous les trois ans une évaluation actuarielle du RREGOP. L'objectif de cette évaluation est de déterminer le taux de cotisation des participants en tenant compte de la valeur de la caisse de retraite qu'ils ont constituée et des prestations dont ils ont la charge.

Le comité de retraite du RREGOP a adopté une politique de financement des prestations à la charge des employés. Selon cette politique, la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires et les hypothèses de meilleure estimation, jugées pertinentes par l'actuaire-conseil nommé par le comité de retraite en vertu de la Loi, sont utilisées afin de déterminer la situation financière du régime. Un ajustement est apporté à la juste valeur de la caisse pour prendre en compte graduellement, sur une période de cinq ans, les écarts entre le rendement réalisé et celui anticipé.



#### 4. POLITIQUE DE CAPITALISATION (SUITE)

##### a) Cotisation des employés (suite)

Ainsi, pour ce qui est de la capitalisation, la situation financière est définie comme étant en surplus lorsque la valeur actuarielle de la caisse des employés excède la valeur actuarielle des prestations constituées; elle est définie comme étant en déficit dans le cas contraire. La politique de financement prévoit la gestion des surplus et des déficits. Le surplus est utilisé dans un premier temps pour constituer un fonds de stabilisation à titre de provision pour les écarts défavorables dont la valeur maximale est de 10 % de la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des employés. La portion du surplus comprise entre 10 % et 20 %, ou la totalité du déficit, est amortie sur 15 ans et a pour effet de réduire ou d'augmenter le taux de cotisation. La portion du surplus excédant 20 % de la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des employés est utilisée pour bonifier la clause d'indexation.

En octobre 2013, les actuaires de la CARRA ont déposé une évaluation actuarielle sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2011. Les résultats de cette évaluation montrent que le taux de cotisation requis est établi à 12,75 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du maximum des gains admissibles (MGA) au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9). Cependant, un règlement de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics limite la variation annuelle du taux de cotisation. Ainsi, la cotisation salariale pour l'exercice est établie selon un taux de 9,84 % de l'excédent du salaire admissible sur 29 % du MGA.

Par ailleurs, les participants dont le salaire admissible est inférieur au MGA ont droit à une réduction de leurs cotisations. Pour compenser cette réduction, la Loi prévoit un versement annuel par le gouvernement dans le fonds des cotisations salariales à la CDPQ.

Les cotisations salariales sont déposées dans un fonds distinct confié à la CDPQ. Ce fonds assure le versement des prestations de retraite et des frais d'administration à la charge des employés, comme cela est décrit à la note 1b).

##### b) Cotisations du gouvernement et des employeurs autonomes

En vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les employeurs autonomes doivent verser à la CARRA, en même temps qu'ils font la remise des cotisations de leurs employés, un montant égal à ces cotisations. Ces sommes sont déposées dans le fonds des cotisations patronales confié à la CDPQ.

Le gouvernement n'a pas l'obligation de verser des cotisations dans une caisse de retraite. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement des prestations dont il a la charge au moment où elles deviennent payables. Conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations autres que celles relatives au service transféré du RRE et du RRF et des frais d'administration à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes, comme cela est décrit à la note 1b), sont puisées dans le fonds des cotisations patronales. Lorsque ce fonds est épuisé, les sommes qui manquent sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les sommes nécessaires au paiement de la totalité des prestations relatives au service transféré du RRE et du RRF sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

La Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDPQ, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. L'information sur ce Fonds d'amortissement des régimes de retraite est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

## 5. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ

## a ) Placements et passifs relatifs aux placements

Les dépôts à participation dans les fonds particuliers 301, 361 et 362 à la CDPQ sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue aux fonds particuliers les revenus nets de placement.

	2014			2013
	Fonds des cotisations salariales (301)	Fonds des RCR (301, 361, 362)	Total	Total
Dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDPQ <sup>1</sup> (coût 2014 : 45 242 303; 2013 : 42 548 778)				
Placements	55 096 940	664 845	55 761 785	50 564 094
Revenus de placement courus à recevoir	245 425	2 749	248 174	143 587
Dépôts à vue au fonds général (avances)	187	(590)	(403)	51 950
Passifs relatifs aux placements	(13 787)	(103)	(13 890)	(65 693)
Montant à distribuer au RREGOP	(399 175)	(3 613)	(402 788)	(347 863)
	<b>54 929 590</b>	<b>663 288</b>	<b>55 592 878</b>	<b>50 346 075</b>
Dépôts à vue au fonds général (avances)	(87 846)	1 091	(86 755)	(57 729)
Revenus de placement courus à recevoir des fonds particuliers	399 175	3 613	402 788	347 863
	<b>55 240 919</b>	<b>667 992</b>	<b>55 908 911</b>	<b>50 636 209</b>

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2.

## 5. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ (SUITE)

### a) Placements et passifs relatifs aux placements (suite)

Au 31 décembre, les placements et les passifs relatifs aux placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Placements</b>		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Valeurs à court terme (740)	1 519 637	895 262
Obligations (760)	15 746 718	14 224 580
Dettes immobilières (750)	2 332 948	2 021 457
	<b>19 599 303</b>	<b>17 141 299</b>
Placements sensibles à l'inflation		
Infrastructures (782)	2 566 089	2 131 869
Immeubles (710)	5 112 452	4 993 265
	<b>7 678 541</b>	<b>7 125 134</b>
Actions		
Actions canadiennes (720)	7 012 416	6 542 954
Actions mondiales <sup>1</sup> (735)	-	1 591 566
Actions Qualité mondiale (736)	7 684 740	4 571 215
Actions américaines (731)	2 578 630	2 160 688
Actions EAEO <sup>2</sup> (730)	2 548 204	2 357 675
Actions des marchés en émergence (732)	2 265 935	2 125 935
Placements privés (780)	5 826 378	5 253 106
	<b>27 916 303</b>	<b>24 603 139</b>
Autres placements		
Fonds de couverture <sup>1</sup> (770)	-	1 396 995
Répartition de l'actif (771)	397 594	292 208
Stratégies actives de superposition <sup>1</sup> (773)	135 135	-
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (772)	8 767	-
Quote-part nette des activités du fonds général	25 917	-
Instruments financiers dérivés (note 5b)	225	5 319
	<b>567 638</b>	<b>1 694 522</b>
<b>Total des placements</b>	<b>55 761 785</b>	<b>50 564 094</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>		
Unités de participation de portefeuille spécialisé BTAA (772)	-	34 267
Quote-part nette des activités du fonds général	-	21 776
Instruments financiers dérivés (note 5b)	13 890	9 650
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>13 890</b>	<b>65 693</b>

1. Le portefeuille spécialisé Fonds de couverture (770) et le portefeuille spécialisé Actions mondiales (735) ont été dissous le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 1<sup>er</sup> avril 2014, respectivement. De plus, le portefeuille spécialisé Stratégies actives de superposition (773) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014.
2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).



## b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change et de marché. De plus, dans le but de maintenir une gestion efficace des risques de change à long terme associés aux placements libellés en devises étrangères, de nouveaux contrats sont successivement négociés.

La CDPQ a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit :

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de change</b>						
Contrats de change à terme	225	(13 890)	1 747 724	5 319	(9 650)	3 034 939
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats d'échange de rendement	-	-	1 990 501	-	-	-
	<b>225</b>	<b>(13 890)</b>	<b>3 738 225</b>	<b>5 319</b>	<b>(9 650)</b>	<b>3 034 939</b>

## 6. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RREGOP est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2014, il s'élève à 55 909 millions de dollars (50 707 millions de dollars au 31 décembre 2013). Le RREGOP n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Les objectifs en matière de gestion du capital cités ci-après n'ont pas changé depuis l'exercice précédent.

Le comité de retraite du RREGOP, conjointement avec la CDPQ, établit la politique de placement du Fonds particulier 301. Le comité de retraite s'est doté d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Il établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le comité de retraite dans le but de permettre au RREGOP d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions du régime. Le gouvernement établit les politiques de placement des fonds particuliers 361 et 362.

## 6. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres, la CDPQ détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment les limites de concentration. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 301 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la CDPQ confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. Les politiques de placement du RREGOP et des RCR permettent d'utiliser des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

Ces politiques de placement établissent un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence de chaque fonds particulier influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le premier jour de chaque mois par la CDPQ.

Au 31 décembre 2014, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 301 en pourcentage de l'actif net ajusté des montants à distribuer au RREGOP, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

### Fonds particulier 301

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
<b>Revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme (740)	2,71	0,00	1,00	12,00
Obligations (760)	28,10	22,50	27,50	34,50
Dettes immobilières (750)	4,21	2,00	5,00	8,00
	<b>35,02</b>	26,50	<b>33,50</b>	48,50
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Infrastructures (782)	4,77	2,20	5,20	8,20
Immeubles (710)	9,15	7,50	10,50	14,50
	<b>13,92</b>	9,70	<b>15,70</b>	22,70
<b>Actions</b>				
Actions canadiennes (720)	12,57	7,80	12,80	17,80
Actions Qualité mondiale (736)	13,78	6,00	11,00	16,00
Actions américaines (731)	4,61	1,50	5,50	9,50
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	4,55	1,50	5,50	9,50
Actions des marchés en émergence (732)	4,06	1,00	4,00	7,00
Placements privés (780)	10,50	9,00	12,00	15,00
	<b>50,07</b>	35,80	<b>50,80</b>	60,80
<b>Autres placements</b>				
Répartition de l'actif (771)	0,72	0,00	0,00	1,00
Stratégies actives de superposition (773)	0,24	0,00	0,00	0,50
Autres	0,03			
	<b>0,99</b>	0,00	<b>0,00</b>	1,50
	<b>100,00</b>		<b>100,00</b>	

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

## 6. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de marché (suite)

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la CDPQ a révisé sa méthode du calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculée afin de considérer ces changements.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif des fonds particuliers sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif des fonds particuliers 301, 361 et 362 découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels les fonds particuliers investissent. Ainsi, ces fonds particuliers sont exposés aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR des fonds particuliers.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du Fonds particulier 301, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit en pourcentage de l'actif net attribuable au RREGOP :

	2014			2013		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	24,5 %	24,8 %	3,2 %	24,8 %	24,0 %	3,0 %

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR des fonds particuliers 301, 361 et 362.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la CDPQ sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés suivants : Actions EAEO (730), Actions américaines (731), Actions des marchés en émergence (732), Actions mondiales (735), Actions Qualité mondiale (736), Répartition de l'actif (771), Stratégies actives de superposition (773). Les activités personnalisées de superposition de devises sont utilisées par les fonds

particuliers pour atteindre l'exposition désirée au dollar américain (ÉU) et aux devises des pays de la zone EAEO. Ces activités consistent à prendre des positions d'instruments financiers dérivés sur la devise ÉU et sur les devises des pays de la zone EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats de change à terme.

Les politiques de placement du RREGOP établissent une exposition de référence à la devise ÉU et aux devises des pays de la zone EAEO ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son exposition de référence. L'analyse du respect des déviations permises, effectuée par la CDPQ, pour chacune des devises par rapport à l'exposition de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

Au 31 décembre 2014, l'exposition de référence en pourcentage de l'actif net du Fonds particulier 301, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à l'exposition cible, se détaillent comme suit :

Valeurs en % de l'actif net			
	Limite minimale	Exposition de référence	Limite maximale
<b>Exposition aux devises</b>			
Exposition à la devise ÉU <sup>1</sup>	7,00	12,00	17,00
Exposition aux devises EAEO <sup>2</sup>	7,00	12,00	17,00

1. États-Unis (ÉU) pour le dollar américain.

2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 301, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net se détaille comme suit :

	2014	2013
Dollar canadien	70 %	70 %
Autres devises	30 %	30 %
<b>Exposition nette aux devises</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour les activités personnalisées de superposition pour l'exposition aux devises sont détaillés à la note 5b).

## 6. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Les fonds particuliers 301, 361 et 362 sont exposés au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif de ces fonds particuliers est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés.

### Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition des fonds particuliers 301, 361 et 362 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Toutefois, ces fonds particuliers demeurent

exposés au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité des fonds particuliers 301, 361 et 362. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ces fonds particuliers.

Du point de vue du risque de liquidité, les fonds particuliers 301, 361 et 362 tiennent compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'ils évaluent les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ces fonds particuliers est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidités des fonds particuliers.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement des fonds particuliers 301, 361 et 362.



Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers et des instruments financiers dérivés des fonds particuliers 301, 361 et 362 se détaille comme suit :

	2014				2013			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>								
Avances du fonds général	(591)	-	-	(591)	(199)	-	-	(199)
Montants à distribuer au RREGOP	(402 788)	-	-	(402 788)	(347 863)	-	-	(347 863)
Passifs relatifs aux placements	-	-	-	-	-	-	(56 043)	(56 043)
	<b>(403 379)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(403 379)</b>	<b>(348 062)</b>	<b>-</b>	<b>(56 043)</b>	<b>(404 105)</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de change à terme								
Flux contractuels à recevoir	1 734 102	-	-	1 734 102	3 030 732	-	-	3 030 732
Flux contractuels à payer	(1 747 582)	-	-	(1 747 582)	(3 034 871)	-	-	(3 034 871)
	<b>(13 480)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(13 480)</b>	<b>(4 139)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(4 139)</b>
	<b>(416 859)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(416 859)</b>	<b>(352 201)</b>	<b>-</b>	<b>(56 043)</b>	<b>(408 244)</b>

De plus, concernant l'actif net attribuable au RREGOP, le Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la CDPQ prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RREGOP, soit un remboursement maximal pour le RREGOP pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. Les annulations d'unités de participation non effectuées en raison de ce maximum sont reportées au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

#### Risque relatif aux instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

La direction de la CARRA estime que le RREGOP ne court aucun risque de crédit important à l'égard de ses actifs financiers et qu'il ne court également aucun risque de liquidité à l'égard de ses passifs financiers.

## 7. DÛ À LA CARRA POUR LE FINANCEMENT DU PLAN GLOBAL D'INVESTISSEMENT

Le dû à la CARRA découle d'une démarche complète et globale de modernisation des processus d'affaires et des systèmes qui s'est concrétisée par un Plan global d'investissement. Le remboursement du dû à la CARRA s'effectue au même rythme que la dette à long terme correspondante contractée par la CARRA auprès de Financement-Québec. Cette dette est remboursable par versements annuels de 10 millions de dollars assumés par le RREGOP et portant intérêt au taux de 2,487 %. Le solde de 50 millions de dollars vient à échéance le 30 septembre 2015.

## 8. ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS ET OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

(en millions de dollars)

	2014			2013
	Employés	Employeurs	Total	Total
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>				
Service régulier	55 045	(12)	55 033	49 857
Service transféré	-	-	-	(2)
Crédits de rente acquis par rachat	209	-	209	204
Régimes complémentaires de retraite <sup>1</sup>	-	415	415	396
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale <sup>1</sup>	-	36	36	36
Régime de rente pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal <sup>1</sup>	-	216	216	216
	<b>55 254</b>	<b>655</b>	<b>55 909</b>	<b>50 707</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite</b>				
Service régulier	51 411	52 343	103 754	99 281
Service transféré	-	2 239	2 239	2 298
Crédits de rente acquis par rachat	177	242	419	416
Régimes complémentaires de retraite	-	276	276	270
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale	-	39	39	37
Régime de rente pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal	-	223	223	218
	<b>51 588</b>	<b>55 362</b>	<b>106 950</b>	<b>102 520</b>
<b>Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b>				
Service régulier et autres composantes	3 666	(54 846)	(51 180)	(51 939)
Régimes complémentaires de retraite <sup>2</sup>	-	139	139	126
	<b>3 666</b>	<b>(54 707)</b>	<b>(51 041)</b>	<b>(51 813)</b>

1. Les transferts des actifs de ces RCR incluent la part des employés et la part des employeurs. Les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans les fonds où elles avaient été déposées à la CDPQ lors des transferts, sans égard à la part de chacune des parties et, par la suite, dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.
2. Le gouvernement peut augmenter, par règlement, les crédits de rente en utilisant le surplus actuariel.



## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à :

- 88 011 millions de dollars au 31 décembre 2011 pour le service régulier et les prestations additionnelles. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2016;
- 2 336 millions de dollars au 31 décembre 2012 pour les années de service transférées du RRE et du RRF. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2016;
- 737 millions de dollars au 31 décembre 2012 pour les RCR et les crédits de rente acquis par rachat. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2017;
- 268 millions de dollars au 31 décembre 2013 pour le Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale, le Régime de rente pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal et les crédits de rente accordés à certains retraités du réseau de la santé et des services sociaux. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2016 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

En 2013, un ajustement de 1 266 millions de dollars a été apporté aux obligations pour tenir compte de la révision de l'hypothèse d'amélioration de l'espérance de vie à la suite de la publication de nouvelles tables par l'Institut canadien des actuaires.

En 2014, une diminution de 401 millions de dollars a été apportée aux obligations pour tenir compte de la révision des hypothèses actuarielles reliées principalement aux taux de mortalité et aux taux d'actualisation.

Les obligations au titre des prestations de retraite du RREGOP sont établies à 106 950 millions de dollars au 31 décembre 2014 (102 520 millions de dollars au 31 décembre 2013).

Les obligations au titre des prestations de retraite pour le service régulier incluent un montant de 910 millions de dollars (939 millions de dollars au 31 décembre 2013) à l'égard des prestations additionnelles.

## 8. ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS ET OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE (SUITE)

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2012 à 2024	2025 et suivantes	2012 à 2022	2023 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,10 %	2,50 %
Taux d'actualisation	6,40 %	6,80 %	6,35 %	6,75 %
Taux d'augmentation des salaires	2,50 %	3,00 %	2,50 %	3,00 %

## 9. EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS SUR LES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

	2014			2013
	Employés	Employeurs	Total	Total
<b>Excédent (déficit) au début</b>	718 923	(52 532 073)	(51 813 150)	(50 082 741)
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	5 184 840	17 319	5 202 159	5 346 257
Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite	(2 238 247)	(2 191 978)	(4 430 225)	(7 076 666)
<b>Excédent (déficit) à la fin</b>	<b>3 665 516</b>	<b>(54 706 732)</b>	<b>(51 041 216)</b>	<b>(51 813 150)</b>

## 10. COTISATIONS

	2014	2013
Les cotisations salariales se détaillent comme suit :		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	1 618 288	1 481 253
Cotisations au titre des services passés	25 795	33 790
Compensation du gouvernement	25 033	19 841
	<b>1 669 116</b>	<b>1 534 884</b>
Les cotisations patronales se détaillent comme suit :		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	177 499	164 663
Cotisations au titre des services passés	5 891	8 569
	<b>183 390</b>	<b>173 232</b>

**11. REVENUS DE PLACEMENT DES DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CDPQ**

Les revenus de placement des fonds confiés à la CDPQ se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>			<b>2013</b>
	<b>Fonds des cotisations salariales</b>	<b>Fonds des RCR</b>	<b>Total</b>	<b>Total</b>
<b>Revenus de placement</b>				
Revenus nets de placement des fonds particuliers				
Revenu fixe	531 858	8 182	540 040	486 616
Placements sensibles à l'inflation	219 550	2 287	221 837	303 614
Actions	844 250	8 893	853 143	685 098
Autres placements	(40 812)	(422)	(41 234)	6 957
	<b>1 554 846</b>	<b>18 940</b>	<b>1 573 786</b>	<b>1 482 285</b>
<b>Modification de la juste valeur</b>				
Gains (pertes) réalisés à la vente de placements				
Revenu fixe	30 053	1 051	31 104	(1 662)
Placements sensibles à l'inflation	155 394	1 509	156 903	78 823
Actions	1 233 667	12 714	1 246 381	1 265 506
Autres placements	425 870	2 870	428 740	133 066
	<b>1 844 984</b>	<b>18 144</b>	<b>1 863 128</b>	<b>1 475 733</b>
Gains (pertes) non réalisés				
Revenu fixe	850 960	12 500	863 460	(452 923)
Placements sensibles à l'inflation	395 105	4 237	399 342	442 506
Actions	1 303 526	15 523	1 319 049	2 856 319
Autres placements	(28 959)	386	(28 573)	278 639
	<b>2 520 632</b>	<b>32 646</b>	<b>2 553 278</b>	<b>3 124 541</b>
	<b>4 365 616</b>	<b>50 790</b>	<b>4 416 406</b>	<b>4 600 274</b>

**12. RENTES**

Les rentes aux participants se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Régime général</b>		
Rentes de retraite	4 426 796	4 193 565
Prestations de survivants	143 793	141 280
	<b>4 570 589</b>	<b>4 334 845</b>
<b>Régimes complémentaires de retraite</b>		
Rentes de retraite	44 490	45 963
Prestations de survivants	4 384	4 229
	<b>48 874</b>	<b>50 192</b>

**13. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.



## RÉGIMES DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

### RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

#### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des régimes de retraite du personnel d'encadrement, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes de retraite du personnel d'encadrement au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 29 avril 2015

## RÉGIMES DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

## État de la situation financière au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Fonds des cotisations salariales (note 5)	9 566 926	8 688 338
Fonds des cotisations patronales – Dépôts à vue au fonds général	146	375
	<u>9 567 072</u>	<u>8 688 713</u>
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	52 229	33 950
Cotisations patronales à recevoir	27 915	8 429
Sommes à recevoir du gouvernement		
Compensation pour le financement (note 4a)	91 607	8 645
Autres sommes à recevoir	1 522	2 634
Sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite	2 714	1 121
Sommes à recevoir des prestataires	1 562	1 431
Transferts interrégimes à recevoir (note 3)	61 291	-
	<u>238 840</u>	<u>56 210</u>
Sommes détenues par la CARRA	689	705
	<u><b>9 806 601</b></u>	<u><b>8 745 628</b></u>
<b>Passif</b>		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	8 169	11 220
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	2 858	2 885
Frais d'administration à payer à la CARRA	1 868	1 672
Dû à la CARRA pour le financement du Plan global d'investissement (note 7)	4 517	5 268
	<u><b>17 412</b></u>	<u><b>21 045</b></u>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations (note 8)</b>	<u><b>9 789 189</b></u>	<u><b>8 724 583</b></u>
Employés	9 761 063	8 720 852
Employeurs	28 126	3 731
	<u><b>9 789 189</b></u>	<u><b>8 724 583</b></u>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite (note 8)</b>		
Employés	10 845 150	10 335 902
Employeurs	13 708 569	13 141 848
	<u><b>24 553 719</b></u>	<u><b>23 477 750</b></u>
<b>Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 9)</b>		
Employés	(1 084 087)	(1 615 050)
Employeurs	(13 680 443)	(13 138 117)
	<u><b>(14 764 530)</b></u>	<u><b>(14 753 167)</b></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le comité de retraite,

Josée Lamontagne

Marie-Pier Gagnon

## RÉGIMES DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

## État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations (note 10)		
Cotisations salariales	413 584	275 224
Cotisations patronales	77 880	49 357
Transferts provenant du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	154 825	92 092
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	8 541	6 226
	<u>654 830</u>	<u>422 899</u>
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement – Fonds des cotisations salariales (note 11)	274 955	261 973
Modification de la juste valeur – Fonds des cotisations salariales (note 11)	721 903	653 911
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	160	132
Revenus d'intérêts	301	945
	<u>997 319</u>	<u>916 961</u>
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration		
Service régulier	441 718	420 104
Service transféré	96 281	97 530
Service régulier – Administration supérieure	78 562	74 939
	<u>616 561</u>	<u>592 573</u>
	<b>2 268 710</b>	<b>1 932 433</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants et transferts		
Rentes (note 12)	1 128 300	1 066 708
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	4 766	4 609
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	19 213	13 914
Frais d'administration de la CARRA	7 173	7 113
	<u>1 159 452</u>	<u>1 092 344</u>
Sommes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu (note 4c)	44 652	41 945
	<u>1 204 104</u>	<u>1 134 289</u>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	1 064 606	798 144
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	8 724 583	7 926 439
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	<b>9 789 189</b>	<b>8 724 583</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## RÉGIMES DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

## État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Perte actuarielle	-	688 317
Modification des hypothèses actuarielles	-	1 027 005
Intérêts	1 390 390	1 305 909
Prestations constituées	541 414	553 534
Transferts interrégimes (note 3)	482 841	332 435
	<b>2 414 645</b>	<b>3 907 200</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Modification des hypothèses actuarielles	188 057	-
Rectifications apportées aux données des participants	-	16 432
Nouvelles dispositions du RRPE	-	22 025
Prestations aux participants et transferts vers d'autres régimes de retraite	1 150 619	1 087 440
	<b>1 338 676</b>	<b>1 125 897</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	<b>1 075 969</b>	<b>2 781 303</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	<b>23 477 750</b>	<b>20 696 447</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 8)</b>	<b>24 553 719</b>	<b>23 477 750</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## RÉGIMES DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

#### 1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

##### Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE)

La description du RRPE fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

##### a ) Généralités

Le RRPE est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui prépare les états financiers pour approbation par le comité de retraite. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert à certaines catégories d'employés non syndiqués des secteurs public et parapublic nommés ou engagés le 1<sup>er</sup> janvier 2001 ou après cette date.

Le RRPE s'applique également aux employés non syndiqués nommés ou engagés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001 qui participaient au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) le 31 décembre 2000.

Les rentes et les prestations décrites ci-après peuvent être différentes pour certaines catégories d'employés déterminées par le gouvernement, dont les membres de l'administration supérieure.

##### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les prestations à l'égard du service régulier sont financées par les employés, d'une part, et par le gouvernement et les employeurs autonomes, d'autre part, dans des proportions respectives de 5/12 et de 7/12 pour le service effectué avant le 1<sup>er</sup> juillet 1982, et en parts égales pour le service acquis depuis cette date. Les mêmes conditions s'appliquent au paiement

des prestations relatives aux crédits de rente acquis par rachat. Cependant, la valeur des rentes additionnelles découlant de la revalorisation de certaines années de service donnant droit à des crédits de rente a été financée par les employés jusqu'à un maximum de 172 millions de dollars. L'excédent a été financé par des cotisations du gouvernement versées dans le fonds des cotisations salariales.

Les prestations relatives aux crédits de rente acquis par le transfert de régimes complémentaires de retraite (RCR) sont d'abord puisées dans le fonds des RCR, qui figure dans les états financiers du RREGOP, à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) où elles avaient été déposées lors du transfert, et par la suite, dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Pour les membres de l'administration supérieure, les prestations sont financées par les employés et les employeurs autonomes selon les taux de cotisation fixés par la loi et par le gouvernement, qui assume le solde des obligations au titre des prestations de retraite.

Les prestations à l'égard du service transféré du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) sont financées par le gouvernement.

Les frais reliés à l'administration du RRPE sont assumés en parts égales par les fonds des cotisations salariales et patronales.

##### c ) Rentes de retraite

Les participants au RRPE acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont au moins 60 ans, ou s'ils ont au moins 55 ans et que leur âge et leurs années de service totalisent 90.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle lorsqu'ils ont 55 ans.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des trois années les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité (38 années de service crédité maximum). Peuvent s'ajouter à la rente de retraite des crédits de rente accordés à la suite du rachat d'années de service antérieures, d'une entente de transfert, d'un transfert d'un régime complémentaire de retraite ou de la revalorisation de certaines années de service. La rente de retraite est réduite à 65 ans afin de tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

**d) Prestations de survivants**

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRPE, ou qu'elle y participait et qu'elle était âgée d'au moins 55 ans, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir; cette rente correspond à 60 % si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite de 2 %. Lorsqu'il n'y a pas de conjointe ou conjoint, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, avec intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'une personne qui participait au RRPE et qui était âgée de moins de 55 ans au moment de son décès ont droit au remboursement des cotisations versées par cette personne, avec intérêts, si elle compte moins de 2 années de service. Si elle compte plus de 2 années de service, ils ont droit au plus élevé des montants suivants : le remboursement des cotisations versées par la personne avec intérêts, ou la valeur actuarielle de la rente différée indexée.

**e) Prestations de fin d'emploi**

La personne qui cesse de participer au RRPE avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de 2 années de service et si elle a moins de 55 ans. Dans les autres cas, sous certaines conditions, elle peut avoir droit à une rente de retraite différée indexée payable sans réduction à 65 ans ou avec réduction actuarielle à n'importe quel moment à compter de 55 ans, ou elle peut demander un transfert de la valeur de sa rente différée vers un compte de retraite immobilisé.

**f) Indexation des rentes**

Les rentes versées par le RRPE sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1<sup>er</sup> juillet 1982; elles sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1982.

**Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure**

Conformément à l'article 208 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, le gouvernement a établi le Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure en vertu du décret 461-92. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert à certains membres de l'administration supérieure ayant droit à une prestation en vertu de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement. Ce régime prévoit des rentes supplémentaires au montant de base déterminées selon la Loi. Les prestations versées par ce régime et les frais d'administration sont financés par le gouvernement.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES****a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placements ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

**b) Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la CDPQ, des prestations aux participants et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### c) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis en achetant divers types de placements selon la politique de placement décrite à la note 6. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 302 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités du fonds particulier détenues par le régime. Les dépôts à vue au fonds général ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

#### Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 5a).

#### Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

### d) Instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

Le RRPE évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement. Celui-ci correspond, sauf pour le dû à la CARRA pour le financement du Plan global d'investissement, à la juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite, des transferts interrégimes à recevoir et des sommes détenues par la CARRA.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des postes suivants : frais d'administration à payer à la CARRA et dû à la CARRA pour le financement du Plan global d'investissement.

### **e ) Obligations au titre des prestations de retraite**

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RRPE. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers du RRPE sont produites tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants au régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

### **f ) Cotisations salariales et patronales**

Les cotisations salariales et patronales sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

### **g ) Transferts provenant du RREGOP**

Les transferts de cotisations cumulées avec intérêts des participants ayant changé de régime avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ont été effectués et pris en compte dans l'actif net disponible pour le service des prestations et dans l'obligation au titre des prestations de retraite. Les obligations au titre des prestations de retraite de ces participants ont été déterminées en fonction de la valeur des prestations acquises à la date du transfert. Au 31 décembre 2014, une provision correspondant à la valeur des transferts de cotisations cumulées avec

intérêts et de l'obligation au titre des prestations de retraite a été déterminée pour les participants ayant transféré dans le RRPE au cours du présent exercice. Le montant réel de ces transferts sera connu lorsque les données de participation, produites par les employeurs, auront été reçues et traitées par la CARRA, soit au cours de l'exercice suivant la date du transfert de régime.

## **3. RÉVISION D'ESTIMATION**

### **Transferts du RREGOP**

La valeur des cotisations cumulées avec intérêts et la valeur des obligations au titre des prestations de retraite des participants ayant changé de régimes au cours du présent exercice ont été provisionnées pour la première fois puisque les données n'étaient pas disponibles auparavant. Ces provisions ont pour effet d'augmenter de 61 millions de dollars le montant inscrit au poste Transferts interrégimes à recevoir et de 212 millions de dollars le montant inscrit au poste Transferts interrégimes qui est inclus dans l'obligation au titre des prestations de retraite.

## **4. POLITIQUE DE CAPITALISATION**

### **a ) Cotisation des employés**

Conformément à l'article 171 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, les actuaires de la CARRA doivent réaliser tous les trois ans une évaluation actuarielle du RRPE. L'objectif de cette évaluation est de déterminer le taux de cotisation des participants en tenant compte de la valeur de la caisse de retraite qu'ils ont constituée et des prestations dont ils ont la charge.

Le comité de retraite du RRPE a adopté une politique de provisionnement des prestations à la charge des employés. Selon cette politique, la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires et les hypothèses de meilleure estimation, jugées pertinentes par l'actuaire-conseil nommé par le comité de retraite en vertu de la Loi, sont utilisées afin de déterminer la situation financière du régime. Un ajustement est apporté à la juste valeur de la caisse pour prendre en compte graduellement, sur une période de cinq ans, les écarts entre le rendement réalisé et celui anticipé.



#### 4. POLITIQUE DE CAPITALISATION (SUITE)

##### a ) Cotisation des employés (suite)

La politique de provisionnement prévoit également la constitution d'un fonds de stabilisation à titre de provision pour les écarts défavorables dont la valeur maximale est de 10 % de la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des employés. Les gains actuariels sont versés dans ce fonds et les pertes sont absorbées par ce fonds. Ainsi, pour ce qui est de la capitalisation, la situation financière est définie comme étant en surplus lorsque la valeur actuarielle de la caisse des employés excède la somme de la valeur actuarielle des prestations constituées et de la valeur maximale du fonds de stabilisation. Finalement, le taux de cotisation requis, diminué ou augmenté de l'amortissement du surplus ou du déficit sur une période de 15 ans, doit permettre de financer les prestations acquises annuellement et les frais d'administration.

En octobre 2013, les actuaire de la CARRA ont déposé une évaluation actuarielle sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2011. Les résultats de cette évaluation montrent que le taux de cotisation requis est établi à 20,11 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du maximum des gains admissibles (MGA) au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9). Cependant, un règlement de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement limite le taux effectif de cotisation salariale. Ainsi, la cotisation salariale et celle des employeurs autonomes pour l'exercice sont établies selon un taux de 14,38 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du MGA.

Puisque le taux de cotisation des participants est inférieur à celui requis, la loi prévoit le versement par le gouvernement d'un montant de compensation annuel. Ce montant est versé dans la caisse des employés et vise à combler la différence entre le taux de cotisation requis pour le financement du régime et le taux de cotisation effectivement appliqué. Les employeurs autonomes doivent également verser ce montant compensatoire et les cotisations patronales afférentes. Pour 2014, le montant de la compensation correspond à 5,73 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du MGA.

Les cotisations salariales sont déposées dans le Fonds particulier 302 à la CDPQ. Ce fonds assure le versement des prestations de retraite et des frais d'administration à la charge des employés, comme cela est décrit à la note 1b).

##### b ) Cotisations du gouvernement et des employeurs autonomes

En vertu de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, les employeurs autonomes doivent verser à la CARRA, en même temps qu'ils font la remise des cotisations de leurs employés, un montant égal à ces cotisations. Ces sommes sont déposées dans le fonds des cotisations patronales confié à la CDPQ.

Le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations dans une caisse de retraite. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement des prestations dont il a la charge au moment où elles deviennent payables. Conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations à l'égard du service régulier et des frais d'administration à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes, comme cela est décrit à la note 1b), sont puisées dans le fonds des cotisations patronales. Lorsque ce fonds est épuisé, les sommes qui manquent sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les sommes nécessaires au paiement de la totalité des prestations pour les membres de l'administration supérieure et celles à l'égard du service transféré du RRE et du RRF sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

La Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDPQ, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. L'information sur ce Fonds d'amortissement des régimes de retraite est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

### c) Sommes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu

En vertu du décret 960-2003, les cotisations salariales et patronales des membres de l'administration supérieure sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu. Les sommes nécessaires au paiement de leurs prestations et des frais d'administration sont également puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

## 5. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ

### a) Placements et passifs relatifs aux placements

Les dépôts à participation dans le Fonds particulier 302 à la CDPQ sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement.

	2014	2013
Dépôts à participation au Fonds particulier 302 à la CDPQ <sup>1</sup> (coût 2014 : 7 806 230; 2013 : 7 361 778)		
Placements	9 440 128	8 590 639
Revenus de placement courus à recevoir	43 873	25 625
Dépôts à vue au fonds général	11 004	14 362
Passifs relatifs aux placements	(6 134)	(13 048)
Montant à distribuer au RRPE	(80 592)	(66 065)
	<b>9 408 279</b>	<b>8 551 513</b>
Dépôts à vue au fonds général	78 055	70 760
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	80 592	66 065
	<b>9 566 926</b>	<b>8 688 338</b>

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2.

## 5. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ (SUITE)

### a) Placements et passifs relatifs aux placements (suite)

Au 31 décembre, les placements et les passifs relatifs aux placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Placements</b>		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Valeurs à court terme (740)	255 528	134 489
Obligations (760)	3 313 562	3 008 598
Dettes immobilières (750)	394 525	378 538
	<b>3 963 615</b>	<b>3 521 625</b>
Placements sensibles à l'inflation		
Infrastructures (782)	470 861	396 393
Immeubles (710)	912 597	905 106
	<b>1 383 458</b>	<b>1 301 499</b>
Actions		
Actions canadiennes (720)	839 543	831 908
Actions Qualité mondiale (736)	1 207 728	606 801
Actions américaines (731)	243 785	355 922
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	235 935	379 371
Actions des marchés en émergence (732)	476 263	440 495
Placements privés (780)	993 487	948 815
	<b>3 996 741</b>	<b>3 563 312</b>
Autres placements		
Fonds de couverture <sup>2</sup> (770)	-	152 745
Répartition de l'actif (771)	67 487	49 989
Stratégies actives de superposition <sup>2</sup> (773)	22 965	-
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (772)	1 452	-
Quote-part nette des activités du fonds général	4 385	-
Instruments financiers dérivés (note 5b)	25	1 469
	<b>96 314</b>	<b>204 203</b>
<b>Total des placements</b>	<b>9 440 128</b>	<b>8 590 639</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>		
Unités de participation de portefeuille spécialisé BTAA (772)	-	5 674
Quote-part nette des activités du fonds général	-	3 714
Instruments financiers dérivés (note 5b)	6 134	3 660
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>6 134</b>	<b>13 048</b>

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

2. Le portefeuille spécialisé Fonds de couverture (770) a été dissous le 1<sup>er</sup> janvier 2014. De plus, le portefeuille spécialisé Stratégies actives de superposition (773) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

### b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change et de marché. De plus, dans le but de maintenir une gestion efficace des risques de change à long terme associés aux placements libellés en devises étrangères, de nouveaux contrats sont successivement négociés.



La CDPQ a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après :

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit :

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de change</b>						
Contrats de change à terme	25	(6 134)	763 760	1 469	(3 660)	877 656
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats d'échange de rendement	-	-	337 764	-	-	-
	<b>25</b>	<b>(6 134)</b>	<b>1 101 524</b>	<b>1 469</b>	<b>(3 660)</b>	<b>877 656</b>

## 6. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RRPE est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2014, il s'élève à 9 789 millions de dollars (8 725 millions de dollars au 31 décembre 2013). Le RRPE n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

Le comité de retraite du RRPE, conjointement avec la CDPQ, s'est doté d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Il établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le comité de retraite dans le but de permettre au RRPE d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions de ce régime.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

## 6. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

Entre autres, la CDPQ détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment les limites de concentration. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 302 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la CDPQ confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du RRPE permet d'utiliser des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La politique de placement du RRPE établit un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 302 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le premier jour de chaque mois par la CDPQ.

Au 31 décembre 2014, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 302 en pourcentage de l'actif net ajusté des montants à distribuer au RRPE, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

### Fonds particulier 302

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
<b>Revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme (740)	2,69	0,00	1,00	15,00
Obligations (760)	35,01	27,50	34,50	41,50
Obligations à long terme (764)	0,00	0,00	0,00	5,00
Dettes immobilières (750)	4,20	2,00	5,00	8,00
	<b>41,90</b>	<b>32,50</b>	<b>40,50</b>	<b>55,50</b>
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Obligations à rendement réel (762)	0,00	0,00	0,00	3,50
Infrastructures (782)	5,16	2,60	5,60	8,60
Immeubles (710)	9,63	8,00	11,00	14,00
	<b>14,79</b>	<b>10,60</b>	<b>16,60</b>	<b>22,60</b>
<b>Actions</b>				
Actions canadiennes (720)	8,87	4,00	9,00	14,00
Actions Qualité mondiale (736)	12,75	5,00	10,00	15,00
Actions américaines (731)	2,57	0,50	3,50	6,50
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	2,49	0,40	3,40	6,40
Actions des marchés en émergence (732)	5,03	2,00	5,00	8,00
Placements privés (780)	10,54	9,00	12,00	15,00
	<b>42,25</b>	<b>27,90</b>	<b>42,90</b>	<b>50,90</b>
<b>Autres placements</b>				
Répartition de l'actif (771)	0,72	0,00	0,00	1,00
Stratégies actives de superposition (773)	0,24	0,00	0,00	0,50
Autres	0,10			
	<b>1,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,50</b>
	<b>100,00</b>		<b>100,00</b>	

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

## 6. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de marché (suite)

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la CDPQ a révisé sa méthode du calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculée afin de considérer ces changements.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 302 découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du Fonds particulier 302, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit en pourcentage de l'actif net attribuable au RRPE :

	2014			2013		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	21,9 %	21,9 %	3,4 %	22,4 %	21,3 %	3,2 %

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 302.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la CDPQ sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés suivants : Actions EAEO (730), Actions américaines (731), Actions des marchés en émergence (732), Actions Qualité mondiale (736), Répartition de l'actif (771), Stratégies actives de superposition (773). Les activités personnalisées de superposition de devises sont utilisées par le fonds particulier pour atteindre

l'exposition désirée au dollar américain (ÉU) et aux devises des pays de la zone EAEO. Ces activités consistent à prendre des positions d'instruments financiers dérivés sur la devise ÉU et sur les devises des pays de la zone EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats de change à terme.

La politique de placement du RRPE établit une exposition de référence à la devise ÉU et aux devises des pays de la zone EAEO ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son exposition de référence. L'analyse du respect des déviations permises, effectuée par la CDPQ, pour chacune des devises par rapport à l'exposition de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

Au 31 décembre 2014, l'exposition de référence en pourcentage de l'actif net du Fonds particulier 302, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à l'exposition cible, se détaillent comme suit :

Valeurs en % de l'actif net			
	Limite minimale	Exposition de référence	Limite maximale
<b>Exposition aux devises</b>			
Exposition à la devise ÉU <sup>1</sup>	7,00	12,00	17,00
Exposition aux devises EAEO <sup>2</sup>	7,00	12,00	17,00

1. États-Unis (ÉU) pour le dollar américain.

2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 302, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net se détaille comme suit :

	2014	2013
Dollar canadien	69 %	69 %
Autres devises	31 %	31 %
<b>Exposition nette aux devises</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour les activités personnalisées de superposition pour l'exposition aux devises sont détaillés à la note 5b).

## 6. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Le Fonds particulier 302 est exposé au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif de ce fonds particulier est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés.

### Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 302 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 302. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Du point de vue du risque de liquidité, le Fonds particulier 302 tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'il évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidités du fonds particulier.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement du Fonds particulier 302.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers et des instruments financiers dérivés du Fonds particulier 302 se détaille comme suit :

	2014				2013			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>								
Montants à distribuer au RRPE	(80 592)	-	-	(80 592)	(66 065)	-	-	(66 065)
Passifs relatifs aux placements	-	-	-	-	-	-	(9 388)	(9 388)
	<b>(80 592)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(80 592)</b>	<b>(66 065)</b>	<b>-</b>	<b>(9 388)</b>	<b>(75 453)</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de change à terme								
Flux contractuels à recevoir	757 735	-	-	757 735	875 530	-	-	875 530
Flux contractuels à payer	(763 761)	-	-	(763 761)	(877 649)	-	-	(877 649)
	(6 026)	-	-	(6 026)	(2 119)	-	-	(2 119)
	<b>(86 618)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(86 618)</b>	<b>(68 184)</b>	<b>-</b>	<b>(9 388)</b>	<b>(77 572)</b>

De plus, concernant l'actif net attribuable au RRPE, le Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la CDPQ prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RRPE, soit un remboursement maximal pour le RRPE pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. Les annulations d'unités de participation non effectuées en raison de ce maximum sont reportées au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

#### Risque relatif aux instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

La direction de la CARRA estime que le RRPE ne court aucun risque de crédit important à l'égard de ses actifs financiers et qu'il ne court également aucun risque de liquidité à l'égard de ses passifs financiers.

## 7. DÛ À LA CARRA POUR LE FINANCEMENT DU PLAN GLOBAL D'INVESTISSEMENT

Le dû à la CARRA découle d'une démarche complète et globale de modernisation de ses processus d'affaires et de ses systèmes qui s'est concrétisée par un Plan global d'investissement. Le remboursement du dû à la CARRA s'effectue au même rythme que la dette à long terme correspondante contractée par la CARRA auprès de Financement-Québec. Cette dette est remboursable par versements annuels de 0,8 million de dollars assumés par le RRPE et portant intérêt au taux de 2,487 %. Le solde de 3,7 millions de dollars vient à échéance le 30 septembre 2015.



## 8. ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS ET OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

	2014			2013
	Employés	Employeurs	Total	Total
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>				
Service régulier	9 761 063	28 146	9 789 209	8 724 844
Service transféré	-	(20)	(20)	(261)
	<b>9 761 063</b>	<b>28 126</b>	<b>9 789 189</b>	<b>8 724 583</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite</b>				
Personnel d'encadrement				
Service régulier	10 845 150	11 063 154	21 908 304	20 888 146
Service transféré	-	1 185 428	1 185 428	1 206 076
	10 845 150	12 248 582	23 093 732	22 094 222
Membres de l'administration supérieure	-	1 459 987	1 459 987	1 383 528
	<b>10 845 150</b>	<b>13 708 569</b>	<b>24 553 719</b>	<b>23 477 750</b>
<b>Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b>	<b>(1 084 087)</b>	<b>(13 680 443)</b>	<b>(14 764 530)</b>	<b>(14 753 167)</b>

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à :

- 18 774 millions de dollars au 31 décembre 2011 pour le service régulier et les rentes additionnelles. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2016;
- 1 218 millions de dollars au 31 décembre 2012 pour les années de service transférées du RRE et du RRF. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2016;
- 1 173 millions de dollars au 31 décembre 2010 pour les membres de l'administration supérieure. Ce montant inclut une obligation de 70 millions de dollars pour le Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2013 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

En 2013, un ajustement de 292 millions de dollars a été apporté aux obligations pour tenir compte de la révision de l'hypothèse d'amélioration de l'espérance de vie à la suite de la publication de nouvelles tables par l'Institut canadien des actuaires.

En 2014, une diminution de 188 millions de dollars a été apportée aux obligations pour tenir compte de la révision des hypothèses actuarielles liées principalement aux taux de mortalité et aux taux d'actualisation.

Les obligations au titre des prestations de retraite du RRPE sont établies à 24 554 millions de dollars au 31 décembre 2014 (23 478 millions de dollars au 31 décembre 2013).

L'actif net disponible pour le service des prestations découlant des crédits de rente acquis par rachat ou par le transfert de RCR, comme il est présenté dans les états financiers du RREGOP, est respectivement de 209 millions de dollars et de 416 millions de dollars au 31 décembre 2014 (204 millions de dollars et 396 millions de dollars au 31 décembre 2013).



Les obligations au titre des prestations de retraite découlant des crédits de rente acquis par rachat ou par le transfert de RCR, telles qu'elles figurent dans les états financiers du RREGOP, sont respectivement de 419 millions de dollars et de 276 millions de dollars au 31 décembre 2014 (416 millions de dollars et 270 millions de dollars au 31 décembre 2013).

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2012 à 2024	2025 et suivantes	2012 à 2022	2023 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,10 %	2,50 %
Taux d'actualisation	6,20 %	6,60 %	6,10 %	6,50 %
Taux d'augmentation des salaires	2,50 %	3,00 %	2,50 %	3,00 %

## 9. DÉFICIT DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS SUR LES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

	2014			2013
	Employés	Employeurs	Total	Total
<b>Déficit au début</b>	(1 615 050)	(13 138 117)	(14 753 167)	(12 770 008)
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	1 040 211	24 395	1 064 606	798 144
Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite	(509 248)	(566 721)	(1 075 969)	(2 781 303)
<b>Déficit à la fin</b>	<b>(1 084 087)</b>	<b>(13 680 443)</b>	<b>(14 764 530)</b>	<b>(14 753 167)</b>

## 10. COTISATIONS

	2014	2013
Les cotisations salariales se détaillent comme suit :		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	297 055	260 282
Cotisations au titre des services passés	2 752	4 380
Compensation pour le financement assumée par le gouvernement	91 522	8 510
Compensation pour le financement du RRPE assumée par les employeurs autonomes	22 255	2 052
	<b>413 584</b>	<b>275 224</b>
Les cotisations patronales se détaillent comme suit :		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	54 947	46 100
Cotisations au titre des services passés	678	1 205
Compensation pour le financement du RRPE	22 255	2 052
	<b>77 880</b>	<b>49 357</b>

## 11. REVENUS DE PLACEMENT DES DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CDPQ

Les revenus de placement des fonds confiés à la CDPQ se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Revenus de placement</b>		
Revenus nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	110 808	104 036
Placements sensibles à l'inflation	40 657	53 289
Actions	130 638	103 334
Autres placements	(7 148)	1 314
	<b>274 955</b>	<b>261 973</b>
<b>Modification de la juste valeur</b>		
Gains (pertes) réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	(372)	(17 770)
Placements sensibles à l'inflation	32 275	3 964
Actions	207 986	190 287
Autres placements	69 700	40 563
	<b>309 589</b>	<b>217 044</b>
Gains (pertes) non réalisés		
Revenu fixe	184 016	(80 966)
Placements sensibles à l'inflation	67 760	88 070
Actions	148 129	387 726
Autres placements	12 409	42 037
	<b>412 314</b>	<b>436 867</b>
	<b>721 903</b>	<b>653 911</b>

## 12. RENTES

Les rentes aux participants se détaillent comme suit :

	2014	2013
Rentes de retraite	1 091 850	1 031 007
Prestations de survivants	36 450	35 701
	<b>1 128 300</b>	<b>1 066 708</b>

Pour l'exercice 2014, un montant de 5 004 183 \$ (2013 : 4 950 755 \$) a été versé selon le Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure et il est inclus dans le poste « Rentes » de l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations.

## 13. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

**RÉGIMES DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS****RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS**

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des régimes de retraite des enseignants et du Régime de retraite de certains enseignants, qui comprennent l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la situation financière de même que l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes de retraite des enseignants et du Régime de retraite de certains enseignants au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 29 avril 2015

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

## RÉGIMES DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

## RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS

## État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la situation financière de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Régimes de retraite des enseignants</b>		
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations		
Cotisations salariales (note 4)	123	383
Cotisations patronales – Service courant	32	22
	155	405
Sommes puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu pour payer les prestations et les frais d'administration	1 098 828	1 138 550
	<b>1 098 983</b>	<b>1 138 955</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants et transferts		
Rentes (note 5)	1 093 671	1 131 807
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	30	44
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	694	2 102
Frais d'administration de la CARRA	4 433	4 597
	1 098 828	1 138 550
Sommes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu	155	405
	<b>1 098 983</b>	<b>1 138 955</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	-	-
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)</b>	<b>11 364 752</b>	<b>11 706 570</b>
<b>Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b>	<b>(11 364 752)</b>	<b>(11 706 570)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

## RÉGIMES DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

## RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS

## État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la situation financière de l'exercice clos le 31 décembre 2014 (suite)

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Régime de retraite de certains enseignants</b>		
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations		
Cotisations salariales (note 4)	260	173
Cotisations patronales – Service courant	51	4
	311	177
Sommes puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu pour payer les prestations et les frais d'administration	141 890	145 087
	<b>142 201</b>	<b>145 264</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants et transferts		
Rentes (note 5)	140 814	144 435
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	-	40
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	439	-
Frais d'administration de la CARRA	637	612
	141 890	145 087
Sommes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu	311	177
	<b>142 201</b>	<b>145 264</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	-	-
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)</b>	<b>1 358 283</b>	<b>1 410 180</b>
<b>Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b>	<b>(1 358 283)</b>	<b>(1 410 180)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,

Le président-directeur général,

Richard Fortier, IAS.A, FICA, CFA

Christian Goulet

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

## RÉGIMES DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

## RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite  
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Régimes de retraite des enseignants</b>		
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Perte actuarielle	-	117 169
Modification des hypothèses actuarielles	54 674	767 470
Intérêts	697 474	713 431
Prestations constituées	429	1 379
	<b>752 577</b>	<b>1 599 449</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Rectifications apportées aux données des participants	-	277
Nouvelles dispositions du RRE	-	646
Prestations aux participants et transferts vers d'autres régimes	1 094 395	1 133 953
	<b>1 094 395</b>	<b>1 134 876</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de l'exercice</b>	(341 818)	464 573
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	11 706 570	11 241 997
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)</b>	<b>11 364 752</b>	<b>11 706 570</b>
<b>Régime de retraite de certains enseignants</b>		
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Perte actuarielle	-	35 927
Modification des hypothèses actuarielles	5 114	93 570
Intérêts	83 739	86 162
Prestations constituées	503	493
	<b>89 356</b>	<b>216 152</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux participants et transferts vers d'autres régimes	141 253	144 475
<b>Augmentation (diminution) nette de l'exercice</b>	(51 897)	71 677
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	1 410 180	1 338 503
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)</b>	<b>1 358 283</b>	<b>1 410 180</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

### RÉGIMES DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

### RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS

#### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

#### 1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

##### Régime de retraite des enseignants (RRE)

##### Régime de retraite de certains enseignants (RRCE)

La description des régimes fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ces régimes, les lecteurs devront se référer aux textes suivants :

- La Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11);
- La Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1);
- La Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre P-32.1).

#### a ) Généralités

Ces régimes de retraite sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) qui prépare les états financiers pour approbation par le conseil d'administration. Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux personnes suivantes :

- les enseignants nommés ou engagés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1973 dans un établissement d'enseignement reconnu à cette fin;
- certaines catégories d'enseignants ayant été membres de communautés religieuses.

#### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les prestations de ces régimes sont financées par les personnes qui participent et les employeurs autonomes selon les taux de cotisation fixés par la loi, et par le gouvernement qui assume le solde des obligations au titre des prestations de retraite.

Les frais liés à l'administration de ces régimes sont assumés par le gouvernement.

#### c ) Rentes de retraite

Les participants acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes, s'ils ont 62 ans et comptent 10 années de service pour les hommes, s'ils comptent 33 années de service au RRE ou 35 années de service au RRCE, ou s'ils ont 55 ans et comptent 32 années de service.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils comptent 22 années de service et ont 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes, ou s'ils comptent 10 années de service et ont 58 ans pour les femmes.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des cinq années les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité (38 années de service crédité maximum). Pour le RRCE, une rente additionnelle équivalant au salaire admissible moyen multiplié par 1,6 % par année de service crédité effectuée avant l'adhésion à un régime de retraite s'ajoute à la rente de retraite. La rente de retraite, y compris la rente additionnelle, est réduite à 65 ans pour tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

#### d ) Rentes d'invalidité

Le RRE prévoit qu'une rente d'invalidité est payable au participant devenu invalide. Elle est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service accumulées au RRE.



**e) Prestations de survivants**

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRE, ou qu'elle y participait, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, si une rente est versée au conjoint, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint. S'il n'y a pas de conjoint et qu'il n'y a aucune rente versée aux enfants, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, sans intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

Ces mêmes droits sont payables lorsque la personne ayant participé au RRE décède alors qu'elle était admissible à une rente de retraite immédiate ou avant d'être admissible à une telle rente alors qu'elle avait accumulé au moins dix années de service.

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRCE, ou qu'elle y participait et qu'elle était admissible à une rente de retraite immédiate, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Lorsqu'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint, les cotisations qu'elle avait versées sont remboursées aux héritiers, avec intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

Si une personne décède avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate, les cotisations qu'elle avait versées au RRE sont remboursées à la conjointe ou au conjoint ou, à défaut, aux héritiers, sans intérêts.

Si une personne décède avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate, les cotisations qu'elle avait versées au RRCE sont remboursées à la conjointe ou au conjoint ou, à défaut, aux héritiers, avec intérêts.

**f) Prestations de fin d'emploi**

Selon les modalités du RRE, la personne qui cesse de participer peut avoir droit à une rente de retraite ou elle peut demander un transfert de la valeur de sa rente différée vers un compte de retraite immobilisé.

Selon les modalités du RRCE, la personne qui cesse de participer avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de

deux années de service. Si elle compte dix années et plus de service crédité et a plus de 45 ans, elle a droit à une rente de retraite différée payable sans réduction actuarielle à 65 ans. Dans les autres cas, sous certaines conditions elle peut avoir le droit d'opter pour le remboursement de ses cotisations avec intérêts ou pour une rente différée.

La rente de retraite différée est payable à 60 ans ou à 65 ans selon les modalités de chacun des régimes.

**g) Indexation des rentes**

Les rentes versées par ces régimes sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1<sup>er</sup> juillet 1982. Elles sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1982 et au service donnant droit à une rente additionnelle au RRCE.

**Régime de prestations supplémentaires à l'égard des enseignants (RPS-RRE)**

Le RPS-RRE (C.T. 195706 du 19 décembre 2000) établit la rente minimale lorsque cette dernière est supérieure à la rente calculée selon le RRE.

Il prévoit également le versement, à certaines conditions, d'une rente d'invalidité lorsqu'un participant est invalide et ne reçoit pas déjà une telle rente conformément au RRE.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES****a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

Comme les régimes ne sont pas capitalisés et qu'il n'y a aucun actif net disponible, l'état de la situation financière se compose uniquement des obligations au titre des prestations de retraite et est ainsi présenté de façon combinée à l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la situation financière.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### b) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations et des prestations ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### c) Cotisations salariales et patronales

Les cotisations salariales et patronales sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

### d) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur des régimes. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers des régimes de retraite sont produites tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants aux régimes. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

## 3. POLITIQUE DE CAPITALISATION ET GESTION DU CAPITAL

### a) Cotisation des employés

Pour le RRE, la cotisation salariale pour l'exercice s'élève à 6,28 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9), jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette même loi, et à 8,08 % du solde du salaire admissible. En vertu de l'article 177 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, ces taux ne sont plus révisés.

Pour le RRCE, la cotisation salariale s'élève à 9,84 % de l'excédent du salaire admissible sur 29 % du maximum des gains admissibles (MGA) selon la Loi sur le régime de rentes du Québec. Les participants dont le salaire admissible est inférieur au MGA ont droit à une réduction de leur cotisation.

Les cotisations salariales sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

### b) Cotisations du gouvernement et des employeurs autonomes

En vertu de la Loi sur le régime de retraite des enseignants et de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, les employeurs autonomes doivent verser à la CARRA, en même temps qu'ils font la remise des cotisations de leurs employés, un montant égal à ces cotisations. Ces sommes sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

Le gouvernement n'a pas l'obligation de verser des cotisations à ces régimes. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement de l'ensemble des prestations au moment où elles deviennent payables. Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu. Conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge.

La Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. L'information sur ce Fonds d'amortissement des régimes de retraite est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

### c) Gestion du capital

Les RRE et le RRCE n'ont pas de politique de gestion du capital puisque les parties n'ont pas constitué de caisse de retraite pour ces régimes.

## 4. COTISATIONS SALARIALES

Les cotisations salariales se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Régimes de retraite des enseignants</b>		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	150	383
Cotisations au titre des services passés	(27)	-
	<b>123</b>	<b>383</b>
<b>Régime de retraite de certains enseignants</b>		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	260	160
Cotisations au titre des services passés	-	13
	<b>260</b>	<b>173</b>

## 5. RENTES

Les rentes aux participants se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Régimes de retraite des enseignants</b>		
Rentes de retraite	1 015 160	1 055 339
Prestations de survivants	78 511	76 468
	<b>1 093 671</b>	<b>1 131 807</b>
<b>Régime de retraite de certains enseignants</b>		
Rentes de retraite	131 044	135 467
Prestations de survivants	9 770	8 968
	<b>140 814</b>	<b>144 435</b>

Pour l'exercice 2014, un montant de 2,3 millions de dollars (2,3 millions de dollars en 2013) a été versé par le RPS-RRE et il est inclus dans le poste « Rentes ».

Au 31 décembre 2014, un montant de rentes à payer de 3,9 millions de dollars (7,7 millions de dollars en 2013) pour le RRE est également inclus dans ce poste. Conformément à la politique de capitalisation, ce montant sera puisé dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

## 6. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à :

- 12 388 millions de dollars au 31 décembre 2011 pour le RRE. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2016;
- 1 450 millions de dollars au 31 décembre 2012 pour le RRCE. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

En 2013, des ajustements de 145 millions de dollars pour le RRE et de 17 millions de dollars pour le RRCE ont été apportés aux obligations pour tenir compte de la révision de l'hypothèse d'amélioration de l'espérance de vie à la suite de la publication de nouvelles tables par l'Institut canadien des actuaires.

En 2014, des ajustements de 55 millions de dollars pour le RRE et de 5 millions de dollars pour le RRCE ont été apportés aux obligations pour tenir compte de la révision des hypothèses actuarielles reliées principalement aux taux de mortalité et aux taux d'actualisation.

Les obligations au titre des prestations de retraite sont établies à 11 365 millions de dollars pour le RRE (11 707 millions de dollars pour 2013) et à 1 358 millions de dollars pour le RRCE au 31 décembre 2014 (1 410 millions de dollars pour 2013).

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite pour le RRE sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2012 à 2024	2025 et suivantes	2012 à 2022	2023 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,10 %	2,50 %
Taux d'actualisation	6,40 %	6,80 %	6,35 %	6,75 %
Taux d'augmentation des salaires	2,50 %	3,00 %	2,50 %	3,00 %

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite pour le RRCE sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2013 à 2024	2025 et suivantes	2013 à 2022	2023 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,15 %	2,50 %
Taux d'actualisation	6,40 %	6,80 %	6,40 %	6,75 %
Taux d'augmentation des salaires	2,60 %	3,00 %	2,60 %	3,00 %

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

**RÉGIMES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES**

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des régimes de retraite des fonctionnaires, qui comprennent l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la situation financière de même que l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

**Opinion**

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes de retraite des fonctionnaires au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 29 avril 2015

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

## RÉGIMES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

## État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la situation financière de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice		
Cotisations salariales	14	79
Cotisations patronales	2	35
	<u>16</u>	<u>114</u>
Sommes puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu pour payer les prestations et les frais d'administration	413 990	431 872
	<u><b>414 006</b></u>	<u><b>431 986</b></u>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants et transferts		
Rentes (note 4)	411 525	428 470
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	44	59
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	154	920
Frais d'administration de la CARRA	2 267	2 423
	<u>413 990</u>	<u>431 872</u>
Sommes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu	16	114
	<u><b>414 006</b></u>	<u><b>431 986</b></u>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	-	-
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<u><b>3 861 683</b></u>	<u><b>3 927 106</b></u>
<b>Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b>	<u><b>(3 861 683)</b></u>	<u><b>(3 927 106)</b></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,

Le président-directeur général,

Richard Fortier, IAS.A, FICA, CFA

Christian Goulet

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

## RÉGIMES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

## État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Perte actuarielle	-	16 345
Modification des hypothèses actuarielles	113 681	28 971
Intérêts	232 579	240 776
Prestations constituées	40	310
	<b>346 300</b>	<b>286 402</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Rectifications apportées aux données des participants	-	226
Nouvelles dispositions du RRF	-	289
Prestations aux participants et transferts vers d'autres régimes	411 723	429 449
	<b>411 723</b>	<b>429 964</b>
<b>Diminution nette de l'exercice</b>	<b>(65 423)</b>	<b>(143 562)</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	<b>3 927 106</b>	<b>4 070 668</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>3 861 683</b>	<b>3 927 106</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

### RÉGIMES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

#### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

#### 1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

##### Régime de retraite des fonctionnaires (RRF)

La description du RRF fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

##### a ) Généralités

Le RRF est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) qui prépare les états financiers pour approbation par le conseil d'administration. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux employés de la fonction publique nommés ou engagés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1973.

##### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les prestations sont financées par les personnes qui participent et les employeurs autonomes selon les taux de cotisation fixés par la loi, et par le gouvernement qui assume le solde des obligations au titre des prestations de retraite.

Les frais liés à l'administration du RRF sont assumés par le gouvernement.

##### c ) Rentes de retraite

Les participants au RRF acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont 65 ans, s'ils ont 62 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes et comptent 10 années de service,

s'ils comptent au moins 35 années de service, s'ils ont 55 ans et comptent 32 années de service ou s'ils ont 60 ans et que leur âge et leurs années de service totalisent 90.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils comptent 22 années de service et ont 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes, si leur âge et leurs années de service totalisent 90 et qu'ils ont moins de 60 ans, ou s'ils ont 60 ans.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des cinq années les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité (38 années de service crédité maximum). La rente est réduite à 65 ans pour tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

##### d ) Rentes d'invalidité

Une rente d'invalidité est payable au participant devenu invalide. Elle est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service accumulées au RRF.

##### e ) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRF, ou qu'elle y participait, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 60 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Toutefois, cette rente sera égale à 50 % si cette personne a cessé de participer au RRF ou a pris sa retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 1991. Chaque enfant à charge a droit à une rente correspondant à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, si une rente est versée au conjoint, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint. S'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint et qu'il n'y a aucune rente versée aux enfants, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, sans intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

Ces mêmes droits sont payables lorsque la personne ayant participé au RRF décède alors qu'elle était admissible à une rente de retraite immédiate ou avant d'être admissible à une telle rente alors qu'elle avait accumulé au moins dix années de service.

## 1. DESCRIPTION DES RÉGIMES (SUITE)

### f) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRF peut avoir droit à une rente de retraite ou elle peut demander un transfert de la valeur de sa rente différée vers un compte de retraite immobilisé.

### g) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRF sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1<sup>er</sup> juillet 1982; elles sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1982.

### Régime de prestations supplémentaires à l'égard des fonctionnaires

Le Régime de prestations supplémentaires à l'égard des fonctionnaires (C.T. 195705 du 19 décembre 2000) établit la rente minimale lorsque cette dernière est supérieure à la rente calculée selon le RRF.

Il prévoit également le versement, à certaines conditions, d'une rente d'invalidité lorsqu'un participant est invalide et ne reçoit pas déjà une telle rente conformément au RRF.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

Comme les régimes ne sont pas capitalisés et qu'il n'y a aucun actif net disponible, l'état de la situation financière se compose uniquement des obligations au titre des prestations de retraite et est ainsi présenté de façon combinée à l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la situation financière.

### b) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations et des prestations et sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### c) Cotisations salariales et patronales

Les cotisations salariales et patronales sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants des régimes.

Les rajustements apportés à ces cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

### d) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur des régimes. L'évaluation actuarielle réalisée pour les états financiers des RRF est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants aux régimes. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

### 3. POLITIQUE DE CAPITALISATION ET GESTION DU CAPITAL

#### a ) Cotisation des employés

Pour l'exercice, la cotisation salariale s'élève à 5,45 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9), jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette même loi, et à 7,25 % du solde du salaire admissible. En vertu de l'article 177 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), ces taux ne sont plus révisés.

Les cotisations salariales sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

#### b ) Cotisations du gouvernement et des employeurs autonomes

En vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, les employeurs autonomes doivent verser à la CARRA, en même temps qu'ils font la remise des cotisations de leurs employés, un montant égal à ces cotisations. Ces sommes sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

Le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations aux régimes. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement de l'ensemble des prestations au moment où elles deviennent payables. Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu. Conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge.

La Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. L'information sur ce Fonds d'amortissement des régimes de retraite est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

#### c ) Gestion du capital

Les régimes n'ont pas de politique de gestion du capital puisque les parties n'ont pas constitué de caisse de retraite pour ces régimes.

### 4. RENTES

Les rentes aux participants se détaillent comme suit :

	2014	2013
Rentes de retraite	339 417	355 658
Prestations de survivants	72 108	72 812
	<b>411 525</b>	<b>428 470</b>

Pour l'exercice 2014, un montant de 134 837 \$ (134 294 \$ en 2013) a été versé par le Régime de prestations supplémentaires à l'égard des fonctionnaires et il est inclus dans le poste « Rentes ».

## 5. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 4 252 millions de dollars au 31 décembre 2011. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Pour la dernière évaluation actuarielle, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

En 2013, un ajustement de 48 millions de dollars a été apporté aux obligations pour tenir compte de la révision de l'hypothèse d'amélioration de l'espérance de vie à la suite de la publication de nouvelles tables par l'Institut canadien des actuaires.

En 2014, un ajustement de 114 millions de dollars a été apporté aux obligations pour tenir compte de la révision des hypothèses actuarielles reliées principalement aux taux de mortalité et aux taux d'actualisation.

Les obligations au titre des prestations de retraite des RRF sont établies à 3 862 millions de dollars au 31 décembre 2014 (3 927 millions de dollars en 2013).

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2012 à 2024	2025 et suivantes	2012 à 2022	2023 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,10 %	2,50 %
Taux d'actualisation	6,40 %	6,80 %	6,35 %	6,75 %
Taux d'augmentation des salaires	2,50 %	3,00 %	2,50 %	3,00 %

## 6. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

**RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR  
DU QUÉBEC ET DE CERTAINES COURS MUNICIPALES****RÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN  
ET DES VICE-PROTECTEURS**

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales et du Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs, qui comprennent l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la situation financière de même que l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales et du Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 29 avril 2015

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC  
ET DE CERTAINES COURS MUNICIPALESRÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN  
ET DES VICE-PROTECTEURSÉtat de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations  
et de la situation financière de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales</b>		
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations salariales – Service courant	4 023	3 804
Cotisations des municipalités – Service courant	57	60
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	2 699	395
	<u>6 779</u>	<u>4 259</u>
Sommes puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu pour payer les prestations et les frais d'administration	<u>20 641</u>	<u>20 442</u>
	<b>27 420</b>	<b>24 701</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants et transferts		
Rentes (note 4)	20 148	20 038
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	22	328
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	391	-
Frais d'administration de la CARRA	80	76
	<u>20 641</u>	<u>20 442</u>
Sommes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu	<u>6 779</u>	<u>4 259</u>
	<b>27 420</b>	<b>24 701</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	-	-
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>310 727</b>	<b>284 022</b>
<b>Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b>	<b>(310 727)</b>	<b>(284 022)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC  
ET DE CERTAINES COURS MUNICIPALESRÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN  
ET DES VICE-PROTECTEURSÉtat de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations  
et de la situation financière de l'exercice clos le 31 décembre 2014 (suite)

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Régimes de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales</b>		
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations salariales (cotisations perçues en trop) – Service courant	6	(61)
Cotisations des municipalités – Service courant	180	174
	186	113
Sommes puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu pour payer les prestations aux participants	14 375	13 495
	<b>14 561</b>	<b>13 608</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants		
Rentes (note 4)	14 375	13 495
Sommes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu	186	113
	<b>14 561</b>	<b>13 608</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	-	-
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>307 512</b>	<b>278 385</b>
<b>Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b>	<b>(307 512)</b>	<b>(278 385)</b>
<b>Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs</b>		
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Sommes puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu pour payer les prestations aux participants	311	329
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants		
Rentes (note 4)	311	329
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	-	-
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>4 837</b>	<b>4 506</b>
<b>Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b>	<b>(4 837)</b>	<b>(4 506)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,

Le président-directeur général,

Richard Fortier, IAS.A, FICA, CFA

Christian Goulet



## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC  
ET DE CERTAINES COURS MUNICIPALESRÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN  
ET DES VICE-PROTECTEURSÉtat de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite  
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales</b>		
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Modification des hypothèses actuarielles	18 155	3 506
Intérêts	17 360	16 823
Prestations constituées	8 078	7 941
Transferts provenant d'autres régimes de retraite	3 673	745
	<b>47 266</b>	<b>29 015</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux participants et transferts vers d'autres régimes	<b>20 561</b>	<b>20 366</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	26 705	8 649
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	284 022	275 373
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>310 727</b>	<b>284 022</b>
<b>Régimes de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales</b>		
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Modification des hypothèses actuarielles	13 040	3 437
Intérêts	17 344	16 205
Prestations constituées	12 594	12 370
Transferts provenant d'autres régimes de retraite	524	-
	<b>43 502</b>	<b>32 012</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux participants	<b>14 375</b>	<b>13 495</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	29 127	18 517
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	278 385	259 868
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>307 512</b>	<b>278 385</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC  
ET DE CERTAINES COURS MUNICIPALESRÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN  
ET DES VICE-PROTECTEURSÉtat de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite  
de l'exercice clos le 31 décembre 2014 (suite)

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs</b>		
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Perte actuarielle	10	-
Modification des hypothèses actuarielles	89	137
Intérêts	276	286
Prestations constituées	267	253
	<b>642</b>	<b>676</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Gain actuariel	-	455
Prestations aux participants	311	329
	<b>311</b>	<b>784</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de l'exercice</b>	331	(108)
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	4 506	4 614
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>4 837</b>	<b>4 506</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

### RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC ET DE CERTAINES COURS MUNICIPALES

#### RÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN ET DES VICE-PROTECTEURS

#### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

#### 1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales (RRJCQM)

Régime de retraite de certains juges nommés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (RRCJAJ)

Régime de retraite de certains juges nommés avant le 30 mai 1978 (RRCJAM)

Régimes de prestations supplémentaires des juges établis en vertu de l'article 122 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (RPS)

La description des régimes fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ces régimes, les lecteurs devront se référer aux parties V.1 à VI.3 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16) pour les régimes de retraite et aux règlements 6 et 7 de cette même loi (c. T-16, r. 6 et r. 7) pour les régimes de prestations supplémentaires.

#### a ) Généralités

Ces régimes de retraite et de prestations supplémentaires sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui prépare les états financiers pour approbation par le conseil d'administration. Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux juges visés de la Cour du Québec, y compris ceux des cours municipales de Québec et de Laval.

Conformément à l'article 25 de la Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières (L.Q. 1971, chapitre 77), le Régime de retraite de certains juges nommés avant le 30 mai 1978 s'applique également aux commissaires de la Commission des valeurs mobilières du Québec qui étaient en fonction le 7 juillet 1971.

#### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Pour le RRJCQM et le RPS correspondant, les prestations sont financées par les personnes qui participent, par les municipalités, selon le taux de cotisation fixé par la loi, et par le gouvernement, qui assume le solde des obligations au titre des prestations de retraite.

Pour le RRCJAJ et le RPS correspondant, les prestations sont financées par les participants qui ont cotisé au régime de 1979 à 1989, par les municipalités, selon le taux de cotisation fixé par la loi, et par le gouvernement, qui assume le solde des obligations au titre des prestations de retraite. Pour le RRCJAM, les prestations sont entièrement financées par le gouvernement.

Les frais reliés à l'administration de ces régimes sont assumés par le gouvernement.

#### c ) Rentes de retraite

Les participants du RRJCQM acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle à 65 ans ou lorsque la somme de leur âge et de leurs années de service totalise au moins 80 ou lorsqu'ils ont accumulé au moins 21,7 années de service. Selon les dispositions de ce régime, la rente de retraite est calculée en multipliant le traitement admissible moyen des trois années les mieux rémunérées par 1,5 % par année de service crédité. Ces participants acquièrent également le droit à une rente supplémentaire, qui équivaut à l'excédent du montant obtenu en multipliant le traitement admissible moyen total des trois années les mieux rémunérées par 3 % par année de service crédité sur la rente de retraite calculée selon le régime de base. La somme des prestations du RRJCQM et du régime de prestations supplémentaires ne peut dépasser 65 % du traitement admissible moyen ni être inférieure à 55 % de ce dernier si l'âge et les années de service totalisent au moins 80.

## 1. DESCRIPTION DES RÉGIMES (SUITE)

### c) Rentes de retraite (suite)

Les participants du RRCJAJ acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle à 65 ans ou lorsqu'ils comptent au moins 25 années de service. La rente de retraite est calculée en multipliant le traitement admissible moyen des trois années les mieux rémunérées par 2,8 % par année de service pour les années de service crédité antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1992 et par 1,5 % par année de service pour les années suivantes. Ces participants acquièrent également le droit à une rente supplémentaire, qui équivaut à l'excédent du montant obtenu en multipliant le traitement admissible moyen total des trois années les mieux rémunérées par 2,8 % par année de service crédité sur la rente de retraite calculée selon le régime de base.

Les participants du RRJCQM et du RRCJAJ acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle lorsqu'ils ont 55 ans et comptent au moins 5 années de service.

Selon les dispositions du RRCJAM, la rente est constituée d'un montant fixe.

### d) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRJCQM ou du RRCJAJ, ou qu'elle y participait, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir; cette rente correspond à 60 % ou 66 2/3 % si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite. Chaque enfant à charge a droit à une rente correspondant à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, si une rente de retraite est versée au conjoint, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint. S'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint et qu'il n'y a aucune rente versée aux enfants, les cotisations versées par cette personne sont remboursées avec intérêts aux héritiers, déduction faite de toute prestation versée. Si la personne décède avant d'être admissible à une rente de retraite, les cotisations qu'elle avait versées sont remboursées avec intérêts à la conjointe ou au conjoint ou, à défaut, aux héritiers.

Si une personne décède alors qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite du RRCJAM, son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente que recevait cette personne.

Les mêmes conditions s'appliquent aux prestations des régimes supplémentaires.

### e) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRJCQM ou au RRCJAJ avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate peut avoir droit, si elle compte plus de 2 années de service et sous certaines conditions, à une rente différée payable sans réduction à compter de 65 ans. Si elle compte moins de 2 années de service, elle a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts. Les mêmes conditions s'appliquent aux prestations des régimes supplémentaires.

### f) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRJCQM et les prestations supplémentaires correspondantes sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie. Les rentes versées par le RRCJAJ et les prestations supplémentaires correspondantes sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1<sup>er</sup> juillet 1990 et sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1990. Les rentes versées par le RRCJAM sont pleinement indexées si le participant a opté pour une telle indexation en versant les sommes exigibles.

### Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs

La description du régime fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32) concernant la rente de retraite accordée au Protecteur du citoyen et aux vice-protecteurs.

### a) Généralités

Le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs est administré par la CARRA, qui prépare les états financiers pour approbation par le conseil d'administration. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées.

### **b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration**

Les prestations versées par ce régime sont entièrement financées par le gouvernement. Les frais liés à l'administration de ce régime sont assumés par le gouvernement.

### **c ) Rentes de retraite**

Les rentes s'élèvent à 25 % du traitement que recevait le participant au moment où il a cessé d'exercer ses fonctions par tranche de 5 années de service accomplies à ce titre, sans toutefois excéder 75 %. En cas de décès, sa conjointe ou son conjoint a droit de recevoir une rente égale à 50 % de celle qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait le participant. Des rentes sont aussi prévues en cas d'invalidité. Les rentes versées par ce régime ne sont pas indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

### **a ) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

Comme les régimes ne sont pas capitalisés et qu'il n'y a aucun actif net disponible, l'état de la situation financière se compose uniquement des obligations au titre des prestations de retraite. Il est ainsi présenté de façon combinée à l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la situation financière.

### **b ) Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations et des prestations ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### **c ) Cotisations salariales et cotisations des municipalités**

Les cotisations salariales et celles des municipalités sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

### **d ) Obligations au titre des prestations de retraite**

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur des régimes. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers des régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales sont produites tous les trois ans alors que pour le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs, cette évaluation est réalisée annuellement. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants aux régimes. Les obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

### 3. POLITIQUE DE CAPITALISATION ET GESTION DU CAPITAL

#### a) Cotisation des employés

Pour l'exercice, la cotisation salariale au RRJCQM s'élève à 7 % du traitement admissible. Le Régime de prestations supplémentaires est non contributif sauf pour les participants ayant atteint 21,7 années de service, pour lesquels la cotisation s'élève à 1 % du traitement admissible. Le RRCJAJ est non contributif pour les participants depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990. Le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs est non contributif.

Les cotisations salariales sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

#### b) Cotisations du gouvernement et des municipalités

Les municipalités versent au RRJCQM des cotisations correspondant à 30,16 % de la masse salariale des juges visés (11,70 % pour le régime de base et 18,46 % pour les prestations supplémentaires), moins les cotisations des participants. Elles versent au RRCJAJ des cotisations correspondant à 26,17 % de la masse salariale des participants visés (10,72 % pour le régime de base et 15,45 % pour les prestations supplémentaires). Ces sommes sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

En vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations aux régimes. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement de l'ensemble des prestations au moment où elles deviennent payables. Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu. Conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge.

La Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. L'information sur ce Fonds d'amortissement des régimes de retraite est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

#### c) Gestion du capital

Le RRJCQM n'a pas de politique de gestion du capital puisque le gouvernement n'a pas constitué de caisse de retraite pour ce régime.

### 4. RENTES

Les rentes aux participants se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Régimes de retraite des juges de la cour du Québec et de certaines cours municipales</b>		
Rentes de retraite	15 099	14 863
Prestations de survivants	5 049	5 175
	<b>20 148</b>	<b>20 038</b>
<b>Régimes de prestations supplémentaires des juges</b>		
Rentes de retraite	13 291	12 542
Prestations de survivants	1 084	953
	<b>14 375</b>	<b>13 495</b>
<b>Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs</b>		
Rentes de retraite	238	316
Prestations de survivants	73	13
	<b>311</b>	<b>329</b>



## 5. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à :

- 265 millions de dollars au 31 décembre 2010 pour les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2013 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2015;
- 231 millions de dollars au 31 décembre 2010 pour les régimes de prestations supplémentaires des juges de la cour du Québec et de certaines cours municipales. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2013 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2015;
- 5 millions de dollars au 31 décembre 2014 pour le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs. La prochaine évaluation actuarielle requise sera prise en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

En 2013, des ajustements de 3,5 millions de dollars pour les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales et de 3,4 millions de dollars pour les régimes de prestations supplémentaires ont été apportés aux obligations pour tenir compte de la révision de l'hypothèse d'amélioration de l'espérance de vie à la suite de la publication de nouvelles tables par l'Institut canadien des actuaires.

En 2014, des ajustements de 18,2 millions de dollars pour les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales et de 13,0 millions de dollars pour les régimes de prestations supplémentaires ont été apportés aux obligations pour tenir compte de la révision des hypothèses actuarielles reliées principalement aux taux de mortalité, aux taux d'augmentation des traitements et aux taux d'actualisation.

Les obligations au titre des prestations de retraite des régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales sont établies à 311 millions de dollars (284 millions de dollars au 31 décembre 2013) et celles des régimes de prestations supplémentaires à 308 millions de dollars au 31 décembre 2014 (278 millions de dollars au 31 décembre 2013).

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite pour les régimes de retraite et de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2011 à 2024	2025 et suivantes	2011 à 2021	2022 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,10 %	2,50 %
Taux d'actualisation	6,40 %	6,80 %	6,35 %	6,75 %
Taux d'augmentation des traitements	2,20 %	3,00 %	2,15 %	3,00 %

## 5. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE (SUITE)

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite pour le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2015 à 2024	2025 et suivantes	2014 à 2022	2023 et suivantes
Taux d'inflation	2,15 %	2,50 %	2,15 %	2,50 %
Taux d'actualisation	6,45 %	6,80 %	6,40 %	6,75 %
Taux d'augmentation des traitements	2,75 %	3,00 %	2,70 %	3,00 %

## 6. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.



## RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

### RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

#### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 4 mai 2015

## RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

## État de la situation financière au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)		
Fonds des cotisations des membres	290 382	228 908
Fonds des cotisations patronales	375 577	337 564
	<u>665 959</u>	<u>566 472</u>
Créances		
Dû par le gouvernement du Québec		
Cotisation pour le service postérieur au 31 décembre 2006 (note 6)	115 783	58 505
Courus à recevoir	-	240
Cotisations salariales à recevoir	2 389	2 135
Cotisations patronales à recevoir	-	6
Sommes à recevoir des prestataires	109	50
Sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite (note 7)	1 963	2 927
	<u>120 244</u>	<u>63 863</u>
Sommes détenues par la CARRA	-	49
	<u>786 203</u>	<u>630 384</u>
<b>Passif</b>		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	140	804
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	43	51
Transferts interrégimes à payer	336	-
Sommes à verser au fonds général du fonds consolidé du revenu	1 170	-
Frais d'administration à payer à la CARRA	401	246
	<u>2 090</u>	<u>1 101</u>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations (note 8a)</b>	<u>784 113</u>	<u>629 283</u>
Membres	292 793	231 568
Employeurs		
Service postérieur au 31 décembre 2006	491 320	397 715
	<u>784 113</u>	<u>629 283</u>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite (note 8b)</b>		
Membres	255 363	203 377
Employeurs		
Service postérieur au 31 décembre 2006	509 314	406 008
Service antérieur au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	3 539 592	3 438 156
	<u>4 304 269</u>	<u>4 047 541</u>
<b>Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 9)</b>		
Membres	37 430	28 191
Employeurs		
Service postérieur au 31 décembre 2006	(17 994)	(8 293)
Service antérieur au 1 <sup>er</sup> janvier 2007 (note 3)	(3 539 592)	(3 438 156)
	<u>(3 520 156)</u>	<u>(3 418 258)</u>

**Prestations accessoires (note 13)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le comité de retraite,

## RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

## État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations salariales (note 10)	31 355	30 767
Cotisation du gouvernement du Québec pour le service postérieur au 31 décembre 2006 – Service courant (note 6)	57 278	56 617
Cotisations des employeurs autonomes – Service courant	140	149
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	7 011	5 702
	<u>95 784</u>	<u>93 235</u>
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 11)	18 021	15 929
Modification de la juste valeur (note 11)	50 960	46 903
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	15	14
Revenus d'intérêts	94	-
	<u>69 090</u>	<u>62 846</u>
Cotisation du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations pour le service antérieur au 1 <sup>er</sup> janvier 2007 à partir du fonds général du fonds consolidé du revenu	212 531	209 303
	<u><b>377 405</b></u>	<u><b>365 384</b></u>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux membres et transferts		
Rentes (note 12)	214 430	210 947
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	837	247
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	1 718	2 628
Frais d'administration de la CARRA	1 406	1 295
	<u>218 391</u>	<u>215 117</u>
Sommes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu		
Cotisations salariales des officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations à ce fonds	108	269
Autres cotisations et transferts	4 076	3 919
	<u>4 184</u>	<u>4 188</u>
	<u><b>222 575</b></u>	<u><b>219 305</b></u>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b> (note 8a)	154 830	146 079
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	<u>629 283</u>	<u>483 204</u>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	<u><b>784 113</b></u>	<u><b>629 283</b></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

## État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Perte actuarielle	38 997	-
Modification des hypothèses actuarielles	75 903	49 968
Intérêts	270 682	247 713
Prestations constituées	87 347	83 461
Transferts des policiers municipaux	-	4 031
Transferts interrégimes	784	2 150
	<b>473 713</b>	<b>387 323</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux membres et transferts vers d'autres régimes	<b>216 985</b>	<b>213 822</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	<b>256 728</b>	<b>173 501</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	<b>4 047 541</b>	<b>3 874 040</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 8b)</b>	<b>4 304 269</b>	<b>4 047 541</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

#### 1. DESCRIPTION DU RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC (RRMSQ)

La description du RRMSQ fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à l'entente intervenue entre le gouvernement du Québec et l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec (APPQ) pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2010 au 31 mars 2015.

##### a ) Généralités

Le RRMSQ est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui prépare les états financiers pour approbation par le comité de retraite, à l'exception des dispositions relatives aux prestations accessoires administrées par l'APPQ. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux membres admissibles de la Sûreté du Québec.

##### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les prestations découlant des années de service antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2007 sont financées par le gouvernement et par les membres dont les cotisations ont été déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les prestations découlant des années de service postérieures au 31 décembre 2006 sont financées par les membres, d'une part, et par le gouvernement et les employeurs autonomes, d'autre part, dans des proportions respectives de 1/3 et de 2/3. Cependant, les prestations découlant des années de service postérieures au 31 décembre 2006 effectuées par les officiers qui ont opté pour le maintien du versement de

leurs cotisations au fonds général du fonds consolidé du revenu sont financées par le gouvernement et ces officiers.

Les frais reliés à l'administration du RRMSQ sont assumés par les membres et le gouvernement selon la proportion de 1/3 et de 2/3. Toutefois, les frais d'administration relatifs aux membres qui ont pris leur retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007 sont assumés à 100 % par le gouvernement et ceux relatifs aux prestations accessoires à 100 % par les membres.

##### c ) Rentes de retraite

Les membres acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont 60 ans, s'ils comptent 25 années de service ou si leur âge et leurs années de service totalisent 75.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils comptent au moins 20 années de service.

Les membres doivent prendre leur retraite dès qu'ils atteignent l'âge de 65 ans. Ils cessent de cotiser lorsqu'ils atteignent 38 années de service créditées au RRMSQ.

La rente de retraite équivaut à la somme des montants suivants :

- Pour les années de service crédité antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1992, le montant obtenu en multipliant le salaire admissible moyen des 4 années les mieux rémunérées par 2,3 % par année de service; et
- Pour les années de service crédité postérieures au 31 décembre 1991, le montant obtenu en multipliant le salaire admissible moyen des 3 années les mieux rémunérées par 2 % par année de service, auquel vient s'ajouter, jusqu'à l'âge de 65 ans, un montant additionnel équivalant à 0,3 % de ce salaire moyen par année de service.

La rente de retraite pour les années de service crédité accumulées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1992 est réduite à 65 ans du montant obtenu en multipliant le salaire admissible moyen des 4 années les mieux rémunérées, jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) de ces 4 années, par 0,7 % par année de service, afin de tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

**d) Prestations de survivants**

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRMSQ, ou qu'elle y participait depuis au moins dix années et n'était pas en fonction, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne, ou à 60 % de cette rente si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite, à l'exclusion du montant additionnel qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne. Si cette personne ne comptait pas dix années de service, ses cotisations sont remboursées avec intérêts à la conjointe ou au conjoint ou, à défaut, aux héritiers.

Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, excluant les prestations accessoires, sans que le total excède 40 % de celle-ci, si une rente est versée au conjoint. S'il n'y a pas de rente versée au conjoint, les enfants à charge se partagent en parts égales une rente correspondant à celle que le conjoint aurait reçue plus 10 % par enfant, à compter du deuxième, sans que le total excède 80 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait la personne.

Si une personne décède alors qu'elle était en fonction, les prestations de survivants sont payables à partir du moment où cesse le paiement de la prestation prévue dans les conditions de travail.

**e) Prestations de fin d'emploi**

La personne qui cesse de participer au RRMSQ avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de 2 années de service.

Dans les autres cas, compte tenu de l'âge de la personne et de ses années de service au moment où elle cesse de participer au RRMSQ, elle a le choix entre le remboursement partiel ou complet de ses cotisations, avec intérêts, et une rente de retraite différée.

La rente de retraite différée est payable sans réduction actuarielle à 60 ans ou avec réduction actuarielle à compter de la date à laquelle la personne aurait atteint 32 années de service, selon l'éventualité qui se présente en premier.

**f) Indexation des rentes**

Les rentes versées par le RRMSQ aux retraités qui étaient membres de la Sûreté du Québec avant le 1<sup>er</sup> avril 1987 sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie à l'égard des années de service accumulées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1992 et après cette date, jusqu'à concurrence de 20 années de service. Dans les autres cas, les rentes versées par le RRMSQ sont partiellement indexées.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES****a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placement ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

**b) Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), des prestations aux membres et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

**c) Fonds confiés à la CDPQ**

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis en achetant divers types de placements selon les politiques de placement décrites à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.



## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### c) Fonds confiés à la CDPQ (suite)

Les dépôts à participation des fonds particuliers 353 et 354 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités des fonds particuliers détenues par le régime. Les dépôts à vue au fonds général (avances) ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

#### Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4a).

#### Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution aux fonds particuliers selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

### d) Instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

Le RRMSQ évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement. Celui-ci correspond à la juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite et des sommes détenues par la CARRA.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des frais d'administration à payer à la CARRA et des transferts interrégimes à payer.



### e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RRMSQ. L'évaluation actuarielle réalisée pour les états financiers du RRMSQ est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les membres du régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

### f) Cotisations salariales et des employeurs autonomes

Les cotisations salariales et des employeurs autonomes sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les membres du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations salariales et des employeurs autonomes sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

## 3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

### a) Cotisation des membres

La cotisation salariale pour l'exercice s'élève à 6,2 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la Loi sur le régime de rentes du Québec, jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette même loi, et à 8 % du solde du salaire admissible. Selon les termes de l'entente, ces taux de cotisation sont réduits pour les membres ayant accumulé 30 années de service.

En juin 2014, les actuaires de la CARRA ont déposé une évaluation actuarielle du RRMSQ à l'égard des prestations à la charge des membres. Cette évaluation actuarielle est produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2012 en utilisant la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires et les hypothèses jugées pertinentes par l'actuaire-conseil nommé par le comité de retraite.

La méthode est équivalente à celle utilisée pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite. Les résultats de cette évaluation démontrent que le taux de cotisation requis pour financer la portion à la charge des participants des prestations acquises annuellement, des frais d'administration et du déficit s'élève et 6,52 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la Loi sur le régime de rentes du Québec jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette même loi et à 8,42 % du solde du salaire admissible. Conformément à l'article 101 de l'entente, le comité de retraite doit, au moins tous les 3 ans, requérir une nouvelle évaluation actuarielle. À la suite de cette évaluation le taux de cotisation des membres n'a pas été modifié.

Les cotisations salariales sont déposées dans le fonds des cotisations des membres confié à la CDPQ (Fonds particulier 353). Ce fonds assure le versement des prestations de retraite et des frais d'administration à la charge des membres comme cela est décrit à la note 1b).

### b) Cotisations du gouvernement et des employeurs autonomes

La cotisation du gouvernement s'élève à 12,17 % du salaire admissible des membres ayant opté pour le versement de leurs cotisations dans le fonds de cotisations des membres confié à la CDPQ pour le service courant. Ce taux de cotisation a été établi en fonction de l'évaluation actuarielle réalisée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2009 et produite pour les besoins de la comptabilité gouvernementale.

La cotisation des employeurs autonomes est établie à partir de la plus récente évaluation actuarielle produite aux fins des états financiers du régime.

### 3. POLITIQUE DE CAPITALISATION (SUITE)

#### b ) Cotisations du gouvernement et des employeurs autonomes (suite)

Le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisation dans une caisse de retraite à l'égard des prestations découlant des années de service antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2007 et de celles découlant des années de service postérieures au 31 décembre 2006 effectuées par les officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au fonds général du fonds consolidé du revenu. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement de l'ensemble de ces prestations au moment où elles deviennent payables, en puisant les sommes dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Pour les années de service postérieures au 31 décembre 2006, sur la base des évaluations actuarielles que le ministre des Finances requiert, celui-ci détermine les montants qui pourraient, d'année en année mais au plus tard tous les trois ans, être capitalisés aux époques prescrites pour tenir compte des engagements du gouvernement à l'égard du RRMSQ. Ces sommes, ainsi que les cotisations des

employeurs autonomes sont déposées dans le fonds des cotisations patronales confié à la CDPQ (Fonds particulier 354).

Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes comme cela est décrit à la note 1b) sont puisées dans le fonds des cotisations patronales. Advenant le cas où ce fonds serait épuisé, les sommes qui manquent pour payer la part des prestations assumées par le gouvernement seraient puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

La Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDPQ, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. L'information sur ce Fonds d'amortissement des régimes de retraite est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

### 4. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ

#### a ) Placements et passifs relatifs aux placements

Les dépôts à participation dans les fonds particuliers 353 et 354 à la CDPQ sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue aux fonds particuliers les revenus nets de placement.

	2014			2013
	Fonds des cotisations des membres (353)	Fonds des cotisations patronales (354)	Total	Total
Dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDPQ <sup>1</sup> (coût 2014, fonds 353 : 248 162 (2013 : 201 426); fonds 354 : 318 178 (2013 : 301 275))				
Placements	286 972	374 341	661 313	562 858
Revenus de placement courus à recevoir	1 280	1 673	2 953	1 611
Dépôts à vue au fonds général (avances)	(27)	(192)	(219)	(366)
Passifs relatifs aux placements	(90)	(1)	(91)	(290)
Montant à distribuer au RRMSQ	(2 833)	(2 694)	(5 527)	(3 996)
	<b>285 302</b>	<b>373 127</b>	<b>658 429</b>	<b>559 817</b>
Dépôts à vue au fonds général (avances)	2 247	(244)	2 003	2 659
Revenus de placement courus à recevoir des fonds particuliers	2 833	2 694	5 527	3 996
	<b>290 382</b>	<b>375 577</b>	<b>665 959</b>	<b>566 472</b>

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2.

Au 31 décembre, les placements et les passifs relatifs aux placements se détaillent comme suit :

	2014			2013
	Fonds des cotisations des membres (353)	Fonds des cotisations patronales (354)	Total	Total
<b>Placements</b>				
Unités de participation de portefeuilles spécialisés				
Revenu fixe				
Valeurs à court terme (740)	10 718	10 302	21 020	11 692
Obligations (760)	69 410	110 633	180 043	156 558
Dettes immobilières (750)	12 022	18 792	30 814	25 280
	<b>92 150</b>	<b>139 727</b>	<b>231 877</b>	<b>193 530</b>
Placements sensibles à l'inflation				
Infrastructures (782)	13 320	16 602	29 922	23 187
Immeubles (710)	22 700	36 042	58 742	53 987
	<b>36 020</b>	<b>52 644</b>	<b>88 664</b>	<b>77 174</b>
Actions				
Actions canadiennes (720)	43 730	43 320	87 050	75 759
Actions mondiales <sup>1</sup> (735)	-	-	-	5 573
Actions Qualité mondiale (736)	55 566	49 822	105 388	57 925
Actions américaines (731)	5 993	13 490	19 483	26 641
Actions EAEO <sup>2</sup> (730)	4 665	13 407	18 072	24 277
Actions des marchés en émergence (732)	17 334	18 905	36 239	29 709
Placements privés (780)	28 614	39 239	67 853	57 263
	<b>155 902</b>	<b>178 183</b>	<b>334 085</b>	<b>277 147</b>
Autres placements				
Fonds de couverture <sup>1</sup> (770)	-	-	-	11 702
Répartition de l'actif (771)	2 063	2 681	4 744	3 280
Stratégies actives de superposition <sup>1</sup> (773)	700	912	1 612	-
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (772)	2	-	2	-
Quote-part nette des activités du fonds général	133	174	307	-
Instruments financiers dérivés (note 4b)	2	20	22	25
	<b>2 900</b>	<b>3 787</b>	<b>6 687</b>	<b>15 007</b>
<b>Total des placements</b>	<b>286 972</b>	<b>374 341</b>	<b>661 313</b>	<b>562 858</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>				
Unités de participation de portefeuille spécialisé BTAA (772)	-	-	-	8
Quote-part nette des activités du fonds général	-	-	-	244
Instruments financiers dérivés (note 4b)	90	1	91	38
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>90</b>	<b>1</b>	<b>91</b>	<b>290</b>

1. Le portefeuille spécialisé Fonds de couverture (770) et le portefeuille spécialisé Actions mondiales (735) ont été dissous le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 1<sup>er</sup> avril 2014, respectivement. De plus, le portefeuille spécialisé Stratégies actives de superposition (773) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014.
2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

#### 4. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ (SUITE)

##### b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change et de marché. De plus, dans le but de maintenir une gestion efficace des risques de change à long terme associés aux placements libellés en devises étrangères, de nouveaux contrats sont successivement négociés.

La CDPQ a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit :

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de change</b>						
Contrats de change à terme	22	(91)	16 267	25	(38)	10 528
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats d'échange de rendement	-	-	26 473	-	-	-
	<b>22</b>	<b>(91)</b>	<b>42 740</b>	<b>25</b>	<b>(38)</b>	<b>10 528</b>

#### 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RRMSQ est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2014, il s'élève à 784 millions de dollars (629 millions de dollars au 31 décembre 2013). Le RRMSQ n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

Le comité de retraite du RRMSQ, conjointement avec la CDPQ, s'est doté d'une politique de placement, établie par résolution du groupe représentant les

membres et les bénéficiaires, qui encadre les activités de placement de la CDPQ à l'égard du fonds des cotisations des membres. Le gouvernement établit la politique de placement du fonds des cotisations patronales. Le comité de retraite et le gouvernement établissent respectivement les objectifs de placement, élaborent la politique afférente et procèdent à sa révision périodique. Les politiques de placement visent à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le comité de retraite et le gouvernement dans le but de permettre au RRMSQ d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions du régime.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres, la CDPQ détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment les limites de concentration. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements des fonds particuliers 353 et 354 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la CDPQ confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. Les politiques de placement du RRMSQ permettent d'utiliser des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

Les politiques de placement du RRMSQ établissent un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence de chaque fonds particulier influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le premier jour de chaque mois par la CDPQ.

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de marché (suite)

Au 31 décembre 2014, la composition des portefeuilles réels et des portefeuilles de référence des fonds particuliers 353 et 354 en pourcentage de l'actif net ajusté des montants à distribuer au RRMSQ, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

### Fonds des cotisations des membres (353)

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portfeuille réel	Limite minimale	Portfeuille de référence	Limite maximale
<b>Revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme (740)	3,72	0,00	1,00	11,00
Obligations (760)	24,15	18,50	23,50	31,50
Dettes immobilières (750)	4,22	2,00	5,00	8,00
	<b>32,09</b>	22,50	<b>29,50</b>	49,50
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Infrastructures (782)	4,80	2,50	5,50	8,50
Immeubles (710)	7,89	6,50	9,50	12,50
	<b>12,69</b>	9,00	<b>15,00</b>	21,00
<b>Actions</b>				
Actions canadiennes (720)	15,22	10,50	15,50	20,50
Actions Qualité mondiale (736)	19,32	8,50	16,50	24,50
Actions américaines (731)	2,08	0,00	3,00	8,00
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	1,62	0,00	2,50	7,50
Actions des marchés en émergence (732)	6,03	3,00	6,00	9,00
Placements privés (780)	10,00	9,00	12,00	15,00
	<b>54,27</b>	45,50	<b>55,50</b>	65,50
<b>Autres placements</b>				
Répartition de l'actif (771)	0,72	0,00	0,00	1,00
Stratégies actives de superposition (773)	0,24	0,00	0,00	0,50
Autres	(0,01)			
	<b>0,95</b>		<b>0,00</b>	
	<b>100,00</b>		<b>100,00</b>	

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

## Fonds des cotisations patronales (354)

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
<b>Revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme (740)	2,74	0,00	1,00	10,00
Obligations (760)	29,51	24,00	28,75	36,00
Obligations à long terme (764)	0,00	0,00	0,00	5,00
Dettes immobilières (750)	5,06	3,00	6,00	9,00
	<b>37,31</b>	27,00	<b>35,75</b>	51,00
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Obligations à rendement réel (762)	0,00	0,00	0,00	5,00
Infrastructures (782)	4,59	2,00	5,00	8,00
Immeubles (710)	9,60	8,00	11,00	14,00
	<b>14,19</b>	10,00	<b>16,00</b>	22,00
<b>Actions</b>				
Actions canadiennes (720)	11,56	7,00	11,75	17,00
Actions Qualité mondiale (736)	13,28	5,00	10,50	15,00
Actions américaines (731)	3,60	0,00	4,50	10,00
Actions EAE0 <sup>1</sup> (730)	3,57	0,00	4,50	10,00
Actions des marchés en émergence (732)	5,04	2,00	5,00	8,00
Placements privés (780)	10,51	9,00	12,00	15,00
	<b>47,56</b>	33,00	<b>48,25</b>	56,00
<b>Autres placements</b>				
Répartition de l'actif (771)	0,72	0,00	0,00	1,00
Stratégies actives de superposition (773)	0,24	0,00	0,00	0,50
Autres	(0,02)			
	<b>0,94</b>	0,00	<b>0,00</b>	1,50
	<b>100,00</b>		<b>100,00</b>	

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAE0).

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.



## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de marché (suite)

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la CDPQ a révisé sa méthode du calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculée afin de considérer ces changements.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif des fonds particuliers sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif des fonds particuliers 353 et 354 découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels les fonds particuliers investissent. Ainsi, ces fonds particuliers sont exposés aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR des fonds particuliers 353 et 354.



Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif des fonds particuliers selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit en pourcentage de l'actif net attribuable au RRMSQ :

### Fonds des cotisations des membres (353)

	2014			2013		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	24,7 %	26,2 %	3,9 %	25,0 %	25,1 %	2,9 %

### Fonds des cotisations patronales (354)

	2014			2013		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	24,0 %	24,2 %	3,3 %	24,2 %	23,4 %	3,0 %

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR des fonds particuliers 353 et 354.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la CDPQ sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés suivants : Actions EAEO (730), Actions américaines (731), Actions des marchés en émergence (732), Actions mondiales (735), Actions Qualité mondiale (736), Répartition de l'actif (771), Stratégies actives de superposition (773). Les activités personnalisées de superposition de devises sont utilisées par les fonds particuliers pour atteindre l'exposition désirée au dollar américain (ÉU) et aux devises des pays de la zone EAEO. Ces activités consistent à prendre des positions d'instruments financiers dérivés sur la devise ÉU et sur les devises des pays de la zone EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats de change à terme.

Les politiques de placement du RRMSQ établissent une exposition de référence à la devise ÉU et aux devises des pays de la zone EAEO ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son exposition de référence. L'analyse du respect des déviations permises, effectuée par la CDPQ, pour chacune des devises par rapport à l'exposition de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de change (suite)

Au 31 décembre 2014, l'exposition de référence en pourcentage de l'actif net des fonds particuliers 353 et 354, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à l'exposition cible, se détaillent comme suit :

#### Fonds des cotisations des membres (353)

Valeurs en % de l'actif net			
	Limite minimale	Exposition de référence	Limite maximale
<b>Exposition aux devises</b>			
Exposition à la devise ÉU <sup>1</sup>	7,00	12,00	17,00
Exposition aux devises EAEO <sup>2</sup>	7,00	12,00	17,00

#### Fonds des cotisations patronales (354)

Valeurs en % de l'actif net			
	Limite minimale	Exposition de référence	Limite maximale
<b>Exposition aux devises</b>			
Exposition à la devise ÉU <sup>1</sup>	4,00	10,30	14,00
Exposition aux devises EAEO <sup>2</sup>	4,00	8,20	14,00

1. États-Unis (ÉU) pour le dollar américain.

2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

L'exposition nette aux devises des fonds particuliers 353 et 354, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net se détaille comme suit :

#### Fonds des cotisations des membres (353)

	2014	2013
Dollar canadien	69 %	67 %
Autres devises	31 %	33 %
<b>Exposition nette aux devises</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

#### Fonds des cotisations patronales (354)

	2014	2013
Dollar canadien	74 %	75 %
Autres devises	26 %	25 %
<b>Exposition nette aux devises</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour les activités personnalisées de superposition pour l'exposition aux devises sont détaillés à la note 4b).

### Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Les fonds particuliers 353 et 354 sont exposés au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif de ces fonds particuliers est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés.

### Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition des fonds particuliers 353 et 354 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Toutefois, ces fonds particuliers demeurent exposés au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité des fonds particuliers 353 et 354. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ces fonds particuliers.

Du point de vue du risque de liquidité, les fonds particuliers 353 et 354 tiennent compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'ils évaluent les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ces fonds particuliers est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidités de ces fonds particuliers.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement des fonds particuliers 353 et 354.

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de liquidité (suite)

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers et des instruments financiers dérivés des fonds particuliers 353 et 354 se détaille comme suit :

	2014				2013			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>								
Avances du fonds général	(219)	-	-	(219)	(392)	-	-	(392)
Montants à distribuer au RRMSQ	(5 527)	-	-	(5 527)	(3 996)	-	-	(3 996)
Passifs relatifs aux placements	-	-	-	-	-	-	(252)	(252)
	<b>(5 746)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(5 746)</b>	<b>(4 388)</b>	<b>-</b>	<b>(252)</b>	<b>(4 640)</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de change à terme								
Flux contractuels à recevoir	16 177	-	-	16 177	10 515	-	-	10 515
Flux contractuels à payer	(16 246)	-	-	(16 246)	(10 528)	-	-	(10 528)
	<b>(69)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(69)</b>	<b>(13)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(13)</b>
	<b>(5 815)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(5 815)</b>	<b>(4 401)</b>	<b>-</b>	<b>(252)</b>	<b>(4 653)</b>

De plus, concernant l'actif net attribuable au RRMSQ, le Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la CDPQ prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RRMSQ, soit un remboursement maximal pour le RRMSQ pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. Les annulations d'unités de participation non effectuées en raison de ce maximum sont reportées au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

### Risque relatif aux instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

La direction de la CARRA estime que le RRMSQ ne court aucun risque de crédit important à l'égard de ses actifs financiers et qu'il ne court également aucun risque de liquidité à l'égard de ses passifs financiers.

## 6. DÛ PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Selon les dispositions législatives et les termes de l'entente, la cotisation du gouvernement du Québec au RRMSQ pour le service postérieur au 31 décembre 2006 est établie en fonction d'une évaluation actuarielle requise par le ministre des Finances. Le gouvernement a retenu l'évaluation actuarielle produite pour les besoins de la comptabilité gouvernementale réalisée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2009 pour déterminer sa cotisation au RRMSQ.

## Évolution du solde dû par le gouvernement du Québec

	2014	2013
Solde au début	58 505	1 888
Cotisation du gouvernement	57 278	56 617
Solde à la fin	<b>115 783</b>	<b>58 505</b>

## 7. TRANSFERTS DE POLICIERS MUNICIPAUX

À la suite de la réforme de la Loi concernant l'organisation des services policiers (L.Q. 2001, chapitre 19), une entente portant sur les prestations de retraite des policiers intégrés à la Sûreté du Québec est intervenue entre le gouvernement et l'APPQ. Plusieurs municipalités ont choisi d'abolir leur corps de police pour faire plutôt appel à la Sûreté du Québec. De nombreux policiers municipaux intégrés à la Sûreté du Québec ont opté pour la reconnaissance d'années de service antérieures selon les termes de l'entente.

## 8. ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS ET OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

### a ) Actif net disponible pour le service des prestations

L'actif net disponible pour le service des prestations concerne uniquement le service postérieur au 31 décembre 2006, à l'exception de celui effectué par les officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au fonds général du fonds consolidé du revenu. Les prestations découlant de ces années de service sont financées tel que décrit à la note 1b).

## Composantes de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations

	2014			2013
	Membres	Gouvernement et employeurs autonomes	Total	Total
Cotisations salariales	31 200	47	31 247	30 498
Cotisation du gouvernement	-	57 278	57 278	56 617
Cotisations des employeurs autonomes	-	140	140	149
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	2 467	686	3 153	1 499
Revenus des fonds confiés à la CDPQ et revenus d'intérêts	29 412	39 673	69 085	62 878
Prestations aux membres et transferts	(1 587)	(3 080)	(4 667)	(4 267)
Frais d'administration de la CARRA	(267)	(1 139)	(1 406)	(1 295)
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	<b>61 225</b>	<b>93 605</b>	<b>154 830</b>	<b>146 079</b>

## 8. ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS ET OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE (SUITE)

### b) Obligations au titre des prestations de retraite

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 3 969 millions de dollars au 31 décembre 2012. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Pour cette évaluation actuarielle, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

En 2014, un ajustement de 58 millions de dollars a été apporté aux obligations pour tenir compte de la révision des hypothèses actuarielles depuis le dépôt de l'évaluation actuarielle reliées principalement aux taux d'actualisation.

Les obligations au titre des prestations de retraite du RRMSQ sont établies à 4 304 millions de dollars au 31 décembre 2014 (4 047 millions de dollars au 31 décembre 2013).

La partie de l'obligation au titre des prestations de retraite relative au service antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2007 inclut celle applicable aux officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2013 à 2024	2025 et suivantes	2010 à 2019	2020 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,25 %	3,00 %
Taux d'actualisation	6,70 %	7,10 %	6,75 %	7,50 %
Taux d'augmentation des salaires	2,60 %	3,00 %	2,35 %	3,50 %

## 9. EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS SUR LES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

	2014			2013
	Membres	Employeurs	Total	Total
<b>Excédent (déficit) au début</b>	28 191	(3 446 449)	(3 418 258)	(3 390 836)
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	61 225	93 605	154 830	146 079
Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite	(51 986)	(204 742)	(256 728)	(173 501)
<b>Excédent (déficit) à la fin</b>	<b>37 430</b>	<b>(3 557 586)</b>	<b>(3 520 156)</b>	<b>(3 418 258)</b>

**10. COTISATIONS DES MEMBRES**

Les cotisations salariales se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	31 215	30 449
Cotisations au titre des services passés	140	318
	<b>31 355</b>	<b>30 767</b>

**11. REVENUS DE PLACEMENT DES DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CDPQ**

Les revenus de placement des fonds confiés à la CDPQ se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>			<b>2013</b>
	<b>Fonds des cotisations des membres</b>	<b>Fonds des cotisations patronales</b>	<b>Total</b>	<b>Total</b>
<b>Revenus de placement</b>				
Revenus nets de placement des fonds particuliers				
Revenu fixe	2 354	3 830	6 184	5 202
Placements sensibles à l'inflation	1 108	1 447	2 555	3 165
Actions	4 302	5 555	9 857	7 505
Autres placements	(238)	(337)	(575)	57
	<b>7 526</b>	<b>10 495</b>	<b>18 021</b>	<b>15 929</b>
<b>Modification de la juste valeur</b>				
Gains réalisés à la vente de placements				
Revenu fixe	198	143	341	126
Placements sensibles à l'inflation	241	628	869	190
Actions	5 866	5 663	11 529	11 366
Autres placements	1 102	2 145	3 247	1 133
	<b>7 407</b>	<b>8 579</b>	<b>15 986</b>	<b>12 815</b>
Gains (pertes) non réalisés				
Revenu fixe	3 644	6 241	9 885	(5 037)
Placements sensibles à l'inflation	2 249	3 223	5 472	5 311
Actions	7 758	10 644	18 402	33 598
Autres placements	758	457	1 215	216
	<b>14 409</b>	<b>20 565</b>	<b>34 974</b>	<b>34 088</b>
	<b>21 816</b>	<b>29 144</b>	<b>50 960</b>	<b>46 903</b>

**12. RENTES**

Les rentes aux membres se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Rentes de retraite	200 889	197 920
Prestations de survivants	13 541	13 027
	<b>214 430</b>	<b>210 947</b>

### 13. PRESTATIONS ACCESSOIRES

Le chapitre V de l'entente sur le RRMSQ prévoit l'acquisition de prestations accessoires optionnelles. Pour bénéficier de ce chapitre, le membre doit en faire la demande à l'APPQ, responsable de l'administration des dispositions relatives à ces prestations.

Les prestations accessoires sont établies à partir du montant résultant des cotisations optionnelles versées, accumulées avec intérêt, déduction faite des frais d'administration et des sommes attribuées au conjoint en raison du partage ou de la cession des droits.

Voici le sommaire des états financiers du régime de retraite flexible des membres de l'APPQ au 31 décembre :

#### État de la situation financière

	2014	2013
Actif	16 425	12 951
Passif	-	(49)
<b>Actif net</b>	<b>16 425</b>	<b>12 902</b>

#### État de l'évolution de l'actif net disponible

	2014	2013
Cotisations	2 237	2 062
Revenus de placement	2 293	579
Plus-values (moins-values) non matérialisées	(719)	868
Remboursement de cotisations	(288)	(242)
Frais d'administration	-	(130)
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	<b>3 523</b>	<b>3 137</b>

Les membres du régime de retraite flexible ont accès aux états financiers complets, incluant le rapport de l'auditeur désigné par l'association.

L'actif net du régime de retraite flexible est entièrement dévolu aux membres de l'APPQ qui y ont cotisé et il sert à verser les prestations auxquelles ont droit les membres retraités en vertu des dispositions et règlements du RRMSQ.

Lorsqu'un membre prend sa retraite et qu'il a cotisé à ce régime de retraite, l'APPQ transfère à la CARRA les sommes accumulées. La somme transférée est versée dans le fonds des cotisations des membres confié à la CDPQ. Ce fonds assure le versement des prestations accessoires aux membres, en même temps que les prestations de retraite régulières.

Au cours de l'exercice, une somme de 286 689 \$ a ainsi été transférée à la CARRA (2013 : 220 384 \$). Ce montant est inclus dans le poste « Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts ».

### 14. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.



## RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

### RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

#### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 5 mai 2015

RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES  
CORRECTIONNELS

## État de la situation financière au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Fonds des cotisations salariales (note 4)	292 250	133 459
Fonds de financement de la prestation complémentaire (note 4)	10 503	10 007
Fonds des cotisations patronales – dépôts à vue au fonds général	54	75
	<u>302 807</u>	<u>143 541</u>
Fonds confiés au fonds général du fonds consolidé du revenu (note 6)	<u>241 312</u>	<u>365 080</u>
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	933	759
Sommes à recevoir des prestataires	51	67
Sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite	1 103	691
Sommes détenues par la CARRA	39	-
	<u>2 126</u>	<u>1 517</u>
	<b>546 245</b>	<b>510 138</b>
<b>Passif</b>		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	1	501
Sommes à payer relatives à des transferts vers d'autres régimes de retraite	351	979
Sommes à verser au fonds général du fonds consolidé du revenu	360	-
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	36	31
Cotisations patronales perçues en trop à rembourser	1 125	195
Frais d'administration à payer à la CARRA	176	260
	<u>2 049</u>	<u>1 966</u>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>	<b>544 196</b>	<b>508 172</b>
Employés	545 116	509 049
Employeurs	(920)	(877)
	<u>544 196</u>	<u>508 172</u>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite (note 7)</b>		
Employés	520 112	490 214
Employeurs	444 097	412 982
	<u>964 209</u>	<u>903 196</u>
<b>Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 8)</b>		
Employés	25 004	18 835
Employeurs	(445 017)	(413 859)
	<u>(420 013)</u>	<u>(395 024)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le comité de retraite,

## RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

### État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations (note 9)		
Cotisations salariales	12 659	9 413
Cotisations patronales	397	274
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	923	570
	<b>13 979</b>	<b>10 257</b>
Cotisations du gouvernement du Québec		
Intérêts sur les fonds confiés au fonds général du fonds consolidé du revenu	24 665	40 110
Paiement des prestations et des frais d'administration	20 430	19 064
	<b>45 095</b>	<b>59 174</b>
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 10)	6 692	1 916
Modification de la juste valeur (note 10)	16 710	9 481
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	8	11
Revenus d'intérêts	-	153
	<b>23 410</b>	<b>11 561</b>
	<b>82 484</b>	<b>80 992</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants et transferts		
Rentes (note 11)	43 623	42 475
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	997	604
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	1 141	1 310
Frais d'administration de la CARRA	699	653
	<b>46 460</b>	<b>45 042</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	<b>36 024</b>	<b>35 950</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	<b>508 172</b>	<b>472 222</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	<b>544 196</b>	<b>508 172</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

### État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Modification des hypothèses actuarielles	18 275	11 151
Intérêts	55 990	52 891
Prestations constituées	31 034	29 804
Transferts interrégimes	1 475	194
	<b>106 774</b>	<b>94 040</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux participants et transferts vers d'autres régimes de retraite	<b>45 761</b>	<b>44 389</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	61 013	49 651
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	903 196	853 545
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)</b>	<b>964 209</b>	<b>903 196</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

#### 1. DESCRIPTION DU RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS (RRAPSC)

La description du RRAPSC fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

##### a ) Généralités

Le RRAPSC est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) qui prépare les états financiers pour approbation par le comité de retraite. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux membres du Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec, aux cadres intermédiaires représentés par la Fraternité des cadres intermédiaires des agents de la paix de la fonction publique ou l'Association des administrateurs des établissements de détention du Québec et à certaines catégories d'employés de l'Institut Philippe-Pinel.

##### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les prestations découlant des années de service effectuées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013 sont financées à 54 % par les employés d'une part et à 46 % par le gouvernement et les employeurs autonomes d'autre part, à l'exception des prestations complémentaires pour les années 1995 à 2000 qui sont financées entièrement par les employés.

Les prestations découlant des années de service effectuées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et les frais reliés à l'administration du RRAPSC sont financés dans une proportion de 46 % par les employés et de 54 % par le gouvernement et les employeurs autonomes.

Toutefois, les frais d'administration reliés au projet de « Renouvellement et intégration des systèmes essentiels » de la CARRA sont entièrement assumés par le gouvernement.

##### c ) Rentes de retraite

Les personnes qui participent au RRAPSC acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle si elles ont 60 ans, si elles comptent 32 années de service ou si elles ont au moins 50 ans et comptent 30 années de service. Elles acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle si elles comptent 25 années de service.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des cinq années les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité accumulée après le 31 décembre 1991, auquel vient s'ajouter, jusqu'à l'âge de 65 ans, un montant additionnel équivalant à 0,1875 % du salaire moyen par année de service crédité. Pour les années de service crédité accumulées avant le 31 décembre 1991, le taux annuel d'acquisition de la rente est de 2,1875 %. La rente est réduite à 65 ans pour tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec. Pour les personnes qui ont participé au RRAPSC à un moment quelconque entre 1988 et 1991, des rentes temporaires additionnelles payables jusqu'à 65 ans peuvent s'ajouter à la rente. Pour les personnes qui ont participé au RRAPSC à un moment quelconque entre 1995 et 2000, des prestations complémentaires payables jusqu'à 65 ans peuvent s'ajouter à la rente.

##### d ) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRAPSC, ou qu'elle y participait et était admissible à une rente de retraite immédiate, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu droit de recevoir, ou à 60 % de cette rente si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite de 2 %. Chaque enfant à charge a droit à une rente correspondant à 10 % de

cette rente de retraite, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, si une rente est versée au conjoint, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint. S'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint et qu'il n'y a aucune rente versée aux enfants, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, avec intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'une personne qui participait au RRAPSC avant d'être admissible à une rente de retraite au moment de son décès, ont droit au remboursement des cotisations versées, avec intérêts.

### e) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRAPSC avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de 2 années de service crédité. Dans les autres cas, elle a droit à une rente de retraite différée sans réduction payable à 65 ans.

### f) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRAPSC sont partiellement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placements ou ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

### b) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi

que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), des prestations aux participants et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### c) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis en achetant divers types de placements selon la politique de placement décrite à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 378 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités du fonds particulier détenu par le régime. Les dépôts à vue au fonds général (avances) ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance approchée.

La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### c) Fonds confiés à la CDPQ (suite)

#### Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4a).

#### Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

### d) Instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

Le RRAPSC évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement. Celui-ci correspond à la juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite, des fonds confiés au fonds général du fonds consolidé du revenu et des sommes détenues par la CARRA.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des postes suivants : sommes à payer relatives à des transferts vers d'autres régimes de retraite et frais d'administration à payer à la CARRA.

### e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RRAPSC. L'évaluation actuarielle réalisée pour les états financiers du RRAPSC est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaire de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants au régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.



**f) Cotisations salariales et patronales**

Les cotisations salariales et patronales sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

**3. POLITIQUE DE CAPITALISATION****a) Cotisation des employés**

Conformément à l'article 126 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, les actuaires de la CARRA doivent réaliser tous les trois ans une évaluation actuarielle du RRAPSC. L'objectif de cette évaluation est de déterminer le taux de cotisation des participants en tenant compte de la valeur de la caisse qu'ils ont constituée et des prestations dont ils ont la charge.

En novembre 2012, les actuaires de la CARRA ont déposé une évaluation actuarielle sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2010 en utilisant la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires et des hypothèses de meilleure estimation. Les résultats de cette évaluation montrent que le taux de cotisation requis est établi à 10,90 %. À la suite du dépôt de cette évaluation, conformément à la lettre d'intention signée entre les parties, le gouvernement a adopté le règlement établissant la cotisation salariale pour l'exercice à 8,30 % (9,30 % au 1<sup>er</sup> janvier 2015). Cette cotisation est calculée sur la partie du salaire admissible qui dépasse le moins élevé des montants suivants : 25 % du salaire admissible ou 25 % du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9).

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et le 31 décembre 2005, une cotisation salariale additionnelle de 3 % a été prélevée pour constituer un fonds destiné au financement des prestations complémentaires.

Les cotisations salariales sont déposées dans un fonds distinct détenu par la CDPQ. Ce fonds assure le versement des prestations de retraite et des frais d'administration à la charge des employés comme cela est décrit à la note 1b). Les sommes dédiées au financement des prestations complémentaires ont été transférées par le gouvernement dans ce fonds.

La Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels prévoit le transfert par le gouvernement dans ce fonds des sommes inscrites aux états financiers au 31 décembre 2012 au poste « Fonds confiés au fonds général du fonds consolidé du revenu ». L'échéancier des versements décrit à la note 6 prévoit des versements en capital s'étalant jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2016.

**b) Cotisations du gouvernement et des employeurs autonomes**

En vertu de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, les employeurs autonomes doivent verser leur cotisation patronale à la CARRA en même temps qu'ils font la remise des cotisations de leurs employés. Ces cotisations patronales sont déposées dans un compte à la CDPQ qui est composé uniquement de dépôts à vue.

Le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations dans une caisse de retraite. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement des prestations dont il a la charge au moment où elles deviennent payables. Conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes comme cela est décrit à la note 1b) sont puisées dans le compte des cotisations patronales de la CDPQ. Lorsque ce compte est épuisé, les sommes qui manquent sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

La Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDPQ, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. L'information sur ce Fonds d'amortissement des régimes de retraite est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

#### 4. FONDS CONFIEÉS À LA CDPQ

##### a ) Placements et passifs relatifs aux placements

Les dépôts à participation dans le Fonds particulier 378 à la CDPQ sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement.

	2014			2013
	Fonds des cotisations salariales (378)	Fonds de financement de la prestation complémentaire (378)	Total	Total
Dépôts à participation au Fonds particulier 378 à la CDPQ <sup>1</sup> (coût 2014 : 279 910; 2013 : 135 515)				
Placements	290 861	10 389	301 250	144 286
Revenus de placement courus à recevoir	1 302	46	1 348	413
Dépôts à vue au fonds général	1 075	38	1 113	131
Passifs relatifs aux placements	(72)	(3)	(75)	(90)
Montant à distribuer au RRAPSC	(1 882)	(67)	(1 949)	(702)
	<b>291 284</b>	<b>10 403</b>	<b>301 687</b>	<b>144 038</b>
Dépôts à vue au fonds général (avances)	(916)	33	(883)	(1 274)
Revenus de placement courus à recevoir du Fonds particulier 378	1 882	67	1 949	702
	<b>292 250</b>	<b>10 503</b>	<b>302 753</b>	<b>143 466</b>

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2.

Au 31 décembre, les placements et les passifs relatifs aux placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Placements</b>		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Valeurs à court terme (740)	7 261	651
Obligations (760)	84 806	39 659
Dettes immobilières (750)	12 606	5 784
	<b>104 673</b>	<b>46 094</b>
Placements sensibles à l'inflation		
Infrastructures (782)	14 067	6 375
Immeubles (710)	28 028	14 929
	<b>42 095</b>	<b>21 304</b>
Actions		
Actions canadiennes (720)	37 942	18 742
Actions mondiales <sup>1</sup> (735)	-	4 575
Actions Qualité mondiale (736)	41 620	13 094
Actions américaines (731)	13 918	7 069
Actions EAEO <sup>2</sup> (730)	13 750	6 731
Actions des marchés en émergence (732)	12 260	6 090
Placements privés (780)	31 960	15 717
	<b>151 450</b>	<b>72 018</b>
Autres placements		
Fonds de couverture <sup>1</sup> (770)	-	4 016
Répartition de l'actif (771)	2 158	839
Stratégies actives de superposition <sup>1</sup> (773)	734	-
Quote-part nette des activités du fonds général	140	-
Instruments financiers dérivés (note 4b)	-	15
	<b>3 032</b>	<b>4 870</b>
<b>Total des placements</b>	<b>301 250</b>	<b>144 286</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>		
Quote-part nette des activités du fonds général	-	62
Instruments financiers dérivés (note 4b)	75	28
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>75</b>	<b>90</b>

1. Le portefeuille spécialisé Fonds de couverture (770) et le portefeuille spécialisé Actions mondiales (735) ont été dissous le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 1<sup>er</sup> avril 2014, respectivement. De plus, le portefeuille spécialisé Stratégies actives de superposition (773) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014.
2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

#### 4. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ (SUITE)

##### b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change et de marché. De plus, dans le but de maintenir une gestion efficace des risques de change à long terme associés aux placements libellés en devises étrangères, de nouveaux contrats sont successivement négociés.

La CDPQ a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit :

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de change</b>						
Contrats de change à terme	-	(75)	9 367	15	(28)	8 730
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats d'échange de rendement	-	-	10 237	-	-	-
	<u>-</u>	<u>(75)</u>	<u>19 604</u>	<u>15</u>	<u>(28)</u>	<u>8 730</u>

#### 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RRAPSC est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2014, il s'élève à 544 millions de dollars (508 millions de dollars au 31 décembre 2013). Le RRAPSC n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Les objectifs en matière de gestion du capital cités ci-après n'ont pas changé depuis l'exercice précédent.

Le comité de retraite du RRAPSC a pour fonction d'établir, conjointement avec la CDPQ, la politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Il établit les objectifs de placement du Fonds particulier 378, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. Le comité de retraite a choisi d'appliquer la politique de placement du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) (Fonds particulier 301). La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le comité de retraite dans le but de permettre au RRAPSC d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions du régime.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres, la CDPQ détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment les limites de concentration. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 378 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la CDPQ confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du RRAPSC permet d'utiliser des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La politique de placement du RRAPSC établit un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales permises par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du RRAPSC influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le premier jour de chaque mois par la CDPQ.

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de marché (suite)

Au 31 décembre 2014, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 378 en pourcentage de l'actif net ajusté des montants à distribuer au RRAPSC, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

### Fonds particulier 378

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
<b>Revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme (740)	2,39	0,00	1,00	12,00
Obligations (760)	28,00	22,50	27,50	34,50
Dettes immobilières (750)	4,20	2,00	5,00	8,00
	<b>34,59</b>	26,50	<b>33,50</b>	48,50
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Infrastructures (782)	4,81	2,20	5,20	8,20
Immeubles (710)	9,24	7,50	10,50	14,50
	<b>14,05</b>	9,70	<b>15,70</b>	22,70
<b>Actions</b>				
Actions canadiennes (720)	12,53	7,80	12,80	17,80
Actions Qualité mondiale (736)	13,73	6,00	11,00	16,00
Actions américaines (731)	4,59	1,50	5,50	9,50
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	4,53	1,50	5,50	9,50
Actions des marchés en émergence (732)	4,05	1,00	4,00	7,00
Placements privés (780)	10,60	9,00	12,00	15,00
	<b>50,03</b>	35,80	<b>50,80</b>	60,80
<b>Autres placements</b>				
Répartition de l'actif (771)	0,71	0,00	0,00	1,00
Stratégies actives de superposition (773)	0,24	0,00	0,00	0,50
Autres	0,38			
	<b>1,33</b>	0,00	<b>0,00</b>	1,50
	<b>100,00</b>		<b>100,00</b>	

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la CDPQ a révisé sa méthode du calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculé afin de considérer ces changements.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 378 découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du Fonds particulier 378, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit en pourcentage de l'actif net attribuable au RRAPSC :

	2014			2013		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	24,6 %	24,8 %	3,3 %	25,3 %	24,0 %	3,4 %



## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 378.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la CDPQ sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés suivants : Actions EAEO (730), Actions américaines (731), Actions des marchés en émergence (732), Actions mondiales (735), Actions Qualité mondiale (736), Répartition de l'actif (771), Stratégies actives de superposition (773). Les activités personnalisées de

superposition de devises sont utilisées par le fonds particulier pour atteindre l'exposition désirée au dollar américain (ÉU) et aux devises des pays de la zone EAEO. Ces activités consistent à prendre des positions d'instruments financiers dérivés sur la devise ÉU et sur les devises des pays de la zone EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats de change de change à terme.

La politique de placement du RRAPSC établit une exposition de référence à la devise ÉU et aux devises des pays de la zone EAEO ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son exposition de référence. L'analyse du respect des déviations permises, effectuée par la CDPQ, pour chacune des devises par rapport à l'exposition de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

Au 31 décembre 2014, l'exposition de référence en pourcentage de l'actif net du Fonds particulier 378, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à l'exposition cible, se détaillent comme suit :

Valeurs en % de l'actif net			
	Limite minimale	Exposition de référence	Limite maximale
<b>Exposition aux devises</b>			
Exposition à la devise ÉU <sup>1</sup>	7,00	12,00	17,00
Exposition aux devises EAEO <sup>2</sup>	7,00	12,00	17,00

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 378, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net se détaille comme suit :

	2014	2013
Dollar canadien	70 %	70 %
Autres devises	30 %	30 %
<b>Exposition nette aux devises</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

1. États-Unis (ÉU) pour le dollar américain.

2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour les activités personnalisées de superposition pour l'exposition aux devises sont détaillés à la note 4b).

### Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.



L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Le Fonds particulier 378 est exposé au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif de ce fonds particulier est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés.

### Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 378 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 378. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Du point de vue du risque de liquidité, le Fonds particulier 378 tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'il évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidités du fonds particulier.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement du Fonds particulier 378.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers et des instruments financiers dérivés du Fonds particulier 378 se détaille comme suit :

	2014				2013			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>								
Montants à distribuer au RRAPSC	(1 949)	-	-	(1 949)	(702)	-	-	(702)
Passifs relatifs aux placements	-	-	-	-	-	-	(62)	(62)
	<b>(1 949)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 949)</b>	<b>(702)</b>	<b>-</b>	<b>(62)</b>	<b>(764)</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de change à terme								
Flux contractuels à recevoir	9 292	-	-	9 292	8 717	-	-	8 717
Flux contractuels à payer	(9 367)	-	-	(9 367)	(8 730)	-	-	(8 730)
	<b>(75)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(75)</b>	<b>(13)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(13)</b>
	<b>(2 024)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 024)</b>	<b>(715)</b>	<b>-</b>	<b>(62)</b>	<b>(777)</b>

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de liquidité (suite)

De plus, concernant l'actif net attribuable au RRAPSC, le Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la CDPQ prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RRAPSC, soit un remboursement maximal pour le RRAPSC pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. Les annulations d'unités de participation non effectuées en raison de ce maximum sont reportées au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

### Risque relatif aux instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

La direction de la CARRA estime que le RRAPSC ne court aucun risque de crédit important à l'égard de ses actifs financiers et qu'il ne court également aucun risque de liquidité à l'égard de ses passifs financiers.

## 6. FONDS CONFISÉS AU FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Jusqu'au 31 décembre 2012, les cotisations salariales étaient déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu. La Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels prévoit le transfert par le gouvernement dans le fonds des cotisations salariales confié à la CDPQ des sommes inscrites au poste « Fonds confiés au fonds général du fonds consolidé du revenu » aux états financiers au 31 décembre 2012. Les versements prévus au cours des prochains exercices se détaillent ainsi :

1 <sup>er</sup> juillet 2015	132 989
1 <sup>er</sup> juillet 2016	108 323

Les intérêts accumulés au cours d'une année seront transférés au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet de l'année subséquente. Ainsi, le versement du 1<sup>er</sup> juillet 2015 inclut les intérêts de 2014. Le solde des fonds confiés au fonds général du fonds consolidé du revenu est crédité des intérêts composés annuellement selon le taux de rendement du fonds des cotisations salariales du RREGOP confié à la CDPQ. Ce taux est déterminé selon la valeur au coût. Pour l'exercice, le taux ainsi calculé est de 8,48 % (2013 : 10,07 %). Le coût est égal au coût après amortissement.

	2014	2013
<b>Solde au début</b>	365 080	471 646
Intérêts	24 665	40 110
Transfert au fonds des cotisations salariales à la CDPQ	(148 433)	(146 676)
<b>Solde à la fin</b>	<b>241 312</b>	<b>365 080</b>

## 7. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 778 millions de dollars au 31 décembre 2010. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2013 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Pour cette évaluation actuarielle, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

En 2013, un ajustement de 11 millions de dollars a été apporté aux obligations pour tenir compte de l'hypothèse d'amélioration de l'espérance de vie à la suite de la publication de nouvelles tables par l'Institut canadien des actuaires.

En 2014, un ajustement de 18 millions de dollars a été apporté aux obligations pour tenir compte de la révision des hypothèses actuarielles reliées principalement aux taux de mortalité et aux taux d'actualisation.

Les obligations au titre des prestations de retraite du RRAPSC sont établies à 964 millions de dollars au 31 décembre 2014 (903 millions de dollars au 31 décembre 2013).

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2011 à 2024	2025 et suivantes	2011 à 2021	2022 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,10 %	2,50 %
Taux d'actualisation	6,40 %	6,80 %	6,35 %	6,75 %
Taux d'augmentation des salaires	2,35 %	3,00 %	2,30 %	3,00 %

## 8. EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS SUR LES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

	2014			2013
	Employés	Employeurs	Total	Total
<b>Excédent (déficit) au début</b>	18 835	(413 859)	(395 024)	(381 323)
Augmentation (diminution) de l'actif net disponible pour le service des prestations	36 067	(43)	36 024	35 950
Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite	(29 898)	(31 115)	(61 013)	(49 651)
<b>Excédent (déficit) à la fin</b>	<b>25 004</b>	<b>(445 017)</b>	<b>(420 013)</b>	<b>(395 024)</b>

La partie des employés inclut un déficit de 0,3 million de dollars à l'égard des prestations complémentaires (0,9 million de dollars au 31 décembre 2013).

## 9. COTISATIONS

	2014	2013
Les cotisations salariales se détaillent comme suit :		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	12 770	9 365
Cotisations au titre des services passés	(111)	48
	<b>12 659</b>	<b>9 413</b>
Les cotisations patronales se détaillent comme suit :		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	373	274
Cotisations au titre des services passés	24	-
	<b>397</b>	<b>274</b>

**10. REVENUS DE PLACEMENT DES DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CDPQ**

Les revenus de placement des fonds confiés à la CDPQ se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Revenus de placement</b>		
Revenus nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	2 208	712
Placements sensibles à l'inflation	1 044	322
Actions	3 600	880
Autres placements	(160)	2
	<b>6 692</b>	<b>1 916</b>
<b>Modification de la juste valeur</b>		
Gains (pertes) réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	48	1
Placements sensibles à l'inflation	127	(4)
Actions	2 451	680
Autres placements	830	281
	<b>3 456</b>	<b>958</b>
Gains (pertes) non réalisés		
Revenu fixe	3 299	(273)
Placements sensibles à l'inflation	2 462	826
Actions	6 929	7 846
Autres placements	564	124
	<b>13 254</b>	<b>8 523</b>
	<b>16 710</b>	<b>9 481</b>

**11. RENTES**

Les rentes aux participants se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Rentes de retraite	41 719	40 724
Prestations de survivants	1 904	1 751
	<b>43 623</b>	<b>42 475</b>

**12. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS  
DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT  
DU QUÉBEC**

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 29 avril 2015

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS  
DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

## État de la situation financière au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)	225 684	207 427
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	202	298
Sommes à recevoir des prestataires	24	29
	<b>225 910</b>	<b>207 754</b>
<b>Passif</b>		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	-	17
Frais d'administration à payer à la CARRA	10	31
	<b>10</b>	<b>48</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>	<b>225 900</b>	<b>207 706</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite (note 6)</b>	<b>161 990</b>	<b>151 080</b>
<b>Excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 7)</b>	<b>63 910</b>	<b>56 626</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,

Le président-directeur général,

Richard Fortier, IAS.A, FICA, CFA

Christian Goulet

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS  
DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBECÉtat de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations  
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations salariales (note 8)	26	827
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 9)	6 518	6 489
Modification de la juste valeur (note 9)	17 202	16 380
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	3	1
	<u>23 749</u>	<u>23 697</u>
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des frais d'administration	42	60
	<u>23 791</u>	<u>23 757</u>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants		
Rentes (note 10)	5 477	5 268
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	75	-
Frais d'administration de la CARRA	45	44
	<u>5 597</u>	<u>5 312</u>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	18 194	18 445
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	<u>207 706</u>	<u>189 261</u>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	<u>225 900</u>	<u>207 706</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS  
DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBECÉtat de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite  
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Modification des hypothèses actuarielles	4 539	3 514
Intérêts	8 988	8 418
Prestations constituées	2 935	2 962
	<b>16 462</b>	<b>14 894</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux participants	5 552	5 268
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	10 910	9 626
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	151 080	141 454
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)</b>	<b>161 990</b>	<b>151 080</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

### RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

#### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

#### 1. DESCRIPTION DU RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (RREFQ)

La description du RREFQ fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer au règlement portant sur le Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement (c. R-10, r.10).

##### a ) Généralités

Le RREFQ est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) qui prépare les états financiers pour approbation par le conseil d'administration. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux employés fédéraux mutés au gouvernement du Québec pour administrer les programmes d'immigration et la taxe sur les produits et services. Le RREFQ a été établi par le gouvernement du Québec en vertu du décret 430-93 du 31 mars 1993, qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

##### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les prestations sont financées par les employés selon le taux de cotisation fixé par le règlement portant sur le Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement, par les sommes transférées du gouvernement fédéral et par

le gouvernement du Québec, qui assume le solde des obligations au titre des prestations de retraite.

Les frais reliés à l'administration du RREFQ sont assumés par le gouvernement du Québec.

##### c ) Rentes de retraite

Les participants au RREFQ acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont au moins 60 ans et comptent 5 années de service ou plus, ou s'ils ont 55 ans et comptent 30 années de service ou plus.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils ont 50 ans et comptent 5 années de service.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des 5 années consécutives depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 (6 années consécutives auparavant) les mieux rémunérées par 2 % par année de service (35 années de service maximum). La rente de retraite est réduite à 65 ans afin de tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

##### d ) Prestations d'invalidité

Une prestation d'invalidité est payable au participant devenu invalide et comptant plus de 5 années de service crédité. Celle-ci est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service crédité accumulées au RREFQ. Si une personne devient invalide avant 60 ans, elle a droit au plus élevé des montants suivants : une allocation de cessation d'emploi correspondant à un mois de salaire par année de service ou le remboursement de ses cotisations avec intérêts.

##### e ) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RREFQ, ou qu'elle y participait et comptait au moins 5 années de service, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir, sans tenir compte de la réduction résultant de la coordination au Régime de rentes du Québec. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, si une rente est versée au conjoint, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint.

Si au moment du décès, la personne n'a pas de conjoint survivant ni d'enfant à charge, ou lorsque toutes les personnes qui recevaient une rente payable en vertu du RREFQ décèdent ou cessent d'y avoir droit et qu'aucun autre montant ne peut leur être versé, les héritiers ont droit au plus élevé entre les cotisations versées plus intérêts et un montant égal à 5 fois la rente de retraite annuelle à laquelle la personne avait droit ou aurait eu droit à la date de son décès, déduction faite de toute somme versée.

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'une personne qui participait au RREFQ au moment de son décès ont droit au remboursement des cotisations versées, avec intérêts, si elle compte moins de 5 années de service.

### **f) Prestations de fin d'emploi**

La personne qui cesse de participer au RREFQ avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate sans réduction et qui a au moins 5 années de service crédité a droit à une rente de retraite différée indexée payable sans réduction à 60 ans ou à 55 ans si elle compte au moins 30 années de service crédité, ou à une rente différée payable avec réduction actuarielle à n'importe quel moment à compter de 50 ans. La personne qui cesse de participer au RREFQ qui a moins de 5 années de service crédité a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts.

### **g) Indexation des rentes**

Les rentes versées par le RREFQ sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

### **a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placement ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

### **b) Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), des prestations aux participants et sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### **c) Fonds confiés à la CDPQ**

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis en achetant divers types de placements selon la politique de placement décrite à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 303 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités du fonds particulier détenues par le régime. Les dépôts à vue au fonds général (avances) ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### c) Fonds confiés à la CDPQ (suite)

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

#### Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4a).

#### Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes. Les revenus attribués au Fonds particulier 303 sont, par la suite, comptabilisés dans les fonds confiés à la CDPQ selon la proportion détenue par le RREFQ dans ce fonds particulier.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

### d) Instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

Le RREFQ évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement. Celui-ci correspond à la juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des frais d'administration à payer à la CARRA.

### e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RREFQ. L'évaluation actuarielle réalisée pour les états financiers du RREFQ est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants au régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

### f) Cotisations salariales

Les cotisations salariales sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations salariales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

### 3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

La cotisation salariale s'élève à 5,2 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette même loi, et à 7,5 % du solde du salaire admissible. Ces taux sont diminués de 0,83 % pour les employés non syndiqués. Toutefois, lorsque l'employé atteint 35 années de service, sa cotisation salariale s'élève à 1 % de son salaire.

Les taux de cotisations salariales peuvent varier en fonction du ratio de capitalisation du régime. Ce ratio de capitalisation, déterminé à partir des résultats de l'évaluation actuarielle du régime ou de sa mise à jour, permet de déterminer l'ajustement annuel requis aux taux de cotisations salariales. Ainsi, pour 2014 et 2013, il y a eu congé de cotisation. Ce congé de cotisation s'appliquera également en 2015.

Les cotisations salariales et les sommes transférées du gouvernement fédéral sont déposées dans un fonds distinct confié à la CDPQ. Le gouvernement du Québec n'a pas l'obligation de verser de cotisations au RREFQ.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans les fonds confiés à la CDPQ. Lorsque ces derniers seront épuisés, elles seront puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu. Les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Actuellement, l'actif net disponible pour le service des prestations est plus que suffisant pour couvrir l'ensemble des prestations futures du RREFQ. Les dispositions du décret 430-93, qui institue le régime et en précise les modalités, ne précisent pas la propriété et l'utilisation de l'excédent d'actif.

### 4. FONDS CONFIS À LA CDPQ

#### a ) Placements et passifs relatifs aux placements

Les dépôts à participation dans le Fonds particulier 303 à la CDPQ sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement.

	2014	2013
Dépôts à participation au Fonds particulier 303 à la CDPQ <sup>1</sup> (coût 2014 : 184 558; 2013 : 177 391)		
Placements	224 496	206 853
Revenus de placement courus à recevoir	1 065	624
Dépôts à vue au fonds général	256	309
Passifs relatifs aux placements	(139)	(285)
Montant à distribuer au RREFQ	(2 021)	(1 601)
	<b>223 657</b>	<b>205 900</b>
Dépôts à vue au fonds général (avances)	6	(74)
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	2 021	1 601
	<b>225 684</b>	<b>207 427</b>

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2.

#### 4. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ (SUITE)

##### a) Placements et passifs relatifs aux placements (suite)

Au 31 décembre, les placements et les passifs relatifs aux placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Placements</b>		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Valeurs à court terme (740)	5 506	3 406
Obligations (760)	77 749	70 833
Dettes immobilières (750)	9 391	8 294
	<b>92 646</b>	<b>82 533</b>
Placements sensibles à l'inflation		
Infrastructures (782)	12 026	10 191
Immeubles (710)	19 775	19 648
	<b>31 801</b>	<b>29 839</b>
Actions		
Actions canadiennes (720)	22 164	23 160
Actions Qualité mondiale (736)	24 225	17 743
Actions américaines (731)	8 084	8 565
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	8 039	9 355
Actions des marchés en émergence (732)	13 540	12 646
Placements privés (780)	21 705	21 776
	<b>97 757</b>	<b>93 245</b>
Autres placements		
Répartition de l'actif (771)	1 607	1 205
Stratégies actives de superposition <sup>2</sup> (773)	548	-
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (772)	31	-
Quote-part nette des activités du fonds général	105	-
Instruments financiers dérivés (note 4b)	1	31
	<b>2 292</b>	<b>1 236</b>
<b>Total des placements</b>	<b>224 496</b>	<b>206 853</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>		
Unités de participation de portefeuille spécialisé BTAA (772)	-	121
Quote-part nette des activités du fonds général	-	90
Instruments financiers dérivés (note 4b)	139	74
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>139</b>	<b>285</b>

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

2. Le portefeuille spécialisé Stratégies actives de superposition (773) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

##### b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change et de marché. De plus, dans le but de maintenir une gestion efficace des risques de change à long terme associés aux placements libellés en devises étrangères, de nouveaux contrats sont successivement négociés.



La CDPQ a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit :

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de change</b>						
Contrats de change à terme	1	(139)	17 461	31	(74)	16 855
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats d'échange de rendement	-	-	7 455	-	-	-
	<b>1</b>	<b>(139)</b>	<b>24 916</b>	<b>31</b>	<b>(74)</b>	<b>16 855</b>

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RREFQ est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2014, il s'élève à 226 millions de dollars (208 millions de dollars au 31 décembre 2013). Le RREFQ n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Les objectifs en matière de gestion du capital cités ci-après n'ont pas changé depuis l'exercice précédent.

Les fonds confiés à la CDPQ dont les sommes investies en dépôts à participation du Fonds particulier 303 comprennent à la fois le capital du RREFQ et celui des régimes de retraite particuliers (RRP). La direction de la CARRA a doté le RREFQ et les RRP d'une politique de placement qui encadre les activités de placement

de la CDPQ. Elle établit pour ces régimes les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par la direction de la CARRA dans le but de permettre aux régimes d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions de ces régimes.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

## **5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)**

Entre autres, la CDPQ détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment les limites de concentration. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 303 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la CDPQ confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

### **Risque de marché**

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du Fonds particulier 303 permet d'utiliser des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La politique de placement du Fonds particulier 303 établit un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 303 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le premier jour de chaque mois par la CDPQ.



Au 31 décembre 2014, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 303 en pourcentage de l'actif net ajusté des montants à distribuer au RREFQ, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

### Fonds particulier 303

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
<b>Revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme (740)	2,44	0,00	1,00	10,00
Obligations (760)	34,54	27,00	34,00	41,00
Obligations à long terme (764)	0,00	0,00	0,00	5,00
Dettes immobilières (750)	4,21	2,00	5,00	8,00
	<b>41,19</b>	<b>32,00</b>	<b>40,00</b>	<b>55,00</b>
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Obligations à rendement réel (762)	0,00	0,00	0,00	5,00
Infrastructures (782)	5,54	3,00	6,00	9,00
Immeubles (710)	8,77	7,00	10,00	13,00
	<b>14,31</b>	<b>10,00</b>	<b>16,00</b>	<b>22,00</b>
<b>Actions</b>				
Actions canadiennes (720)	9,85	5,00	10,00	15,00
Actions Qualité mondiale (736)	10,75	3,00	8,00	13,00
Actions américaines (731)	3,59	0,00	4,50	9,50
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	3,56	0,00	4,50	9,50
Actions des marchés en émergence (732)	6,01	1,00	6,00	11,00
Placements privés (780)	9,68	8,00	11,00	14,00
	<b>43,44</b>	<b>29,00</b>	<b>44,00</b>	<b>52,00</b>
<b>Autres placements</b>				
Répartition de l'actif (771)	0,72	0,00	0,00	1,00
Stratégies actives de superposition (773)	0,24	0,00	0,00	0,50
Autres	0,10			
	<b>1,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,50</b>
	<b>100,00</b>		<b>100,00</b>	

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de marché (suite)

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la CDPQ a révisé sa méthode du calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculée afin de considérer ces changements.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 303 découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du Fonds particulier 303, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit, en pourcentage de l'actif net attribuable au Fonds particulier 303 :

	2014			2013		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	22,2 %	22,0 %	3,2 %	23,1 %	22,2 %	3,0 %

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 303.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la CDPQ sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés suivants : Actions EAEO (730), Actions américaines (731), Actions des marchés en émergence (732), Actions Qualité Mondiale (736), Répartition de l'actif (771), Stratégies actives de superposition (773). Les activités personnalisées de superposition de devises sont utilisées par le fonds particulier pour atteindre

l'exposition désirée au dollar américain (ÉU) et aux devises des pays de la zone EAEO. Ces activités consistent à prendre des positions d'instruments financiers dérivés sur la devise ÉU et sur les devises des pays de la zone EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats de change à terme.

La politique de placement du Fonds particulier 303 établit une exposition de référence à la devise ÉU et aux devises des pays de la zone EAEO ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son exposition de référence. L'analyse du respect des déviations permises, effectuée par la CDPQ, pour chacune des devises par rapport à l'exposition de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

Au 31 décembre 2014, l'exposition de référence en pourcentage de l'actif net du Fonds particulier 303, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à l'exposition cible se détaillent comme suit :

	Valeurs en % de l'actif net		
	Limite minimale	Exposition de référence	Limite maximale
<b>Exposition aux devises</b>			
Exposition à la devise ÉU <sup>1</sup>	7,00	12,00	17,00
Exposition aux devises EAEO <sup>2</sup>	7,00	12,00	17,00

1. États-Unis (ÉU) pour le dollar américain

2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 303, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net se détaille comme suit :

	2014	2013
Dollar canadien	68 %	67 %
Autres devises	32 %	33 %
<b>Exposition nette aux devises</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour les activités personnalisées de superposition pour l'exposition aux devises sont détaillés à la note 4b).

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Le Fonds particulier 303 est exposé au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif de ce fonds particulier est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés.

### Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 303 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 303. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Du point de vue du risque de liquidité, le Fonds particulier 303 tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'il évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidités du fonds particulier.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement du Fonds particulier 303.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers et des instruments financiers dérivés du RREFQ se détaille comme suit :

	2014				2013			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>								
Montants à distribuer au RREFQ	(2 021)	-	-	(2 021)	(1 601)	-	-	(1 601)
Passifs relatifs aux placements	-	-	-	-	-	-	(211)	(211)
	<b>(2 021)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 021)</b>	<b>(1 601)</b>	<b>-</b>	<b>(211)</b>	<b>(1 812)</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de change à terme								
Flux contractuels à recevoir	17 324	-	-	17 324	16 815	-	-	16 815
Flux contractuels à payer	(17 461)	-	-	(17 461)	(16 855)	-	-	(16 855)
	<b>(137)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(137)</b>	<b>(40)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(40)</b>
	<b>(2 158)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 158)</b>	<b>(1 641)</b>	<b>-</b>	<b>(211)</b>	<b>(1 852)</b>

De plus, concernant l'actif net attribuable au RREFQ, le Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la CDPQ prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RREFQ, soit un remboursement maximal pour le RREFQ pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. Les annulations d'unités de participation non effectuées en raison de ce maximum sont reportées au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

#### Risque relatif aux instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

La direction de la CARRA estime que le RREFQ ne court aucun risque de crédit important à l'égard de ses actifs financiers et qu'il ne court également aucun risque de liquidité à l'égard de ses passifs financiers.

## 6. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 128 millions de dollars au 31 décembre 2010. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2013 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Pour cette évaluation actuarielle, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

En 2013, un ajustement de 3,5 millions de dollars a été apporté aux obligations dont 1,9 million de dollars pour tenir compte de la révision de l'hypothèse d'amélioration de l'espérance de vie à la suite de la publication de nouvelles tables par l'Institut canadien des actuaires.

## 6. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE (SUITE)

En 2014, un ajustement de 4,5 millions de dollars a été apporté aux obligations pour tenir compte principalement de la révision d'hypothèse de mortalité.

Les obligations au titre des prestations de retraite du RREFQ sont établies à 162 millions de dollars au 31 décembre 2014 (151 millions de dollars au 31 décembre 2013).

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2011 à 2024	2025 et suivantes	2011 à 2021	2022 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,10 %	2,50 %
Taux d'actualisation	6,10 %	6,50 %	6,10 %	6,50 %
Taux d'augmentation des salaires	2,35 %	3,00 %	2,30 %	3,00 %

## 7. EXCÉDENT DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS SUR LES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

	2014	2013
<b>Excédent au début</b>	56 626	47 807
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	18 194	18 445
Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite	(10 910)	(9 626)
<b>Excédent à la fin</b>	<b>63 910</b>	<b>56 626</b>

## 8. COTISATIONS SALARIALES

Les cotisations salariales se détaillent comme suit :

	2014	2013
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice, incluant les rajustements	22	822
Cotisations au titre des services passés	4	5
	<b>26</b>	<b>827</b>

**9. REVENUS DE PLACEMENT DES DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CDPQ**

Les revenus de placement des fonds confiés à la CDPQ se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Revenus de placement</b>		
Revenus nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	2 601	2 425
Placements sensibles à l'inflation	1 021	1 323
Actions	3 071	2 697
Autres placements	(175)	44
	<b>6 518</b>	<b>6 489</b>
<b>Modification de la juste valeur</b>		
Gains (pertes) réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	107	(342)
Placements sensibles à l'inflation	761	153
Actions	4 605	6 093
Autres placements	1 140	773
	<b>6 613</b>	<b>6 677</b>
Gains (pertes) non réalisés		
Revenu fixe	4 196	(1 944)
Placements sensibles à l'inflation	1 485	1 823
Actions	4 116	8 898
Autres placements	792	926
	<b>10 589</b>	<b>9 703</b>
	<b>17 202</b>	<b>16 380</b>

**10. RENTES**

Les rentes aux participants se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Rentes de retraite	5 350	4 955
Prestations de survivants	127	313
	<b>5 477</b>	<b>5 268</b>

**11. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.





## RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

### RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

#### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des régimes de retraite des élus municipaux, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes de retraite des élus municipaux au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 24 avril 2015

## RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

## État de la situation financière au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)	213 211	192 843
Créances		
Cotisations des élus à recevoir	176	158
Cotisations des municipalités à recevoir	649	631
	825	789
Sommes détenues par la CARRA	28	27
	<b>214 064</b>	<b>193 659</b>
<b>Passif</b>		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	632	574
Cotisations des municipalités perçues d'avance	522	698
Frais d'administration à payer à la CARRA	202	81
	<b>1 356</b>	<b>1 353</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>	<b>212 708</b>	<b>192 306</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite (note 6)</b>		
Régime de retraite des élus municipaux	199 623	185 291
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	47 652	46 912
	<b>247 275</b>	<b>232 203</b>
<b>Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 7)</b>		
Régime de retraite des élus municipaux	13 085	7 015
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	(47 652)	(46 912)
	<b>(34 567)</b>	<b>(39 897)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le comité de retraite,

Michel Poissant

Sylvie Panneton

## RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

## État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014		2013	
<b>Augmentation de l'actif net</b>				
Cotisations des élus (note 8)		2 797		2 582
Cotisations des municipalités – Service courant				
Régime de retraite des élus municipaux	9 409		8 593	
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	4 077	13 486	3 787	12 380
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec				
Régime de retraite des élus municipaux				
Revenus de placement (note 9)		5 855		5 747
Modification de la juste valeur (note 9)		16 953		18 557
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général		5		4
		<b>39 096</b>		<b>39 270</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>				
Prestations aux participants				
Rentes (note 10)				
Régime de retraite des élus municipaux	13 746		11 419	
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	3 935	17 681	3 650	15 069
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts				
Régime de retraite des élus municipaux		98		59
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts				
Régime de retraite des élus municipaux	249		77	
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	-	249	10	87
Frais d'administration de la CARRA				
Régime de retraite des élus municipaux	504		380	
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	162	666	141	521
		<b>18 694</b>		<b>15 736</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>		20 402		23 534
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>		192 306		168 772
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>		<b>212 708</b>		<b>192 306</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

## État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Régime de retraite des élus municipaux</b>		
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Perte actuarielle	913	-
Modification des hypothèses actuarielles	7 394	2 288
Intérêts	12 238	11 311
Prestations constituées	7 880	6 901
	<b>28 425</b>	<b>20 500</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux participants et transferts vers d'autres régimes	<b>14 093</b>	<b>11 555</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	<b>14 332</b>	<b>8 945</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	<b>185 291</b>	<b>176 346</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)</b>	<b>199 623</b>	<b>185 291</b>
<b>Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux</b>		
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Modification des hypothèses actuarielles	1 742	579
Intérêts	3 001	2 940
	<b>4 743</b>	<b>3 519</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Gain actuariel	68	-
Prestations aux participants et transferts vers d'autres régimes	3 935	3 660
	<b>4 003</b>	<b>3 660</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de l'exercice</b>	<b>740</b>	<b>(141)</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	<b>46 912</b>	<b>47 053</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)</b>	<b>47 652</b>	<b>46 912</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

#### 1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

##### Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

##### Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM)

La description des régimes fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ces régimes, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (RLRQ, chapitre R-9.3) pour le régime de retraite agréé et au Règlement 3 de cette même loi (c. R-9.3, r.3) pour le régime de prestations supplémentaires.

#### a ) Généralités

Le RREM et le RPSEM sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) qui prépare les états financiers pour approbation par le comité de retraite. Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux membres élus du conseil d'une municipalité qui y a adhéré par la voie d'un règlement adopté à cette fin.

Le RPSEM, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, s'applique aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date.

#### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Dans le cas du RREM, les prestations sont financées par les élus et les municipalités selon les taux de cotisation prévus par la Loi et les règlements afférents. De plus, les municipalités assument le solde des obligations au titre des prestations de retraite.

Dans le cas du RPSEM, les prestations sont financées par les municipalités assujetties au RREM au 31 décembre 2000.

Les montants nécessaires pour couvrir les frais d'administration sont puisés à même la caisse du régime.

#### c ) Rentes de retraite

Les élus acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils cessent d'être membres du conseil d'une municipalité alors qu'ils ont au moins 60 ans et qu'ils comptent au moins 2 années de service. Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle à 50 ans s'ils comptent au moins 2 années de service lorsqu'ils cessent de participer au RREM. Toutefois, cette rente de retraite devient payable au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l'élu atteint l'âge de 69 ans, même s'il n'a pas cessé d'être élu municipal à cette date.

Les élus ont droit, pour chaque année de service crédité antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1992, à un crédit de rente égal à 3,5 % du salaire admissible moins 0,7 % du moindre de ce salaire et du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec et, pour chaque année de service crédité postérieure au 31 décembre 1991, à un crédit de rente égal à 2 % du salaire admissible. Ce crédit de rente est pleinement indexé en fonction de la hausse du coût de la vie chaque année jusqu'au moment où la personne qui participe prend sa retraite.

Les personnes visées par le RPSEM acquièrent le droit à une rente supplémentaire à la même date où elles deviennent admissibles à une rente de retraite du RREM. Pour les élus en poste au 31 décembre 2000, la rente correspond à l'excédent de 3,75 % du salaire admissible sur le crédit de rente calculé au RREM pour chaque année antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2002. Ces montants sont indexés de la même façon que les crédits de rente du RREM.

Pour les retraités et les conjointes ou conjoints survivants, la rente supplémentaire correspond à 24,1 % de la rente annuelle payable le 31 décembre 2001. Pour les participants non actifs au 31 décembre 2000, la rente supplémentaire correspond à 24,1 % de la rente annuelle payable à la date de la mise en paiement.

**d) Prestations de survivants**

Si la personne décède alors qu'elle était prestataire du RREM et du RPSEM, le cas échéant, ou qu'elle y participait et était âgée d'au moins 60 ans, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 60 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Lorsqu'il n'y a pas de conjointe ou conjoint, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, avec intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'une personne qui décède avant d'être admissible à une rente de retraite sans réduction actuarielle, ont droit au remboursement des cotisations versées, avec intérêts, si elle compte moins de 2 années de service. Ils ont droit à la valeur actuarielle de la rente acquise au RREM et au RPSEM si elle compte 2 années de service ou plus.

**e) Prestations de fin d'emploi**

La personne qui cesse de participer au RREM avant d'être admissible à une rente de retraite a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts. Si la personne a moins de 50 ans et compte 2 à 7 années de service, elle a le choix entre le remboursement de ses cotisations avec intérêts ou une rente différée indexée payable à 60 ans. Si elle a moins de 50 ans et compte au moins 8 années de service, elle a droit à une rente différée indexée payable à 60 ans.

La rente différée comprend la somme des crédits de rente acquis au RREM et au RPSEM.

**f) Indexation des rentes**

Les rentes versées par le RREM sont partiellement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES****a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placement ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

**b) Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), des prestations aux participants et sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

**c) Fonds confiés à la CDPQ**

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis en achetant divers types de placements selon la politique de placement décrite à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 305 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités du fonds particulier détenues par le régime. Les dépôts à vue au fonds général (avances) ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.



## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### c) Fonds confiés à la CDPQ (suite)

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

#### Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4a).

#### Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des

périodes. Les revenus attribués au Fonds particulier 305 sont, par la suite, comptabilisés dans les fonds confiés à la CDPQ selon la proportion détenue par le RREM dans ce fonds particulier.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

### d) Instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

Le RREM évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement. Celui-ci correspond à la juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des sommes détenues par la CARRA et les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des frais d'administration à payer à la CARRA.

### e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RREM. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers du RREM sont produites à tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants aux régimes. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.



### f) Cotisations des élus et des municipalités

Les cotisations des élus et des municipalités sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les élus au promoteur.

Les cotisations des municipalités perçues d'avance sont comptabilisées dans le poste « Cotisations des municipalités du RPSEM ».

Les rajustements apportés à ces cotisations des élus et des municipalités sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

En juillet 2014, les actuaires de la CARRA ont déposé une évaluation actuarielle sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2012. Compte tenu des résultats de cette évaluation et à la suite d'une recommandation favorable du comité de retraite du RREM, le gouvernement a conservé le taux de cotisation des élus du RREM à 6,15 % du salaire admissible. Enfin, les municipalités versent une cotisation calculée selon un facteur de 3,37 fois le montant de la cotisation des élus.

Les cotisations des élus et des municipalités sont déposées dans des fonds confiés à la CDPQ qui assurent le versement des prestations de retraite et des frais d'administration.

Le RPSEM n'est pas capitalisé et la cotisation des municipalités correspond aux prestations versées par ce régime durant l'exercice.

## 3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

Conformément à l'article 64 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux, les actuaires de la CARRA doivent réaliser tous les trois ans une évaluation actuarielle du RREM. L'objectif de cette évaluation est de déterminer la situation financière dans un contexte de provisionnement et la cotisation d'exercice requise pour le financement des prestations qui seront acquises ultérieurement à la date d'évaluation. Cette évaluation repose sur des hypothèses déterminées par les actuaires de la CARRA et jugées pertinentes par l'actuaire-conseil nommé par le comité de retraite en vertu de la loi.

## 4. FONDS CONFIS À LA CDPQ

### a) Placements et passifs relatifs aux placements

Les dépôts à participation dans le Fonds particulier 305 à la CDPQ sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement.

	2014	2013
Dépôts à participation au Fonds particulier 305 à la CDPQ <sup>1</sup> (coût 2014 : 168 321; 2013 : 160 469)		
Placements	212 172	192 295
Revenus de placement courus à recevoir	940	558
Dépôts à vue au fonds général (avances)	(10)	160
Passifs relatifs aux placements	(37)	(224)
Montant à distribuer au RREM	(1 688)	(1 337)
	<b>211 377</b>	<b>191 452</b>
Dépôts à vue au fonds général	146	54
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	1 688	1 337
	<b>213 211</b>	<b>192 843</b>

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2.

#### 4. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ (SUITE)

##### a ) Placements et passifs relatifs aux placements (suite)

Au 31 décembre, les placements et les passifs relatifs aux placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Placements</b>		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Valeurs à court terme (740)	5 449	3 288
Obligations (760)	56 214	54 024
Dettes immobilières (750)	7 104	6 153
	<b>68 767</b>	<b>63 465</b>
Placements sensibles à l'inflation		
Infrastructures (782)	10 450	7 814
Immeubles (710)	21 560	20 938
	<b>32 010</b>	<b>28 752</b>
Actions		
Actions canadiennes (720)	30 226	29 160
Actions Qualité mondiale (736)	22 903	17 418
Actions américaines (731)	13 034	11 783
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	13 852	13 501
Actions des marchés en émergence (732)	8 635	7 963
Placements privés (780)	20 580	19 123
	<b>109 230</b>	<b>98 948</b>
Autres placements		
Répartition de l'actif (771)	1 518	1 118
Stratégies actives de superposition <sup>2</sup> (773)	518	-
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (772)	30	-
Quote-part nette des activités du fonds général	99	-
Instruments financiers dérivés (note 4b)	-	12
	<b>2 165</b>	<b>1 130</b>
<b>Total des placements</b>	<b>212 172</b>	<b>192 295</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>		
Unités de participation de portefeuille spécialisé BTAA (772)	-	116
Quote-part nette des activités du fonds général	-	83
Instruments financiers dérivés (note 4b)	37	25
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>37</b>	<b>224</b>

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

2. Le portefeuille spécialisé Stratégies actives de superposition (773) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

##### b ) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change et de marché. De plus, dans le but de maintenir une gestion efficace des risques de change à long terme associés aux placements libellés en devises étrangères, de nouveaux contrats sont successivement négociés.

La CDPQ a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit :

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de change</b>						
Contrats de change à terme	-	(37)	4 855	12	(25)	6 136
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats d'échange de rendement	-	-	7 202	-	-	-
	-	(37)	12 057	12	(25)	6 136

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RREM est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2014, il s'élève à 213 millions de dollars (192 millions de dollars au 31 décembre 2013). Le RREM n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

Les fonds confiés à la CDPQ dont les sommes investies en dépôts à participation du Fonds particulier 305 comprennent à la fois le capital du RREM et celui du régime de retraite des maires et conseillers des municipalités (RRMCM). Le comité de retraite du RREM, conjointement avec la CDPQ, a doté le RREM et le RRMCM d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Il établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique

de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le comité de retraite dans le but de permettre au RREM d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions du régime.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

## **5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)**

Entre autres, la CDPQ détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment les limites de concentration. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du fonds particulier dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la CDPQ confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

### **Risque de marché**

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du RREM permet d'utiliser des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La politique de placement du RREM établit un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 305 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le premier jour de chaque mois par la CDPQ.

Au 31 décembre 2014, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 305, en pourcentage de l'actif net ajusté des montants à distribuer au RREM, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

### Fonds particulier 305

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
<b>Revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme (740)	2,56	0,00	1,00	11,00
Obligations (760)	26,45	19,00	26,00	33,00
Dettes immobilières (750)	3,37	1,00	4,00	7,00
	<b>32,38</b>	21,00	<b>31,00</b>	46,00
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Infrastructures (782)	5,10	2,50	5,50	8,50
Immeubles (710)	10,13	8,50	11,50	14,50
	<b>15,23</b>	11,00	<b>17,00</b>	23,00
<b>Actions</b>				
Actions canadiennes (720)	14,22	9,50	14,50	19,50
Actions Qualité mondiale (736)	10,77	3,00	8,00	13,00
Actions américaines (731)	6,13	2,00	7,00	12,00
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	6,51	2,50	7,50	12,50
Actions des marchés en émergence (732)	4,06	1,50	4,00	6,50
Placements privés (780)	9,73	8,00	11,00	14,00
	<b>51,42</b>	42,00	<b>52,00</b>	62,00
<b>Autres placements</b>				
Répartition de l'actif (771)	0,72	0,00	0,00	1,00
Stratégies actives de superposition (773)	0,24			
Autres	0,01			
	<b>0,97</b>		<b>0,00</b>	
	<b>100,00</b>		<b>100,00</b>	

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de marché (suite)

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la CDPQ a révisé sa méthode du calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculée afin de considérer ces changements.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 305 découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du Fonds particulier 305, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit en pourcentage de l'actif net attribuable au Fonds particulier 305 :

	2014			2013		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	25,6 %	25,6 %	3,2 %	25,7 %	24,9 %	2,9 %

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 305.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la CDPQ sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés suivants : Actions EAEO (730), Actions américaines (731), Actions des marchés en émergence (732), Actions Qualité mondiale (736), Répartition de l'actif (771), Stratégies actives de superposition (773). Les activités personnalisées de superposition de devises sont utilisées par le fonds particulier pour atteindre

l'exposition désirée au dollar américain (ÉU) et aux devises des pays de la zone EAEO. Ces activités consistent à prendre des positions d'instruments financiers dérivés sur la devise ÉU et sur les devises des pays de la zone EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats de change à terme.

La politique de placement du RREM établit une exposition de référence à la devise ÉU et aux devises des pays de la zone EAEO ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son exposition de référence. L'analyse du respect des déviations permises, effectuée par la CDPQ, pour chacune des devises par rapport à l'exposition de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

Au 31 décembre 2014, l'exposition de référence en pourcentage de l'actif net du Fonds particulier 305, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à l'exposition cible, se détaillent comme suit :

	Valeurs en % de l'actif net		
	Limite minimale	Exposition de référence	Limite maximale
<b>Exposition aux devises</b>			
Exposition à la devise ÉU <sup>1</sup>	7,00	12,00	17,00
Exposition aux devises EAEO <sup>2</sup>	7,00	12,00	17,00

1. États-Unis (ÉU) pour le dollar américain.

2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 305, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net se détaille comme suit :

	2014	2013
Dollar canadien	70 %	69 %
Autres devises	30 %	31 %
<b>Exposition nette aux devises</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour les activités personnalisées de superposition pour l'exposition aux devises sont détaillés à la note 4b).



## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Le Fonds particulier 305 est exposé au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif de ce fonds particulier est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés.

### Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 305 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 305. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Du point de vue du risque de liquidité, le Fonds particulier 305 tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'il évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidités du fonds particulier.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement du Fonds particulier 305.



Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers et des instruments financiers dérivés du RREM se détaille comme suit :

	2014				2013			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>								
Avances du fonds général	(10)	-	-	(10)	-	-	-	-
Montants à distribuer au RREM	(1 688)	-	-	(1 688)	(1 337)	-	-	(1 337)
Passifs relatifs aux placements	-	-	-	-	-	-	(199)	(199)
	<b>(1 698)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 698)</b>	<b>(1 337)</b>	<b>-</b>	<b>(199)</b>	<b>(1 536)</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de change à terme								
Flux contractuels à recevoir	4 819	-	-	4 819	6 123	-	-	6 123
Flux contractuels à payer	(4 856)	-	-	(4 856)	(6 136)	-	-	(6 136)
	<b>(37)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(37)</b>	<b>(13)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(13)</b>
	<b>(1 735)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 735)</b>	<b>(1 350)</b>	<b>-</b>	<b>(199)</b>	<b>(1 549)</b>

De plus, concernant l'actif net attribuable au RREM, le Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la CDPQ prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RREM, soit un remboursement maximal pour le RREM pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. Les annulations d'unités de participation non effectuées en raison de ce maximum sont reportées au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

#### Risque relatif aux instruments financiers autres que les fonds confiés à la CDPQ

La direction de la CARRA estime que le RREM ne court aucun risque de crédit important à l'égard de ses actifs financiers et qu'il ne court aucun risque de liquidité à l'égard de ses passifs financiers.

## 6. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées du RREM à 184 millions de dollars et celle du RPSEM à 49 millions de dollars au 31 décembre 2012. Les prochaines évaluations actuarielles devraient être produites sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

## 6. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE (SUITE)

En 2014, des ajustements de 2,2 millions de dollars pour le RREM et de 0,5 million de dollars pour le RPSEM ont été apportés aux obligations pour tenir compte de la révision des hypothèses actuarielles depuis le dépôt de l'évaluation actuarielle reliées principalement aux taux d'actualisation.

Les obligations au titre des prestations de retraite du RREM sont établies à 200 millions de dollars (185 millions de dollars au 31 décembre 2013) et à 48 millions de dollars pour le RPSEM au 31 décembre 2014 (47 millions de dollars au 31 décembre 2013).

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2013 à 2024	2025 et suivantes	2010 à 2019	2020 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,25 %	3,00 %
Taux d'actualisation	6,50 %	6,90 %	6,75 %	7,50 %
Taux d'augmentation des salaires	2,10 %	2,50 %	2,25 %	3,00 %

## 7. EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS SUR LES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

	2014	2013
<b>RREM</b>		
Excédent (déficit) au début	7 015	(7 574)
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	20 402	23 534
Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite	(14 332)	(8 945)
<b>Excédent à la fin</b>	<b>13 085</b>	<b>7 015</b>
<b>RPSEM</b>		
Déficit au début	(46 912)	(47 053)
Diminution (augmentation) des obligations au titre des prestations de retraite	(740)	141
<b>Déficit à la fin</b>	<b>(47 652)</b>	<b>(46 912)</b>

## 8. COTISATIONS DES ÉLUS

Les cotisations des élus se détaillent comme suit :

	2014	2013
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	2 770	2 575
Cotisations au titre des services passés	27	7
	<b>2 797</b>	<b>2 582</b>

**9. REVENUS DE PLACEMENT DES DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CDPQ**

Les revenus de placement des fonds confiés à la CDPQ se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Revenus de placement</b>		
Revenus nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	1 923	1 811
Placements sensibles à l'inflation	901	1 144
Actions	3 193	2 750
Autres placements	(162)	42
	<b>5 855</b>	<b>5 747</b>
<b>Modification de la juste valeur</b>		
Gains réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	390	41
Placements sensibles à l'inflation	612	161
Actions	3 137	5 045
Autres placements	742	293
	<b>4 881</b>	<b>5 540</b>
Gains (pertes) non réalisés		
Revenu fixe	2 824	(1 786)
Placements sensibles à l'inflation	1 715	2 057
Actions	6 704	11 844
Autres placements	829	902
	<b>12 072</b>	<b>13 017</b>
	<b>16 953</b>	<b>18 557</b>

**10. RENTES**

Les rentes aux participants se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>RREM</b>		
Rentes de retraite	12 536	10 295
Prestations de survivants	1 210	1 124
	<b>13 746</b>	<b>11 419</b>
<b>RPSEM</b>		
Rentes de retraite	3 572	3 312
Prestations de survivants	363	338
	<b>3 935</b>	<b>3 650</b>

**11. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.



## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

**RÉGIME DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS  
DES MUNICIPALITÉS**

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Observation

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur la note 1b) des états financiers qui indique un risque de liquidité de financement du Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 29 avril 2015

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIME DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS  
DES MUNICIPALITÉS

## État de la situation financière au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 3)	2 621	3 352
Sommes à recevoir des prestataires	12	-
	<b>2 633</b>	<b>3 352</b>
<b>Passif</b>		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	18	25
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>	<b>2 615</b>	<b>3 327</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite</b> (note 5)	<b>9 947</b>	<b>8 178</b>
<b>Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b> (note 6)	<b>(7 332)</b>	<b>(4 851)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,

Le président-directeur général,

Richard Fortier, IAS.A, FICA, CFA

Christian Goulet

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIME DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS  
DES MUNICIPALITÉSÉtat de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations  
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 7)	103	115
Modification de la juste valeur (note 7)	233	365
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	1	1
	<b>337</b>	<b>481</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants et transferts		
Rentes (note 8)	978	1 076
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	71	36
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	-	8
	<b>1 049</b>	<b>1 120</b>
<b>Diminution nette de l'exercice</b>	(712)	(639)
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	<b>3 327</b>	<b>3 966</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	<b>2 615</b>	<b>3 327</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIME DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS  
DES MUNICIPALITÉSÉtat de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite  
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Perte actuarielle	324	-
Modification des hypothèses actuarielles	2 126	101
Intérêts	355	527
	<b>2 805</b>	<b>628</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux participants	<b>1 036</b>	<b>1 120</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de l'exercice</b>	<b>1 769</b>	<b>(492)</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	<b>8 178</b>	<b>8 670</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>9 947</b>	<b>8 178</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

### RÉGIME DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS DES MUNICIPALITÉS

#### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

#### 1. DESCRIPTION DU RÉGIME DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS DES MUNICIPALITÉS (RRMCM)

La description du RRMCM fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RLRQ, chapitre R-16).

##### a ) Généralités

Le RRMCM est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui prépare les états financiers pour approbation par le conseil d'administration. Il s'agit d'un régime à cotisations déterminées offert aux membres du conseil d'une municipalité qui y ont adhéré en vertu d'un règlement adopté à cette fin.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1989, le droit de participer à ce régime a été aboli avec l'entrée en vigueur du Régime de retraite des élus municipaux (RREM) (RLRQ, chapitre R-9.3).

##### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les prestations sont puisées dans la caisse de retraite constituée pour le RRMCM. Suite à l'abolition du droit de participer à ce régime le 1<sup>er</sup> janvier 1989, il n'y a plus de cotisations déposées dans cette caisse. Les rentes étant viagères, il y a un risque de liquidité de

financement car cette caisse sera vraisemblablement un jour épuisée. Comme la loi sur ce régime ne précise pas qui assumera le paiement des prestations jusqu'à leur échéance, le gouvernement envisage des modifications au financement du régime en 2015-2016.

Les frais reliés à l'administration du RRMCM sont assumés par le gouvernement.

##### c ) Rentes de retraite

Une personne qui participait au RRMCM acquérait le droit à une rente de retraite si elle avait au moins 60 ans, qu'elle avait accumulé au moins 8 années de service et avait cessé d'être membre du conseil d'une municipalité. La prestation dépend de la somme des cotisations salariales et patronales accumulées avec intérêts au compte du participant. La rente n'est pas indexée en fonction de la hausse du coût de la vie. Bien que le RRMCM soit un régime à cotisations déterminées, la rente est viagère.

##### d ) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle recevait une rente de retraite depuis moins de 15 ans, sa conjointe ou son conjoint ou, à défaut, ses héritiers ont droit à la rente jusqu'à l'expiration de cette période de 15 ans ou, sur demande, à une somme égale à la valeur actuelle de la rente.

Si une personne décède avant la mise en paiement de sa rente après avoir atteint 60 ans, sa conjointe ou son conjoint ou, à défaut, ses héritiers, ont droit à la rente jusqu'à l'expiration d'une période de 15 ans ou, sur demande, à une somme égale à la valeur actuelle de la rente. Si une personne décède avant la mise en paiement de sa rente de retraite sans avoir atteint 60 ans, sa conjointe ou son conjoint ou, à défaut, ses héritiers, ont droit au remboursement des sommes accumulées avec intérêts dans son compte, incluant les cotisations patronales.

Si une personne décède avant d'être admissible à une rente, sa conjointe ou son conjoint ou, à défaut, ses héritiers, ont droit au remboursement des cotisations et autres sommes versées au régime par cette personne, avec intérêts.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

### a ) Base de préparation des états financiers

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placements ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

### b ) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), des prestations aux participants et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### c ) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis en achetant divers types de placements selon la politique de placement décrite à la note 4. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 305 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités du fonds particulier détenues par le régime. Les dépôts à vue au fonds général ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans

les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

### Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 3a).

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### c ) Fonds confiés à la CDPQ (suite)

#### Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes. Les revenus attribués au Fonds particulier 305 sont, par la suite, comptabilisés dans les fonds confiés à la CDPQ selon la proportion détenue par le RRMCM dans ce fonds particulier.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

### d ) Obligations au titre des prestations de retraite

Le RRMCM est enregistré comme un régime à cotisations déterminées. Toutefois, puisque les rentes sont viagères, l'obligation relative à celles-ci est déterminée selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RRMCM. L'évaluation actuarielle

réalisée pour les états financiers du RRMCM est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente.

Chaque année, les actuaires de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants au régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

## 3. FONDS CONFIS À LA CDPQ

### a ) Placements et passifs relatifs aux placements

Les dépôts à participation dans le Fonds particulier 305 à la CDPQ sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement.

	2014	2013
Dépôts à participation au Fonds particulier 305 à la CDPQ <sup>1</sup> (coût 2014 : 1 722; 2013 : 2 336)		
Placements	2 610	3 342
Revenus de placement courus à recevoir	11	10
Dépôts à vue au fonds général	-	3
Passifs relatifs aux placements	-	(4)
Montant à distribuer au RRMCM	(21)	(23)
	<b>2 600</b>	<b>3 328</b>
Dépôts à vue au fonds général	-	1
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	21	23
	<b>2 621</b>	<b>3 352</b>

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2.

Au 31 décembre, les placements et les passifs relatifs aux placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Placements</b>		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Valeurs à court terme (740)	67	57
Obligations (760)	692	939
Dettes immobilières (750)	87	107
	<b>846</b>	<b>1 103</b>
Placements sensibles à l'inflation		
Infrastructures (782)	129	136
Immeubles (710)	265	364
	<b>394</b>	<b>500</b>
Actions		
Actions canadiennes (720)	372	507
Actions Qualité mondiale (736)	282	303
Actions américaines (731)	160	205
Actions EAE0 <sup>1</sup> (730)	170	235
Actions des marchés en émergence (732)	106	138
Placements privés (780)	253	332
	<b>1 343</b>	<b>1 720</b>
Autres placements		
Répartition de l'actif (771)	20	19
Stratégies actives de superposition <sup>2</sup> (773)	6	-
Quote-part nette des activités du fonds général	1	-
	<b>27</b>	<b>19</b>
<b>Total des placements</b>	<b>2 610</b>	<b>3 342</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>		
Unités de participation de portefeuille spécialisé		
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (772)	-	2
Quote-part nette des activités du fonds général	-	1
Instruments financiers dérivés (note 3b)	-	1
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>-</b>	<b>4</b>

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAE0).

2. Le portefeuille spécialisé Stratégies actives de superposition (773) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change et de marché. De plus, dans le but de maintenir une gestion efficace des risques de change à long terme associés aux placements libellés en devises étrangères, de nouveaux contrats sont successivement négociés.

La CDPQ a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.

### 3. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ (SUITE)

#### b) Instruments financiers dérivés (suite)

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un

panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit :

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de change</b>						
Contrats de change à terme	-	-	60	-	(1)	106
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats d'échange de rendement	-	-	89	-	-	-
	-	-	<b>149</b>	-	<b>(1)</b>	<b>106</b>

### 4. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RRMCM est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2014, il s'élève à 2,6 millions de dollars (3,3 millions de dollars au 31 décembre 2013). Le RRMCM n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

Les fonds confiés à la CDPQ dont les sommes investies en dépôts à participation du Fonds particulier 305, comprennent à la fois le capital du RRMCM et celui du Régime de retraite des élus municipaux (RREM). Le comité de retraite du RREM, conjointement avec la CDPQ, a doté le RRMCM et le RREM d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ.

Afin de répondre aux besoins spécifiques du RRMCM, une nouvelle politique de placement ainsi qu'un fonds distinct, le Fonds particulier 395, ont été mis en place le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres, la CDPQ détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment les limites de concentration. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 305 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la CDPQ confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.



### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement permet d'utiliser des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La politique de placement établit un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence. Le portefeuille de référence inclut également l'exposition cible aux devises.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 305 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le premier jour de chaque mois par la CDPQ.

Au 31 décembre 2014, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 305, en pourcentage de l'actif net ajusté des montants à distribuer au RRMCM ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

### Fonds particulier 305

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
<b>Revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme (740)	2,56	0,00	1,00	11,00
Obligations (760)	26,45	19,00	26,00	33,00
Dettes immobilières (750)	3,37	1,00	4,00	7,00
	<b>32,38</b>	21,00	<b>31,00</b>	46,00
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Infrastructures (782)	5,10	2,50	5,50	8,50
Immeubles (710)	10,13	8,50	11,50	14,50
	<b>15,23</b>	11,00	<b>17,00</b>	23,00
<b>Actions</b>				
Actions canadiennes (720)	14,22	9,50	14,50	19,50
Actions Qualité mondiale (736)	10,77	3,00	8,00	13,00
Actions américaines (731)	6,13	2,00	7,00	12,00
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	6,51	2,50	7,50	12,50
Actions des marchés en émergence (732)	4,06	1,50	4,00	6,50
Placements privés (780)	9,73	8,00	11,00	14,00
	<b>51,42</b>	42,00	<b>52,00</b>	62,00
<b>Autres placements</b>				
Répartition de l'actif (771)	0,72	0,00	0,00	1,00
Stratégies actives de superposition (773)	0,24			
Autres	0,01			
	<b>0,97</b>		<b>0,00</b>	
	<b>100,00</b>		<b>100,00</b>	

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

#### 4. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

##### Risque de marché (suite)

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la CDPQ a révisé sa méthode du calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculée afin de considérer ces changements.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 305 découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, le fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.



Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du Fonds particulier 305, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit en pourcentage de l'actif net attribuable au Fonds particulier 305 :

	2014			2013		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	25,6 %	25,6 %	3,2 %	25,7 %	24,9 %	2,9 %

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 305.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la CDPQ sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés suivants : Actions EAEO (730), Actions américaines (731), Actions des marchés en émergence (732), Actions Qualité mondiale (736), Répartition de l'actif (771), Stratégies actives de superposition (773). Les activités personnalisées de superposition de devises sont utilisées par le fonds particulier pour atteindre

l'exposition désirée au dollar américain (ÉU) et aux devises des pays de la zone EAEO. Ces activités consistent à prendre des positions d'instruments financiers dérivés sur la devise ÉU et sur les devises des pays de la zone EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats de change à terme.

La politique de placement établit une exposition de référence à la devise ÉU et aux devises des pays de la zone EAEO ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son exposition de référence. L'analyse du respect des déviations permises, effectuée par la CDPQ, pour chacune des devises par rapport à l'exposition de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

Au 31 décembre 2014, l'exposition de référence en pourcentage de l'actif net du Fonds particulier 305, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à l'exposition cible, se détaillent comme suit :

	Valeurs en % de l'actif net		
	Limite minimale	Exposition de référence	Limite maximale
<b>Exposition aux devises</b>			
Exposition à la devise ÉU <sup>1</sup>	7,00	12,00	17,00
Exposition aux devises EAEO <sup>2</sup>	7,00	12,00	17,00

1. États-Unis (ÉU) pour le dollar américain.

2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 305, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net se détaille comme suit :

	2014	2013
Dollar canadien	70 %	69 %
Autres devises	30 %	31 %
<b>Exposition nette aux devises</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour les activités personnalisées de superposition pour l'exposition aux devises sont détaillés à la note 3b).

#### 4. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

##### Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Le Fonds particulier 305 est exposé au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif de ce fonds particulier est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés.

##### Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 305 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

##### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 305. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Du point de vue du risque de liquidité, le Fonds particulier 305 tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'il évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidités du fonds particulier.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement du Fonds particulier 305.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers et des instruments financiers dérivés du RRMCM se détaille comme suit :

	2014				2013			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>								
Montants à distribuer au RRMCM	(21)	-	-	(21)	(23)	-	-	(23)
Passifs relatifs aux placements	-	-	-	-	-	-	(3)	(3)
	(21)	-	-	(21)	(23)	-	(3)	(26)
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de change à terme								
Flux contractuels à recevoir	60	-	-	60	106	-	-	106
Flux contractuels à payer	(60)	-	-	(60)	(106)	-	-	(106)
	-	-	-	-	-	-	-	-
	(21)	-	-	(21)	(23)	-	(3)	(26)

## 5. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 10,6 millions de dollars au 31 décembre 2013. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2016 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Pour cette évaluation actuarielle, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Les obligations au titre des prestations de retraite du RRMCM sont établies à 9,9 millions de dollars au 31 décembre 2014 (8,2 millions de dollars au 31 décembre 2013).

En 2014, l'obligation au titre des prestations de retraite a été déterminée avec un taux d'actualisation de 3,50 % compte tenu du mode de paiement envisagé lorsque la caisse sera épuisée. En 2013, le taux d'actualisation moyen était de 6,60 % pour la période de 2011 à 2021 et de 7,00 % à partir de 2022.

## 6. DÉFICIT DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS SUR LES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

	2014	2013
<b>Déficit au début</b>	(4 851)	(4 704)
Diminution de l'actif net disponible pour le service des prestations	(712)	(639)
Diminution (augmentation) des obligations au titre des prestations de retraite	(1 769)	492
<b>Déficit à la fin</b>	<b>(7 332)</b>	<b>(4 851)</b>

## 7. REVENUS DE PLACEMENT DES DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CDPQ

Les revenus de placement des fonds confiés à la CDPQ se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Revenus de placement</b>		
Revenus nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	34	36
Placements sensibles à l'inflation	16	23
Actions	56	55
Autres placements	(3)	1
	<b>103</b>	<b>115</b>
<b>Modification de la juste valeur</b>		
Gains réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	28	3
Placements sensibles à l'inflation	44	11
Actions	222	343
Autres placements	53	20
	<b>347</b>	<b>377</b>
Gains (pertes) non réalisés		
Revenu fixe	(27)	2
Placements sensibles à l'inflation	(16)	(2)
Actions	(63)	(11)
Autres placements	(8)	(1)
	<b>(114)</b>	<b>(12)</b>
	<b>233</b>	<b>365</b>

## 8. RENTES

Les rentes aux participants se détaillent comme suit :

	2014	2013
Rentes de retraite	903	1 019
Prestations de survivants	75	57
	<b>978</b>	<b>1 076</b>

## 9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS EN FONCTION  
AU CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGES**

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 29 avril 2015

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS EN FONCTION  
AU CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGES

## État de la situation financière au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)	77 832	72 350
Sommes à recevoir des prestataires	12	21
	<b>77 844</b>	<b>72 371</b>
<b>Passif</b>		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	93	59
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>	<b>77 751</b>	<b>72 312</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite</b> (note 6)	<b>27 840</b>	<b>27 113</b>
<b>Excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b> (note 7)	<b>49 911</b>	<b>45 199</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,

Le président-directeur général,

Richard Fortier, IAS.A, FICA, CFA

Christian Goulet

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS EN FONCTION  
AU CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGESÉtat de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations  
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations salariales – Service courant	3	5
Cotisations patronales – Service courant	2	4
	5	9
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 8)	2 239	2 284
Modification de la juste valeur (note 8)	5 476	4 419
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	1	1
	<b>7 721</b>	<b>6 713</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants		
Rentes (note 9)	2 278	2 343
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	4	17
	<b>2 282</b>	<b>2 360</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	5 439	4 353
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	72 312	67 959
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	<b>77 751</b>	<b>72 312</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS EN FONCTION  
AU CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGESÉtat de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite  
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Modification des hypothèses actuarielles	1 629	335
Intérêts	1 363	1 394
Prestations constituées	17	32
	<b>3 009</b>	<b>1 761</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux participants	<b>2 282</b>	<b>2 360</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de l'exercice</b>	727	(599)
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	27 113	27 712
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)</b>	<b>27 840</b>	<b>27 113</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

### RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS EN FONCTION AU CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGES

#### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

#### 1. DESCRIPTION DU RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS EN FONCTION AU CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGES (RRCHCN)

La description du RRCHCN fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à l'arrêté en conseil 397-78 du gouvernement du Québec, aux décrets 2497-81, 736-96, 1170-97 et 1595-97 ainsi qu'aux C.T. 195630, 12-12-2000 et C.T. 197248, 13-11-2001.

##### a ) Généralités

Le RRCHCN est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui prépare les états financiers pour approbation par le conseil d'administration. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert à certains employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges et dans certains autres centres hospitaliers.

##### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les prestations sont financées par les participants, selon le taux de cotisation fixé par le décret 2497-81 et l'arrêté en conseil 397-78, et par les centres hospitaliers, qui assument le solde des obligations au titre des prestations de retraite.

Les frais reliés à l'administration du RRCHCN sont assumés par le gouvernement.

##### c ) Rentes de retraite

Les personnes qui participent au RRCHCN acquièrent le droit à une rente de retraite à 60 ans si elles comptent 5 années de service ou plus, ou à 55 ans si elles comptent 30 années de service ou plus. Elles acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle à 50 ans si elles comptent au moins 5 années de service.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des 6 années consécutives les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité (35 années de service crédité maximum). Elle est réduite à 65 ans afin de tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

##### d ) Prestations d'invalidité

Une prestation d'invalidité est payable au participant devenu invalide et comptant plus de 5 années de service crédité. Celle-ci est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service crédité accumulées au RRCHCN. De plus, si une personne devient invalide avant 60 ans, elle a droit au plus élevé des montants suivants : une allocation de cessation d'emploi correspondant à un mois de salaire par année de service ou le remboursement de ses cotisations avec intérêts.

##### e ) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire ou qu'elle y participait et comptait au moins 5 années de service, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir, sans tenir compte de la réduction résultant de la coordination au Régime de rentes du Québec. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint.

Si, au moment du décès, le participant compte moins de 5 années de service, la conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers ont droit au remboursement des cotisations versées par le participant, avec intérêts.

Si au moment du décès, la personne n'a pas de conjoint survivant ni d'enfant à charge ou, lorsque toutes les personnes qui recevaient une rente payable en vertu du RRCHCN décèdent ou cessent d'y avoir droit et qu'aucun autre montant ne peut leur être versé, les héritiers ont droit au plus élevé entre les cotisations versées plus intérêts et un montant égal à 5 fois la rente de retraite annuelle à laquelle la personne avait droit ou aurait eu droit à la date de son décès, déduction faite de toute somme versée.

### **f) Prestations de fin d'emploi**

La personne qui cesse de participer au RRCHCN avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate sans réduction et qui a au moins 5 années de service crédité a droit à une rente de retraite différée indexée payable sans réduction à 60 ans ou à 55 ans si elle compte au moins 30 années de service crédité, ou à une rente différée payable avec réduction actuarielle à n'importe quel moment à compter de 50 ans. La personne qui cesse de participer au RRCHCN et qui a moins de 5 années de service crédité a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts.

### **g) Indexation des rentes**

Les rentes versées par le RRCHCN sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

### **a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placements ni ses obligations au titre des prestations de retraite, ils se réfèrent aux Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé.

### **b) Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur

la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), des prestations aux participants et sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### **c) Fonds confiés à la CDPQ**

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis en achetant divers types de placements selon la politique de placement décrite à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 373 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités du fonds particulier détenues par le régime. Les dépôts à vue au fonds général (avances) ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance approchée.

La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### c) Fonds confiés à la CDPQ (suite)

#### Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4a).

#### Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

### d) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RRCHCN. L'évaluation actuarielle réalisée pour les états financiers du RRCHCN est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants au régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

### e) Cotisations salariales et patronales

Les cotisations salariales et patronales sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

## 3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

La cotisation salariale s'élève à 7,6 % du salaire admissible moins les cotisations versées en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9). Pour les employés ayant atteint 35 années de service, la cotisation est fixée à 1 % du salaire admissible. La cotisation des centres hospitaliers pour le service courant correspond à 81 % de la cotisation salariale.

Les cotisations salariales et patronales sont déposées dans des fonds confiés à la CDPQ. Ces fonds assurent le versement des prestations de retraite.

L'actif net disponible pour le service des prestations est plus que suffisant pour couvrir l'ensemble des prestations futures du RRCHCN. Les dispositions de l'arrêté en conseil 397-78, qui institue le régime et en précise les modalités, ne précisent pas la propriété et l'utilisation de l'excédent d'actif.

#### 4. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ

##### a ) Placements et passifs relatifs aux placements

Les dépôts à participation dans le Fonds particulier 373 à la CDPQ sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement.

	2014	2013
Dépôts à participation au Fonds particulier 373 à la CDPQ <sup>1</sup> (coût 2014 : 66 544; 2013 : 62 776)		
Placements	77 409	72 191
Revenus de placement courus à recevoir	340	219
Dépôts à vue au fonds général	93	47
Passifs relatifs aux placements	(34)	(85)
Montant à distribuer au RRCHCN	(627)	(692)
	<b>77 181</b>	<b>71 680</b>
Dépôts à vue au fonds général (avances)	24	(22)
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	627	692
	<b>77 832</b>	<b>72 350</b>

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2.

#### 4. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ (SUITE)

##### a) Placements et passifs relatifs aux placements (suite)

Au 31 décembre, les placements et les passifs relatifs aux placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Placements</b>		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Valeurs à court terme (740)	1 530	813
Obligations (760)	39 122	32 587
Dettes immobilières (750)	3 232	2 901
	<b>43 884</b>	<b>36 301</b>
Placements sensibles à l'inflation		
Obligations à rendement réel (762)	1 138	1 058
Infrastructures (782)	3 464	3 009
Immeubles (710)	6 835	7 331
	<b>11 437</b>	<b>11 398</b>
Actions		
Actions canadiennes (720)	4 253	7 014
Actions Qualité mondiale (736)	6 783	3 661
Actions américaines (731)	1 212	2 587
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	1 251	2 904
Actions des marchés en émergence (732)	2 005	1 938
Placements privés (780)	5 795	5 964
	<b>21 299</b>	<b>24 068</b>
Autres placements		
Répartition de l'actif (771)	553	421
Stratégies actives de superposition <sup>2</sup> (773)	188	-
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (772)	12	-
Quote-part nette des activités du fonds général	36	-
Instruments financiers dérivés (note 4b)	-	3
	<b>789</b>	<b>424</b>
<b>Total des placements</b>	<b>77 409</b>	<b>72 191</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>		
Unités de participation de portefeuille spécialisé BTAA (772)	-	47
Quote-part nette des activités du fonds général	-	31
Instruments financiers dérivés (note 4b)	34	7
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>34</b>	<b>85</b>

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

2. Le portefeuille spécialisé Stratégies actives de superposition (773) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

##### b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change et de marché. De plus, dans le but de maintenir une gestion efficace des risques de change à long terme associés aux placements libellés en devises étrangères, de nouveaux contrats sont successivement négociés.

La CDPQ a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit :

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de change</b>						
Contrats de change à terme	-	(34)	5 049	3	(7)	1 662
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats d'échange de rendement	-	-	2 205	-	-	-
	<u>-</u>	<u>(34)</u>	<u>7 254</u>	<u>3</u>	<u>(7)</u>	<u>1 662</u>

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RRCHCN est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2014, il s'élève à 78 millions de dollars (72 millions de dollars au 31 décembre 2013). Le RRCHCN n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Les objectifs en matière de gestion du capital cités ci-après n'ont pas changé depuis l'exercice précédent.

La direction de la CARRA a doté le RRCHCN d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Elle établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé

approprié par la direction de la CARRA dans le but de permettre au RRCHCN d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions de ce régime.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.



## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

Entre autres, la CDPQ détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment les limites de concentration. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 373 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la CDPQ confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du RRCHCN permet d'utiliser des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La politique de placement du RRCHCN établit un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 373 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le premier jour de chaque mois par la CDPQ.



Au 31 décembre 2014, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 373 en pourcentage de l'actif net ajusté des montants à distribuer au RRCHCN ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

### Fonds particulier 373

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
<b>Revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme (740)	1,97	0,00	1,00	10,00
Obligations (760)	50,41	43,00	50,00	57,00
Obligations à long terme (764)	0,00	0,00	0,00	5,00
Dettes immobilières (750)	4,20	2,00	5,00	8,00
	<b>56,58</b>	<b>48,00</b>	<b>56,00</b>	<b>71,00</b>
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Obligations à rendement réel (762)	1,46	0,00	1,50	5,00
Infrastructures (782)	4,62	2,00	5,00	8,00
Immeubles (710)	8,79	7,00	10,00	13,00
	<b>14,87</b>	<b>10,00</b>	<b>16,50</b>	<b>23,00</b>
<b>Actions</b>				
Actions canadiennes (720)	5,48	2,50	5,50	8,50
Actions Qualité mondiale (736)	8,73	3,00	6,00	9,00
Actions américaines (731)	1,56	0,00	2,50	5,50
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	1,61	0,00	2,50	5,50
Actions des marchés en émergence (732)	2,58	0,00	2,50	5,00
Placements privés (780)	7,50	5,50	8,50	11,50
	<b>27,46</b>	<b>12,50</b>	<b>27,50</b>	<b>35,50</b>
<b>Autres placements</b>				
Répartition de l'actif (771)	0,72	0,00	0,00	1,00
Stratégies actives de superposition (773)	0,24	0,00	0,00	0,50
Autres	0,13			
	<b>1,09</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,50</b>
	<b>100,00</b>		<b>100,00</b>	

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de marché (suite)

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la CDPQ a révisé sa méthode du calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculée afin de considérer ces changements.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 373 découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du Fonds particulier 373, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit en pourcentage de l'actif net attribuable au RRCHCN :

	2014			2013		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	16,1 %	16,1 %	3,1 %	19,2 %	18,3 %	2,9 %

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 373.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la CDPQ sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés suivants : Actions EAEO (730), Actions américaines (731), Actions des marchés en émergence (732), Actions Qualité mondiale (736), Répartition de l'actif (771), Stratégies actives de superposition (773). Les activités personnalisées de superposition de devises sont utilisées par le fonds particulier pour atteindre

l'exposition désirée au dollar américain (ÉU) et aux devises des pays de la zone EAEO. Ces activités consistent à prendre des positions d'instruments financiers dérivés sur la devise ÉU et sur les devises des pays de la zone EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats de change à terme.

La politique de placement du RRCHCN établit une exposition de référence à la devise ÉU et aux devises des pays de la zone EAEO ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son exposition de référence. L'analyse du respect des déviations permises, effectuée par la CDPQ, pour chacune des devises par rapport à l'exposition de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

Au 31 décembre 2014, l'exposition de référence en pourcentage de l'actif net du Fonds particulier 373, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à l'exposition cible, se détaillent comme suit :

Valeurs en % de l'actif net			
	Limite minimale	Exposition de référence	Limite maximale
<b>Exposition aux devises</b>			
Exposition à la devise ÉU <sup>1</sup>	7,00	10,00	13,00
Exposition aux devises EAEO <sup>2</sup>	4,00	7,00	10,00

1. États-Unis (ÉU) pour le dollar américain.

2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 373, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net se détaille comme suit :

	2014	2013
Dollar canadien	79 %	81 %
Autres devises	21 %	19 %
<b>Exposition nette aux devises</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour les activités personnalisées de superposition pour l'exposition aux devises sont détaillés à la note 4b).

## 5. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

### Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Le Fonds particulier 373 est exposé au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif de ce fonds particulier est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés, ce fonds est exposé au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

### Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 373 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 373. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Du point de vue du risque de liquidité, le Fonds particulier 373 tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'il évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidités du fonds particulier.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement du Fonds particulier 373.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers et des instruments financiers dérivés du Fonds particulier 373 se détaille comme suit :

	2014				2013			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>								
Montants à distribuer au RRCHCN	(627)	-	-	(627)	(692)	-	-	(692)
Passifs relatifs aux placements	-	-	-	-	-	-	(78)	(78)
	<b>(627)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(627)</b>	<b>(692)</b>	<b>-</b>	<b>(78)</b>	<b>(770)</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de change à terme								
Flux contractuels à recevoir	5 015	-	-	5 015	1 658	-	-	1 658
Flux contractuels à payer	(5 049)	-	-	(5 049)	(1 662)	-	-	(1 662)
	<b>(34)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(34)</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(4)</b>
	<b>(661)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(661)</b>	<b>(696)</b>	<b>-</b>	<b>(78)</b>	<b>(774)</b>

De plus, concernant l'actif net attribuable au RRCHCN, le Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la CDPQ prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RRCHCN, soit un remboursement maximal pour le RRCHCN pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. Les annulations d'unités de participation non effectuées en raison de ce maximum sont reportées au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

## 6. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 29 millions de dollars au

31 décembre 2011. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Pour cette évaluation actuarielle, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

En 2013, un ajustement de 0,3 million de dollars a été apporté aux obligations pour tenir compte de la révision de l'hypothèse d'amélioration de l'espérance de vie à la suite de la publication de nouvelles tables par l'Institut canadien des actuaires.

En 2014, un ajustement de 1,6 million de dollars a été apporté aux obligations pour tenir compte de la révision des hypothèses actuarielles reliées principalement aux taux de mortalité et aux taux d'actualisation.

Les obligations au titre des prestations de retraite du RRCHCN sont établies à 28 millions de dollars au 31 décembre 2014 (27 millions de dollars au 31 décembre 2013).

## 6. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE (SUITE)

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2012 à 2024	2025 et suivantes	2012 à 2021	2022 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,10 %	2,50 %
Taux d'actualisation	5,20 %	5,60 %	5,35 %	5,75 %
Taux d'augmentation des salaires	2,50 %	3,00 %	2,45 %	3,00 %

## 7. EXCÉDENT DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS SUR LES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

	2014	2013
<b>Excédent au début</b>	45 199	40 247
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	5 439	4 353
Diminution (augmentation) des obligations au titre des prestations de retraite	(727)	599
<b>Excédent à la fin</b>	<b>49 911</b>	<b>45 199</b>

## 8. REVENUS DE PLACEMENT DES DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CDPQ

Les revenus de placement des fonds confiés à la CDPQ se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Revenus de placement</b>		
Revenus nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	1 227	1 044
Placements sensibles à l'inflation	330	448
Actions	741	774
Autres placements	(59)	18
	<b>2 239</b>	<b>2 284</b>
<b>Modification de la juste valeur</b>		
Gains (pertes) réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	17	(116)
Placements sensibles à l'inflation	415	142
Actions	2 986	2 362
Autres placements	325	66
	<b>3 743</b>	<b>2 454</b>
Gains (pertes) non réalisés		
Revenu fixe	1 973	(883)
Placements sensibles à l'inflation	437	477
Actions	(960)	2 008
Autres placements	283	363
	<b>1 733</b>	<b>1 965</b>
	<b>5 476</b>	<b>4 419</b>

**9. RENTES**

Les rentes aux participants se détaillent comme suit :

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Rentes de retraite	2 064	2 140
Prestations de survivants	214	203
	<b>2 278</b>	<b>2 343</b>

**10. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.





## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

**RÉGIMES DE RETRAITE PARTICULIERS**

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des régimes de retraite particuliers, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

**Opinion**

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes de retraite particuliers au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 29 avril 2015

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

## RÉGIMES DE RETRAITE PARTICULIERS

## État de la situation financière au 31 décembre 2014

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
	\$	\$
<b>Actif</b>		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 3)	<b>853 430</b>	<b>833 061</b>
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b> (note 5)	<b>853 430</b>	<b>833 061</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite</b> (note 5)	<b>635 900</b>	<b>633 100</b>
<b>Excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b> (note 6)	<b>217 530</b>	<b>199 961</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,

Le président-directeur général,

Richard Fortier, IAS.A, FICA, CFA

Christian Goulet

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

## RÉGIMES DE RETRAITE PARTICULIERS

## État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice clos le 31 décembre 2014

	2014	2013
	\$	\$
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 7)	28 340	26 806
Modification de la juste valeur (note 7)	63 799	67 264
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	35	34
	<b>92 174</b>	<b>94 104</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants		
Rentes	<b>71 805</b>	<b>76 811</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	20 369	17 293
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	833 061	815 768
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin (note 5)</b>	<b>853 430</b>	<b>833 061</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

## RÉGIMES DE RETRAITE PARTICULIERS

## État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2014

	2014	2013
	\$	\$
<b>Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent</b>		
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Perte actuarielle	8 002	-
Modification des hypothèses actuarielles	22 300	25 000
Intérêts	28 743	33 461
	<b>59 045</b>	<b>58 461</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Gain actuariel	-	52 923
Prestations aux participants	54 245	59 251
	<b>54 245</b>	<b>112 174</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de l'exercice</b>	<b>4 800</b>	<b>(53 713)</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	<b>533 600</b>	<b>587 313</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>538 400</b>	<b>533 600</b>
<b>Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount</b>		
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Perte actuarielle	6 813	6 469
Modification des hypothèses actuarielles	3 600	4 800
Intérêts	5 147	5 491
	<b>15 560</b>	<b>16 760</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux participants	17 560	17 560
<b>Diminution nette de l'exercice</b>	<b>(2 000)</b>	<b>(800)</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	<b>99 500</b>	<b>100 300</b>
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>97 500</b>	<b>99 500</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

### RÉGIMES DE RETRAITE PARTICULIERS

Notes complémentaires  
Au 31 décembre 2014

#### 1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

Les régimes de retraite particuliers (RRP) se composent du Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent et du Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount.

##### Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent

La description du Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer au décret 842-82 du gouvernement du Québec.

##### a ) Généralités

Le Régime est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui prépare les états financiers pour approbation par le conseil d'administration. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux anciens employés du réseau de la santé et des services sociaux de la Ville de Saint-Laurent intégrés depuis le 19 septembre 1976 à une fonction à laquelle s'appliquait le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP).

##### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les cotisations salariales et patronales ont été déposées à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans ces fonds confiés à la CDPQ. L'employeur assume le coût total du régime moins les cotisations versées par les employés.

Les frais reliés à l'administration du Régime sont assumés par le gouvernement.

##### c ) Prestations de survivants

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'un prestataire ont droit au remboursement des cotisations versées, sans intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente.

##### d ) Indexation des rentes

Les rentes versées par ce régime ne sont pas indexées.

##### Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount

La description du Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer au décret 2174-84 du gouvernement du Québec.

##### a ) Généralités

Le Régime est administré par la CARRA qui prépare les états financiers pour approbation par le conseil d'administration. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux employés de la Cité de Westmount qui participaient au régime général de retraite de la Cité de Westmount et qui ont été intégrés à une fonction à laquelle s'applique le RREGOP le 1<sup>er</sup> avril 1976.

##### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les cotisations salariales et patronales ont été déposées à la CDPQ et les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans ces fonds confiés à la CDPQ. L'employeur assume le coût total du régime moins les cotisations versées par les employés.

Les frais reliés à l'administration du Régime sont assumés par le gouvernement.

##### c ) Prestations de survivants

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'un prestataire depuis moins de 5 ans ont droit à la rente jusqu'à l'expiration de cette période de 5 ans ou à la valeur actuelle de celle-ci.

**d) Indexation des rentes**

Les rentes versées par ce régime ne sont pas indexées.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES****a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placements ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

**b) Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des revenus des fonds confiés à la CDPQ, des prestations aux participants et sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

**c) Fonds confiés à la CDPQ**

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis en achetant divers types de placements selon la politique de placement décrite à la note 4. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 303 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités du fonds particulier détenues par le régime. Les dépôts à vue au fonds général ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

**Hiérarchie de la juste valeur**

Les dépôts à participation à la CDPQ sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### c) Fonds confiés à la CDPQ (suite)

#### Hiérarchie de la juste valeur (suite)

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 3a).

#### Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant

chacune des périodes. Les revenus attribués au Fonds particulier 303 sont, par la suite, comptabilisés dans les fonds confiés à la CDPQ selon la proportion détenue par les RRP dans ce fonds particulier.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

### d) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur des régimes. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

## 3. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ

### a) Placements et passifs relatifs aux placements

Les dépôts à participation dans le Fonds particulier 303 à la CDPQ sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement.

	2014	2013
	\$	\$
Dépôts à participation au Fonds particulier 303 à la CDPQ <sup>1</sup> (coût 2014 : 617 679; 2013 : 634 484)		
Placements	847 196	829 088
Revenus de placement courus à recevoir	4 022	2 495
Dépôts à vue au fonds général	965	1 238
Passifs relatifs aux placements	(526)	(1 142)
Montant à distribuer aux RRP	(7 628)	(6 415)
	<b>844 029</b>	<b>825 264</b>
Dépôts à vue au fonds général	1 773	1 382
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	7 628	6 415
	<b>853 430</b>	<b>833 061</b>

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2.



Au 31 décembre, les placements et les passifs relatifs aux placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
	\$	\$
<b>Placements</b>		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Valeurs à court terme (740)	20 779	13 653
Obligations (760)	293 406	283 906
Dettes immobilières (750)	35 438	33 242
	<b>349 623</b>	<b>330 801</b>
Placements sensibles à l'inflation		
Infrastructures (782)	45 382	40 848
Immeubles (710)	74 628	78 752
	<b>120 010</b>	<b>119 600</b>
Actions		
Actions canadiennes (720)	83 644	92 829
Actions Qualité mondiale (736)	91 419	71 115
Actions américaines (731)	30 509	34 328
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	30 336	37 494
Actions des marchés en émergence (732)	51 097	50 688
Placements privés (780)	81 910	87 279
	<b>368 915</b>	<b>373 733</b>
Autres placements		
Répartition de l'actif (771)	6 064	4 830
Stratégies actives de superposition <sup>2</sup> (773)	2 068	-
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (772)	117	-
Quote-part nette des activités du fonds général	395	-
Instruments financiers dérivés (note 3b)	4	124
	<b>8 648</b>	<b>4 954</b>
<b>Total des placements</b>	<b>847 196</b>	<b>829 088</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>		
Unités de participation de portefeuille spécialisé BTAA (772)	-	487
Quote-part nette des activités du fonds général	-	359
Instruments financiers dérivés (note 3b)	526	296
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>526</b>	<b>1 142</b>

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

2. Le portefeuille spécialisé Stratégies actives de superposition (773) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## b ) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun ou très peu d'investissement initial et qui sont réglés à une date future.

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change et de marché. De plus, dans le but de maintenir une gestion efficace des risques de change à long terme associés aux placements libellés en devises étrangères, de nouveaux contrats sont successivement négociés.

La CDPQ a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

### 3. FONDS CONFIÉS À LA CDPQ (SUITE)

#### b ) Instruments financiers dérivés (suite)

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. À la clôture de chaque mois, le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Les instruments financiers dérivés se détaillent comme suit :

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal	Juste valeur		Montant nominal
	Actif	Passif		Actif	Passif	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de change</b>						
Contrats de change à terme	4	(526)	65 895	124	(296)	67 558
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats d'échange de rendement	-	-	28 133	-	-	-
	<b>4</b>	<b>(526)</b>	<b>94 028</b>	<b>124</b>	<b>(296)</b>	<b>67 558</b>

### 4. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Aux fins de la gestion du capital, le capital des RRP est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2014, il s'élève à 853 430 \$ (833 061 \$ au 31 décembre 2013). Les RRP ne sont assujettis à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe. Les objectifs en matière de gestion du capital cités ci-après n'ont pas changé depuis l'exercice précédent.

Les fonds confiés à la CDPQ dont les sommes investies en dépôts à participation du Fonds particulier 303 comprennent à la fois le capital du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ) et celui des RRP. La direction de la CARRA a doté les RRP et le RREFQ d'une politique de placement qui encadre

les activités de placement de la CDPQ. Elle établit pour ces régimes les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par la direction de la CARRA dans le but de permettre aux régimes d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions de ces régimes.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres, la CDPQ détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment les limites de concentration. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 303 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la CDPQ confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de taux de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du Fonds particulier 303 permet d'utiliser des instruments financiers dérivés aux fins de la gestion des risques de marché.

La politique de placement du Fonds particulier 303 établit un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 303 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée le premier jour de chaque mois par la CDPQ.

#### 4. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

##### Risque de marché (suite)

Au 31 décembre 2014, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 303 en pourcentage de l'actif net ajusté des montants à distribuer aux RRP ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

##### Fonds particulier 303

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
<b>Revenu fixe</b>				
Valeurs à court terme (740)	2,44	0,00	1,00	10,00
Obligations (760)	34,54	27,00	34,00	41,00
Obligations à long terme (764)	0,00	0,00	0,00	5,00
Dettes immobilières (750)	4,21	2,00	5,00	8,00
	<b>41,19</b>	<b>32,00</b>	<b>40,00</b>	<b>55,00</b>
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>				
Obligations à rendement réel (762)	0,00	0,00	0,00	5,00
Infrastructures (782)	5,54	3,00	6,00	9,00
Immeubles (710)	8,77	7,00	10,00	13,00
	<b>14,31</b>	<b>10,00</b>	<b>16,00</b>	<b>22,00</b>
<b>Actions</b>				
Actions canadiennes (720)	9,85	5,00	10,00	15,00
Actions Qualité mondiale (736)	10,75	3,00	8,00	13,00
Actions américaines (731)	3,59	0,00	4,50	9,50
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	3,56	0,00	4,50	9,50
Actions des marchés en émergence (732)	6,01	1,00	6,00	11,00
Placements privés (780)	9,68	8,00	11,00	14,00
	<b>43,44</b>	<b>29,00</b>	<b>44,00</b>	<b>52,00</b>
<b>Autres placements</b>				
Répartition de l'actif (771)	0,72	0,00	0,00	1,00
Stratégies actives de superposition (773)	0,24	0,00	0,00	0,50
Autres	0,10			
	<b>1,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1,50</b>
	<b>100,00</b>		<b>100,00</b>	

1. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau

de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans uniquement 1 % des cas.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait à nouveau. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

En 2014, la CDPQ a révisé sa méthode du calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la nouvelle méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets

sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'une semaine, plutôt que sur un horizon d'un jour. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculée afin de considérer ces changements.

Trois mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente le risque d'obtenir un rendement inférieur à celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 303 découlent directement des risques absolus et des risques actifs présentés dans les états financiers annuels de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de taux de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du Fonds particulier 303, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2 500 jours, se présentent comme suit en pourcentage de l'actif net attribuable au Fonds particulier 303 :

	2014			2013		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	22,2 %	22,0 %	3,2 %	23,1 %	22,2 %	3,0 %

#### 4. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

##### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 303.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la CDPQ sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés suivants : Actions EAEO (730), Actions américaines (731), Actions des marchés en émergence (732), Actions Qualité mondiale (736), Répartition de l'actif (771), Stratégies actives de superposition (773). Les

activités personnalisées de superposition de devises sont utilisées par le fonds particulier pour atteindre l'exposition désirée au dollar américain (ÉU) et aux devises des pays de la zone EAEO. Ces activités consistent à prendre des positions d'instruments financiers dérivés sur la devise ÉU et sur les devises des pays de la zone EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats de change à terme.

La politique de placement du Fonds particulier 303 établit une exposition de référence à la devise ÉU et aux devises des pays de la zone EAEO ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son exposition de référence. L'analyse du respect des déviations permises, effectuée par la CDPQ, pour chacune des devises par rapport à l'exposition de référence est effectuée le premier jour de chaque mois.

Au 31 décembre 2014, l'exposition de référence en pourcentage de l'actif net du Fonds particulier 303, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à l'exposition cible, se détaillent comme suit :

	Valeurs en % de l'actif net		
	Limite minimale	Exposition de référence	Limite maximale
<b>Exposition aux devises</b>			
Exposition à la devise ÉU <sup>1</sup>	7,00	12,00	17,00
Exposition aux devises EAEO <sup>2</sup>	7,00	12,00	17,00

1. États-Unis (ÉU) pour le dollar américain.

2. Europe, Australasie et Extrême-Orient (EAEO).

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 303, après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net se détaille comme suit :

	2014	2013
Dollar canadien	68 %	67 %
Autres devises	32 %	33 %
<b>Exposition nette aux devises</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères, incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour les activités personnalisées de superposition pour l'exposition aux devises sont détaillés à la note 3b).

### Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. Le Fonds particulier 303 est exposé au risque de crédit découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés, étant donné que l'actif de ce fonds particulier est principalement composé d'unités de participation de portefeuilles spécialisés.

### Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 303 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des positions détenues par les portefeuilles spécialisés.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 303. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Du point de vue du risque de liquidité, le Fonds particulier 303 tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'il évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidités du fonds particulier.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement du Fonds particulier 303.



#### 4. GESTION DU CAPITAL, IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (SUITE)

##### Risque de liquidité (suite)

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers et des instruments financiers dérivés des RRP se détaille comme suit :

	2014				2013			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Passifs financiers non dérivés</b>								
Montants à distribuer aux RRP	(7 628)	-	-	(7 628)	(6 415)	-	-	(6 415)
Passifs relatifs aux placements	-	-	-	-	-	-	(846)	(846)
	<b>(7 628)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(7 628)</b>	<b>(6 415)</b>	<b>-</b>	<b>(846)</b>	<b>(7 261)</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Contrats de change à terme								
Flux contractuels à recevoir	65 376	-	-	65 376	67 395	-	-	67 395
Flux contractuels à payer	(65 895)	-	-	(65 895)	(67 558)	-	-	(67 558)
	<b>(519)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(519)</b>	<b>(163)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(163)</b>
	<b>(8 147)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(8 147)</b>	<b>(6 578)</b>	<b>-</b>	<b>(846)</b>	<b>(7 424)</b>

#### 5. ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS ET OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

	2014			2013
	Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent	Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>	604 757	248 673	853 430	833 061
<b>Obligations au titre des prestations de retraite</b>	(538 400)	(97 500)	(635 900)	(633 100)
<b>Excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b>	<b>66 357</b>	<b>151 173</b>	<b>217 530</b>	<b>199 961</b>

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées au 31 décembre 2014 pour le Régime de retraite des anciens employés de

la Ville de Saint-Laurent à 538 400 \$ (533 600 \$ au 31 décembre 2013) et celle pour le Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount à 97 500 \$ (99 500 \$ au 31 décembre 2013). Les prochaines évaluations actuarielles requises seront prises en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2015.



Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues au 31 décembre 2014.

En 2014, les obligations au titre des prestations de retraite ont été déterminées avec un taux d'actualisation moyen de 5,75 % pour la période de 2015 à 2024 et de 6,10 % à partir de 2025. En 2013, le taux d'actualisation moyen était de 5,90 % pour la période de 2014 à 2022 et de 6,25 % à partir de 2023.

## 6. EXCÉDENT DE L'ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS SUR LES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

	2014			2013
	Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent	Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Excédent au début</b>	59 841	140 120	199 961	128 155
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	11 316	9 053	20 369	17 293
Diminution (augmentation) des obligations au titre des prestations de retraite	(4 800)	2 000	(2 800)	54 513
<b>Excédent à la fin</b>	<b>66 357</b>	<b>151 173</b>	<b>217 530</b>	<b>199 961</b>

## 7. REVENUS DE PLACEMENT DES DÉPÔTS À PARTICIPATION À LA CDPQ

Les revenus de placement des fonds confiés à la CDPQ se détaillent comme suit :

	2014	2013
	\$	\$
<b>Revenus de placement</b>		
Revenus nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	11 308	10 019
Placements sensibles à l'inflation	4 442	5 464
Actions	13 352	11 142
Autres placements	(762)	181
	<b>28 340</b>	<b>26 806</b>
<b>Modification de la juste valeur</b>		
Gains (pertes) réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	455	(1 633)
Placements sensibles à l'inflation	3 248	731
Actions	19 660	29 060
Autres placements	4 867	3 688
	<b>28 230</b>	<b>31 846</b>
Gains (pertes) non réalisés		
Revenu fixe	14 094	(7 096)
Placements sensibles à l'inflation	4 988	6 656
Actions	13 826	32 479
Autres placements	2 661	3 379
	<b>35 569</b>	<b>35 418</b>
	<b>63 799</b>	<b>67 264</b>

**319**

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2014

**8. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

**RÉGIMES DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE  
NATIONALE ET PENSION SPÉCIALE**

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

**Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des régimes de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale, qui comprennent l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la situation financière de même que l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale au 31 décembre 2014 ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 29 avril 2015

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIMES DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
ET PENSION SPÉCIALEÉtat de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations  
et de la situation financière de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale</b>		
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Cotisations salariales – Service courant	1 222	1 070
Sommes puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu pour payer les prestations et les frais d'administration	10 522	10 981
	<b>11 744</b>	<b>12 051</b>
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants et transferts		
Rentes et pension spéciale (note 4)	10 378	10 791
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	2	120
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	77	-
Frais d'administration de la CARRA	65	70
	10 522	10 981
Sommes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu	1 222	1 070
	<b>11 744</b>	<b>12 051</b>
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	-	-
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>115 835</b>	<b>110 682</b>
<b>Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b>	<b>(115 835)</b>	<b>(110 682)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIMES DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
ET PENSION SPÉCIALEÉtat de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations  
et de la situation financière de l'exercice clos le 31 décembre 2014 (suite)

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale</b>		
<b>Augmentation de l'actif net</b>		
Sommes puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu pour payer les prestations	5 451	4 813
<b>Diminution de l'actif net</b>		
Prestations aux participants et transferts		
Rentes (note 4)	5 092	4 813
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	359	-
	5 451	4 813
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début</b>	-	-
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin</b>	-	-
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	92 701	86 717
<b>Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite</b>	(92 701)	(86 717)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,

Le président-directeur général,

Richard Fortier, IAS.A, FICA, CFA

Christian Goulet

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

RÉGIMES DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
ET PENSION SPÉCIALEÉtat de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite  
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale</b>		
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Modification des hypothèses actuarielles	6 598	1 366
Intérêts	6 665	6 687
Prestations constituées	2 347	2 199
	<b>15 610</b>	<b>10 252</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux participants et transferts vers d'autres régimes	10 457	10 911
<b>Augmentation (diminution) nette de l'exercice</b>	5 153	(659)
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	110 682	111 341
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>115 835</b>	<b>110 682</b>
<b>Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale</b>		
<b>Augmentation des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Modification des hypothèses actuarielles	2 665	1 071
Intérêts	5 356	5 084
Prestations constituées	3 414	3 198
	<b>11 435</b>	<b>9 353</b>
<b>Diminution des obligations au titre des prestations de retraite</b>		
Prestations aux participants et transferts vers d'autres régimes	5 451	4 813
<b>Augmentation nette de l'exercice</b>	5 984	4 540
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début</b>	86 717	82 177
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 5)</b>	<b>92 701</b>	<b>86 717</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

### RÉGIMES DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET PENSION SPÉCIALE

#### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

#### 1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)

Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale (RPSMAN)

#### Pension spéciale

La description des régimes et de la pension spéciale fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets, les lecteurs devront se référer aux textes officiels suivants :

- Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1);
- Règlement concernant le Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale;
- Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).

#### a ) Généralités

Le RRMAN et le RPSMAN sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui prépare les états financiers pour approbation par le conseil d'administration. Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux membres de l'Assemblée nationale. La pension spéciale est la prestation accordée à la veuve de M. Pierre Laporte.

#### b ) Financement – Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Dans le cas du RRMAN, les prestations sont financées par les personnes qui y participent, selon le taux de cotisation fixé par la loi, et par le gouvernement, qui assume le solde des obligations au titre des prestations de retraite.

Dans le cas du RPSMAN et de la pension spéciale, les prestations sont entièrement financées par le gouvernement.

Les frais reliés à l'administration de ces régimes sont assumés par le gouvernement.

#### c ) Rentes de retraite et pension spéciale

Les participants qui cessent d'être députés acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle à l'âge de 60 ans, ou avec réduction actuarielle s'ils ont moins de 60 ans. Toutefois, cette rente de retraite devient payable au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle le participant atteint l'âge de 69 ans, même s'il n'a pas cessé d'être député à cette date.

En général, la rente de retraite au RRMAN équivaut à la somme des crédits de rente calculés annuellement en multipliant l'indemnité admissible reçue par 1,75 %, sans excéder 25 années de participation. Ces crédits de rente sont indexés en fonction de la hausse du coût de la vie jusqu'au moment où le participant prend sa retraite.

Tout participant, qui a été député avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983 et qui était député le 1<sup>er</sup> janvier 1992, a aussi droit à une rente de retraite égale à 75 % du total des cotisations portées à son crédit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983, qui n'ont pas été remboursées et qui ont été indexées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1984 jusqu'au 31 janvier 1991. Ce pourcentage peut être inférieur à 75 % si le député n'était pas en fonction le 31 décembre 1991 et qu'il avait moins de 8 années de service.

Les participants acquièrent le droit à une prestation du RPSMAN à la date à laquelle ils acquièrent le droit à une rente de retraite selon le régime de base. La prestation équivaut à la somme des montants calculés annuellement, qui correspond à l'excédent de 4 % de l'indemnité annuelle totale sur le crédit de rente calculé selon le RRMAN. La prestation est indexée en fonction de la hausse du coût de la vie jusqu'au moment où le participant prend sa retraite.



Le montant de la pension spéciale versée à la veuve de M. Pierre Laporte a été fixé par la loi.

#### **d ) Prestations de survivants**

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRMAN, ou qu'elle y participait, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 60 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Chaque enfant à charge a droit à une rente correspondant à 10 % de cette rente de retraite ou à 20 % s'il n'y a pas de rente versée au conjoint. Lorsqu'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint et qu'il n'y a aucune rente versée aux enfants, le double des cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, avec intérêts, déduction faite de toute prestation versée.

Pour le participant qui, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1992, avait opté pour une continuité à 50 % ou 100 % de la rente en faveur du conjoint survivant, l'option choisie reste en vigueur.

Les rentes versées au conjoint et aux enfants à charge, ou à ces derniers seulement, ne peuvent excéder le montant de la rente de retraite que le participant recevait ou aurait eu le droit de recevoir au moment de son décès.

Les mêmes règles que celles du régime de base s'appliquent aux prestations payables selon le RPSMAN.

#### **e ) Prestations de fin d'emploi**

La personne qui cesse de participer au RRMAN avant l'âge de 60 ans peut recevoir, à certaines conditions, le remboursement de la valeur actuarielle de la rente.

#### **f ) Indexation des rentes**

Les rentes versées par le RRMAN et le RPSMAN sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 1983. Elles sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 31 décembre 1982.

## **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

### **a ) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable qui ne concernent pas ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé sont utilisées.

Comme les régimes ne sont pas capitalisés et qu'il n'y a aucun actif net disponible, l'état de la situation financière se compose uniquement des obligations au titre des prestations de retraite et est ainsi présenté de façon combinée à l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de la situation financière.

### **b ) Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations et des prestations ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### **c ) Cotisations salariales**

Les cotisations salariales sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations salariales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### d) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur des régimes. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers des régimes de retraite et de prestations supplémentaires sont produites tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires de la CARRA déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants aux régimes. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

## 3. POLITIQUE DE CAPITALISATION ET GESTION DU CAPITAL

### a) Cotisation des membres

Pour l'exercice, la cotisation salariale au RRMAN s'élève à 9 % de l'indemnité admissible. Le RPSMAN n'est pas contributif.

Les cotisations salariales sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

### b) Cotisation du gouvernement

En vertu de la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations aux régimes. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement de l'ensemble des prestations au moment où elles deviennent payables. Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu. Conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge.

La Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. L'information sur ce Fonds d'amortissement des régimes de retraite est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

### c) Gestion du capital

Le RRMAN et le RPSMAN n'ont pas de politique de gestion du capital puisque les parties n'ont pas constitué de caisse de retraite pour ces régimes.

## 4. RENTES ET PENSION SPÉCIALE

Les rentes aux participants se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale</b>		
Rentes de retraite	8 210	8 828
Prestations de survivants	2 156	1 951
Pension spéciale	12	12
	<b>10 378</b>	<b>10 791</b>
<b>Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale</b>		
Rentes de retraite	4 917	4 655
Prestations de survivants	175	158
	<b>5 092</b>	<b>4 813</b>

## 5. OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées du RRMAN à 113 millions de dollars et celle du RPSMAN à 75 millions de dollars au 31 décembre 2010. Les prochaines évaluations actuarielles devraient être produites sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 et les résultats seront pris en compte dans l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans l'année où l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

En 2013, des ajustements de 1,4 million de dollars pour le RRMAN et de 1,1 million de dollars pour le RPSMAN ont été apportés aux obligations pour tenir compte de la révision de l'hypothèse d'amélioration de l'espérance de vie à la suite de la publication de nouvelles tables par l'Institut canadien des actuaires.

En 2014, des ajustements de 6,6 millions de dollars pour le RRMAN et de 2,7 millions de dollars pour le RPSMAN ont été apportés aux obligations pour tenir compte de la révision des hypothèses actuarielles reliées principalement aux taux de mortalité et aux taux d'actualisation.

Les obligations au titre des prestations de retraite du RRMAN sont établies à 116 millions de dollars (111 millions de dollars en 2013) et celles du RPSMAN à 93 millions de dollars (87 millions de dollars au 31 décembre 2013).

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2014		2013	
	Années d'application			
	2011 à 2024	2025 et suivantes	2011 à 2021	2022 et suivantes
Taux d'inflation	2,10 %	2,50 %	2,10 %	2,50 %
Taux d'actualisation	6,40 %	6,80 %	6,35 %	6,75 %
Taux d'augmentation des indemnités	2,30 %	3,00 %	2,20 %	3,00 %



## COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2014

### RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

#### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats et de l'excédent cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 29 avril 2015

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE  
ET D'ASSURANCESÉtat des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice  
clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Charges</b>		
Traitements et avantages sociaux	67 442	60 640
Honoraires professionnels (note 3)	27 951	29 529
Communications et transport	3 419	3 083
Location de locaux et d'équipement	5 891	5 590
Matériel et équipement	514	927
Fournitures de bureau	205	201
Entretien et réparations	2 422	2 370
Intérêts sur la dette à long terme	1 985	2 262
Frais de financement	4	4
Dommages et intérêts	134	248
Perte sur disposition ou radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	5	2
Amortissement des immobilisations corporelles	1 083	1 015
Amortissement des actifs incorporels	406	389
	<b>111 461</b>	<b>106 260</b>
<b>Produits</b>		
Frais assumés par le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)		
Fonds des cotisations salariales	46 944	44 130
Fonds des cotisations patronales	47 200	44 530
Frais assumés par le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE)		
Fonds des cotisations salariales	3 448	3 571
Fonds des cotisations patronales	3 481	3 679
Frais assumés par les autres régimes de retraite	10 242	10 200
Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	84	91
Autres sources de financement	62	59
	<b>111 461</b>	<b>106 260</b>
<b>Excédent de l'exercice</b>	-	-
<b>Excédent cumulé au début de l'exercice</b>	-	-
<b>Excédent cumulé à la fin de l'exercice</b>	-	-

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

### État de la situation financière au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	3 405	1 317
(Découvert bancaire) Encaisse attribuée aux régimes de retraite (note 7)	(2 062)	4 279
Dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec (2014 et 2013 : 1,00 %)	1 987	1 967
Taxes à recevoir	1 654	1 891
Créances	143	41
Dû par les régimes de retraite (note 4)	77 698	24 791
Charges payées d'avance	422	544
	<u>83 247</u>	<u>34 830</u>
<b>Immobilisations corporelles</b> (note 5)	4 738	3 873
<b>Actifs incorporels</b> (note 5)	1 984	1 744
<b>Dû par les régimes de retraite</b> (note 4)	10 717	74 947
	<u>17 439</u>	<u>80 564</u>
	<u><b>100 686</b></u>	<u><b>115 394</b></u>
<b>Passif</b>		
<b>À court terme</b>		
Sommes à remettre à l'État	465	316
Charges à payer et frais courus (note 6)	10 012	10 692
Sommes détenues (par) pour les régimes de retraite (note 7)	(2 062)	4 279
Provision pour vacances	6 988	6 286
Produits reportés (note 9)	1 526	1 316
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 10)	66 032	11 362
	<u>82 961</u>	<u>34 251</u>
<b>Obligation relative aux congés de maladie</b> (note 8)	10 553	9 341
<b>Produits reportés</b> (note 9)	3 398	2 240
<b>Dette à long terme</b> (note 10)	3 774	69 562
	<u>17 725</u>	<u>81 143</u>
	<u>100 686</u>	<u>115 394</u>
<b>Excédent cumulé</b>	-	-
	<u><b>100 686</b></u>	<u><b>115 394</b></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,

Le président,

Le président-directeur général,

Richard Fortier, IAS.A, FICA, CFA

Christian Goulet



COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE  
ET D'ASSURANCES

## État des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Excédent de l'exercice	-	-
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Variation de la valeur des dommages-intérêts payables découlant du jugement rendu dans le cadre d'un recours collectif	59	119
Perte sur disposition ou radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	5	2
Amortissement des immobilisations corporelles	1 083	1 015
Amortissement des actifs incorporels	406	389
Virement des produits reportés	(1 414)	(1 287)
	139	238
Variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
Taxes à recevoir	237	(1 891)
Créances	(102)	48
Charges payées d'avance	122	(47)
Dû par les régimes de retraite	11 323	8 830
Sommes à remettre à l'État	149	85
Charges à payer et frais courus	(1 332)	1 247
Provision pour vacances	702	555
Obligation relative aux congés de maladie	1 212	564
Produits reportés	2 782	1 691
Remboursement des dommages-intérêts payables découlant du jugement rendu dans le cadre d'un recours collectif	(77)	(77)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>15 155</b>	<b>11 243</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Variation nette de l'encaisse attribuée aux régimes de retraite	6 341	(1 135)
Variation nette des sommes détenues pour les régimes de retraite	(6 341)	1 135
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(789)	(1 271)
Acquisitions d'immobilisations corporelles découlant d'un contrat de location-acquisition	(238)	(464)
Acquisitions d'actifs incorporels	(920)	(5)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(1 947)</b>	<b>(1 740)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Nouvelle dette à long terme découlant d'un contrat de location-acquisition	238	464
Remboursement de la dette à long terme découlant d'un contrat de location-acquisition	(416)	(406)
Remboursement de la dette à long terme	(10 922)	(10 922)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(11 100)</b>	<b>(10 864)</b>
<b>Augmentation (Diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>2 108</b>	<b>(1 361)</b>
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>3 284</b>	<b>4 645</b>
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin de l'exercice (note 12)</b>	<b>5 392</b>	<b>3 284</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

### Notes complémentaires Au 31 décembre 2014

#### 1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) a été constituée par la Loi sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (RLRQ, chapitre C-32.1.2). Elle a pour fonction d'administrer les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et les régimes de retraite ou d'assurances dont une loi, le Bureau de l'Assemblée nationale ou le gouvernement lui confie l'administration.

Le conseil d'administration détermine le montant du budget annuel de la CARRA, qui prévoit, entre autres, les montants attribuables aux frais d'administration du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et des autres régimes de retraite administrés par la CARRA.

#### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

##### Base de préparation des états financiers

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou de changement de méthode comptable, la CARRA se réfère aux Normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé.

##### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges pour les périodes visées par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

##### Comptabilisation des produits

Les produits reliés aux frais assumés par les régimes de retraite sont comptabilisés lorsque les charges correspondantes ont été constatées par la CARRA.

Les produits reliés au Programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR) sont comptabilisés lorsque les sessions de formation ont eu lieu.

##### Développements générés à l'interne

Les coûts des développements générés à l'interne, comprenant la main-d'œuvre directe, les intérêts et d'autres coûts directement rattachés au développement des systèmes, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

##### Trésorerie et équivalent de trésorerie

L'encaisse et le dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec sont présentés dans la trésorerie et l'équivalent de trésorerie.

##### Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile, établie comme suit :

Mobilier intégré et aménagement	10 ans
Aménagement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	10 ans
Matériel informatique	4 ans
Équipement	5 ans
Équipement spécialisé	10 ans
Véhicules	3 ans

##### Contrats de location

Les contrats de location-acquisition auxquels l'entité est partie à titre de preneur sont inclus dans les immobilisations corporelles et dans les obligations découlant d'un contrat de location-acquisition. Le coût comptabilisé au titre d'aménagement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

Tous les autres contrats de location sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation et les coûts de location qui en découlent sont inscrits à titre de charges au cours de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

### Actifs incorporels

Les logiciels sont comptabilisés au coût d'acquisition et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des durées de vie utile de cinq ans et de douze ans.

### Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont passés en revue pour déterminer s'ils ont subi une réduction de valeur lorsque des événements ou des changements de situation permettent de croire que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est estimée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie nets non actualisés prévus à l'utilisation et à la cession éventuelle de l'actif. Si la CARRA considère que la valeur des actifs a subi une dépréciation, le montant de cette dépréciation sera alors comptabilisé aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est permise.

### Produits reportés

Les produits reçus des régimes de retraite relativement aux acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels amortissables sont reportés et virés aux résultats selon la même méthode et les mêmes taux que ceux utilisés pour l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels auxquels ils se rapportent. Les produits reçus des régimes de retraite relativement aux charges payées d'avance sont reportés et virés aux résultats selon la période couverte par ces charges. Les virements sont comptabilisés aux résultats dans les frais assumés par les régimes.

### Obligation relative aux congés de maladie

Les congés de maladie accumulés sont comptabilisés selon la méthode de la constatation immédiate. Les obligations relatives aux congés de maladie

accumulés par le personnel de la CARRA sont évaluées annuellement à l'aide de la méthode actuarielle de répartition des prestations, selon les hypothèses les plus probables déterminées par la CARRA. Les obligations et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisées sur la base du mode d'acquisition de ces congés de maladie par le personnel, soit en fonction des services rendus.

### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées auxquels participe le personnel de la CARRA étant donné que cette dernière, en tant qu'employeur, ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées. De plus, en vertu des lois constituant ces régimes de retraite gouvernementaux, les obligations de la CARRA se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

### Instruments financiers

#### Évaluation des instruments financiers

La CARRA évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement. Celui-ci correspond, sauf pour la dette à long terme, à la juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, de l'encaisse attribuée aux régimes de retraite, des sommes détenues par les régimes de retraite, du dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec, des créances et du dû par les régimes de retraite.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des charges à payer et frais courus, des sommes détenues pour les régimes de retraite, du découvert bancaire attribué aux régimes de retraite, de la provision pour vacances et de la dette à long terme, excluant les emprunts à long terme découlant d'un contrat de location-acquisition.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### Instruments financiers (suite)

#### Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur

dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

#### Coûts de transaction

La CARRA comptabilise ses coûts de transaction aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

## 3. HONORAIRES PROFESSIONNELS

(en milliers de dollars)

	2014	2013
Consultants informatiques	23 790	26 270
Consultants en administration	2 506	1 919
Services techniques	612	446
Formation	509	310
Actuaires	137	75
Avocats	135	141
Sessions PIPR	26	68
Notaires, psychologues et autres consultants	236	300
	<b>27 951</b>	<b>29 529</b>

## 4. DÛ PAR LES RÉGIMES DE RETRAITE

La portion à court terme représente les montants récupérables auprès des régimes de retraite, soit la provision pour vacances, les comptes courants et les versements en capital pour 2015 sur les dettes à long terme, moins l'amortissement en 2015 sur les immobilisations corporelles et les actifs incorporels financés par ces dettes à long terme. La portion à court terme se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)

	2014	2013
RREGOP	72 055	22 969
RRPE	5 009	1 201
Autres régimes	634	621
	<b>77 698</b>	<b>24 791</b>

(en milliers de dollars)

## 5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS INCORPORELS

## 6. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

339

## 7. ENCAISSE ATTRIBUÉE AUX RÉGIMES DE RETRAITE ET SOMMES DÉTENUES POUR LES RÉGIMES DE RETRAITE

L'encaisse attribuée aux régimes de retraite représente les sommes détenues pour les régimes de retraite dans les comptes bancaires de la CARRA. Les soldes de ces comptes bancaires sont attribués régulièrement aux régimes de retraite selon les transactions propres à chacun des régimes de retraite concernés et ne peuvent être utilisés pour les opérations courantes. Ces sommes se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

	2014	2013
RREGOP	(4 169)	574
RRPE	690	705
Autres régimes	(149)	(132)
Autres montants non répartis par régime	1 566	3 132
	<b>(2 062)</b>	<b>4 279</b>

## 8. OBLIGATION RELATIVE AUX CONGÉS DE MALADIE

L'évaluation de l'obligation relative aux congés de maladie est basée sur une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle de l'obligation sont les suivantes :

	2014	2013
Taux d'inflation	2,00 %	2,00 %
Taux d'augmentation des salaires		
moyen terme	2,70 %	2,60 %
long terme	2,50 %	2,50 %
Taux d'actualisation		
Taux des obligations sans risque du gouvernement du Québec pour un horizon à long terme	3,35 %	3,25 %

## 9. PRODUITS REPORTÉS

La portion à court terme représente les montants reçus des régimes de retraite concernant les charges payées d'avance et l'amortissement en 2015 des immobilisations corporelles et des actifs incorporels non financés par la dette à long terme. La portion à court terme se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Solde au début</b>	1 316	1 255
Produits reportés de l'exercice		
Financement provenant des régimes de retraite	422	544
Virement des produits reportés dans les frais assumés par les régimes	(212)	(483)
<b>Solde à la fin</b>	<b>1 526</b>	<b>1 316</b>

La portion à long terme représente les montants reçus des régimes de retraite concernant la valeur nette des immobilisations corporelles et des actifs incorporels non financés par la dette à long terme moins leur amortissement en 2015. La portion à long terme se détaille comme suit :

(en milliers de dollars)

	2014	2013
<b>Solde au début</b>	2 240	1 897
Produits reportés de l'exercice		
Financement provenant des régimes de retraite	2 360	1 147
Virement des produits reportés dans les frais assumés par les régimes	(1 202)	(804)
<b>Solde à la fin</b>	<b>3 398</b>	<b>2 240</b>

## 10. DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)

	2014	2013
Emprunts à la Société québécoise des infrastructures découlant d'un contrat de location-acquisition		
Au taux de 4,70 %, remboursable par versements mensuels de 18 079 \$, échéant le 30 avril 2021	1 186	1 344
Au taux de 4,69 %, remboursable par versements mensuels de 6 308 \$, échéant le 30 novembre 2020	391	446
Au taux de 4,69 %, remboursable par versements mensuels de 11 115 \$, échéant le 31 août 2020	663	762
Au taux de 4,48 %, remboursable par versements mensuels de 6 909 \$, échéant le 30 avril 2022	517	576
Au taux de 2,90 %, remboursable par versements mensuels de 3 177 \$, échéant le 30 septembre 2028	432	464
Au taux de 3,33 %, remboursable par versements mensuels de 2 444 \$, échéant le 30 juin 2019	122	-
Au taux de 3,33 %, remboursable par versements mensuels de 1 029 \$, échéant le 31 août 2019	57	-
Au taux de 3,33 %, remboursable par versements mensuels de 834 \$, échéant le 30 novembre 2019	46	-
	3 414	3 592
Emprunt à Financement-Québec		
Au taux de 2,487 %, remboursable par versements annuels de 10 922 \$, échéant le 30 septembre 2015	65 530	76 452
	68 944	80 044
Dommages-intérêts payables découlant du jugement rendu dans le cadre d'un recours collectif		
Sans intérêts, payables par versements mensuels indexés, pour la durée de la vie des membres désignés du groupe	862	880
	69 806	80 924
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	66 032	11 362
	<b>3 774</b>	<b>69 562</b>



## 10. DETTE À LONG TERME (SUITE)

Versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices

(en milliers de dollars)

	2015	2016	2017	2018	2019
Versements en capital découlant d'un contrat de location-acquisition	465	481	502	525	528
Versements en capital	10 922	-	-	-	-
Solde de l'emprunt à Financement-Québec à renouveler le 30 septembre 2015	54 608	-	-	-	-
Versements des dommages-intérêts payables découlant du jugement rendu dans le cadre d'un recours collectif	37	75	75	75	75
<b>Total</b>	<b>66 032</b>	<b>556</b>	<b>577</b>	<b>600</b>	<b>603</b>

## 11. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la CARRA participent au RREGOP et au RRPE. Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux de la CARRA pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE, de 12,30 % à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations du personnel, à l'exception d'un montant de compensation qui est prévu par la loi du RRPE, correspondant, au 1<sup>er</sup> janvier 2014, à 5,73 % (0,54 %

au 1<sup>er</sup> janvier 2013) de la masse salariale cotisable, et qui doit être versé dans la caisse des participants du RRPE et à l'exception d'un montant équivalent qui doit être versé dans la caisse des employeurs. Ainsi, la CARRA doit verser un montant supplémentaire pour l'année 2014 correspondant à 11,46 % (1,08 % en 2013) de la masse salariale cotisable. Leur remise doit être effectuée en même temps que celle des cotisations des employés.

Les cotisations de la CARRA, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 4 502 000 \$ (2013 : 3 255 000 \$). Les obligations de la CARRA envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## 12. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :

(en milliers de dollars)

	2014	2013
Encaisse	3 405	1 317
Dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec	1 987	1 967
	<b>5 392</b>	<b>3 284</b>

Les intérêts payés par la CARRA au cours de l'exercice s'élèvent à 2 056 000 \$ (2013 : 2 328 500 \$).

Au cours de l'exercice, la CARRA a acquis des immobilisations corporelles et des actifs incorporels au coût de 2 599 000 \$ (2013 : 1 611 000 \$), dont un montant de 1 035 000 \$ (2013 : 383 000 \$) est inclus dans les charges à payer et frais courus au 31 décembre 2014.



### 13. INSTRUMENTS FINANCIERS

La CARRA, par l'intermédiaire de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les effets potentiels. L'analyse suivante présente l'exposition de la CARRA aux risques à la date de clôture des états financiers.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes financières résultant de l'incapacité ou du refus d'une partie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles.

Le risque de crédit associé à l'encaisse, à l'encaisse attribuée aux régimes de retraite et au dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux créances est réduit au minimum de par leur nature et leur importance.

La CARRA ne court aucun risque important à l'égard de ses créances et à l'égard du poste « Dû par les régimes de retraite », car la quasi-totalité des sommes à recevoir provient des fonds des régimes de retraite. Le détail du poste « Dû par les régimes de retraite » est présenté à la note 4.

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que la CARRA ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que la CARRA ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun et à un prix raisonnable.

La CARRA est exposée au risque de liquidité en ce qui a trait aux charges à payer et frais courus, à la provision pour vacances et à la dette à long terme. La CARRA considère qu'elle détient suffisamment de liquidités afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants. Le détail des échéances de la dette à long terme est présenté à la note 10.

#### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La CARRA est exposée seulement au risque de taux d'intérêt.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêts du marché.

Les actifs et les passifs financiers qui portent un taux d'intérêt fixe n'exposent pas la CARRA à des risques importants de fluctuation de taux, car elle a l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait varier les autres sources de financement de 20 000 \$ (2013 : 19 000 \$).

### 14. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le gouvernement du Québec a annoncé le regroupement de la CARRA et de la Régie des rentes du Québec dans ses documents budgétaires déposés le 26 mars 2015. Cette annonce prévoit le maintien de l'exécution de leurs missions, et par conséquent, la CARRA est d'avis que le principe de base sur lequel ses états financiers sont dressés, c'est-à-dire l'hypothèse de continuité d'exploitation, est maintenu. Puisque les modalités de ce regroupement ne sont pas encore connues, la CARRA n'est pas en mesure d'en estimer les effets financiers.

### 15. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2013 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2014.



# RAPPORT

## DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Commission de la capitale nationale du Québec (la Commission) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

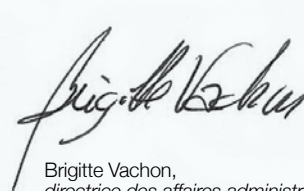
La Commission reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Commission selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Françoise Mercure,  
présidente et directrice générale



Brigitte Vachon,  
directrice des affaires administratives

Québec, le 18 juin 2015

# RAPPORT

## DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Commission de la capitale nationale du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

#### *Fondement de l'opinion avec réserve*

La Commission de la capitale nationale du Québec n'a pas comptabilisé aux 31 mars 2015 et 2014, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations et projets financés ou devant être financés par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir

habilitant et que la Commission de la capitale nationale du Québec a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Commission de la capitale nationale du Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers de la Commission de la capitale nationale du Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution) En dollars	
	2015	2014
<b>État de la situation financière</b>		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	63 250 940	68 326 446
<b>Dettes nettes</b>	(63 250 940)	(68 326 446)
<b>Excédent cumulé</b>	63 250 940	68 326 446
<b>État des résultats et de l'excédent cumulé</b>		
Subventions du gouvernement du Québec	(5 075 506)	(3 808 086)
<b>Excédent annuel</b>	(5 075 506)	(3 808 086)

#### Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Commission de la capitale nationale du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

#### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Commission de la capitale nationale du Québec au 31 mars 2015 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 18 juin 2015

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015		2014
	Budget	Réel	Réel
<b>REVENUS</b>			
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)	17 938 200 \$	17 492 405 \$	18 142 106 \$
Contributions des partenaires (note 4)	680 600	514 318	722 030
Intérêts	150 000	135 060	174 912
Billetterie et activités éducatives	380 000	355 767	356 422
Locations	456 000	590 770	399 531
Autres	32 000	330 628	122 927
	19 636 800	19 418 948	19 917 928
<b>CHARGES</b>			
Aide financière (note 5)	200 000	110 015	173 357
Traitements et avantages sociaux	4 245 100	4 240 412	4 193 671
Taxes foncières et scolaires	1 631 000	1 595 277	1 478 350
Services professionnels et administratifs	2 155 995	1 083 573	1 799 055
Transport et communications	344 070	314 986	336 546
Entretien et réparations	1 361 205	1 235 255	1 393 008
Fournitures et approvisionnements	553 030	539 348	734 660
Loyers	571 100	547 976	553 510
Amortissement des immobilisations corporelles	5 215 000	5 140 395	5 187 207
Frais financiers (note 6)	3 044 400	2 774 428	3 245 905
	19 320 900	17 581 665	19 095 269
<b>EXCÉDENT ANNUEL</b>	<b>315 900</b>	<b>1 837 283</b>	<b>822 659</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	33 349 366	33 349 366	32 526 707
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b> (note 7)	<b>33 665 266 \$</b>	<b>35 186 649 \$</b>	<b>33 349 366 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 MARS 2015

	2015	2014
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie (note 8)	12 674 689 \$	11 410 306 \$
Certificat de placement garanti, non rachetable, 1,35 %, échéant le 31 août 2015 (note 8)	2 500 000	—
Créances et intérêts à recevoir (note 9)	1 285 594	759 619
Contributions à recevoir (note 10)	350 324	1 314 255
	16 810 607	13 484 180
<b>PASSIFS</b>		
Fournisseurs et autres charges à payer (note 11)	7 186 926	3 280 901
Revenus reportés (note 12)	52 060	40 633
Contributions reportées (note 13)	755 596	1 009 227
Dette à long terme (note 14)	65 684 477	70 586 704
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles (note 15)	662 500	712 500
	74 341 559	75 629 965
<b>DETTE NETTE</b>	(57 530 952)	(62 145 785)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Charges payées d'avance	398 849	432 932
Immobilisations corporelles (note 17)	92 318 752	95 062 219
	92 717 601	95 495 151
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b> (note 7)	35 186 649 \$	33 349 366 \$

**OBLIGATIONS CONTRACTUELLES** (note 20)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**



Françoise Mercure,  
présidente et directrice générale



Christian Goulet,  
président du comité de vérification

**ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE**  
**POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015**

	2015		2014
	Budget	Réel	Réel
<b>EXCÉDENT ANNUEL</b>	315 900 \$	1 837 283 \$	822 659 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 189 500)	(2 223 240)	(2 815 589)
Amortissement des immobilisations corporelles	5 215 000	5 140 395	5 187 207
Intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles	–	(173 688)	(44 925)
	(974 500)	2 743 467	2 326 693
Acquisition de charges payées d'avance	–	(1 530 212)	(1 471 703)
Utilisation de charges payées d'avance	–	1 564 295	1 417 803
	–	34 083	(53 900)
<b>[AUGMENTATION] DIMINUTION DE LA DETTE NETTE</b>	(658 600)	4 614 833	3 095 452
<b>DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	(62 145 785)	(62 145 785)	(65 241 237)
<b>DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	(62 804 385) \$	(57 530 952) \$	(62 145 785) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

## POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2014
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent annuel	1 837 283 \$	822 659 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	5 140 395	5 187 207
	6 977 678	6 009 866
Variation des actifs et des passifs liés aux activités de fonctionnement		
Créances et intérêts à recevoir	(525 975)	(454 651)
Contributions à recevoir	963 931	(46 297)
Fournisseurs et autres charges à payer	4 048 757	270 420
Revenus reportés	11 427	(9 317)
Contributions reportées	(253 631)	(176 897)
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	(50 000)	(112 500)
Charges payées d'avance	34 083	(53 900)
	4 228 592	(583 142)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	11 206 270	5 426 724
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(2 539 660)	(3 434 318)
<b>ACTIVITÉS DE PLACEMENT</b>		
Acquisition d'un certificat de placement garanti et flux de trésorerie liés aux activités de placement	(2 500 000)	—
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Nouvelle dette à long terme	1 840 500	3 750 430
Remboursement de la dette à long terme	(6 742 727)	(6 300 358)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	(4 902 227)	(2 549 928)
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE</b>	1 264 383	(557 522)
<b>TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	11 410 306	11 967 828
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	12 674 689 \$	11 410 306 \$

Des immobilisations corporelles d'un montant de 140 442 \$ (2014 : 283 174 \$) sont incluses dans les fournisseurs et autres charges à payer. Des intérêts d'un montant de 2 881 771 \$ (2014 : 3 069 809 \$) ont été versés sur la dette à long terme.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

**1. CONSTITUTION ET OBJET**

La Commission de la capitale nationale du Québec (la Commission), personne morale instituée en vertu de la Loi sur la Commission de la capitale nationale (RLRQ, chapitre C-33.1) a pour objet de :

- contribuer à l'aménagement et à l'amélioration des édifices et équipements majeurs qui caractérisent une capitale;
- établir des places, des parcs et jardins, des promenades, des monuments et œuvres d'art;
- contribuer à l'amélioration de la qualité de l'architecture et du paysage;
- contribuer à la conservation, à la mise en valeur et à l'accessibilité de places, de parcs et jardins, de promenades et voies publiques de même que de sites, ouvrages, monuments et biens historiques assurant l'embellissement ou le rayonnement de la capitale;
- contribuer à la réalisation de travaux destinés à améliorer l'accès à la capitale;
- contribuer à l'organisation et à la promotion d'activités et de manifestations à caractère historique, culturel et social destinées à mettre en valeur la capitale;
- veiller à l'entretien et à la mise en valeur des lieux de sépulture des premiers ministres du Québec que ces lieux soient ou non situés sur le territoire de la communauté métropolitaine de Québec;
- exceptionnellement, avec l'autorisation du gouvernement et lorsque des circonstances particulières le justifient, elle peut aménager des sites, monuments et biens historiques contribuant au rayonnement de la capitale à l'extérieur du territoire de la communauté métropolitaine de Québec.

La Commission conseille le gouvernement sur :

- la localisation des bureaux et des effectifs du gouvernement, de ses ministères et de tout organisme gouvernemental;
- la construction, la conservation, l'aménagement et le développement sur le territoire de la communauté métropolitaine de Québec, des immeubles où logent le gouvernement, ses ministères et tout organisme gouvernemental;
- l'aménagement, sur le territoire de la communauté métropolitaine de Québec, des infrastructures de transport et de communication qui donnent accès à la capitale, la désignation des parcours cérémoniels, la localisation des missions diplomatiques et des organisations internationales et les conditions d'une présence internationale;
- l'aménagement et le développement du territoire de la communauté métropolitaine de Québec ainsi que de celui des municipalités locales et des municipalités régionales de comté qui en font partie.

La Commission conseille également l'Assemblée nationale sur la construction, la conservation et l'aménagement de ses immeubles.

En vertu de l'article 984 de la Loi sur les impôts du Québec et de l'article 149 de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, la Commission n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Commission utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Commission par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**État des gains et pertes de réévaluation**

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

**INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers sont constitués de la trésorerie, d'un certificat de placement garanti, des créances et intérêts à recevoir (à l'exception de la taxe de vente du Québec et de la taxe sur les produits et services) et des contributions à recevoir alors que les passifs financiers sont constitués des fournisseurs et autres charges à payer (à l'exception des avantages sociaux) ainsi que des dettes à long terme.

**REVENUS****Comptabilisation des revenus**

Les subventions et les contributions qui représentent des paiements de transfert sont comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles sont autorisées et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les paiements de transfert sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Un paiement de transfert est comptabilisé à titre de subvention ou de contribution reportée lorsqu'il est assorti de stipulations qui créent l'obligation répondant à la définition d'un passif. Le revenu relatif au transfert est comptabilisé à l'état des résultats à mesure que le passif est réglé.

Les contributions, qui ne représentent pas des paiements de transfert et qui sont grevées d'affectation d'origine externe, sont reportées et constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les ressources sont utilisées aux fins prescrites.

Les revenus d'intérêts, les revenus de billetterie et activités éducatives, les revenus de locations et les autres revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils en découlent. Ils sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf si les montants comptabilisés ne peuvent être déterminés avec un degré de certitude raisonnable ou s'il est à peu près impossible de les estimer.

**CHARGES****Aide financière**

L'aide financière est comptabilisée aux charges lorsque surviennent les faits qui lui donnent lieu, dans la mesure où elle a été autorisée et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est.

**ACTIFS FINANCIERS****Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La trésorerie se compose des soldes en banque.

**PASSIFS****Revenus reportés**

Les sommes provenant des locations et des activités éducatives sont reportées et constatées comme revenus dans l'exercice où les services sont rendus.

**Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles**

Les apports relatifs aux immobilisations corporelles sont comptabilisés à titre d'apports reportés. Ils sont virés aux résultats sur la base de l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent.

**Avantages sociaux futurs***Régimes de retraite*

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementales étant donné que la Commission ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

**Avantages sociaux futurs (suite)***Congés de maladie*

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les congés accumulés seront pris ou versés dans l'exercice suivant.

*Provision pour vacances*

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

**ACTIFS NON FINANCIERS**

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Dans le cas de l'aménagement en cours de réalisation, le coût inclut les intérêts sur la dette à long terme durant la période de réalisation. L'amortissement est calculé selon les méthodes et les taux suivants :

	MÉTHODE	TAUX
Bâtiments	Linéaire	5 %
Équipement informatique	Linéaire	33 ⅓ %
Équipement et mobilier de bureau	Solde dégressif	10 et 20 %
Mobilier urbain	Linéaire	10 %
Améliorations locatives	Linéaire	20 %
Matériel roulant	Linéaire	33 ⅓ %
Aménagement dans les parcs	Linéaire	5 et 20 %
Aménagement d'une promenade	Linéaire	5 %

L'aménagement en cours de réalisation et les terrains ne sont pas amortis.

Les œuvres d'art, comprenant surtout des sculptures et des monuments, sont passées aux charges dans l'exercice où elles sont obtenues.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition. Dans le cas où il n'est pas possible de faire une estimation de la juste valeur, l'immobilisation corporelle est comptabilisée pour une valeur symbolique.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Commission de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

## 3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2015	2014
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (2014 – ministère du Conseil exécutif)		
Remboursement du capital et des intérêts sur la dette à long terme	9 232 300 \$	9 726 600 \$
Fonctionnement	8 042 800	8 141 200
Ministère de la Culture et des Communications		
Remboursement du capital et des intérêts sur la dette à long terme	217 305	274 306
	17 492 405 \$	18 142 106 \$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

## 4. CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

	2015	2014
Ville de Québec	183 987 \$	24 634 \$
Banque Nationale du Canada	100 000	100 000
Ministère des Transports	54 729	1 231
Assemblée Nationale	26 285	4 538
Ministère de la Culture et des Communications	21 380	76 465
Musée de la civilisation de Québec	20 833	–
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	15 000	20 000
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	14 356	154 687
Société du Grand Théâtre de Québec	3 703	209 460
Société québécoise des infrastructures	–	8 383
Hydro-Québec	–	1 231
Autres	24 045	8 901
	464 318	609 530
Virement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles (note 15)	50 000	112 500
	514 318 \$	722 030 \$

## 5. AIDE FINANCIÈRE

	2015	2014
Établissements scolaires québécois	64 100 \$	81 691 \$
Autres	45 915	91 666
	110 015 \$	173 357 \$

## 6. FRAIS FINANCIERS

	2015	2014
Intérêts sur la dette à long terme	2 767 950 \$	3 241 768 \$
Autres intérêts	6 478	4 137
	2 774 428 \$	3 245 905 \$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

## 7. EXCÉDENT CUMULÉ

	Opérations courantes	Investis en immobilisations corporelles	Réserve <sup>(1)</sup>	Fonds pour la mise en valeur de la capitale <sup>(2)</sup>	2015	2014
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	– \$	30 205 512 \$	1 964 008 \$	1 179 846 \$	33 349 366 \$	32 526 707 \$
<b>VARIATION DE L'EXERCICE</b>						
Excédent annuel	7 568 812	(5 140 395)	(260 500)	(330 634)	1 837 283	822 659
Investissements en immobilisations corporelles	(6 963 943)	7 046 071	–	(82 128)	–	–
	604 869	32 111 188	1 703 508	767 084	35 186 649	33 349 366
Virement de l'excédent <sup>(2)</sup>	(604 869)	–	–	604 869	–	–
<b>SOLDE À LA FIN</b>	– \$	32 111 188 \$	1 703 508 \$	1 371 953 \$	35 186 649 \$	33 349 366 \$

1 La réserve est constituée d'un montant 1 703 508 \$ qui servira pour le remboursement du service de dettes.

2 En vertu de l'article 22 de sa loi constitutive (RLRQ, c. C-33.1), les sommes reçues par la Commission doivent être affectées au paiement de ses obligations et le solde doit être versé dans le Fonds pour la mise en valeur de la capitale dont l'utilisation a été autorisée par le gouvernement.

## 8. TRÉSORERIE ET CERTIFICAT DE PLACEMENT GARANTI

Un montant de 2 855 574 \$, constitué d'un solde de banque de 355 574 \$ provenant de la trésorerie et de 2 500 000 \$ d'un certificat de placement garanti, est réservé pour le projet de la promenade Samuel-De Champlain (2014 : 2 802 677 \$).

## 9. CRÉANCES ET INTÉRÊTS À RECEVOIR

	2015	2014
Ville de Québec	729 371 \$	302 147 \$
Ministère des Transports*	165 265	165 265
Taxe de vente du Québec*	91 115	120 744
Taxe sur les produits et services	45 859	60 898
Commission scolaire de la capitale*	51 739	–
Société des établissements de plein air du Québec*	–	47 994
Intérêts	14 301	11 636
Autres	187 944	50 935
	1 285 594 \$	759 619 \$

\* Au 31 mars 2015, un montant total de 308 119 \$ représente des créances provenant d'entités sous contrôle commun (2014 : 334 003 \$). Ces créances sont encaissables aux mêmes conditions que les créances non apparentées.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

## 10. CONTRIBUTIONS À RECEVOIR

	2015	2014
Banque Nationale du Canada	300 000 \$	400 000 \$
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport*	15 000	–
Assemblée Nationale*	6 898	–
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	6 480	175 911
Ville de Québec	5 000	445 757
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie*	3 614	3 614
Musée de la civilisation de Québec*	832	–
Ministère de la Culture et des Communications*	–	150 000
Société du Grand Théâtre de Québec*	–	126 473
Autres	12 500	12 500
	350 324 \$	1 314 255 \$

\* Au 31 mars 2015, un montant total de 26 344 \$ représente des contributions à recevoir provenant d'entités sous contrôle commun (2014 : 280 087 \$).

## 11. FOURNISSEURS ET AUTRES CHARGES À PAYER

	2015	2014
Fournisseurs*	5 732 737 \$	1 882 516 \$
Traitements	159 006	130 585
Avantages sociaux	142 983	67 901
Congés de maladie à payer (note 16)	53 986	53 643
Vacances à payer (note 16)	346 064	368 364
Intérêts à payer sur la dette à long terme*	752 150	777 892
	7 186 926 \$	3 280 901 \$

\* Au 31 mars 2015, un montant total de 801 802 \$ représente des montants à verser à des entités sous contrôle commun (2014 : 1 898 254 \$).

## 12. REVENUS REPORTÉS

	2015	2014
Locations	31 519 \$	22 479 \$
Activités éducatives	20 541	18 154
	52 060 \$	40 633 \$

## 13. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

Les contributions reportées se rapportent aux contributions reçues au cours des exercices considérés qui sont destinées à couvrir les charges des exercices futurs. Les variations survenues dans le solde des contributions reportées sont les suivantes :

	2015	2014
<b>Solde au début</b>	1 009 227 \$	1 186 124 \$
Contributions reçues au cours de l'exercice	58 703	398 175
	1 067 930	1 584 299
Contributions comptabilisées à titre de revenus de l'exercice	(312 334)	(575 072)
<b>Solde à la fin</b>	755 596 \$	1 009 227 \$

Au 31 mars 2015, un montant total de 214 104 \$ représente des contributions reportées provenant d'entités sous contrôle commun (2014 : 284 997 \$).

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

## 14. DETTE À LONG TERME

	2015	2014
<b>EMPRUNTS SUR BILLET DU FONDS DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC :</b>		
<b>Garantis par le gouvernement du Québec :</b>		
4,05 %, remboursable par versements semestriels en capital de 101 003 \$, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2020*	1 206 492 \$	1 406 678 \$
4,05 %, remboursable par versements semestriels en capital de 52 489 \$, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2020*	626 984	731 016
4,05 %, remboursable par versements semestriels en capital de 67 685 \$, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2020*	808 505	942 655
3,15 %, remboursable par versements semestriels en capital de 102 235 \$, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2022*	1 626 064	1 828 210
4,75 %, remboursable par versements semestriels en capital de 81 866 \$, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2016*	326 834	489 878
5,78 %, remboursable par versements semestriels en capital de 318 623 \$, échéant le 16 janvier 2018*	1 907 373	2 541 629
4,91 %, remboursable par versements semestriels en capital de 415 827 \$, échéant le 31 mars 2026*	9 101 177	9 924 971
4,72 %, remboursable par versements semestriels en capital de 641 122 \$, échéant le 1 <sup>er</sup> juin 2025*	13 390 162	14 659 310
5,17 %, remboursable par versements semestriels en capital de 747 050 \$, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2025*	16 339 992	17 818 378
4,56 %, remboursable par versements semestriels en capital de 82 395 \$, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2018*	657 315	821 050
4,03 %, remboursable par versements semestriels en capital de 75 415 \$ et un versement final de 452 488 \$ le 1 <sup>er</sup> juin 2016*	602 282	752 206
4,02 %, remboursable par versements semestriels en capital de 159 251 \$ et un versement final de 2 229 513 \$ le 1 <sup>er</sup> juin 2018*	3 175 511	3 490 794
4,01 %, remboursable par versements semestriels en capital de 82 396 \$ et un versement final de 906 361 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2020*	1 803 878	1 966 722
4,05 %, remboursable par versements semestriels en capital de 60 422 \$, échéant le 1 <sup>er</sup> décembre 2020*	721 756	841 513
1,92 %, remboursable par versements semestriels en capital de 100 452 \$ et un versement final de 1 104 973 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2017*	1 602 048	1 800 762
1,91 %, remboursable par versements semestriels en capital de 100 452 \$ et un versement final de 2 109 493 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2017*	2 603 545	2 801 363
3,64 %, remboursable par versements semestriels en capital de 123 413 \$ et un versement final de 2 221 439 \$ le 1 <sup>er</sup> juin 2025*	4 655 901	4 900 000
1,63 %, remboursable par versements semestriels en capital de 18 349 \$ et un versement final de 495 416 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2021*	730 500	26 900
1,24 %, remboursable par versements semestriels en capital de 13 274 \$ et un versement final de 278 749 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2019*	396 500	394 100
1,25 %, remboursable par versements semestriels en capital de 36 407 \$ et un versement final de 400 472 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2019*	725 000	654 500
1,14 %, remboursable par versements semestriels en capital de 140 534 \$ et un versement final de 421 602 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2018*	1 400 000	566 000
Billet à court terme, 1,05 %, en attente de financement à long terme en novembre 2015	230 000	-
<b>Garantis par le ministère de la Culture et des Communications :</b>		
3,23 %, remboursable par versements semestriels en capital de 47 777 \$, échéant le 1 <sup>er</sup> avril 2015*	47 732	143 082
3,15 %, remboursable par versements semestriels en capital de 43 551 \$ et un versement final de 783 920 \$ le 1 <sup>er</sup> décembre 2017*	998 926	1 084 987
	65 684 477 \$	70 586 704 \$

\* Les versements en capital et intérêts sur ces emprunts sont acquittés annuellement à même les subventions du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (2014 – ministère du Conseil exécutif) et du ministère de la Culture et des Communications.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

## 14. DETTE À LONG TERME (SUITE)

Les versements en capital à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

2016	7 406 202 \$
2017	7 430 084 \$
2018	10 567 792 \$
2019	7 879 785 \$
2020	5 552 886 \$
2021 et plus	27 178 267 \$

## 15. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles comprennent des contributions des partenaires. Les apports se détaillent comme suit :

	2015	2014
<b>Solde au début</b>	712 500 \$	825 000 \$
Virement des apports reportés	(50 000)	(112 500)
<b>Solde à la fin</b>	662 500 \$	712 500 \$

## 16. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

## Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Commission participent au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,5 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE est demeuré à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi RRPE de 5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Commission doit verser un montant supplémentaire correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2015 ainsi que pour l'année 2014.

Les cotisations de la Commission, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 349 832 \$ (2014 : 256 328 \$). Les obligations de la Commission envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## Provision pour les congés de maladie et les vacances (note 11)

	2015		2014	
	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie	Vacances
<b>Solde au début</b>	53 643 \$	368 364 \$	52 202 \$	356 741 \$
Charge de l'exercice	53 965	375 097	58 207	360 846
Prestations versées au cours de l'exercice	(53 622)	(397 397)	(56 766)	(349 223)
<b>Solde à la fin</b>	53 986 \$	346 064 \$	53 643 \$	368 364 \$

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

## 17. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

												2015	2014
												TOTAL	TOTAL
CÔÛT													
	Terrains	Parcs et espaces verts	Bâtiments	Équipement informatique	Équipement et mobilier de bureau	Mobilier urbain	Améliorations locales	Matériel roulant	Aménagements dans les parcs	Aménagement d'une promenade	Aménagements en cours de réalisation		
	18 495 313 \$	6 \$	15 367 918 \$	408 746 \$	1 431 849 \$	940 965 \$	625 804 \$	131 558 \$	18 998 208 \$	65 575 261 \$	5 237 049 \$	127 212 677 \$	124 489 362 \$
Acquisitions	2 997	-	-	22 207	86 533	20 369	2 273	1 371	196 483	-	2 064 695	2 396 928	2 860 514
Transfert	-	-	890 332	-	-	-	-	-	25 880	-	(916 212)	-	-
Radiations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(137 199)
Solde à la fin	18 498 310 \$	6 \$	16 258 250 \$	430 953 \$	1 518 382 \$	961 334 \$	628 077 \$	132 929 \$	19 220 571 \$	65 575 261 \$	6 385 532 \$	129 609 605 \$	127 212 677 \$
AMORTISSEMENT CUMULÉ													
Solde d'ouverture	-	-	4 060 453 \$	350 640 \$	855 424 \$	526 410 \$	402 071 \$	123 279 \$	7 300 268 \$	18 531 913 \$	-	32 150 458 \$	27 100 450 \$
Amortissement de l'exercice	-	-	792 691	48 806	99 858	95 115	110 498	6 469	715 957	3 271 001	-	5 140 395	5 187 207
Incidence des radiations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(137 199)
Solde à la fin	-	-	4 853 144 \$	399 446 \$	955 282 \$	621 525 \$	512 569 \$	129 748 \$	8 016 225 \$	21 802 914 \$	-	37 290 853 \$	32 150 458 \$
VALEUR COMPTABLE NETTE DES IMMOBILISATIONS													
Valeur comptable nette 2014	18 495 313 \$	6 \$	11 307 465 \$	58 106 \$	576 425 \$	414 555 \$	223 733 \$	8 279 \$	11 697 940 \$	47 043 348 \$	5 237 049 \$	-	95 062 219 \$
Valeur comptable nette 2015	18 498 310 \$	6 \$	11 405 106 \$	31 507\$	563 100 \$	339 809\$	115 508 \$	3 181 \$	11 204 346 \$	43 772 347 \$	6 385 532 \$	92 318 752 \$	-

Les parcs et espaces verts sont constitués du parc du Bois-de-Coulouge, du parc de l'Amérique-Française, du parc du Cavalier-du-Moulin, du parc de l'Amérique-Latine et du domaine Cataractui. Ces parcs et espaces verts ont été cédés à la Commission et constatés pour une valeur symbolique. La Commission continue d'exploiter et de préserver les parcs par un programme d'entretien et elle les améliore par la réalisation de projets d'aménagement.

Des intérêts représentant une somme de 173 688 \$ (2014 : 44 925 \$) ont été capitalisés à l'aménagement en cours de réalisation.

Au cours de l'exercice 2015, des aménagements en cours de réalisation totalisant 916 212 \$ (2014 : 115 477 \$) ont été complétés et transférés dans les bâtiments et aménagements dans les parcs.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

## 18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre parties liées déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Commission est liée à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

La Commission conclut des opérations commerciales avec les entités liées dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

## 19. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

Les principaux risques de crédit pour la Commission sont liés à la trésorerie, au certificat de placement garanti, aux créances et intérêts à recevoir et aux contributions à recevoir.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et au certificat de placement garanti est minime puisque les sommes sont déposées auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux créances et intérêts à recevoir (à l'exception de la taxe de vente du Québec et de la taxe sur les produits et services) et aux contributions à recevoir est minime puisqu'au 31 mars 2015, 82 % des créances provenaient d'entités gouvernementales, municipales et scolaires et 96 % des contributions à recevoir provenaient d'entités gouvernementales, municipales et d'une institution financière reconnue. Les tableaux suivants présentent les créances et intérêts à recevoir (à l'exception de la taxe de vente du Québec et de la taxe sur les produits et services) ainsi que des contributions à recevoir de manière chronologique :

**CRÉANCES ET INTÉRÊTS À RECEVOIR**

	2015	2014
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	220 313 \$	180 274 \$
De 30 jours à 60 jours suivant la date de facturation	23 920	5 628
De 61 jours à 90 jours suivant la date de facturation	24 809	5 138
Plus de 90 jours suivant la date de facturation <sup>1</sup>	879 578	386 937
	1 148 620 \$	577 977 \$

**CONTRIBUTIONS À RECEVOIR**

	2015	2014
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	34 210 \$	150 000 \$
De 30 jours à 60 jours suivant la date de facturation	—	175 911
Plus de 90 jours suivant la date de facturation <sup>2</sup>	316 114	988 344
	350 324 \$	1 314 255 \$

<sup>1</sup> Les créances datant de plus de 90 jours proviennent à 93,4 % de travaux effectués par la Commission pour la Ville de Québec et le ministère des Transports. Ces sommes seront récupérées à la fin des travaux.

<sup>2</sup> Les contributions à recevoir datant de plus de 90 jours proviennent à 94,9 %, de la Banque Nationale du Canada. Ces contributions à recevoir sont reliées à des projets et sont consignées dans des ententes.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

## 19. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que la Commission ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance.

La Commission finance ses charges ainsi qu'une partie de ses acquisitions d'immobilisations corporelles à l'aide des subventions, des contributions et de ses activités de fonctionnement. Concernant les immobilisations corporelles touchant les grands projets, ceux-ci sont financés à l'aide de la dette à long terme portant un taux fixe et faisant l'objet d'une autorisation et d'une garantie du gouvernement. La Commission respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant des prévisions budgétaires et de trésorerie et en surveillant les plans de financement. Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers au 31 mars 2015 :

2015

	Total \$	Moins de 6 mois \$	De 6 à 12 mois \$	De 1 à 2 ans \$	De 2 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$
<b>PASSIFS</b>						
Fournisseurs et autres charges à payer, à l'exception des avantages sociaux	7 043 943	6 997 618	46 325	—	—	—
Dette à long terme	66 015 016	3 611 988	3 794 214	7 430 084	24 000 464	27 178 266
	<b>73 058 959</b>	<b>10 609 606</b>	<b>3 840 539</b>	<b>7 430 084</b>	<b>24 000 464</b>	<b>27 178 266</b>

2014

	Total \$	Moins de 6 mois \$	De 6 à 12 mois \$	De 1 à 2 ans \$	De 2 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$
<b>PASSIFS</b>						
Fournisseurs et autres charges à payer, à l'exception des avantages sociaux	3 213 000	3 120 744	92 256	—	—	—
Dette à long terme	70 967 736	3 403 428	5 044 926	6 759 077	24 345 217	31 415 088
	<b>74 180 736</b>	<b>6 524 172</b>	<b>5 137 182</b>	<b>6 759 077</b>	<b>24 345 217</b>	<b>31 415 088</b>

**Risque du marché**

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Commission est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêts du marché.

La dette à long terme est à taux d'intérêt fixe. Par conséquent, le risque auquel est exposé la Commission sur cette dernière est minime compte tenu que la Commission envisage de la conserver jusqu'à échéance.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2015

**20. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

La Commission s'est engagée à participer financièrement à la réalisation de divers projets pour la mise en valeur, la promotion et le rayonnement culturel de la capitale. Au 31 mars 2015, la Commission a des obligations jusqu'en 2018 qui totalisent 3 577 418 \$ (2014 : 4 870 266 \$).

Les paiements minimums exigibles au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2016	3 191 241 \$
2017	381 306 \$
2018	4 871 \$

**21. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de l'exercice 2014 ont été reclassés pour rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 2015.



## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds général d'administration, des régimes d'assurance et des fonds en fidéicommis de la Commission de la construction du Québec (la CCQ) relèvent de la Direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Les états financiers ont été établis par la Direction conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ils renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La Direction a établi ces montants de manière raisonnable, afin de s'assurer que les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel de gestion concorde avec les états financiers.

La CCQ reconnaît qu'elle a la responsabilité de gérer ses activités conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Les actuaire du cabinet Normandin Beaudry ont été nommés actuaire-conseils par la CCQ, conformément au *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* (RLRQ, R 20, r. 10). Leur rôle consiste à évaluer les engagements et réserves actuarielles figurant dans les états financiers des régimes d'assurance. Ils font état de leurs conclusions à la CCQ.

La Direction maintient des systèmes de contrôles internes ainsi que des systèmes de présentation de l'information financière de qualité, moyennant un coût raisonnable. Ces systèmes fournissent un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, exacte et fiable, et que les actifs de la CCQ sont correctement comptabilisés et bien protégés.

Le Conseil d'administration est chargé de s'assurer que la Direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son Comité de vérification.

Le Comité de vérification est nommé par le Conseil d'administration. Tous ses membres sont des administrateurs externes, dont deux sont des membres indépendants de la CCQ. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la Direction ainsi que la Direction de la vérification interne, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, des questions d'audit et de présentation de l'information financière, de s'assurer que chaque partie remplit correctement ses fonctions et d'examiner les états financiers et le rapport de l'auditeur indépendant. Le Comité de vérification fait part de ses constatations au Conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers produits à son intention.

Les états financiers ont été audités par le Vérificateur général du Québec conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit, ainsi que l'expression de son opinion. L'auditeur a librement et pleinement accès au Comité de vérification.



Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Le 27 mai 2015

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

## Rapport sur les états financiers

J'ai effectué les audits des états financiers ci-joints des fonds et régimes d'assurance administrés par la Commission de la construction du Québec qui comprennent :

- l'état de la situation financière du Fonds général d'administration au 31 décembre 2014, l'état du résultat net et résultat global, l'état de l'évolution de l'avoir déficitaire et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de la situation financière des régimes d'assurance au 31 décembre 2014, l'état du résultat net et résultat global, l'état de l'évolution de l'avoir et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de la situation financière du Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction au 31 décembre 2014, l'état du résultat net et résultat global, l'état de l'évolution de l'avoir et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de la situation financière du Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction au 31 décembre 2014, l'état du résultat net et résultat global, l'état de l'évolution de l'avoir et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de la situation financière du Fonds de qualification au 31 décembre 2014, l'état du résultat net et résultat global, l'état de l'évolution de l'avoir et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;

- l'état de la situation financière du Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés au 31 décembre 2014, l'état du résultat net et résultat global, l'état de l'évolution de l'avoir et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
  - l'état de la situation financière du Fonds de réclamations de salaires au 31 décembre 2014, l'état du résultat net et résultat global, l'état de l'évolution de l'avoir et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
  - l'état de la situation financière du Fonds de cotisations patronales au 31 décembre 2014, l'état du résultat net et résultat global et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
  - l'état de la situation financière du Fonds de cotisations syndicales au 31 décembre 2014, l'état du résultat net et résultat global, l'état de l'évolution de l'avoir et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
  - l'état de la situation financière du Fonds de contributions sectorielles résidentielles au 31 décembre 2014, l'état du résultat net et résultat global, l'état de l'évolution de l'avoir et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
  - l'état de la situation financière du Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale au 31 décembre 2014, l'état du résultat net et résultat global et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes afférentes.

## Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'informations financières (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la



présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des fonds et régimes d'assurance administrés par la Commission de la construction du Québec au 31 décembre 2014, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'informations financières (IFRS).

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 27 mai 2015

## OPINION ACTUARIELLE RELATIVE AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Opinion actuarielle relative aux états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 pour les Régimes d'assurance des salariés de l'industrie de la construction du Québec et faisant suite au rapport intitulé Rapport sur l'évaluation aux fins comptables au 31 décembre 2014.

J'ai évalué les passifs actuariels figurant au bilan des états financiers des Régimes d'assurance des salariés de l'industrie de la construction du Québec au 31 décembre 2014, conformément aux pratiques actuarielles reconnues, notamment en procédant à la sélection d'hypothèses et de méthodes d'évaluation appropriées.

À mon avis, les passifs actuariels, au montant de 101 375 000 \$ constituent une provision appropriée à l'égard des obligations de ces régimes d'assurance envers les assurés et sont fidèlement présentés dans les états financiers.



Josée Patry, FSA, FICA  
Associée

Normandin Beaudry  
630, boul. René-Lévesque Ouest, 30<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3B 1S6

Montréal, le 1<sup>er</sup> mai 2015

## ÉTATS FINANCIERS

### FONDS GÉNÉRAL D'ADMINISTRATION

#### Résultat net et résultat global

pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Prélèvements, tarification de services et autres (note 7)	102 073	103 173
Revenus de placements (note 8.1)	2 086	2 202
Revenus de location	1 398	1 418
Revenus autres	1 061	978
	106 618	107 771
<b>Charges</b>		
Rémunération et avantages du personnel (note 17)	98 379	86 222
Charges d'administration et autres (note 9)	23 506	22 152
Charges immobilières et amortissements (note 10)	11 426	10 209
Charges financières	844	824
Contribution à la Commission des relations du travail et au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre	1 238	1 612
<b>Charges avant les charges imputées aux autres fonds, virements et subventions</b>	<b>135 393</b>	<b>121 019</b>
Charges imputées aux régimes supplémentaires de rentes et d'assurance	(34 934)	(27 401)
Charges imputées au Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction	(3 077)	(2 596)
Virements de revenus de placements provenant d'autres fonds (note 11)	(3 937)	(3 922)
Subventions du gouvernement du Québec (note 23)	(4 385)	(4 913)
<b>Charges imputées aux autres fonds, virements et subventions</b>	<b>(46 333)</b>	<b>(38 832)</b>
<b>Charges nettes</b>	<b>89 060</b>	<b>82 187</b>
<b>Résultat net</b>	<b>17 558</b>	<b>25 584</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Élément qui sera reclassé ultérieurement au résultat net		
Variation de juste valeur sur placements	(726)	(1 085)
Reclassement en résultat net	829	518
	103	(567)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement au résultat net		
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies (note 17)	(37 696)	11 985
	(37 593)	11 418
<b>Résultat global</b>	<b>(20 035)</b>	<b>37 002</b>

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS GÉNÉRAL D'ADMINISTRATION

### Situation financière

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	8 240	4 125
Dépôts à terme, donnés en garantie (note 17)	66 778	66 778
Placements et revenus courus (note 12)	58 615	50 427
Débiteurs (note 13)	9 883	11 300
Subventions du gouvernement du Québec à recevoir (note 23)	4 250	5 000
Frais payés d'avance	384	930
Immobilisations corporelles (note 14.1)	79 961	80 230
Immobilisations incorporelles (note 14.2)	26 072	23 219
	<b>254 183</b>	242 009
<b>Passif</b>		
Créditeurs et frais courus (note 15)	22 296	16 286
Subventions du gouvernement du Québec reportées (note 23)	1 063	1 449
Provisions (note 16)	1 190	2 113
Passif net au titre des prestations définies (note 17)	318 039	290 531
	<b>342 588</b>	310 379
<b>Avoir déficitaire</b>		
Résultats accumulés	76 144	58 586
Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	(1 168)	(1 271)
Cumul des réévaluations du passif net au titre de prestations définies	(163 381)	(125 685)
	<b>(88 405)</b>	(68 370)
	<b>254 183</b>	242 009

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

#### Pour le conseil d'administration

Diane Lemieux

Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer

Présidente du Comité de vérification

## FONDS GÉNÉRAL D'ADMINISTRATION

## Évolution de l'avoir déficitaire

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	Résultats accumulés	Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	Cumul des réévaluations du passif net au titre des prestations définies	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	33 002	(704)	(137 670)	(105 372)
Résultat net	25 584	–	–	25 584
Autres éléments du résultat global	–	(567)	11 985	11 418
Résultat global	25 584	(567)	11 985	37 002
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>58 586</b>	<b>(1 271)</b>	<b>(125 685)</b>	<b>(68 370)</b>
Résultat net	<b>17 558</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>17 558</b>
Autres éléments du résultat global	<b>–</b>	<b>103</b>	<b>(37 696)</b>	<b>(37 593)</b>
Résultat global	<b>17 558</b>	<b>103</b>	<b>(37 696)</b>	<b>(20 035)</b>
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>76 144</b>	<b>(1 168)</b>	<b>(163 381)</b>	<b>(88 405)</b>

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS GÉNÉRAL D'ADMINISTRATION

### Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	17 558	25 584
Ajustements pour :		
Amortissement – immobilisations corporelles	3 435	3 238
Amortissement – immobilisations incorporelles	2 003	606
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages postérieurs à l'emploi et les charges de l'exercice	(10 188)	(6 095)
Variation de provisions	(923)	1 466
	11 885	24 799
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22.1)	252	(22 038)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	12 137	2 761
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 166)	(1 854)
Disposition d'actif non courant détenu en vue de la vente	–	4 000
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(4 856)	(7 987)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(8 022)	(5 841)
<b>Augmentation (Diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	4 115	(3 080)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	4 125	7 205
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b> (note 12)	8 240	4 125
Informations supplémentaires sur les activités d'exploitation du flux de trésorerie :		
Intérêts reçus	2 646	2 503

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## RÉGIMES D'ASSURANCE

### Résultat net et résultat global

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Contributions des employeurs	333 948	336 432
Contributions pour accumulations de surplus initiaux	1 553	1 350
Transferts de contributions pour heures de formation	1 117	950
Revenus de placements (note 8.2)	84 534	45 127
Cotisations volontaires des salariés	33 766	32 604
Contributions de réciprocité	3 468	2
Diminution des passifs actuariels	9 489	–
	467 875	416 465
<b>Charges</b>		
Réclamations	368 218	347 052
Augmentation des passifs actuariels	–	6 851
Taxe sur le capital	7 973	7 802
Frais de gestion de réclamations et primes	2 710	4 099
Activités de promotion	1 048	–
Moins-valeur des actifs liés aux instruments financiers dérivés	1 318	324
Honoraires de gestion des placements	2 674	2 158
<b>Charges avant les charges imputées par le Fonds général d'administration</b>	<b>383 941</b>	<b>368 286</b>
Charges imputées par le Fonds général d'administration	508	466
	384 449	368 752
<b>Résultat net</b>	<b>83 426</b>	<b>47 713</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Élément qui sera reclassé ultérieurement au résultat net		
Variation de juste valeur sur placements	83 531	68 202
Reclassement en résultat net	(46 416)	(14 000)
	37 115	54 202
<b>Résultat global</b>	<b>120 541</b>	<b>101 915</b>

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## RÉGIMES D'ASSURANCE

### Situation financière

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	70 723	74 289
Placements et revenus courus (note 12)	1 216 986	1 090 241
Contributions des employeurs à recevoir	26 087	26 766
Contributions de réciprocité à recevoir	1 189	1 533
	1 314 985	1 192 829
<b>Passif</b>		
Créditeurs	8 901	10 560
Contributions perçues d'avance pour couvertures éventuelles (note 18.2)	282 849	268 672
Cotisations volontaires des salariés reportées	18 119	16 001
Contributions des employeurs reportées	272 197	278 407
Contributions de réciprocité reportées	4 085	2 784
Transferts de contributions pour heures de formation reportées	115	56
Passifs liés aux instruments financiers dérivés (note 27)	1 712	394
Passifs actuariels (note 18.1)	101 375	110 864
	689 353	687 738
<b>Avoir</b> (note 19)		
Résultats accumulés	481 062	397 636
Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	144 570	107 455
	625 632	505 091
	1 314 985	1 192 829

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

#### Pour le conseil d'administration

Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer  
Présidente du Comité de vérification



## RÉGIMES D'ASSURANCE

### Évolution de l'avoir

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	Résultats accumulés	Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	349 923	53 253	403 176
Résultat net	47 713	–	47 713
Autre élément du résultat global	–	54 202	54 202
Résultat global	47 713	54 202	101 915
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>397 636</b>	<b>107 455</b>	<b>505 091</b>
Résultat net	<b>83 426</b>	<b>–</b>	<b>83 426</b>
Autre élément du résultat global	<b>–</b>	<b>37 115</b>	<b>37 115</b>
Résultat global	<b>83 426</b>	<b>37 115</b>	<b>120 541</b>
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>481 062</b>	<b>144 570</b>	<b>625 632</b>

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## RÉGIMES D'ASSURANCE

### Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	<b>83 426</b>	47 713
Ajustement pour :		
Diminution (augmentation) des passifs actuariels	<b>(9 489)</b>	6 851
	<b>73 937</b>	54 564
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22.2)	<b>(77 503)</b>	(20 255)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<b>(3 566)</b>	34 309
<b>(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(3 566)</b>	34 309
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>74 289</b>	39 980
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 12)</b>	<b>70 723</b>	74 289
Informations supplémentaires sur les activités d'exploitation du flux de trésorerie :		
Intérêts reçus	<b>17 958</b>	17 732
Dividendes reçus	<b>3 786</b>	4 100

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS EN FIDÉICOMMIS

### FONDS DE FORMATION DES SALARIÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

#### Résultat net et résultat global

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Contributions des employeurs	29 834	30 950
Revenus de placements (note 8.3)	17 958	9 830
Amortissement de la subvention des matériaux réutilisables pour la formation	1	2
	47 793	40 782
<b>Charges</b>		
Activités de formation	19 255	16 595
Incitatifs	16 886	12 621
Programme de formation des femmes en entreprise	34	–
Frais de fermeture du Comité de gestion de l'utilisation du Fonds de formation et du Comité du plan de formation	–	103
Frais de développement	6	6
Activités de promotion	2 003	1 410
Frais de gestion des immobilisations	37	4
Assurances	10	10
Honoraires de gestion des placements	557	474
Moins-value des actifs liés aux instruments financiers dérivés	304	79
Amortissement – immobilisations corporelles	374	247
Amortissement – immobilisations incorporelles	6	1
Charges avant les charges imputées par le Fonds général d'administration	39 472	31 550
Charges imputées par le Fonds général d'administration	3 077	2 596
	42 549	34 146
<b>Résultat net</b>	5 244	6 636
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Élément qui sera reclassé ultérieurement au résultat net		
Variation de juste valeur sur placements	17 958	18 354
Reclassement en résultat net	(10 485)	(3 721)
	7 473	14 633
<b>Résultat global</b>	12 717	21 269

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE FORMATION DES SALARIÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

## Situation financière

Au 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	9 475	11 660
Placements et revenus courus (note 12)	232 692	217 182
Contributions des employeurs à recevoir	2 073	2 179
Débiteurs	738	363
Frais payés d'avance	140	32
Immobilisations corporelles (note 14.3)	1 309	1 415
Immobilisations incorporelles (note 14.4)	14	17
	246 441	232 848
<b>Passif</b>		
Créditeurs	1 456	701
Activités de formation à payer	2 324	2 506
Subvention reportée de l'organisme Ressources humaines et Développement des compétences Canada	3	4
Passifs liés aux instruments financiers dérivés (note 27)	400	96
	4 183	3 307
<b>Avoir</b> (note 20)		
Résultats accumulés	207 859	202 615
Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	34 399	26 926
	242 258	229 541
	246 441	232 848

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## Pour le conseil d'administration

Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer  
Présidente du Comité de vérification

## FONDS DE FORMATION DES SALARIÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

### Évolution de l'avoir

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	Résultats accumulés	Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	195 979	12 293	208 272
Résultat net	6 636	–	6 636
Autre élément du résultat global	–	14 633	14 633
Résultat global	6 636	14 633	21 269
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>202 615</b>	<b>26 926</b>	<b>229 541</b>
Résultat net	<b>5 244</b>	<b>–</b>	<b>5 244</b>
Autre élément du résultat global	<b>–</b>	<b>7 473</b>	<b>7 473</b>
Résultat global	<b>5 244</b>	<b>7 473</b>	<b>12 717</b>
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>207 859</b>	<b>34 399</b>	<b>242 258</b>

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

**FONDS DE FORMATION DES SALARIÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION****Flux de trésorerie**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	5 244	6 636
Ajustements pour :		
Amortissement – subvention des matériaux réutilisables pour la formation	(1)	(2)
Amortissement – immobilisations corporelles	374	247
Amortissement – immobilisations incorporelles	6	1
	5 623	6 882
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22.3)	(7 537)	(248)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(1 914)	6 634
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(268)	(537)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(3)	(18)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(271)	(555)
<b>(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(2 185)</b>	<b>6 079</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>11 660</b>	<b>5 581</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b> (note 12)	<b>9 475</b>	<b>11 660</b>
Informations supplémentaires sur les activités d'exploitation du flux de trésorerie :		
Intérêts reçus	3 051	3 098
Dividendes reçus	869	967

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS D'INDEMNISATION DES SALARIÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

### Résultat net et résultat global

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Contributions des employeurs	2 793	2 896
Recouvrement d'indemnités	72	1 795
Pénalités	65	307
Revenus de placements (note 8.4)	99	69
	3 029	5 067
<b>Charges</b>		
Indemnisations des salariés	1 626	2 621
Charges avant les virements au Fonds général d'administration	1 626	2 621
Virements au Fonds général d'administration – revenus de placements	99	69
	1 725	2 690
<b>Résultat net</b>	1 304	2 377
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Élément qui sera reclassé ultérieurement au résultat net		
Variation de juste valeur sur placements	(23)	(10)
Reclassement au résultat net	17	11
	(6)	1
<b>Résultat global</b>	1 298	2 378

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

**FONDS D'INDEMNISATION DES SALARIÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION****Situation financière**

Au 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	2 552	1 628
Placements et revenus courus (note 12)	6 404	5 422
Contributions des employeurs à recevoir	385	396
Recouvrement d'indemnités à recevoir	1 615	1 877
	10 956	9 323
<b>Passif</b>		
Créditeurs	7	12
Indemnités à verser aux salariés	5 373	5 033
	5 380	5 045
<b>Avoir</b>		
Résultats accumulés	5 581	4 277
Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	(5)	1
	5 576	4 278
	10 956	9 323

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

**Pour le conseil d'administration**

Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer  
Présidente du Comité de vérification

## FONDS D'INDEMNISATION DES SALARIÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

### Évolution de l'avoir

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	Résultats accumulés	Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	1 900	–	1 900
Résultat net	2 377	–	2 377
Autre élément du résultat global	–	1	1
Résultat global	2 377	1	2 378
Solde au 31 décembre 2013	4 277	1	4 278
Résultat net	1 304	–	1 304
Autre élément du résultat global	–	(6)	(6)
Résultat global	1 304	(6)	1 298
Solde au 31 décembre 2014	5 581	(5)	5 576

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS D'INDEMNISATION DES SALARIÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

### Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	1 304	2 377
	1 304	2 377
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22.4)	(380)	(2 155)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	924	222
<b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	924	222
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	1 628	1 406
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 12)</b>	2 552	1 628
Informations supplémentaires sur les activités d'exploitation du flux de trésorerie :		
Intérêts reçus	19	16

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.



**FONDS DE QUALIFICATION****Résultat net et résultat global**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Contributions des employeurs	439	477
Revenus de placements (note 8.5)	75	67
	514	544
<b>Charges</b>		
Indemnisations des salariés	298	269
Honoraires de gestion des placements	1	1
	299	270
<b>Résultat net</b>	215	274
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Élément qui sera reclassé ultérieurement au résultat net		
Variation de juste valeur sur placements	(18)	(9)
Reclassement au résultat net	11	9
	(7)	–
<b>Résultat global</b>	208	274

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE QUALIFICATION

### Situation financière

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	1 762	1 375
Placements et revenus courus (note 12)	4 402	4 559
Contributions des employeurs à recevoir	21	31
	6 185	5 965
<b>Passif</b>		
Créditeurs	12	4
Indemnités à verser aux salariés	21	17
	33	21
<b>Avoir</b> (note 21)		
Résultats accumulés	6 179	5 964
Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	(27)	(20)
	6 152	5 944
	6 185	5 965

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

### Pour le conseil d'administration

Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer  
Présidente du Comité de vérification

## FONDS DE QUALIFICATION

## Évolution de l'avoir

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	Résultats accumulés	Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	5 690	(20)	5 670
Résultat net	274	–	274
Autre élément du résultat global	–	–	–
Résultat global	274	–	274
Solde au 31 décembre 2013	5 964	(20)	5 944
Résultat net	215	–	215
Autre élément du résultat global	–	(7)	(7)
Résultat global	215	(7)	208
Solde au 31 décembre 2014	6 179	(27)	6 152

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE QUALIFICATION

## Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	215	274
	215	274
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22.5)	172	(448)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	387	(174)
<b>Augmentation (Diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	387	(174)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	1 375	1 549
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b> (note 12)	1 762	1 375
Informations supplémentaires sur les activités d'exploitation du flux de trésorerie :		
Intérêts reçus	14	15

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS D'INDEMNITÉS DE CONGÉS ANNUELS OBLIGATOIRES ET DE JOURS FÉRIÉS CHÔMÉS

### Résultat net et résultat global

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Indemnités perçues	677 907	687 049
Revenus de placements (note 8.6)	11 091	11 167
	688 998	698 216
<b>Charges</b>		
Versements d'indemnités aux salariés	677 395	686 533
Revenus de placements sur indemnités versés aux salariés	7 382	7 587
Virements au Fonds général d'administration		
Revenus d'intérêts	3 738	3 757
Indemnités non identifiées ou non réclamées	256	110
Honoraires de gestion des placements	227	229
	688 998	698 216
<b>Résultat net</b>	–	–
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Élément qui sera reclassé ultérieurement au résultat net		
Variation de juste valeur sur placements	8 606	(11 146)
Reclassement au résultat net	69	25
	8 675	(11 121)
<b>Résultat global</b>	8 675	(11 121)

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS D'INDEMNITÉS DE CONGÉS ANNUELS OBLIGATOIRES ET DE JOURS FÉRIÉS CHÔMÉS

### Situation financière

Au 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	33 649	31 971
Placements et revenus courus (note 12)	309 398	312 461
Indemnités à recevoir des employeurs	46 763	48 041
	<b>389 810</b>	392 473
<b>Passif</b>		
Créditeurs	1 981	3 102
Indemnités à verser aux salariés	375 155	385 103
Revenus de placements sur indemnités à verser aux salariés	3 777	4 046
	<b>380 913</b>	392 251
<b>Avoir</b>		
Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	8 897	222
	<b>8 897</b>	222
	<b>389 810</b>	392 473

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

### Pour le conseil d'administration

Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer  
Présidente du Comité de vérification

## FONDS D'INDEMNITÉS DE CONGÉS ANNUELS OBLIGATOIRES ET DE JOURS FÉRIÉS CHÔMÉS

### Évolution de l'avoir

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	11 343
Autre élément du résultat global	(11 121)
Résultat global	(11 121)
Solde au 31 décembre 2013	222
Autre élément du résultat global	8 675
Résultat global	8 675
Solde au 31 décembre 2014	8 897

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS D'INDEMNITÉS DE CONGÉS ANNUELS OBLIGATOIRES ET DE JOURS FÉRIÉS CHÔMÉS

### Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	—	—
	—	—
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22.6)	1 678	926
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 678	926
<b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	1 678	926
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	31 971	31 045
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (note 12)</b>	33 649	31 971
Informations supplémentaires sur les activités d'exploitation du flux de trésorerie :		
Intérêts reçus	8 309	8 762

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

**FONDS DE RÉCLAMATIONS DE SALAIRES****Résultat net et résultat global**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Réclamations perçues des employeurs	3 290	3 329
Revenus de placements (note 8.7)	20	17
	3 310	3 346
<b>Charges</b>		
Réclamations versées aux salariés	3 286	3 172
Virement au Fonds général d'administration		
Réclamations de salaires non identifiées	3	156
Honoraires de gestion des placements	1	–
	3 290	3 328
<b>Résultat net</b>	20	18
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Élément qui sera reclassé ultérieurement au résultat net		
Variation de juste valeur sur placements	(4)	(3)
Reclassement au résultat net	2	2
	(2)	(1)
<b>Résultat global</b>	18	17

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE RÉCLAMATIONS DE SALAIRES

### Situation financière

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	205	–
Placements et revenus courus (note 12)	1 660	1 448
Réclamations des employeurs à recevoir	2 113	1 899
Débiteurs	67	30
	4 045	3 377
<b>Passif</b>		
Découvert bancaire (note 12)	–	238
Créditeurs	75	142
Réclamations à verser aux salariés	3 587	2 632
	3 662	3 012
<b>Avoir</b>		
Résultats accumulés	392	372
Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	(9)	(7)
	383	365
	4 045	3 377

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

#### Pour le conseil d'administration

Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer  
Présidente du Comité de vérification



## FONDS DE RÉCLAMATIONS DE SALAIRES

### Évolution de l'avoir

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	Résultats accumulés	Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	354	(6)	348
Résultat net	18	–	18
Autre élément du résultat global	–	(1)	(1)
Résultat global	18	(1)	17
Solde au 31 décembre 2013	372	(7)	365
Résultat net	20	–	20
Autre élément du résultat global	–	(2)	(2)
Résultat global	20	(2)	18
Solde au 31 décembre 2014	392	(9)	383

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE RÉCLAMATIONS DE SALAIRES

### Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	20	18
	20	18
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22.7)	423	47
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	443	65
<b>Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	443	65
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	(238)	(303)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b> (note 12)	205	(238)
Informations supplémentaires sur les activités d'exploitation du flux de trésorerie :		
Intérêts reçus	3	4

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE COTISATIONS PATRONALES

### Résultat net et résultat global

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Cotisations des employeurs	15 320	15 853
Revenus de placements (note 8.8)	15	16
	15 335	15 869
<b>Charges</b>		
Remises de cotisations	15 320	15 853
Charges avant les virements au Fonds général d'administration	15 320	15 853
Virements au Fonds général d'administration – revenus de placements	15	16
	15 335	15 869
<b>Résultat net</b>	–	–
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Élément qui sera reclassé ultérieurement au résultat net		
Variation de juste valeur sur placements	(2)	(1)
Reclassement au résultat net	2	1
	–	–
<b>Résultat global</b>	–	–

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

**FONDS DE COTISATIONS PATRONALES****Situation financière**

Au 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	394	472
Placements et revenus courus (note 12)	983	1 565
Cotisations des employeurs à recevoir	1 455	1 564
Avances sur cotisations	130	130
	2 962	3 731
<b>Passif</b>		
Créditeurs	20	37
Cotisations des employeurs à remettre	2 942	3 694
	2 962	3 731

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

**Pour le conseil d'administration**

Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer  
Présidente du Comité de vérification

**FONDS DE COTISATIONS PATRONALES****Flux de trésorerie**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	—	—
	—	—
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22.8)	(78)	(74)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(78)	(74)
<b>Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	(78)	(74)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	472	546
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b> (note 12)	394	472
Informations supplémentaires sur les activités d'exploitation du flux de trésorerie :		
Intérêts reçus	4	4

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE COTISATIONS SYNDICALES

### Résultat net et résultat global

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Cotisations des salariés	80 346	81 483
Revenus de placements (note 8.9)	82	77
	<b>80 428</b>	81 560
<b>Charges</b>		
Remises de cotisations	80 346	81 483
Charges avant les virements au Fonds général d'administration	80 346	81 483
Virements au Fonds général d'administration – revenus de placements	82	77
	<b>80 428</b>	81 560
<b>Résultat net</b>	–	–
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Élément qui sera reclassé ultérieurement au résultat net		
Variation de juste valeur sur placements	(19)	(11)
Reclassement au résultat net	13	11
	<b>(6)</b>	–
<b>Résultat global</b>	<b>(6)</b>	–

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

**FONDS DE COTISATIONS SYNDICALES****Situation financière**

Au 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	1 946	1 999
Placements et revenus courus (note 12)	5 987	6 902
Cotisations des salariés à recevoir	5 605	5 747
Avances sur cotisations	1 712	1 712
	<b>15 250</b>	16 360
<b>Passif</b>		
Créditeurs	173	302
Cotisations des salariés à remettre	15 083	16 058
	<b>15 256</b>	16 360
<b>Avoir</b>		
Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	(6)	–
	<b>(6)</b>	–
	<b>15 250</b>	16 360

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

**Pour le conseil d'administration**

Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer  
Présidente du Comité de vérification

## FONDS DE COTISATIONS SYNDICALES

### Évolution de l'avoir

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	–
Autre élément du résultat global	–
Résultat global	–
Solde au 31 décembre 2013	–
Autre élément du résultat global	(6)
Résultat global	(6)
Solde au 31 décembre 2014	(6)

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE COTISATIONS SYNDICALES

### Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	–	–
	–	–
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22.9)	(53)	82
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(53)	82
<b>(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(53)</b>	<b>82</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>1 999</b>	<b>1 917</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b> (note 12)	<b>1 946</b>	<b>1 999</b>
Informations supplémentaires sur les activités d'exploitation du flux de trésorerie :		
Intérêts reçus	16	18

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

**FONDS DE CONTRIBUTIONS SECTORIELLES RÉSIDENTIELLES****Résultat net et résultat global**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Contributions des employeurs	961	1 001
Revenus de placements (note 8.10)	3	3
	964	1 004
<b>Charges</b>		
Remises de contributions	961	1 001
	961	1 001
<b>Résultat net</b>	3	3
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Élément qui sera reclassé ultérieurement au résultat net		
Variation de juste valeur sur placements	(1)	(1)
Reclassement au résultat net	1	1
	–	–
<b>Résultat global</b>	3	3

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE CONTRIBUTIONS SECTORIELLES RÉSIDENTIELLES

### Situation financière

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	71	59
Placements et revenus courus (note 12)	179	194
Contributions des employeurs à recevoir	67	74
	317	327
<b>Passif</b>		
Créditeurs	2	2
Contributions des employeurs à remettre	280	293
	282	295
<b>Avoir</b>		
Résultats accumulés	36	33
Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	(1)	(1)
	35	32
	317	327

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

#### Pour le conseil d'administration

Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer  
Présidente du Comité de vérification



## FONDS DE CONTRIBUTIONS SECTORIELLES RÉSIDENTIELLES

## Évolution de l'avoir

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	Résultats accumulés	Cumul des variations de juste valeur non réalisées sur placements	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	30	(1)	29
Résultat net	3	–	3
Autre élément du résultat global	–	–	–
Résultat global	3	–	3
Solde au 31 décembre 2013	33	(1)	32
Résultat net	3	–	3
Autre élément du résultat global	–	–	–
Résultat global	3	–	3
Solde au 31 décembre 2014	36	(1)	35

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE CONTRIBUTIONS SECTORIELLES RÉSIDENTIELLES

## Flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	3	3
	3	3
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22.10)	9	(10)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	12	(7)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	12	(7)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	59	66
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b> (note 12)	71	59
Informations supplémentaires sur les activités d'exploitation du flux de trésorerie :		
Intérêts reçus	1	1

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE COTISATIONS À LA CAISSE D'ÉDUCATION SYNDICALE

### Résultat net et résultat global

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Revenus</b>		
Cotisations des salariés	2 313	2 397
Revenus de placements (note 8.11)	3	3
	<b>2 316</b>	2 400
<b>Charges</b>		
Remises de cotisations	2 313	2 397
<b>Charges avant les virements au Fonds général d'administration</b>	<b>2 313</b>	2 397
Virements au Fonds général d'administration – revenus de placements	3	3
	<b>2 316</b>	2 400
<b>Résultat net et global</b>	<b>–</b>	–

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## FONDS DE COTISATIONS À LA CAISSE D'ÉDUCATION SYNDICALE

### Situation financière

Au 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Actif</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	74	67
Placements et revenus courus (note 12)	186	221
Cotisations des salariés à recevoir	161	166
	<b>421</b>	454
<b>Passif</b>		
Créditeurs	5	9
Cotisations des salariés à remettre	416	445
	<b>421</b>	454

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

Pour le conseil d'administration

Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer  
Présidente du Comité de vérification

**FONDS DE COTISATIONS À LA CAISSE D'ÉDUCATION SYNDICALE****Flux de trésorerie**

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net	–	–
	–	–
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22.11)	7	(6)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	7	(6)
<b>Augmentation (Diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	7	(6)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	67	73
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b> (note 12)	74	67
Informations supplémentaires sur les activités d'exploitation du flux de trésorerie :		
Intérêts reçus	–	1

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

# NOTES AFFÉRENTES AUX **ÉTATS FINANCIERS** **2014**

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

(Tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1

### Constitution et objet

La Commission de la construction du Québec (CCQ), constituée en vertu de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (RLRQ, chapitre R-20) (Loi) est une personne morale au sens du Code civil et est chargée de la mise en application des conventions collectives propres à l'industrie de la construction, de l'administration de tout régime relatif aux avantages sociaux ainsi que de la formation professionnelle et de la gestion de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction.

À cette fin, la CCQ administre un fonds général, neuf fonds en fidéicommiss, des régimes d'assurance et un régime de retraite multiemployeurs, lequel est présenté dans des états financiers distincts.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, la CCQ n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu. L'adresse de son siège social est le 8485, avenue Christophe-Colomb, Montréal (Québec), H2M 0A7.

2

### Base d'établissement

Les états financiers de la CCQ sont présentés en dollars canadiens et ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) de la Partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*.

La CCQ a choisi de présenter les états de situation financière sur une base de liquidité tel que décrit par IAS 1 dans le but de fournir de l'information fiable et plus pertinente.

Les présents états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le Conseil d'administration le 27 mai 2015.

3

### Vocation et description des fonds et régimes

#### 3.1

##### Fonds général d'administration

Ce fonds est établi pour rendre compte des opérations que la CCQ exerce dans l'application des conventions collectives conclues en vertu de la Loi, y compris l'administration de tout régime complémentaire d'avantages sociaux et l'exercice des autres fonctions que cette loi lui confère.

#### 3.2

##### Régimes d'assurance

Une caisse de prévoyance collective, le régime d'assurance de base, est établie afin de recevoir les contributions des employeurs ainsi que les cotisations volontaires des salariés et de pourvoir au paiement des prestations, des indemnités prévues par les régimes d'assurance et d'autres frais inhérents.

Des caisses supplémentaires sont établies en vue de recevoir la partie supplémentaire des contributions des employeurs pour le compte des salariés qui exercent un métier ou un groupe de métiers particuliers et de pourvoir au paiement des primes et des dépenses afférentes aux régimes supplémentaires d'assurance.

Les régimes supplémentaires pour les métiers et occupations d'électricien, de couvreur, de ferblantier, de tuyauteur, de travailleur de lignes, de mécanicien en protection-incendie, de frigoriste, des menuisiers, de mécanicien de chantier, des métiers de la truelle (briqueur-maçon, cimentier-applicateur, plâtrier et carreleur), des travailleurs sur équipements lourds du génie civil et de la voirie, des occupations des secteurs institutionnel, commercial, industriel ainsi que du secteur du génie civil et de la voirie, des peintres, et des poseurs de revêtement souple ont été cumulés au régime d'assurance de base aux fins de la présentation des états financiers. L'avoir des régimes d'assurance est présenté à la note 19.

Le régime d'assurance de base assure le paiement des protections additionnelles prévues par les régimes supplémentaires, moyennant le versement d'une prime d'assurance pour chaque salarié assuré par un régime supplémentaire. Cette prime est établie au début de l'année qui suit la période de couverture.

#### 3.3

##### Fonds en fidéicommiss

##### Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction

Ce fonds est affecté exclusivement à la promotion et au financement des activités de perfectionnement des salariés de l'industrie de la construction. Les coûts d'administration et de fonctionnement du Fonds sont défrayés sur les sommes qui le constituent. Le premier volet représente les activités du secteur institutionnel et commercial, du secteur industriel, de même que celui du génie civil et voirie et le deuxième volet celui du secteur résidentiel. L'avoir de chaque volet est présenté à la note 20.

### Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction

Ce fonds est affecté exclusivement à l'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction ayant subi une perte de salaire, selon les conditions et modalités applicables. Les coûts d'administration et de fonctionnement du Fonds sont défrayés sur les sommes qui le constituent.

### Fonds de qualification

Ces fonds sont établis pour rendre compte des contributions des employeurs et des revenus de placements qu'ils produisent pour indemniser les salariés devant acquitter les frais liés au renouvellement du certificat de compétence délivré par le Bureau canadien de la soudure, conformément aux conventions collectives de l'industrie de la construction. Les fonds de qualification des mécaniciens de chantier, des ferrailleurs, des électriciens, des ferblantiers, des chaudronniers, des monteurs-assembleurs, des charpentiers, et des tuyauteurs et soudeurs en tuyauterie ont été cumulés aux fins de présentation des états financiers. L'avoir de chaque fonds est présenté à la note 21.

### Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés

Ce fonds est établi pour rendre compte des indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés, ainsi que des revenus de placements qu'il produit pour les salariés de l'industrie de la construction, conformément aux conventions collectives de l'industrie de la construction.

### Fonds de réclamations de salaires

Ce fonds est établi pour rendre compte des réclamations de salaires produites par la CCQ pour les salariés de l'industrie de la construction et des revenus de placements qu'il produit, conformément à l'article 81 de la Loi.

### Fonds de cotisations patronales

Ce fonds est établi pour rendre compte des cotisations des employeurs pour l'Association des entrepreneurs en construction du Québec et l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec, conformément à l'article 40 de la Loi.

### Fonds de cotisations syndicales

Ce fonds est établi pour rendre compte des cotisations syndicales des salariés de l'industrie de la construction pour les associations syndicales, conformément à l'article 38 de la Loi.

### Fonds de contributions sectorielles résidentielles

Ce fonds est établi pour rendre compte des contributions des employeurs et des revenus de placements qu'il produit pour permettre aux parties patronales et syndicales de mettre en place des conditions de travail harmonieuses sur les chantiers, de les faire connaître, et d'en mesurer la pertinence et l'efficacité. Il sert aussi à mener toutes les autres démarches et analyses destinées à favoriser le rapprochement et la concertation des parties, conformément à la convention collective du secteur résidentiel de l'industrie de la construction.

### Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale

Ce fonds est établi pour rendre compte des cotisations des salariés afin de permettre aux associations syndicales d'offrir des services de formation dans le but de développer les compétences dans tous les aspects liés aux relations de travail, conformément aux conventions collectives du secteur institutionnel et commercial, du secteur industriel, de même que celui du génie civil et voirie.

## 4

## Sommaire des principales méthodes comptables

### 4.1

#### Principe du coût historique

Les présents états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers, du passif net au titre des prestations définies, des passifs actuariels des régimes d'assurance et des provisions. Ces éléments sont comptabilisés tels que décrits aux notes 4.14, 4.7, 4.9 et 4.10.

### 4.2

#### Principes de consolidation

Les états financiers des régimes d'assurance et des fonds en fidéicomis ne sont pas consolidés dans les états financiers du Fonds général d'administration, car en vertu des lois, des règlements et des conventions collectives, les fonds et les régimes constituent des fiducies légales distinctes et ces fiducies ne sont pas contrôlées par le Fonds général d'administration.

### 4.3

#### Jugements dans l'application des méthodes comptables et sources d'incertitudes relatives aux estimations

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables et qu'elle utilise des hypothèses et des estimations qui ont une incidence sur les montants comptabilisés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses dans les présents états financiers et sur les renseignements fournis quant aux passifs éventuels et actifs éventuels. Le résultat réel portant sur les éléments faisant l'objet d'hypothèses et d'estimations pourrait donc différer de celles-ci.

### Évaluation des passifs actuariels

L'évaluation du passif net au titre des prestations définies du Fonds général d'administration et des passifs actuariels des régimes d'assurance requiert l'utilisation de données statistiques et autres paramètres visant à anticiper des évolutions futures. Pour l'évaluation du passif net au titre des prestations définies spécifiquement, ces paramètres incluent le taux d'actualisation, le taux de croissance attendu des salaires, les coûts des soins médicaux, ainsi que la table de mortalité. Pour l'évaluation des passifs actuariels des régimes d'assurance spécifiquement, ces paramètres incluent les statistiques de paiement, les taux futurs de fréquence, les changements des lois et des règlements ainsi que d'autres facteurs dans la nature des couvertures d'assurance, tels que le taux de terminaison (invalidité) ainsi que le taux d'actualisation. Dans les circonstances où les hypothèses actuarielles s'avéreraient significativement différentes des données réelles observées ultérieurement, il pourrait en résulter ce qui suit :

- pour le Fonds général d'administration, une modification substantielle du montant de la charge de rémunération et avantages du personnel portée en résultat net, des réévaluations du passif net au titre des prestations définies portées directement en autres éléments du résultat global ainsi que du passif net au titre des prestations définies liées à ces engagements présenté à l'état de la situation financière;
- pour les régimes d'assurance, une modification substantielle du montant de la charge portée en résultat net sous la rubrique Augmentation ou diminution des passifs actuariels ainsi que du montant des passifs actuariels présenté à l'état de la situation financière.

### Évaluation des actifs financiers

La comptabilisation de certains instruments financiers requiert l'estimation de la juste valeur. L'évaluation de la juste valeur est décrite à la note 4.14.

### Dépréciation des actifs non financiers

Le modèle des flux futurs de trésorerie actualisés mis en œuvre pour déterminer la valeur d'utilité des groupes d'unités génératrices de trésorerie (les UGT) auxquels sont attribués les projets de développement informatique en cours nécessite l'utilisation d'un certain nombre de paramètres, entre autres les estimations de flux futurs de trésorerie et les taux d'actualisation; il requiert donc l'exercice du jugement de façon substantielle. La valeur d'utilité, le cas échéant, des immobilisations corporelles et des autres immobilisations incorporelles est également fondée sur des hypothèses. Toute dégradation future des conditions de marché pourrait se traduire par l'incapacité de recouvrer les valeurs comptables actuelles des immobilisations corporelles et incorporelles. Il n'existe aucune indication que ces actifs ont subi une perte de valeur au 31 décembre 2014.

### Durée d'utilité et valeur résiduelle des actifs non financiers

La direction estime la durée d'utilité et la valeur résiduelle des immobilisations en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations pour une période donnée en découlent. Les estimations sont révisées à la fin de chaque période et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique et de l'obsolescence technique et technologique des actifs. Il est possible que des changements dans ces facteurs donnent lieu à des modifications significatives des durées d'utilité et des valeurs résiduelles estimées de ces actifs dans l'avenir.

### Provisions

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont révisées régulièrement selon une approche au cas par cas d'après

le jugement de la direction lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'il y ait une obligation et que le montant peut être estimé de manière fiable. Quand une provision ne satisfait plus les critères de probabilité et de fiabilité, elle est présentée comme non utilisée et reprise.

### Évaluation des recouvrements d'indemnités à recevoir et des indemnités à verser aux salariés

Pour le Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction, afin d'obtenir une évaluation plus précise et de faciliter la mesure de la matérialisation éventuelle des recouvrements d'indemnités à recevoir et des indemnités à verser aux salariés, la direction estime les taux de recouvrement ainsi que les taux payables dans les différents dossiers d'indemnisation. Ces hypothèses sont mises à jour sur une base trimestrielle afin de refléter l'évolution de ces dossiers. L'incidence de toute révision peut être importante et est comptabilisée au moyen d'un ajustement au cours de la période où les estimations sont révisées.

## 4.4

### Constataion des revenus et des virements

Les revenus et les virements, autres que les revenus de placements, sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au fonds concerné et que ces revenus peuvent être évalués de façon fiable. Suivant cette méthode, les revenus et virements, autres que les revenus de placements, sont comptabilisés lors des périodes au cours desquelles les services sont rendus. Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Des critères de reconnaissance propres à chaque type de revenus et de virements sont énumérés ci-après.

## Fonds général d'administration

### Prélèvements

Les revenus de prélèvements sont constatés dans l'exercice au cours duquel les heures sont travaillées.

### Tarification de services

Les revenus de tarification de services sont constatés dans l'exercice au cours duquel les services sont rendus.

### Pénalités

Les revenus de pénalités sont constatés dans l'exercice au cours duquel le recouvrement est raisonnablement assuré.

### Participations volontaires

Les revenus de participations volontaires sont constatés dans l'exercice au cours duquel les heures sont travaillées.

### Virement d'indemnités de congés annuels et jours fériés chômés et de réclamations non identifiées ou non réclamées

En vertu de la réglementation, les réclamations de salaires gardées en fidéicommiss et payables à des salariés non identifiés depuis trois ans au 31 décembre d'une année ainsi que les indemnités de congé gardées en fidéicommiss non réclamées ou non identifiées depuis trois ans au 1<sup>er</sup> janvier d'une année sont virées aux revenus du Fonds général d'administration pour son administration au début de l'exercice suivant les dates précédemment mentionnées.

### Revenus de placements

Les revenus de placements sont composés principalement de revenus d'intérêts, de revenus de participation au revenu net de fonds de placements et de gains (pertes) réalisé(e)s sur la vente de placements et sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé, alors que les revenus provenant de la participation au revenu net de fonds de placements sont constatés au moment de leur distribution.

### Revenus de location et revenus autres

Les revenus de location et revenus autres sont constatés selon la comptabilité d'engagement.

### Virement provenant des régimes supplémentaires de rentes et d'assurance et du Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction

En vertu de la Loi, les virements provenant des régimes supplémentaires de rentes et d'assurance et du Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction sont fixés annuellement par la CCQ. Le montant requis pour acquitter les frais d'administration de ces fonds est fixé selon une formule établie et approuvée par le Conseil d'administration.

### Virement de revenus de placements provenant du Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés

En vertu de la Loi, une partie des revenus de placements provenant du Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés est virée au Fonds général d'administration en vue d'acquitter les frais d'administration et de perception de ce fonds jusqu'à concurrence d'une somme égale à 25 % des revenus de placements générés par le fonds plus un montant forfaitaire de 965 000 \$.

### Virement de revenus de placements provenant d'autres Fonds

En vertu de la Loi, les revenus de placements générés par le Fonds de cotisations patronales, le Fonds de cotisations syndicales et le Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale via le règlement 19, paragraphe 1, le Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction via le règlement 20, paragraphe 1, sont virés au Fonds général d'administration pour son administration, au fur et à mesure qu'ils sont gagnés et constatés à titre de revenus dans les différents fonds.

## Régimes d'assurance

### Contributions des employeurs, transferts de contributions pour heures de formation, cotisations volontaires des salariés et contributions de réciprocité

Les contributions des employeurs, les transferts de contributions pour heures de formation, les cotisations volontaires des salariés et les contributions de réciprocité sont reportés et constatés dans l'exercice correspondant aux périodes de couverture d'assurance au cours desquelles ils sont utilisés. Les contributions de réciprocité sont des cotisations d'assurance entre les régimes d'assurance de l'industrie de la construction du Québec et des régimes d'assurance de l'extérieur du Québec.

Les contributions perçues d'avance pour couvertures éventuelles ou réserves d'heures individuelles sont constituées de contributions des employeurs visant à maintenir l'assurabilité des salariés. Elles sont reportées et constatées dans l'exercice correspondant aux périodes de couverture d'assurance au cours desquelles elles sont utilisées.

### Revenus de placements

Les revenus de placements sont composés principalement de revenus d'intérêts, de dividendes, de revenus de participation au revenu net de fonds de placements et de gains (pertes) réalisé(e)s sur dispositions de placements et sont constatés selon la comptabilité d'engagement. Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé, les revenus de dividendes sont constatés à compter de la date ex-dividende alors que les revenus provenant de la participation au revenu net de fonds de placement sont constatés au moment de leur distribution.

### Contributions pour accumulations de surplus initiaux

Les contributions pour accumulations de surplus initiaux sont constatées dans l'exercice au cours duquel les heures sont travaillées.



### Primes reçues des régimes supplémentaires d'assurance

Les primes reçues des régimes supplémentaires d'assurance sont constatées dans l'exercice correspondant aux périodes de couverture des assurés.

### Fonds en fidéicommiss

#### Contributions des employeurs, cotisations des employeurs et cotisations des salariés

Les contributions et les cotisations des employeurs et les cotisations des salariés sont constatées dans l'exercice au cours duquel les heures sont travaillées.

### Revenus de placements

Les revenus de placements sont composés principalement de revenus d'intérêts, de dividendes, de revenus de participation au revenu net de fonds de placements et de gains (pertes) réalisé(e)s sur dispositions de placement et sont constatés selon la comptabilité d'engagement. Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé, les revenus de dividendes sont constatés à compter de la date ex-dividende alors que les revenus provenant de la participation au revenu net de fonds de placement sont constatés au moment de leur distribution.

En vertu de la Loi, une partie des revenus de placements provenant du Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés est virée au Fonds général d'administration en vue d'acquitter les frais d'administration et de perception de ce fonds jusqu'à concurrence d'une somme égale à 25 % des revenus de placements générés par le fonds plus un montant forfaitaire de 965 000 \$.

En vertu de la Loi, les revenus de placements générés par le Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction via le règlement 20, paragraphe 1, le Fonds de cotisations patronales, le Fonds de cotisations syndicales et le Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale via le règlement 19, paragraphe 1, sont virés au Fonds général d'administration pour son administration au fur et à mesure qu'ils sont gagnés.

### Recouvrement d'indemnités et pénalités

Le recouvrement d'indemnités et les pénalités afférentes sont constatés dans l'exercice au cours duquel le recouvrement est raisonnablement assuré.

### Indemnités perçues

Les indemnités perçues de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés sont constatées dans l'exercice au cours duquel les heures donnant droit à des indemnités sont travaillées.

### Réclamations perçues des employeurs

Les réclamations de salaires perçues des employeurs sont constatées dans l'exercice au cours duquel le règlement des réclamations a lieu.

## 4.5

### Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la CCQ se conformera aux conditions y étant rattachées pour qu'elles soient octroyées. Ce traitement est en lien avec IAS 20.

Les subventions reçues du gouvernement du Québec, comptabilisées dans le Fonds général d'administration, sont reportées et constatées à titre de revenus en résultat net sous la rubrique Subventions du gouvernement du Québec dans l'exercice au cours duquel les charges correspondantes sont engagées. Quand l'entente le prévoit, la CCQ doit rembourser au gouvernement du Québec les subventions reçues en excédent des dépenses réellement engagées et prévues à l'entente. Les subventions à rembourser, s'il y a lieu, sont présentées sous la rubrique Subventions du gouvernement du Québec à rembourser.

La subvention reçue de l'organisme *Ressources humaines et Développement des compétences Canada* (RHDC), comptabilisée dans le Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction, est reportée et créditée en résultat net sous la rubrique Amortissement de la subvention des matériaux réutilisables pour la formation au même rythme que l'amortissement des matériaux réutilisables pour la formation.

## 4.6

### Contrats de location

#### Contrats de location en qualité de preneur

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et avantages à la propriété d'un bien loué ne sont pas transférés à la CCQ sont classés en tant que contrats de location simple. Les dépenses de loyers sont portées en résultat net de façon linéaire sur la durée des contrats de location en cours sous la rubrique Charges immobilières et amortissements. Tous les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

#### Contrats de location en qualité de bailleur

Les contrats de location aux termes desquels la CCQ ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué sont classés en tant que contrat de location simple. Les revenus locatifs sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée des contrats de location en cours. Tous les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

## 4.7

### Avantages postérieurs à l'emploi

#### Fonds général d'administration

Des régimes de retraite à prestations définies et des régimes d'avantages complémentaires à la retraite sont offerts aux employés de la CCQ. Le niveau de prestation fourni est fonction de la durée du service et de la rémunération du participant aux régimes.

Le coût de ces régimes est comptabilisé comme suit :

- Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite des employés est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode des unités de crédit projetées et aux meilleures estimations de la direction à l'égard de la croissance des salaires, de l'âge de retraite des employés, de la mortalité des participants aux régimes et des coûts des soins médicaux. Le passif net au titre des prestations définies comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies, nette de la juste valeur des actifs du régime, à la date de clôture.
- Les évaluations actuarielles des régimes de retraite à prestations définies sont effectuées à chaque date de clôture. Le taux d'actualisation appliqué pour le calcul de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies est basé sur les obligations d'entreprises de haute qualité libellées en dollars canadiens pour des obligations qui appartiennent aux flux financiers des régimes.
- Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies comprennent les écarts actuariels, toute variation de la limite de l'actif et le rendement des actifs des régimes nets de l'intérêt sur les actifs. Les réévaluations sont comptabilisées à titre d'autres éléments du résultat global et dans le cumul des réévaluations du passif net au titre des prestations définies de l'avoir.

Le montant de l'actif au titre des régimes à prestations définies ne peut pas excéder la valeur actualisée de tout avantage économique disponible sous forme de remboursement futur ou de diminution des cotisations futures du régime (la limite de l'actif). Toutes les exigences de financement minimal qui s'appliquent aux régimes

sont prises en compte pour calculer la valeur actuelle des avantages économiques. Un passif supplémentaire est comptabilisé pour un montant équivalent à l'obligation de financement minimal pour les régimes à prestations définies lorsque la CCQ n'a pas un droit inconditionnel aux surplus ou ne peut bénéficier d'un congé de cotisations futures. Aux 31 décembre 2014 et 2013, aucun passif supplémentaire n'a été comptabilisé.

## 4.8

### Indemnités versées aux salariés

#### Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction

Les indemnités versées aux salariés sont comptabilisées lorsqu'il est reconnu et prouvé que l'employeur est en situation d'insolvabilité.

## 4.9

### Passifs actuariels des régimes d'assurance

Les contrats d'assurance sont des contrats qui comportent un risque d'assurance significatif. Vu la nature de la CCQ, ainsi que les liens entre cette dernière et les conventions collectives de l'industrie de la construction du Québec, il y a présence d'un contrat d'assurance pour le régime de base d'assurance et pour les régimes supplémentaires d'assurance. Ce lien comporte un risque d'assurance significatif et répond à la définition de contrats d'assurance selon la norme IFRS 4 – *Contrats d'assurance*.

Les passifs actuariels sont constitués de la valeur présente estimative de tous les paiements futurs qui seront effectués relativement aux prestations et aux indemnités prévues par les régimes d'assurance. Ces passifs comprennent des provisions

pour les prestations engagées et pour les rentes à verser aux assurés invalides.

L'estimation des passifs actuariels est calculée conformément à la pratique actuarielle reconnue, elle-même basée sur l'évolution des réclamations et sur les statistiques de paiement. L'estimation requiert l'utilisation d'hypothèses, telles que les statistiques de paiement, les taux futurs de fréquence, le changement des lois et des règlements, ainsi que d'autres facteurs dans la nature des couvertures d'assurance, tels que le taux de terminaison (invalidité) et le taux d'actualisation. Ces différentes hypothèses sont décrites à la note 18.

À chaque date de clôture, un test de suffisance du passif est réalisé pour s'assurer du caractère suffisant des passifs actuariels. Toute insuffisance de passif est immédiatement constatée aux résultats afin d'en assurer le respect. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, aucune insuffisance n'a été décelée.

## 4.10

### Provisions

Les provisions sont comptabilisées si la CCQ a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement ayant eu lieu à une date antérieure à la date de clôture, s'il est probable que l'obligation soit tenue d'être éteinte et si le montant de l'obligation est estimable de façon fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liées à l'obligation. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

## 4.11

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les éléments de trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes d'encaisse, des découverts bancaires et des placements très liquides, qui ont des échéances de trois mois ou moins à compter de leur date d'acquisition. Les chèques émis non encaissés sont déduits des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie.

## 4.12

### Créances

Les créances comprennent les postes suivants : les débiteurs, les contributions des employeurs à recevoir, les contributions de réciprocité à recevoir, le recouvrement d'indemnités à recevoir, les indemnités à recevoir des employeurs, les cotisations des employeurs à recevoir, les cotisations de salariés à recevoir, les réclamations des employeurs à recevoir et les subventions du gouvernement du Québec à recevoir. Les créances sont évaluées au coût amorti.

Les créances sont recouvrables sur une période de moins d'un an suivant la date de clôture.

## 4.13

### Créditeurs

Les créditeurs comprennent les postes suivants : les créditeurs et frais courus autres que les fournisseurs, la subvention du gouvernement du Québec à rembourser, les activités de formation à payer, les indemnités à verser aux salariés, les revenus de placements sur indemnités à verser aux salariés, les réclamations à verser aux salariés, les cotisations des employeurs à remettre, les cotisations des salariés à remettre et les contributions des employeurs à remettre. Les créditeurs sont évalués au coût amorti.

Les créditeurs sont réglables sur une période de moins d'un an suivant la date de clôture.

## 4.14

### Instruments financiers

#### Comptabilisation

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la CCQ devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument et sont comptabilisés initialement à la juste valeur. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou ont été transférés et que la CCQ a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

#### Classement et évaluation

Lors de la comptabilisation initiale, la CCQ a effectué les classements suivants selon les fins pour lesquelles elle a acquis les instruments financiers :

- la trésorerie et équivalents de trésorerie, les dépôts à terme donnés en garantie, les placements et revenus courus sont désignés comme des actifs financiers disponibles à la vente et sont évalués à leur juste valeur;
- les avances sur cotisations sont classées comme des prêts et créances et sont évaluées au coût amorti;
- les fournisseurs sont évalués au coût amorti;
- les instruments financiers dérivés sont classés comme des actifs et passifs à la juste valeur par le biais du résultat net et sont évalués à leur juste valeur.

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actifs financiers qui sont classés comme étant détenus à des fins de transaction. Tous les instruments financiers dérivés font partie de cette catégorie. Les actifs de cette catégorie sont évalués à la juste valeur et les profits ou les pertes sont comptabilisés en résultat net sous la rubrique Revenus de placements.

Les actifs désignés comme disponibles à la vente sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les coûts de transaction sont passés en charge en résultat net. Les profits et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont présentés en autres éléments du résultat global, dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Lorsque l'actif est cédé ou qu'il a subi une dépréciation, le profit ou la perte cumulé comptabilisé en autres éléments du résultat global est reclassé en résultat net. Les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans les revenus de placements.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ultérieurement, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué d'une provision pour pertes de valeur. Cette évaluation correspond généralement au coût.

Les passifs financiers autres que les instruments financiers dérivés sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les instruments financiers dérivés sont constitués de contrats de change à terme. Conformément à la politique de placement des fonds sous gestion visant le Fonds général d'administration, les régimes d'assurance et les fonds en fidéicommis, la CCQ utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son risque de change sur les placements exposés aux fluctuations des devises étrangères. La CCQ ne détient pas directement des placements libellés en devises étrangères. Ces placements en devises étrangères sont détenus par des fonds de placement dans lesquels la CCQ détient des unités de fonds libellées en dollars canadiens. La CCQ ne recourt pas à l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation. Les gains ou pertes non réalisés sont enregistrés en résultat net sous la rubrique Plus-value (moins-value) des actifs ou passifs liés aux instruments financiers dérivés. Les gains ou pertes réalisés sont enregistrés en résultat net sous la rubrique Revenus de placements.

### Évaluation de la juste valeur

Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier correspond généralement au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, les justes valeurs sont déterminées en fonction de l'information disponible.

Les actions ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont déterminés selon le cours de clôture des marchés boursiers à la date de clôture des états financiers lorsqu'un marché actif existe.

Lorsque des prix indépendants d'un marché actif ne sont pas disponibles, les obligations, les bons du Trésor ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur en utilisant le cours de clôture

de la transaction la plus récente liée à l'instrument ou la valeur est déterminée en fonction de techniques d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux, telles que l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Ces évaluations s'appuient sur des hypothèses et sur des données d'entrées observables, telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, l'écart de crédit et le taux d'actualisation.

Les parts de fonds de marché monétaire, de fonds d'actions, de fonds immobiliers et de fonds d'obligations sont inscrites à la valeur liquidative aux fins des opérations. Cette méthode de détermination de l'actif net d'un fonds est déterminée en fonction des cours du marché secondaire, selon le cours de clôture dans la méthode d'évaluation de la juste valeur des placements détenus dans les fonds.

La juste valeur des instruments financiers autres que les actions, les obligations, les bons du Trésor et les fonds de placements est équivalente à leur valeur comptable, en raison de leur échéance à court terme, et correspond aux cours du marché.

La juste valeur des instruments financiers dérivés (contrat de change) est établie en fonction du taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains et pertes sont enregistrés à la variation de juste valeur des placements et revenus courus, alors que la plus-value (moins-value) non réalisée de ces instruments financiers dérivés est présentée à l'état de la situation financière avec la contrepartie au résultat net dans les régimes et fonds touchés.

### Établissement et hiérarchie de la juste valeur

La CCQ classe les instruments financiers évalués à la juste valeur à l'état de la situation financière selon la hiérarchie suivante :

**Niveau 1 :** Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

**Niveau 2 :** Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) soit indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, et les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que sur des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables.

**Niveau 3 :** Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Le classement des instruments financiers entre les niveaux hiérarchiques est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés annuellement à la juste valeur.

## 4.15

### Dépréciation d'actifs financiers

À chaque date de clôture, la CCQ évalue s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier classé dans les prêts et créances. S'il existe une telle indication, une perte de valeur correspondant à la différence entre le coût amorti de l'actif financier et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument, est enregistrée en résultat net. La valeur comptable de l'actif financier est réduite de ce montant soit directement, soit par l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Ces pertes de valeur sont reprises au cours de périodes ultérieures si le montant de la perte diminue et que la diminution peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur. Au 31 décembre 2014, il n'y a aucune perte de valeur constatée en résultat net.

Lorsqu'une diminution de la juste valeur d'un actif financier disponible à la vente a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et qu'il existe une indication objective de la dépréciation de cet actif, la perte cumulée égale à la différence entre le coût d'acquisition du placement et sa juste valeur actuelle, diminuée de toute perte de valeur sur cet actif financier préalablement comptabilisée en résultat net, est reclassée du cumul des autres éléments du résultat global en résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées en résultat net à l'égard des instruments financiers classés comme disponibles à la vente peuvent être reprises, sauf dans le cas des placements en instruments de capitaux propres.

## 4.16

### Actifs non courants

#### Fonds général d'administration

##### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées lors de leur comptabilisation à leur coût. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction de l'actif jusqu'au moment où l'actif est dans l'état nécessaire pour être exploité de la manière prévue par la direction. Les coûts ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, le cas échéant, lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à ces coûts iront à la CCQ et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'une immobilisation remplacée est décomptabilisée lors du remplacement. Les charges de gestion immobilière tels les taxes, l'électricité et l'entretien relatifs aux immeubles que la CCQ utilise et ceux qu'elle loue à des tiers sont comptabilisées en charge dans la période au cours de laquelle elles sont engagées.

Le mobilier, les équipements informatiques et les améliorations locatives sont évalués, après leur comptabilisation initiale, à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

La catégorie terrains et bâtiments est évaluée au coût diminué du cumul des amortissements des bâtiments et du cumul des pertes de valeur.

Lorsqu'une immobilisation corporelle est constituée de composantes présentant des durées d'utilité différentes, le coût est réparti entre les différentes composantes qui sont amorties séparément.

Le profit ou la perte découlant de la cession ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle, qui correspond à la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif, est porté en résultat net et présenté séparément.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, établie en fonction de la durée d'utilité des immobilisations.

Catégorie	Durée d'utilité
Terrains et bâtiments	
Terrains	–
Bâtiments	25 à 55 ans
Mobilier, équipements et autres	
Mobilier	10 ans
Équipements informatiques	6 ans
Améliorations locatives	9 ans

Les durées d'utilité estimées, la méthode d'amortissement et les valeurs résiduelles sont révisées au moins à la fin de chaque exercice financier et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

##### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent au coût des logiciels et des projets de développement informatique.

Les logiciels acquis sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est passé en charge selon une méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimée à 6 ans.

Les projets de développement informatique sont constitués des logiciels développés à l'interne et sont comptabilisés si certains critères, dont la faisabilité technique, l'intention et la capacité de développer et d'utiliser la technologie, sont réunis. Dans le cas contraire, les dépenses engagées pendant la phase de développement sont passées en charges sous la rubrique Charges d'administration et autres lorsqu'elles sont engagées.

Les charges liées aux activités de recherche sont comptabilisées en charges dans les charges d'administration et autres dans la période au cours de laquelle elles sont engagées.

Après leur comptabilisation initiale, les logiciels générés à l'interne sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est passé en charge selon une méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimée à 15 ans. L'amortissement des projets de développement informatique débute lorsque l'immobilisation est prête à être mise en service.

Les durées d'utilité estimées et la méthode d'amortissement sont révisées au besoin, mais au moins à la fin de chaque exercice et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.



### Dépréciation des actifs non financiers

Les immobilisations corporelles et incorporelles font l'objet de tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les projets de développement informatique en cours, qui ne sont pas amortis, font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Aux fins de la détermination de leurs valeurs recouvrables, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel les flux de trésorerie identifiables sont indépendants des flux de trésorerie d'autres groupes d'actifs (unités génératrices de trésorerie ou UGT). La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (soit la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT concernée). La perte de valeur comptabilisée correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur d'immobilisations corporelles et incorporelles sont enregistrées dans le poste dépréciation d'immobilisations corporelles et dépréciation d'immobilisations incorporelles au résultat net.

Lorsque les événements ou les circonstances le justifient, une évaluation des pertes de valeur qui pourraient faire l'objet de reprises est effectuée.

### Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées lors de leur comptabilisation à leur coût. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction de l'actif jusqu'au moment où l'actif est dans l'état nécessaire pour être exploité de la manière prévue par la direction. Les coûts ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, le cas échéant, lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs

associés à ces coûts iront à la CCQ et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les immobilisations corporelles comprennent les différentes catégories suivantes :

#### Matériaux réutilisables pour la formation

Les matériaux réutilisables pour la formation correspondent aux actifs achetés dans le cadre des activités de formation. Ils sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire établie en fonction de la durée d'utilisation prévue par les ententes convenues entre la CCQ et les commissions scolaires pour les matériaux d'implantation d'activités et les matériaux pédagogiques réutilisables. La durée des ententes varie de 1 à 16 ans. Pour les matériaux didactiques et les outillages, ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire établie en fonction de la durée d'utilité estimée, soit trois ans et cinq ans respectivement.

#### Unité mobile de formation en protection-incendie

L'unité mobile de formation est comptabilisée au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire établie en fonction de la durée d'utilité estimée, soit 15 ans.

#### Matériel roulant de formation

Le matériel roulant de formation pour le métier de couvreur est comptabilisé au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire établie en fonction de la durée d'utilité estimée, soit sept ans.

### Simulateur de grue

Le simulateur de grue est comptabilisé au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire établie en fonction de la durée d'utilité estimée, soit cinq ans.

### Immobilisations en cours de construction

L'amortissement des immobilisations corporelles en cours de construction débute lorsqu'elles sont prêtes à être mises en service.

Les durées d'utilité estimées, la méthode d'amortissement et les valeurs résiduelles de ces immobilisations corporelles sont révisées au moins à la fin de chaque exercice financier et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Ces immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable, selon les mêmes méthodes utilisées pour les immobilisations du Fonds général d'administration.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent au coût des logiciels.

Les logiciels acquis sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est passé en charge selon une méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimée à trois ans.

Les durées d'utilité estimées, la méthode d'amortissement et les valeurs résiduelles de ces immobilisations incorporelles sont révisées au moins à la fin de chaque exercice financier et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

5

## Nouvelles méthodes comptables adoptées au 1<sup>er</sup> janvier 2014

L'information sur les nouvelles normes et sur les modifications et les interprétations, applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et qui ont eu un impact sur les états financiers de la CCQ, est fournie ci-après. Certaines autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées, mais n'ont eu aucune incidence importante sur les états financiers de la CCQ.

### Instruments financiers – Présentation

En décembre 2011, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié des modifications à l'IAS 32 *Instruments financiers : présentation* afin de clarifier les exigences de compensation des actifs financiers et des passifs financiers. L'IASB a spécifié que le droit de compensation doit être juridiquement exécutoire même dans les cas de faillite. La CCQ a appliqué les modifications à l'IAS 32 dans ces états financiers annuels de l'exercice débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ces modifications n'ont pas eu d'impact sur les états financiers.

### Dépréciation d'actifs

En mai 2013, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 36 *Dépréciation d'actifs*. Ces modifications imposent une obligation d'information concernant la valeur recouvrable des actifs dépréciés et exigent d'autres informations concernant l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs dépréciés, dans le cas où cette valeur est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. La CCQ a appliqué les modifications à l'IAS 36 dans ces états financiers annuels de l'exercice débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ces modifications n'ont pas eu d'impact sur les états financiers.

6

## Normes comptables non encore entrées en vigueur

À la date d'autorisation de ces états financiers, de nouvelles normes, modifications et interprétations des normes existantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore en vigueur, et la CCQ ne les a pas adoptées de façon anticipée.

La direction prévoit que l'ensemble des nouvelles normes et modifications sera appliqué dans les méthodes comptables de la CCQ au cours de la première période débutant après la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. L'information sur les nouvelles normes et sur les modifications et les interprétations, qui sont susceptibles d'être pertinentes pour les états financiers de la CCQ, est fournie ci-après. Certaines autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées, mais la direction ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence importante sur les états financiers de la CCQ. À noter que la direction n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes dans ses états financiers.

### Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9 *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une nouvelle approche de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût, au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les spécifications actuelles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture et des informations à fournir correspondantes sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'IFRS 9 s'appliquera à la CCQ à compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et l'application anticipée est permise.

### Avantages du personnel

En novembre 2013, l'IASB a publié des modifications à portée limitée d'IAS 19 *Avantages du personnel*. Ces modifications visent à simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne sont pas liées au nombre d'années de service, afin de permettre leur déduction dans la période au cours de laquelle les services sont rendus. Ces modifications sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 avec l'adoption anticipée permise.

### Comptabilisation des produits

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* en remplacement de l'IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11 *Contrats de construction* et les interprétations connexes. Selon l'IFRS 15, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le contrôle des biens ou des services est transféré au client et non plus lorsque les risques et avantages importants lui sont transférés. Des informations supplémentaires doivent être divulguées par voie de notes. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et son application anticipée est permise.

## 7

### Fonds général d'administration – revenus de prélèvements, tarification de services et autres

	2014	2013
Prélèvements	<b>88 938</b>	89 925
Tarification de services	<b>8 244</b>	8 423
Pénalités	<b>3 530</b>	3 497
Participations volontaires	<b>1 102</b>	1 062
Virement d'indemnités de congés annuels obligatoires et jours fériés chômés et de réclamations non identifiées ou non réclamées	<b>259</b>	266
	<b>102 073</b>	103 173



## 8

## Revenus de placements

## 8.1

## Fonds général d'administration

Les revenus de placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
Revenus de placements		
Revenus d'intérêts	1 727	1 842
Fonds de placements	262	209
Autres placements	7	8
	1 996	2 059
Pertes réalisées reclassées des autres éléments du résultat global		
Placements	(829)	(518)
	(829)	(518)
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	919	661
	2 086	2 202

## 8.2

## Régimes d'assurance

Les revenus de placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
Revenus de placements		
Revenus d'intérêts	17 656	17 427
Dividendes	3 786	4 100
Fonds de placements	8 727	7 126
Autres placements	7 647	2 169
	37 816	30 822
Gains réalisés reclassés des autres éléments du résultat global		
Placements	53 427	16 868
Fonds de placements	(244)	(202)
Instruments financiers dérivés	(6 767)	(2 666)
	46 416	14 000
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	302	305
	84 534	45 127

## 8.3

### Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction

Les revenus de placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
Revenus de placements		
Revenus d'intérêts	3 019	3 066
Dividendes	869	967
Fonds de placements	1 775	1 528
Autres placements	1 778	516
	7 441	6 077
Gains réalisés reclassés des autres éléments du résultat global		
Placements	12 135	4 400
Fonds de placements	(26)	(24)
Instruments financiers dérivés	(1 624)	(655)
	10 485	3 721
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	32	32
	17 958	9 830

## 8.4

### Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction

Les revenus de placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
Revenus de placements		
Fonds de placements	97	64
Pertes réalisées reclassées des autres éléments du résultat global		
Fonds de placements	(17)	(11)
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	19	16
	99	69

## 8.5

### Fonds de qualification

Les revenus de placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
Revenus de placements		
Fonds de placements	72	61
Pertes réalisées reclassées des autres éléments du résultat global		
Fonds de placements	(11)	(9)
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	14	15
	<b>75</b>	<b>67</b>

## 8.6

### Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés

Les revenus de placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
Revenus de placements		
Revenus d'intérêts	7 803	8 229
Fonds de placements	2 818	2 394
Autres placements	33	36
	<b>10 654</b>	<b>10 659</b>
Gains (pertes) réalisé(e)s reclassé(e)s des autres éléments du résultat global		
Placements	510	498
Fonds de placements	(579)	(523)
	<b>(69)</b>	<b>(25)</b>
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	506	533
	<b>11 091</b>	<b>11 167</b>

## 8.7

### Fonds de réclamation de salaires

Les revenus de placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
Revenus de placements		
Fonds de placements	19	15
Pertes réalisées		
Fonds de placements	(2)	(2)
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	3	4
	20	17

## 8.8

### Fonds de cotisations patronales

Les revenus de placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
Revenus de placements		
Fonds de placements	13	13
Pertes réalisées		
Fonds de placements	(2)	(1)
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	4	4
	15	16

## 8.9

### Fonds de cotisations syndicales

Les revenus de placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
Revenus de placements		
Fonds de placements	79	70
Pertes réalisées		
Fonds de placements	(13)	(11)
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	16	18
	82	77

## 8.10

## Fonds de contributions sectorielles résidentielles

Les revenus de placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
Revenus de placements		
Fonds de placements	3	3
Pertes réalisées reclassées des autres éléments du résultat global		
Fonds de placements	(1)	(1)
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	1	1
	<b>3</b>	<b>3</b>

## 8.11

## Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale

Les revenus de placements se détaillent comme suit :

	2014	2013
Revenus de placements		
Fonds de placements	2	2
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	1	1
	<b>3</b>	<b>3</b>

## 9

## Fonds général d'administration – charges d'administration et autres

	2014	2013
Honoraires professionnels	11 041	8 236
Frais de télécommunication, poste et expédition	4 202	4 288
Frais de déplacement	2 447	2 693
Impression et fournitures de bureau	1 902	3 008
Droit d'utilisation et entretien d'équipement	1 728	1 775
Relations publiques et publicité	703	1 144
Autres	1 483	1 008
	<b>23 506</b>	<b>22 152</b>

10

## Fonds général d'administration – charges immobilières et amortissements

	2014	2013
Charges de location	1 179	1 013
Charges de gestion immobilière	4 809	5 352
Amortissement – immobilisations corporelles	3 435	3 238
Amortissement – immobilisations incorporelles	2 003	606
	11 426	10 209

11

## Fonds général d'administration – virements de revenus de placements provenant d'autres fonds

	2014	2013
Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction	99	69
Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés	3 738	3 757
Fonds de cotisations patronales	15	16
Fonds de cotisations syndicales	82	77
Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale	3	3
	3 937	3 922

12

## Placements sous gestion interne

Les placements sont répartis comme suit dans les différentes classes d'actifs :

	2014				
	En deçà de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance déterminée	Total
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>					
Encaisse	109 775	—	—	—	109 775
Dépôts à court terme <sup>1</sup>	18 969	—	—	—	18 969
Compte courtier <sup>2</sup>	11 255	—	—	—	11 255
Intérêts courus	108	—	—	—	108
Chèques émis non encaissés	(11 016)	—	—	—	(11 016)
	129 091	—	—	—	129 091
<b>Placements et revenus courus</b>					
Fonds de marché monétaire	—	—	—	272 093	272 093
Bons du Trésor	1 983	—	—	—	1 983
Obligations <sup>3</sup>					
Canada, provinces ou municipalités	17 122	198 554	264 391	—	480 067
Corporations	6 038	133 002	218 519	—	357 559
Fonds d'obligations corporatives	—	—	—	25 296	25 296
Actions canadiennes	—	—	—	192 994	192 994
Fonds d'actions américaines	—	—	—	196 493	196 493
Fonds d'actions internationales	—	—	—	191 562	191 562
Fonds immobiliers	—	—	—	113 474	113 474
Intérêts courus	5 971	—	—	—	5 971
	31 114	331 556	482 910	991 912	1 837 492
					1 966 583

1. Venant à échéance au plus tard le 31 mars 2015.

2. Correspond aux transactions en attente de règlement.

3. Échéances diverses allant jusqu'en 2108 avec des taux de rendement variant entre 0 % et 11 %.

2013					
	En deçà de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance déterminée	Total
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>					
Encaisse	88 721	–	–	–	88 721
Dépôts à court terme <sup>1</sup>	50 106	–	–	–	50 106
Compte courtier <sup>2</sup>	(571)	–	–	–	(571)
Intérêts courus	156	–	–	–	156
Chèques émis non encaissés	(11 005)	–	–	–	(11 005)
	127 407	–	–	–	127 407
<b>Placements et revenus courus</b>					
Fonds de marché monétaire	–	–	–	260 621	260 621
Bons du Trésor	1 983	–	–	–	1 983
Obligations <sup>3</sup>					
Canada, provinces ou municipalités	10 289	144 100	278 513	–	432 902
Corporations	5 266	117 340	191 619	–	314 225
Fonds d'obligations corporatives	–	–	–	43 183	43 183
Actions canadiennes	–	–	–	171 388	171 388
Fonds d'actions américaines	–	–	–	181 142	181 142
Fonds d'actions internationales	–	–	–	180 256	180 256
Fonds immobiliers	–	–	–	99 551	99 551
Intérêts courus	5 371	–	–	–	5 371
	22 909	261 440	470 132	936 141	1 690 622
					1 818 029

1. Venant à échéance au plus tard le 31 mars 2014.

2. Correspond aux transactions en attente de règlement.

3. Échéances diverses allant jusqu'en 2056 avec des taux de rendement variant entre 0,8 % et 10,05 %.



Les placements sont répartis comme suit dans les différents fonds de la CCQ :

	2014	2013
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
Fonds général d'administration	8 240	4 125
Régimes d'assurance	70 723	74 289
Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction	9 475	11 660
Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction	2 552	1 628
Fonds de qualification	1 762	1 375
Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés	33 649	31 971
Fonds de réclamations de salaires <sup>1</sup>	205	(238)
Fonds de cotisations patronales	394	472
Fonds de cotisations syndicales	1 946	1 999
Fonds de contributions sectorielles résidentielles	71	59
Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale	74	67
	<b>129 091</b>	<b>127 407</b>
<b>Placements et revenus courus<sup>2</sup></b>		
Fonds général d'administration	58 615	50 427
Régimes d'assurance	1 216 986	1 090 241
Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction	232 692	217 182
Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction	6 404	5 422
Fonds de qualification	4 402	4 559
Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés	309 398	312 461
Fonds de réclamations de salaires	1 660	1 448
Fonds de cotisations patronales	983	1 565
Fonds de cotisations syndicales	5 987	6 902
Fonds de contributions sectorielles résidentielles	179	194
Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale	186	221
	<b>1 837 492</b>	<b>1 690 622</b>
	<b>1 966 583</b>	<b>1 818 029</b>

1. Soldes négatifs correspondant à des transactions en attente de règlement et à des chèques émis non encaissés.

2. Les placements et revenus courus comprennent des soldes dus ou des avances à d'autres fonds ou régimes dont le montant ne peut être distingué des placements.

13

## Fonds général d'administration – débiteurs

	2014	2013
Prélèvements à recevoir	7 432	7 805
Taxes à la consommation à recevoir	1 208	2 029
Autres débiteurs	1 243	1 466
	<b>9 883</b>	<b>11 300</b>

## 14

## Immobilisations

## 14.1

## Fonds général d'administration – immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtiments	Mobilier, équipements et autres	Total
<b>Exercice clos le 31 décembre 2013</b>				
Valeur comptable nette au début de l'exercice	6 192	68 650	6 772	81 614
Acquisitions	–	425	1 512	1 937
Radiation de coût	–	–	(549)	(549)
Amortissement de l'exercice	–	(1 839)	(1 482)	(3 321)
Radiation d'amortissement cumulé	–	–	549	549
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	6 192	67 236	6 802	80 230
<b>Au 31 décembre 2013</b>				
Coût	6 192	71 685	11 960	89 837
Amortissement cumulé	–	(4 449)	(5 158)	(9 607)
Valeur comptable nette	6 192	67 236	6 802	80 230
<b>Exercice clos le 31 décembre 2014</b>				
Valeur comptable nette au début de l'exercice	<b>6 192</b>	<b>67 236</b>	<b>6 802</b>	<b>80 230</b>
Acquisitions	–	<b>658</b>	<b>2 564</b>	<b>3 222</b>
Radiation de coût	–	–	<b>(755)</b>	<b>(755)</b>
Amortissement de l'exercice	–	<b>(1 852)</b>	<b>(1 639)</b>	<b>(3 491)</b>
Radiation d'amortissement cumulé	–	–	<b>755</b>	<b>755</b>
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	<b>6 192</b>	<b>66 042</b>	<b>7 727</b>	<b>79 961</b>
<b>Au 31 décembre 2014</b>				
Coût	<b>6 192</b>	<b>72 343</b>	<b>13 770</b>	<b>92 305</b>
Amortissement cumulé	–	<b>(6 301)</b>	<b>(6 043)</b>	<b>(12 344)</b>
Valeur comptable nette	<b>6 192</b>	<b>66 042</b>	<b>7 727</b>	<b>79 961</b>

Toutes les charges d'amortissement sont présentées dans le poste charges immobilières et amortissements à l'exception des charges d'amortissement liées à des immobilisations corporelles utilisées pour certains projets qui sont capitalisés à titre de projets de développement informatique dans les immobilisations incorporelles. À ce titre, un montant de 56 202 \$ (83 207 \$ en 2013) a été capitalisé au cours de l'exercice.

## 14.2

## Fonds général d'administration – immobilisations incorporelles

	Logiciels	Projets de développement informatique en service	Projets de développement informatique en cours	Total
<b>Exercice clos le 31 décembre 2013</b>				
Valeur comptable nette au début de l'exercice	1 620	799	13 419	15 838
Acquisitions	723	–	7 264	7 987
Transfert	–	2 642	(2 642)	–
Radiation de coût	(150)	–	–	(150)
Amortissement de l'exercice	(485)	(121)	–	(606)
Radiation d'amortissement cumulé	150	–	–	150
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	1 858	3 320	18 041	23 219
<b>Au 31 décembre 2013</b>				
Coût	3 720	3 790	18 041	25 551
Amortissement cumulé	(1 862)	(470)	–	(2 332)
Valeur comptable nette	1 858	3 320	18 041	23 219
<b>Exercice clos le 31 décembre 2014</b>				
Valeur comptable nette au début de l'exercice	<b>1 858</b>	<b>3 320</b>	<b>18 041</b>	<b>23 219</b>
Acquisitions	<b>922</b>	<b>486</b>	<b>3 448</b>	<b>4 856</b>
Transfert	–	<b>18 041</b>	<b>(18 041)</b>	–
Radiation de coût	<b>(571)</b>	–	–	<b>(571)</b>
Amortissement de l'exercice	<b>(528)</b>	<b>(1 475)</b>	–	<b>(2 003)</b>
Radiation d'amortissement cumulé	<b>571</b>	–	–	<b>571</b>
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	<b>2 252</b>	<b>20 372</b>	<b>3 448</b>	<b>26 072</b>
<b>Au 31 décembre 2014</b>				
Coût	<b>4 071</b>	<b>22 317</b>	<b>3 448</b>	<b>29 836</b>
Amortissement cumulé	<b>(1 819)</b>	<b>(1 945)</b>	–	<b>(3 764)</b>
Valeur comptable nette	<b>2 252</b>	<b>20 372</b>	<b>3 448</b>	<b>26 072</b>

## 14.3

## Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction – immobilisations corporelles

	Matériaux réutilisables pour la formation	Unité mobile de formation	Matériel roulant de formation	Simulateur de grue	Immobi- lisations en cours de construction	Total
<b>Exercice clos le 31 décembre 2013</b>						
Valeur comptable nette au début de l'exercice	540	513	72	–	–	1 125
Acquisitions	214	–	–	–	323	537
Amortissement de l'exercice	(197)	(40)	(10)	–	–	(247)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	557	473	62	–	323	1 415
<b>Au 31 décembre 2013</b>						
Coût	1 182	590	72	–	323	2 167
Amortissement cumulé	(625)	(117)	(10)	–	–	(752)
Valeur comptable nette	557	473	62	–	323	1 415
<b>Exercice clos le 31 décembre 2014</b>						
Valeur comptable nette au début de l'exercice	<b>557</b>	<b>473</b>	<b>62</b>	<b>–</b>	<b>323</b>	<b>1 415</b>
Acquisitions	<b>243</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>25</b>	<b>268</b>
Reclassement – Mise en service	<b>130</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>193</b>	<b>(323)</b>	<b>–</b>
Radiation de coût	<b>(224)</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>(224)</b>
Amortissement de l'exercice	<b>(286)</b>	<b>(39)</b>	<b>(11)</b>	<b>(38)</b>	<b>–</b>	<b>(374)</b>
Radiation d'amortissement cumulé	<b>224</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>224</b>
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	<b>644</b>	<b>434</b>	<b>51</b>	<b>155</b>	<b>25</b>	<b>1 309</b>
<b>Au 31 décembre 2014</b>						
Coût	<b>1 331</b>	<b>590</b>	<b>72</b>	<b>193</b>	<b>25</b>	<b>2 211</b>
Amortissement cumulé	<b>(687)</b>	<b>(156)</b>	<b>(21)</b>	<b>(38)</b>	<b>–</b>	<b>(902)</b>
Valeur comptable nette	<b>644</b>	<b>434</b>	<b>51</b>	<b>155</b>	<b>25</b>	<b>1 309</b>

Les immobilisations corporelles en cours de construction incluent principalement les coûts pour l'acquisition des équipements nécessaires pour le programme de formation à distance.

## 14.4

## Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction – immobilisations incorporelles

	Logiciels informatiques	Total
<b>Exercice clos le 31 décembre 2013</b>		
Valeur comptable nette au début de l'exercice	–	–
Acquisitions	18	18
Amortissement de l'exercice	(1)	(1)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	17	17
<b>Au 31 décembre 2013</b>		
Coût	18	18
Amortissement cumulé	(1)	(1)
Valeur comptable nette	17	17
<b>Exercice clos le 31 décembre 2014</b>		
Valeur comptable nette au début de l'exercice	17	17
Acquisitions	3	3
Amortissement de l'exercice	(6)	(6)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	14	14
<b>Au 31 décembre 2014</b>		
Coût	21	21
Amortissement cumulé	(7)	(7)
Valeur comptable nette	14	14

## 15

## Fonds général d'administration – créditeurs et frais courus

	2014	2013
Fournisseurs	6 063	4 564
Frais courus	1 725	1 108
Salaires, déductions à la source et vacances à payer	13 796	9 700
Revenus reportés	457	470
Autres créditeurs	255	444
	22 296	16 286

16

## Fonds général d'administration – provisions

Les montants représentent une provision au titre de certaines actions en justice intentées à l'encontre de la CCQ et une provision pour l'augmentation salariale d'un groupe d'employés de la CCQ pour lequel la dernière convention collective est échue depuis le 31 décembre 2009. Les dotations supplémentaires aux provisions et les reprises ont été comptabilisées dans les charges d'administration et autres, pour les actions en justice et dans la Rémunération et avantages du personnel, pour la provision salariale.

	Actions en justice	Provision salariale	Total
<b>Au 31 décembre 2013</b>	831	1 282	2 113
Montants versés	(725)	(1 082)	(1 807)
Dotations supplémentaires aux provisions	990	–	990
Montants non utilisés repris	(106)	–	(106)
<b>Au 31 décembre 2014</b>	<b>990</b>	<b>200</b>	<b>1 190</b>
Solde prévu au cours du prochain exercice	990	200	1 190

17

## Avantages postérieurs à l'emploi

La CCQ offre deux régimes de retraite à prestations définies à l'ensemble de ses employés syndiqués et hors convention. Ces régimes offrent des prestations de retraite qui sont calculées en fonction du nombre d'années de service et d'un taux de salaire qui varient selon les modalités de chacun des régimes. Ces régimes sont financés au moyen de cotisations versées en fiducie. La CCQ offre également des régimes d'avantages complémentaires à la retraite. Ces régimes se composent de prestations de départ versées lors du départ à la retraite, de régimes de couverture d'assurance maladie et de prestations d'assurance-vie au décès. Ces engagements sont non capitalisés.

Selon le *Règlement du Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la CCQ* (Régime des syndiqués), toute cotisation additionnelle versée par la CCQ

ayant pour but de financer le déficit de ce régime ou de permettre le plein financement de la cotisation d'exercice, servira à réduire la cotisation patronale régulière fixée par le règlement dès que des surplus se dégageront du régime. Au cours de l'exercice 2014, la cotisation additionnelle totalise 7 512 290 \$, représentant 807 335 \$ pour le financement de la cotisation d'exercice et 6 704 955 \$ pour le financement du déficit actuariel. En 2013, la cotisation additionnelle totalisait 1 965 937 \$, représentant 537 501 \$ pour le financement de la cotisation d'exercice et 1 428 436 \$ pour le financement du déficit actuariel.

Selon le *Règlement du Régime complémentaire de retraite des employés hors convention de la CCQ* (Régime des hors convention), tout surplus déclaré lors d'une évaluation actuarielle est utilisé pour maintenir la cotisation patronale au niveau fixé par le *Règlement de travail du personnel non régi par une convention collective de la CCQ*. Le solde restant, le cas échéant, est utilisé de façon simultanée pour réduire la cotisation patronale autrement requise jusqu'à concurrence du montant des cotisations additionnelles versées antérieurement

par la CCQ et pour réduire la cotisation salariale des participants au régime. Au cours de l'exercice 2014, la cotisation additionnelle totalise 3 040 531 \$ représentant 646 484 \$ pour le financement de la cotisation d'exercice et 2 394 047 \$ pour le financement du déficit actuariel. En 2013, la cotisation additionnelle totalisait 2 644 345 \$ représentant 572 345 \$ pour le financement de la cotisation d'exercice et 2 072 000 \$ pour le financement du déficit actuariel. De plus, une cotisation d'équilibre de 985 000 \$ pour l'exercice financier 2014 relativement au déficit actuariel a été versée en 2013.

Une nouvelle convention collective a été signée en octobre 2014 pour le personnel d'enquête. Les modifications prévues aux avantages postérieurs à l'emploi sont effectives le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Pour le régime de retraite, les modifications concernent la capitalisation et les prestations offertes. Pour le régime d'assurance collective, des modifications ont été apportées concernant l'admissibilité et les protections offertes. Finalement, des modifications du niveau du calcul des prestations de départ à la retraite ont aussi été apportées.

L'impact au niveau du coût du service passé a été comptabilisé en réduction de l'obligation et à titre de coûts de services passés négatifs au cours de l'année de modification des régimes, soit en 2014.

Les évaluations actuarielles sur base de solvabilité au 31 décembre 2013 ont fait ressortir un déficit de solvabilité de 28 890 000 \$ (47 617 000 \$ au 31 décembre 2012) pour le Régime des hors convention et de 75 980 000 \$ (132 029 000 \$ au

31 décembre 2012) pour le Régime des syndiqués. Pour l'exercice 2014, la CCQ doit financier son déficit de solvabilité sur une période de 10 ans, selon les mesures d'allègement prévues par la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (RLRQ, chapitre R-15.1).

Les évaluations actuarielles aux fins de solvabilité sont effectuées annuellement.

Comme le prévoit l'article 42.1 de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, la CCQ peut se libérer partiellement du versement aux régimes de retraite des cotisations patronales relatives aux déficits actuariels au moyen de lettres de crédit de soutien irrévocables fournies aux comités de retraite respectifs. Ces lettres de crédit sont établies conformément à la section II.0.0.1 du Règlement afférent à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*.

Les lettres de crédit émises aux deux régimes se détaillent comme suit :

	2014	2013
Régime des syndiqués	50 179	50 179
Régime des hors convention	16 599	16 599
	66 778	66 778

En 2014, aucune nouvelle lettre de crédit n'a été émise pour les régimes de retraite de l'ensemble des employés.

Des dépôts à terme d'une valeur équivalente aux lettres de crédit émises, venant à échéance le 30 novembre 2015 et portant intérêt au taux de 1,3 % (1,29 % en 2013), ont été donnés en garantie de ces lettres de crédit et sont présentés à l'état de la situation financière du Fonds général d'administration sous la rubrique *Dépôts à terme, donnés en garantie*.

Les différents régimes exposent la CCQ aux risques suivants :

#### I. Risque d'investissement

L'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation. Si les rendements des actifs du régime sont inférieurs à ce taux, un déficit du régime sera créé.

#### II. Risque de taux d'intérêt

Une variation des taux d'intérêt affectera la valeur de l'obligation au titre de prestations définies.

#### III. Risque de longévité

Une amélioration plus importante de l'espérance de vie des participants des régimes que celle prévue dans les tables de mortalité utilisées augmentera la valeur de l'obligation au titre des prestations définies.

#### IV. Risque d'inflation

L'obligation au titre des prestations définies est calculée en considérant un certain niveau d'inflation. Une inflation réelle supérieure à celle anticipée aura pour effet d'augmenter la valeur de l'obligation au titre des prestations définies.

Le rapprochement de la situation de capitalisation des régimes aux montants comptabilisés à l'état de la situation financière du Fonds général d'administration sous la rubrique Passif net au titre des prestations définies s'établit comme suit au 31 décembre :

	2014	2013	2014	2013	2014	2013
	Régimes de retraite		Avantages complémentaires de retraite		Total	
Juste valeur des actifs des régimes	346 669	305 355	—	—	346 669	305 355
Obligations au titre des prestations définies	(594 056)	(499 037)	(70 562)	(96 849)	(664 708)	(595 886)
Déficit et passif net au titre des prestations définies	(247 387)	(193 682)	(70 652)	(96 849)	(318 039)	(290 531)

Les variations de la juste valeur des actifs du régime se présentent comme suit :

	2014	2013
	Régimes de retraite	
Juste valeur des actifs des régimes au 1 <sup>er</sup> janvier	305 355	287 819
Cotisations de l'employeur	16 195	10 510
Cotisations des employés	5 745	5 077
Intérêts sur les actifs du régime	14 562	12 473
Rendement des actifs du régime net de l'intérêt sur les actifs	30 690	13 711
Frais d'administration	(475)	(475)
Transferts internes	19	66
Prestations payées	(25 422)	(23 826)
Juste valeur des actifs des régimes au 31 décembre	346 669	305 355

Les actifs des régimes ne comprennent aucun instrument financier ou des actifs occupés ou utilisés par la CCQ. Les actifs des régimes de retraite sont répartis entre les principales catégories de placements suivantes :

(en pourcentage)	2014	2013
Titres à revenu fixe	43,0	39,0
Actions canadiennes	16,0	18,0
Actions étrangères	31,0	33,0
Immobiliers	10,0	10,0

La juste valeur de tous les titres détenus, autres que les titres immobiliers, repose directement sur un prix (non ajusté) coté sur des marchés actifs pour des actifs financiers identiques ou est établie à partir de données autres que le prix coté qui sont observables sur le marché. La juste valeur des titres immobiliers est établie au moyen de techniques d'évaluation basées sur la méthode du multiple des flux de trésorerie des revenus de location.

Les cotisations prévues pour tous les régimes au cours de 2015 s'élèvent à 32 364 900 \$, conformément aux règlements en vigueur.

Les variations de l'obligation au titre des prestations définies se présentent comme suit :

	2014	2013	2014	2013
	Régimes de retraite		Avantages complémentaires de retraite	
Obligations au titre des prestations définies au 1 <sup>er</sup> janvier	499 037	488 080	96 849	108 350
Coût des services rendus au cours de l'exercice	9 754	9 369	3 540	3 436
Cotisations salariales des employés	5 745	5 077	—	—
Coût financier	23 716	21 270	4 664	4 027
Prestations payées	(25 422)	(23 826)	(2 918)	(2 836)
Coût des services passés (réduction)	(8 480)	—	(10 182)	(18 853)
Transferts internes	19	66	—	—
Pertes (profits) actuarielles relatives aux obligations découlant de :				
L'expérience du régime	8 075	1 154	(9 971)	—
Changement dans les hypothèses financières	83 497	(26 851)	(12 420)	(5 877)
Changement dans les hypothèses démographiques	(1 885)	24 698	1 090	8 602
Obligations au titre des prestations définies au 31 décembre	594 056	499 037	70 652	96 849



La charge portée en résultat net se détaille comme suit :

	2014	2013	2014	2013	2014	2013
	Régimes de retraite		Avantages complémentaires de retraite		Total	
Coût des services rendus	9 754	9 369	3 540	3 436	13 294	12 805
Coût des services passés (réduction)	(8 480)	–	(10 182)	(18 853)	(18 662)	(18 853)
Frais d'administration	475	475	–	–	475	475
Coût financier sur l'obligation au titre des prestations définies	23 716	21 270	4 664	4 027	28 380	25 297
Intérêts sur les actifs des régimes	(14 562)	(12 473)	–	–	(14 562)	(12 473)
	10 903	18 641	(1 978)	(11 390)	8 925	7 251

La charge est présentée à l'état du résultat net et résultat global du Fonds général d'administration sous la rubrique Rémunération et avantages du personnel.

Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies comptabilisées en autres éléments du résultat global se détaillent comme suit :

	2014	2013	2014	2013	2014	2013
	Régimes de retraite		Avantages complémentaires de retraite		Total	
Pertes (profits) actuarielles relatives aux obligations découlant de :						
L'expérience du régime	8 075	(1 154)	(9 971)	–	(1 896)	(1 154)
Changement dans les hypothèses financières	83 497	26 851	(12 420)	5 877	71 077	32 728
Changement dans les hypothèses démographiques	(1 885)	(24 698)	1 090	(8 602)	(795)	(33 300)
Rendement des actifs du régime net de l'intérêt sur les actifs	(30 690)	13 711	–	–	(30 690)	13 711
	58 997	14 710	(21 301)	(2 725)	37 696	11 985

Les hypothèses actuarielles importantes ayant servi à déterminer l'obligation au titre des prestations définies sont les suivantes au 31 décembre :

	2014	2013	2014	2013
(en pourcentage)	Régimes de retraite		Avantages complémentaires de retraite	
Taux d'actualisation	4,0	4,8	4,0	4,8
Taux de croissance attendu des salaires	3,25 à 4,25	3,25 à 4,5	3,25 à 4,25	3,25 à 4,5

Le taux moyen de croissance annuelle hypothétique du coût des soins médicaux couverts par participant a été fixé à 5,0 % en 2015 pour les médicaments, réduisant graduellement à un taux de 3,0 % après 15 ans, à 3,0 % pour les frais hospitaliers et à 3,0 % pour les autres frais.

Pour les hypothèses de mortalité, les tables de mortalité des retraités canadiens développées par l'ICA établies à partir de l'expérience combinée des régimes des secteurs public et privé (CPM2014) avec amélioration générationnelle de la survie selon l'échelle B et avec ajustement en fonction de la taille des rentes ont été utilisées.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de la période est respectivement de 14 et 15 pour le régime de retraite des hors convention et le régime de retraite des syndiqués, 13 pour les régimes d'assurance collective et de 12 pour les régimes de prestation de départ à la retraite.

### Analyse de sensibilité

Voici l'effet sur l'obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2014, de changements raisonnablement possibles pour les hypothèses significatives :

	Régimes de retraite		Autres régimes	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
1 % sur le taux d'actualisation	<b>(78 661)</b>	<b>101 363</b>	<b>(9 978)</b>	<b>12 826</b>
1 % sur le taux de croissance des salaires	<b>13 860</b>	<b>(12 843)</b>	<b>412</b>	<b>(369)</b>
1 % du taux de croissance du coût des soins médicaux et autres	–	–	<b>10 889</b>	<b>(8 647)</b>
10 % sur les taux de mortalité	<b>(9 174)</b>	<b>10 037</b>	<b>(2 044)</b>	<b>2 053</b>

### Au 31 décembre 2013 :

	Régimes de retraite		Autres régimes	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
1 % sur le taux d'actualisation	(60 374)	76 622	(12 525)	15 827
1 % sur le taux de croissance des salaires	10 349	(9 689)	596	(532)
1 % du taux de croissance du coût des soins médicaux et autres	–	–	15 682	(12 525)
10 % sur les taux de mortalité	(6 490)	7 047	(2 160)	2 378

L'analyse de sensibilité présentée précédemment a été faite en faisant varier chacune des hypothèses individuellement. En fonction des variations réelles observables dans le futur, il est fort possible que certaines de ces hypothèses soient corrélées, générant par le fait même un impact combiné.

## 18

## Passifs actuariels des régimes d'assurance et gestion des risques d'assurance

## 18.1

## Détail des passifs actuariels d'assurance

Les passifs actuariels représentent les engagements du régime d'assurance de base liés aux couvertures d'assurance en vigueur à la date de l'état de la situation financière et se détaillent comme suit :

	2014	2013
Provisions pour prestations engagées	51 457	56 102
Provisions pour rentes aux assurés invalides	49 918	54 762
	101 375	110 864

Les provisions pour les prestations engagées, qui représentent les engagements en date de clôture, non encore payés, comprennent les éléments suivants :

	2014	2013
Provision pour assurance-vie	4 489	4 320
Provision pour assurance maladie	18 539	17 592
Provision pour indemnité hebdomadaire	7 990	7 407
Provision pour invalidité longue durée	20 439	26 783
	51 457	56 102

## Hypothèses

Dans le calcul des provisions actuarielles présentées précédemment, les hypothèses ont été établies selon les meilleures estimations pour la durée établie. La détermination de l'importance de ces hypothèses a été établie par les actuaires et la direction de la CCQ afin de présenter celles qui ont un impact significatif sur le résultat du calcul des provisions, selon la pratique actuarielle reconnue. Ces hypothèses sont revues sur une base annuelle.

La nature des hypothèses les plus importantes et les méthodes qui ont servi à les établir sont décrites dans les paragraphes qui suivent.

## a) Taux de terminaison

La provision pour les rentes aux assurés invalides comprend une hypothèse de taux de terminaison, qui inclut le taux de mortalité et le taux de fin de la qualification à l'invalidité. La table de décroissance est l'ICA 2004-2008 Hommes-Québec à laquelle sont appliqués des facteurs de modification des taux de terminaison de l'invalidité propres à la CCQ. De plus, des facteurs d'ajustement réels au taux de terminaison de l'invalidité ont été appliqués, selon l'âge de la personne invalide ainsi que la période d'invalidité, afin de refléter une étude d'expérience réalisée en 2014.

## b) Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour établir la valeur présente de la provision pour les rentes mensuelles aux assurés invalides des régimes est basé sur le rendement attendu de l'actif ainsi que sur la tolérance au risque des parties au régime.

Les méthodes utilisées pour l'analyse des sensibilités sont les mêmes que pour établir les provisions initiales en modifiant les paramètres selon les variations envisagées qui causeraient une modification significative des provisions. Ces méthodes n'ont subi aucun changement par rapport à celles utilisées pour les années antérieures. Les variations des hypothèses les plus importantes ont les effets suivants sur les provisions, sur l'avoir ainsi que sur le résultat net des régimes d'assurance :

	Sensibilité	Augmentation (diminution) provisions	Augmentation (diminution) du résultat net et de l'avoir
<b>2014</b>			
Taux de terminaison	<b>+10,0 %</b>	<b>(2 413)</b>	<b>2 413</b>
	<b>-10,0 %</b>	<b>2 946</b>	<b>(2 946)</b>
Taux d'actualisation	<b>+1,0 %</b>	<b>(1 661)</b>	<b>1 661</b>
	<b>-1,0 %</b>	<b>2 090</b>	<b>(2 090)</b>
<b>2013</b>			
Taux de terminaison	+10,0 %	(2 156)	2 156
	-10,0 %	2 280	(2 280)
Taux d'actualisation	+1,0 %	(1 857)	1 857
	-1,0 %	2 051	(2 051)

## 18.2

### Variations des passifs d'assurance

Les tableaux suivants démontrent les variations des différents passifs d'assurance de la CCQ au cours de l'exercice.

#### Contributions perçues d'avance pour couvertures éventuelles

	<b>2014</b>	2013
Solde au début de l'exercice	<b>268 672</b>	242 650
Ajout net – heures travaillées	<b>12 950</b>	24 971
Amortissement des bonifications à la conversion d'heures	<b>1 227</b>	1 051
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>282 849</b>	268 672

#### Passifs actuariels d'assurance – provisions pour prestations engagées

	<b>2014</b>	2013
Solde au début de l'exercice	<b>56 102</b>	50 912
Variation du nombre d'assurés	<b>(1 584)</b>	2 826
Impact net de l'inflation, de l'augmentation (diminution) de l'utilisation et de la variation des délais de remboursement en assurance maladie et soins dentaires	<b>1 581</b>	468
Impact de l'augmentation (diminution) de l'utilisation et de la variation des délais de remboursement de l'invalidité courte durée	<b>1 010</b>	216
Augmentation des prestations assurées en invalidité de courte durée	<b>–</b>	515
Impact de l'augmentation (diminution) de l'utilisation des services et de la variation de la distribution des assurés par régime en invalidité de longue durée	<b>(5 973)</b>	727
Autres	<b>321</b>	438
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>51 457</b>	56 102

## Passifs actuariels d'assurance – provisions pour rentes aux assurés invalides

	2014	2013
Solde au début de l'exercice	54 762	53 101
Augmentation (diminution) du nombre d'invalides	2 245	(392)
Gain d'expérience	(346)	(203)
Changement au niveau des hypothèses actuarielles	(6 743)	–
Amélioration du régime depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2009	–	2 256
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>49 918</b>	<b>54 762</b>

## 18.3

## Gestion des risques d'assurance

Globalement, le risque d'assurance est le risque de perte découlant de résultats réels différents des résultats prévus lors de l'élaboration des différentes provisions. Ces différences peuvent être à l'égard du taux de terminaison ou du taux d'actualisation. La composition du risque d'assurance, ainsi que les méthodes employées par la CCQ pour atténuer ce risque sont décrites ci-dessous.

## a) Risque lié au taux de terminaison

Il s'agit du risque de perte pour la CCQ advenant que le taux de terminaison estimé dans le calcul de la provision pour rentes aux assurés invalides soit plus faible que prévu. Afin de réduire l'exposition à ce risque, la CCQ utilise une table de décroissance générique à laquelle sont appliqués des facteurs de modification du taux de terminaison de l'invalidité propres à la CCQ.

## b) Risque lié au taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour établir la valeur présente des engagements des régimes est basé sur le rendement attendu de l'actif ainsi que sur la tolérance au risque des parties au régime. Il s'agit donc du risque de perte pour la CCQ si les rendements réels des actifs sont inférieurs à ceux estimés.

## Échéances des passifs d'assurance

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable des passifs actuariels d'assurance. Les échéances sont déterminées par estimation du moment où ces actifs deviendront effectivement payables :

2014					
	En deçà de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance déterminée	Total
Contributions perçues d'avance pour couvertures éventuelles	–	–	–	282 849	282 849
Provisions pour prestations engagées	35 371	10 056	6 030	–	51 457
Provisions pour rentes aux assurés invalides	11 282	23 895	14 741	–	49 918
	46 653	33 951	20 771	282 849	384 224

2013					
	En deçà de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance déterminée	Total
Contributions perçues d'avance pour couvertures éventuelles	–	–	–	268 672	268 672
Provisions pour prestations engagées	33 978	12 895	9 229	–	56 102
Provisions pour rentes aux assurés invalides	11 633	26 115	17 014	–	54 762
	45 611	39 010	26 243	268 672	379 536

### Suivi des provisions pour rentes aux assurés invalides

Le tableau suivant présente les estimations de provisions cumulatives pour les 10 dernières années et l'évolution subséquente pendant les périodes ainsi que les paiements cumulatifs à ce jour. Les estimations des provisions initiales sont évaluées annuellement pour déterminer si elles sont excédentaires ou insuffisantes.

Année d'invalidité	Avant 2005	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Encours des provisions pour rentes mensuelles aux assurés invalides (actualisé)</b>						
À la fin de l'année		11 080	12 500	13 539	14 150	20 158
1 an plus tard		9 243	10 498	10 745	12 148	17 858
2 ans plus tard		8 794	10 104	10 897	11 943	14 161
3 ans plus tard		9 749	11 026	11 001	12 603	13 227
4 ans plus tard		10 792	11 578	11 045	13 035	14 065
5 ans plus tard		11 787	12 421	11 678	13 663	14 958
6 ans plus tard		13 173	13 187	11 826	14 633	
7 ans plus tard		13 794	14 060	12 812		
8 ans plus tard		14 474	14 942			
9 ans plus tard		15 422				
<b>Estimation actuelle</b>		15 422	14 942	12 812	14 633	14 958
<b>Prestations pour rentes mensuelles aux assurés invalides versées (non actualisées)</b>						
À la fin de l'année		(1)	(6)	–	(7)	(2)
1 an plus tard		(1 387)	(1 557)	(1 499)	(1 640)	(2 341)
2 ans plus tard		(3 536)	(3 958)	(3 678)	(4 303)	(5 324)
3 ans plus tard		(5 079)	(5 597)	(5 249)	(6 134)	(7 163)
4 ans plus tard		(6 536)	(6 915)	(6 438)	(7 603)	(8 620)
5 ans plus tard		(7 729)	(7 983)	(7 376)	(8 819)	(9 739)
6 ans plus tard		(8 634)	(8 811)	(8 036)	(9 799)	
7 ans plus tard		(9 428)	(9 531)	(8 689)		
8 ans plus tard		(10 049)	(10 164)			
9 ans plus tard		(10 495)				
<b>Paiement cumulatif à ce jour</b>		(10 495)	(10 164)	(8 689)	(9 799)	(9 739)
Élément d'ajustement pour actualisation des prestations versées		(3 167)	(2 671)	(1 941)	(1 733)	(1 446)
<b>Provisions pour rentes mensuelles aux assurés invalides au 31 décembre 2014</b>	<b>6 379</b>	<b>1 760</b>	<b>2 107</b>	<b>2 182</b>	<b>3 101</b>	<b>3 773</b>
<b>Provisions pour prestations engagées au 31 décembre 2014</b>						
<b>Invalidité de longue durée</b>						

Année d'invalidité	2010	2011	2012	2013	2014	Total
<b>Encours des provisions pour rentes mensuelles aux assurés invalides (actualisé)</b>						
À la fin de l'année	20 455	21 395	24 508	26 783	23 022	
1 an plus tard	17 606	17 286	22 358	15 368		
2 ans plus tard	15 906	13 213	15 302			
3 ans plus tard	12 246	11 902				
4 ans plus tard	13 533					
5 ans plus tard						
6 ans plus tard						
7 ans plus tard						
8 ans plus tard						
9 ans plus tard						
<b>Estimation actuelle</b>	13 533	11 902	15 302	15 368	23 022	
<b>Prestations pour rentes mensuelles aux assurés invalides versées (non actualisées)</b>						
À la fin de l'année	–	–	–	–	–	
1 an plus tard	(2 220)	(2 074)	(2 607)	(3 057)		
2 ans plus tard	(5 258)	(4 750)	(6 360)			
3 ans plus tard	(6 860)	(6 184)				
4 ans plus tard	(8 125)					
5 ans plus tard						
6 ans plus tard						
7 ans plus tard						
8 ans plus tard						
9 ans plus tard						
<b>Païement cumulatif à ce jour</b>	(8 125)	(6 184)	(6 360)	(3 057)	–	
Élément d'ajustement pour actualisation des prestations versées	(922)	(488)	(280)	(73)	–	
<b>Provisions pour rentes mensuelles aux assurés invalides au 31 décembre 2014</b>	<b>4 486</b>	<b>5 230</b>	<b>8 662</b>	<b>12 238</b>	<b>–</b>	<b>49 918</b>
<b>Provisions pour prestations engagées au 31 décembre 2014</b>						
<b>Invalidité de longue durée</b>					<b>20 439</b>	<b>20 439</b>

19

## Avoir des régimes d'assurance

Les régimes d'assurance ont été cumulés à l'intérieur d'un seul état financier aux fins de leur présentation.

L'avoir de chaque régime se détaille comme suit :

	2014	2013
Régime de base	525 944	428 675
Régimes supplémentaires		
Tuyauteurs	18 978	15 864
Électriciens	21 591	15 226
Travailleurs de lignes	8 760	7 438
Métiers de la truelle	5 958	5 127
Ferblantiers	4 382	3 673
Mécaniciens en protection-incendie	2 494	2 040
Mécaniciens de chantier	2 383	1 859
Menuisiers	10 615	8 014
Couvreur	2 542	1 794
Frigoristes	2 239	1 556
Équipements lourds	13 985	10 558
Occupations	5 675	3 259
Peintres	26	8
Poseurs de revêtement souple	60	–
	99 688	76 416
	625 632	505 091

Les primes d'assurance versées au Régime de base par les Régimes supplémentaires s'élèvent à 20 339 000 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (18 651 000 \$ en 2013).

20

## Avoir du fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction

Les fonds de formation ont été cumulés à l'intérieur d'un seul état financier aux fins de leur présentation. L'avoir de chacun des volets se détaille comme suit :

	2014	2013
Fonds de formation – secteurs institutionnel et commercial, industriel et génie civil et voirie	201 797	192 107
Fonds de formation – secteur résidentiel	40 461	37 434
	242 258	229 541



21

## Avoir des fonds de qualification

Les fonds de qualification ont été cumulés à l'intérieur d'un seul état financier aux fins de leur présentation. L'avoir de chaque fonds se détaille comme suit :

	2014	2013
Tuyauteurs et soudeurs en tuyauterie	2 980	2 822
Électriciens	1 143	1 223
Ferblantiers	712	661
Chaudronniers	422	415
Ferrailleurs	449	422
Mécaniciens de chantier	176	155
Monteurs assembleurs	227	229
Charpentiers	43	17
	6 152	5 944

22

## Flux de trésorerie

### 22.1

#### Fonds général d'administration

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2014	2013
Dépôts à terme, donnés en garantie	–	(25 662)
Placements et revenus courus <sup>1</sup>	(8 085)	6 586
Débiteurs	1 417	1 299
Subventions du gouvernement du Québec à recevoir	750	1 210
Frais payés d'avance	546	201
Créditeurs et frais courus	6 010	(5 738)
Subventions du gouvernement du Québec reportées	(386)	66
	252	(22 038)

1. Ne tient pas compte de la variation de la juste valeur non réalisée sur les placements disponibles à la vente de 103 \$.

## 22.2

### Régimes d'assurance

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2014	2013
Placements et revenus courus <sup>1</sup>	(89 630)	(42 867)
Contributions des employeurs à recevoir	679	9 734
Contributions de réciprocité à recevoir	344	(840)
Créditeurs	(1 659)	(169)
Contributions perçues d'avance pour couvertures éventuelles	14 177	26 022
Cotisations volontaires des salariés reportées	2 118	104
Contributions des employeurs reportées	(6 210)	(15 361)
Contributions de réciprocité reportées	1 301	2 784
Transferts de contributions pour heures de formation reportées	59	14
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	1 318	324
	(77 503)	(20 255)

1. Ne tient pas compte de la variation de la juste valeur non réalisée sur les placements disponibles à la vente de 37 115 000 \$.

## 22.3

### Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2014	2013
Placements et revenus courus <sup>1</sup>	(8 037)	(1 851)
Contributions des employeurs à recevoir	106	833
Débiteurs	(375)	(354)
Frais payés d'avance	(108)	(9)
Créditeurs	755	462
Activités de formation à payer	(182)	592
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	304	79
	(7 537)	(248)

1. Ne tient pas compte de la variation de la juste valeur non réalisée sur les placements disponibles à la vente de 7 473 000 \$.

## 22.4

### Fonds d'indemnisation des salariés de l'industrie de la construction

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2014	2013
Placements et revenus courus <sup>1</sup>	(988)	(1 459)
Contributions des employeurs à recevoir	11	(42)
Recouvrement d'indemnités à recevoir	262	(938)
Créditeurs	(5)	2
Indemnités à verser aux salariés	340	282
	(380)	(2 155)

1. Ne tient pas compte de la variation de la juste valeur non réalisée sur les placements disponibles à la vente de (6 000 \$).

## 22.5

### Fonds de qualification

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2014	2013
Placements et revenus courus <sup>1</sup>	150	(476)
Contributions des employeurs à recevoir	10	24
Créditeurs	8	2
Indemnités à verser aux salariés	4	2
	172	(448)

1. Ne tient pas compte de la variation de la juste valeur non réalisée sur les placements disponibles à la vente de (7 000 \$).

## 22.6

### Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2014	2013
Placements et revenus courus <sup>1</sup>	11 738	(5 415)
Indemnités à recevoir des employeurs	1 278	17 162
Créditeurs	(1 121)	236
Indemnités à verser aux salariés	(9 948)	(10 651)
Revenus de placements sur indemnités à verser aux salariés	(269)	(406)
	1 678	926

1. Ne tient pas compte de la variation de la juste valeur non réalisée sur les placements disponibles à la vente de 8 675 000 \$.

## 22.7

### Fonds de réclamations de salaires

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2014	2013
Placements et revenus courus <sup>1</sup>	(214)	(7)
Réclamations des employeurs à recevoir	(214)	(908)
Débiteurs	(37)	6
Créditeurs	(67)	96
Réclamations à verser aux salariés	955	860
	423	47

1. Ne tient pas compte de la variation de la juste valeur non réalisée sur les placements disponibles à la vente de (2 000 \$).

## 22.8

### Fonds de cotisations patronales

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2014	2013
Placements et revenus courus	582	(127)
Cotisations des employeurs à recevoir	109	325
Créditeurs	(17)	(2)
Cotisations des employeurs à remettre	(752)	(270)
	(78)	(74)

## 22.9

### Fonds de cotisations syndicales

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2014	2013
Placements et revenus courus <sup>1</sup>	909	(1 281)
Cotisations des salariés à recevoir	142	2 001
Créditeurs	(129)	36
Cotisations des salariés à remettre	(975)	(674)
	(53)	82

1. Ne tient pas compte de la variation de la juste valeur non réalisée sur les placements disponibles à la vente de (6 000 \$).

## 22.10

## Fonds de contributions sectorielles résidentielles

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2014	2013
Placements et revenus courus	15	(19)
Cotisations des employeurs à recevoir	7	30
Créditeurs	–	(1)
Cotisations des employeurs à remettre	(13)	(20)
	9	(10)

## 22.11

## Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale

Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2014	2013
Placements et revenus courus	35	(29)
Cotisations des salariés à recevoir	5	64
Créditeurs	(4)	1
Cotisations des salariés à remettre	(29)	(42)
	7	(6)

## 23

## Transactions avec les parties liées

La CCQ, en tant qu'entité constituée en vertu de la Loi est liée, au sens de la norme IAS 24 *Information relative aux parties liées*, à la totalité des entités contrôlées par le gouvernement du Québec.

La CCQ a identifié comme parties liées :

- le gouvernement du Québec;
- les autres entités contrôlées par le gouvernement du Québec;
- les comités travaillant au sein de la CCQ;
- les comités relevant du Conseil d'administration;
- les associations syndicales; et
- les associations patronales.

La CCQ n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ses parties liées autres que celles présentées dans le corps même de ses états financiers ou dans la présente note.

## Transactions avec le gouvernement du Québec

Les informations suivantes représentent les seules transactions significatives conclues avec le gouvernement du Québec hors du cours normal des affaires.

Des subventions du gouvernement du Québec sont reçues annuellement dans le Fonds général d'administration. Selon l'entente qui encadre les projets subventionnés, la CCQ s'engage à assurer une reddition de comptes, à utiliser les crédits obtenus seulement aux fins des opérations décrites dans l'entente et à retourner les sommes non utilisées avant la fin de chaque année financière. En 2014, le gouvernement s'est engagé à verser une subvention de 4 250 000 \$ (5 000 000 \$, en 2013) pour permettre notamment à la CCQ de poursuivre ses interventions visant la lutte

contre l'évasion fiscale. Les subventions à recevoir sont présentées sous la rubrique Subvention du gouvernement du Québec à recevoir de l'état de la situation financière. Le montant des subventions à recevoir est de 4 250 000 \$ au 31 décembre 2014 (5 000 000 \$ au 31 décembre 2013). La portion des subventions à reporter au prochain exercice de 1 063 000 \$ (1 449 000 \$ au 31 décembre 2013) est présentée à l'état de la situation financière du Fonds général d'administration sous la rubrique Subventions du gouvernement du Québec reportées au 31 décembre 2014.

La CCQ recharge annuellement au ministère de la Sécurité publique les dépenses qu'elle encourt, pour sa participation aux efforts de l'Unité permanente anti-corruption. En 2014, le montant rechargé s'élève à 740 888 \$ (638 548 \$, en 2013) et est inclus dans les revenus autres. Au 31 décembre 2014, le montant à recevoir est de 548 337 \$ (475 314 \$ au 31 décembre 2013) et est inclus dans les autres débiteurs à la note 13.

### Les comités travaillant au sein de la CCQ

#### Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction

Ce comité formé en vertu de la Loi recommande au Conseil d'administration les modifications aux règles d'assurabilité et aux protections offertes par le régime d'assurance de base de l'industrie de la construction ainsi que les modifications aux prestations et au fonctionnement du régime de retraite de l'industrie de la construction.

#### Comité sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction

Ce comité formé en vertu de la Loi donne à la CCQ des avis sur toute question relative à la formation professionnelle dans l'industrie de la construction. Le Comité détermine les règles générales d'utilisation des fonds de formation administrés par la CCQ.

#### Les comités relevant du Conseil d'administration

Ces comités ont pouvoir de recommandation au Conseil d'administration. Les recommandations sont entérinées par le Conseil d'administration :

- Comité de vérification;
- Comité de gouvernance et d'éthique;
- Comité de placement;
- Comité consultatif en matière d'inspection; et
- Table de concertation sur les affaires autochtones.

Aucune transaction financière significative n'est conclue avec ces comités ou leurs membres.

### Les associations syndicales et associations patronales

Conformément à la Loi, la CCQ perçoit des contributions de salariés et d'employeurs de l'industrie de la construction et les administre en vertu des lois, des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Il n'y a aucune transaction avec les associations syndicales et associations patronales en dehors du champ d'application des lois, des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les associations syndicales avec lesquelles la CCQ effectue ce type de transactions sont les suivantes :

- Centrale des syndicats démocratiques (CSD-Construction);
- Confédération des syndicats nationaux (CSN-Construction);
- Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International) (CPQMC-I);
- Fédération des travailleurs du Québec (FTQ-Construction); et
- Syndicat québécois de la construction (SQC).

Les fonds qui rendent compte de transactions effectuées entre la CCQ et les associations syndicales sont les suivants :

- Fonds de cotisations syndicales;
- Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale; et
- Fonds de contributions sectorielles résidentielles.

Les associations patronales avec lesquelles la CCQ effectue ce type de transactions sont les suivantes :

- Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ);
- Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ); et
- Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGQTQ).

Les fonds qui rendent compte de transactions effectuées entre la CCQ et les associations patronales sont les suivants :

- Fonds de cotisations patronales; et
- Fonds de contributions sectorielles résidentielles.

24

## Rémunération des dirigeants

Les principaux dirigeants de la CCQ sont les membres de la direction et du Conseil d'administration. Leur rémunération est composée de la façon suivante :

	2014	2013
Salaires et autres avantages à court terme	1 523	1 428
Avantages reliés à la retraite	181	131
	1 704	1 559

25

## Contrats de location

### Fonds général d'administration

#### Engagements sur contrats de location simple pour lesquels la CCQ est preneur

Les contrats de location simple ont trait à la location de locaux à des fins administratives. Ces contrats ont une durée allant de un mois à cinq ans et, dans certains cas, comportent une option de renouvellement de cinq ans et une clause d'indexation annuelle. Pour l'exercice 2014, les paiements comptabilisés en charge relativement à la location de locaux totalisent 1 179 075 \$ (1 012 199 \$ en 2013). Les loyers minimums futurs payables en vertu des contrats de location simple s'établissent comme suit :

	2014	2013
Moins de 1 an	1 036	729
Plus de 1 an et 5 ans au plus	1 569	1 520
Plus de 5 ans	249	499

#### Engagements sur contrats de location simple pour lesquels la CCQ est bailleur

Les contrats de location simple ont trait à des espaces excédentaires liés à des immeubles détenus à des fins administratives. Ces contrats ont une durée allant de 1 an à 10 ans et, dans certains cas, comportent une option de renouvellement et une clause d'indexation annuelle. Pour l'exercice 2014, les revenus de location reliés à ces contrats s'établissent à 1 397 874 \$ (1 418 448 \$ en 2013). Les loyers minimums futurs à recevoir en vertu des contrats de location simple s'établissent comme suit :

	2014	2013
Moins de 1 an	1 293	1 421
Plus de 1 an et 5 ans au plus	2 068	3 498
Plus de 5 ans	—	—

26

## Éventualités

### Fonds général d'administration

#### Litiges et contentieux

Des poursuites judiciaires contre la CCQ totalisant 5 963 362 \$ sont en cours à la date de préparation des états financiers (8 871 553 \$ au 31 décembre 2013). Pour ces litiges, la CCQ a comptabilisé des provisions d'un total de 990 000 \$ au 31 décembre 2014 (831 000 \$ au 31 décembre 2013), ce qui correspond au montant que la CCQ estime devoir assumer pour régler ces litiges.

27

## Instruments financiers

### Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers.

La CCQ dispose de politiques de placements à l'égard des placements pour le Fonds général d'administration, les régimes d'assurance et les fonds en fidéicommis. Ces politiques fixent notamment les proportions dans lesquelles seront investies les sommes disponibles entre les différentes classes d'actifs et permettent d'exercer un suivi de la performance des fonds, des classes d'actif et des gestionnaires.

La composition des portefeuilles de référence figure dans le tableau suivant :

Classe d'actifs	Régimes d'assurance	Fonds de formation	Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés		Fonds général d'administration		Autres fonds <sup>1</sup>
			Permanent (200 M \$)	Variable	Permanent (40 M \$)	Variable	
Court terme	10 %	5 %	—	100 %	—	100 %	100 %
Obligations	45 %	40 %	100 %	—	100 %	—	—
<b>Total – Titres à revenu fixe</b>	<b>55 %</b>	<b>45 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>
Actions canadiennes	13 %	15,5 %	—	—	—	—	—
Actions américaines <sup>2</sup>	12,5 %	15,5 %	—	—	—	—	—
Actions internationales <sup>2</sup>	12,5 %	15,5 %	—	—	—	—	—
Titres immobiliers <sup>2</sup>	7 %	8,5 %	—	—	—	—	—
<b>Total – Titres à revenu variable</b>	<b>45 %</b>	<b>55 %</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

1. Autres fonds : Fonds d'indemnisation des salariés de la construction, Fonds de qualification, Fonds de réclamations de salaires, Fonds de cotisations patronales, Fonds de cotisations syndicales, Fonds de contributions sectorielles résidentielles et Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale.

2. L'exposition cible aux devises étrangères est de 50 %.

### Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que pourraient encourir les fonds de la CCQ en raison des fluctuations de la juste valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres qui affectent cette évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers.

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de la variation des taux d'intérêt du marché. Les portefeuilles obligataires et les Bons du Trésor exposent les fonds et régimes administrés par la CCQ au risque de taux d'intérêt.

L'exposition totale aux actifs générant ce risque est de 902 851 000 \$ au 31 décembre 2014 (896 569 000 \$ au 31 décembre 2013). Au 31 décembre 2014, si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté ou diminué de 1 %, toutes les autres variables étant demeurées inchangées, le résultat global ainsi que l'avoir auraient diminué ou augmenté de 59 649 000 \$ (52 870 000 \$ en 2013).



La sensibilité à la fluctuation du taux d'intérêt a été calculée en utilisant la moyenne pondérée de la durée du portefeuille obligataire au 31 décembre 2014.

### Risque de taux de change

Le risque de taux de change correspond au risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Les placements exposent indirectement les fonds et régimes administrés par la CCQ au risque de taux

de change. Cette exposition totale indirecte aux actifs générant ce risque est de 244 236 000 \$ au 31 décembre 2014 (220 918 000 \$ au 31 décembre 2013). Au 31 décembre 2014, étant donné la détention indirecte de placements libellés en devises étrangères, dont les fluctuations ne sont pas protégées par des contrats de change, si le dollar canadien s'était apprécié ou déprécié de 1 % comparativement aux autres devises, les autres variables étant demeurées inchangées, le résultat global ainsi que l'avoir

des fonds et régimes administrés par la CCQ auraient diminué ou augmenté de 2 442 000 \$ (2 209 000 \$ en 2013).

La sensibilité à la fluctuation de la valeur du dollar canadien a été calculée en établissant la valeur des actifs exposés aux devises étrangères au 31 décembre 2014 et en appliquant une variation de  $\pm 1\%$  à la valeur établie. Ce calcul théorique ne tient pas compte des interrelations entre les devises, la seule variable étant la fluctuation du dollar canadien.

Le tableau ci-dessous présente l'exposition aux devises étrangères par pays :

	2014	2013
Afrique du Sud	—	486
Australie	8 117	2 997
Brésil	—	56
Chili	—	128
Corée	—	658
Danemark	905	1 089
Etats-Unis	144 669	120 083
Euro	21 717	10 483
Hong Kong et Chine	8 872	29 519
Hongrie	—	4
Inde	—	128
Israël	413	285
Japon	24 021	15 508
Malaisie	—	301
Maroc	—	453
Norvège	429	555
Nouvelle-Zélande	127	(7)
Pérou	—	69
Pologne	—	124
République Tchèque	—	42
Royaume-Uni	21 190	19 675
Russie	—	302
Singapour	5 632	7 241
Suède	2 011	4 683
Suisse	6 133	5 214
Taiwan	—	834
Thaïlande	—	3
Turquie	—	5
<b>Exposition totale</b>	<b>244 236</b>	<b>220 918</b>

### Juste valeur des instruments financiers dérivés

Les fonds et régimes administrés par la CCQ sont exposés à des fluctuations de taux de change sur les placements détenus indirectement en devises américaines et ont recours à des contrats de change à terme afin de gérer le risque de change. Le tableau ci-dessous présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs des contrats de change à terme.

	2014		2013	
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence	Juste valeur
Achats	129 511	16	118 027	(20)
Ventes	257 375	(2 128)	234 933	(470)
Position vendeur	127 864	(2 112)	116 907	(490)

La juste valeur représente les montants estimatifs que la CCQ recevrait au règlement de contrats favorables, ou qu'elle serait tenue de payer afin de mettre fin aux contrats défavorables en date de la présentation de l'information financière. La juste valeur est évaluée en utilisant une technique d'évaluation généralement acceptée, soit la valeur actualisée de la différence entre la valeur

du contrat à la fin, selon le taux de change de ce contrat, et la valeur du contrat à la fin, selon le taux de change que l'institution financière utiliserait si elle renégociait en date d'aujourd'hui le même contrat aux mêmes conditions. Le risque de crédit de l'institution financière est également considéré dans la détermination de cette juste valeur.

Les contrats de change à terme, présentés sous la rubrique Actifs/passifs liés aux instruments financiers dérivés, ont des échéances inférieures à trois mois et sont répartis comme suit parmi les différents fonds détenant des placements en devises étrangères :

	2014	2013
Régimes d'assurance	(1 712)	(394)
Fonds de formation des salariés de l'industrie de la construction	(400)	(96)
	(2 112)	(490)

### Risque de prix

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix courants (autres que celles découlant des risques de taux d'intérêt ou de change), et que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Ces instruments sont les actions canadiennes, les fonds d'actions américaines, les fonds d'actions internationales et les fonds immobiliers.

L'exposition totale aux actifs générant ce risque est de 694 522 000 \$ au 31 décembre 2014 (632 336 000 \$ au 31 décembre 2013). Au 31 décembre 2014, si les cours boursiers avaient augmenté ou diminué de 10 %, toutes les autres variables étant demeurrées inchangées, le résultat global ainsi que l'avoir auraient augmenté ou diminué de 69 452 000 \$ (63 234 000 \$ en 2013).

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que le Fonds général d'administration, les régimes d'assurance et les fonds en fidéicommiss ne soient pas en mesure de réunir les fonds nécessaires pour respecter leurs obligations financières. L'exposition

maximale au risque de liquidité représentée 6 063 000 \$ au 31 décembre 2014 (4 564 000 \$ au 31 décembre 2013), soit le solde des fournisseurs.

Afin de contrer ce risque, des prévisions de liquidité sont effectuées de façon quotidienne, mensuelle et annuelle, et les transferts bancaires nécessaires sont réalisés. De plus, lors d'un découvert de banque lié à un ou plusieurs fonds en fidéicommiss, des avances substantielles peuvent être consenties par l'institution financière, pour une période ne dépassant normalement pas quelques jours. Les échéances des passifs financiers sont toutes inférieures à un an.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque de perte découlant de l'incapacité d'un tiers à s'acquitter de ses obligations financières. Un risque de crédit peut découler d'un débiteur ou d'un émetteur de titres, ou indirectement d'un garant d'une obligation de crédit. Les fonds sous gestion de la CCQ sont exposés au risque de crédit via la détention de titres obligataires, de dépôts à terme, de la trésorerie et équivalents de trésorerie et les avances sur cotisations. L'exposition

maximale aux actifs générant ce risque est de 1 037 321 000 \$ au 31 décembre 2014 (1 038 917 000 \$ au 31 décembre 2013).

La gestion de ce risque se fait à partir des politiques de placement des fonds. En effet, chacun des mandats de gestion doit se conformer à des contraintes au niveau de l'investissement dans les titres obligataires. Entre autres, il y a une cote de crédit minimale à respecter (soit BB selon l'agence de crédit DBRS ou l'équivalent),

un pourcentage d'investissement maximal est imposé par émetteur et un nombre minimal de titres corporatifs est requis pour rencontrer un certain standard de diversification. À noter que le risque sur les dépôts à terme, la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que sur les avances sur cotisations est jugé non significatif.

**Hiérarchie de la juste valeur**

Les placements évalués à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

	<b>2014</b>		
	Niveau 1	Niveau 2	Total
<b>Placements sous gestion interne (note 12)</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>110 122</b>	<b>18 969</b>	<b>112 091</b>
Intérêts courus sur placements	<b>5 971</b>	<b>—</b>	<b>5 971</b>
Fonds de placements	<b>—</b>	<b>798 918</b>	<b>798 918</b>
Bons du Trésor	<b>—</b>	<b>1 983</b>	<b>1 983</b>
Actions	<b>192 994</b>	<b>—</b>	<b>192 994</b>
Obligations	<b>—</b>	<b>837 626</b>	<b>837 626</b>
	<b>309 087</b>	<b>1 657 496</b>	<b>1 966 583</b>
Dépôts à terme, donnés en garantie	<b>—</b>	<b>66 778</b>	<b>66 778</b>
Instruments financiers dérivés	<b>—</b>	<b>(2 112)</b>	<b>(2 112)</b>
			2013
	Niveau 1	Niveau 2	Total
<b>Placements sous gestion interne (note 12)</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	77 301	50 106	127 407
Intérêts courus sur placements	5 371	—	5 371
Fonds de placements	—	764 753	764 753
Bons du Trésor	—	1 983	1 983
Actions	171 388	—	171 388
Obligations	—	747 127	747 127
	254 060	1 563 969	1 818 029
Dépôts à terme, donnés en garantie	—	66 778	66 778
Instruments financiers dérivés	—	(490)	(490)

28

## Gestion du capital

Au cours de l'exercice 2014, la CCQ s'est conformée aux exigences de la gestion du capital prévue dans la Loi, par le *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* et les conventions collectives qu'elle applique. Le capital est défini comme étant l'avoir des différents fonds et régimes administrés par la CCQ. Pour une information complète, veuillez vous référer à la Loi.

### Fonds général d'administration

Ce fonds est établi pour rendre compte des opérations que la CCQ exerce pour l'application des conventions collectives conclues en vertu de la Loi. Cette loi dicte les responsabilités et les pratiques administratives reliées à l'utilisation et à la gestion des fonds qui proviennent des contributions des employeurs et des cotisations des salariés de l'industrie.

### Régimes d'assurance

Le *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* (RLRQ,R-20, r. 10) fournit l'encadrement quant aux responsabilités et aux pratiques reliées à l'utilisation et à la gestion des fonds. Ce règlement s'appuie sur le respect des conventions collectives de l'industrie. Le capital utilisé provient des contributions des employeurs et des cotisations des salariés de l'industrie.

### Les autres fonds en fidéicommiss

Les autres fonds ont été établis pour rendre compte des contributions reçues, conformément aux conventions collectives en vigueur, pour le financement des activités propres à chacun d'eux, telles qu'elles sont décrites dans la note 3.3 des états financiers.

# RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE **DE RENTES** **2014**

# RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES

Rapport de la direction	193
Rapport de l'auditeur indépendant	194
Opinion actuarielle	195
<b>États financiers</b>	
Situation financière	196
Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations	197
Évolution des obligations au titre de prestations de retraite	198
Notes afférentes aux états financiers	199

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Régime supplémentaire de rentes administré par la Commission de la construction du Québec (CCQ) relèvent de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Les états financiers ont été établis par la direction conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Ils renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable, afin de s'assurer que les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel de gestion est concordante avec les états financiers.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne ainsi que des systèmes de présentation de l'information financière de qualité, moyennant un coût raisonnable. Ces systèmes fournissent un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, exacte et fiable, et que les actifs de la CCQ sont correctement comptabilisés et bien protégés.

La CCQ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses activités conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son Comité de vérification.

Les actuaire de la firme Aon Hewitt ont été nommés actuaire-conseils par la CCQ, conformément au *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* (R 20, r. 10). Leur rôle consiste à évaluer les engagements et les réserves actuarielles figurant dans les états financiers du Régime supplémentaire de rentes. Ils font état de leurs conclusions à la CCQ.

Le Comité de vérification est nommé par le Conseil d'administration. Tous ses membres sont des administrateurs externes, dont deux sont des membres indépendants de la CCQ. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la direction ainsi que la direction de la vérification interne, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, des questions d'audit et de présentation de l'information financière, de s'assurer que chaque partie remplit correctement ses fonctions, et d'examiner les états financiers et le rapport de l'auditeur indépendant.

Le Comité de vérification fait part de ses constatations au Conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers produits à son intention.

Les états financiers ont été audités par le Vérificateur général du Québec conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit, ainsi que l'expression de son opinion. L'auditeur a librement et pleinement accès au Comité de vérification.



Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Le 27 mai 2015

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

## Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Régime supplémentaire de rentes administré par la Commission de la construction du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014 et les états de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de l'obligation au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes afférentes.

## Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur

prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

## Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Régime supplémentaire de rentes administré par la Commission de la construction du Québec au 31 décembre 2014, ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

## Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (RLRQ, chapitre R-15.1) (la Loi) prévoit des dispositions relatives au financement et à l'évaluation de la solvabilité des régimes de retraite. Selon la note 3, le Régime supplémentaire de rentes administré par la Commission n'applique pas ces dispositions depuis 2001. Tel que mentionné dans l'opinion actuarielle jointe aux états financiers, la Loi prévoit que la période d'amortissement des déficits actuariels aux fins de solvabilité ne peut excéder cinq ans. Selon la Direction de la Commission, tel que divulgué à la note 9.3, l'application de la période d'amortissement prévue par la Loi, sur la base de 153 000 000 d'heures travaillées projetées annuellement

(2014 : 160 000 000 d'heures), aurait entraîné une cotisation patronale pour services passés de 3,59 \$ par heure travaillée en 2015 par un apprenti ou un compagnon (3,80 \$ en 2014) au lieu de la cotisation établie à 1,335 \$ (1,925 \$ en 2014). Une cotisation de 3,59 \$ par heure travaillée pour les cinq prochaines années aurait permis d'amortir le déficit actuariel de solvabilité de 2,6 milliards de dollars au 31 décembre 2014 (2,8 milliards au 31 décembre 2013), dont une somme de 1,6 milliard (1,4 milliard au 31 décembre 2013) n'est pas couverte par la cotisation pour services passés, sur la base de l'hypothèse que la cotisation est établie à 1,335 \$ pour les cinq prochaines années. Il est prévu que la cotisation patronale pour services passés versée au compte général sera diminuée de 1,335 \$ par heure travaillée à 1,095 \$ à la suite d'une modification du régime afin que les frais d'administration soient imputés au compte complémentaire au lieu du compte général; la réduction de 0,24 \$ par heure travaillée de la cotisation patronale pour services passés entraînera une augmentation équivalente de la cotisation patronale pour services courants versée au compte complémentaire.

## Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,



Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 27 mai 2015



## RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES POUR LES EMPLOYÉS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

Évaluation actuarielle au 31 décembre 2014

### OPINION ACTUARIELLE

Le Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec a été évalué au 31 décembre 2014, sur la base du *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* en vigueur à cette date et sur la base des données arrêtées au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Nous certifions par les présentes, qu'à notre avis :

- a) Le Régime affiche, au 31 décembre 2014, un excédent de la valeur actuarielle de l'actif sur la valeur présente des prestations du compte général, du compte des retraités et du compte complémentaire de 346 066 000 \$.
- b) La caisse de retraite n'est pas solvable au 31 décembre 2014. Si le Régime devait être dissous au 31 décembre 2014, la valeur totale de l'actif des trois comptes serait inférieure à la valeur totale des engagements du Régime.
- c) Le montant des cotisations d'amortissement affectées au financement du manque de la valeur actuarielle de l'actif sur la valeur présente des prestations est détaillé dans le tableau suivant, conformément à la dernière évaluation actuarielle sur base de capitalisation :

Année	Apprentis \$/heure	Compagnon \$/heure
Du 1 <sup>er</sup> janvier 2015 à la date d'entrée en vigueur de la modifi- cation aux frais	1,335	1,335
De la date d'entrée en vigueur de la modification aux frais au 31 décembre 2019	1,095	1,095

- d) La valeur présente des cotisations d'amortissement au 31 décembre 2014 en supposant que la date d'entrée en vigueur de la modification au frais est le 1<sup>er</sup> janvier 2015 est de 663 012 000 \$.
- e) La *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (Loi RCR) indique que la période d'amortissement des déficits actuariels aux fins de solvabilité ne peut excéder cinq ans. Ainsi, sur la base de 153 000 000 heures travaillées projetées en 2016, la cotisation d'équilibre minimale en 2015, sur base de solvabilité, prévue par la Loi RCR correspond à 3,59 \$/heure travaillée.
- f) En supposant l'utilisation des mesures d'allègement aux règles de solvabilité qui permettent l'amortissement du déficit de solvabilité sur 10 ans, la cotisation d'équilibre minimale en 2015 s'élève à 292 488 000 \$, soit 1,91 \$/heure travaillée sur la base de 153 000 000 heures.
- g) Les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables aux fins de l'évaluation.
- h) Les méthodes et hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation actuarielle sont appropriées et les hypothèses sont intrinsèquement raisonnables aux fins de l'évaluation de la situation financière du régime de retraite sur base de continuité au 31 décembre 2014.

- i) Les méthodes et hypothèses actuarielles utilisées selon l'approche de solvabilité sont conformes à celles prescrites par les législations applicables aux fins de l'évaluation de la situation financière du régime de retraite sur base de liquidation hypothétique au 31 octobre 2014 (soit le dernier taux connu à la date de la préparation du rapport sur l'évaluation).
- j) Cette évaluation satisfait les exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada-Comptabilité*.

Nous avons produit cette évaluation actuarielle conformément à la pratique actuarielle reconnue.

*Claude Lockhead*

Claude Lockhead, FICA, FSA  
Associé principal

Aon Hewitt  
700, rue De La Gauchetière Ouest  
Bureau 1800  
Montréal (Québec) H3B 0A7

Le 25 février 2015

## RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES

### Situation financière

Au 31 décembre 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2014	2014	2014	2013
	Compte général	Compte complémentaire	Compte des retraités	Total	Total
<b>Actif</b>					
Dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) (note 6)	–	51 002	10 000	61 002	108 006
Dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDPQ (note 7.2)	4 186 688	7 047 925	6 604 838	17 839 451	15 753 512
Revenus de placement à recevoir de la CDPQ	23 658	40 604	34 847	99 109	81 085
Encaisse (note 6)	–	–	–	–	1 207
Placements et revenus courus (note 7.1)	–	–	–	–	4 185
Cotisations des salariées à recevoir	–	24 804	–	24 804	23 338
Cotisations des employeurs à recevoir	22 528	21 034	–	43 562	45 383
Cotisations de réciprocité à recevoir	1 123	2 232	–	3 355	4 114
Transfert à recevoir du compte général	–	–	31 501	–	–
Transfert à recevoir du compte complémentaire	–	–	17 648	–	–
	4 233 997	7 187 601	6 698 834	18 071 283	16 020 830
<b>Passif</b>					
Avances du fonds général de la CDPQ (note 6)	11 000	–	–	11 000	–
Découverts bancaires (note 6)	23 971	396	588	24 955	4 479
Passifs liés aux placements (note 7.1)	26 100	988	1 157	28 245	11 967
Créditeurs (note 10)	7 380	1 396	–	8 776	30 268
Cotisations à rembourser après retraite	–	43 889	–	43 889	43 010
Rentes et prestations forfaitaires à payer	6 092	7 354	3 452	16 898	10 697
Transferts à payer au compte des retraités	31 501	17 648	–	–	–
	106 044	71 671	5 197	133 763	100 421
<b>Actif net disponible pour le service des prestations</b>	4 127 953	7 115 930	6 693 637	17 937 520	15 920 409
<b>Obligations au titre des prestations de retraite</b> (note 9.1)	3 430 015	7 115 930	6 614 982	17 160 927	16 006 296
<b>Surplus (Déficit)</b>	697 938	–	78 655	776 593	(85 887)

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

### Pour le conseil d'administration

Diane Lemieux  
Présidente-directrice générale

Sylvie L'Écuyer  
Présidente du Comité de vérification

## RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES

### Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2014	2014	2014	2013
	Compte général	Compte complémentaire	Compte des retraités	Total	Total
<b>Augmentation de l'actif</b>					
Cotisations des salariés (note 9.4)	952	321 745	—	322 697	314 949
Cotisations des employeurs (note 9.4)	291 443	279 176	—	570 619	591 026
Cotisations de réciprocité	3 938	7 780	—	11 718	6 707
Cotisations après retraite (note 9.4)	—	43 889	—	43 889	42 978
Revenus nets de placement des dépôts à participation de la CDPQ (note 11.2)	458 052	734 882	704 004	1 896 938	1 268 384
Revenus d'intérêts à la CDPQ (note 11.2)	5	11	6	22	3
Revenus nets de placement sous gestion interne (note 11.1)	(37)	348	(200)	111	66
Transfert du compte général	—	—	390 288	—	—
Transfert du compte complémentaire	—	—	255 315	—	—
	754 353	1 387 831	1 349 413	2 845 994	2 224 113
<b>Diminution de l'actif</b>					
Rentes et prestations forfaitaires (note 9.4)	30 276	34 079	663 974	728 329	697 235
Remboursement des heures après retraite	—	44 485	—	44 485	43 860
Dépenses imputées par le Fonds général d'administration de la CCQ (note 9.4)	34 234	192	—	34 426	26 935
Biens non réclamés transférables à l'Agence du revenu du Québec	21 331	—	—	21 331	3 700
Transferts au compte des retraités	390 288	255 315	—	—	—
Dépenses administratives (note 9.4)	312	—	—	312	239
	476 441	334 071	663 974	828 883	771 969
<b>Augmentation de l'actif net au cours de l'exercice</b>	277 912	1 053 760	685 439	2 017 111	1 452 144
<b>Actif net disponible pour le service des prestations au début de l'exercice</b>	3 850 041	6 062 170	6 008 198	15 920 409	14 468 265
<b>Actif net disponible pour le service des prestations à la fin de l'exercice</b>	4 127 953	7 115 930	6 693 637	17 937 520	15 920 409

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES

### Évolution des obligations au titre des prestations de retraite

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2014	2014	2014	2013
	Compte général	Compte complémentaire	Compte des retraités	Total	Total
<b>Augmentation des obligations</b>					
Modification des hypothèses actuarielles	–	–	–	–	70 916
Intérêts cumulés sur la valeur actuarielle des prestations et rendement du compte complémentaire	<b>226 547</b>	<b>735 241</b>	<b>383 061</b>	<b>1 344 849</b>	1 019 677
Transfert du compte général	–	–	<b>375 272</b>	–	–
Transfert du compte complémentaire	–	–	<b>255 315</b>	–	–
Pertes (gains) d'expérience	<b>32 506</b>	–	<b>(26 840)</b>	<b>5 666</b>	114 218
Prestations constituées	–	<b>652 590</b>	–	<b>652 590</b>	649 932
	<b>259 053</b>	<b>1 387 831</b>	<b>986 808</b>	<b>2 003 105</b>	1 854 743
<b>Diminution des obligations</b>					
Modification des hypothèses actuarielles	<b>50 764</b>	–	<b>10 411</b>	<b>61 175</b>	–
Prestations versées et frais	<b>30 872</b>	<b>78 756</b>	<b>656 340</b>	<b>765 968</b>	766 353
Variation des biens non réclamés transférables à l'Agence du revenu du Québec	<b>21 331</b>	–	–	<b>21 331</b>	3 700
Transfert au compte des retraités	<b>375 272</b>	<b>255 315</b>	–	–	–
	<b>478 239</b>	<b>334 071</b>	<b>666 751</b>	<b>848 474</b>	770 053
<b>Augmentation (diminution) des obligations au cours de l'exercice</b>	<b>(219 186)</b>	<b>1 053 760</b>	<b>320 057</b>	<b>1 154 631</b>	1 084 690
<b>Obligations au titre des prestations de retraite au début de l'exercice</b>	<b>3 649 201</b>	<b>6 062 170</b>	<b>6 294 925</b>	<b>16 006 296</b>	14 921 606
<b>Obligations au titre des prestations de retraite à la fin de l'exercice</b>	<b>3 430 015</b>	<b>7 115 930</b>	<b>6 614 982</b>	<b>17 160 927</b>	16 006 296

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

## RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

(Tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1

### Constitution et objet

La Commission de la construction du Québec (CCQ), constituée en vertu de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (RLRQ, chapitre R-20) (Loi) est une personne morale au sens du Code civil et est chargée de la mise en application des conventions collectives propres à l'industrie de la construction, de l'administration de tout régime relatif aux avantages sociaux ainsi que de la formation professionnelle et de la gestion de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction.

Les présents états financiers présentent uniquement le régime de retraite interentreprise. Des états financiers distincts ont été préparés pour le Fonds général d'administration, les régimes d'assurances et les neuf fonds en fidéicommiss.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, la CCQ n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu. L'adresse de son siège social est le 8485, avenue Christophe-Colomb, Montréal (Québec), H2M 0A7.

2

### Base d'établissement

Conformément à la partie IV du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*, les états financiers du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec (Régime supplémentaire de rentes ou Régime) ont été établis selon les Normes comptables canadiennes sur les régimes de retraite,

soit le chapitre 4600 de ce manuel. De plus, le Régime supplémentaire de rentes a choisi d'appliquer les Normes internationales d'information financière (IFRS) de la Partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* pour ce qui est des normes qui ne concernent pas le portefeuille de placements ni les obligations au titre des prestations de retraite.

Les présents états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le Conseil d'administration le 27 mai 2015.

3

### Description du régime supplémentaire de rentes

La description fournie ci-dessous ne constitue qu'un résumé du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec. Pour obtenir des renseignements plus complets, les lecteurs devront se reporter au *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* (RLRQ, chapitre R-20, r. 10). Ce règlement est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

#### Généralités

Il s'agit d'un régime de retraite interentreprises qui a été élaboré par le Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction. En vertu du Régime supplémentaire de rentes, les cotisations sont versées par les employeurs et les participants. Il est enregistré conformément à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (RLRQ, chapitre R-15.1), au numéro 25299.

Une caisse de retraite est établie pour recevoir les cotisations des participants et des employeurs, et pourvoir au paiement des prestations payables en vertu du Régime supplémentaire de rentes. Il est constitué de trois comptes distincts : le compte général,

le compte complémentaire et le compte des retraités.

Jusqu'au 25 décembre 2004, le compte général était alimenté par les cotisations des employeurs et des participants en vertu d'une formule générale applicable à tous les participants. Il constituait une disposition à prestations déterminées et prévoyait l'accumulation de crédits de rentes sur la base des heures travaillées ajustées. Depuis le 26 décembre 2004, le compte général est alimenté uniquement par les cotisations des employeurs pour services passés. Ces cotisations sont versées pour amortir le déficit actuariel du Régime supplémentaire de rentes. Le compte général assume les dépenses imputées par le Fonds général d'administration de la CCQ concernant l'administration du Régime supplémentaire de rentes ainsi que les autres dépenses administratives du compte des retraités.

Le compte complémentaire constitue une disposition à cotisations déterminées, et la rente payable est égale au montant de la rente constituée par la valeur accumulée du compte du participant à la date de sa retraite. Jusqu'au 25 décembre 2004, le compte complémentaire recevait les cotisations versées par les participants selon des formules propres à chaque métier ou occupation. Depuis le 26 décembre 2004, il reçoit les cotisations des employeurs pour services courants, les cotisations des participants en vertu de la formule générale applicable à tous les participants ainsi que celles versées selon des formules propres à chaque métier ou occupation.

Les comptes général et complémentaire pourvoient au paiement de la prestation payable à l'occasion du décès ou du départ d'un participant non retraité. Lors de la retraite d'un participant, une partie de l'actif des deux comptes, lorsqu'applicable, est transférée au compte des retraités, afin de pourvoir à la constitution de la rente viagère payable au retraité ou à son conjoint.

Le compte des retraités bénéficie des revenus de son actif propre.

### Politique de capitalisation

Au sens de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (RLRQ, chapitre R-15.1), il n'y a aucun promoteur du Régime supplémentaire de rentes, car ce dernier a été créé en vertu du *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* (RLRQ, chapitre R-20, r. 10). Ce règlement vise à donner effet à des clauses des conventions collectives de l'industrie de la construction, dont la CCQ doit assurer l'application.

Conformément à l'article 118 de ce règlement, la CCQ fait évaluer le Régime supplémentaire de rentes par un actuaire externe, au plus tard trois ans après la dernière évaluation. L'évaluation entre en vigueur le 31 décembre de l'année. L'opinion actuarielle vaut pour les trois années qui suivent la date d'entrée en vigueur de l'évaluation sauf si le Régime est en situation d'insolvabilité, auquel cas l'évaluation est requise sur une base annuelle. L'approche préconisée pour se prémunir contre les fluctuations du rendement de l'actif et les ajustements des hypothèses économiques et démographiques est l'utilisation d'une réserve pour fluctuations économiques pour le compte général et d'une réserve pour indexations futures pour le compte des retraités.

Les objectifs de l'évaluation actuarielle sont les suivants : 1) recommander, s'il y a lieu, un ajustement de la répartition de la cotisation patronale totale entre la cotisation patronale pour services passés et celle pour services courants; et 2) recommander un ajustement, s'il y a lieu, des rentes de base accumulées et des rentes en cours de paiement à la date d'entrée en vigueur de l'évaluation. Cette évaluation repose sur des hypothèses déterminées par les actuaires externes à la CCQ sous la responsabilité de la direction (voir la note 9).

### Prestations de retraite

Le participant acquiert le droit à une rente de retraite sans réduction à 1) l'âge de 65 ans, 2) à l'âge de 60 ans, si la somme de son âge et de ses heures travaillées divisée par 1 400 atteint ou dépasse 70, 3) à l'âge de 55 ans,

si la somme de son âge et de ses heures travaillées divisée par 1 400 atteint ou dépasse 80, ou 4) si la somme de son âge et de ses années de service atteint ou dépasse 80.

Dans le cas d'un participant âgé de 55 ans dont la somme de l'âge et du total des heures travaillées divisées par 1 400 atteint ou dépasse 80, mais dont la somme de l'âge et des années de service est inférieure à 80, sa rente n'est pas réduite, sauf pour la portion relative à des heures travaillées après 1991, qui est réduite de 0,25 % par mois compris entre la date de sa retraite et la date la plus rapprochée entre celle à laquelle la somme de son âge et de ses années de service aurait atteint 80 s'il avait continué d'accumuler des années de service, et celle où il aurait atteint l'âge de 60 ans.

Le participant acquiert le droit à une rente de retraite anticipée avec réduction actuarielle à l'âge de 55 ans, ou à l'âge de 50 ans si la somme de son âge et du total des heures travaillées divisée par 1 400 atteint ou dépasse 60.

Le participant prenant sa retraite avant 65 ans peut choisir de recevoir une rente majorée, pour ensuite recevoir une rente réduite à compter de l'âge de 65 ans.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014, le participant peut demander une rente de son compte général tout en continuant d'accumuler des droits dans son compte complémentaire, ce qui correspond aux nouvelles dispositions de retraite partielle. Le participant est admissible à la retraite partielle s'il respecte les conditions suivantes : 1) il a accumulé au moins 21 000 heures, 2) il est admissible à une rente selon les mêmes dispositions que dans les paragraphes précédents, 3) sa rente relative au compte général, ajustée selon les dispositions mentionnées au Règlement, est égale ou supérieure à 1 800 \$ par année et 4) la valeur de son compte complémentaire à la date de retraite partielle est supérieure à 0 \$.

Les rentes sont sujettes à des ajustements déterminés par la CCQ à la suite d'une évaluation actuarielle du Régime supplémentaire de rentes.

### Prestations d'invalidité

Tout participant aux prises avec une invalidité totale, qui a accumulé au moins 21 000 heures travaillées et a atteint l'âge de 50 ans, est admissible à la retraite pour invalidité à compter de la 53<sup>e</sup> semaine suivant le début de son invalidité. Le cas échéant, la rente payable en vertu du compte général, pour services antérieurs au 26 décembre 2004 est réduite de 0,25 % par mois compris entre la date de retraite du participant et la date la plus rapprochée à laquelle il aurait été admissible à une rente de retraite sans réduction. La rente payable en vertu du compte complémentaire est égale à la rente constituée par la valeur accumulée du compte du participant à la date de sa retraite. La rente d'invalidité totale demeure payable même si l'invalidité cesse.

### Prestations au décès

Lors du décès d'un participant non retraité, son conjoint survivant admissible reçoit une prestation forfaitaire égale à la valeur actuarielle de la rente constituée par le participant.

Lorsqu'un retraité décède avant d'avoir reçu 60 versements mensuels, son conjoint reçoit une rente égale à 100 % de la rente que recevait le retraité, et ce, jusqu'à ce qu'un total de 60 versements mensuels aient été versés. Par la suite, la rente payable au conjoint est réduite à 60 % de la rente que recevait le retraité (50 % si le conjoint a renoncé à la rente réversible à 60 % au moment de la retraite du participant).

Lorsqu'un retraité décède après avoir reçu 60 versements mensuels, son conjoint reçoit une rente égale à 60 % de la rente que recevait le retraité (50 % si le conjoint, au moment de la retraite du participant, a renoncé à la rente réversible à 60 %).

Lorsqu'un retraité décède sans conjoint et avant d'avoir reçu 60 versements mensuels, son bénéficiaire désigné reçoit une prestation forfaitaire égale à la valeur actuarielle du solde des 60 versements mensuels garantis au moment de la retraite.



Depuis le 26 décembre 2004, le participant peut choisir que sa rente soit remplacée par une rente dont le paiement est garanti pour une période de dix ans. Dans ce cas, il faut remplacer 60 versements par 120 versements partout où ces derniers se retrouvent.

### Prestations de départ

Un participant n'ayant eu aucune heure de travail à son crédit pendant 24 mois consécutifs a droit à une rente différée égale à la rente de base du compte général et à la rente relative à son compte complémentaire. Toutefois, tant que le participant n'est pas admissible à une rente de retraite normale ou anticipée, il peut demander le transfert de la valeur actuarielle de sa rente différée à un autre véhicule d'épargne retraite autorisé.

### Cotisations après retraite

Jusqu'au 25 décembre 2004, les cotisations reçues dans le compte général étaient remboursées, au cours de l'année suivante, aux participants recevant une rente de retraite ou ayant dépassé l'âge normal de la retraite. Depuis le 26 décembre 2004, seuls les employeurs cotisent au compte général, et leurs cotisations pour services passés ne sont plus remboursées. Les cotisations reçues des salariés et des employeurs dans le compte complémentaire sont remboursées au cours de l'année suivante aux participants recevant une rente de retraite ou ayant dépassé l'âge de la retraite.

### Loi sur les régimes complémentaires de retraite

Le Régime supplémentaire de rentes est assujéti à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (RLRQ, chapitre R-15.1). Les modifications à cette loi entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001 ont fait l'objet de discussions entre la CCQ et la Régie des rentes du Québec quant à leur application, étant donné que la mise en œuvre de plusieurs dispositions lui causerait des difficultés excessives en raison des caractéristiques du Régime supplémentaire de rentes. Ces discussions ont amené la publication, le 12 mai 2004, du Décret 415-2004 soustrayant le Régime supplémentaire de rentes à certaines dispositions de ladite loi ou reportant leur application. Cependant, certaines dispositions

concernant le financement et la solvabilité du Régime supplémentaire de rentes ne sont pas appliquées et demeurent en discussion.

## 4

## Principales méthodes comptables

### 4.1

#### Nouvelles méthodes comptables adoptées au 1<sup>er</sup> janvier 2014

##### Instruments financiers – Présentation

En décembre 2011, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié des modifications à l'IAS 32 *Instruments financiers : présentation* afin de clarifier les exigences de compensation des actifs financiers et des passifs financiers. L'IASB a spécifié que le droit de compensation doit être juridiquement exécutoire même dans les cas de faillite. Le Régime a appliqué les modifications à l'IAS 32 dans ces états financiers annuels de l'exercice débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ces modifications n'ont pas eu d'impact sur les états financiers du Régime.

### 4.2

#### Base d'évaluation

Les présents états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique à l'exception des instruments financiers, dont l'évaluation est décrite à la note 4.6 et à l'exception des obligations au titre des prestations de retraite, dont l'évaluation est décrite à la note 4.4 et à la note 9.1

### 4.3

#### Principes de consolidation

Les états financiers du Régime supplémentaire de rentes ne sont pas consolidés dans les états financiers du Fonds général d'administration de la CCQ, car en vertu des lois, des règlements et des conventions collectives, le Régime constitue une fiducie légale distincte et cette fiducie n'est pas contrôlée par le Fonds général d'administration de la CCQ.

### 4.4

#### Jugements dans l'application des méthodes comptables et sources d'incertitudes relatives aux estimations

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite exige que la direction exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables et qu'elle ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels portant sur les éléments faisant l'objet d'hypothèses et d'estimations pourraient donc différer des estimations comptabilisées.

#### Évaluation des obligations au titre des prestations de retraite

L'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite du Régime supplémentaire de rentes requiert l'utilisation de données statistiques et d'autres paramètres visant à anticiper des évolutions futures. Ces paramètres incluent le taux d'actualisation et la table de mortalité. Dans des circonstances où les hypothèses actuarielles s'avéreraient significativement différentes des données réelles observées ultérieurement, il pourrait en résulter une modification substantielle des obligations au titre des prestations de retraite ainsi que du montant du surplus ou du déficit du Régime présenté à l'état de la situation financière. L'évaluation actuarielle aux fins de capitalisation a été utilisée pour enregistrer les obligations au titre de prestations de retraite.

### 4.5

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes d'encaisse et des découverts bancaires ainsi que des dépôts à vue et des avances du fonds général de la CDPQ.

## 4.6

### Instruments financiers

#### Comptabilisation

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque le Régime devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou ont été transférés et que le Régime a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré.

#### Classement et évaluation

Les dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDPQ, les placements et revenus courus, et les passifs liés aux placements sont évalués à la juste valeur en vertu du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*.

Lors de la comptabilisation initiale, le Régime a effectué les classements suivants selon les fins pour lesquelles il a acquis les instruments financiers :

- Les éléments composant la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont désignés comme des actifs financiers disponibles à la vente et sont évalués à leur juste valeur;
- Les revenus de placements à recevoir de la CDPQ sont classés comme des prêts et créances.

Les instruments financiers désignés dans la catégorie disponible à la vente sont comptabilisés initialement à la juste valeur et ultérieurement évalués aussi à la juste valeur.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les échéances des prêts et créances sont toutes inférieures à un an. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ultérieurement, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué d'une provision pour pertes de valeur, s'il y a lieu. Cette évaluation correspond en général au coût.

#### Évaluation de la juste valeur

Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, les justes valeurs sont déterminées en fonction de l'information disponible.

#### Placements sous gestion interne

Lorsqu'un marché actif existe, la juste valeur des actifs financiers est déterminée selon le cours de clôture des marchés boursiers à la date de clôture des états financiers.

Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à l'instrument est utilisé ou la valeur est déterminée en fonction de techniques d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux, telle que l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Ces évaluations s'appuient sur des hypothèses et des données d'entrée observables, telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, l'écart de crédit et le taux d'actualisation.

Les placements sous gestion interne présentés dans le Régime, soit les placements et revenus courus et les passifs reliés aux placements, se composent de parts de fonds de marché monétaire initialement comptabilisées à leur juste valeur utilisant le cours de clôture et ensuite réévaluées à leur juste valeur correspondant au cours du marché à la date de la clôture des comptes.

La juste valeur des instruments financiers sous gestion interne autres que les fonds de marché monétaire est équivalente à la valeur comptable, en raison de leur échéance à court terme, et correspond au cours du marché.

#### Dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDPQ

Les dépôts à participation aux fonds particuliers, détenus par les comptes général, complémentaire et des retraités (fonds particuliers), sont inscrits à la juste valeur établie par la CDPQ. Ces dépôts à participation sont notamment investis dans les portefeuilles spécialisés de la CDPQ, pour

lesquels celle-ci établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux tels que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'avoir net dudit portefeuille par le nombre d'unités émises. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les revenus de placements de l'exercice. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

#### Établissement et hiérarchie de la juste valeur

Le Régime classe les instruments financiers évalués à la juste valeur à l'état de la situation financière selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) soit indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques et les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que sur des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables.
- Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).



Le classement des instruments financiers entre les niveaux hiérarchiques est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés annuellement à la juste valeur.

## 4.7

### Dépréciation d'actifs financiers

À chaque date de clôture, le Régime évalue s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier classé dans les prêts et créances. S'il existe une telle indication, une perte de valeur correspondant à la différence entre le coût amorti de l'actif financier et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument, est enregistrée à l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations. Ces pertes de valeur sont reprises au cours de périodes futures si le montant de la perte diminue et que la diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur. Au 31 décembre 2014, il n'y a aucune perte de valeur constatée.

## 4.8

### Constataion des revenus

Les revenus autres que les revenus de placement sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au compte concerné et que ces revenus peuvent être évalués de façon fiable. Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Des critères de reconnaissance propres à chaque type de revenus sont énumérés ci-après :

#### Cotisations des salariés, des employeurs et cotisations de réciprocité

Les cotisations des salariés, des employeurs et les cotisations de réciprocité sont constatées dans l'exercice au cours duquel les heures donnant droit à des rentes sont travaillées.

Les cotisations de réciprocité sont des cotisations reçues qui font suite à une entente entre le régime d'avantages sociaux de l'industrie de la construction du Québec et des régimes de l'extérieur du Québec.

#### Cotisations après retraite

Les cotisations après retraite sont constatées dans l'exercice au cours duquel les heures sont travaillées.

#### Revenus nets de placement

Les revenus nets de placement sont composés principalement de revenus d'intérêts, de revenus de participation au revenu net de fonds de placements et de gains (pertes) réalisé(e)s et non réalisé(e)s et sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé, alors les revenus provenant de la participation au revenu net de fonds de placement sont constatés au moment de leur distribution.

## 5

### Normes comptables non encore entrées en vigueur

À la date d'autorisation de ces états financiers, de nouvelles normes, des modifications et interprétations des normes existantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore en vigueur, et le Régime ne les a pas adoptées de façon anticipée.

La direction prévoit que les modifications des normes seront appliquées au cours de la première période débutant après la date de leur entrée en vigueur. L'information sur les nouvelles normes et sur les modifications et les interprétations, qui sont susceptibles d'être pertinentes pour les états financiers du Régime, est fournie ci-après. Certaines autres nouvelles normes, modifications et interprétations ont été publiées, mais la direction ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence importante sur les états

financiers du Régime. À noter que le Régime n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes dans ses états financiers.

#### Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9 *Instruments financiers*. L'IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et introduit un modèle prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues de même qu'une nouvelle approche de la comptabilité de couverture.

Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les spécifications actuelles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. L'IFRS 9 introduit aussi un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun. Enfin, l'IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture et des informations à fournir correspondantes sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'IFRS 9 s'appliquera au Régime à compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et l'application anticipée est permise.

## 6

## Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les éléments de trésorerie et d'équivalents de trésorerie ont tous une échéance en deçà d'un an et sont répartis comme suit dans les différents comptes du Régime :

	2014	2013
<b>(Découvert bancaire) Encaisse</b>		
Compte général <sup>1</sup>	(23 971)	(4 479)
Compte complémentaire <sup>1</sup>	(396)	1 024
Compte des retraités <sup>1</sup>	(588)	183
	<b>(24 955)</b>	<b>(3 272)</b>
<b>Dépôts à vue au (avances du) fonds général de la CDPQ<sup>2</sup></b>		
Compte général	(11 000)	18 002
Compte complémentaire	51 002	67 003
Compte des retraités	10 000	23 001
	<b>50 002</b>	<b>108 006</b>
	<b>25 047</b>	<b>104 734</b>

1. Soldes négatifs correspondent à des transactions en attente de règlement, à des chèques émis non encaissés et au décaissement anticipé des rentes mensuelles de janvier 2015.

2. Les dépôts à vue au fonds général de la CDPQ ainsi que les avances du fonds général de la CDPQ portent intérêt au taux annuel de rendement établi quotidiennement par la CDPQ. Ce taux est majoré de 0,05 % pour les avances au 31 décembre 2014 et 2013. Le taux des dépôts à vue est de 1,0 % au 31 décembre 2014 et 2013.

Les éléments de trésorerie et d'équivalents de trésorerie sont de niveau 1 selon les niveaux hiérarchiques des évaluations de la juste valeur définies à la note 4.6. Aucun de ces éléments n'est classé au niveau 3.

Les découverts bancaires comprennent des soldes dus ou des avances à d'autres fonds ou régimes administrés par la CCQ dont le montant ne peut être distingué.



## Placements

### 7.1

#### Placements sous gestion interne

##### a) Placements

Les placements et revenus courus et les passifs liés aux placements n'ont pas d'échéance déterminée et sont répartis comme suit :

	2014	2013
Fonds de marché monétaire	(28 234)	(7 778)
Intérêts courus	(11)	(4)
	(28 245)	(7 782)

Les placements et revenus courus et les passifs liés aux placements sont présentés comme suit dans les différents comptes du Régime à l'état de la situation financière :

	2014	2013
Compte général <sup>1</sup>	(26 100)	(11 967)
Compte complémentaire <sup>1</sup>	(988)	3 395
Compte des retraités <sup>1</sup>	(1 157)	790
	(28 245)	(7 782)

1. Soldes négatifs correspondent à des transactions en attente de règlement et au décaissement anticipé des rentes mensuelles du mois de janvier suivant.

##### b) Hiérarchie de la juste valeur

Les unités de fonds de marché monétaire sont de niveau 2 et les intérêts courus sont de niveau 1 selon les niveaux hiérarchiques des évaluations de juste valeur définies à la note 4.6. Aucun instrument financier n'est classé au niveau 3.

## 7.2

### Dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDPQ

#### a) Placements

Les composantes des dépôts à participation aux fonds particuliers sont réparties comme suit dans les différents comptes du Régime :

#### Compte général

	2014	2013
Placements	<b>4 195 509</b>	3 867 101
Dépôts à vue au (avance du) fonds général de la CDPQ	<b>(2 073)</b>	1 279
Revenus de placements courus et à recevoir	<b>16 910</b>	11 910
Passifs relatifs aux placements	–	(4 004)
Montant à distribuer au détenteur de dépôts à participation	<b>(23 658)</b>	(20 360)
Dépôts à participation du compte général à la CDPQ	<b>4 186 688</b>	3 855 926

#### Compte complémentaire

	2014	2013
Placements	<b>7 064 343</b>	5 989 101
Dépôts à vue au (avance du) fonds général de la CDPQ	<b>(3 725)</b>	2 471
Revenus de placements courus et à recevoir	<b>27 911</b>	18 278
Passifs relatifs aux placements	–	(4 215)
Montant à distribuer au détenteur de dépôts à participation	<b>(40 604)</b>	(30 589)
Dépôts à participation du compte complémentaire à la CDPQ	<b>7 047 925</b>	5 975 046

#### Compte des retraités

	2014	2013
Placements	<b>6 616 717</b>	5 938 275
Dépôts à vue au (avance du) fonds général de la CDPQ	<b>(3 439)</b>	1 992
Revenus de placements courus et à recevoir	<b>26 407</b>	18 276
Passifs relatifs aux placements	–	(5 867)
Montant à distribuer au détenteur de dépôts à participation	<b>(34 847)</b>	(30 136)
Dépôts à participation du compte des retraités à la CDPQ	<b>6 604 838</b>	5 922 540

Les placements à la juste valeur des fonds particuliers, les passifs liés aux placements ainsi que les pourcentages de détention d'unités de participation dans chacun des portefeuilles spécialisés de la CDPQ se détaillent comme suit :

## Compte général

		2014		2013
<b>Placements</b>	%		%	
Unités de participation de portefeuilles spécialisés				
Revenu fixe				
Valeurs à court terme (740)	1,4	96 984	1,1	39 881
Obligations (760)	2,2	1 400 240	2,3	1 278 075
Obligations à long terme (764)	23,1	509 324	24,2	456 462
Dettes immobilières (750)	1,4	140 011	1,4	124 236
		2 146 559		1 898 654
Placements sensibles à l'inflation				
Infrastructures (782)	1,5	149 331	1,6	128 839
Immeubles (710)	1,9	442 033	2,1	470 701
		591 364		599 540
Actions				
Actions canadiennes (720)	1,6	392 660	1,6	375 227
Actions Qualité mondiale (736)	1,0	284 299	1,6	267 897
Actions américaines (731)	1,3	128 742	1,1	104 134
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	1,4	128 661	1,2	119 394
Actions des marchés en émergence (732)	1,3	149 664	1,4	141 730
Placements privés (780)	1,5	330 834	1,7	337 892
		1 414 860		1 346 274
Autres placements				
Répartition de l'actif (771)	1,9	29 899	2,0	22 556
Stratégies actives de superposition (773)	1,9	10 195	0,0	–
BTAA <sup>2</sup> (772)	2,2	591	0,0	–
Quote-part nette des activités du fonds général		1 943		–
Instruments financiers dérivés (note 7.2 b))		98		77
		42 726		22 633
<b>Total des placements</b>		<b>4 195 509</b>		<b>3 867 101</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>				
Unités de participation de portefeuilles spécialisés BTAA <sup>2</sup> (772)	0,0	–	2,2	2 312
Quote-part nette des activités de trésorerie du fonds général		–		1 673
Instruments financiers dérivés (note 7.2 b))		–		19
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>		<b>–</b>		<b>4 004</b>

1. Europe, Australie et Extrême-Orient

2. Billets à terme adossés à des actifs

## Compte complémentaire

		2014		2013
<b>Placements</b>	%		%	
Unités de participation de portefeuilles spécialisés				
Revenu fixe				
Valeurs à court terme (740)	3,2	218 389	3,2	112 604
Obligations (760)	3,8	2 358 433	3,6	1 965 435
Obligations à long terme (764)	39,0	857 785	37,5	708 172
Dettes immobilières (750)	2,3	235 810	2,2	192 641
		3 670 417		2 978 852
Placements sensibles à l'inflation				
Infrastructures (782)	2,5	242 325	2,4	191 331
Immeubles (710)	3,1	717 306	3,1	699 002
		959 631		890 333
Actions				
Actions canadiennes (720)	2,7	661 562	2,5	582 243
Actions Qualité mondiale (736)	1,7	478 765	2,4	415 612
Actions américaines (731)	2,1	216 879	1,9	179 970
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	2,3	216 686	1,9	185 337
Actions des marchés en émergence (732)	2,1	252 065	2,2	219 864
Placements privés (780)	2,4	536 852	2,5	501 776
		2 362 809		2 084 802
Autres placements				
Répartition de l'actif (771)	3,2	50 490	3,0	34 995
Stratégies actives de superposition (773)	3,2	17 148		–
BTAA <sup>2</sup> (772)	1,5	407		–
Quote-part nette des activités du fonds général		3 275		–
Instruments financiers dérivés (note 7.2 b))		166		119
		71 486		35 114
<b>Total des placements</b>		<b>7 064 343</b>		<b>5 989 101</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>				
Unités de participation de portefeuilles spécialisés BTAA <sup>2</sup> (772)	0,0	–	1,5	1 591
Quote-part nette des activités de trésorerie du fonds général		–		2 595
Instruments financiers dérivés (note 7.2 b))		–		29
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>		<b>–</b>		<b>4 215</b>

1. Europe, Australie et Extrême-Orient

2. Billets à terme adossés à des actifs

## Compte des retraités

		2014		2013
<b>Placements</b>	%		%	
Unités de participation de portefeuilles spécialisés				
Revenu fixe				
Valeurs à court terme (740)	2,6	176 043	1,8	63 642
Obligations (760)	3,5	2 208 501	3,6	1 960 508
Obligations à long terme (764)	36,5	803 205	37,1	701 075
Dettes immobilières (750)	2,1	220 811	2,2	190 885
		3 408 560		2 916 110
Placements sensibles à l'inflation				
Infrastructures (782)	2,4	231 702	2,5	197 363
Immeubles (710)	3,0	685 861	3,2	721 046
		917 563		918 409
Actions				
Actions canadiennes (720)	2,5	619 593	2,5	576 322
Actions Qualité mondiale (736)	1,6	448 284	2,4	411 470
Actions américaines (731)	2,0	203 020	1,7	162 513
Actions EAEO <sup>1</sup> (730)	2,1	202 901	1,9	183 393
Actions des marchés en émergence (732)	2,0	236 029	2,1	217 699
Placements privés (780)	2,3	513 327	2,6	517 599
		2 223 154		2 068 996
Autres placements				
Répartition de l'actif (771)	3,0	47 337	3,0	34 642
Stratégies actives de superposition (773)	3,0	16 046		–
BTAA <sup>2</sup> (772)	3,1	837		–
Quote-part nette des activités du fonds général		3 065		–
Instruments financiers dérivés (note 7.2 b))		155		118
		67 440		34 760
<b>Total des placements</b>		<b>6 616 717</b>		<b>5 938 275</b>
<b>Passifs relatifs aux placements</b>				
Unités de participation de portefeuilles spécialisés BTAA <sup>2</sup> (772)	0,0	–	3,1	3 270
Quote-part nette des activités de trésorerie du fonds général		–		2 569
Instruments financiers dérivés (note 7.2 b))		–		28
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>		<b>–</b>		<b>5 867</b>

1. Europe, Australie et Extrême-Orient

2. Billets à terme adossés à des actifs

**b) Instruments financiers dérivés**

Les politiques de placements du Régime à l'égard des placements confiés à la CDPQ fixent les positions de référence sur la devise américaine (US) et les devises des pays de la zone EAEO (Europe, Australie et Extrême-Orient), ainsi que les déviations maximales permises, de façon à s'assurer que l'exposition nette de référence du portefeuille à ces devises ne dépasse pas son exposition de référence aux marchés boursiers libellés dans ces mêmes devises.

Dans le cadre de la gestion des placements, la CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés aux fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change. Les risques de change relatifs aux placements libellés en devises autres que la devise canadienne et aux autres

postes de l'actif et du passif s'y rapportant sont gérés au moyen d'instruments financiers dérivés. Ces instruments sont négociés auprès de banques et leurs termes varient généralement d'un à douze mois dans le cas des contrats de change à terme. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une gestion efficace des risques de change associés aux placements étrangers.

Le Régime a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après :

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote permettant à deux contreparties d'échanger deux devises à un prix établi et selon une échéance déterminée. Les contrats de change à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure

négociées directement entre les parties sur un marché hors cote.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier.

Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est favorable sont présentés dans les placements et ceux dont la juste valeur est défavorable sont présentés au passif. À la date de clôture des états financiers, ces instruments financiers dérivés s'établissent comme suit :

**Compte général**

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés hors cote</b>						
Dérivés de change						
Contrats à terme de gré à gré	<b>98</b>	—	<b>124 090</b>	77	(19)	15 580
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement	—	—	<b>132 323</b>	—	—	—
	<b>98</b>	—	<b>256 413</b>	77	(19)	15 580

Les échéances en valeur nominale des instruments financiers dérivés à la date de clôture des états financiers sont toutes inférieures à un an.



**Compte complémentaire**

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés hors cote</b>						
Dérivés de change						
Contrats à terme de gré à gré	<b>166</b>	–	<b>210 558</b>	119	(29)	24 292
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement	–	–	<b>272 469</b>	–	–	–
	<b>166</b>	–	<b>483 027</b>	119	(29)	24 292

Les échéances en valeur nominale des instruments financiers dérivés à la date de clôture des états financiers sont toutes inférieures à un an.

**Compte des retraités**

	2014			2013		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés hors cote</b>						
Dérivés de change						
Contrats à terme de gré à gré	<b>155</b>	–	<b>196 335</b>	118	(28)	23 909
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement	–	–	<b>229 349</b>	–	–	–
	<b>155</b>	–	<b>425 684</b>	118	(28)	23 909

Les échéances en valeur nominale des instruments financiers dérivés à la date de clôture des états financiers sont toutes inférieures à un an.

**c) Hiérarchie de la juste valeur**

Les dépôts à participation dans le compte général, compte complémentaire et le compte des retraités sont de niveau 2 selon les niveaux hiérarchiques des évaluations de la juste valeur définies à la note 4.6. Aucun instrument financier n'est classé au niveau 3.

## 8

## Instruments financiers

## Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a instauré des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion pour s'assurer de gérer les risques inhérents aux instruments financiers.

Le Régime dispose de politiques de placement pour les placements sous gestion interne et pour les fonds confiés à la CDPQ. Ces politiques fixent notamment les proportions selon lesquelles seront investies les sommes disponibles entre les différentes classes d'actif et permettent d'exercer un suivi de la performance des fonds et des gestionnaires.

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que le Régime ne soit pas en mesure de réunir les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. Ce risque est géré par le suivi mensuel de la trésorerie afin de s'assurer que le Régime ait les fonds nécessaires aux paiements des rentiers. L'exposition globale au risque de liquidité, composée des postes Avances du fonds général de la CDPQ, Découverts bancaires et Passifs liés aux placements, représente un montant de 64 200 000 \$ au 31 décembre 2014 (16 446 000 \$ au 31 décembre 2013).

Pour les placements confiés à la CDPQ, le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement ou d'investir sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

Une analyse du risque de liquidité est effectuée globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net des fonds particuliers du Régime est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ces comptes sont indirectement exposés au risque de liquidité. L'exposition directe aux risques découlant des instruments financiers dérivés de ces fonds, ainsi que leur échéance, sont présentées à la note 7.2 b). L'exposition de la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

## 8.1

## Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements sous gestion interne

## a) Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que pourraient encourir les fonds du Régime en raison des fluctuations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres qui affectent cette évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers.

Comme la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les fonds sous gestion interne ne représentent que de l'encaisse, des dépôts à vue et des unités de marché monétaire détenues à court terme, le Régime fait face à un risque de marché non significatif.

## b) Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se dégrader. Le Régime considère qu'il n'est pas exposé à un risque de crédit significatif étant donné qu'il traite avec des institutions financières canadiennes dont la notation de crédit est élevée.

## 8.2

## Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Le Régime, avec l'aide de son Comité de placement, s'est doté de politiques de placement qui encadrent les activités de placement de la CDPQ. Le Comité de placement établit les objectifs de placement, élabore la politique de référence et procède à sa révision périodique. Les politiques de placement visent à obtenir un taux de rendement maximum tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le Régime et en permettant au Régime de remplir ses engagements financiers.

Le Régime détermine les concentrations de risque par la revue périodique de ses portefeuilles de référence. Le tableau présenté à la section du risque de marché détaille la concentration des placements des fonds particuliers dans les portefeuilles spécialisés.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer le déroulement de ses activités et effectuer la gestion du risque, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres, la CDPQ détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment des limites de concentration. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la CDPQ confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes de gestionnaires de

portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers consolidés.

#### a) Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la valeur des instruments financiers. Cette valeur est influencée par la variation de certains paramètres de marché, notamment les taux d'intérêt, le taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. Le risque provient de la volatilité du prix d'un instrument financier, laquelle découle de la volatilité de ces variables de marché.

Les politiques de placement du Régime établissent des portefeuilles de référence, lesquels correspondent à des répartitions

cibles à long terme par catégorie d'actif, ainsi qu'aux déviations maximales permises par rapport aux pondérations cibles. Ces dernières tiennent compte des positions prises au comptant et en instruments financiers dérivés. Les portefeuilles de référence incluent également le niveau d'exposition cible aux devises. La proportion des catégories d'actifs composant les portefeuilles de référence du Régime détermine le niveau d'exposition au risque de marché.

Au 31 décembre 2014, la composition des portefeuilles de référence du Régime pour le compte général, le compte complémentaire et le compte des retraités sont identiques et se présentent comme suit, en pourcentage de l'actif net :

	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Valeurs en % de l'actif net			
<b>Revenu fixe</b>			
Valeurs à court terme	0,00	1,00	4,00
Obligations	30,00	33,00	38,00
Obligations à long terme	9,00	12,00	15,00
Dettes immobilières	2,00	4,00	6,00
	<b>44,00</b>	<b>50,00</b>	<b>58,00</b>
<b>Placements sensibles à l'inflation</b>			
Infrastructures	2,00	4,00	6,00
Immeubles	9,00	12,00	15,00
	<b>11,00</b>	<b>16,00</b>	<b>21,00</b>
<b>Actions</b>			
Actions canadiennes	6,50	9,50	12,50
Actions Qualité mondiale	2,00	5,00	7,00
Actions américaines	0,50	3,50	6,50
Actions EAEO <sup>1</sup>	0,50	3,50	6,50
Actions des marchés en émergence	0,50	3,50	5,50
Placements privés	6,00	9,00	12,00
	<b>26,00</b>	<b>34,00</b>	<b>39,00</b>
		<b>100,00</b>	
<b>Stratégies de superposition</b>			
Exposition à la devise américaine	3,00	6,00	9,00
Exposition aux devises – EAEO <sup>1</sup>	2,40	5,40	8,40

1. Europe, Australie et Extrême-Orient

Au niveau de la CDPQ, le risque de marché est mesuré au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et de leurs corrélations. La VaR est une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir un portefeuille, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnée. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 99 % sur une période d'exposition d'une année. Ainsi, la VaR calculée par la CDPQ présente le niveau de perte qu'un portefeuille devrait atteindre ou dépasser dans 1 % des cas. La CDPQ évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour les fonds particuliers.

La CDPQ utilise la méthode de la simulation historique pour estimer la VaR. Cette méthode se fonde principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données

historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. En 2014, la CDPQ a révisé sa méthode de calcul de la VaR ainsi que son historique d'observation de 1 500 jours afin d'obtenir une mesure du risque plus fiable et pertinente. Un historique de 2 500 jours d'observation des facteurs de risque, tels la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et des prix des actifs financiers, est maintenant utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre les rendements des actifs. La VaR comparative du 31 décembre 2013 a été recalculée afin de considérer ces changements.

Deux types de risques sont calculés, soit les risques absolu et actif. Le risque absolu, ou la VaR absolue, est la résultante du risque des indices de référence associés

aux catégories d'actif qui composent le portefeuille de référence et le portefeuille réel.

Le risque actif, ou la VaR de la gestion active, représente la possibilité que la CDPQ dégager un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement les fonds particuliers. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu des fonds particuliers pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille de référence, le risque actif et le risque absolu des différents comptes des déposants sont mesurés régulièrement.

Au 31 décembre 2014, le risque absolu et le risque actif du portefeuille réel des placements confiés à la CDPQ pour le compte général, le compte complémentaire et le compte des retraités, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 2500 jours sont les suivants :

	2014		2013	
	Risque absolu %	Risque actif %	Risque absolu %	Risque actif %
Compte général	<b>19,3</b>	<b>3,1</b>	20,3	2,9
Compte complémentaire	<b>19,0</b>	<b>2,9</b>	20,0	2,6
Compte des retraités	<b>19,2</b>	<b>3,0</b>	20,3	2,9

Étant donné que l'actif net des fonds particuliers du Régime est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ces fonds sont indirectement exposés au risque de change, de taux d'intérêt ou de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure globale de la VaR. Par conséquent, seule l'exposition directe aux risques découlant des instruments financiers des fonds est présentée ci-après. L'exposition indirecte aux placements sous-jacents est détaillée dans les états financiers de chaque portefeuille spécialisé de la CDPQ.

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises.

Les portefeuilles spécialisés offerts par la CDPQ sont couverts en tout ou en partie contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés suivants : Actions américaines, Actions EAEO, Actions Qualité mondiale, Actions des marchés en émergence, Répartition de l'actif et stratégies actives de superposition. Les stratégies de superposition de devises sont employées pour compléter l'exposition désirée aux placements libellés dans la devise EU et dans les devises des pays de la zone EAEO.

Ces stratégies consistent en des positions en instruments financiers dérivés sur les devises américaines et sur les devises des pays de la zone EAEO, notamment par des achats et des ventes de contrats à terme.

Le Régime, par ses politiques de placement, fixe les positions de référence sur les devises américaines et EAEO, ainsi que les déviations maximales permises.

Les tableaux ci-dessous résument l'exposition nette aux devises après l'effet des instruments financiers dérivés de change dans le cadre des activités personnalisées de superposition, incluant les investissements détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net :

### Compte général

(en pourcentage)	2014	2013
Dollar canadien	80	82
Autres devises	20	18
	100	100

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

### Compte complémentaire

(en pourcentage)	2014	2013
Dollar canadien	80	82
Autres devises	20	18
	100	100

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

### Compte des retraités

(en pourcentage)	2014	2013
Dollar canadien	80	82
Autres devises	20	18
	100	100

Les autres devises incluent l'ensemble des devises étrangères incluant le dollar américain, les devises des pays EAEO et les devises des marchés en croissance.

Les instruments financiers dérivés permettant de maintenir l'exposition au risque de change dans les différents comptes du Régime sont détaillés à la note 7.2 b).

#### b) Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de la juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se dégrader.

Le risque de crédit provient notamment des revenus de placement à recevoir, des titres à revenu fixe, des instruments financiers dérivés, de l'octroi de garanties financières et des engagements de prêts donnés.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère. Étant donné que l'actif net des fonds particuliers du Régime est investi dans des portefeuilles sous-jacents, ces fonds sont indirectement exposés au risque de crédit.

Seule l'exposition directe aux risques découlant des instruments financiers de ces fonds est présentée. L'exposition de la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

Par ailleurs, tous les instruments financiers détenus directement par les fonds particuliers sont transigés avec la CDPQ, laquelle bénéficie d'une cote de crédit AAA.

## 9

## Obligations relatives aux prestations liées au régime supplémentaire de rentes

### 9.1

#### Obligations au titre des prestations de retraite

La firme d'actuaire Aon Hewitt a établi la valeur actuarielle des prestations de retraite

du compte général et du compte des retraités à même les renseignements arrêtés au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et cette valeur a été actualisée par projection au 31 décembre 2014. La date de l'évaluation actuarielle est le 31 décembre 2014 et la date de la prochaine évaluation actuarielle requise est le 31 décembre 2015. La valeur actuarielle a été déterminée au moyen de la méthode de répartition des prestations de retraite et à partir des hypothèses les plus probables, en incluant des marges appropriées pour des écarts défavorables. Selon cette méthode, les engagements correspondent à la valeur actuarielle, à la date de l'évaluation, des rentes et des autres

prestations payables en fonction des heures ajustées accumulées à cette date. Le compte complémentaire n'est pas visé, puisque cette partie du Régime est à cotisations déterminées et que les obligations de ce compte sont égales à l'actif.

Les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations au titre des prestations de retraite tiennent compte des prévisions concernant la situation du marché à long terme. Les hypothèses actuarielles significatives à long terme et utilisées pour l'évaluation sont les suivantes :

(en pourcentage)	2014	2013
Taux d'actualisation	5,81	5,81

Les taux d'intérêt utilisés au 31 décembre 2014 pour le calcul des engagements du compte général ont été réduits de 0 % (0,50 % au 31 décembre 2013) avant la retraite afin de tenir compte des frais d'administration.

Le taux de mortalité a été évalué avec la table 2014 pour le secteur privé (CPM2014Priv) avec amélioration de la survie selon l'échelle CPM-B, ainsi qu'un ajustement pour l'expérience de l'industrie. Cet ajustement a été fait en fonction de l'étude d'expérience sur la mortalité de retraité. Aux fins de projection,

l'échelle de projection CPM-B prescrite par le nouveau rapport de l'ICA a été utilisée.

Pour les taux de retraite, de cessation et d'invalidité, les taux varient selon l'âge et les années de service, et selon que les participants sont actifs ou inactifs.

### 9.2

#### Politique de capitalisation

Depuis le 26 décembre 2004, la cotisation salariale des participants, qui a été fixée à 0,80 \$ par heure travaillée par les clauses

communes aux quatre conventions collectives sectorielles de l'industrie, est versée au compte complémentaire en addition de celles déjà prévues par les clauses particulières applicables aux divers métiers et occupations. La cotisation des participants au compte complémentaire a varié de 0,15 \$ à 4,447 \$ par heure travaillée depuis le début du Régime.

Pour l'exercice 2014, les cotisations des employeurs pour services passés et courants versées par heure travaillée s'établissent comme suit pour les comptes général et complémentaire :

		2014	2013
Apprenti	Compte général Services passés	1,335	1,925
	Compte complémentaire Services courants	2,00	1,41
Compagnon	Compte général Services passés	1,335	1,925
	Compte complémentaire Services courants	2,74	2,15

La dernière évaluation actuarielle déposée auprès de la Régie des rentes du Québec est celle du 31 décembre 2014.

## 9.3

### Règle d'amortissement du déficit actuariel prévu à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*

La *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* indique que la période d'amortissement des déficits actuariels aux fins de solvabilité ne peut excéder cinq ans. L'application de la période d'amortissement prévue par la loi, sur la base de 153 000 000 d'heures travaillées projetées annuellement (160 000 000 d'heures en

2014), entraînerait une cotisation des employeurs pour services passés de 3,59 \$ par heure travaillée en 2015 (3,80 \$ en 2014), au lieu de 1,335 \$ jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la modification du Régime afin que les frais d'administration soient imputés au compte complémentaire au lieu du compte général (1,925 \$ en 2014) pour un apprenti ou un compagnon, afin d'amortir le déficit de solvabilité de 2,6 milliards \$ au 31 décembre 2014 (2,8 milliards \$ au 31 décembre 2013), dont un montant de 1,6 milliard \$ au 31 décembre 2014 (1,4 milliard \$ au 31 décembre 2013) n'est pas couvert par

la cotisation pour services passés sur la base de l'hypothèse que la cotisation est établie à 1,335 \$ pour les cinq prochaines années. Il est prévu que la cotisation des employeurs pour services passés versée au compte général sera diminuée de 1,335 \$ par heure travaillée à 1,095 \$ après la modification du Régime pour les frais d'administration. La réduction de 0,240 \$ par heure travaillée de la cotisation patronale pour service passé entraîne une augmentation équivalente de la cotisation patronale pour service courant versée au compte complémentaire.

## 9.4

### Cotisations, rentes et prestations; et frais d'administration

Les cotisations des salariés se détaillent comme suit :

	2014	2013
Volontaires – compte général	952	934
Volontaires – compte complémentaire	1 459	1 432
Obligatoires – compte général	–	(11)
Obligatoires – compte complémentaire	320 286	312 594
Cotisations après retraite	24 633	23 586
	<b>347 330</b>	<b>338 535</b>

Les cotisations des employeurs se détaillent comme suit :

	2014	2013
Cotisations des employeurs au titre des services rendus au cours de l'exercice	279 176	288 440
Cotisations des employeurs pour services passés	291 443	302 586
Cotisations après retraite	19 256	19 392
	<b>589 875</b>	<b>610 418</b>

Le versement de rentes et prestations forfaitaires se détaille comme suit :

	2014	2013
Rentes et prestations forfaitaires de retraite	668 524	627 718
Prestations de départ	30 600	31 630
Prestations de décès	20 058	27 466
Partage du patrimoine	7 660	8 772
Saisies pour dettes alimentaires	1 487	1 649
	<b>728 329</b>	<b>697 235</b>

Les frais d'administration comprennent les dépenses administratives et les dépenses imputées par le Fonds général d'administration de la CCQ.

Les dépenses administratives se détaillent comme suit :

	2014	2013
Actuaires	212	139
Droits et permis	100	100
	312	239

Les dépenses imputées par le Fonds général d'administration de la CCQ se détaillent comme suit :

	2014	2013
<b>Dépenses directes du Régime supplémentaire de rentes</b>		
Rémunération et avantages du personnel	8 734	8 258
Contribution de l'employeur	2 146	1 882
Administration du personnel	2 359	(22)
Dépenses administratives	3 669	3 368
<b>Total des dépenses directes du Régime supplémentaire de rentes</b>	<b>16 908</b>	13 486
Service à la clientèle	6 479	5 551
Développement et exploitation informatique	4 324	2 318
Autres dépenses	2 539	2 444
Frais communs	4 176	3 136
<b>Total des coûts imputés au Régime supplémentaire de rentes</b>	<b>34 426</b>	26 935

En vertu de la réglementation, les dépenses imputées au Régime supplémentaire de rentes pour acquitter les frais d'administration du Régime sont fixées annuellement par la CCQ selon une formule établie et approuvée par le Conseil d'administration.



## 10

## Créditeurs

## Compte général

	2014	2013
Montant à payer à l'Agence du revenu du Québec pour des biens non réclamés	6 828	26 600
Comptes à payer sur rapports mensuels	609	1 111
Autres	(57)	176
	7 380	27 887

## Compte complémentaire

	2014	2013
Comptes à payer sur rapports mensuels	1 396	2 381
	1 396	2 381

## 11

## Revenus de placement

## 11.1

## Revenus nets de placement sous gestion interne

Les revenus nets de placement sous gestion interne se détaillent comme suit :

## Compte général

	2014	2013
Revenus nets de placement		
Fonds de marché monétaire	(37)	4
Gains réalisés		
Fonds de placements	12	1
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	(5)	7
Perte non réalisée sur placement sous gestion interne	(7)	(3)
Total des revenus nets de placement	(37)	9

**Compte complémentaire**

	2014	2013
Revenus nets de placement		
Fonds de marché monétaire	362	275
Pertes réalisées		
Fonds de placements	(51)	(63)
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	73	86
(Perte) gain non réalisé(e) sur placement sous gestion interne	(36)	33
Total des revenus nets de placement	348	331

**Compte des retraités**

	2014	2013
Revenus nets de placement		
Fonds de marché monétaire	(245)	(285)
(Pertes) gains réalisé(e)s		
Fonds de placements	(7)	20
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur encaisse	(45)	(58)
Gain non réalisé sur placement sous gestion interne	97	49
Total des revenus nets de placement	(200)	(274)

## 11.2

### Revenus nets de placement des dépôts à participation à la CDPQ

Les revenus nets de placement des fonds confiés à la CDPQ se détaillent comme suit :

#### Compte général

	2014	2013
Revenus nets (pertes nettes)		
Revenu fixe	63 506	59 674
Placements sensibles à l'inflation	13 724	21 711
Actions	44 915	39 462
Autres placements	(3 207)	930
	118 938	121 777
Gains (pertes) réalisé(e)s		
Revenu fixe	5 761	56 006
Placements sensibles à l'inflation	23 761	4 750
Actions	60 323	86 024
Autres placements	816	(997)
Instruments financiers dérivés nets	10 421	518
	101 082	146 301
Gains (pertes) non réalisé(e)s		
Revenu fixe	133 830	(149 139)
Placements sensibles à l'inflation	21 603	46 437
Actions	66 012	132 232
Autres placements	16 560	18 282
Instruments financiers dérivés nets	40	91
	238 045	47 903
Total des revenus de placement des dépôts à participation	458 065	315 981
Moins charges d'exploitation	(13)	(6)
Total des revenus nets de placement des dépôts à participation	458 052	315 975
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général à la CDPQ	5	1
Total des revenus nets de placement des fonds confiés à la CDPQ	458 057	315 976

## Compte complémentaire

	2014	2013
Revenus nets (pertes nettes)		
Revenu fixe	102 325	88 131
Placements sensibles à l'inflation	21 986	31 352
Actions	72 301	58 989
Autres placements	(5 744)	1 234
	190 868	179 706
Gains (pertes) réalisé(e)s		
Revenu fixe	2 869	74 212
Placements sensibles à l'inflation	14 978	2 678
Actions	66 577	103 168
Autres placements	1 896	(468)
Instruments financiers dérivés nets	19 040	2 253
	105 360	181 843
Gains (pertes) non réalisé(e)s		
Revenu fixe	220 764	(210 688)
Placements sensibles à l'inflation	57 719	71 904
Actions	136 013	230 724
Autres placements	24 102	13 727
Instruments financiers dérivés nets	76	137
	438 674	105 804
Total des revenus de placement des dépôts à participation	734 902	467 353
Moins charges d'exploitation	(20)	(11)
Total des revenus nets de placement des dépôts à participation	734 882	467 342
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général à la CDPQ	11	1
Total des revenus nets de placement des fonds confiés à la CDPQ	734 893	467 343

## Comptes des retraités

	2014	2013
Revenus nets (pertes nettes)		
Revenu fixe	97 699	91 606
Placements sensibles à l'inflation	21 218	33 258
Actions	69 287	60 687
Autres placements	(5 056)	1 407
	183 148	186 958
Gains (pertes) réalisé(e)s		
Revenu fixe	9 886	83 150
Placements sensibles à l'inflation	33 907	7 494
Actions	83 841	126 633
Autres placements	903	(1 411)
Instruments financiers dérivés nets	15 226	1 252
	143 763	217 118
Gains (pertes) non réalisé(e)s		
Revenu fixe	205 671	(226 556)
Placements sensibles à l'inflation	36 234	70 916
Actions	109 535	210 414
Autres placements	25 607	26 087
Instruments financiers dérivés nets	65	141
	377 112	81 002
Total des revenus de placement des dépôts à participation	704 023	485 078
Moins charges d'exploitation	(19)	(11)
Total des revenus nets de placement des dépôts à participation	704 004	485 067
Revenus d'intérêts		
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général à la CDPQ	6	1
Total des revenus nets de placement des fonds confiés à la CDPQ	704 010	485 068

## 12

## Transactions avec les parties liées

Le Régime supplémentaire de rentes considère comme parties liées :

- La CCQ (par le Fonds général d'administration et son Conseil d'administration (mêmes administrateurs) et les comités relevant du Conseil d'administration);
- Le Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction;
- Les autres entités contrôlées par le gouvernement du Québec.

### CCQ

Les seules transactions entre le Fonds général d'administration de la CCQ et le Régime sont les frais imputés par le Fonds général d'administration, tel qu'il est mentionné à la note 9.4. Le montant requis pour acquitter les frais d'administration est fixé selon une formule établie et approuvée par le Conseil d'administration.

### Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction

Ce comité formé en vertu de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (RLRQ, chapitre R-20), recommande au Conseil d'administration les modifications aux règles d'assurabilité et aux protections offertes par le régime d'assurance de base de l'industrie de la construction, ainsi que les modifications aux prestations et au fonctionnement du régime de retraite de l'industrie de la construction. Le Régime n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ce comité ou ses membres.

### Autres entités contrôlées par le gouvernement du Québec

La CDPQ, par les placements confiés à la CDPQ, la Régie des rentes du Québec, par le paiement annuel du permis obligatoire, et l'Agence du revenu du Québec, au niveau des biens non réclamés transférables, sont les entités contrôlées par le gouvernement du Québec avec qui le Régime fait affaire. Le Régime n'a conclu aucune opération individuellement ou collectivement significative avec ces parties liées autres que celles présentées dans le corps même de ces états financiers.

## 13

## Rémunération des dirigeants

Les principaux dirigeants de la CCQ sont les membres de la direction et du Conseil d'administration. La portion de leur rémunération attribuable au Régime est composée de la façon suivante :

	2014	2013
Salaires et autres avantages à court terme	309	303
Avantages reliés à la retraite	42	30
	351	333

## 14

## Gestion du capital

Le capital est défini comme étant le surplus (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations du Régime par rapport aux obligations au titre des prestations de retraite. Au cours de l'exercice 2014, la CCQ s'est conformée aux exigences de gestion du capital prévues dans la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (RLRQ, chapitre R-20), par le *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* et les conventions collectives qu'elle applique. Pour une information complète, veuillez vous référer à la Loi.

Le *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* (RLRQ, chapitre R-20, r. 10) fournit l'encadrement quant aux responsabilités et aux pratiques liées à l'utilisation et à la gestion des fonds. Ce règlement a été fondé en respect des conventions collectives de l'industrie et, dans le cas du Régime supplémentaire de rentes, en respect de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (RLRQ, chapitre R-15.1). Le capital utilisé provient des cotisations des employeurs et des cotisations des salariés de l'industrie.

Dans le but de gérer adéquatement le capital, le Comité de placement de la CCQ s'est doté d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Il établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le Comité de placement dans le but de permettre au Régime d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions du Régime. Le Comité de placement établit la politique de placement des fonds particuliers 311, 312 et 313 de la CDPQ.





## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Commission des normes du travail ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation fidèle, y compris des estimations et des jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

La Commission reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'adoption au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Commission, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Il peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



**Michel Beaudoin**  
Président-directeur général



**Me Stéphane Dolbec**  
Directeur des services à l'organisation  
et des communications

Québec, le 17 juin 2015



# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

## Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Commission des normes du travail, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

*Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Commission des normes du travail au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

A handwritten signature in black ink, reading "Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA".

**Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA**

Québec, le 17 juin 2015

## ÉTAT DES RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	Budget	2015	2014
<b>REVENUS</b>			
Cotisations des employeurs (note 3)	70 809 075 \$	70 970 187 \$	68 012 754 \$
Intérêts	992 740	993 006	910 147
Autres (note 4)	247 400	257 196	187 551
Total des revenus	72 049 215	72 220 389	69 110 452
<b>CHARGES</b>			
Traitements et avantages sociaux	40 607 630	39 195 146	37 570 350
Services professionnels et administratifs	5 018 515	3 596 575	4 036 120
Frais de déplacement	1 032 210	799 179	841 582
Télécommunications et courrier	1 350 925	1 138 806	1 211 367
Publicité et information	588 675	241 731	408 563
Location de locaux, d'équipement et autres	4 345 610	4 104 463	4 118 277
Entretien	1 225 275	1 280 912	975 993
Fournitures	335 470	312 443	292 296
Intérêts sur la dette à long terme	—	—	1 009
Perte nette sur dispositions d'immobilisations corporelles	—	4 307	152
Amortissement des immobilisations corporelles	3 091 315	2 813 197	2 738 972
Remboursement de dépenses de la Commission des relations du travail (note 5)	8 799 630	8 799 553	8 380 553
Total des charges	66 395 255	62 286 312	60 575 234
<b>EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>	<u>5 653 960 \$</u>	9 934 077	8 535 218
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>		89 283 924	80 748 706
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b>		<u>99 218 001 \$</u>	89 283 924 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS

	2015	2014
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	22 936 209 \$	23 527 861 \$
Placements de portefeuille (note 7)	87 000 000	74 000 000
Créances	2 541 032	2 742 419
Intérêts courus	98 094	97 749
Total des actifs financiers	112 575 335	100 368 029
<b>PASSIFS</b>		
Charges à payer et frais courus	2 413 447	2 910 490
Déductions à la source à payer	1 554 121	1 137 076
Réclamations perçues à remettre aux salariés (note 8)	161 259	267 165
Cotisations perçues d'avance	849 784	1 112 060
Provision pour vacances (note 9)	4 298 178	4 071 946
Provision pour congés de maladie (note 9)	8 424 194	7 651 750
Total des passifs	17 700 983	17 150 487
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	94 874 352	83 217 542
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles (note 10)	3 882 489	5 675 066
Charges payées d'avance	461 160	391 316
Total des actifs non financiers	4 343 649	6 066 382
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b> (note 11)	99 218 001 \$	89 283 924 \$
<b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES</b> (note 12)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,



**Nathalie Goulet**  
Membre du conseil d'administration  
et du comité de vérification



**Michel Beaudoin**  
Président-directeur général

## ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	Budget	2015	2014
<b>EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>	<b>5 653 960 \$</b>	<b>9 934 077 \$</b>	8 535 218 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 854 455)	(1 026 418)	(2 221 392)
Amortissement des immobilisations corporelles	3 091 315	2 813 197	2 738 972
Perte nette sur dispositions d'immobilisations corporelles	—	4 307	152
Produit de dispositions d'immobilisations corporelles	—	1 491	—
Sous-total	1 236 860	1 792 577	517 732
Acquisitions de charges payées d'avance	—	(461 160)	(391 316)
Utilisation des charges payées d'avance	—	391 316	485 920
Sous-total	—	(69 844)	94 604
<b>AUGMENTATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	<b>6 890 820 \$</b>	<b>11 656 810</b>	9 147 554
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>		<b>83 217 542</b>	74 069 988
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE</b>		<b>94 874 352 \$</b>	83 217 542 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	2015	2014
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent de l'exercice	9 934 077 \$	8 535 218 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 813 197	2 738 972
Perte nette sur dispositions d'immobilisations corporelles	4 307	152
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement (note 13)	1 078 389	755 329
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<b>13 829 970</b>	<b>12 029 671</b>
<b>ACTIVITÉS DE PLACEMENT</b>		
Placements effectués	(87 000 000)	(74 000 000)
Produit de dispositions de placements	74 000 000	67 000 000
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de placement</b>	<b>(13 000 000)</b>	<b>(7 000 000)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 423 113)	(2 031 167)
Produit de dispositions d'immobilisations corporelles	1 491	—
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations</b>	<b>(1 421 622)</b>	<b>(2 031 167)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Remboursement de la dette à long terme et flux de trésorerie liés aux activités de financement	—	(197 621)
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>(591 652)</b>	<b>2 800 883</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>23 527 861</b>	<b>20 726 978</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 6)</b>	<b>22 936 209 \$</b>	<b>23 527 861 \$</b>
<b>Information supplémentaire</b>		
Intérêts reçus	992 660 \$	902 156 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2015

### 1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

La Commission des normes du travail, constituée par la Loi sur les normes du travail (RLRQ, c. N-1.1), est une personne morale au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle personne morale.

La Commission surveille la mise en œuvre et l'application des normes du travail. Elle doit plus particulièrement informer et renseigner la population, les salariés et les employeurs en ce qui a trait aux normes du travail, surveiller l'application de ces normes et, s'il y a lieu, transmettre ses recommandations au ministre du Travail. Elle doit aussi recevoir les plaintes des salariés dans la mesure prévue par la loi et les règlements sur les normes du travail, et elle doit tenter d'amener les salariés et les employeurs à s'entendre quant à leurs différends relatifs à l'application de la loi et des règlements sur les normes du travail.

En vertu de l'article 984 de la Loi sur les impôts du Québec et de l'article 149 de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, la Commission n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

**Regroupement de la Commission de l'équité salariale, de la Commission des normes du travail et de la Commission de la santé et de la sécurité du travail**

Pour faire suite aux documents budgétaires déposés le 26 mars 2015, la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail, a été adoptée le 11 juin 2015 (L.Q., 2015, c. 15). Elle prévoit le maintien de l'exécution de leurs missions respectives. La Loi mènera à la création de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Jusqu'à la mise en place du Tribunal administratif du travail et de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, la Loi donne notamment au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale un pouvoir temporaire de directive à l'égard des organismes qui y seront regroupés.

### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis par la Commission selon le Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public et elle applique le modèle de présentation recommandé par ce manuel. Toute autre source utilisée dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

#### Estimations et hypothèses

La préparation des états financiers de la Commission conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux



postes pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les cotisations des employeurs, l'amortissement des immobilisations corporelles, les réclamations perçues à remettre aux salariés et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

### État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des placements de portefeuille, des créances à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, et des intérêts courus.

Les passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif se composent des charges à payer et frais courus à l'exception des taxes à la consommation à payer, et de la provision pour vacances.

À la fin de chaque exercice, pour tous les actifs financiers, la Commission détermine s'il existe un indice qu'un actif financier s'est déprécié. Les actifs financiers sont dépréciés lorsqu'il existe des indications objectives qu'un actif financier a subi une réduction de valeur durable. Le montant de la réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. Lorsque la valeur comptable d'un actif financier a été réduite pour tenir compte d'une moins-value, cette réduction ne peut être annulée s'il se trouve que la valeur de l'actif financier remonte par la suite.

## REVENUS

### Cotisations des employeurs

Revenu Québec remet annuellement à la Commission les sommes qu'elle perçoit au titre de cotisations des employeurs assujettis à la Loi sur les normes du travail. Ces cotisations sont comptabilisées en fonction d'une estimation de la masse salariale assujettie pour l'année civile précédant la fin de l'exercice financier. Elles demeurent sujettes à révision et, le cas échéant, les ajustements sont portés aux cotisations de l'exercice au cours duquel ils sont connus et considérés comme quasi définitifs.

### Réclamations perçues pour des salariés non retrouvés

Les réclamations perçues d'employeurs pour lesquelles les salariés n'ont pas été retrouvés sont virées aux revenus après considération d'un passif équivalant à la moyenne des montants totaux versés annuellement à des salariés jugés introuvables au cours des dix derniers exercices. Toutefois, la Commission maintient le droit de ces salariés de réclamer les sommes dues sans limite de temps.

## ACTIFS FINANCIERS

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Commission consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'encaisse et les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

### Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille comprennent des placements à court terme ayant une échéance supérieure à trois mois à partir de la date d'acquisition.

## PASSIFS

### Cotisations perçues d'avance

Les cotisations perçues d'avance représentent des ajustements de cotisations d'employeurs reçus relatifs à des années civiles antérieures, mais sujets à des révisions. Ces ajustements seront portés aux revenus des exercices au cours desquels ils seront connus et considérés comme quasi définitifs.

### Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, car la Commission ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

#### Provision pour vacances

Les employés peuvent accumuler des journées de vacances non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement. La provision pour vacances n'est pas actualisée, puisque les journées de vacances accumulées par les employés sont prises dans l'exercice suivant.

#### Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables établies par la Commission. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

## ACTIFS NON FINANCIERS

Selon leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants :

Catégories	Taux (%)
Équipement	20
Mobilier	20
Matériel roulant	33,33
Améliorations locatives	20
Matériel informatique	33,33
Logiciels	33,33
Systèmes informatiques	10 et 20

Les systèmes informatiques en développement sont amortis lorsqu'ils sont terminés et qu'ils sont mis en service.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Commission à fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter cette baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

## 3. COTISATIONS DES EMPLOYEURS

	2015	2014
Cotisations estimées pour l'exercice	69 396 652 \$	68 140 432 \$
Cotisations afférentes à des exercices antérieurs	1 573 535	(127 678)
Total	70 970 187 \$	68 012 754 \$

#### 4. AUTRES REVENUS

	2015	2014
Séminaires aux employeurs	136 434 \$	123 763 \$
Montants forfaitaires sur réclamations perçues d'employeurs	107 107	64 066
Ventes de publications	2 741	1 972
Réclamations perçues (versées) pour des salariés non retrouvés (note 8)	10 914	(2 250)
Total	257 196 \$	187 551 \$

#### 5. REMBOURSEMENT DE DÉPENSES DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

Selon l'article 28.1 de la Loi sur les normes du travail, la Commission contribue au fonds de la Commission des relations du travail afin de pourvoir aux charges engagées relativement aux dispositions de cette loi concernant les recours à l'encontre d'une pratique interdite, les recours à l'encontre d'un congédiement fait sans une cause juste et suffisante, de même que les recours en cas de harcèlement psychologique. Le montant de la contribution de la Commission des normes du travail est déterminé par le gouvernement du Québec, après consultation de la Commission par le ministre du Travail. Ainsi, le montant de la contribution a été fixé à 8 799 553 \$ pour l'exercice 2015 (2014: 8 380 553 \$).

#### 6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état de la situation financière et dans l'état des flux de trésorerie comprennent:

	2015	2014
Encaisse	22 936 209 \$	13 527 861 \$
Placement au taux de 1,36 % échu en mai 2014	—	10 000 000
Total	22 936 209 \$	23 527 861 \$

## 7. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

	2015	2014
Dépôts à terme	87 000 000 \$	39 500 000 \$
Certificats de placement	–	34 500 000
Total	87 000 000 \$	74 000 000 \$

Les taux d'intérêt fixes varient de 1,26 % à 1,27 % (1,36 % à 1,41 % en 2014). Ces placements viennent à échéance en juin 2015 (juillet 2014 à mars 2015 en 2014). La juste valeur est équivalente à la valeur comptable.

## 8. RÉCLAMATIONS PERÇUES À REMETTRE AUX SALARIÉS

	2015	2014
Solde au début	267 165 \$	266 638 \$
Plus : réclamations perçues des employeurs	2 478 702	2 573 931
Sous-total	2 745 867	2 840 569
Moins : réclamations versées aux salariés	(2 573 694)	(2 575 654)
Virement aux (revenus) charges des réclamations (perçues) versées pour des salariés non retrouvés (note 4)	(10 914)	2 250
Sous-total	(2 584 608)	(2 573 404)
Solde à la fin	161 259 \$	267 165 \$

Lorsqu'un employeur fait défaut de payer à un salarié le salaire qui lui est dû, la Commission peut, pour le compte de ce salarié, réclamer de cet employeur le salaire impayé. L'employeur ne peut acquitter valablement les sommes faisant l'objet de cette réclamation qu'en en faisant remise à la Commission. La Commission remet au salarié le montant ainsi perçu. Seules les réclamations perçues ou versées pour des salariés non retrouvés sont virées aux résultats de la Commission.

## 9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

## Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Commission participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le taux de cotisation de la Commission pour le RREGOP a augmenté de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale cotisable, et celui pour le RRPE est demeuré à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014) de la masse salariale cotisable. Ce montant doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent doit être versé dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Commission doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable (11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014).

Les cotisations de la Commission, incluant le montant de compensation au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2 834 589 \$ (2014 : 2 498 568 \$). Les obligations de la Commission à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

#### Provision pour vacances

	2015	2014
Solde au début	<b>4 071 946 \$</b>	4 145 903 \$
Charges	<b>3 488 198</b>	3 233 537
Utilisation	<b>(3 261 966)</b>	(3 307 494)
Solde à la fin	<b>4 298 178 \$</b>	4 071 946 \$

#### Provision pour congés de maladie

	2015	2014
Solde au début	<b>7 651 750 \$</b>	8 044 368 \$
Charges	<b>2 673 671</b>	1 439 332
Utilisation	<b>(1 901 227)</b>	(1 831 950)
Solde à la fin	<b>8 424 194 \$</b>	7 651 750 \$

Les employés peuvent accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquels ils ont droit annuellement et se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours de salaire. De plus, les employés peuvent utiliser ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

Parmi les hypothèses utilisées pour déterminer la provision pour congés de maladie de la Commission, il y a notamment :

Hypothèses	2015	2014
Taux d'actualisation	<b>1,93 % à 2,50 %</b>	2,91 % à 3,89 %
Taux de croissance de la rémunération, incluant l'inflation	<b>3,55 % à 3,86 %</b>	3,55 % à 3,80 %
Durée résiduelle moyenne d'activités des employés en poste	<b>entre 8 et 12 ans</b>	entre 7 et 12 ans

## 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Équipement mobilier et matériel roulant	Améliorations locatives	Matériel informatique et logiciels	Systèmes informatiques	2015
<b>Coût</b>					
Solde au début	4 920 612 \$	6 256 691 \$	5 687 291 \$	21 697 014 \$	<b>38 561 608 \$</b>
Acquisitions	67 658	—	749 374	209 386	<b>1 026 418</b>
Dispositions	(10 045)	—	(33 172)	—	<b>(43 217)</b>
Solde à la fin	4 978 225	6 256 691	6 403 493	21 906 400	<b>39 544 809</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Solde au début	4 124 095	5 962 770	4 400 782	18 398 895	<b>32 886 542</b>
Amortissement	269 756	98 519	474 118	1 970 804	<b>2 813 197</b>
Dispositions	(10 045)	—	(27 374)	—	<b>(37 419)</b>
Solde à la fin	4 383 806	6 061 289	4 847 526	20 369 699	<b>35 662 320</b>
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>594 419 \$</b>	<b>195 402 \$</b>	<b>1 555 967 \$</b>	<b>1 536 701 \$</b>	<b>3 882 489 \$</b>

Les immobilisations corporelles suivantes figurent au total des immobilisations corporelles, mais n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'ont toujours pas été mises en service :

Matériel informatique et logiciels	223 850 \$
Systèmes informatiques	<u>87 977</u>
	<u><u>311 827 \$</u></u>

Les acquisitions incluent des montants de 76 117 \$ (2014 : 472 812 \$) qui sont compris dans le poste « Charges à payer et frais courus ».

	Équipement mobilier et matériel roulant	Améliorations locatives	Matériel informatique et logiciels	Systèmes informatiques	2014
<b>Coût</b>					
Solde au début	4 646 233 \$	6 201 562 \$	4 960 067 \$	21 019 235 \$	<b>36 827 097 \$</b>
Acquisitions	529 069	88 365	926 179	677 779	<b>2 221 392</b>
Dispositions	(254 690)	(33 236)	(198 955)	–	<b>(486 881)</b>
Solde à la fin	4 920 612	6 256 691	5 687 291	21 697 014	<b>38 561 608</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Solde au début	4 125 263	5 896 861	4 197 885	16 414 290	<b>30 634 299</b>
Amortissement	253 522	99 145	401 700	1 984 605	<b>2 738 972</b>
Dispositions	(254 690)	(33 236)	(198 803)	–	<b>(486 729)</b>
Solde à la fin	4 124 095	5 962 770	4 400 782	18 398 895	<b>32 886 542</b>
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>796 517 \$</b>	<b>293 921 \$</b>	<b>1 286 509 \$</b>	<b>3 298 119 \$</b>	<b>5 675 066 \$</b>

Les immobilisations corporelles suivantes figurent au total des immobilisations corporelles, mais n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'ont toujours pas été mises en service :

Équipement, mobilier et matériel roulant	175 910 \$
Matériel informatique et logiciels	787 190
Systèmes informatiques	608 029
	<u>1 571 129 \$</u>

## 11. EXCÉDENT CUMULÉ

La Commission encaisse environ 95 % (2014 : 97 %) de ses revenus au cours du dernier mois de son exercice financier. Elle finance ses opérations, entre autres, à même son excédent cumulé. Ainsi, au 31 mars 2015, l'excédent cumulé de 99 218 001 \$ devrait permettre de financer les charges de fonctionnement ainsi que les acquisitions d'immobilisations corporelles prévues pour le prochain exercice. Selon les dispositions transitoires et finales de la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail, les surplus accumulés de la Commission des normes du travail seront versés au Fonds consolidé du revenu et portés au crédit du Fonds des générations.



## 12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

### Entente avec le gouvernement du Québec

En vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les normes du travail, la Commission a conclu une entente avec Revenu Québec concernant la perception des cotisations des employeurs. Cette entente, expirée le 31 décembre 2002, demeure en vigueur jusqu'à la signature d'une nouvelle entente. Les frais de perception imputés aux résultats s'élèvent à 480 909 \$ pour l'exercice 2015 (2014: 472 870 \$) et sont inclus au poste « Services professionnels et administratifs ».

### Autres

La Commission est engagée par des ententes à long terme et par des baux échéant à diverses dates jusqu'en 2020. Les engagements contractuels exigibles pour les contrats de location-exploitation se détaillent ainsi au 31 mars 2015 :

2016	4 067 607 \$
2017	37 733
2018	24 578
2019	9 682
2020	6 217
Total	<u>4 145 817 \$</u>

## 13. FLUX DE TRÉSORERIE

Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement	2015	2014
<b>Actifs financiers</b>		
Créances	201 387 \$	(471 467) \$
Intérêts courus	(345)	(7 991)
Total de la variation des actifs financiers	201 042	(479 458)
<b>Passifs</b>		
Charges à payer et frais courus	(100 348)	578 477
Déductions à la source à payer	417 045	289 215
Réclamations perçues à remettre aux salariés	(105 906)	527
Cotisations perçues d'avance	(262 276)	738 539
Provision pour vacances	226 232	(73 957)
Provision pour congés de maladie	772 444	(392 618)
Total de la variation des passifs	947 191	1 140 183
<b>Actifs non financiers</b>		
Charges payées d'avance	(69 844)	94 604
Total de la variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement	<u>1 078 389 \$</u>	<u>755 329 \$</u>

## 14. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Commission est exposée à divers risques financiers qui découlent de ses activités de fonctionnement, d'investissement et de financement, sans pour autant être exposée à des concentrations de risques. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Commission. Les objectifs poursuivis visent à garantir les flux de trésorerie à court terme et à moyen terme de la Commission en réduisant l'exposition aux risques financiers.

La Commission ne conclut pas de contrats ou d'ententes visant des instruments financiers à des fins spéculatives.

### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Le risque associé aux créances est réduit, puisqu'elles proviennent principalement du gouvernement du Québec. Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux placements de portefeuille et aux intérêts courus est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis auprès d'institutions financières les mieux cotées par des agences de notation, dans des types de placements sécuritaires tels des certificats de placement et des dépôts à terme. La valeur comptable des actifs financiers, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir de 127 767 \$ (2014 : 200 886 \$) incluses dans les créances, représente l'exposition maximale de la Commission au risque de crédit.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'entité ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. La Commission considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie et équivalents de trésorerie afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre, le cas échéant, à ses besoins financiers courants, et ce, à un coût raisonnable.

La direction de la Commission estime que les vacances accumulées sont prises dans l'exercice suivant, sans aucune échéance déterminée.

### Charges à payer et frais courus

	2015	2014
Moins de 90 jours	2 408 406 \$	2 905 251 \$
De 90 à 365 jours	5 041	5 239
Total	2 413 447 \$	2 910 490 \$

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Commission est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les placements de portefeuille ont une échéance à court terme et n'exposent pas la Commission au risque de flux de trésorerie associé aux fluctuations des taux d'intérêt, puisqu'ils portent intérêt à taux fixe et que la Commission prévoit les détenir jusqu'à échéance.

## 15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Commission est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publics contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Commission n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne figurent pas distinctement dans les états financiers.

## 16. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2014 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2015.





Le 18 juin 2015

## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de la  
Commission des services juridiques

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Commission des services juridiques, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2015 et les états consolidés des résultats, de l'excédent cumulé, de la variation de l'actif financier net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes afférentes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.p.a./s.r.l.  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4  
T: +1 514 205-5000, F: +1 514 876-1502

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.p.a./s.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Commission des services juridiques au 31 mars 2015 ainsi que des résultats de son exploitation, de la variation de son actif financier net et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116819

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉSULTATS CONSOLIDÉS  
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	Budget		Opérations		Pratique privée et dossiers spéciaux		Responsabilité professionnelle		Incendie et vol		Total	
	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel	Réel
<b>REVENUS</b>												
Octrois du gouvernement du Québec												
Réguliers	157 052 000 \$	95 020 100 \$	62 031 900 \$	-	-	-	-	-	-	-	157 052 000 \$	157 765 600 \$
Droits de greffe	2 195 000	1 147 894	1 047 106	-	-	-	-	-	-	-	2 195 000	2 195 000
Chapitre III et mégaprocs	420 000	420 000	-	-	-	-	-	-	-	-	420 000	341 616
SARPA	-	558 886	-	-	-	-	-	-	-	-	558 886	265 628
Service d'aide à l'homologation	-	71 600	16 300	-	-	-	-	-	-	-	87 900	83 800
Dossiers spéciaux fédéraux	-	-	62 686	-	-	-	-	-	-	-	62 686	133 644
Intérêts créditeurs	100 000	342 683	-	-	-	-	39 195	-	16 798	-	398 676	317 815
	159 767 000	97 561 163	63 157 892	-	-	-	39 186	-	16 788	-	160 775 148	161 102 803
<b>CHARGES (Annexes A et B)</b>												
Réguliers	175 313 179	101 268 639	66 459 852	-	-	-	-	-	-	-	166 728 361	153 173 920
Chapitre III et mégaprocs	420 000	579 929	7 588 981	-	-	-	-	-	-	-	8 168 910	6 754 557
SARPA	-	642 111	-	-	-	-	-	-	-	-	642 111	265 628
Dossiers spéciaux fédéraux	-	-	54 510	-	-	-	-	-	-	-	54 510	116 161
Services professionnels et indemnités	-	-	-	-	-	-	39 163	-	-	-	39 163	23 714
	175 733 179	102 480 578	83 103 343	-	-	-	39 188	-	-	-	165 833 090	160 323 970
<b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES CHARGES AVANT AUTRES REVENUS</b>	(15 966 179)	(4 929 416)	54 649	-	-	-	27	-	16 793	-	(4 857 942)	768 833
<b>AUTRES REVENUS (Annexe C)</b>	2 400 000	3 353 498	1 295 707	-	-	-	-	-	-	-	4 649 205	3 584 598
<b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES CHARGES</b>	(13 566 179) \$	(1 575 918) \$	1 350 356 \$	-	-	-	27 \$	-	16 798 \$	-	(208 737) \$	4 353 431 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

EXCÉDENT CUMULÉ CONSOLIDÉ  
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	Non affecté réserve générale	Investi en immobilisations corporelles	Affectation responsabilité professionnelle	Affectation incendie et vol	Total 2015	Total 2014
<b>SOLDE À L'OUVERTURE</b>	15 371 072 \$	3 071 782 \$	3 500 000 \$	1 500 000 \$	23 442 854 \$	19 089 423 \$
<b>OPÉRATIONS</b>						
Excédent (insuffisance) des revenus sur les charges	(203 233)	(1 372 686)	27	16 798	(1 559 093)	6 828 285
Investissements nets en immobilisations corporelles:						
À même les opérations de l'exercice	(771 219)	771 219	-	-	-	-
Virements sur les dettes et les contrats de location-acquisition :						
À même les opérations de l'exercice	(234 753)	234 753	-	-	-	-
Virements à l'excédent affecté à la responsabilité professionnelle et incendie et vol (note 2c) et d))	16 825	-	(27)	(16 798)	-	-
	(1 192 380)	(366 713)	-	-	(1 559 093)	6 828 265
<b>PRATIQUE PRIVÉE</b>						
Excédent (insuffisance) des revenus sur les charges	1 350 356	-	-	-	1 350 356	(2 474 834)
	157 976	(366 713)	-	-	(208 737)	4 353 431
<b>SOLDE À LA CLÔTURE</b>	15 529 048 \$	2 705 069 \$	3 500 000 \$	1 500 000 \$	23 234 117 \$	23 442 854 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.



## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VARIATION DE L'ACTIF FINANCIER NET CONSOLIDÉ  
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2015	2014
	Budget	Réel	Réel
<b>EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES CHARGES</b>	(13 566 179) \$	(208 737) \$	4 353 431 \$
<b>VARIATIONS LIÉES AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
Acquisitions	(971 389)	(1 050 133)	(1 905 391)
Amortissement	1 372 037	1 372 037	1 469 527
Dispositions	-	648	4 319
	400 668	322 552	(441 545)
Augmentation des frais payés d'avance	-	(17 620)	(2 182)
Diminution (augmentation) des avances sur traitements différés	-	857	(114 908)
	-	(16 763)	(117 090)
Augmentation (diminution) de l'actif financier net	(13 165 510)	97 052	3 794 796
<b>ACTIF FINANCIER NET À L'OUVERTURE</b>	19 042 282	19 042 282	15 247 486
<b>ACTIF FINANCIER NET À LA CLÔTURE</b>	5 876 772	19 139 334 \$	19 042 282 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

5


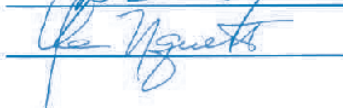
## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

6

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 MARS 2015

	2015	2014
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse (Note 3)	24 586 054 \$	24 663 825 \$
Fonds en fidéicomis (Note 3)	753 479	608 227
Équivalents de trésorerie (Note 4)	5 000 000	5 000 000
Débiteurs (Note 5)	42 056 612	39 374 196
	72 396 145	69 646 048
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>		
Créditeurs (Note 7)	50 827 410	48 006 893
Traitements différés	152 544	160 605
Revenus perçus par anticipation (Note 8)	1 578 030	1 781 602
Dettes (Note 9)	898 827	654 666
	53 256 811	50 603 766
<b>ACTIF FINANCIER NET</b>	19 139 334 \$	19 042 282 \$
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Frais payés d'avance	552 720 \$	535 100 \$
Avances sur traitements différés	138 167	139 024
Immobilisations corporelles (Note 10)	3 403 896	3 726 448
	4 094 783 \$	4 400 572 \$
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>		
Non affecté - réserve générale	16 529 048 \$	15 371 072 \$
Investi en immobilisations corporelles	2 705 069	3 071 782
Affectation responsabilité professionnelle	3 500 000	3 500 000
Affectation incendie et vol	1 500 000	1 500 000
	23 234 117 \$	23 442 854 \$

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

 Administrateur  
 Administrateur

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

7

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS  
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	2015	2014
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent (insuffisance) des revenus sur les charges		
Opérations	(1 575 918) \$	6 794 636 \$
Pratique privée	1 350 356	(2 474 834)
Assurance responsabilité professionnelle et incendie et vol	18 825	33 629
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :		
Amortissement - immobilisations corporelles	1 372 037	1 459 527
Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles	648	(41 505)
Frais payés d'avance	(17 620)	(2 182)
Avances sur traitements différés	857	(114 608)
	1 147 185	5 654 363
Variations des actifs financiers et des passifs financiers liés au fonctionnement (note 12)		
Opérations	221 880	(1 212 835)
Pratique privée	(295 412)	7 323 281
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	1 073 653	11 764 609
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Versements sur les dettes	(234 753)	(366 690)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(234 753)	(366 690)
<b>ACTIVITÉS DE PLACEMENT</b>		
Fonds en fidéicomis	(145 252)	(41 940)
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(145 252)	(41 940)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(771 219)	(1 532 389)
Disposition d'immobilisations corporelles	-	45 824
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(771 219)	(1 486 565)
<b>VARIATION NETTE DE L'EXERCICE</b>	(77 571)	9 889 614
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>	29 663 625	19 794 011
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	29 586 054 \$	29 663 625 \$

Les opérations sans effet sur la trésorerie comprennent l'acquisition d'immobilisations corporelles d'une valeur comptable de 278 914 \$ (373 002 \$ en 2014) (note 10).

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

8

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AU 31 MARS 2015

## 1. IDENTIFICATION ET SECTEUR D'ACTIVITÉ

La Commission des services juridiques (la « Commission ») est l'organisme chargé d'appliquer la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (RLRQ, c. A-14) (la « Loi »). Elle veille à ce que l'aide juridique soit fournie de façon cohérente et uniforme sur l'ensemble du territoire québécois par les centres régionaux aux personnes admissibles tout en s'assurant de la gestion efficace de ses ressources.

De plus, depuis 2010, par l'ajout du chapitre III de la Loi, la Commission assume la responsabilité de fournir des services, notamment aux personnes dont le droit aux services d'un avocat rémunéré par l'État a été reconnu par une ordonnance judiciaire et lorsqu'une ordonnance judiciaire portant sur la désignation d'un avocat a été rendue aux termes d'une disposition du Code criminel.

À cette mission hors régime d'aide juridique s'est ajouté, le 1<sup>er</sup> avril 2014, un service administré par la Commission pour l'ensemble de la population du Québec : le Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants (SARPA).

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

## a) Présentation des états financiers

Les états financiers sont dressés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public du *Manuel de comptabilité de CPA* (comptables professionnels agréés) Canada et comprennent les principales méthodes comptables suivantes.

## b) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Commission et des centres régionaux suivants contrôlés par la Commission :

- Centre communautaire juridique de Montréal (incluant Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne inc.);
- Centre communautaire juridique des Laurentides-Lanaudière;
- Centre communautaire juridique de la Rive-Sud;
- Centre communautaire juridique de Québec;
- Centre communautaire juridique de l'Outaouais;
- Centre communautaire juridique de l'Estrie;
- Centre communautaire juridique du Saguenay-Lac-Saint-Jean;
- Centre communautaire juridique de la Mauricie-Bois-Francs;
- Centre communautaire juridique du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie;
- Centre communautaire juridique de la Côte-Nord;
- Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue.

## c) Excédent cumulé affecté à la responsabilité professionnelle

Cette affectation a pour objectif le paiement des règlements de poursuites en responsabilité contre les avocats du réseau et les commissaires de la Commission. Les résolutions de la Commission prévoient une affectation de 3 500 000 \$ (3 500 000 \$ en 2014). Tout excédent ou insuffisance des revenus sur les charges doit être viré à (de) l'excédent cumulé non affecté - réserve générale.

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

9

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AU 31 MARS 2015

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

## d) Excédent cumulé affecté à la protection incendie et vol

Cette affectation a pour objectif de défrayer les coûts liés à des incendies ou à des vols dans les locaux du réseau. Les résolutions de la Commission prévoient une affectation de 1 500 000 \$ (1 500 000 \$ en 2014). Tout excédent ou insuffisance des revenus sur les charges doit être viré à (de) l'excédent cumulé non affecté - réserve générale.

## e) Excédent cumulé non affecté - réserve générale

La réserve générale constituée par la direction de la Commission sert à assumer les obligations et engagements de la Commission dans le cours normal de ses affaires.

## f) Excédent cumulé - affectation d'origine interne

Afin de distinguer l'excédent cumulé disponible au financement des opérations de la Commission, une affectation d'origine interne est constatée lorsqu'un excédent subsiste entre les octrois à recevoir consentis par le gouvernement du Québec pour permettre à la Commission d'adopter la comptabilité d'exercice à l'égard des charges et débours de la pratique privée et des vacances du personnel, sur les charges courues correspondantes. Au 31 mars 2015, le calcul des éléments précités se solde par un déficit de 1 663 425 \$ qui est intégré à la réserve générale.

## g) Estimations comptables

Pour dresser les états financiers consolidés, la direction de la Commission doit faire des estimations et établir des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés à titre d'éléments d'actif et de passif, la présentation des éventualités à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés à titre de revenus et charges au cours de l'exercice. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont :

- La provision pour honoraires courus de la pratique privée qui nécessite un jugement critique et constitue une source d'incertitude;
- La provision pour éventualités;
- La source de financement du chapitre III (incluant les mégaprocès) et le SARPA : contrairement à la situation qui a prévalu en 2013-2014, le financement du chapitre III (incluant les mégaprocès) n'a fait l'objet d'aucune précision de la part du gouvernement du Québec, ce faisant, la Commission a dû financer les déficits à même les opérations régulières pour une somme de 7 748 910 \$ au cours de l'exercice. Il en est de même pour le SARPA entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014, pour une somme de 59 869 \$.

Les résultats réels pourraient être différents.

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

10

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AU 31 MARS 2015

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

## h) Constatation des octrois réguliers et spéciaux

Les revenus provenant des octrois réguliers et spéciaux sont comptabilisés aux revenus dans l'exercice financier au cours duquel surviennent les charges qui leur donnent lieu, dans la mesure où les crédits sont autorisés, que l'organisme satisfait aux critères d'admissibilité et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Les montants constatés reposent sur les meilleures informations disponibles et sont ajustés en fonction des nouvelles informations obtenues avant l'achèvement des états financiers. Ces dispositions s'appliquent aux octrois reçus, tant aux fins des dépenses de fonctionnement qu'aux fins des acquisitions d'immobilisations.

## i) Charges de la pratique privée

Les honoraires, les débours et les intérêts payés à la pratique privée sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, et les revenus sont comptabilisés selon les montants autorisés par le gouvernement du Québec.

## j) Volet contributif

Les revenus relatifs aux frais administratifs et les autres contributions des bénéficiaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

## k) Mémoires de frais et remboursements des coûts de l'aide juridique

Les revenus de mémoire de frais et les remboursements des coûts de l'aide juridique sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse en raison de l'incertitude entourant leur recouvrement.

## l) Instruments financiers

La Commission évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats. Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des fonds en fidéicommis, des équivalents de trésorerie et des débiteurs. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs et des dettes.

## m) Dépréciation des actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

11

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AU 31 MARS 2015

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

## n) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Matériel informatique et bureautique	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Développement informatique	5 ans
Améliorations locatives	Durée restante des baux, maximum 10 ans

## o) Avantages sociaux futurs

Les employés de la Commission et des centres régionaux bénéficient de l'un des régimes de retraite à prestations déterminées suivants, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) :

- Le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP);
- Le régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE);
- Le régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS).

Il incombe au gouvernement du Québec de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite interentreprises. La Commission comptabilise la charge relative à ces régimes de retraite selon les montants de contributions exigibles, lesquels totalisent 6 555 527 \$ pour l'exercice (5 373 474 \$ pour l'exercice précédent).

## p) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Commission consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les sommes d'argent que l'entité ne peut utiliser pour les opérations courantes parce qu'elles sont affectées à d'autres fins, telles que les fonds en fidéicommis, ne sont pas incluses dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

## 3. RESTRICTIONS SUR L'ENCAISSE ET LES FONDS EN FIDÉICOMMIS

Certains employés des centres communautaires juridiques se sont prévalus d'une clause de la convention collective leur permettant de faire retenir à la source des sommes d'argent en prévision d'un congé sabbatique à traitement différé. Les fonds en fidéicommis sont déposés à cette fin.

L'encaisse comprend également 146 281 \$ ( 94 440 \$ en 2014) déposés à cette fin.

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

12

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AU 31 MARS 2015

## 4. ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2015	2014
Affectation à la responsabilité professionnelle		
Certificats de dépôt au taux de 0,95 %		
(1,15 % en 2014), échéant en avril 2015	3 500 000 \$	3 500 000 \$
Affectation incendie et vol		
Certificats de dépôt au taux de 0,95 %		
(1,15 % en 2014), échéant en avril 2015	1 500 000	1 500 000
	5 000 000 \$	5 000 000 \$

## 5. DÉBITEURS

	2015	2014
Intérêts courus	10 115 \$	6 538 \$
Octrois du gouvernement du Québec		
Traitements et vacances courus	8 608 155	8 263 369
Pratique privée	30 925 920	28 797 096
Fonds d'accès justice	478 700	631 600
Ministère de la Sécurité publique du Québec	-	21 913
Taxe sur les produits et services	521 708	442 965
Taxe de vente du Québec	1 029 247	841 487
Autres	482 767	369 228
	42 056 612 \$	39 374 196 \$

## 6. MARGE DE CRÉDIT

La Commission dispose d'un régime d'emprunts sous forme d'une marge de crédit d'une limite autorisée de 11 000 000 \$, au taux en vigueur au Fonds de financement du ministère des Finances, renouvelable le 1<sup>er</sup> avril 2015.



## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

13

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AU 31 MARS 2015

## 7. CRÉDITEURS

	2015	2014
Comptes fournisseurs et frais courus	1 154 902 \$	1 665 115 \$
Comptes à payer et frais courus d'avocats de la pratique privée		
Opérations régulières	32 373 084	30 925 920
Chapitre III, mégaprocès et dossiers spéciaux fédéraux	3 413 734	2 936 978
Taxes de vente	757 225	593 388
Salaires et retenues à la source	2 509 261	1 492 318
Vacances courues	8 824 416	8 608 155
Droits de greffe		
Opérations	931 629	974 064
Pratique privée	883 159	810 955
	50 827 410 \$	48 006 893 \$

## 8. REVENUS PERÇUS PAR ANTICIPATION

	2015	2014
Avantage incitatif de location	2 118 \$	27 534 \$
Octrois du gouvernement du Québec		
SARPA	316 296	484 380
Volet contributif - permanence	575 328	633 618
Volet contributif - pratique privée	648 287	623 445
Service d'aide à l'homologation - permanence	14 073	4 761
Service d'aide à l'homologation - pratique privée	1 853	1 323
Autres	20 075	6 541
	1 578 030 \$	1 781 602 \$

## 9. DETTES

	2015	2014
Emprunts à la Société québécoise des infrastructures pour l'acquisition d'améliorations locatives, à des taux variant de 2,84 % à 4,48 %, échéant de 2015 à 2019	698 827 \$	654 666 \$
	698 827 \$	654 666 \$

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

14

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AU 31 MARS 2015

## 9. DETTES (SUITE)

Les remboursements en capital des dettes à long terme à effectuer durant les cinq prochains exercices sont les suivants :

2016	214 832 \$
2017	183 829 \$
2018	170 163 \$
2019	93 124 \$
2020	36 879 \$

## 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

			2015	2014
	COÛT	AMORTIS- SEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Matériel informatique et bureautique	5 240 584 \$	4 102 633 \$	1 137 951 \$	1 257 414 \$
Mobilier et matériel de bureau	3 295 779	2 338 768	957 011	1 173 241
Développement informatique	160 508	27 024	133 484	109 729
Améliorations locatives	4 496 526	3 321 076	1 175 450	1 186 064
	13 193 397	9 789 501	3 403 896	3 726 448
Immobilisations acquises en vertu de contrats de location-acquisition				
Mobilier et matériel de bureau	6 525	6 525	-	-
	13 199 922 \$	9 796 026 \$	3 403 896 \$	3 726 448 \$

Au cours de l'exercice, des améliorations locatives financées par le locateur ont été capitalisées pour un total de 278 914 \$ (373 002 \$ en 2014).

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

15

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AU 31 MARS 2015

## 11. EXCÉDENT CUMULÉ NON AFFECTÉ - RÉSERVE GÉNÉRALE

Les montants constatés aux charges d'opérations de l'exercice et les montants investis en immobilisations corporelles de l'exercice comprennent les sommes suivantes utilisées à même le solde d'ouverture de la réserve générale, sur résolution de la direction.

	2015	2014
Travaux sur l'équité salariale		
Services professionnels	4 671 \$	6 406 \$
Montants constatés aux charges d'opérations de l'exercice	4 671 \$	6 406 \$

## 12. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des actifs financiers et des passifs financiers liés au fonctionnement se détaillent comme suit :

	2015	2014
Opérations		
Débiteurs	(553 592) \$	(811 248) \$
Créditeurs	844 393	(626 911)
Traitements différés	(8 061)	34 842
Revenus perçus par anticipation	(60 860)	190 483
	221 880 \$	(1 212 835) \$
Pratique privée		
Débiteurs	(2 128 824) \$	3 594 666 \$
Créditeurs	1 976 124	3 321 463
Revenus perçus par anticipation	(142 712)	407 152
	(295 412) \$	7 323 281 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement incluent des intérêts versés de 21 577 \$ (25 873 \$ en 2014).

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

16

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AU 31 MARS 2015

## 13. ENGAGEMENTS

## Contrats de location

La Commission et les centres communautaires juridiques se sont engagés, en vertu de contrats de location, à verser une somme de 18 851 393 \$ pour des locaux et du matériel. Les paiements minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

	Locaux	Matériel
2016	5 673 231 \$	136 489 \$
2017	4 280 961 \$	119 055 \$
2018	3 280 552 \$	89 288 \$
2019	2 908 282 \$	41 984 \$
2020	2 144 599 \$	9 578 \$

## 14. ÉVENTUALITÉS

- a) Au 31 mars 2015, la Commission et certains centres communautaires juridiques font l'objet de diverses poursuites, pour un montant total de 14 millions \$. La direction estime que ces poursuites ont manifestement très peu de chances de succès et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres au 31 mars 2015.

Actuellement, l'affectation de l'excédent cumulé à la responsabilité professionnelle présente une réserve de 3 500 000 \$. En raison des risques de poursuite, une insuffisance possible de fonds persiste. Cependant, la direction estime qu'il est probable que ces charges soient financées à même des octrois gouvernementaux additionnels.

- b) La Commission de l'équité salariale a autorisé la Commission à compléter son évaluation du maintien de l'équité salariale après le 31 décembre 2011. Cette évaluation est tributaire d'une plainte en attente de décision. Dès qu'une décision sera rendue dans le dossier par la Commission de l'équité salariale, le processus de maintien s'enclenchera dans les 90 jours. Il est impossible de déterminer le montant qui serait payé rétroactivement.

La direction estime que ces charges seraient financées à même des octrois gouvernementaux additionnels.

- c) À la fin de l'exercice, des négociations sont en cours concernant le renouvellement des conventions collectives des employés de bureau du Centre communautaire juridique de Saguenay-Lac-St-Jean. Une provision correspondant aux paramètres gouvernementaux est inscrite aux états financiers.

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

17

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
AU 31 MARS 2015

## 15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de l'exercice, la Commission a effectué les opérations suivantes avec des entités contrôlées par le gouvernement du Québec. Elle a comptabilisé une charge de loyer et d'intérêts de 5 974 378 \$ (5 850 440 \$ en 2014) payable à la Société québécoise des infrastructures et des droits de greffe redevables au ministère de la Justice du Québec pour 1 500 000 \$ (1 500 393 \$ en 2014), ainsi que diverses charges d'opérations et droits de greffe totalisant 720 984 \$ (797 322 \$ en 2014) à d'autres sociétés et organismes du gouvernement du Québec. Un solde de 1 794 788 \$ (1 785 019 \$ en 2014) relativement aux droits de greffe est payable au 31 mars 2015 et apparaît à la note 7.

De plus, la Commission a comptabilisé des octrois du gouvernement du Québec totalisant 97 215 100 \$ (105 208 100 \$ en 2014) pour les opérations et droits de greffe, 62 031 900 \$ (54 752 500 \$ en 2014) pour la pratique privée, 420 000 \$ (341 616 \$ en 2014) pour le recouvrement de charges liées à des mégaprocès, 558 886 \$ (265 628 \$ en 2014) pour le recouvrement des charges liées au développement du SARPA et 87 900 \$ (83 600 \$ en 2014) à titre de recouvrement des frais administratifs liés au service d'aide à l'homologation.

Les comptes débiteurs ainsi que les revenus perçus par anticipation relativement à ces opérations apparaissent aux notes 5 et 8.

Ces opérations sont mesurées à leur valeur d'échange qui est la valeur de la contrepartie convenue entre les parties.

## 16. INSTRUMENTS FINANCIERS

## Risques et concentrations

La Commission, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de la Commission aux risques à la date de l'état consolidé de la situation financière, soit au 31 mars 2015.

## Risque de crédit

La Commission détient des débiteurs importants qui consistent principalement en des montants à recevoir du gouvernement du Québec totalisant 40 012 775 \$ et d'autres montants à recevoir du gouvernement fédéral. La direction estime que la nature de ces montants à recevoir fait en sorte que le risque de crédit est à en fait inexistant.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Commission est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux fixe. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la Commission à un risque de juste valeur.

## COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2016

	Opérations régulières				Chapitre III et mégaopérations				SARPA				Total	
	Budget * 2015	Réel 2015	Réel 2014	Réel 2015	Budget 2015	Réel 2015	Réel 2014	Réel 2015	Réel 2014	Réel 2015	Réel 2014	Total Réel 2015	Total Réel 2014	
ANNEXE A - CHARGES OPÉRATIONS														
Administration														
Charges locatives, taxes et permis	6 863 620 \$	6 852 514 \$	6 859 316 \$	23 100 \$	20 830 \$	20 813 \$	67 018 \$	31 214 \$	6 940 362 \$	6 911 343 \$				
Frais de déplacement	1 096 519	928 193	949 114	10 000	920	2 392	41	194	927 164	951 700				
Amortissement - Immobilisations corporelles	1 274 391	1 274 391	1 434 290	9 320	9 320	9 275	88 328	15 902	1 372 037	1 459 527				
Services professionnels	656 372	506 554	478 478	10 000	128	4 327	3 748	7 646	510 430	490 651				
Télécommunications	779 882	720 969	724 319	1 800	2 136	1 936	4 337	1 707	727 962	727 442				
Fournitures de bureau	604 013	507 551	585 841	4 300	819	772	6 678	5 202	515 143	591 815				
Conseillers professionnels	768 008	766 361	711 830	1 891	3 782	3 493	4 112	1 938	717 281	717 281				
Bibliothèque	434 438	508 197	502 311	1 000	99	226			508 296	503 736				
Entretien et réparations	475 536	355 876	435 165	1 750	990	779	1 954	348	358 820	426 282				
Formation professionnelle	510 869	415 794	427 111	2 550	1 090	1 447	1 068	1 205	417 952	429 763				
Frais postaux	361 593	308 615	278 829	3 300	267	120	601		309 623	279 049				
Autres frais administratifs	392 114	356 455	382 677	3 250	1 554	1 675	6 040	2 499	388 851	384 052				
Ameublement et matériel de bureau	191 851	171 876	224 141	-	-	-	-	-	186 679	224 698				
Réunion des administrateurs	110 692	73 690	93 830	-	-	-	-	-	93 690	93 830				
Intérêts sur la dette	24 193	21 577	25 873	-	-	-	-	-	21 577	25 873				
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	648	74 657	-	-	-	7 685	27 025	11 185	101 682				
Information	130 000	3 480	4 017	-	-	-	-	-	2 138	4 017				
Électricité	4 137	2 138	4 017	-	-	-	-	-	-	-				
	14 802 180	13 773 182	14 191 899	72 261	44 052	47 368	204 234	96 793	14 021 498	14 336 060				
Traitements et charges sociales														
Avocats	56 679 773	55 667 473	54 375 478	287 868	459 753 **	404 426	147 070	85 045	58 274 298	54 864 950				
Autres	29 513 362	28 233 746	27 750 030	56 670	75 723	82 056	290 807	83 789	28 600 276	27 915 875				
	86 193 135	83 901 219	82 125 508	347 739	535 476	486 482	437 877	169 839	86 874 572	82 780 825				
Débours judiciaires														
Volet gratuit	3 629 908	3 113 666	3 236 521	-	-	-	-	-	3 113 666	3 236 521				
Civils	407 948	295 075	311 050	-	401	1 521	-	-	286 476	312 701				
Criminels	4 037 854	3 408 741	3 547 801	-	401	1 821	-	-	3 409 142	3 549 222				
Volet contributif	-	170 382	154 488	-	-	-	-	-	170 382	154 488				
Civils	-	15 015	16 580	-	-	-	-	-	15 015	16 580				
Criminels	-	165 397	171 068	-	-	-	-	-	165 367	171 066				
	4 037 854	3 594 138	3 718 667	-	401	1 621	-	-	3 594 539	3 720 289				
	105 039 179 \$	101 268 539 \$	100 036 074 \$	420 000 \$	678 929 \$	655 471 \$	642 111 \$	265 628 \$	102 490 579 \$	100 837 173 \$				

\* Ces montants excluent les budgets en capital pour un total de 1 229 292 \$ pour les acquisitions d'immobilisations et le remboursement de la dette à long terme. Les budgets annexes ne tiennent pas compte de la charge d'amortissement des immobilisations ni des charges liées aux dossiers fédéraux ainsi qu'au SARPA.

\*\* Comportant un total de 271 762 \$ consacrés aux services directs aux justiciables.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES  
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	Opérations régulières				Chapitre III et mégaprocès				SARPA				Dossiers fédéraux				Total	
	Budget 2015	Réal		Réal 2014	Budget 2015	Réal		Réal 2014	Réal 2015	Réal		Réal 2014	Réal 2015	Réal		Réal 2014	Réal 2015	
		2015	2014			2015	2014			2015	2014			2015	2014			
ANNEXE B – CHARGES PRATIQUE PRIVÉE																		
Volet gratuit																		
Honoraires																		
Civils		21 421 350 \$	21 364 672 \$			\$		\$		\$		\$		\$	21 421 350 \$	21 364 672 \$		
Criminels		21 103 671	20 764 062			7 468 977	6 121 754			46 000	107 838			28 616 648	27 013 654			
Notaires		70 175	68 069											70 175	68 069			
		42 595 196	42 216 833			7 468 977	6 121 754			46 000	107 838			50 110 173	48 446 425			
Débours <sup>1</sup>																		
Civils		5 092 809	4 597 514											5 092 809	4 597 514			
Criminels		3 319 564	2 657 150			81 555	96 478			9 510	8 291			3 410 829	2 761 919			
Notaires		24 655	21 413											24 655	21 413			
		8 427 028	7 276 077			81 555	96 478			9 510	8 291			8 518 083	7 380 846			
Autres frais		11 507	26 420			36 289								47 795	26 420			
Intérêts		2 276	3 471			1 161	854				22			3 437	4 347			
		13 783	29 891			37 449	854				22			51 232	30 767			
		51 036 007	49 522 801			7 568 981	6 219 086			54 510	116 151			58 679 498	55 858 038			
Volet contributif																		
Honoraires																		
Civils		2 535 303	2 051 975											2 535 303	2 051 975			
Criminels		1 179 763	1 002 070											1 179 763	1 002 070			
Notaires		12 515	4 637											12 515	4 637			
		3 727 581	3 058 682											3 727 581	3 058 682			
Débours <sup>2</sup>																		
Civils		510 885	457 853											510 885	457 853			
Criminels		182 155	97 317											182 155	97 317			
Notaires		3 424	1 183											3 424	1 183			
		696 264	556 353											696 264	556 353			
		4 423 845	3 615 045											4 423 845	3 615 045			
		70 260 000 \$	55 459 852 \$			7 568 981 \$	6 219 086 \$			\$	\$	54 510 \$	116 151 \$	83 103 343 \$	59 473 063 \$			
		175 313 179 \$	156 723 391 \$			420 000 \$	6 754 557 \$			642 111 \$	285 628 \$	54 510 \$	116 151 \$	165 993 922 \$	160 310 266 \$			

1. Ce poste est constitué de débours judiciaires de 6 430 774 \$ (5 808 284 \$ en 2014) et d'autres débours de 2 087 320 \$ (1 872 552 \$ en 2014).

2. Ce poste est constitué de débours judiciaires de 556 158 \$ (434 619 \$ en 2014) et d'autres débours de 140 106 \$ (121 745 \$ en 2014).

19

## SECTION 13

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES  
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

	Opérations régulières			Chapitre III et intégrations			SARPA			Dossiers fédéraux			Total	
	Budget 2015	Réel 2015	Réel 2014	Budget 2015	Réel 2015	Réel 2014	Réel 2015	Réel 2014	Réel 2015	Réel 2014	Réel 2015	Réel 2014	Réel 2015	Réel 2014
<b>ANNEXE C - AUTRES REVENUS</b>														
<b>Opérations</b>														
Volonté contributive **		1 724 803 \$	1 384 054 \$	-	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-	1 724 803 \$	1 384 054 \$
Ménages de frais		42 830	21 570	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42 830	21 570
Remboursements des coûts de l'aide juridique		539 474	468 137	-	-	-	-	-	-	-	-	-	539 474	468 137
Service d'aide à l'homologation		509 809	118 824	-	-	-	-	-	-	-	-	-	509 809	118 824
SARPA		-	-	-	-	-	23 356	-	-	-	-	-	23 356	-
Autres		233 380	81 937	-	-	-	-	-	-	-	-	-	233 380	81 937
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles		-	41 505	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41 505
Ristourne sur contrat d'assurance-groupe		278 846	348 580	-	-	-	-	-	-	-	-	-	278 846	348 580
	1 900 000 \$	3 330 142 \$	2 492 607 \$	-	\$	-	23 358 \$	-	\$	-	\$	-	3 353 498 \$	2 492 607 \$
<b>Pratique privée (article 82)</b>														
Contributions des bénéficiaires	500 000 \$	1 204 177 \$	1 009 465 \$	-	\$	45 000 \$	-	\$	-	\$	-	\$	1 204 177 \$	1 009 465 \$
Service d'aide à l'homologation	-	91 530	37 526	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91 530	37 526
	500 000 \$	1 295 707 \$	1 046 991 \$	-	\$	45 000 \$	-	\$	-	\$	-	\$	1 295 707 \$	1 046 991 \$
	2 400 000 \$	4 625 849 \$	3 539 598 \$	-	\$	45 000 \$	23 358 \$	-	\$	-	\$	-	4 649 205 \$	3 584 588 \$

\*\* Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, la loi sur l'aide juridique prévoit l'admissibilité de certains bénéficiaires moyennant une contribution de leur part.

**Volonté contributive des opérations**

Contributions des bénéficiaires	1 207 067 \$	904 793 \$	-	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-	\$	1 207 067 \$	904 793 \$
Frais administratifs	513 957	475 936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	513 957	475 936
Intérêts	3 779	3 325	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 779	3 325
	1 724 803 \$	1 384 054 \$	-	\$	-	\$	-	\$	-	\$	-	\$	1 724 803 \$	1 384 054 \$

20



## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Conseil de gestion de l'assurance parentale (Conseil) ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris des estimations et des jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). L'information financière contenue dans le reste du rapport annuel de gestion concorde avec ces états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement, en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Conseil reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a audité les états financiers du Conseil, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant expose son opinion et la nature et l'étendue de cet audit. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Pour le Conseil de gestion de l'assurance parentale,



**Lucie Robitaille, Adm.A, ASC**  
Présidente-directrice générale



**Claudia Biron, CPA, CA**  
Responsable de la gestion financière

Québec, le 15 avril 2015



# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

## Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Conseil de gestion de l'assurance parentale, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état du résultat global et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Conseil de gestion de l'assurance parentale au 31 décembre 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

## Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

*Guylaine Leclerc* FCPA auditrice, FCA

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA  
Québec, le 15 avril 2015

## CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie	2 690	2 663
Débiteurs	4	3
Charges payées d'avance au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	2 245	1 598
	4 939	4 264
<b>Actifs non courants</b>		
Immobilisations corporelles (note 6)	4	7
Immobilisations incorporelles (note 7)	6 719	7 932
<b>Total de l'actif</b>	<b>11 662</b>	<b>12 203</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 8)	1 485	2 290
Dû à Revenu Québec	673	543
Dû au Fonds d'assurance parentale, sans intérêt ni modalité de remboursement	4 730	4 242
Provision pour vacances	83	94
Partie courante de la dette à long terme (note 10)	2 004	2 359
	8 975	9 528
<b>Passifs non courants</b>		
Provision pour congés de maladie (note 9)	193	180
Dette à long terme (note 10)	2 494	2 495
<b>Total du passif</b>	<b>11 662</b>	<b>12 203</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé pour le conseil d'administration,



Lucie Robitaille, Adm.A, ASC  
Présidente-directrice générale



Marc-André Laliberté, ASA, AICA  
Président du comité de vérification

## CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>PRODUITS</b>		
Contributions du Fonds d'assurance parentale	39 251	37 645
	39 251	37 645
<b>CHARGES</b>		
Frais d'administration (note 11)	1 735	1 407
Frais liés à l'administration du Régime* par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (note 12)	21 198	21 922
Frais liés aux activités de soutien informatique par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (note 12)	5 212	4 234
Frais liés aux activités de perception des cotisations par Revenu Québec (note 13)	7 949	6 518
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles (note 7)	2 991	3 387
Charges financières nettes (note 14)	166	177
	39 251	37 645
<b>RÉSULTAT NET ET GLOBAL</b>		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

\* Régime québécois d'assurance parentale (Régime)

## CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014  
(en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Résultat net et global	-	-
Ajustements:		
Dotation aux amortissements		
Immobilisations corporelles	4	15
Immobilisations incorporelles	2 991	3 387
Variation des éléments hors trésorerie:		
Débiteurs	(1)	(1)
Charges payées d'avance au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	(647)	235
Créditeurs et charges à payer	8	34
Dû à Revenu Québec	130	-
Provision pour vacances	(11)	(6)
Provision pour congés de maladie	13	(40)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>2 487</b>	<b>3 624</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1)	(1)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Dû au Fonds d'assurance parentale	488	(357)
Versements sur la dette à long terme	(2 947)	(3 215)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(2 459)</b>	<b>(3 572)</b>
<b>Augmentation de la trésorerie</b>	<b>27</b>	<b>51</b>
<b>TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>2 663</b>	<b>2 612</b>
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 15)</b>	<b>2 690</b>	<b>2 663</b>
<b>INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES</b>		
Intérêts payés	101	136
Intérêts reçus	6	4

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE

### NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2014

(Les montants dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars canadiens.)

## 1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

### Constitution

Le Conseil de gestion de l'assurance parentale (Conseil) est une personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, institué le 10 janvier 2005 par la Loi sur l'assurance parentale (RLRQ, chapitre A-29.011) (Loi). Il gère le Régime québécois d'assurance parentale (Régime). À ce titre, il assure le financement du Régime et le paiement des prestations, administre, en qualité de fiduciaire, le Fonds d'assurance parentale (Fonds) et adopte les règlements nécessaires à l'application de la Loi. Le Régime est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Le bureau du Conseil est situé au 1122, Grande Allée Ouest, bureau 104, Québec (Québec), Canada.

L'administration du Régime, soit les activités relatives à l'admissibilité et au versement des prestations, est confiée, par la Loi, au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Cette administration fait l'objet d'une entente qui détermine, en conformité avec l'article 81 de la Loi, la rémunération et les objectifs généraux de cette administration, notamment en ce qui a trait au niveau des services aux citoyens, aux modalités de gestion de la trésorerie et aux orientations budgétaires, ainsi que les modalités de reddition de comptes au Conseil.

Afin de mieux apprécier la nature des activités du Conseil et du Fonds, les états financiers de chacune de ces entités devraient être lus conjointement.

### Objet

Le Régime prévoit le versement de prestations de remplacement de revenus à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs admissibles qui se prévalent d'un congé à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

### Financement

Le financement du Régime est principalement assuré par les cotisations des travailleuses, des travailleurs et des employeurs, payables à Revenu Québec selon les termes, conditions et modalités prévus au chapitre IV de la Loi.

Conformément à l'article 115.7 de la Loi, les sommes perçues par le Conseil pour le financement du Régime sont transférées, au fur et à mesure, au Fonds et sont conservées en dépôts à vue. L'article 115.9 de la Loi ajoute cependant que les sommes du Fonds qui ne sont pas requises immédiatement sont déposées à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Les dépenses relatives à l'application de la Loi sont à la charge du Fonds, y compris celles relatives à l'administration du Fonds. Le Fonds, institué le 17 juin 2005 à titre de patrimoine fiduciaire d'utilité sociale, est affecté au versement des prestations auxquelles peut avoir droit toute personne admissible au Régime ainsi qu'aux paiements des obligations du Conseil dans l'exercice de ses fonctions fiduciaires.

Suivant l'article 109 de la Loi, le personnel du Conseil est nommé selon la Loi sur la fonction publique et il est rémunéré selon les dispositions contenues aux conventions collectives en vigueur. L'article 115.10 de la Loi ajoute que les sommes requises pour le paiement de la rémunération et des dépenses afférentes aux avantages sociaux, ainsi qu'aux autres conditions de travail du personnel du Conseil, dans la mesure où le personnel œuvre dans le cadre des fonctions fiduciaires du Conseil, sont à la charge du Fonds.

## 2. BASE DE PRÉPARATION

### Déclaration de conformité

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et approuvés par le conseil d'administration le 15 avril 2015.

### Base d'évaluation

Les présents états financiers ont été préparés selon la base du coût historique.

### Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle du Conseil.

## 3. MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

### État des variations du surplus cumulé

L'IAS 1 requiert la présentation de l'état des variations du surplus cumulé. Toutefois, le Conseil ne présente pas cet état parce que le solde net est nul et qu'il n'y a pas de variation dans chacun des exercices présentés dans les états financiers.

### Actifs et passifs financiers

Les actifs ou les passifs qui ne sont pas contractuels, qui résultent d'obligations légales imposées par l'État, ne sont pas des actifs ou passifs financiers, tels le dû au Fonds d'assurance parentale et le dû à Revenu Québec.

### Trésorerie

La trésorerie est constituée des fonds de caisse et des montants déposés auprès de banques.

### Instruments financiers

Lors de la comptabilisation initiale, le Conseil classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes, selon les fins pour lesquelles il les a acquis :

- i) Prêts et créances : Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances du Conseil se composent de la trésorerie et des débiteurs et sont inclus dans l'actif courant en raison de la courte durée à courir jusqu'à leur échéance. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ultérieurement, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué d'une provision pour pertes de valeur.
- ii) Passifs financiers au coût amorti : Les passifs financiers au coût amorti comprennent les créditeurs et charges à payer ainsi que la dette à long terme. Les passifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés à la juste valeur, après déduction des coûts de transaction engagés, et ils sont ultérieurement évalués, au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les passifs financiers sont classés dans le passif courant si le paiement est exigible dans les 12 mois. Autrement, ils sont présentés dans le passif non courant.

### Immobilisations corporelles

Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront au Conseil et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'une immobilisation remplacée est décomptabilisée lors du remplacement. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges dans le compte frais d'administration de la période au cours de laquelle ils ont été engagés.

Les principales catégories d'immobilisations corporelles sont amorties, selon le mode d'amortissement linéaire sur la durée d'utilité attendue, de la façon suivante :

Mobilier et équipement	5 ans
Améliorations locatives	5 ans
Équipement informatique	3 ans

Le Conseil ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en ses parties significatives et amortit séparément chacune d'entre elles. Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revus chaque année et ajustés au besoin.



## Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les actifs informationnels et les coûts liés aux développements informatiques. Les développements informatiques sont réalisés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ils sont financés par le Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et dédiés exclusivement à l'administration du Régime. En vertu d'un accord entre le Conseil et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le Conseil doit rembourser la totalité des frais engagés par le Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour l'administration du Régime.

Le Conseil engage des coûts pour la conception de nouvelles technologies utilisées dans le cadre du processus d'affaires. Les dépenses engagées pendant la phase de recherche sont passées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées. Les dépenses engagées pendant la phase de développement sont inscrites à l'actif si certains critères, dont la faisabilité technique, l'intention, la capacité de développer et d'utiliser la technologie, sont réunis. Dans le cas contraire, elles sont passées en charge dans le compte frais liés aux activités de soutien informatique par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale de l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Ces actifs sont capitalisés et ensuite amortis dans le compte dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles, selon le mode d'amortissement linéaire sur la durée d'utilité attendue, de la façon suivante :

Actifs informationnels	5 ans
Développements informatiques	5 ans

Les durées d'utilité, le mode d'amortissement et les valeurs résiduelles sont révisés annuellement.

## Dépréciation des actifs non financiers

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Aux fins de la détermination de leurs valeurs recouvrables, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel les flux de trésorerie identifiables sont indépendants des flux de trésorerie d'autres groupes d'actifs (unités génératrices de trésorerie ou UGT). La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (soit la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT concerné). Il n'y a eu aucune perte ou reprise de valeur au cours de l'exercice.

## Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont directement attribuables à l'acquisition, au développement ou à la production d'immobilisations incorporelles qualifiées, lesquelles exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisées. Les coûts d'emprunt sont incorporés dans le coût de ces actifs jusqu'à ce que l'actif soit prêt pour son utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés à titre de charges d'intérêts dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

## Régimes de retraite généraux et obligatoires

Les employés du Conseil participent à des régimes de retraite généraux et obligatoires dont les prestations sont définies. La comptabilité des régimes à cotisations définies est appliquée à ces régimes, car les obligations du Conseil se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Le coût des régimes de retraite passe en charge dans le compte frais d'administration à mesure que les cotisations deviennent exigibles.

## Provisions

Une provision est constituée lorsque le Conseil a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant peut être évalué de façon fiable. Les montants comptabilisés en provision correspondent à la meilleure estimation, par la direction, de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la fin de la période de présentation de l'information. Les montants sont actualisés lorsque l'effet est significatif.

### Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Les calculs actuariels tiennent compte des hypothèses les plus probables établies par le Conseil concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite et le taux d'utilisation des crédits de congés de maladie. Le coût des prestations futures est imputé au résultat net au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés. Puisque le régime des congés de maladie cumulés est considéré comme un avantage à long terme, les gains et les pertes actuariels sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice courant.

### Provision pour vacances

Les obligations découlant des congés pour des vacances dues aux employés du Conseil sont comptabilisées à titre de passif. La charge annuelle est comptabilisée dans le compte frais d'administration selon les avantages gagnés par les employés au cours de l'exercice.

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque le Conseil estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

### Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer représentent des montants à payer au titre de biens ou de services qui ont été reçus de fournisseurs dans le cours normal de l'activité. Les créditeurs et charges à payer sont classés dans le passif courant, car le paiement est exigible dans les 12 mois. Les créditeurs et charges à payer sont comptabilisés initialement à la juste valeur.

### Contributions du Fonds d'assurance parentale (section produits)

Les contributions du Fonds d'assurance parentale sont comptabilisées lorsqu'elles sont acquises par le Conseil. Elles sont acquises dès le moment où les charges correspondantes satisfont les critères de comptabilisation dans les états financiers du Conseil et du Fonds.

### Charges au Fonds d'assurance parentale (section charges)

Tel que le prévoit l'article 115.10 de la Loi, les charges encourues par le Conseil pour l'application de la Loi sont à la charge du Fonds.

## 4. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

#### *IFRS 9 – Instruments financiers*

La norme définitive a été publiée en février 2015. L'IFRS 9 constitue un projet en trois phases et vise le remplacement de la norme actuelle IAS 39, *Instruments financiers: comptabilisation et évaluation*. La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et les deux autres parties couvrent la dépréciation des actifs financiers et de la comptabilité de couverture. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue, mais lorsqu'une entité évalue un passif financier à la juste valeur, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'au résultat net. La norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Une application anticipée est autorisée. Le Conseil évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers et ne prévoit pas adopter cette norme par anticipation.

#### *IAS 16 Immobilisations corporelles et IAS 38 Immobilisations incorporelles*

Des modifications de portée limitée ont été apportées à l'IAS 16 *Immobilisations corporelles* et à l'IAS 38 *Immobilisations incorporelles* afin d'établir le principe du mode d'amortissement comme étant le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif. L'objectif des modifications proposées est d'assurer que les préparateurs n'utilisent pas des modes fondés sur les produits pour calculer les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. En effet, un mode fondé sur les produits reflète la courbe des avantages économiques générés par l'actif plutôt que le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif. La norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'application est prospective et une adoption anticipée est autorisée. Le Conseil évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers et ne prévoit pas adopter cette norme par anticipation.

## 5. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES

La préparation des états financiers exige que le Conseil ait recours à des estimations et pose des hypothèses relatives à des événements futurs. Les estimations sont fondées sur l'expérience passée, s'il y a lieu, ainsi que sur diverses autres hypothèses jugées raisonnables dans les circonstances. Il existe donc une probabilité que les résultats réels diffèrent de façon significative des meilleures prévisions faites par la direction, et que les estimations donnent lieu à des ajustements significatifs des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice. Ces estimations sont révisées chaque date de fin d'exercice et les ajustements en découlant sont comptabilisés dans les exercices ultérieurs concernés par ces révisions et dans l'exercice au cours duquel ces révisions sont effectuées.

Les estimations et les jugements qui suivent sont ceux qui ont été faits par la direction et qui ont l'incidence la plus importante sur les états financiers du Conseil :

### Estimations

#### i. Durée d'utilité déterminée des immobilisations amortissables

Le Conseil croit que les durées d'utilité des immobilisations représentent les périodes pendant lesquelles le Conseil s'attend à les utiliser. Les durées réelles pourraient différer de celles estimées.

Une partie importante des dépenses que le Conseil effectue continuellement a trait aux développements informatiques qu'il met au point pour soutenir ses bases de données informatisées, ses infrastructures internes et ses logiciels. Au cours du processus de développement informatique, le Conseil doit estimer la période prévue durant laquelle les avantages seront obtenus et établir ainsi la durée d'amortissement des coûts incorporés à la valeur des développements. Les hypothèses à formuler pour décider de la durée d'utilité estimative des développements tiennent compte de la durée avant l'obsolescence technologique, de l'expérience passée et des plans d'affaires internes quant à l'utilisation attendue des développements. En raison de l'évolution rapide de la technologie et de l'incertitude entourant le processus de développement informatique, les résultats futurs pourraient être influencés si l'évaluation que fait aujourd'hui le Conseil de ses projets de développements s'avère différente du rendement réel.

#### ii. Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Les prévisions actuarielles tiennent compte de l'âge moyen des salariés, du régime de retraite auquel ils contribuent, de leur salaire, du nombre moyen d'heures de maladie non utilisées à la fin de l'exercice et du taux d'actualisation utilisé. Ces variables sont présentées à la note 9. Le montant total de la dépense pour congés de maladie peut donc varier en fonction de changements dans les variables utilisées dans le calcul de la provision pour congés de maladie.

**iii. Provision pour vacances**

Le calcul de la provision pour vacances est établi en multipliant, pour chaque employé, le nombre d'heures de vacances qu'il a accumulées par son taux horaire de rémunération à la fin de l'exercice financier. Le montant total obtenu est majoré pour tenir compte des avantages sociaux prévus aux différentes conventions collectives. Le total des vacances réellement payées peut varier du montant calculé en fonction de différents facteurs : l'augmentation des salaires, le départ ou l'arrivée d'employés, le report autorisé d'une partie des vacances. Les employés du Conseil doivent normalement prendre leurs vacances chaque année.

**Jugements comptables critiques****i. Classement des instruments financiers**

La direction du Conseil exerce son jugement à l'égard de la classification des instruments financiers. Les instruments financiers sont classés dans l'une des catégories suivantes : actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, actifs financiers disponibles à la vente ou passifs financiers. Le classement détermine le traitement comptable de l'instrument. Le Conseil établit le classement lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier, en fonction du but sous-jacent de cet instrument.

**ii. Classement des contrats de location**

Les contrats de location en vertu desquels le bailleur conserve une partie importante des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location simple. Les contrats de location-financement sont ceux dont le preneur acquiert une partie importante des risques et avantages inhérents à la propriété. Le Conseil doit évaluer dans quelle mesure des risques et avantages à la propriété sont assumés par le Conseil ou le bailleur.

## 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Mobilier et équipement	Améliorations locatives	Équipement informatique	Total
<b>Au 31 décembre 2014</b>				
<b>Coût</b>				
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	72	148	38	258
Acquisitions	-	-	1	1
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	72	148	39	259
<b>Cumul des amortissements</b>				
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	70	145	36	251
Dotation aux amortissements	1	1	2	4
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	71	146	38	255
<b>Montant net au 31 décembre 2014</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>4</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>				
<b>Coût</b>				
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	71	148	55	274
Acquisitions	1	-	-	1
Radiations	-	-	(17)	(17)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	72	148	38	258
<b>Cumul des amortissements</b>				
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	67	138	48	253
Radiations	-	-	(17)	(17)
Dotation aux amortissements	3	7	5	15
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	70	145	36	251
<b>Montant net au 31 décembre 2013</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>7</b>

## 7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Développements informatiques	Actifs informationnels	Total
<b>Au 31 décembre 2014</b>			
<b>Coût</b>			
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	40 769	90	40 859
Acquisitions nettes	1 778	-	1 778
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	42 547	90	42 637
<b>Cumul des amortissements</b>			
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	32 843	84	32 927
Dotation aux amortissements	2 986	5	2 991
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	35 829	89	35 918
<b>Montant net au 31 décembre 2014</b>	<b>6 718</b>	<b>1</b>	<b>6 719</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>			
<b>Coût</b>			
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	38 556	90	38 646
Acquisitions nettes	2 213	-	2 213
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	40 769	90	40 859
<b>Cumul des amortissements</b>			
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	29 464	76	29 540
Dotation aux amortissements	3 379	8	3 387
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	32 843	84	32 927
<b>Montant net au 31 décembre 2013</b>	<b>7 926</b>	<b>6</b>	<b>7 932</b>

Des développements informatiques, effectués par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale au coût de 1 233 234 \$ (1 039 327 \$ au 31 décembre 2013), sont en voie de réalisation au 31 décembre 2014 et ne sont pas amortis.

Les intérêts capitalisés au cours de l'exercice s'élèvent à 15 401 \$ (12 124 \$ en 2013) et sont capitalisés au taux de la dette à long terme.

## 8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2014	2013
Fournisseurs et frais courus	90	88
<b>Entités gouvernementales</b>		
Centre de services partagés du Québec	8	1
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 334	2 147
Ministère des Finances	53	54
	<b>1 485</b>	<b>2 290</b>

## 9. AVANTAGES DU PERSONNEL

### Régimes de retraite

Les membres du personnel du Conseil participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Les obligations du Conseil envers ces régimes généraux et obligatoires se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le taux de cotisation du Conseil pour le RREGOP est passé à 9,84 % de la masse salariale cotisable (9,18 % en 2013). Celui du RRPE et celui du RRAS sont passés à 14,38 % (12,30 % en 2013).

Les cotisations du Conseil imputées aux charges de l'exercice s'élèvent à 90 926 \$ (73 215 \$ en 2013).

### Provision pour congés de maladie

Le Conseil dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par le Conseil.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en faire le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services au Conseil. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.



**Évaluations et estimations subséquentes**

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes :

	2014	2013
Taux d'indexation	3,00%	3,00%
Taux d'actualisation	3,35%	3,25%
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	17 ans	16 ans

**10. DETTE À LONG TERME**

	2014	2013
<b>Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (note 19)</b>		
Dette pour les développements informatiques, intérêts variables basés sur le taux d'intérêt sur les avances du Fonds consolidé du revenu et sur le taux d'intérêt mensuel moyen du Fonds de financement du Québec, lesquels représentent un taux pondéré de 2,07% au 31 décembre 2014, remboursable en un versement de 2 004 330 \$ en 2015, plus intérêts, suivi de trois autres versements annuels, échéant en 2018	4 498	4 854
Moins : Partie courante de la dette à long terme	2 004	2 359
	<b>2 494</b>	2 495

Les paiements du capital et des intérêts minimums futurs exigibles s'établissent comme suit :

2015	2 097 000 \$
2016	1 284 000 \$
2017	837 000 \$
2018	460 000 \$
	<b>4 678 000 \$</b>

Les intérêts sont estimés selon le taux en vigueur au 31 décembre 2014.

## 11. FRAIS D'ADMINISTRATION

	2014	2013
Salaires et avantages du personnel	1 231	1 002
Soutien et services administratifs du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	132	52
Services en ressources humaines et en technologies de l'information du Centre de services partagés du Québec	54	44
Services professionnels	73	74
Formation	32	18
Frais de déplacement	10	7
Loyer	137	137
Matériel, fournitures et messagerie	15	16
Téléphonie et Internet	12	13
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	4	15
Autres	35	29
	<b>1 735</b>	<b>1 407</b>

## 12. FRAIS LIÉS AUX ACTIVITÉS DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale est, conformément à l'article 80 de la Loi, chargé de l'administration du Régime. Il prend en charge toutes les activités associées à l'admissibilité et au versement des prestations du Régime.

Cette administration fait l'objet d'une entente qui détermine, en conformité avec l'article 81 de la Loi, la rémunération et les objectifs généraux de cette administration, notamment en ce qui a trait au niveau des services aux citoyens, aux modalités de gestion de la trésorerie et aux orientations budgétaires, ainsi que les modalités de reddition de comptes au Conseil.

## 13. FRAIS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE PERCEPTION DES COTISATIONS PAR REVENU QUÉBEC

Conformément au Décret numéro 874-2012 du 20 septembre 2012, le ministre des Finances exerce les fonctions du ministre du Revenu et est, conformément à l'article 152 de la Loi, chargé de l'application du chapitre IV de la Loi. Ce chapitre, intitulé «Cotisations», constitue une loi fiscale au sens de la Loi sur l'administration fiscale (RLRQ, chapitre A-6.002).

Revenu Québec est chargé de percevoir les cotisations pour le Régime et de les remettre au Conseil. En application de l'article 75 de la Loi, ces cotisations sont remises au Conseil, qui a l'obligation de les transférer au Fonds d'assurance parentale, avec les intérêts et les pénalités s'y rapportant, déduction faite des remboursements et compte tenu des ajustements découlant d'ententes ainsi que des frais de perception déterminés par le gouvernement. Ces frais, fixés par le Décret numéro 867 2006 du 20 septembre 2006 et modifiés par le Décret numéro 731-2007 du 28 août 2007 et par le Décret 74-2014 du 6 février 2014, sont déterminés en fonction des dépenses réellement engagées par Revenu Québec. Les activités relatives à la perception et la remise des cotisations au Régime sont également régies par une entente entre le Conseil et Revenu Québec.

Les frais de perception des cotisations au Régime sont calculés en fonction du coût de revient de la perception des cotisations à ce régime pour la période de référence et comprennent, le cas échéant, la charge d'amortissement des coûts de nature capitale encourus par Revenu Québec aux fins du Régime.

## 14. CHARGES FINANCIÈRES NETTES

	2014	2013
Frais bancaires liés aux paiements des prestations du Régime par le ministère des Finances	71	72
Intérêts sur la dette à long terme	101	109
Produits d'intérêts	(6)	(4)
	166	177

## 15. FLUX DE TRÉSORERIE

Au cours de l'exercice, des immobilisations incorporelles pour les développements informatiques ont été acquises à un coût total de 1 777 692 \$ (2 212 817 \$ en 2013). Une portion de ces acquisitions au montant de 1 233 234 \$ (2 043 849 \$ en 2013) est comprise dans le poste « Créditeurs et charges à payer ». Le solde de 544 458 \$ (168 968 \$ en 2013) a été financé à l'aide de la dette à long terme. De plus, au cours de l'exercice, des développements informatiques totalisant 2 043 849 \$ (1 316 731 \$ en 2013) qui étaient inclus dans les créditeurs de l'exercice précédent ont été refinancés par la dette à long terme.

## 16. GESTION DU CAPITAL

Le Conseil ne détient aucun capital. Le Régime est principalement financé par les cotisations des travailleuses, des travailleurs et des employeurs, perçues par Revenu Québec et remises au Conseil en application de l'article 75 de la Loi. Il est également financé par les sommes qu'il emprunte pour parer aux manques de liquidité du Fonds d'assurance parentale (article 111 de la Loi sur l'administration publique [LAP]). Toutes ces sommes sont transférées au Fonds, au fur et à mesure que le Conseil les perçoit, pour le financement du Régime (articles 115.4 et 115.7 de la LAP). Les sommes mises à la disposition du Conseil ne doivent servir qu'au paiement des prestations du Régime et à l'application de la Loi. Ainsi, les transactions découlant des emprunts suivants figurent aux états financiers du Fonds.

## Avance du ministre des Finances

En vertu du Décret numéro 207-2012 du 21 mars 2012, le Conseil a la possibilité de bénéficier d'une avance à même le fonds consolidé du revenu, sur une base rotative, dont le capital global en cours à un moment donné ne peut excéder 50 millions de dollars, et ce, jusqu'au 31 mai 2017.

## Régime d'emprunts

En vertu du Décret numéro 238-2009 du 18 mars 2009, modifié par les décrets numéros 838-2010 du 6 octobre 2010, 1259-2011 du 7 décembre 2011 et 1275-2013 du 4 décembre 2013, le Conseil dispose d'un régime d'emprunts lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès de Financement-Québec, jusqu'à concurrence d'un montant total de 390 millions de dollars, et ce, jusqu'au 31 décembre 2015.

## Dettes à long terme

Le Conseil a contracté un billet de 346 643 573\$ auprès du ministre des Finances qui agit à titre de gestionnaire du Fonds de financement. L'émission de ce billet a été autorisée par le Décret numéro 837-2010 du 6 octobre 2010, lequel autorise le Conseil à contracter auprès du ministre des Finances, en sa qualité de gestionnaire du Fonds de financement, un régime d'emprunt à long terme. Ce billet a été émis le 5 janvier 2011 et vient à échéance le 4 mai 2015. Ce billet à long terme a été cédé par le ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, à Financement-Québec le 18 décembre 2013. Cette cession administrative n'a aucun impact sur les conditions et modalités du régime d'emprunt à long terme.

# 17. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Le Conseil est lié à tous les ministères et aux fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

Le Conseil n'a réalisé aucune opération significative, individuellement ou collectivement, avec ses parties liées autres que celles présentées dans le corps même de ses états financiers.

## Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs et la haute direction du Conseil.

	2014	2013
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	297	270
Régimes de retraite	35	27
	332	297

En vertu de l'article 99 de la Loi, le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail de la présidente-directrice générale. Quant aux autres membres du conseil d'administration, ils ne sont pas rémunérés.

La rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions d'emploi de la secrétaire générale sont établis en vertu de la Loi sur la fonction publique, comme l'article 109 de la Loi le prévoit.

## 18. INSTRUMENTS FINANCIERS

### Catégories d'évaluation

Comme il est expliqué dans la note 3, les actifs et les passifs financiers ont été classés dans les catégories qui déterminent leur base d'évaluation. Ces catégories sont : prêts et créances et passifs au coût amorti. Le tableau suivant montre les valeurs comptables des actifs et passifs pour chacune des catégories au 31 décembre.

	2014	2013
<b>ACTIFS</b>		
Prêts et créances		
Trésorerie	2 690	2 663
Débiteurs	4	3
	2 694	2 666
<b>PASSIFS</b>		
Coût amorti		
Créditeurs et charges à payer	1 485	2 290
Dette à long terme	4 498	4 854
	5 983	7 144

### Juste valeur

La direction estime que la valeur comptable des actifs et des passifs financiers comptabilisée dans les états financiers se rapproche de la juste valeur.

### Gestion des risques financiers

Le Conseil est exposé à une série de risques financiers, à savoir le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité. Le Conseil a pour but dans sa gestion des risques de maintenir le degré de risque à un niveau jugé approprié. Le Conseil s'est doté d'un comité de gouvernance et d'éthique qui a notamment pour fonction de veiller à l'application des règles de gouvernance et d'éthique pour la gestion des risques financiers. La gestion des risques financiers est réalisée par le service de la gestion financière et par le service de l'actuariat qui appliquent des directives strictes et exercent des contrôles stricts sur les procédés. L'approche globale est surveillée par le comité de gouvernance et d'éthique et la direction.

## Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la valeur des instruments financiers. Cette valeur est influencée par la variation de certains paramètres de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. Le risque provient de la volatilité du prix d'un instrument financier, laquelle découle de la volatilité de ces variables de marché.

Le Conseil est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt en raison de sa dette à long terme relative aux développements informatiques. Le taux d'intérêt est variable selon le taux d'intérêt accordé sur les avances du Fonds consolidé du revenu et selon le taux d'intérêt mensuel moyen du Fonds de financement du Québec, lesquels représentent un taux pondéré de 2,07% au 31 décembre 2014. Au 31 décembre 2014, une variation de 100 points de base des taux d'intérêt aurait fait varier la charge d'intérêts annuelle d'environ 267 000 \$ (86 500 \$ en 2013).

## Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de la juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se dégrader.

L'exposition maximale du Conseil au risque de crédit correspond à la somme de sa trésorerie, 2 690 000 \$ (2 663 500 \$ en 2013) et de ses débiteurs, 4 107 \$ (3 110 \$ en 2013).

La direction estime que le Conseil n'est pas exposé à un risque de crédit important, étant donné qu'il transige presque uniquement avec des entités gouvernementales et que la trésorerie est placée auprès d'institutions financières de premier ordre.

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à des passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actifs.

Le service de la gestion financière veille au maintien de la flexibilité du Conseil en matière de financement en évaluant les flux de trésorerie attendus et en préservant une marge de manœuvre suffisante à l'égard des crédits engagés. L'estimation des flux de trésorerie se fonde sur des prévisions en continu des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement. Les prévisions tiennent compte des limites d'emprunt, des restrictions de trésorerie et de la conformité à la politique de gestion des risques du Conseil.

L'excédent de la trésorerie sur les besoins de fonds de roulement est géré par le service de la gestion financière qui autorise les transferts de fonds du Fonds d'assurance parentale pour combler les besoins de fonds de roulement des opérations courantes.

Les crédettes et charges à payer auprès du Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale représentent des frais courus pour des développements informatiques en voie de réalisation au 31 décembre 2014 et des intérêts courus sur la dette à long terme, pour lesquels les facturations auront lieu soit le 1<sup>er</sup> avril 2015, soit au cours de l'exercice 2015. Les crédettes et charges à payer auprès de Revenu Québec représentent des charges à payer payables au cours du mois de janvier 2015.

## 19. ENGAGEMENTS

### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

#### Administration du Régime

Conformément à l'article 81 de la Loi, le Conseil a conclu, avec le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, une entente relative à l'administration du Régime. En vertu de cette entente, le Conseil s'est engagé à rembourser au ministre les frais réellement encourus à titre d'administrateur du Régime. Cette entente est valide pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015 et se renouvelle pour des périodes successives de douze (12) mois par tacite reconduction. Les frais à verser jusqu'au 31 mars sont estimés à 7 606 475 \$.

Conformément à cette entente, le Conseil s'est engagé à verser la totalité des frais encourus par le Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour le développement informatique de systèmes aux fins de la réalisation des activités d'administration du Régime. Selon le Fonds des technologies de l'information, les frais totaux à l'échéance des travaux prévus en 2015 sont estimés à 46 millions de dollars, dont 43 millions de dollars ont été encourus en date du 31 décembre 2014 (41 millions de dollars en 2013) et comptabilisés aux états financiers. Les paiements relatifs à cette entente s'échelonneront jusqu'à avril 2018.

### REVENU QUÉBEC

#### Perception et remise des cotisations au Régime

En application de l'article 75 de la Loi, Revenu Québec remet mensuellement au Conseil les cotisations qu'il est tenu de percevoir en vertu de la Loi, avec les intérêts et les pénalités s'y rapportant, déduction faite des remboursements et compte tenu des ajustements découlant d'ententes ainsi que des frais de perception déterminés par le gouvernement. Ces frais, fixés par le Décret numéro 867-2006 du 20 septembre 2006 et modifiés par le Décret numéro 731-2007 du 28 août 2007 et par le Décret numéro 74-2014 du 6 février 2014, sont déterminés en fonction des dépenses réellement engagées par Revenu Québec. Le Conseil a également conclu, avec Revenu Québec, une entente relative à la perception et à la remise des cotisations au Régime. Le Conseil s'est engagé à rembourser à Revenu Québec les frais de perception encourus ainsi que les frais liés aux systèmes développés. Cette entente d'une durée indéterminée, résiliable en tout temps par les deux parties, est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007.

Les frais de perception pour les prochaines années sont estimés aux montants suivants :

2015	8 714 000 \$
2016	9 318 000 \$
2017	9 843 000 \$

Ces frais incluent les frais de base ainsi que les ajustements annuels de Revenu Québec pour tenir compte notamment du taux d'augmentation du traitement moyen des catégories d'emplois concernées de Revenu Québec, des coûts relatifs aux développements informatiques de Revenu Québec et de l'indice des prix à la consommation pour le Québec.

## SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

### Loyer

Le Conseil a une entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures (SQI) concernant les locaux qu'il occupe. Cette entente est conforme au règlement sur la tarification des services rendus par la SQI. Le Conseil peut mettre fin à l'entente d'occupation en fournissant à la SQI un préavis écrit de 3 mois ne comportant aucune condition.

Le paiement de loyer prévu pour l'année 2015 est estimé à 137 000\$.

## CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC

Le Conseil a conclu avec le Centre des services partagés du Québec (CSPQ) une entente de service en technologie de l'information. Cette entente est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2013 et se prolonge annuellement à sa date d'échéance aux mêmes conditions d'année en année. Le CSPQ soutient le Conseil dans la planification et l'évolution de ses besoins en infrastructures technologiques et en technologie de l'information. Les frais à verser au CSPQ au cours de la prochaine année sont estimés à 50 000\$.



**ÉTATS FINANCIERS**

de l'exercice clos le 31 mars 2015

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le CALQ reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du CALQ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Il peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,



Stéphan La Roche  
Québec, le 18 juin 2015



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### **Rapport sur les états financiers**

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Conseil des arts et des lettres du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

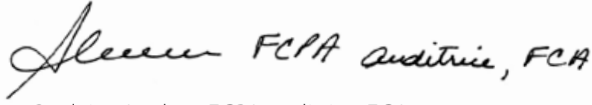
#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Conseil des arts et des lettres du Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ)****Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Handwritten signature in black ink that reads "Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA".

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 18 juin 2015

## ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2015

	Budget \$	2015 \$	2014 \$
<b>REVENUS</b>			
Contributions du gouvernement du Québec			
Aide financière	76 523 050	87 676 693	83 380 165
Administration	6 497 350	6 779 530	6 502 400
Virement de contributions reportées (note 9)	99 399	174 255	99 885
Intérêts	541 650	356 195	501 066
Autres revenus (note 3)	78 969	87 486	26 122
	<b>83 740 418</b>	<b>95 074 159</b>	<b>90 509 638</b>
<b>CHARGES</b>			
Subventions octroyées			
Théâtre	22 261 288	23 924 666	24 881 818
Arts du cirque	1 224 272	4 135 250	1 368 390
Musique	18 654 766	19 378 897	20 850 748
Arts numériques, cinéma et vidéo	5 387 278	6 076 237	6 021 452
Arts visuels	9 331 657	10 401 902	10 430 151
Danse	11 712 718	12 877 831	13 091 503
Littérature	3 607 020	3 505 464	4 031 627
Arts multidisciplinaires	1 360 310	1 527 890	1 520 442
Pluridisciplinaires	-	5 246 108	-
Autres activités	1 380 478	1 129 199	1 542 983
Autres clientèles (MCC, SODEC et BAnQ *)	1 938 263	250 000	2 166 429
	76 858 050	88 453 444	85 905 543
Annulation d'aide financière octroyée au cours des exercices antérieurs	(335 000)	(602 495)	(2 492 038)
	76 523 050	87 850 949	83 413 505
Frais d'administration (note 4)	7 347 960	7 222 608	7 089 318
	<b>83 871 010</b>	<b>95 073 557</b>	<b>90 502 823</b>
<b>EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>	<b>(130 592)</b>	<b>602</b>	<b>6 815</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	60 913	60 913	54 098
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>(69 679)</b>	<b>61 515</b>	<b>60 913</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

\* Ministère de la Culture et des Communications (MCC), Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2015

	2015 \$	2014 \$
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	10 667 594	15 019 698
Débiteurs	38 931	31 148
Contributions à recevoir du gouvernement du Québec	319 000	-
Intérêts courus à recevoir	11 743	20 115
	<b>11 037 268</b>	<b>15 070 961</b>
<b>PASSIFS</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	9 199 611	13 304 444
Provision pour vacances (note 7)	591 737	510 747
Provision pour congés de maladie (note 7)	833 555	737 682
Dettes (note 8)	528 285	375 130
Contributions reportées (note 9)	626 187	666 965
	<b>11 779 375</b>	<b>15 594 968</b>
<b>DETTE NETTE</b>	<b>(742 107)</b>	<b>(524 007)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles (note 10)	781 815	551 584
Charges payées d'avance	21 807	33 336
	<b>803 622</b>	<b>584 920</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>	<b>61 515</b>	<b>60 913</b>
<b>FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 13)</b>		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Mme Marie Côté  
Présidente du conseil d'administration



M. Luc Gallant  
Président du comité de vérification

## Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ)

## ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

De l'exercice clos le 31 mars 2015

	Budget \$	2015 \$	2014 \$
<b>EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>	<b>(130 592)</b>	<b>602</b>	<b>6 815</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles	(518 920)	(446 226)	(334 660)
Amortissement des immobilisations corporelles	246 043	215 995	147 917
	<b>(272 877)</b>	<b>(230 231)</b>	<b>(186 743)</b>
Acquisition de charges payées d'avance		(28 499)	(45 084)
Utilisation de charges payées d'avance		40 028	92 174
		<b>11 529</b>	<b>47 090</b>
<b>AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE</b>	<b>(403 469)</b>	<b>(218 100)</b>	<b>(132 838)</b>
<b>DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>(524 007)</b>	<b>(524 007)</b>	<b>(391 169)</b>
<b>DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>(927 476)</b>	<b>(742 107)</b>	<b>(524 007)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 \$	2014 \$
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent de l'exercice	602	6 815
Élément sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	215 995	147 917
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	(7 783)	7 483
Contributions à recevoir	(319 000)	600 000
Intérêts courus à recevoir	8 372	(1 775)
Charges payées d'avance	11 529	47 090
Créditeurs et charges à payer	(4 104 833)	(2 311 018)
Provision pour vacances	80 990	(33 321)
Provision pour congés de maladie	95 873	11 208
Contributions reportées	(40 778)	328 012
	(4 275 630)	(1 352 321)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<b>(4 059 033)</b>	<b>(1 197 589)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
<b>Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations</b>	<b>(446 226)</b>	<b>(334 660)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Dettes effectuées	873 717	786 544
Dettes remboursées	(720 562)	(697 890)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>153 155</b>	<b>88 654</b>
<b>Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(4 352 104)</b>	<b>(1 443 595)</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>15 019 698</b>	<b>16 463 293</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>10 667 594</b>	<b>15 019 698</b>
<b>LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN COMPRENNENT :</b>		
Encaisse	<b>10 667 594</b>	<b>15 019 698</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2015

## 1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) a été constitué en vertu de la *Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec* (RLRQ, chapitre C-57.02). Il exerce ses attributions dans les domaines des arts visuels, des métiers d'art, de la littérature, des arts de la scène, des arts multidisciplinaires et des arts médiatiques, ainsi qu'en matière de recherche architecturale. Il a pour objet de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production et d'en favoriser le rayonnement au Québec et, dans le respect de la politique québécoise en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes et de celle en matière d'affaires internationales, dans le reste du Canada et à l'étranger. Il a aussi pour objet de soutenir le perfectionnement des artistes.

En vertu de l'article 985 de la *Loi sur les impôts*, et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, le CALQ n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

Le CALQ administre les fonds en fidéicomis suivants : « Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent – Fonds relève du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres », « Conférence régionale des élus de Montréal – Fonds Montréal Immigration et Minorités visibles pour les arts et les lettres » et « Conférence régionale des élus de Montréal – Fonds ORAM CALQ-CRÉ 2008-2010 ».

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le CALQ utilise le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du CALQ, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour congés de maladie.

Les comptes du CALQ ne comprennent pas ceux des fonds en fidéicomis. L'information financière relative à ces derniers est présentée à la note 13.

**ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION**

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

**INSTRUMENTS FINANCIERS**

L'encaisse, les débiteurs, les contributions à recevoir du gouvernement du Québec et les intérêts courus à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.



## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les créiteurs et charges à payer (sauf ceux relatifs aux avantages sociaux), la provision pour vacances et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût.

**REVENUS**

Les revenus, y compris les gains, sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les contributions sont comptabilisées dans les revenus de l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où ils sont autorisés par le cédant, où le CALQ satisfait à tous les critères d'admissibilités et où une estimation raisonnable des montants en cause est possible. Les contributions sont comptabilisées au poste Contributions reportées lorsqu'elles comprennent des stipulations répondant à la définition d'un passif. La comptabilisation aux revenus se fait au fur et à mesure que le passif est réglé.

**CHARGES**

L'aide financière octroyée est comptabilisée lorsqu'elle est autorisée et que le bénéficiaire a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est. Les annulations d'aide financière octroyée sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées ou remboursées.

**ACTIFS FINANCIERS****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse.

**PASSIFS FINANCIERS****Avantages sociaux futurs***Provision pour vacances*

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

*Provision pour congés de maladie*

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

*Régimes de retraite*

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

**ACTIFS NON FINANCIERS**

De par leur nature, les actifs non financiers du CALQ sont employés normalement pour fournir des services futurs.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, selon une méthode logique et systématique, en fonction de leur durée de vie utile. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Les immobilisations en cours de construction, en développement ou en mise en valeur ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service. Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition.

Catégorie	Méthode	Durée
Mobilier	Linéaire	5 ans
Audiovisuel	Linéaire	5 ans
Équipement informatique	Linéaire	3 ans
Développement informatique	Linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du CALQ de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

**3. AUTRES REVENUS**

	2015 \$	2014 \$
Revenus sur maintien d'actifs	51 486	21 511
Autres	36 000	4 611
	<b>87 486</b>	<b>26 122</b>

## 4. FRAIS D'ADMINISTRATION

	2015 \$	2014 \$
Traitements et avantages sociaux	5 605 316	5 451 596
Loyer	604 667	630 477
Fournitures et approvisionnements	78 614	124 244
Ordre des arts et des lettres du Québec	21 680	-
Entretien et réparations	11 267	17 878
Honoraires professionnels	321 800	250 892
Publicité et communication	200 872	251 022
Frais de déplacement et représentation	154 753	211 428
Amortissement des immobilisations corporelles	215 995	147 917
Frais financiers	7 644	3 864
	<b>7 222 608</b>	<b>7 089 318</b>

## 5. RÉGIME D'EMPRUNT

Le CALQ est autorisé par le décret numéro 1044-2014 du gouvernement du Québec à emprunter à court terme, par marge de crédit ou à long terme un maximum de 4 490 762 \$, et ce, jusqu'au 31 octobre 2015, auprès d'institutions financières ou du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement. Au 31 mars 2015, le total des billets à court terme s'élève à 369 598 \$ (2014 : 231 723 \$). Le total de la dette à long terme s'élève à 158 687 \$ (2014 : 143 407 \$). Le détail des emprunts est présenté à la note 8.

## 6. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2015 \$	2014 \$
Traitements	180 905	214 105
Avantages sociaux	143 730	98 879
Autres dépenses	196 763	199 627
Aide financière	8 678 213	12 791 833
	<b>9 199 611</b>	<b>13 304 444</b>

## 7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

**Régimes de retraite**

Les employés participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) qui inclut les dispositions particulières offertes aux membres de l'administration supérieure (RRPE-RRAS). Ces régimes sont interemployeurs à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale et celui du RRPE et du RRPE-RRAS est demeuré à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et au RRPE-RRAS et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, le CALQ doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable (2014 : 11,46 %).

Les cotisations du CALQ, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRPE-RRAS, imputées aux opérations courantes s'élèvent à 462 940 \$ (2014 : 385 167 \$). Les obligations envers ces régimes se limitent aux cotisations à titre d'employeur.

**Provision pour congés de maladie et vacances**

Les employés du CALQ peuvent accumuler des journées de congé de maladie non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement et se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. De plus, les employés peuvent utiliser ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

**Évaluations et estimations subséquentes**

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation, notamment sur la base des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	2015	2014
Taux d'indexation	0,8 % à 1,3 %	0,8 % à 1,3 %
Taux d'actualisation	0,88 % à 2,92 %	1,4 % à 4,26 %
Durée résiduelle moyenne des salariés actifs	1 à 19 ans	2 à 20 ans

## 7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

	2015		2014	
	\$	\$	\$	\$
	Vacances	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie
Solde au début	510 747	737 682	544 068	726 474
Charges de l'exercice	459 362	196 133	365 332	152 758
Prestations versées au cours de l'exercice	(378 372)	(100 260)	(398 653)	(141 550)
Solde à la fin	<b>591 737</b>	<b>833 555</b>	<b>510 747</b>	<b>737 682</b>

## 8. DETTES

			Échéance	2015	2014
	\$	%		\$	\$
	Valeur nominale	Taux d'intérêt			
Billet à court terme (versement unique)	297 998	1,0640	2015-09-30	297 998	183 395
Billet à court terme (versement unique)	71 600	1,0480	2015-05-01	71 600	48 328
				<b>369 598</b>	<b>231 723</b>
Dette à long terme*	95 500	1,7240	2017-12-01	57 353	76 407
Dette à long terme*	67 000	2,6980	2018-10-01	53 640	67 000
Dette à long terme*	59 600	2,0160	2019-03-01	47 694	-
				<b>158 687</b>	<b>143 407</b>
				<b>528 285</b>	<b>375 130</b>

\* Les dettes ont été contractées auprès du Fonds de financement

Les montants des versements à effectuer sur les dettes à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

<b>2016</b>	44 361 \$
<b>2017</b>	44 429 \$
<b>2018</b>	44 501 \$
<b>2019</b>	25 396 \$

## 9. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

	2015 \$	2014 \$
Solde au début	666 965	338 953
<b>Contributions de l'exercice :</b>		
Aide financière et fonctionnement	30 677	427 897
Apport des partenaires	102 800	-
	<b>133 477</b>	<b>427 897</b>
<b>Virement de l'exercice :</b>		
Aide financière et fonctionnement	174 255	99 885
	<b>174 255</b>	<b>99 885</b>
<b>Solde à la fin</b>	<b>626 187</b>	<b>666 965</b>

## 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Mobilier \$	Audiovisuel \$	Équipement informatique \$	Développement informatique en cours \$	Développement informatique \$	Améliorations locatives \$	<b>Total 2015 \$</b>
<b>Coût</b>							
Solde au début	126 706	95 701	603 111	13 083	1 002 861	389 317	2 230 779
Acquisitions	21 618	13 485	47 894	675	342 436	20 118	446 226
Transferts	-	-	-	(13 758)	13 758	-	-
Solde à la fin	<b>148 324</b>	<b>109 186</b>	<b>651 005</b>	<b>-</b>	<b>1 359 055</b>	<b>409 435</b>	<b>2 677 005</b>
<b>Amortissement cumulé</b>							
Solde au début	88 811	69 566	509 772	-	621 729	389 317	1 679 195
Amortissement	15 339	11 258	70 490	-	115 220	3 688	215 995
Solde à la fin	<b>104 150</b>	<b>80 824</b>	<b>580 262</b>	<b>-</b>	<b>736 949</b>	<b>393 005</b>	<b>1 895 190</b>
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>44 174</b>	<b>28 362</b>	<b>70 743</b>	<b>-</b>	<b>622 106</b>	<b>16 430</b>	<b>781 815</b>

## 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

	Mobilier	Audiovisuel	Équipement informatique	Développement informatique en cours	Développement informatique	Améliorations locatives	Total 2014
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>							
Solde au début	121 878	95 701	551 734	131 006	606 483	389 317	1 896 119
Acquisitions	4 828	-	51 377	13 083	265 372	-	334 660
Transferts	-	-	-	(131 006)	131 006	-	-
<b>Solde à la fin</b>	<b>126 706</b>	<b>95 701</b>	<b>603 111</b>	<b>13 083</b>	<b>1 002 861</b>	<b>389 317</b>	<b>2 230 779</b>
<b>Amortissement cumulé</b>							
Solde au début	77 322	59 965	440 257	-	564 417	389 317	1 531 278
Amortissement	11 489	9 601	69 515	-	57 312	-	147 917
<b>Solde à la fin</b>	<b>88 811</b>	<b>69 566</b>	<b>509 772</b>	<b>-</b>	<b>621 729</b>	<b>389 317</b>	<b>1 679 195</b>
<b>Valeur comptable nette</b>							
	<b>37 895</b>	<b>26 135</b>	<b>93 339</b>	<b>13 083</b>	<b>381 132</b>	<b>-</b>	<b>551 584</b>

## 11. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La direction a mis en place des procédés en matière de gestion qui l'assurent de gérer les risques et minimiser les impacts potentiels.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Le risque associé aux débiteurs est réduit au CALQ puisque les principaux débiteurs proviennent du gouvernement du Québec. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du CALQ au risque de crédit. L'échéance des débiteurs est de 30 jours. Il n'y a pas de provision pour mauvaises créances. Il n'y a pas de risque de crédit relié à la trésorerie puisque le CALQ investit ses excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées.

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que le CALQ ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'ils arrivent à échéance. Il considère qu'il détient suffisamment d'encaisse et de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. L'aide financière est versée au fur et à mesure que le bénéficiaire a respecté les modalités de versement inscrites dans la lettre d'entente, ce qui peut s'échelonner entre 10 jours et une année, dépendamment du programme. Pour les autres créditeurs, le délai de paiement est de trente jours. Le CALQ établit des prévisions budgétaires afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Pour l'échéancier du versement des dettes à long terme, l'information est présentée à la note 8.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les billets à court terme du CALQ portent un taux d'intérêt fixe réduisant ainsi au minimum les risques liés aux flux de trésorerie et au taux d'intérêt car elles sont détenues jusqu'à échéance. Les dettes à long terme portent un taux d'intérêt fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt auquel est exposé le CALQ est minime car il prévoit rembourser selon l'échéancier prévu.

## 12. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Certains membres du conseil d'administration font partie du personnel cadre d'organismes artistiques subventionnés par le CALQ. Les subventions octroyées à ces organismes l'ont été dans le cours normal des affaires du CALQ et ont été comptabilisées à la valeur d'échange. Ces subventions totalisent 3 569 819 \$ (2014 : 1 123 824 \$).

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le CALQ est apparenté avec tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le CALQ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 13. FONDS EN FIDÉICOMMIS

**FONDS EN FIDÉICOMMIS – CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DU BAS-SAINT-LAURENT –  
FONDS RELÈVE DU BAS-SAINT-LAURENT POUR LES ARTS ET LES LETTRES**

Le CALQ agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le CALQ verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels ainsi qu'aux collectifs d'artistes et d'écrivains de la relève du Bas-Saint-Laurent selon ses modalités et procédures en vigueur.

En vertu de l'entente signée en 2006-2007, la Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent s'était engagée à verser à la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent une somme de 90 000 \$ sur trois ans pour les années 2006-2007 à 2008-2009. La Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent s'était engagée pour sa part à verser au CALQ les sommes reçues de la Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent de même qu'une somme de 60 000 \$, à raison de 20 000 \$ par année. Ainsi, la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent a versé au CALQ un montant de 50 000 \$ pour chacune de ces années et a aussi versé, en vertu de l'addenda 3, un montant de 50 000 \$ pour 2009-2010 pour la mise en œuvre du volet 1 – Soutien aux artistes et aux écrivains de la relève. L'échéancier de versement a toutefois été modifié puisqu'un montant de 20 000 \$, dont le versement était prévu pour 2009-2010, a été versé à l'avance en 2008-2009.

En vertu de l'addenda 1 à l'entente, la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent s'était engagée à verser un montant de 165 000 \$ sur quatre ans dont 7 500 \$ en 2006-2007 et 157 500 \$ pour les années 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010, à raison de 52 500 \$ par année pour la mise en œuvre du volet 2 – Soutien à la consolidation d'organismes professionnels.



## 13. FONDS EN FIDÉICOMMIS (suite)

En vertu de l'entente administrative 2012-2013, la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent s'était engagée à verser une somme additionnelle de 15 000 \$ pour la mise en œuvre du volet 4 – Soutien à la création d'œuvres artistiques ou littéraires en lien avec la culture forestière au Bas-Saint-Laurent.

Le CALQ et la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent conviendront, au cours de l'exercice 2015-2016, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2015.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 2015

	2015 \$	2014 \$
Actif		
Encaisse	10 459	10 335
Intérêts courus	9	11
	10 468	10 346
Solde du Fonds	10 468	10 346

ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS

de l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 \$	2014 \$
Solde du Fonds au début	10 346	10 209
Augmentation		
Intérêts	122	137
Solde du Fonds à la fin	10 468	10 346

**FONDS EN FIDÉICOMMIS – CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE MONTRÉAL – FONDS MONTRÉAL IMMIGRATION ET MINORITÉS VISIBLES POUR LES ARTS ET LES LETTRES**

Le CALQ agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le CALQ verse les sommes aux jeunes artistes et écrivains professionnels immigrants ou des minorités visibles de la région de Montréal selon ses modalités et procédures en vigueur.

Une nouvelle entente de partenariat pour ce fonds a été signée en décembre 2010 entre la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, la ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la francophonie canadienne, le Conseil des arts et des lettres du Québec, la Conférence régionale des élus de Montréal, le Conseil des Arts du Canada et le Conseil des arts de Montréal.

En vertu de cette entente, le Conseil des Arts du Canada, la Conférence régionale des élus de Montréal, la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, le Conseil des arts de Montréal et le CALQ se sont engagés à verser respectivement 50 000 \$, 40 000 \$, 10 000 \$, 10 000 \$ et 50 000 \$ par année au Fonds, pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 pour un total de 160 000 \$ par année et de 480 000 \$ au terme de l'entente.

La Fondation du Grand Montréal s'est jointe aux partenaires de l'entente pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 et a versé 10 000 \$ par année.

Le CALQ et la Conférence régionale des élus de Montréal conviendront, au cours de l'exercice 2015-2016, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2015.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 2014

	2015 \$	2014 \$
Actif		
Encaisse	14 337	4 228
Intérêts courus	33	4
	<u>14 370</u>	<u>4 232</u>
Passif		
Avance à rembourser au CALQ	10 000	-
Solde du Fonds	<u>4 370</u>	<u>4 232</u>
	<u>14 370</u>	<u>4 232</u>

13. FONDS EN FIDÉICOMMIS (suite)

ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS

de l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 \$	2014 \$
Solde du Fonds au début	4 232	3 739
Augmentation		
Apports	-	10 000
Intérêts	138	493
	4 370	14 232
Diminution		
Aide financière octroyée	-	10 000
Solde du Fonds à la fin	4 370	4 232

**FONDS EN FIDÉICOMMIS – CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE MONTRÉAL – FONDS ORAM CALQ-CRÉ 2008-2010**

Le CALQ agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le CALQ verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels de la relève, de même qu'aux organismes professionnels favorisant l'émergence de la relève artistique de la région de Montréal, selon ses modalités et procédures en vigueur.

Une entente a été signée en janvier 2008 entre le CALQ et la Conférence régionale des élus de Montréal.

En vertu de cette entente, la Conférence régionale des élus de Montréal s'était engagée à verser au CALQ une somme de 75 000 \$ sur deux ans, à raison de 37 500 \$ par année pour les années 2008-2009 et 2009-2010.

Le CALQ et la Conférence régionale des élus de Montréal conviendront, au cours de l'exercice 2015-2016, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2015.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 2015

	2015 \$	2014 \$
Actif		
Encaisse	8 107	8 012
Intérêts courus	8	8
	<u>8 115</u>	<u>8 020</u>
Passif		
Aide financière à verser	-	2 500
Solde du Fonds	<u>8 115</u>	<u>5 520</u>
	<u>8 115</u>	<u>8 020</u>

ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS

de l'exercice clos le 31 mars 2015

	2015 \$	2014 \$
Solde du Fonds au début	5 520	5 425
Augmentation		
Annulation de l'aide financière octroyée au cours des exercices antérieurs	2 500	-
Intérêts	95	95
Solde du Fonds à la fin	<u>8 115</u>	<u>5 520</u>

# LES ÉTATS FINANCIERS

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (Conservatoire) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Conservatoire reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration du Conservatoire surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

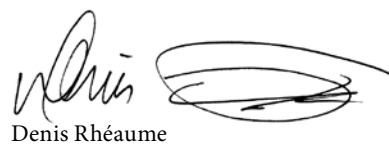
Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Conservatoire, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La directrice générale par intérim,



Danielle Dubé

Le directeur des services administratifs,



Denis Rhéaume

Québec, le 7 novembre 2014



À l'Assemblée nationale

## RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2014, l'état des résultats et du déficit cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

### *Fondement de l'opinion avec réserve*

Le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec n'a pas comptabilisé, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation m'a aussi conduit à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants sont nécessaires afin que les états financiers du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution) En dollars	
	2014	2013
<b>État de la situation financière</b>		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	7 785 087 \$	7 261 341 \$
Subventions reportées du gouvernement du Québec	5 595 011	5 629 630
<b>Dette nette et déficit cumulé</b>	(2 190 076)	(1 631 711)
<b>État des résultats</b>		
Subventions du gouvernement du Québec	558 365	528 169
<b>Déficit annuel</b>	(558 365)\$	(528 169)\$

*Opinion avec réserve*

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec au 30 juin 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec au 30 juin 2014 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

*Conformité des opérations à la loi constitutive du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec*

En vertu de l'article 57 de sa loi constitutive, le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec ne peut effectuer des paiements ou assumer des obligations, dont le coût dépasse, dans un même exercice financier, les sommes dont il dispose pour l'exercice au cours duquel ces paiements sont effectués ou ces obligations assumées.

Or, les résultats déficitaires cumulés au 30 juin 2014 totalisant 12 037 761 \$ (10 221 394 \$ au 30 juin 2013) témoignent du fait que le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec a effectué des paiements ou assumé des obligations dont le coût dépasse les sommes dont il disposait. Ainsi, les dispositions de l'article 57 de la *Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec* (RLRQ, chapitre C-62.1) n'ont pas été respectées.

Le Vérificateur général du Québec par intérim,

*Michel Samson, CPA auditeur, CA*

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 7 novembre 2014

## Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

## ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CUMULÉ

de l'exercice clos le 30 juin 2014

	2014 Budget	2014 Réel	2013 Réel
<b>REVENUS</b>			
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)	28 513 899 \$	28 568 425 \$	28 534 807 \$
Droits de scolarité	1 130 336	1 226 977	1 097 270
Intérêts	40 000	33 444	42 420
Autres revenus (note 4)	753 700	965 965	877 574
	<b>30 437 935</b>	<b>30 794 811</b>	<b>30 552 071</b>
<b>CHARGES</b>			
Traitements et avantages sociaux	16 292 966	16 992 619	18 257 658
Loyers et location	6 823 292	7 106 269	6 691 535
Services professionnels, administratifs et autres	1 887 170	1 708 964	1 826 328
Services d'entretien	487 980	444 877	440 342
Frais de déplacements	443 550	336 692	335 036
Fournitures et approvisionnements	298 737	244 137	308 208
Frais d'intérêts sur emprunts	2 312 201	2 268 605	2 293 335
Frais bancaires	14 300	19 971	4 125
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	–	5 950	6 335
Amortissement des immobilisations corporelles	3 528 067	3 483 094	3 400 069
	<b>32 088 263</b>	<b>32 611 178</b>	<b>33 562 971</b>
<b>DÉFICIT ANNUEL</b>	<b>(1 650 328) \$</b>	<b>(1 816 367)</b>	<b>(3 010 900)</b>
<b>DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>		(10 221 394)	(7 210 494)
<b>DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b>		<b>(12 037 761) \$</b>	<b>(10 221 394) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

au 30 juin 2014

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	402 723 \$	1 530 647 \$
Créances (note 5)	330 954	445 370
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 6)	3 500 182	2 319 317
	<b>4 233 859</b>	<b>4 295 334</b>
<b>PASSIFS</b>		
Emprunts bancaires (note 7)	470 000	2 483 744
Charges à payer et frais courus (note 8)	1 735 417	2 471 661
Provision pour vacances (note 9)	1 750 484	1 893 045
Revenus reportés	247 444	234 833
Dû au gouvernement du Québec (note 10)	253 797	434 891
Provision pour congés de maladie (note 9)	5 501 028	5 229 935
Subventions reportées du gouvernement du Québec (note 11)	–	49 014
Dette à long terme (note 12)	47 504 810	45 402 207
	<b>57 462 980</b>	<b>58 199 330</b>
<b>DETTE NETTE</b>	<b>(53 229 121)</b>	<b>(53 903 996)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Charges payées d'avance	74 693	72 537
Immobilisations corporelles (note 13)	41 116 667	43 610 065
	<b>41 191 360</b>	<b>43 682 602</b>
<b>DÉFICIT CUMULÉ</b>	<b>(12 037 761) \$</b>	<b>(10 221 394) \$</b>

Obligations contractuelles (note 15)

Éventualité (note 20)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Marie-France Maheu  
Présidente du conseil d'administration



Danielle Dubé  
Directrice générale par intérim

**ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE**

de l'exercice clos le 30 juin 2014

	<b>2014 Budget</b>	<b>2014 Réal</b>	<b>2013 Réal</b>
<b>DÉFICIT ANNUEL</b>	<b>(1 650 328) \$</b>	<b>(1 816 367) \$</b>	<b>(3 010 900) \$</b>
Variation due aux immobilisations corporelles :			
Acquisitions	–	(995 646)	(1 987 183)
Amortissement	3 528 067	3 483 094	3 400 069
Dispositions	–	5 950	6 335
	<b>3 528 067</b>	<b>2 493 398</b>	<b>1 419 221</b>
Variation due aux charges payées d'avance :			
Acquisitions	–	(165 099)	(182 370)
Utilisation	–	162 943	169 894
	<b>–</b>	<b>(2 156)</b>	<b>(12 476)</b>
<b>DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE NETTE</b>	<b>1 877 739</b>	<b>674 875</b>	<b>(1 604 155)</b>
<b>DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>		<b>(53 903 996)</b>	<b>(52 299 841)</b>
<b>DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>		<b>(53 229 121) \$</b>	<b>(53 903 996) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**

de l'exercice clos le 30 juin 2014

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Déficit annuel	(1 816 367) \$	(3 010 900) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Virement des subventions reportées du gouvernement du Québec	49 014	31 920
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	5 950	6 335
Amortissement des immobilisations corporelles	3 483 094	3 400 069
	<b>1 721 691</b>	<b>427 424</b>
Variation des actifs et passifs liés au fonctionnement :		
Créances	114 416	501 545
Charges payées d'avance	(2 156)	(12 476)
Effet à recevoir du gouvernement du Québec	-	866 192
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	(1 180 865)	(1 191 305)
Charges à payer et frais courus	(188 133)	676 415
Subventions reportées du gouvernement du Québec	(98 028)	(63 840)
Revenus reportés	12 611	24 988
Provision pour vacances	(142 561)	215 583
Provision pour congés de maladie	271 093	(258 595)
	<b>(1 213 623)</b>	<b>758 507</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<b>508 068</b>	<b>1 185 931</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<b>(1 543 757)</b>	<b>(1 583 471)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation des emprunts bancaires	1 920 830	1 345 877
Remboursement des emprunts bancaires	(3 934 574)	(1 181 300)
Remboursement sur le dû au gouvernement du Québec	(181 094)	(193 760)
Nouvelle dette à long terme	3 934 740	1 181 300
Remboursement de la dette à long terme	(1 832 137)	(1 680 790)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(92 235)</b>	<b>(528 673)</b>
<b>DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>(1 127 924)</b>	<b>(926 213)</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>1 530 647</b>	<b>2 456 860</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>402 723 \$</b>	<b>1 530 647 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

au 30 juin 2014

**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (Conservatoire) a été constitué par la Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (RLRQ, chapitre C - 62.1), amendée par la Loi modifiant la Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (2006, chapitre 26). Cette dernière a modifié les dispositions financières qui régissent le Conservatoire faisant en sorte qu'elles sont devenues non budgétaires depuis le 31 mars 2007.

Le Conservatoire a pour objet d'administrer et d'exploiter, dans diverses régions du Québec, des établissements d'enseignement de la musique et des établissements d'enseignement d'art dramatique destinés à la formation professionnelle d'interprètes et de créateurs et à leur perfectionnement.

Les établissements du Conservatoire ont aussi pour mission de susciter et de favoriser, dans le milieu, une formation initiale de qualité dans le domaine de la musique, ainsi que la présence et la vitalité d'organismes essentiels au monde de la musique et de l'art dramatique.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Conservatoire utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du Conservatoire par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION**

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

**INSTRUMENTS FINANCIERS**

Le Conservatoire identifie, évalue et gère ses risques financiers afin d'en minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière. Il n'effectue aucune opération à des fins spéculatives ni n'utilise d'instruments dérivés.

La trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les créances (sauf les taxes à recevoir) et les subventions à recevoir du gouvernement du Québec sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les emprunts bancaires, les charges à payer et frais courus (sauf les avantages sociaux), la provision pour vacances, les montants dus au gouvernement du Québec ainsi que les dettes à long terme (à l'exclusion des obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition) sont classées dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

**REVENUS**

Les subventions du gouvernement du Québec, qui sont des paiements de transfert, sont comptabilisées dans les revenus dans la mesure où elles sont autorisées, où elles respectent les critères d'admissibilité et peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable. Elles sont présentées en contributions reportées lorsque les stipulations imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Les droits de scolarité sont comptabilisés aux revenus en fonction de la période couverte par ces droits.

Les revenus d'intérêts sont constatés selon le nombre de jours de détention de la trésorerie au cours de l'exercice.

Les autres revenus sont constatés lorsque les services ont été rendus ou lorsqu'ils sont gagnés, et que la mesure et le recouvrement sont raisonnablement sûrs.

**ACTIFS FINANCIERS****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

# Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### PASSIFS

#### Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction du Conservatoire. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

#### Provision pour congés de vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque le Conservatoire estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

#### Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que le Conservatoire ne dispose pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

#### Contrat de location

Les contrats de location auxquels le Conservatoire participe à titre de preneur et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui est transférée sont comptabilisés comme des contrats de location-acquisition et sont inclus dans les immobilisations corporelles et les dettes à long terme. Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

Tous les autres contrats de location sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation et les coûts de location qui en découlent sont inscrits à titre de charges au cours de l'exercice où ils surviennent.

### ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers du Conservatoire sont employés pour fournir des services futurs.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Équipement spécialisé	10 et 20 ans
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	5 ans
Améliorations locatives	3 et 5 ans
Équipement informatique	3 ans
Logiciels et développement informatique	3, 5 et 10 ans
Partitions de musique, volumes	5 et 10 ans
Détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition	
Équipement spécialisé	10 ans
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Améliorations locatives	15 et 25 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Conservatoire de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

# Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

## 3. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Ministère de la Culture et des Communications

Frais de fonctionnement

Virement des subventions constatées à titre de revenus de l'exercice (note 11)

Intérêts sur emprunts bancaires

Capital, intérêts et frais d'emprunt – Fonds de financement <sup>(1)</sup>

2014	2013
27 933 900 \$	28 040 890 \$
49 014	31 920
10 674	19 564
574 837	442 433
<b>28 568 425 \$</b>	<b>28 534 807 \$</b>

<sup>(1)</sup> Apparenté sous contrôle commun

## 4. AUTRES REVENUS

Programme de formation Populaire Jazz Conservatoire de musique de Rimouski

Exercices pédagogiques

Location de salles

Autres

2014	2013
431 150 \$	467 141 \$
118 399	57 198
357 905	325 097
58 511	28 138
<b>965 965 \$</b>	<b>877 574 \$</b>

## 5. CRÉANCES

Compte à recevoir – Société québécoise des infrastructures <sup>(1)</sup>

Compte à recevoir – Fondation du Conservatoire

Taxes à recevoir

Intérêts à recevoir

Autres (location de salles, droits de scolarité)

2014	2013
– \$	5 227 \$
12 829	48 956
196 006	279 641
1 266	1 046
120 853	110 500
<b>330 954 \$</b>	<b>445 370 \$</b>

<sup>(1)</sup> Apparenté sous contrôle commun

## 6. SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec se détaillent comme suit:

Intérêts payés et non remboursés sur les emprunts bancaires

Intérêts courus sur la dette à long terme – Fonds de financement

Subvention du ministère de la Culture et des Communications

2014	2013
6 399 \$	15 455 \$
32 651	27 055
3 461 132	2 276 807
<b>3 500 182 \$</b>	<b>2 319 317 \$</b>

# Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

## 7. EMPRUNTS BANCAIRES

### FONCTIONNEMENT

Le gouvernement du Québec a autorisé le Conservatoire par décret à contracter une marge de crédit relative au fonctionnement du Conservatoire pour un montant maximum de 1 000 000 \$. Au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013, le Conservatoire n'avait pas contracté cet emprunt.

### MAINTIEN DES ACTIFS ET MODERNISATION DU RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES

Le gouvernement du Québec a autorisé le Conservatoire à contracter les emprunts suivants relatifs aux immobilisations et à leur maintien ainsi que pour le projet de modernisation du réseau des bibliothèques :

**Maintien des actifs** : Le montant maximum autorisé par le gouvernement du Québec pour ces emprunts bancaires, incluant les frais d'emprunt prévus au moment du financement à long terme, s'élève à 2 356 431 \$ (2013 : 2 772 147 \$).

**Modernisation du réseau des bibliothèques** : Le gouvernement du Québec a autorisé le Conservatoire à contracter un emprunt bancaire relativement à la modernisation du réseau des bibliothèques pour un montant maximum de 3 507 604 \$ (2013 : 3 469 047 \$), incluant les frais d'emprunt prévus lors du financement à long terme.

### MAINTIEN DES ACTIFS

Marge de crédit remboursable à demande, autorisée par décret pour un montant de capital maximum de 789 600 \$ portant intérêt au taux préférentiel, échéant le 30 novembre 2014.

### MODERNISATION DU RÉSEAU DES BIBLIOTHÈQUES

Marge de crédit remboursable à demande, autorisée par décret pour un montant de capital maximum de 3 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel, échéant le 30 novembre 2014.

2014	2013
470 000 \$	– \$
–	2 483 744
<b>470 000 \$</b>	<b>2 483 744 \$</b>

Le taux préférentiel de l'institution bancaire est de 3,00 % au 30 juin 2014 (2013 : 3,00 %).

## 8. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

Traitements  
Avantages sociaux  
Fournisseurs  
Intérêts courus à payer au Fonds de financement  
Intérêts courus et loyers à payer à la Société québécoise des infrastructures

2014	2013
413 812 \$	943 672 \$
425 524	385 218
289 139	934 570
32 651	27 055
574 291	181 146
<b>1 735 417 \$</b>	<b>2 471 661 \$</b>

## 9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

## RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Conservatoire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le taux de cotisation RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable, celui du RRPE est passé de 12,30 % à 14,38 % et celui du RRF est demeuré à 7,25 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 %, au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (0,54 % au 1<sup>er</sup> janvier 2013), de la masse salariale cotisable, qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, le Conservatoire doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations du Conservatoire, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 096 455 \$ (2013 : 972 888 \$). Les obligations du Conservatoire à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## PROVISION POUR VACANCES ET CONGÉS DE MALADIE

	2014		2013	
	Vacances	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie
Solde au début	1 893 045 \$	5 229 935 \$	1 677 462 \$	5 488 530 \$
Charge de l'exercice	2 088 463	936 650	2 462 400	571 362
Prestations versées au cours de l'exercice	(2 231 024)	(665 557)	(2 246 817)	(829 957)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<b>1 750 484 \$</b>	<b>5 501 028 \$</b>	<b>1 893 045 \$</b>	<b>5 229 935 \$</b>

## DESCRIPTION

Le Conservatoire dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par le Conservatoire.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Dans un contexte de préretraite, les employés faisant partie du personnel non enseignant peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées alors que pour le personnel enseignant, ces journées accumulées converties en mois de calendrier peuvent être utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées jusqu'à concurrence de six mois de calendrier. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services au Conservatoire. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Pour le personnel enseignant, le Conservatoire a révisé l'hypothèse de jours perdus utilisée pour l'évaluation actuarielle de la provision des congés de maladie à comptabiliser. L'hypothèse a été révisée en fonction des résultats des derniers exercices financiers au plan des congés de maladie perdus et suivant des projections.

## ÉVALUATIONS ET ESTIMATIONS SUBSÉQUENTES

Le programme d'accumulation des congés de maladie au 30 juin 2014 a fait l'objet d'une actualisation, par strate d'âge, sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes :

	2014	2013
Taux d'indexation	3,30 % à 3,80 %	2,83 % à 4,20 %
Taux d'actualisation	1,40 % à 4,36 %	1,63 % à 4,31 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	0 à 33 ans	0 à 34 ans
Nombre de jours perdus	4 % à 41,77 %	7 % à 44,67 %



## Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

## 10. DÛ AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2014	2013
Sans intérêt, remboursable au rythme de la charge annuelle d'amortissement sur les actifs transférés	253 797 \$	434 891 \$

Les versements en capital des cinq prochains exercices et des exercices subséquents pour le dû au gouvernement du Québec s'établissent comme suit:

2015	148 482 \$
2016	34 596
2017	19 153
2018	11 262
2019	11 262
2020 et suivantes	29 042
	<b>253 797 \$</b>

Le ministère de la Culture et des Communications versera au Conservatoire une subvention servant à combler la portion annuelle du remboursement de cette dette, selon la disponibilité des crédits alloués annuellement à celui-ci par l'Assemblée nationale.

## 11. SUBVENTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions du gouvernement du Québec comportant des stipulations grevant leur utilisation sont reportées et comptabilisées aux résultats à titre de revenus jusqu'à concurrence du montant autorisé lorsque les conditions d'admissibilité sont satisfaites. Les projets spéciaux concernent l'élaboration d'un dossier de présentation stratégique et d'études requises pour les projets d'agrandissement de certains établissements du Conservatoire. Les variations survenues dans les soldes sont les suivantes :

	2014	2013
Solde au début	49 014 \$	80 934 \$
Subventions constatées à titre de revenus de l'exercice (note 3)	(49 014)	(31 920)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	<b>- \$</b>	<b>49 014 \$</b>

## 12. DETTE À LONG TERME

	2014	2013
<b>SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES</b>		
Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition de 40 654 778\$, au taux variable annuellement de 5,35 %, remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 244 681 \$, échéant en mai 2034	35 813 094 \$	36 849 223 \$
Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition de 5 346 371 \$, au taux variable annuellement de 5,31 %, remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 43 001 \$, échéant en mai 2024	3 971 546	4 268 071
Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition de 753 744 \$, au taux fixe de 4,48 %, remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 5 749 \$, échéant en mai 2022	459 125	506 395
<b>FONDS DE FINANCEMENT</b>		
Emprunt sur billet de 1 000 000 \$, au taux fixe de 3,969 %, remboursable par versements annuels en capital de 100 705 \$, garantis par le gouvernement du Québec, échéant en mai 2019	500 001	600 001
Emprunt sur billet de 1 150 100 \$, au taux fixe de 4,235 %, remboursable par versements semestriels en capital de 55 153 \$, garantis par le gouvernement du Québec, échéant en mai 2021	766 734	876 267
Emprunt sur billet de 1 245 500 \$, au taux fixe de 3,122 %, remboursable par versements annuels en capital de 125 428 \$, garantis par le gouvernement du Québec, échéant en juillet 2021	996 400	1 120 950
Emprunt sur billet de 1 181 300 \$, au taux fixe de 1,724 %, remboursable par versements annuels en capital de 118 640 \$, garantis par le gouvernement du Québec, échéant en décembre 2017	1 063 170	1 181 300
Emprunt sur billet de 3 934 740 \$, au taux fixe de 3,271 %, remboursable par versements annuels en capital de 360 044 \$, garantis par le gouvernement du Québec, échéant en septembre 2024	3 934 740	-
	<b>47 504 810 \$</b>	<b>45 402 207 \$</b>

**12. DETTE À LONG TERME (suite)**

Les montants des versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices et des exercices subséquents se détaillent comme suit :

2015	2 268 376 \$
2016	2 346 035
2017	2 427 850
2018	3 107 239
2019	2 486 198
2020 et suivantes	34 915 398
	<b>47 551 096 \$</b>

**13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES****COÛT**

	2014			
	Solde au début	Acquisitions	Dispositions	Solde à la fin
Équipement spécialisé	5 418 010 \$	330 244 \$	7 437 \$	5 740 817 \$
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	622 290	137 951	–	760 241
Améliorations locatives	301 861	16 321	–	318 182
Équipement informatique	595 062	93 462	–	688 524
Logiciels et développement informatique	2 792 003	309 334	–	3 101 337
Partitions de musique, volumes	357 223	108 334	–	465 557
	10 086 449	995 646	7 437	11 074 658
Détenues en vertu de contrats de location-acquisition				
Équipement spécialisé	1 905 384	–	–	1 905 384
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	1 828 005	–	–	1 828 005
Équipement informatique	119 798	–	–	119 798
Améliorations locatives	42 900 667	–	–	42 900 667
	46 753 854	–	–	46 753 854
	<b>56 840 303 \$</b>	<b>995 646 \$</b>	<b>7 437 \$</b>	<b>57 828 512 \$</b>

**AMORTISSEMENT CUMULÉ**

	2014				
	Solde au début	Amortissement	Dispositions	Solde à la fin	Valeur comptable nette
Équipement spécialisé	2 370 483 \$	516 549 \$	1 487 \$	2 885 545 \$	2 855 272 \$
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	249 772	129 556	–	379 328	380 913
Améliorations locatives	176 354	48 241	–	224 595	93 587
Équipement informatique	424 494	102 124	–	526 618	161 906
Logiciels et développement informatique	557 779	343 549	–	901 328	2 200 009
Partitions de musique, volumes	18 346	58 083	–	76 429	389 128
	3 797 228	1 198 102	1 487	4 993 843	6 080 815
Détenues en vertu de contrats de location-acquisition					
Équipement spécialisé	805 796	183 265	–	989 061	916 323
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	1 462 404	365 601	–	1 828 005	–
Équipement informatique	119 798	–	–	119 798	–
Améliorations locatives	7 045 012	1 736 126	–	8 781 138	34 119 529
	9 433 010	2 284 992	–	11 718 002	35 035 852
	<b>13 230 238 \$</b>	<b>3 483 094 \$</b>	<b>1 487 \$</b>	<b>16 711 845 \$</b>	<b>41 116 667 \$</b>

**13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)**

**COÛT**

	<b>2013</b>			
	<b>Solde au début</b>	<b>Acquisitions</b>	<b>Dispositions</b>	<b>Solde à la fin</b>
Équipement spécialisé	4 965 166 \$	459 341 \$	6 497 \$	5 418 010 \$
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	416 931	205 359	–	622 290
Améliorations locatives	282 309	19 552	–	301 861
Équipement informatique	459 539	135 523	–	595 062
Logiciels et développement informatique	1 967 693	824 310	–	2 792 003
Partitions de musique, volumes	13 394	343 829	–	357 223
	<b>8 105 032</b>	<b>1 987 914</b>	<b>6 497</b>	<b>10 086 449</b>
Détenues en vertu de contrats de location-acquisition				
Équipement spécialisé	1 905 384	–	–	1 905 384
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	1 828 005	–	–	1 828 005
Équipement informatique	119 798	–	–	119 798
Améliorations locatives	42 901 398	( 731)	–	42 900 667
	<b>46 754 585</b>	<b>( 731)</b>	<b>–</b>	<b>46 753 854</b>
	<b>54 859 617 \$</b>	<b>1 987 183 \$</b>	<b>6 497 \$</b>	<b>56 840 303 \$</b>

**AMORTISSEMENT CUMULÉ**

	<b>2013</b>				
	<b>Solde au début</b>	<b>Amortissement</b>	<b>Dispositions</b>	<b>Solde à la fin</b>	<b>Valeur comptable nette</b>
Équipement spécialisé	1 885 875 \$	484 770 \$	162 \$	2 370 483 \$	3 047 527 \$
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	170 615	79 157	–	249 772	372 518
Améliorations locatives	125 249	51 105	–	176 354	125 507
Équipement informatique	331 122	93 372	–	424 494	170 568
Logiciels et développement informatique	212 802	344 977	–	557 779	2 234 224
Partitions de musique, volumes	1 689	16 657	–	18 346	338 877
	<b>2 727 352</b>	<b>1 070 038</b>	<b>162</b>	<b>3 797 228</b>	<b>6 289 221</b>
Détenues en vertu de contrats de location-acquisition					
Équipement spécialisé	619 040	186 756	–	805 796	1 099 588
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	1 090 160	372 244	–	1 462 404	365 601
Équipement informatique	119 074	724	–	119 798	–
Améliorations locatives	5 274 705	1 770 307	–	7 045 012	35 855 655
	<b>7 102 979</b>	<b>2 330 031</b>	<b>–</b>	<b>9 433 010</b>	<b>37 320 844</b>
	<b>9 830 331 \$</b>	<b>3 400 069 \$</b>	<b>162 \$</b>	<b>13 230 238 \$</b>	<b>43 610 065 \$</b>

Est inclus dans le coût du développement informatique un montant de 84 379 \$ (2013 : 66 100 \$) correspondant aux intérêts capitalisés pour le projet de modernisation des bibliothèques.

**14. FLUX DE TRÉSORERIE**

Le poste « Charges à payer et frais courus » inclut un montant lié à des acquisitions d'immobilisations corporelles de 19 694 \$ (2013 : 567 805 \$).

Les intérêts versés par le Conservatoire au cours de l'exercice s'élèvent à 2 274 555 \$ (2013 : 2 335 762 \$).

**15. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

Le Conservatoire a signé des contrats de location échéant à différentes dates jusqu'en 2024 pour la location d'espaces et d'appareils de bureau.

Les charges de location de ces espaces et appareils de l'exercice clos le 30 juin 2014 s'élèvent à 3 983 682 \$ (2013 : 3 848 983 \$).

Les paiements minimums futurs exigibles s'établissent comme suit :

2015	4 138 751 \$
2016	4 135 184
2017	4 132 110
2018	4 057 022
2019	4 002 056
2020 et suivantes	18 706 574
	<b>39 171 697 \$</b>

**16. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS**

Dans le cours normal de ses activités, le Conservatoire est exposé à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques et d'en minimiser les impacts potentiels.

**RISQUE DE CRÉDIT**

Le risque de crédit correspond au risque que le Conservatoire subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance. Les instruments financiers qui exposent le Conservatoire à une concentration du risque du crédit sont composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des créances. Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable puisqu'ils sont détenus auprès d'une institution financière réputée. Le risque associé aux créances est réduit, du fait que la principale source de financement provient du gouvernement du Québec. De plus, une politique de recouvrement a été mise en place en regard des frais de scolarité. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Conservatoire au risque de crédit. La concentration du risque de crédit liée aux autres créances n'est pas présentée, étant donné que le solde de celles-ci à la date de clôture est peu significatif.

**RISQUE DE LIQUIDITÉ**

Le risque de liquidité est le risque que le Conservatoire ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le Conservatoire finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités de fonctionnement ainsi que des subventions. Les besoins en liquidité sont gérés de façon régulière et des facilités de crédit sont disponibles pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. Les échéances des emprunts bancaires et des dettes à long terme sont présentées respectivement aux notes 7 et 12. L'échéance des charges à payer et frais courus se situe entre 30 et 45 jours.

**RISQUE DE MARCHÉ**

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. Le Conservatoire est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêts du marché. La dette à long terme porte des taux d'intérêts fixes pour tous les emprunts. Par conséquent, les risques liés aux flux de trésorerie et aux taux d'intérêts sont réduits au minimum étant donné que les remboursements sont prévus jusqu'à échéance.

# Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

## 17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les principales opérations effectuées avec des entités sous contrôle commun se détaillent comme suit :

	2014	2013
Loyers et entretien – Société québécoise des infrastructures	6 820 023 \$	6 421 746 \$
Améliorations locatives et équipement spécialisé – Société québécoise des infrastructures	6 954	179
Intérêts – Société québécoise des infrastructures	2 135 308	2 170 325
Services professionnels et auxiliaires, loyer – ministère de la Culture et des Communications	506 954	544 719
Services auxiliaires, fournitures et communications – Centre des services partagés du Québec	327 699	320 108
Autres produits – Collège de Rimouski	431 150	467 141
Intérêts et frais d'emprunt – Fonds de financement	122 624	105 995

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont évaluées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

De plus, la Société du Grand Théâtre de Québec offre, à titre gratuit, des locaux au Conservatoire.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Conservatoire est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Conservatoire n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés, autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 18. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

En octobre dernier, au cours d'une rencontre avec la ministre de la Culture et des Communications, les membres du conseil d'administration ont reçu pour mandat de présenter un nouveau budget 2014-2015 ainsi qu'un plan de redressement afin d'assurer la pérennité de la mission du Conservatoire dans le cadre de son statut actuellement en vigueur et des prérogatives prévues à sa Loi constitutive.

## 19. FONDATION DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC

La Fondation du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, constituée le 29 novembre 1982 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, est un organisme de bienfaisance du point de vue fiscal. Sa mission consiste à recueillir des dons afin d'octroyer des bourses aux étudiants du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec. Le conseil d'administration de la Fondation est autonome.

Au cours des précédents exercices financiers, afin de maximiser les bourses octroyées aux étudiants, le Conservatoire a assumé pour la Fondation certains frais liés à son fonctionnement et pour lesquels, il a reçu, en 2010-2011 et en 2011-2012, une subvention équivalente du ministère de la Culture et des Communications. En 2013-2014, un montant de 41 920 \$ (2012-2013 : 0 \$) a été assumé par le Conservatoire. Ces frais sont reliés à une dépense de salaires.

## 20. ÉVENTUALITÉ

Pour donner suite à ses obligations légales en matière de maintien de l'équité salariale, le Conservatoire a complété les évaluations des quatre catégories d'emplois assujetties à cet exercice. À la date de la préparation des états financiers, un règlement final a été entériné pour l'une des catégories d'emploi, une autre catégorie n'aura pas d'ajustement alors que pour les deux autres catégories, le Conservatoire poursuit ses représentations afin de compléter l'exercice de maintien de l'équité salariale. En conséquence, le Conservatoire ne connaît pas le montant final qu'il pourrait avoir à déboursier tant que l'exercice ne sera pas complété. Donc, les résultats réels pourraient différer de l'estimation comptabilisée par la direction.

## 21. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.



## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Corporation d'urgences-santé (ci-après la « Corporation ») ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Corporation reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le Comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et l'auditeur indépendant, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Corporation, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



**Nicola D'Ulisse**  
Président et directeur général



**France Gendron, MBA, CPA, CMA**  
Directrice des finances

Montréal, le 16 juin 2015

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale,

## RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Corporation d'urgences-santé qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Corporation d'urgences-santé au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

### LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE DU QUÉBEC,



Guylaine Leclerc  
FCPA auditrice, FCA

Montréal, le 16 juin 2015



## ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

(en milliers de dollars)

	2015 (Budget <sup>1</sup> )	2015 (Réel)	2014 (Réel)
<b>REVENUS</b>			
Subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux - subventions de fonctionnement	96 096	94 122	91 544
Transports ambulanciers (note 3)	31 998	31 807	31 848
Revenus des activités complémentaires (note 4)	563	808	680
Autres revenus (note 5)	125	145	316
	<b>128 782</b>	<b>126 882</b>	<b>124 388</b>
<b>CHARGES</b>			
Charges d'exploitation (note 6)	128 331	126 934	124 224
Charges des activités complémentaires (note 4)	451	610	566
	<b>128 782</b>	<b>127 544</b>	<b>124 790</b>
<b>DÉFICIT LIÉ AUX ACTIVITÉS</b>	<b>-</b>	<b>(662)</b>	<b>(402)</b>
Annulation de la provision pour litige (note 22)	-	2 997	-
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>2 335</b>	<b>(402)</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>978</b>	<b>978</b>	<b>1 380</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (NOTE 15)</b>	<b>978</b>	<b>3 313</b>	<b>978</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

<sup>(1)</sup> Selon le budget final approuvé par le conseil d'administration de la Corporation le 19 juin 2014.

# États financiers

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2015

(en milliers de dollars)

	2015	2014
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	4 104	6 549
Débiteurs (note 8)	6 491	7 825
	<b>10 595</b>	<b>14 374</b>
<b>PASSIFS</b>		
Dû au Fonds des activités provinciales et au Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers (notes 16 et 17)	1 055	1 534
Créditeurs et charges à payer (note 9)	22 809	31 436
Dette (note 10)	632	1 053
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 11)	10 114	10 349
	<b>34 610</b>	<b>44 372</b>
<b>DETTE NETTE</b>	<b>(24 015)</b>	<b>(29 998)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles (note 12)	26 019	29 575
Stocks destinés à l'utilisation (note 13)	1 023	940
Charges payées d'avance (note 14)	286	461
	<b>27 328</b>	<b>30 976</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ (NOTE 15)</b>	<b>3 313</b>	<b>978</b>
<b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (NOTE 21)</b>		
<b>PROVISION POUR LITIGE (NOTE 22)</b>		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Jean-François Foisy  
Président du comité de vérification



Gilles Bourgeois  
Membre du comité de vérification

## ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

(en milliers de dollars)

	2015 (Budget <sup>1</sup> )	2015 (Réel)	2014 (Réel)
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE</b>	-	2 335	(402)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(11 719)	(3 089)	(6 973)
Amortissement d'immobilisations corporelles	7 266	6 547	5 553
Perte sur la disposition d'immobilisations corporelles	-	3	14
Produit de la disposition d'immobilisations corporelles	-	95	115
	<b>(4 453)</b>	<b>3 556</b>	<b>(1 291)</b>
Acquisition des stocks destinés à l'utilisation		(7 086)	(7 258)
Acquisition des charges payées d'avance		(1 309)	(1 301)
Utilisation des stocks destinés à l'utilisation		7 003	7 099
Utilisation des charges payées d'avance		1 484	1 563
		<b>92</b>	<b>103</b>
Diminution (augmentation) de la dette nette	(4 453)	5 983	(1 590)
<b>DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>(29 998)</b>	<b>(29 998)</b>	<b>(28 408)</b>
<b>DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>(34 451)</b>	<b>(24 015)</b>	<b>(29 998)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

<sup>1</sup> Selon le budget final approuvé par le conseil d'administration de la Corporation le 19 juin 2014.

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

(en milliers de dollars)

	2015	2014
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT (NOTE 23)</b>		
Excédent (déficit) de l'exercice	2 335	(402)
<b>Éléments sans effet sur la trésorerie</b>		
Amortissement des immobilisations corporelles	6 547	5 553
Perte sur la disposition d'immobilisations corporelles	3	14
	<b>8 885</b>	<b>5 165</b>
<b>VARIATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS RELIÉS AU FONCTIONNEMENT</b>		
Débiteurs	<b>1 334</b>	<b>1 687</b>
Stocks destinés à l'utilisation	(83)	(159)
Charges payées d'avance	175	262
Dû au Fonds des activités provinciales et au Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers	(479)	344
Créditeurs et charges à payer	(2 652)	(553)
	<b>(1 705)</b>	<b>1 581</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>7 180</b>	<b>6 746</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(9 064)	(4 349)
Produit de la disposition d'immobilisations corporelles	95	115
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS</b>	<b>(8 969)</b>	<b>(4 234)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Remboursement de dette	(421)	(421)
Remboursement d'obligations découlant de contrats de location-acquisition	(235)	(238)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>(656)</b>	<b>(659)</b>
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>(2 445)</b>	<b>1 853</b>
<b>TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>6 549</b>	<b>4 696</b>
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>4 104</b>	<b>6 549</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015

(en milliers de dollars incluant les tableaux)

## I. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Corporation d'urgences-santé (ci-après « Corporation »), corporation à but non lucratif, a été constituée en vertu de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones* (RLRQ, chapitre S-5). Elle exerce, sur son territoire, les fonctions dévolues à une agence de la santé et des services sociaux par la *Loi sur les services préhospitaliers d'urgence* (RLRQ, chapitre S-6.2), notamment celles de planifier, d'organiser et de coordonner l'organisation des services préhospitaliers d'urgence, y compris la mise en place d'un service de premiers répondants. Elle exerce également les fonctions d'exploiter un Centre de communication santé et un service ambulancier.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Corporation, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les éléments des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations incluent l'estimation de la provision pour mauvaises créances, la durée de vie utile des immobilisations corporelles aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation du passif lié aux charges sociales. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

### Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent des éléments d'actifs financiers et de passifs financiers. Les actifs et les passifs financiers sont constatés au coût et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, tel que décrit ci-après.

L'encaisse et les débiteurs (excluant les taxes à recevoir) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs et charges à payer (excluant les charges sociales et la provision pour congés de maladie) et la dette sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transactions sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

### Constatation des revenus de subventions

Les subventions de fonctionnement ne comportant aucune stipulation grevant leur utilisation, sont comptabilisés aux résultats à titre de subvention du ministère de la Santé et des Services sociaux (ci-après « MSSS ») jusqu'à concurrence du montant autorisé lorsque tous les critères d'admissibilité sont satisfaits.

### Constatation des revenus

Les revenus provenant des transports ambulanciers sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- les services ont été rendus;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées compte tenu du fait que la Corporation ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées. Sa responsabilité se limite à la charge de l'employeur.

## ACTIFS FINANCIERS

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Corporation présente à titre de trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires.

## ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont utilisés afin de rendre des services futurs.

### Stocks destinés à l'utilisation

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le coût est calculé selon la méthode du premier entré premier sorti. Les coûts comprennent le coût d'acquisition et les coûts de transport pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée probable d'utilisation établie comme suit :

Bâtisse	20 ans
Équipement informatique	3 à 5 ans
Mobilier et équipement	5 à 10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail (10 ans)
Matériel roulant	3 à 10 ans
Système de répartition assisté par ordinateur	7 ans

Le coût des immobilisations corporelles comprend le prix d'achat, les frais d'installation et les frais de financement reliés à leur acquisition jusqu'à la date de leur mise en service. L'amortissement de ces immobilisations corporelles débute au moment de leur utilisation.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Corporation de fournir des biens et des services ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. La moins-value est portée à l'état des résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction n'est constatée.

## AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

### Provision pour vacances et congés de maladie

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises au cours de l'exercice suivant. Pour les congés de maladie accumulés, le solde à payer est versé au début du mois de décembre de chaque année.

### Obligation découlant des contrats de location-acquisition

Les contrats de location auxquels la Corporation est partie à titre de preneur et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui est transférée sont constatés à

titre d'immobilisations corporelles et inclus dans les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

### États des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères sont sans impact à la fin de l'exercice.

## 3. REVENUS - TRANSPORTS AMBULANCIERS

	2015	2014
Établissements du réseau de la santé et des services sociaux	17 948	17 933
Société de l'assurance automobile du Québec	1 034	1 108
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 355	4 379
Particuliers	8 261	8 222
Autres	209	206
	<b>31 807</b>	<b>31 848</b>

## 4. RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES

REVENUS	2015	2014
Formation	435	415
Revenus de distribution du matériel médical	373	256
Contribution pour échange et entretien du matériel médical	-	9
	<b>808</b>	<b>680</b>
CHARGES		
Traitements et salaires	183	239
Avantages sociaux	24	32
Charges sociales	60	64
Fournitures médicales et médicaments	305	187
Frais de déplacement	1	4
Services achetés	2	-
Communications	6	8
Location d'équipement	23	27
Amortissement des immobilisations corporelles	5	5
Fournitures de bureau	1	-
	<b>610</b>	<b>566</b>
<b>RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES</b> (CE RÉSULTAT NET NE TIENT PAS COMPTE DES CHARGES INDIRECTES D'ADMINISTRATION.)	<b>198</b>	<b>114</b>

## 5. AUTRES REVENUS

	2015	2014
Intérêts	87	127
Autres	58	189
	<b>145</b>	<b>316</b>

## 6. CHARGES D'EXPLOITATION PAR CENTRE D'ACTIVITÉ

	Formation	Administration générale	Informatique	Services préhospitaliers d'urgence	Centre des communications	Contrôle médical et assurance qualité	Interventions spécialisées	Fonctionnement des installations	Total	Total
									2015	2014
Traitements et salaires	854	4 092	1 536	47 435	4 251	1 425	1 761	-	61 354	59 626
Avantages sociaux <sup>(a)</sup>	655	919	359	11 622	1 183	335	427	-	15 500	16 483
Charges sociales <sup>(b)</sup>	421	1 201	382	18 991	1 003	426	625	-	23 049	20 780
Fournitures médicales et médicaments	14	-	-	2 719	1	-	238	-	2 972	2 815
Frais de déplacement	2	86	1	63	2	6	1	1	162	194
Services achetés (note 7)	40	729	470	1 967	1 003	99	5	113	4 426	4 852
Communications	-	232	-	49	918	-	-	-	1 199	1 231
Location d'immeubles	-	7	3	1 670	-	9	-	1 379	3 068	3 271
Location d'équipement	2	3	-	2	18	-	-	-	25	40
Intérêts sur contrats de location-acquisition	-	-	-	497	-	-	-	-	497	507
Amortissement des immobilisations corporelles	12	51	216	5 516	698	-	15	34	6 542	5 548
Perte (gain) sur la disposition d'immobilisations corporelles	(10)	-	-	20	-	-	(7)	-	3	14
Achats et location d'uniformes	2	52	-	687	1	-	23	-	765	801
Frais de matériel roulant	-	-	-	5 207	-	-	84	-	5 291	5 786
Fournitures de bureau	29	64	17	221	29	2	1	-	363	363
Créances douteuses et frais de recouvrement	-	-	-	1 551	-	-	-	-	1 551	1 774
Créances douteuses recouvrées	-	-	-	(113)	-	-	-	-	(113)	(207)
Assurances	-	65	-	-	-	-	-	-	65	65
Intérêts sur la dette à long terme et frais bancaires	-	26	-	-	-	-	-	-	26	29
Autres	11	152	29	26	2	14	1	-	235	347
Récupération de charges	(14)	(6)	-	(15)	(3)	(5)	(3)	-	(46)	(95)
	<b>2 018</b>	<b>7 673</b>	<b>3 013</b>	<b>98 115</b>	<b>9 106</b>	<b>2 311</b>	<b>3 171</b>	<b>1 527</b>	<b>126 934</b>	<b>124 224</b>

<sup>(a)</sup> Ce sont les congés conventionnés et rémunérés. Ils comprennent, entre autres, les vacances annuelles, les congés fériés, les congés de maladie et les indemnités de départ.<sup>(b)</sup> Ce sont les charges financières résultant de la contribution de l'employeur, exigée par les lois sociales en vigueur et les obligations conventionnelles.

## 7. SERVICES ACHETÉS

	2015	2014
Traitement électronique des données	149	188
Service de buanderie	511	504
Entretien et réparation - locaux et équipement	971	1 011
Entretien et réparation du système de répartition assisté par ordinateur	690	627
Entretien des moniteurs défibrillateurs	202	217
Mise à jour de logiciels informatiques	400	422
Formation	56	162
Frais juridiques	386	421
Frais d'expertise médicale	351	541
Honoraires professionnels	468	593
Relocalisation et déménagement	180	72
Équité salariale, consultant	20	40
Autres	42	54
	<b>4 426</b>	<b>4 852</b>

## 8. DÉBITEURS

	2015	2014
<b>BÉNÉFICIAIRES DE TRANSPORTS AMBULANCIERS</b>		
Établissements du réseau de la santé et des services sociaux	3 613	3 724
Société de l'assurance automobile du Québec	65	79
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	251	264
Particuliers	2 923	3 030
Autres	33	34
	<b>6 885</b>	<b>7 131</b>
Ministère de la Santé et des Services sociaux - subventions	22	394
Taxes de vente à recevoir	247	622
Taxes sur les produits et services à recevoir	200	502
Autres débiteurs	765	939
	<b>8 119</b>	<b>9 588</b>
Provision pour créances douteuses		
Particuliers	(1 628)	(1 763)
	<b>6 491</b>	<b>7 825</b>



## 9. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2015	2014
Fournisseurs	1 918	11 287
Salaires	4 324	3 993
Charges sociales	6 171	6 231
Provision pour jours de vacances, jours fériés et congés de maladie (note 19)	10 396	9 925
	<b>22 809</b>	<b>31 436</b>

## 10. DETTE

La Corporation est autorisée, dans le cadre d'un régime d'emprunts valide jusqu'au 31 mars 2016, à emprunter à court terme ou à long terme auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de Financement, une somme jusqu'à concurrence de 17 550. Quant au MSSS, il est autorisé à verser à la Corporation les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations, après s'être assuré que celle-ci n'est pas en mesure de les rencontrer. Le montant emprunté, en vertu de ce régime au 31 mars 2015 :

	2015	2014
Emprunt remboursable par des versements mensuels de 35 (capital seulement), au taux de 1,984 %, échéant en septembre 2016.	632	1 053
<b>Échéancier de la dette au 31 mars 2015</b>		
2016	421	
2017	211	
	<b>632</b>	

## II. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

	2015	2014
Obligations découlant de contrats de location-acquisition au taux de 4,85 % échéant jusqu'en décembre 2029	<b>10 114</b>	<b>10 349</b>

Les paiements minimums exigibles incluant les options d'achat sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit :

2016	826
2017	826
2018	826
2019	826
2020 et suivantes	11 252
Total des paiements minimums exigibles	14 556
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	4 442
	<b>10 114</b>

## 12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Bâtisse louée en vertu de contrats de location-acquisition	Équipement informatique	Mobilier et équipement	Matériel roulant	Améliorations locatives	Système de répartition assistée par ordinateur	Total 2015
<b>COÛT</b>							
Solde au début	11 155	2 688	9 812	29 800	38	4 533	58 026
Acquisitions	-	382	2 137	570	-	-	3 089
Dispositions	-	(136)	-	(4 038)	-	-	(4 174)
Solde à la fin	11 155	2 934	11 949	26 332	38	4 533	56 941
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>							
Solde au début	2 364	2 039	6 172	15 773	38	2 065	28 451
Amortissement de l'exercice	562	247	1 269	3 793	-	676	6 547
Dispositions	-	(136)	-	(3 940)	-	-	(4 076)
Solde à la fin	2 926	2 150	7 441	15 626	38	2 741	30 922
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31 MARS 2015</b>	<b>8 229</b>	<b>784</b>	<b>4 508</b>	<b>10 706</b>	<b>-</b>	<b>1 792</b>	<b>26 019</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31 MARS 2014</b>	<b>8 791</b>	<b>649</b>	<b>3 640</b>	<b>14 027</b>	<b>-</b>	<b>2 468</b>	<b>29 575</b>

Des achats de matériel roulant d'un montant de 14 (6 044 en 2014), d'équipement informatique de 10 et 45 de mobilier et équipement sont inscrits aux fournisseurs au 31 mars 2015.

## 13. STOCKS DESTINÉS À L'UTILISATION

	2015	2014
Fournitures médicales	694	576
Médicaments	-	15
Carburant	107	115
Fournitures de garage et pièces de rechange	222	234
	<b>1 023</b>	<b>940</b>

## 14. CHARGES PAYÉES D'AVANCE

	2015	2014
Taxes municipales	224	177
Entretien de moniteurs défibrillateurs	50	137
Autres	12	147
	<b>286</b>	<b>461</b>

## 15. EXCÉDENT CUMULÉ

Afin de réaliser un projet de relocalisation de son centre administratif sur la rue Jarry, le MSSS a autorisé la Corporation à réserver un montant de 924 de son excédent cumulé lié aux activités de l'exercice clos le 31 mars 2014 pour le financement du projet.

Pour ce qui est du solde de l'excédent cumulé de 2 389, la Corporation est en discussion avec le Ministère afin de définir les modalités d'une entente pour le réserver aux fins du projet de relocalisation de son Centre de communication santé et du centre administratif ainsi que du projet du site de relève du Centre de communication santé.

	Excédent réservé	Opération	Total 2015	Total 2014
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>				
Solde au début	-	978	978	1 380
Affectation de l'excédent réservé à la relocalisation du centre administratif	924	(924)	-	-
Déficit lié aux activités	-	(662)	(662)	(402)
Annulation de la provision pour litige (note 22)	-	2 997	2 997	-
Solde à la fin	924	2 389	3 313	978

## 16. FONDS DES ACTIVITÉS PROVINCIALES

À titre de fiduciaire du Fonds des activités provinciales, la Corporation doit, à la demande du MSSS, exécuter la comptabilisation financière des charges spécifiques reliées à l'ensemble des services préhospitaliers d'urgence. Les tableaux suivants présentent l'évolution de l'excédent cumulé et la situation financière du fonds.

### ÉVOLUTION DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	2015	2014
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	1 351	1 033
<b>AUGMENTATION</b>		
Subventions du MSSS	1 297	1 277
Intérêts	15	13
Revenus d'inscriptions	90	101
Autres revenus	61	-
	1 463	1 391
<b>DIMINUTION</b>		
Traitements et salaires	75	-
Avantages sociaux	33	-
Charges sociales	17	-
Honoraires professionnels	493	286
Système de priorisation des appels	661	473
Équipements fournis aux aéroports	184	-
Cotisation pour taxes	66	-
Hébergement du site internet	13	-
Frais de déplacement	81	37
Formation	4	1
Contribution à des congrès	-	5

## ÉVOLUTION DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (SUITE)

	2015	2014
Frais de négociation de convention collective	28	-
Fournitures de bureau et petits équipements	11	1
Frais de réunion et location de salles	24	12
Uniformes	1	1
Abonnements	1	2
Réseau national intégré de radiocommunications	101	130
Contribution au Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers	400	125
	<b>2 193</b>	<b>1 073</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>	<b>621</b>	<b>1 351</b>

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS

	2015	2014
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Débiteurs autres	99	-
Taxes de vente à recevoir	5	12
À recevoir de la Corporation, portant intérêt au taux préférentiel moins 1,95 %, soit 0,90 % au 31 mars 2015 et 1,05 % en 2014, sans modalité d'encaissement.	1 046	1 430
	<b>1 150</b>	<b>1 442</b>
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>		
Charges à payer	529	91
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS ET EXCÉDENT CUMULÉ</b>	<b>621</b>	<b>1 351</b>

Les opérations de ce Fonds sont comptabilisées de façon distincte de celles de la Corporation.

## 17. FONDS PROVINCIAL POUR LA GESTION DES VÊTEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELS DES TECHNICIENS AMBULANCIERS

Un protocole d'entente, d'un patrimoine fiduciaire pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers/paramédics, a été signé entre le MSSS, les associations d'entreprises ambulancières et la Corporation. La Corporation a le mandat d'agir à titre de fiduciaire du Fonds qui est destiné à l'achat, à la gestion et à l'entretien des vêtements de protection individuels. Les tableaux suivants présentent l'évolution de l'excédent cumulé et la situation financière du fonds.

### ÉVOLUTION DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	2015	2014
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	57	163
<b>AUGMENTATION</b>		
Subventions du MSSS	792	780
Contribution du Fonds des activités provinciales	400	125
Intérêts	-	2
	<b>1 192</b>	<b>907</b>
<b>DIMINUTION</b>		
Achats de vêtements de protection individuels	1 173	770
Entretien et réparations des vêtements de protection individuels	198	180
Traitement électronique des données	-	53
Assurances vêtements de protection individuels	10	10
Récupération de charges	(13)	-
	<b>1 368</b>	<b>1 013</b>
<b>(DÉFICIT) EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN</b>	<b>(119)</b>	<b>57</b>

### ÉVOLUTION DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS

	2015	2014
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
À recevoir de la Corporation, portant intérêt au taux préférentiel moins 1,95 %, soit 0,90 % au 31 mars 2015 et 1,05 % en 2014, sans modalité d'encaissement	9	104
Taxes de vente à recevoir	27	30
	<b>36</b>	<b>134</b>
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>		
Charges à payer	155	77
<b>(DETTE NETTE) ACTIFS FINANCIERS NETS ET (DÉFICIT) EXCÉDENT CUMULÉ</b>	<b>(119)</b>	<b>57</b>

Les opérations de ce Fonds sont comptabilisées de façon distincte de celles de la Corporation.

## 18. INSTRUMENTS FINANCIERS

### GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Corporation est exposée à divers risques financiers notamment : le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité découlant des activités d'exploitation de la Corporation. La direction est responsable d'établir des niveaux acceptables de ces risques et d'examiner leur incidence respective sur les activités de la Corporation.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une partie ne respecte pas les modalités d'un contrat et entraîne une perte pour l'autre partie. En général, la valeur comptable à l'état de la situation financière de la Corporation pour ses actifs financiers exposés au risque de crédit, déduction faite de toute provision pour pertes applicable, représente le montant maximal exposé au risque de crédit.

Les actifs financiers qui peuvent assujettir la Corporation au risque de crédit comprennent principalement l'encaisse et les débiteurs (excluant les taxes de vente à recevoir). Le risque de crédit lié à l'encaisse est jugé négligeable puisque la contrepartie est une banque à charte canadienne jouissant d'une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation nationales.

La Corporation évalue le risque de crédit des débiteurs en évaluant la condition financière de ses clients sur une base continue et examine l'historique de crédit de tout nouveau client à l'exception des particuliers. La provision pour créances douteuses est maintenue conformément au risque de crédit des clients particuliers, aux tendances historiques et aux autres informations, comme il est décrit ci-après, et elle est prise en compte dans les états financiers.

L'analyse de l'âge des créances des bénéficiaires de transports ambulanciers se détaille comme suit :

	2015 Particuliers	Autres <sup>(1)</sup>	Total	2014 Particuliers	Autres	Total
Courant	944	2 601	3 545	807	2 364	3 171
Créances de 30 à 60 jours	301	1 085	1 386	356	1 283	1 639
Créances de 61 à 90 jours	174	200	374	193	229	422
Créances de 91 à 120 jours	137	59	196	154	171	325
Créances de plus de 120 jours	1 367	17	1 384	1 520	54	1 574
	<b>2 923</b>	<b>3 962</b>	<b>6 885</b>	<b>3 030</b>	<b>4 101</b>	<b>7 131</b>
Provision pour créances douteuses	(1 628)	-	(1 628)	(1 763)	-	(1 763)
	<b>1 295</b>	<b>3 962</b>	<b>5 257</b>	<b>1 267</b>	<b>4 101</b>	<b>5 368</b>

L'évolution de la provision pour créances douteuses pour les créances des particuliers se détaille comme suit :

	2015	2014
Solde au début	1 763	1 900
Provision de l'exercice	1 315	1 471
Radiation de l'exercice	(1 450)	(1 608)
Solde à la fin	<b>1 628</b>	<b>1 763</b>

<sup>(1)</sup> Représente les créances des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, de la Société de l'assurance automobile du Québec et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

## Corporation d'urgences-santé

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que la Corporation ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations financières à leur échéance. La Corporation est exposée à ce risque surtout en raison de sa dette et de ses créanciers et charges à payer. La Corporation finance ses activités au moyen d'une combinaison de ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et de sa dette.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'encaisse et à s'assurer que la Corporation dispose de sources suffisantes de financement. La Corporation établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle a les fonds disponibles pour remplir ses obligations dans un avenir prévisible.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers au 31 mars 2015.

	Dette	Créditeurs et charges à payer	Total 2015	Total 2014
Moins de 90 jours	105	6 191	6 296	12 079
De 90 à 365 jours	316	10 354	10 670	10 477
Plus de 365 jours	211	-	211	3 629

Compte tenu de la disponibilité du financement de la Corporation, de son encaisse disponible, ainsi que du calendrier de ses versements, la direction évalue que le risque de liquidité de la Corporation est faible.

**Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Corporation est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

**Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt définit l'éventualité où la juste valeur ou les mouvements de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctueraient à cause des changements sur le marché des taux d'intérêt. La dette de la Corporation porte intérêt à des taux fixes, réduisant ainsi au minimum les risques liés au flux de trésorerie et aux taux d'intérêt car elles seront remboursées selon l'échéance prévue.

**19. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS****Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la Corporation, autres que les techniciens ambulanciers paramédics, participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le taux de cotisation de la Corporation au RREGOP a augmenté de 9,84 % à 10,50 % et le taux du RRPE est demeuré à 14,38 %. Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et 2015 de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Corporation doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014 et 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale cotisable. Les cotisations de la Corporation imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2 164 (2014 : 1 755).

Les techniciens ambulanciers paramédics et les employés de soutien de la Corporation participent au Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers paramédics et des services préhospitaliers d'urgence (RRAP), un régime hybride à cotisations déterminées et à prestations déterminées. Les cotisations de la Corporation imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2 845 (2014 : 2 647).

Les obligations de la Corporation envers ces régimes se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**Provision pour jours de vacances, jours fériés et congés de maladie**

	Vacances et jours fériés	Congés de maladie	Total 2015	Total 2014
Solde au début	9 852	73	9 925	9 469
Charges de l'exercice	13 077	2 984	16 061	15 302
Prestations versées au cours de l'exercice	(12 626)	(2 964)	(15 590)	(14 846)
Solde à la fin	10 303	93	10 396	9 925

Cette provision est incluse dans le poste « créanciers et charges à payer ».

## 20. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Corporation est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Corporation n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 21. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Corporation est engagée par des contrats à long terme, échéant à diverses dates jusqu'en juin 2035, pour la location de locaux administratifs, d'équipements et pour l'entretien de ces équipements.

Le total des engagements au 31 mars 2015 est de 66 391 (2014 : 56 09).

La charge de l'exercice concernant ces biens et services s'élève à 3 532 (2014 : 3 786). Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2016	5 103
2017	4 072
2018	3 259
2019	3 220
2020	3 191
2021 et suivantes	47 546
	<b>66 391</b>

La Corporation est également engagée à acheter 33 ambulances pour un montant de 4 558.

### Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers

En vertu d'un contrat signé par la Corporation, le Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers devra verser une somme maximale de 1 151 (1 072 en 2014), taxes en sus, au cours de la prochaine année, pour la gestion des vêtements de protection individuels pour l'ensemble des techniciens ambulanciers du Québec.

## 22. PROVISION POUR LITIGE

Un fournisseur de véhicules ambulanciers a déposé, en mai 2006, une réclamation d'un montant de 4 419 devant la Cour supérieure du Québec. La réclamation porte sur les dommages possibles suite à la résiliation d'un contrat entre la Corporation et le fournisseur en question. La Cour supérieure du Québec a rendu son jugement le 23 août 2012, accueillant l'action intentée par le fournisseur et condamnant la Corporation à payer la somme de 1 881 au fournisseur plus intérêts au taux légal ainsi qu'une indemnité additionnelle à compter du 24 mai 2006. La Corporation en a appelé du jugement devant la Cour d'appel. La Cour d'appel a rendu son jugement le 27 août 2014 infirmant le jugement de première instance et a condamné le fournisseur à verser à la Corporation une somme de 2 896 plus les intérêts au taux légal et l'indemnité additionnelle.

La Corporation a renversé la provision comptabilisée dans le poste créditeurs et charges à payer d'un montant de 2 997. Aucune somme n'a été comptabilisée pour le montant à verser par le fournisseur puisque la Corporation évalue à improbable le recouvrement de cette somme. Le montant sera imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel il sera reçu, le cas échéant.

## 23. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	2015	2014
Intérêts payés	523	536
Intérêts reçus	87	127

## 24. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice antérieur ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

## RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR CERTAINES ACTIVITÉS DE LA CORPORATION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015 (NON AUDITÉS)

	2015	2014
<b>NOMBRE DE TRANSPORTS DE BÉNÉFICIAIRES EFFECTUÉ AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS</b>		
<b>TRANSPORTS IMPUTABLES À</b>		
Établissements du réseau de la santé et des services sociaux	129 815	129 619
Société de l'assurance automobile du Québec	7 386	7 920
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	32 110	32 319
Particuliers et autres	56 356	57 071
	<b>225 667</b>	<b>226 929</b>
Nombre total d'heures d'intervention et de disponibilité des techniciens ambulanciers paramédics au cours de l'exercice clos le 31 mars	1 178 036	1 174 522
<b>NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS PAR LES TECHNICIENS AMBULANCIERS PARAMÉDICS AU 31 MARS</b>		
Temps plein	596	591
Temps partiel	352	344
	<b>948</b>	<b>935</b>



## **ANNEXE D – États financiers des comptes sous administration de l'exercice clos le 31 décembre 2014**

### **RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers des comptes sous administration du Curateur public du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS). L'information financière contenue dans le rapport annuel de gestion est conforme aux présents états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le curateur public reconnaît qu'il est responsable de gérer les affaires du Curateur public du Québec, à titre de fiduciaire des biens d'autrui, conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le curateur public surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au curateur public.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers des comptes sous administration du Curateur public du Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le curateur public du Québec,

*Original signé*

Normand Jutras

Le directeur général des services aux personnes,

*Original signé*

Pierre Lamarche

Le directeur général de l'administration, de la planification et des communications, par intérim

*Original signé*

Pierre Roy

Le directeur des ressources financières et matérielles,

*Original signé*

Pierre Roy

Montréal, le 26 novembre 2015



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des comptes sous administration du Curateur public du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014 et l'état du résultat net et global, l'état de la variation de l'actif net et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des comptes sous administration du Curateur public du Québec au 31 décembre 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

*Original signé*

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Montréal, le 26 novembre 2015

LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC  
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES COMPTES SOUS ADMINISTRATION  
AU 31 DÉCEMBRE 2014  
(Exprimé en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<b>ACTIF SOUS ADMINISTRATION</b>		
<b>PORTEFEUILLES COLLECTIFS</b> (notes 3a, 3e, 3f, 5, 16)		
Trésorerie (notes 3d, 6)	19 844	15 501
Placements temporaires (notes 3d, 6)	59 097	58 448
Créances (note 7)	86	64
Placements à long terme	189 573	174 388
	<b>268 600</b>	<b>248 401</b>
<b>PATRIMOINES ADMINISTRÉS</b> (notes 2e, 3b, 3f)		
Comptes d'épargne, caisses des bénéficiaires et dépôts à terme (note 2d)	26 969	26 222
Frais d'hébergement et de subsistance payés d'avance	12 673	7 232
Placements (note 8)	59 866	52 980
Billets et autres créances (note 2d)	18 922	13 995
Biens immobiliers	77 448	61 831
Valeur de rachat des polices d'assurance vie	4 709	4 186
Préarrangements funéraires	4 838	4 644
Autres actifs (note 9)	2 188	2 197
	<b>207 613</b>	<b>173 287</b>
	<b>476 213</b>	<b>421 688</b>
<b>PASSIF ET ACTIF NET DES COMPTES SOUS ADMINISTRATION</b>		
<b>PASSIF DES PORTEFEUILLES COLLECTIFS</b> (notes 3e, 3f, 16)		
Charges à payer	161	210
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt ni modalité de remboursement	2 980	1 103
	<b>3 141</b>	<b>1 313</b>
<b>PASSIF DES PATRIMOINES ADMINISTRÉS</b> (notes 2e, 3c, 3f)		
Sommes à payer (note 10)	31 253	23 371
Emprunts hypothécaires	5 134	3 594
Prestations, avantages et indemnités perçus d'avance	4 704	4 882
Bons et subventions reportés pour l'épargne invalidité (note 11)	25 626	21 387
	<b>66 717</b>	<b>53 234</b>
<b>ACTIF NET DES COMPTES SOUS ADMINISTRATION</b>	<b>406 355</b>	<b>367 141</b>
	<b>476 213</b>	<b>421 688</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Original signé

Accepté et approuvé

Le curateur public du Québec

## LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET GLOBAL DES COMPTES SOUS ADMINISTRATION  
DE L' EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

(Exprimé en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
Produits d'intérêts des portefeuilles collectifs <i>(note 3g)</i>	7 889	7 650
<b>Moins:</b>		
Honoraires d'administration	3 370	3 270
Taxes sur les honoraires d'administration	505	489
Frais de garde et autres services	226	221
Produits d'intérêts nets	3 788	3 670
Gains (pertes) à la disposition de placements <i>(note 3g)</i>	(219)	(124)
Variation des gains (pertes) non réalisés sur placements <i>(note 3g)</i>	12 028	(10 179)
<b>RÉSULTAT NET ET GLOBAL DE L'EXERCICE <i>(notes 3h, 12)</i></b>	<b>15 597</b>	<b>(6 633)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

## ÉTAT DE LA VARIATION DE L'ACTIF NET DES COMPTES SOUS ADMINISTRATION

## DE L' EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

(Exprimé en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Résultat net et global de l'exercice</b>	15 597	(6 633)
<b>Sommes gagnées et charges engagées pour le compte des patrimoines administrés (note 3i)</b>		
Prestations, avantages et indemnités gagnés (note 13)	209 295	200 405
Frais d'hébergement et de subsistance engagés (note 14)	(202 150)	(191 121)
Honoraires du Curateur public du Québec	(9 417)	(9 699)
	(2 272)	(415)
<b>Variation relative à la réception et à la réévaluation d'éléments de patrimoine (note 3i)</b>		
Biens reçus durant l'exercice	76 258	68 176
Passifs pris en charge au cours de l'exercice	(17 753)	(15 695)
Réévaluation d'éléments d'actif	5 115	6 787
	63 620	59 268
<b>Remises (note 3i)</b>		
Remises nettes des passifs	(37 731)	(45 815)
<b>AUGMENTATION DE L'ACTIF NET</b>	39 214	6 405
<b>ACTIF NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	367 141	360 736
<b>ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	406 355	367 141

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC**  
**TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DES COMPTES SOUS ADMINISTRATION**  
**DE L' EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014**  
 (Exprimé en milliers de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
<b>Entrées de trésorerie</b>		
Encaissements de prestations, avantages et indemnités	203 082	195 890
Encaissements découlant de la cession de biens	38 746	43 766
Encaissements transitoires pour le compte du Fonds consolidé du revenu	3 111	3 037
Encaissements du Fonds consolidé du revenu	1 016	877
Encaissements d'intérêts sur placement	827	878
	<b>246 782</b>	<b>244 448</b>
<b>Sorties de trésorerie</b>		
Décaissements reliés aux frais d'hébergement et de subsistance	199 294	188 455
Remises	24 011	31 878
Versements au Fonds consolidé du revenu	11 262	13 506
Paievements des emprunts hypothécaires et des sommes à payer	6 724	8 249
Achats de biens durables	910	707
	<b>242 201</b>	<b>242 795</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>	<b>4 581</b>	<b>1 653</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions de placements à long terme dans les portefeuilles collectifs	(32 060)	(42 418)
Dispositions de placements à long terme dans les portefeuilles collectifs	32 471	39 000
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>411</b>	<b>(3 418)</b>
<b>AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>4 992</b>	<b>(1 765)</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b> <i>(nc)</i>	<b>73 949</b>	<b>75 714</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b> <i>(note)</i>	<b>78 941</b>	<b>73 949</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC****NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 DÉCEMBRE 2014****(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens)****I. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS**

Le curateur public est une personne nommée par le gouvernement en vertu de la *Loi sur le curateur public* (RLRQ, chapitre C-81). Son siège social est situé au 600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec), H3B 4W9 Canada.

Les fonctions du Curateur public sont principalement :

- de représenter les personnes majeures jugées inaptes à divers degrés afin d'assurer leur bien-être moral et matériel et de protéger leurs droits;
- de surveiller, d'informer et d'assister dans leur administration les curateurs et les tuteurs privés qui ont été désignés pour représenter des personnes majeures jugées inaptes; le Curateur public remplit un rôle identique auprès des tuteurs des mineurs, en plus d'assumer lui-même parfois la tutelle des biens de mineurs.

Le Curateur public a la simple administration des biens qui lui sont confiés en vertu de l'article 30 de la *Loi sur le curateur public*.

Conformément à l'article 55 de la *Loi sur le curateur public*, il peut percevoir des honoraires pour la représentation des personnes, pour l'administration des biens qui lui sont confiés, pour la gestion des portefeuilles collectifs et pour les autres fonctions qui lui sont dévolues par la loi. Ces honoraires sont établis par règlement.

Les états financiers présentent les actifs et les passifs qui sont sous l'administration du Curateur public, à titre de fiduciaire des biens d'autrui. Ils excluent les produits, les charges, les actifs et les passifs du Curateur public, lesquels sont comptabilisés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec.

**2. BASE DE PRÉPARATION****2a) Déclaration de conformité**

Les présents états financiers des comptes sous administration du Curateur public ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et approuvés par le curateur public le 26 novembre 2015.

**2b) Base d'évaluation**

Les états financiers des comptes sous administration du Curateur public ont été préparés sur la base du coût historique à l'exception des éléments suivants :

- Les instruments financiers définis à la note 3e), évalués à la juste valeur;
- Les actifs des patrimoines administrés définis à la note 3f), évalués à la valeur de réalisation;
- Les passifs des patrimoines administrés définis à la note 3f), évalués à la valeur de règlement.

L'état de la situation financière est présenté par ordre de liquidité, car cette présentation apporte des informations fiables et plus pertinentes.

Le traitement comptable spécifique des opérations est détaillé dans les principales méthodes comptables à la note 3.

## 2c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers des comptes sous administration du Curateur public sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de l'entité.

## 2d) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations et hypothèses de la part de la direction ayant une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs, des éléments de variation de l'actif net ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice visé par les états financiers.

La direction a établi des estimations et formulé des hypothèses pour la valeur de réalisation des éléments des patrimoines administrés, dont l'évaluation du solde des caisses des bénéficiaires et les billets et autres créances.

### Évaluation des caisses des bénéficiaires – patrimoines administrés

Les établissements reçoivent périodiquement pour le bénéfice des personnes représentées des allocations afin de subvenir à leurs besoins. Ces allocations sont notamment déposées dans des caisses administrées par les établissements d'hébergement fréquentés par les personnes représentées. Le Curateur public estime la valeur de ces caisses sur la base du solde confirmé annuellement auprès de ces établissements au mois de juillet.

Le solde réel des caisses des bénéficiaires pourrait être différent de l'estimation formulée par la direction.

### Évaluation des billets et autres créances – patrimoines administrés

Le Curateur public administre des billets et autres créances tels que des reconnaissances de dettes, des droits successifs et d'autres créances découlant de jugements de cours pour le bénéfice des personnes qu'il représente. Le Curateur public effectue annuellement une analyse détaillée des billets et autres créances afin de déterminer dans quelle mesure ceux-ci sont recouvrables.

La valeur des billets et autres créances pourrait être différente de l'estimation formulée par la direction.

## 2e) Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'exercice de jugements de la part de la direction ayant une incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs, des éléments de variation de l'actif net ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de l'exercice visé par les états financiers.

Les principaux éléments pour lesquels la direction établit des jugements sont le choix des méthodes comptables pour les éléments non normalisés des patrimoines administrés, l'utilisation de la valeur symbolique de 1 \$ pour la comptabilisation de certains actifs et passifs des patrimoines administrés ainsi que l'utilisation de valeurs établies à des dates autres que le 31 décembre.

### Méthodes comptables pour les éléments non normalisés des patrimoines administrés

En l'absence d'une IFRS qui s'applique spécifiquement à une transaction, la direction doit faire usage de jugement pour développer et appliquer une méthode comptable permettant d'obtenir des informations pertinentes pour les utilisateurs.

De façon générale, les actifs et passifs des patrimoines administrés par le Curateur public lui sont confiés par la loi, sans égard à leur forme économique. La prise en charge de ces actifs et passifs n'entraîne aucun coût d'acquisition, de transformation ou d'exploitation pour le Curateur public.

Chaque patrimoine est administré de façon individuelle en fonction de la situation sociale et financière propre à chacune des personnes représentées, dans les limites conférées par le *Code civil du Québec* et la *Loi sur le curateur public* et non selon une stratégie de gestion uniforme. La gestion de ces biens est effectuée dans le but de favoriser le bien-être des personnes représentées et non de générer des plus-values ou d'atteindre des cibles de rendement.



Aussi, dans le cadre de son administration, le Curateur public prend des décisions sur la base de la valeur individuelle de chacun des patrimoines. Le Curateur public s'assure notamment de l'éligibilité de chaque personne représentée à divers programmes gouvernementaux tels que le Programme de solidarité sociale ou le programme de la Sécurité de la vieillesse ou encore le paiement ou non des dettes relatives à chacun des patrimoines qu'il administre.

Dans le cas spécifique des biens immobiliers, ces derniers sont généralement utilisés par les personnes représentées dans le but de se loger. Étant donné que ces biens ne sont pas utilisés dans le but de produire des biens et des services, de les utiliser à des fins administratives, d'en retirer des revenus de loyers ou d'en valoriser le capital, la définition d'immobilisations corporelles ou d'immeubles de placement ne s'applique pas à ceux-ci.

Dans le cas spécifique des placements des patrimoines administrés, ces derniers comprennent une diversité d'éléments détenus de façon nominative par les personnes représentées par le Curateur public. Ils ne font pas l'objet ni d'une stratégie d'investissement structurée, ni d'une gestion globale des risques. Ainsi, le recours au coût amorti ou à la juste valeur comme base d'évaluation ne serait pas approprié puisque la prise en charge des placements par le Curateur public n'engendre aucun coût et que les décisions reliées à l'administration des patrimoines ne sont pas prises selon la juste valeur. En conséquence, la norme sur les instruments financiers appliquée à l'agrégation des placements des personnes représentées, notamment l'utilisation d'une base d'évaluation qui ne représente pas le modèle d'affaires des comptes sous administration et la présentation d'informations sur les risques financiers, n'auraient en soi aucune signification et ne procureraient aucun avantage supplémentaire pour les utilisateurs des états financiers.

Pour toutes ces raisons, le Curateur public du Québec juge que l'évaluation au coût, relativement aux actifs et aux passifs administrés, ne peut représenter une image fidèle de la transaction étant donné que ceux-ci sont confiés par la loi à l'administration du Curateur public, ce qui n'entraîne ni coût d'acquisition, ni coût de transformation, ni autre coût. L'utilisation de la valeur de réalisation pour évaluer les actifs et la valeur du règlement pour évaluer les passifs des patrimoines administrés sont donc les valeurs les plus pertinentes et facilement disponibles à peu de coût. De plus, elles permettent aux utilisateurs d'obtenir des informations fiables, neutres, prudentes et complètes dans tous leurs aspects significatifs. Les informations sur les actifs et passifs des patrimoines administrés sont fournies à la direction sur la base de la valeur de réalisation dans le cas des actifs et sur la base de règlement dans le cas des passifs. De plus, de façon générale, la valeur de réalisation et la valeur de règlement ne s'éloignent pas de façon significative de la juste valeur assurant ainsi une cohérence avec une base d'évaluation utilisée en IFRS. Aucun impôt latent découlant de la réalisation de ces actifs n'est comptabilisé en diminution de la valeur des actifs.

Les méthodes comptables des éléments non normalisés des patrimoines administrés, ainsi que l'application de la valeur de réalisation ou de règlement à chacun de ces éléments sont décrites à la note 3.

#### Utilisation de la valeur symbolique de 1 \$

Dans le cadre de son administration, le Curateur public administre des actifs et des passifs de natures diverses, par exemple des bijoux et pierres précieuses, des collections d'objets, des œuvres d'art, des instruments et outils spécialisés pour lesquels aucune évaluation fiable n'est disponible au prix d'un effort raisonnable. En l'absence d'une telle évaluation, le Curateur public inscrit ces actifs et passifs à la valeur symbolique de 1 \$.

#### Utilisation de valeurs établies à des dates autres que le 31 décembre

Compte tenu de la diversité des biens administrés par le Curateur public, il peut arriver qu'il ne soit pas possible d'obtenir une évaluation fiable d'un élément de patrimoine en date du 31 décembre. Une telle situation peut survenir lorsqu'un tiers, par exemple une institution financière, ne répond pas aux demandes d'informations du Curateur public. Lorsque la valeur au 31 décembre n'est pas disponible et que la direction juge qu'il est impraticable de l'obtenir, elle peut utiliser une valeur qu'elle juge fiable établie à une autre date.

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### 3a) Portefeuilles collectifs

L'article 44 de la *Loi sur le curateur public* stipule que le Curateur public peut, dans les conditions prévues par une politique de placement établie après consultation du comité de placement, constituer des portefeuilles collectifs avec les sommes disponibles provenant des biens qu'il administre. Le Curateur public assume la gestion des portefeuilles ainsi constitués, conformément aux règles du *Code civil du Québec* relatives aux placements présumés sûrs.

La gestion des portefeuilles collectifs est confiée au ministre des Finances en vertu de l'article 75.1 de la *Loi sur le curateur public*. Selon cet article, le Curateur public peut conclure avec toute personne, société ou association, ainsi qu'avec le gouvernement, ses ministères ou organismes, toute entente en vue de l'application de la *Loi sur le curateur public*. Dans ce cas, la gestion des portefeuilles doit respecter les règles du *Code civil du Québec* relatives aux placements présumés sûrs.

Les portefeuilles collectifs doivent être gérés dans le respect des restrictions auxquelles est soumis le Curateur public en vertu de la *Loi sur le curateur public* et de son Règlement d'application ainsi que des dispositions du *Code civil du Québec* en matière d'administration du bien d'autrui.

Le Curateur public ne peut emprunter en donnant les placements des portefeuilles collectifs en garantie.

Au 31 décembre 2014, les portefeuilles collectifs du Curateur public comprennent un fonds d'encaisse et un fonds de revenu. La note 5 présente le détail de la composition des portefeuilles collectifs.

#### 3b) Patrimoines administrés

En vertu de l'article 43 de la *Loi sur le curateur public*, le Curateur public doit maintenir une administration et une comptabilité distinctes à l'égard de chacun des patrimoines dont il est chargé de l'administration. Ces patrimoines comprennent des comptes d'épargne, caisses des bénéficiaires et dépôts à terme, des placements, des billets et autres créances, des biens immobiliers ainsi que d'autres actifs confiés à l'administration du Curateur public.

#### 3c) Passifs des patrimoines administrés

L'article 43 de la *Loi sur le curateur public* stipule que le Curateur public n'est responsable des dettes relatives à un patrimoine qu'il administre que jusqu'à concurrence de la valeur des biens de ce patrimoine.

Le passif inscrit à l'état de la situation financière représente celui que le Curateur public administre pour autrui et non celui qu'il a la responsabilité légale de payer. Quant aux emprunts hypothécaires, ils sont généralement garantis par les biens immobiliers afférents.

#### 3d) Flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et qui sont utilisés par le Curateur public dans le cadre des activités courantes d'administration des patrimoines.

**3e) Instruments financiers – portefeuilles collectifs**Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date d'acquisition par le Curateur public. Les coûts de transactions associés à l'acquisition ou à la disposition d'instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont présentés en charges à l'état du résultat net et global.

Catégorie d'instruments financiers et évaluation ultérieure

- Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs et les passifs financiers de la catégorie à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent ceux qui sont détenus à des fins de transaction ainsi que ceux qui sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les actifs et les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à leur juste valeur et les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation sont constatés dans le poste Variation des gains (pertes) non réalisés sur placements, à l'état du résultat net et global.

- Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Autres passifs

Les autres passifs financiers comprennent tous les passifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces passifs sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Classement

Les classements effectués par le Curateur public sont les suivants :

- Les placements temporaires et les placements à long terme sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Le Curateur public a effectué cette désignation puisqu'ils sont gérés, de même que leur performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur conformément à une stratégie de gestion de risques et d'investissement documentée par le biais de la politique de placement des portefeuilles collectifs du Curateur public et que les informations sur ceux-ci sont fournies sur cette base à la direction;
- La trésorerie et les créances sont classées en tant que prêts et créances;
- Les charges à payer sont classées comme autres passifs.

**3f) Méthode d'évaluation des actifs et passifs**Portefeuilles collectifs

Les placements temporaires et à long terme des portefeuilles collectifs sont comptabilisés à la juste valeur, établie de la manière suivante :

- Les titres du marché monétaire sont inscrits au coût qui, majoré des intérêts courus, ne s'éloigne pas de façon significative de la juste valeur;
- Les unités de participation sont évaluées à leur valeur liquidative telle que calculée par une institution financière.

La fluctuation de la juste valeur des placements des portefeuilles collectifs est comptabilisée dans le poste Variation des gains (pertes) non réalisés sur placements en résultat net et global.

Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Le Dû au Fonds consolidé du revenu correspond principalement au montant à payer pour des honoraires perçus par le Curateur public et est comptabilisé à la valeur de règlement.

#### Patrimoines administrés

- Comptes d'épargne, caisses des bénéficiaires et dépôts à terme

Les comptes d'épargne sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par le Curateur public et subséquemment à la valeur de réalisation établie sur la base d'états de compte ou de confirmations bancaires en date de fin d'exercice.

Les dépôts à terme sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par le Curateur public et subséquemment à la valeur de réalisation qui correspond au coût d'acquisition par la personne représentée, majoré des intérêts courus.

La valeur des caisses des bénéficiaires est comptabilisée à la valeur de réalisation lors de la prise en charge par le Curateur public et subséquemment à la valeur de réalisation établie selon l'une des deux méthodes suivantes :

- La valeur des caisses des bénéficiaires, détenues au nom des personnes représentées dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux, est estimée en fin d'exercice à partir de la valeur moyenne des soldes confirmés au 1<sup>er</sup> juillet 2014.
- La valeur de celles détenues dans les autres établissements est estimée en fin d'exercice à partir de la valeur moyenne des soldes confirmés au 1<sup>er</sup> juillet 2014 par échantillonnage statistique.

Au 31 décembre 2014, le Curateur public estimait le solde des caisses des bénéficiaires à 3 135 551 \$ (3 157 104 \$ au 31 décembre 2013).

- Frais d'hébergement et de subsistance payés d'avance

Les frais d'hébergement et de subsistance payés d'avance, correspondant à des sommes versées pour des services devant être rendus au cours du prochain exercice, sont comptabilisés à la valeur de réalisation qui ne s'éloigne pas de façon significative du coût.

- Placements

Les placements comme les actions, les fonds mutuels, les obligations et les placements inclus dans des régimes enregistrés sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par le Curateur public et subséquemment à leur valeur de réalisation établie sur la base des informations disponibles telles que des états de compte de courtiers ou le cours des principales bourses en date de fin d'exercice.

- Billets et autres créances

Les billets et autres créances sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par le Curateur public et subséquemment à la valeur de réalisation qui correspond au coût d'acquisition par la personne représentée, majoré des intérêts courus pour les créances provenant de jugements de cours ou de reconnaissances de dettes et minoré de tout montant jugé irrécouvrable.

- Biens immobiliers

Les biens immobiliers sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par le Curateur public et subséquemment à la valeur de réalisation qui correspond à la valeur de l'évaluation foncière uniformisée, conformément à l'article 905 du *Code de procédure civile*.

- Valeur de rachat des polices d'assurance vie

La valeur de rachat des polices d'assurance vie est comptabilisée à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par le Curateur public et est évaluée subséquemment à la valeur de réalisation à la date d'anniversaire de la police d'assurance vie. Cette valeur tient compte des encaissements de dividendes et des remboursements d'emprunts.

- Préarrangements funéraires

Les préarrangements funéraires sont comptabilisés à leur valeur de réalisation qui ne s'éloigne pas de façon significative du coût d'acquisition.

- Autres actifs

Les véhicules sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par le Curateur public et subséquemment à la valeur de réalisation déterminée en fin d'exercice.

Les objets de valeur, les biens en entrepôt et les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de la prise en charge par le Curateur public et subséquemment à la valeur de réalisation déterminée en fonction des informations disponibles pour chaque type d'actif, le cas échéant.

Le montant des biens meubles en garde chez un tiers ou au domicile d'une personne représentée n'est pas présenté aux états financiers. La direction juge qu'il est impraticable de les faire évaluer en raison de leur diversité et de leur nombre.

- Sommes à payer et bons et subventions reportés pour l'épargne-invalidité

Les sommes à payer et les bons et subventions reportés pour l'épargne-invalidité relatifs aux patrimoines administrés sont comptabilisés à leur valeur de réalisation lors de leur prise en charge par le Curateur public et subséquemment à la valeur de réalisation établie sur la base d'états de compte en date de fin d'exercice.

- Prestations, avantages et indemnités perçus d'avance

Les prestations, avantages et indemnités perçus d'avance, correspondent à des prestations reçues avant l'exercice au cours de duquel elles se réaliseront et sont comptabilisés à la valeur de réalisation qui ne s'éloigne pas de façon significative du coût.

### 3g) Constatation des produits des portefeuilles collectifs

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de règlement et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés à l'état du résultat net et global d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains et les pertes à la disposition de placements et la variation des gains (pertes) non réalisés sur placements sont aussi présentés à l'état du résultat net et global, dans l'exercice au cours duquel ils se produisent.

### 3h) Distribution des produits des portefeuilles collectifs

Les produits d'intérêts nets du fonds d'encaisse sont crédités mensuellement, s'il y a lieu, aux comptes des patrimoines administrés. Les produits d'intérêts nets du fonds de revenu sont réinvestis trimestriellement au compte de chaque détenteur de parts dans ce fonds. Les gains à la disposition des placements sont réinvestis annuellement, s'il y a lieu.

### 3i) Comptabilisation des variations de l'actif net

Les sommes perçues et les charges engagées pour le compte des patrimoines administrés sont comptabilisées à mesure qu'elles deviennent gagnées ou engagées pour le compte de chacun des patrimoines.

Les actifs et les passifs administrés pour autrui sont comptabilisés au moment de l'établissement de la juridiction par le Curateur public et au fur et à mesure de la connaissance de leur existence. Les biens reçus durant l'exercice sont présentés nets des annulations et radiations d'éléments d'actifs tandis que les passifs pris en charge durant l'exercice sont présentés nets des réévaluations, des annulations et des radiations d'éléments de passif.

Le poste de réévaluation d'éléments d'actifs à l'état des variations de l'actif net représente la variation annuelle des valeurs de réalisation des actifs des patrimoines administrés.

Les remises comprennent les remises faites aux ayants droit et à l'Agence du revenu du Québec, en qualité d'administrateur du bien d'autrui, pour les successions non réclamées des personnes représentées décédées. Elles sont comptabilisées lorsque toutes les opérations permettant la libération des sommes aux ayants droit ou à l'Agence du revenu du Québec ont été complétées.

## 4. MODIFICATIONS AUX MÉTHODES COMPTABLES

### 4a) Nouvelles normes et normes modifiées

Au cours de l'exercice, le Curateur public s'est conformé aux nouvelles normes IFRS publiées et révisées par le Conseil des normes comptables (CNC) et l'International Accounting Standards Board (« IASB ») devant être appliquées pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les informations sur ces nouvelles normes sont présentées ci-dessous :

#### Modifications à l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation – Compensation*

L'IASB a approuvé des modifications visant à clarifier certains aspects des critères de compensation dans l'IAS 32 « *Instruments financiers : Présentation* ». Après approbation par le CNC, ces modifications ont été intégrées au *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*.

En présence de compensation des actifs financiers et des passifs financiers, des droits et obligations sont présentés comme un montant net dans l'état de la situation financière.

Les modifications d'IAS 32 précisent qu'une entité a un droit juridiquement exécutoire de compensation si ce droit n'est pas conditionnel à un événement futur et s'il est exécutoire tant dans le cours normal des affaires que dans le cas de défaut. Les modifications apportent également certaines précisions pour déterminer lorsqu'un mécanisme de règlement prévoit un règlement net ou un règlement brut équivalant à un règlement net.

L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers des comptes sous administration.

#### IFRIC 21, *Droits ou taxes*

L'IFRIC 21 fournit une interprétation de l'IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* ». L'IAS 37 établit des critères aux fins de la comptabilisation d'un passif ; l'un d'entre eux est que l'entité doit avoir une obligation actuelle résultant d'un événement passé (un « fait générateur d'obligation »). L'interprétation précise que le fait générateur d'obligation qui crée un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible est l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, tel qu'il est prévu dans les dispositions légales ou réglementaires.

L'interprétation comporte des indications décrivant comment elle doit être appliquée.

L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers des comptes sous administration.

**4b) Nouvelles normes comptables publiées mais qui ne sont pas encore en vigueur****IFRS 9 – Instruments financiers**

En février 2015, le CNC a approuvé et publié la version définitive de la nouvelle norme IFRS 9, « Instruments financiers », laquelle remplace IAS 39, « Instruments financiers; Comptabilisation et évaluation » et IFRIC 9 « Réexamen de dérivés incorporés ». L'IFRS 9 propose un modèle logique de classement et d'évaluation, un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues et une approche remaniée de la comptabilité de couverture.

Cette norme remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples pour les actifs et les passifs financiers par un seul modèle d'évaluation ne comportant que trois catégories : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et à la juste valeur par le biais du résultat net. La base de classement dépend du modèle d'affaires de l'entité et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs et passifs financiers. La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation qui exige une comptabilisation plus rapide des pertes de crédit attendues. En particulier, la nouvelle norme exige que les entités comptabilisent les pertes de crédit attendues à compter du moment où les instruments financiers sont comptabilisés pour la première fois et qu'elles abaissent le seuil pour comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie totale. Quant aux dispositions de la comptabilité de couverture, elles comprennent notamment un élargissement des risques admissibles à celle-ci, des changements significatifs dans la façon d'aborder l'évaluation de l'efficacité d'une couverture, et des obligations d'informations étendues quant aux activités d'une entité en matière de gestion de risques.

Cette norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 de façon rétroactive. Une application anticipée est permise. Le Curateur public n'a pas encore évalué les incidences de cette norme sur les états financiers des comptes sous administration et ne prévoit pas appliquer celle-ci de façon anticipée.

**5. PORTEFEUILLES COLLECTIFS**

ACTIF	Fonds d'encaisse		Fonds de revenu		Total
	2014	2013	2014	2013	
Trésorerie	19 844	15 501	-	-	19 844
Placements temporaires*	59 097	58 448	-	-	59 097
Créances (note 7)	86	64	-	-	86
Placements à long terme**	-	-	189 573	174 388	189 573
	79 027	74 013	189 573	174 388	268 600
					248 401

**\* PLACEMENTS TEMPORAIRES**

Les placements temporaires incluent des obligations, des billets escomptés et des bons du trésor. Les taux d'intérêts effectifs varient de 0,99 % à 1,59 % (au 31 décembre 2013 : 0,96 % à 1,48 %).

**\*\* PLACEMENTS À LONG TERME**

Les sommes disponibles provenant des biens que le Curateur public administre sont investies dans des unités de participation du fonds de revenu. Ces unités sont encaissables sans préavis à leur valeur liquidative par part.

Fonds de revenu	31 décembre	31 décembre
	2014	2013
Nombre d'unités	7 038 161	6 912 015
Juste valeur par unité (\$)	26,93504	25,22963
Juste valeur des unités	189 573	174 388

Les instruments financiers détenus par le biais des unités de participation du fonds de revenu incluent principalement des obligations émises par le gouvernement du Québec, par les municipalités du Québec ou par les Sociétés d'État. Les taux de coupons varient de 1,60 % à 9,37 % (au 31 décembre 2013 : 1,60 % à 9,40 %). Ces placements viennent à échéance à diverses dates jusqu'en février 2050.



**6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE - PORTEFEUILLES COLLECTIFS**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, figurant dans le tableau des flux de trésorerie, comprennent les montants suivants présentés aux états de la situation financière :

	2014	2013
Trésorerie	19 844	15 501
Placements temporaires	59 097	58 448
	78 941	73 949

**7. CRÉANCES - PORTEFEUILLES COLLECTIFS**

	2014	2013
Intérêts	86	63
Autre créance	-	1
	86	64

Les intérêts sont tous recouvrables à court terme.

**8. PLACEMENTS – PATRIMOINES ADMINISTRÉS**

	2014	2013
Placements inclus dans les régimes enregistrés	48 359	41 519
Obligations	3 802	6 452
Fonds mutuels	3 923	4 301
Actions	3 782	708
	59 866	52 980

**9. AUTRES ACTIFS – PATRIMOINES ADMINISTRÉS**

	2014	2013
Objets de valeur	1 247	1 225
Véhicules automobiles	897	894
Biens en entrepôt	31	53
Autres actifs	13	25
	2 188	2 197

**10. SOMMES À PAYER – PATRIMOINES ADMINISTRÉS**

	2014	2013
Sommes à payer diverses	31 185	23 366
Dépôts sur offres d'achat	68	5
	31 253	23 371

**11. BONS ET SUBVENTIONS REPORTÉS POUR L'ÉPARGNE-INVALIDITÉ – PATRIMOINES ADMINISTRÉS**

Les bons et subventions reportés pour l'épargne-invalidité correspondent aux montants que le gouvernement fédéral verse dans les régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) pour les patrimoines administrés. À moins que le bénéficiaire rencontre les critères établis par l'Agence du revenu du Canada, ces montants doivent être maintenus dans le régime pendant au moins dix ans. Lorsque les fonds sont retirés avant cette date, tous les bons et subventions versés dans le REEI pendant les dix ans avant le retrait doivent être remboursés au gouvernement.

**12. RÉSULTAT NET ET GLOBAL DES COMPTES SOUS ADMINISTRATION**

	Fonds d'encaisse		Fonds de revenu		Total	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Produits d'intérêts (note 3g)	850	824	7039	6826	7889	7650
<b>Moins:</b>						
Honoraires d'administration	651	630	2 719	2 640	3370	3 270
Taxes sur les honoraires d'administration	98	94	407	395	505	489
Frais de garde et autres services	101	100	125	121	226	221
Produits d'intérêts nets	-	-	3 788	3 670	3 788	3 670
Gains à la disposition de placements (pertes)	-	-	(219)	(124)	(219)	(124)
Variation des gains (pertes)	-	-	12 028	(10 179)	12 028	(10 179)
non réalisés sur placements	-	-	15 597	(6 633)	15 597	(6 633)
<b>Résultat net et global</b>						

**13. PRESTATIONS, AVANTAGES ET INDEMNITÉS GAGNÉS**

	2014	2013
Programme de la solidarité sociale	68 441	67 522
Programme de la sécurité de la vieillesse	73 532	69 808
Autres prestations	25 493	25 949
Régime des rentes du Québec	21 804	20 374
Crédits de taxes et impôts	13 411	12 980
Loyers	814	662
Salaires et avantages sociaux	857	811
Assurances	493	707
Intérêts et dividendes	241	346
Compensations pour pertes financières	95	151
Indemnités reçues	3 270	192
Autres produits	844	903
	209 295	200 405

**14. FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE SUBSISTANCE ENGAGÉS**

	2014	2013
Frais d'hébergement et allocations pour menues dépenses	174 382	166 426
Frais médicaux	8 801	7 407
Impôts et taxes	4 381	4 271
Services funéraires	3 862	3 398
Services publics	3 446	2 881
Achats de biens meubles de consommation courante	1 377	1 410
Frais immobiliers	1 415	1 262
Primes d'assurance	1 253	1 038
Frais juridiques	1 057	973
Frais pour préparation des déclarations fiscales	679	676
Frais de déménagement ou d'entreposage	376	477
Pensions alimentaires	318	363
Autres frais	803	539
	202 150	191 121

**15. GESTION DU CAPITAL**

Le Curateur public s'est doté d'une politique en matière de gestion du patrimoine des personnes représentées, laquelle énonce que son intervention doit s'appuyer sur les trois principes suivants :

- Le respect de l'autonomie de la personne représentée;
- Une administration saine et rigoureuse;
- Une réponse adéquate aux besoins de la personne représentée.

L'objectif du Curateur public en matière de capital est la préservation de l'actif net des comptes sous administration afin de protéger les intérêts des personnes représentées. Pour ce faire, le Curateur public s'est doté d'une politique de placements des portefeuilles collectifs afin d'assurer une gestion prudente et diversifiée ainsi qu'une politique de placements des patrimoines administrés pour prévoir notamment leur transformation en portefeuilles collectifs.

## 16. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS – PORTEFEUILLES COLLECTIFS

### 16a) Politique de placement et Comité de placement

La politique de placement du Curateur public a pour objet de formuler les principes et règles de placement qui répondent sommairement aux besoins et aux objectifs des clientèles des portefeuilles collectifs, d'en définir le niveau de risque et de rendement, d'assurer que l'actif y est investi de façon prudente et diversifiée, compte tenu des responsabilités du Curateur public envers sa clientèle, et finalement de décrire la structure de gestion et les méthodes de contrôle retenues pour l'exploitation permanente de ceux-ci. La politique de placement s'applique à l'actif des portefeuilles collectifs détenu par un dépositaire dont la gestion est sous la responsabilité du Curateur public.

Un Comité de placement, constitué par le ministre responsable de l'application de la *Loi sur le curateur public*, est chargé de conseiller le Curateur public en matière de placement des biens dont il assume l'administration collective.

La politique de placement prévoit qu'au moins quatre fois l'an, le Curateur public doit faire rapport au Comité de placement de l'état des placements.

À cet égard, le Curateur public, de concert avec le Comité de placement :

- Passe en revue les catégories d'actifs et les flux monétaires nets des fonds collectifs;
- Discute des perspectives économiques et des projets de placement de chaque gestionnaire;
- Passe en revue la composition de l'actif et prend toute action nécessaire pour assurer la conformité avec la présente politique;
- Reçoit et évalue les statistiques sur le rendement des placements des fonds collectifs de chacun des gestionnaires;
- Assure que chaque gestionnaire agit en conformité avec son mandat et avec la politique de placement.

### 16b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Curateur public, à titre d'administrateur du bien d'autrui, ne soit pas en mesure de satisfaire aux obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance.

Le Curateur public gère ce risque en tenant compte des besoins quotidiens de liquidité pour chaque compte administré. Le Curateur public établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire aux obligations qui lui sont dévolues.

En ce qui concerne les échéances contractuelles des passifs financiers, les charges à payer sont toutes exigibles à court terme.

**16c) Risque de crédit**

Le risque de crédit est le risque que le Curateur public, à titre d'administrateur du bien d'autrui, subisse une perte financière si les contreparties font défaut d'exécuter les conditions des contrats.

Les portefeuilles collectifs administrés par le Curateur public sont gérés dans le respect des règles auxquelles il est soumis en vertu de la Loi sur le curateur public ainsi que des dispositions du *Code civil du Québec* en matière d'administration du bien d'autrui et notamment de l'article 44 de la *Loi sur curateur public* et de l'article 1339 du *Code civil du Québec* en matière de placements présumés sûrs. Ces contraintes obligent le Curateur public à traiter avec les émetteurs de titres dont la cote de crédit est élevée.

Aussi, le Curateur public gère ce risque en établissant des limites de détention par catégorie d'instruments financiers dans le cadre de sa politique de placement. À cet égard, l'ensemble des titres émis par un même émetteur, à l'exception des titres émis et garantis par le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec ou les titres émis par les municipalités du Québec ne doit pas représenter plus de 15 % de la valeur nominale de chaque portefeuille collectif. La somme des titres municipaux ne doit pas représenter plus de 50 % de la valeur nominale du portefeuille.

Au 31 décembre 2014, l'exposition maximale au risque de crédit, sans tenir compte d'aucune garantie détenue ni d'aucun autre rehaussement de crédit, correspond aux valeurs comptables des actifs des portefeuilles collectifs.

**16d) Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque du marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. Le Curateur public est seulement exposé aux risques de taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Lorsque les portefeuilles collectifs investissent dans des instruments financiers portant intérêt à un taux fixe, en général, leur juste valeur augmente si les taux d'intérêt du marché baissent et diminue si les taux d'intérêt du marché augmentent. Le Curateur public gère ce risque en calculant et en surveillant la durée effective moyenne. Les portefeuilles collectifs détiennent également un montant limité de trésorerie exposé à des taux d'intérêt variables qui les exposent à une fluctuation des flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2014, en assumant un mouvement parallèle de la courbe de taux, si les taux d'intérêt avaient été supérieurs ou inférieurs de 0,50 %, toutes les autres variables étant demeurées constantes, l'actif net des comptes sous administration aurait été supérieur ou inférieur d'un montant approximatif de 7 959 377 \$ (6 206 793 \$ au 31 décembre 2013).

D'autre part, le Curateur public limite son exposition au risque de marché en établissant des limites de détention pour différentes catégories d'instruments financiers. Celles-ci n'ont pas été modifiées au cours de l'exercice.

Au 31 décembre 2014, les limites de détention prévues par la politique de placement pour chacun des portefeuilles collectifs ainsi que les pourcentages de détention par catégorie d'instruments financiers s'établissaient comme suit :

#### Fonds d'encaisse (placements temporaires)

	Minimum	Maximum	% de détention	
			31 décembre 2014	31 décembre 2013
Encaisse	0%	5%	0,14%	0,19%
Titres échéant à moins de 365 jours garantis par le gouvernement du Canada	0%	35%	0%	0%
Titres échéant à moins de 365 jours garantis par le gouvernement du Québec *	65%	100%	99,86%	99,81%
Titres échéant à moins de 365 jours garantis par les gouvernements des autres provinces canadiennes	0%	15%	0,00%	0,00%
Titres échéant à moins de 365 jours de banques	0%	5%	0%	0%
			<b>100%</b>	<b>100%</b>

\* Les titres garantis par le gouvernement du Québec comprennent les titres de municipalités du Québec pour lesquels la limite de détention ne doit pas dépasser 50% selon la politique de placement. Au 31 décembre 2014, la limite de détention pour les titres de municipalités du Québec était de 39,96% (28,79% au 31 décembre 2013).

#### Fonds de revenu \*

	Minimum	Maximum	% de détention	
			31 décembre 2014	31 décembre 2013
Encaisse	0%	10%	5,77%	7,28%
Titres d'emprunt échéant à plus d'un an garantis par le gouvernement du Canada	0%	20%	0%	0%
Titres d'emprunt échéant à plus d'un an garantis par le gouvernement du Québec	80%	100%	86,03%	82,96%
Titres d'emprunt échéant à plus d'un an de municipalités du Québec	0%	50%	8,20%	9,76%
Titres d'emprunt échéant à plus d'un an garantis par les gouvernements des autres provinces canadiennes	0%	15%	0%	0%
Titres d'emprunt échéant à plus d'un an de banques	0%	5%	0%	0%
			<b>100%</b>	<b>100%</b>

\* Instruments financiers détenus par le biais d'unités de participation du fonds de revenu

**I 6e) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur**

Les instruments financiers des comptes sous administration du Curateur public présentés à la juste valeur sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté pour refléter les différences entre les instruments évalués et les données de marché disponibles. Ce niveau comprend également les instruments dont l'évaluation repose sur des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte de données de marchés observables, mais ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument évalué.

Le classement des instruments financiers entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, il n'y a eu aucun transfert significatif entre les différents niveaux hiérarchiques.

Au 31 décembre 2014, les instruments financiers détenus par le biais des portefeuilles collectifs étaient classés au niveau 2. Le Curateur public s'en remet au gardien de valeurs pour établir la juste valeur des instruments financiers. Pour la juste valeur des actifs financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, le gardien de valeur utilise diverses techniques d'évaluation et pose des hypothèses qui reposent sur les conditions qui prévalent sur le marché à chaque date de présentation de l'information financière. Les techniques d'évaluation comprennent l'utilisation de transactions récentes comparables dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur d'un autre instrument identique en substance, la valeur actualisée des flux de trésorerie, et d'autres techniques couramment utilisées par les intervenants du marché et fondées au maximum sur des données de marché observables. Le gardien de valeurs a recours à des hypothèses qui sont basées principalement selon les modèles fondés sur des données d'entrée comme la courbe des taux d'intérêt, les écarts de crédit et les facteurs de volatilité.

La juste valeur des prêts et créances et des autres passifs des portefeuilles collectifs est comparable à la valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

